



HAL
open science

Mexique. Une terre de disparu.e.s

Sabrina Melenotte

► **To cite this version:**

Sabrina Melenotte. Mexique. Une terre de disparu.e.s. FMSH/IRD/ANR/URMIS. FMSH, 2021.
hal-03641637

HAL Id: hal-03641637

<https://hal.science/hal-03641637>

Submitted on 14 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MEXIQUE : UNE TERRE DE DISPARU.E.S

19 RÉCITS, 2 ENQUÊTES, 1 PORTFOLIO



Mexique

une terre de disparu.e.s

Sous la direction de Sabrina Melenotte

Avec les contributions de : Josemaría Becerril Aceves, Collectif Paris-Ayotzinapa, Emmanuelle Corne, Paola Díaz, Luis López, Sabrina Melenotte, Natalia Mendoza, Marcos Nucamendi, Verónica Vallejo Flores



Carte des terrains de recherche

Sommaire

5 – Introduction

14 – 1960-2021: 60 ans de répressions et résistances

18 — Partie 1

Disparaître au Mexique

21 – Disparaître au Mexique

28 – Nouvelles et anciennes disparitions en Amérique latine : du Chili au Mexique

32 – Des anciennes aux nouvelles disparitions au Mexique : l'avènement d'une unité générationnelle politique

45 – Ayotzinapa : vers la fin d'un mensonge d'État

52 – Disparaître dans la Sierra Norte de Puebla

56 – Qui disparaît à Mexico ?

69 – La voix des mères

76 — Partie 2

Institutions de la disparition et de la mort en masse

78 – La crise médico-légale au Mexique et la « force expressive » des os

87 – Le gouvernement des morts anonymes à Mexico

100 – Chronique d'une journée ordinaire à la morgue de Mexico

109 – Dans l'engrenage des institutions : la recherche sans fin d'un fils disparu

116 — Partie 3

Paysages de la disparition et mondes fantomatiques

118 – Dans les plis des déserts

126 – Les chercheuses du désert

137 – Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz I (Chercher dans la nature) - Enquête

148 — Partie 4

Chercher ses « trésors »

151 – Dans la peau d'un chercheur de fosses clandestines

162 – Un Jour des morts avec un chercheur de fosses clandestines dans le Guerrero

170 – Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz II (Chercher en vie) - Portfolio

184 – Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz III (Se protéger) - Enquête

196 — Partie 5

Art et mémoires des disparitions

198 – L'avez-vous vu.e ? La persistance des disparu.e.s dans les peintures murales à Mexico

204 – Angie : peindre la douleur à Monterrey

214 – *Animitas* : une offrande au pied d'une fosse

220 – « Le cri de la statue » : disparitions et mémoires insoumises au Mexique

234 — Glossaire

236 — Bibliographie

242 — Les auteurs et autrices



Portraits de disparu.e.s accrochés dans un arbre de la paix par les familles lors de la V^e Brigade. Poza Rica, Veracruz, février 2020 © Emmanuelle Corne

Introduction

Sabrina Melenotte

Depuis le lancement de la « guerre contre le narcotrafic » en 1964, on estime le nombre de disparitions, forcées ou non, à plus de 92 241, dont près de 83 000 depuis 2006 (CNB, avril 2021).

Une quête de sens

Ce *mook* (mot-valise anglo-saxon issu de *book* et *magazine*) naît d'un besoin de dépasser l'état de sidération et l'étourdissement des chiffres qui atteignent de tristes records, afin de comprendre et écrire sur une problématique grave, que seuls les milieux militants, quelques médias et chercheur.e.s abordent en France, alors même qu'on lisait encore en 2017 que le Mexique était le deuxième pays le plus meurtrier après la Syrie (IISS, 2017).

L'idée originelle point de l'urgence à mettre en mots et en images les profonds bouleversements de la société mexicaine, afin de les ériger en remparts contre la terreur, les silences, les tabous paralysants, l'indicible du passage à l'acte violent, et s'extraire ainsi des violences enchâssées et des nécropouvoirs mortifères qui minent le pays depuis maintenant quinze ans.

Ce n'est pas un euphémisme que d'affirmer que l'intensité et la quantité d'homicides et de disparitions, non sans grande cruauté, dévastent aujourd'hui la société mexicaine. Un monde s'effondre quand un être cher disparaît (ou plusieurs...) car toute disparition constitue une « rupture d'intelligibilité » (Fassin et Rechtman, 2007), une perte brutale et souvent traumatisante, marquant un « avant » et un « après » dans les biographies individuelles. La disparition d'un être cher est donc une épreuve (Boltanski et Thévenot, 1991) qui refonde l'ordre social et force une temporalité singulière, où les Mexicain.e.s apprennent bon an mal an à vivre avec des violences protéiformes, extra-ordinaires tout en s'ancrant dans leur vie ordinaire, par des effets plus invisibles (Das, 2006). À cette temporalité élargie s'ajoute la création d'espaces singuliers, une vie confinée bien avant la pandémie de Covid-19, celle d'une vie où l'on apprend à « faire avec » les violences en cours, où l'on élabore des stratégies pour ne pas s'exposer au danger, contourner les territoires disputés, ne pas voyager seul.e de nuit ou créer des convois, s'envoyer des messages de bonne rentrée, etc. Autant de

formes inventées pour vivre, le plus possible, une vie « normale » dans un contexte de violences quotidiennes.

Les familles qui cherchent leurs proches disparus sont déjà sorties de la sidération, ce qui n'est pas le cas de toutes, loin s'en faut. Le moment très particulier où une personne bascule d'une expérience individuelle et douloureuse de la disparition d'un proche – en restant chez soi, en vivant dans la peine et la peur –, vers une expérience collective – où elle décide de sortir de chez elle, de porter plainte, de participer à un collectif, de s'organiser, voire de chercher des fosses –, est absolument central pour comprendre les enjeux sociaux, politiques et culturels qui se nouent aujourd'hui autour des disparu.e.s. Il faut bien du courage pour affronter l'opprobre du voisinage, du village ou de la communauté quand un.e disparu.e hante sa famille. Parfois même, le stigmate se retrouve au sein de la même famille, au point de la diviser. Le sujet peut devenir tabou et il n'est pas rare qu'un parent décide de le chercher et pas l'autre, au prix même de le cacher parfois ou de désobéir.

Le moment où l'on décide d'agir et de chercher est donc un acte de renversement du stigmate, et même une transgression sociale relevant de la libération, car il constitue un affranchissement du jugement d'autrui. Qu'il s'agisse de disparition, forcée ou non, collective ou individuelle, de personnes mexicaines ou centraméricaines, la douleur liée à la perte d'un être disparu ne doit pas être comprise comme une émotion personnelle. Elle est une émotion habituellement incorporée et « fermée », mais quand elle s'exprime et s'externalise, elle devient une invitation à la partager. Ainsi, les recherches de personnes disparues par des familles ou des collectifs constituent aujourd'hui des communautés de la douleur autour d'une souffrance partagée (Das, 1997). En agissant, elles deviennent également des communautés de la dignité et de l'espoir, par la création de liens politiques et affectifs qui se génèrent pendant les recherches de personnes « en vie » et « dans la nature ».

Les anthropologues ont montré combien la violence n'est pas uniquement synonyme d'anomie ou de désintégration sociale. Au contraire, les liens de solidarité, qu'ils soient familiaux, sociaux, politiques, affectifs, tendent à se renforcer autour d'émotions partagées, comme l'indignation, la peur, le courage, l'empathie (Macleod et de Marinis, 2018).

Par exemple, les familles qui partent sur les traces des disparu.e.s entament un processus d'innovation sémiotique, et les découvertes de fosses clandestines s'apparentent à des recherches de trésors particuliers, dont le dessein est le soulagement, le deuil, et la réintégration de « mauvais morts » à la communauté des vivants.

Ainsi, une réelle quête de sens est en jeu aujourd'hui dans un monde morcelé et fantomatique qui compose le puzzle macabre mexicain contemporain. L'action des familles de victimes resémantise, retisse, recoud des liens rompus, et réhumanise une société dévastée en recomposant chaque jour le puzzle macabre.

Une approche sensible des disparitions

Ce livre-magazine est le résultat d'une recherche collective menée d'abord entre des sociologues et des anthropologues dans le cadre de l'ANR SoV-Sortir de la violence (ANR-16-CE39-0010), au sein de l'axe portant sur le passage à l'acte et les méthodes d'exécution. D'autres jeunes chercheur.e.s provenant de l'histoire, de l'anthropologie, un journaliste, une photographe, ainsi qu'un collectif de solidarité internationale ont progressivement intégré l'équipe interdisciplinaire, soucieuse de mener une recherche engagée aux côtés des acteurs sociaux dont il sera question ici. Le fruit des échanges tissés au fil de ces trois dernières années dans le cadre d'ateliers et de rencontres régulières ont nourri les réflexions de chacun.e. L'écriture des sciences sociales est ici hybride et exploratoire afin de raconter autrement cette tragédie humaine et ses conjurations, en s'adressant à un public plus large que les cercles universitaires restreints. L'écriture inclusive est assumée dans l'ensemble des textes pour des choix politiques et un équilibre linguistique : les femmes jouant un rôle central dans les mobilisations contemporaines autour des personnes disparues, il nous a paru pertinent, pour ne pas dire évident, de leur rendre ce rôle actif dans la langue employée, tout en veillant à ne pas encombrer la lecture d'un excès de ponctuation.

Nous venons de trois principales disciplines des sciences sociales (anthropologie, sociologie, histoire). Nos expériences respectives ont été très intenses, parfois sidérantes, ou étonnamment joyeuses malgré la gravité du sujet. Elles ont marqué durablement chacun.e de nous, au point de nouer des relations pérennes avec certaines personnes qui vont au-delà d'une « enquête de terrain ». Nos motivations personnelles initiales nous sont propres et variées, que l'on soit de nationalité mexicaine ou pas. Mais nous partageons le besoin des familles de disparu.e.s de réhumaniser la société imprégnée par la terreur et l'incertitude. Nous espérons donc contribuer solidairement en mots et en images à transmettre les clameurs et les gestes politiques et affectifs qui surgissent de la société mexicaine pour vivre « avec »,

« dans », mais aussi « contre » des violences multiples et entrelacées, en cours et de haute intensité.

Nos récits sont situés dans l'espace et dans le temps pour ancrer nos expériences dans une relation dialogique, où nous nous sommes immergés dans des processus souvent complexes, aux côtés de familles dans des situations de grande vulnérabilité. Malgré de nombreuses peurs, les proches de disparu.e.s rompent le mur du silence et de la terreur en parlant, en sortant de leurs maisons, en défilant dans les rues, parfois même en criant leur rage ou leur désespoir, en creusant, en s'organisant et en se politisant, ou tout simplement en priant et en s'embrassant. Ainsi, l'urgence et la complexité de la situation mexicaine nous amènent à assumer des postures engagées, au sens où nous avons été « pris.es dans » et « affecté.e.s par » (Favret-Saada, 1977) un système d'interactions, et nous nous situons entre une distance critique et le respect de la capacité de nos interlocuteurs à comprendre, juger et remettre en cause des situations diverses, à créer des convergences ou des divergences, voire des disputes ou des conflits.

Nous espérons donc allier ici l'exercice de rigueur scientifique et l'exigence de justice sociale par l'exploration et l'analyse de ces pratiques et discours en privilégiant une posture ethnographique au carrefour de la science et du témoignage d'une époque turbulente. C'est pourquoi nous assumons des récits à la première personne du singulier, dans un effort de réflexivité nécessaire pour rendre compte des situations concrètes et des contextes d'énonciation à la racine de nos interlocutions et de la production de nos connaissances. Ainsi, la relation ethnographique a été privilégiée dans nos récits pour donner un sentiment de familiarité à un monde *a priori* lointain, un « air de famille » dirait Wittgenstein, ou plutôt un « air du temps », celui d'une époque sombre que nous espérons un jour bientôt révolue. C'est donc aussi par souci d'une écriture « humaniste » (Naepels, 2011) sur un terrain sensible où l'on veille à ne pas nuire à nos interlocuteurs, que nous écrivons.

Ainsi, pour ne pas exposer les familles, il est parfois difficile de « tout » dire, ou de dévoiler les identités de toutes les personnes dont il sera question ici, elles aussi « engagées » dans des processus compliqués, souvent prises en étau entre la quête de vérité et la peur des représailles. Ou encore les chercheur.e.s de fosses répètent souvent qu'ils ne cherchent pas les coupables, mais veulent « juste » retrouver leurs morts. N'y voyons pas tant un désintérêt pour la justice qu'une forme défensive pour chercher des fosses clandestines sans s'exposer aux représailles, dans un pays où les dirigeants sociaux, environnementaux et désormais au sein des collectifs de recherche de personnes disparues aussi, sont régulièrement éliminés.

Enfin, en donnant une voix et une identité aux disparu.e.s et à celles et ceux qui les cherchent, ce travail collectif veut se distinguer de chiffres officiels étourdissants tant ils



Les familles de disparu.e.s, pour la plupart des mères, s'apprentent à creuser à la recherche de fosses clandestines. État de Veracruz, février 2020 © Emmanuelle Corne

ne cessent d'augmenter et demeurent éminemment impersonnels et froids, dans une logique de comptabilité rationnelle qui dit peu des situations vécues. Nous faisons parler les personnes à travers des récits ethnographiques, des extraits d'entretiens, des carnets de terrain, des photographies qui immergeront le lecteur dans la vie quotidienne et ordinaire des familles de personnes disparues.

Le Mexique, une énorme fosse

Ce *mook* rassemble des matériaux empiriques inédits et constitue un effort de comparaison entre des régions différentes au Mexique. Au fil des analyses régionales sur les recherches de personnes disparues, se dessinent les traits communs et les spécificités propres à chaque contexte, les mobilisations et les ressources matérielles et symboliques des familles de disparu.e.s dans chaque région, leur rapport à l'expertise médico-légale et aux fonctionnaires, ainsi que les expressions artistiques contribuant à façonner une mémoire vivante et non-officielle.

Une première remarque qui se dégage d'une lecture transversale révèle qu'un même terme, la disparition, recouvre un éventail de réalités hétérogènes et plurielles : les disparitions forcées avec la participation plus ou moins directe et active d'agents de l'État, les disparitions commises par des particuliers, les disparitions « anciennes » de l'époque de la Guerre sale, les « nouvelles » de la « guerre contre le narcotrafic », les disparitions de Mexicain.e.s, de migrant.e.s centraméricain.e.s ou d'ailleurs en Amérique latine, mais aussi d'autres expressions de la disparition telles que l'enlèvement, le kidnapping, la privation de liberté, la séquestration, l'extorsion.

Une seconde remarque concerne la catégorisation de la disparition au Mexique, soumise à un régime juridique mouvant sous l'effet de l'internationalisation du langage juridique national, de normes et de valeurs qui lui sont associées et qui se sont élargies ces dernières années. Ainsi, les « disparitions » se sont aujourd'hui généralisées, à la fois comme pratiques dans des régimes non plus

exclusivement autoritaires, et comme catégories d'analyse qui possèdent une vie sociale en soi (Gatti, 2017). Elles relèvent pourtant de « pédagogies de la cruauté » (Segato, 2019) faisant des corps disparus ou assassinés à la fois des objets-marchandises sans valeur, souvent associés aux déchets par les criminels, et des messages visant à contrôler la population civile.

Si la mer Méditerranée engloutit des milliers de déplacé.e.s et de réfugié.e.s ces dernières années, le Mexique lui est une « énorme fosse clandestine », pour reprendre le leitmotiv des chercheur.e.s de fosses clandestines, initialement de la bouche du poète Javier Sicilia dont le fils a été assassiné, et le chef de file du Mouvement pour la paix en 2011. Chaque jour, des cadavres apparaissent à des endroits inattendus, embarrassants, dans des états difficilement acceptables pour les familles. Des espaces d'inhumations clandestines jaillissent au grand jour, telles que les fosses clandestines, mais aussi les décharges publiques, les camions frigorifiques, les bords des routes, etc. Ce traitement violent des corps morts révèle ô combien la vie est dévaluée au Mexique. Il soulève aussi une interrogation sur l'inégalité sociale sous-jacente aux disparitions, qui ne concernent pas tou.te.s les Mexicain.e.s de la même manière et expose en premier lieu les personnes en situation de marginalité, de vulnérabilité, voire d'abandon social.

Une troisième remarque renvoie à l'usage dans le langage ordinaire d'un terme plutôt qu'un autre pour désigner les actes divers de disparition, et il importe d'être conscient du risque d'euphémisation, voire de dépolitisation qu'il implique : avant la réforme de 2017 reconnaissant juridiquement la disparition forcée, les institutions dénombreraient uniquement des personnes « non-localisées ». De même, « *levantar* » (enlever, mais aussi soulever) est une forme atténuée de l'acte de la « disparition » qui continue d'être employée dans le langage courant, malgré la réforme juridique de 2017. Ou bien, une mère de disparu commentait récemment lors d'une conférence, que la « cuisine » est souvent employée pour désigner un « camp

d'extermination», et elle refusait d'associer un espace domestique, lieu d'amour et de générosité, à cette réalité atroce exécutée par des hommes violents. Ou encore, la tournure passive en langue espagnole « *fue desaparecido.a* » (il/elle a été enlevé.e/disparu.e) tend à reporter au second plan l'acteur de la disparition (celui qui a fait disparaître). La qualification et la catégorisation des disparitions, et plus largement des faits violents, sont des étapes fondamentales aujourd'hui car elles auront des effets sur les réparations et procès de demain. Elles posent donc la question de la justice et de la responsabilité des crimes.

De la nécropolitique au gouvernement des morts

La transition de la vie à la mort renvoie généralement à la souveraineté de l'État, qui établit des lois, des institutions, des pratiques pour la contrôler. L'État reste le détenteur de l'autorité ultime pour définir et gouverner les morts au sein d'une juridiction par la législation et les procédures institutionnelles (Robben et Ferrándiz, 2015). Mais au Mexique, les appareils d'États, à leurs différentes échelles, atteignent leurs limites, au point où les familles doivent négocier par elles-mêmes avec leurs morts, ou négocier avec d'autres formes d'autorité. « Gouverner les morts » au Mexique revient certes à articuler mort, pouvoir et politiques publiques (Stepputat, 2016), mais aussi à intégrer à l'analyse une société civile particulièrement active qui inclut les ONG, les Églises, les solidaires (nationaux et internationaux). Cette société civile exhorte, souvent dans un véritable rapport de force, les fonctionnaires à modifier leurs procédés pour tendre vers de « bonnes pratiques » et un traitement « digne » des cadavres, sous l'égide des protocoles de la Croix-Rouge nationale et internationale ou de la présence d'expert.e.s médico-légaux indépendant.e.s.

Les disparitions et les morts violentes sont donc l'occasion d'une « performance de la souveraineté » (Stepputat, 2016), dont le dessein ne vise pas uniquement le contrôle territorial, mais aussi l'émergence de contre-pouvoirs plus ou moins autonomes qui prennent collectivement en charge le « destin des corps morts » (Anstett et Dreyfus, 2012). La floraison de collectifs et associations de familles de disparu.e.s un peu partout dans le pays ces dernières années, leur consolidation, mais aussi leur division, doivent se comprendre comme des réponses civiles visant à pallier à la fois aux violences politiques et criminelles et à l'inefficacité d'institutions manifestement débordées et fragmentées. Dans ce cadre, il est possible d'affirmer que les recherches de personnes et de fosses clandestines « dans la nature » sont les fers de lance des actions collectives qui se déploient aujourd'hui aux niveaux local et national pour faire pression sur le gouvernement, l'obliger à agir et à accélérer ses actions. Ainsi, les recherches de disparu.e.s et de mort.e.s en masse redessinent aujourd'hui les frontières du politique, forçant le gouvernement à revoir

nombre de ses politiques, institutions, droits et expertises relatives à la mort. De façon allégorique, on pourrait aller jusqu'à dire que le « gouvernement des mort.e.s » est aussi celui de mort.e.s et de disparu.e.s qui gouvernent les vivants, les poussant à agir et modifier leurs pratiques.

La « performance de la souveraineté » en cours au Mexique révèle de façon flagrante les disputes et les conflits de valeur déterminants autour des disparu.e.s, et de leur stigmatisation, voire leur criminalisation, mais aussi la signification des os retrouvés et la notion de personne qu'ils engendrent : le traitement des restes humains cristallisent aujourd'hui les controverses entre État et société, entre expertises officielles et indépendantes, entre disciplines qui soutiennent ces recherches, et même entre collectifs de famille autour des méthodes à employer pour retrouver les disparu.e.s.

Si la professionnalisation des familles et collectifs de disparu.e.s est indéniable, que l'échange de savoir-faire et même leur expertise sont des gestes d'amour pour leurs « trésors » disparus, ils sont aussi des gestes désespérés de ne pas voir les choses avancer suffisamment rapidement au sein des institutions. Ces recherches de personnes disparues se font donc par dépit et ce travail héroïque des familles ne doit être ni idéalisé, ni banalisé, car il ne devrait pas leur revenir. Il vient combler les insuffisances de l'État mexicain et révèle les profondes crises qui s'emboîtent. Quand une société en arrive à chercher elle-même ses disparu.e.s et déterrer ses mort.e.s à tout prix pour pouvoir les identifier et les réintégrer au corps social au nom d'une dignité à recouvrer, c'est qu'elle n'a plus grand-chose à perdre et s'impatiente d'attendre de pouvoir se réhumaniser. C'est dire combien l'humanité d'une société dépend de la façon dont sont traité.e.s ses mort.e.s.

Déterrer la vérité

En suivant les recherches de personnes disparues dans plusieurs régions du pays, nous explorons aussi le rapport entre État et société et la façon dont la société mexicaine se transforme dans un contexte de violences extrêmes, massives et durables.

L'un des aspects les plus spectaculaires des recherches de disparu.e.s ces dernières années réside indubitablement dans les recherches « dans la nature » et « sur le terrain » (*búsquedas en el campo*). Les chercheur.e.s de fosses clandestines sont certainement les affranchi.e.s les plus exemplaires de ces quêtes : ils ou elles affrontent familles, voisins, villages, mais aussi autorités et fonctionnaires ; ils ou elles n'hésitent pas à s'immerger de tout leur corps dans des recherches très physiques, dans une nature souvent très adverse, se confrontant au spectacle de la mort cruelle, et n'hésitant pas à dépasser le cadre légal dans leurs pratiques.

Cette nouvelle catégorie de « chercheur.e de fosses clandestines » désormais revendiquée par celles et ceux qui suivent les traces de leurs disparu.e.s, acquiert une couleur singulièrement politique au Mexique, en se distinguant des autres types de recherche susmentionnés : *buscar en campo* signifie de chercher des corps morts à la fois « dans la nature » et « sur le terrain ». Ces expériences se caractérisent par une immersion totale des familles dans des paysages *a priori* idylliques qui recèlent des secrets enfouis en strates historiques. « Déterrer la vérité », comme le disent les chercheur.e.s de fosses, provoque une expérience sensorielle, émotionnelle, psychique, individuelle et collective, des plus intenses pour les familles qui suivent les traces de leurs proches, telles des chasseur.e.s suivant les empreintes d'animaux, sur le modèle du paradigme indiciaire (Ginzburg, 1980). Ces expériences physiques et sensorielles les poussent à apprendre des savoir-faire courageux que les collectifs se partagent et se transmettent, comme celui de « sentir la mort » au bout des sondes (*varillas*) plantées dans la terre, ou de voir des cadavres anonymes, parfois en état de putréfaction, dans l'espoir d'y retrouver des indices.

Dans d'autres contextes de violences massives, les familles ont déjà fait l'expérience de recherches artisanales et autogérées, voire clandestines, de fosses, avant que ne se mette en place un dispositif de justice transitionnelle ou de récupération de la mémoire historique. D'abord autogérées, mais de plus en plus encadrées par de nombreux acteurs institutionnels (autorités judiciaires, expert.e.s légistes, officiel.le.s ou indépendant.e.s, fonctionnaires d'institutions pour la réparation matérielle des victimes, fonctionnaires de la morgue, etc.) et non-institutionnels (défenseurs des droits humains, familles de disparu.e.s, Églises, etc.), les recherches de disparu.e.s déploient aussi un dispositif ample qui se concentre actuellement sur la crise médico-légale et les corps morts retrouvés, qui débordent littéralement des espaces funéraires classiques (morgues, cimetières, panthéons), au point de devenir dérangeants (Melenotte, 2021b) et encombrants (Jaksic & Fischer, 2021). On pense aussi au célèbre film *Nostalgie de la lumière* de Patricio Gúzman (2010) pour se rappeler que les mères chiliennes cherchent de longue date et sans relâche les os de leurs proches. Des décennies plus tard, l'impossible deuil. Comme si les restes humains, même des fragments, étaient les pièces indispensables du puzzle macabre qu'il faut réassocier pour retrouver le repos et se défaire d'un passé douloureux.

Ainsi, ce *mook* peint les esquisses d'un tableau lugubre au premier abord, mais teinté de lumières d'espoir par le travail d'une société qui se charge de resémantiser les paysages de la disparition et de la mort, de resymboliser un corps social démembré, et de « réhumaniser l'humain », comme le dit Juan Carlos Trujillo, frère de plusieurs disparus, à travers les os retrouvés.

Les récits de ces recherches donnent à voir le matériau brut du terrain ethnographique, par des extraits d'entretien et de carnets de terrain, des photographies collectées, des documents bureaucratiques commentés. Ils montrent aussi la professionnalisation des familles qui acquièrent des savoir-faire et des compétences autour des recherches de fosses et des exhumations, ainsi qu'autour des documents bureaucratiques. En somme, ils décrivent et analysent avec acuité ce qu'est le gouvernement des mort.e.s aujourd'hui, dans son versant institutionnel, mais aussi dans ses creux, ses plis, ses brèches, ses insuffisances et dysfonctionnements institutionnels en matière de recherche de disparu.e.s et de justice pénale et restauratrice. La liste de ces manques serait longue à décliner, mais les ethnographies parleront d'elles-mêmes sur le travail d'accompagnement, de compensation, voire de substitution, et de pression des familles et collectifs sur les institutions et leurs fonctionnaires, dont le travail reste largement composite et fragmentaire.

Le régime de l'incertitude

Des collègues colombiens travaillant de longue date sur les violences dans leur pays et œuvrant à une comparaison pertinente (Uribe et Parrini, 2021) s'effrayaient lors d'échanges informels de la difficulté au Mexique à identifier avec clarté les acteurs violents, ce qui empêche à court terme une quête de vérité et de justice. Les violences multiples s'insèrent dans des réseaux familiaux, d'amitiés, d'alliances matrimoniales et de parrainages ancrés localement dans la vie quotidienne, qui rend les frontières plus poreuses entre des groupes désignés sous les bannières respectives de « crime organisé », « État », « société civile ». Ces violences ancrées dans la vie ordinaire des Mexicain.e.s rendent diffuse la responsabilité des crimes et donnent l'occasion au gouvernement de criminaliser les disparu.e.s et de stigmatiser leurs familles, liant les langues de ceux qui savent davantage que ce qu'ils osent dire, tant la peur est vive et les secrets sont lourds.

Ces silences, adossés à la terreur et à l'impunité, favorisent l'incertitude qui règne en maître dans de très nombreuses régions. À ces silences imposés s'ajoutent le flou des réponses institutionnelles, les démarches bureaucratiques interminables, les processus d'identification souvent inaboutis, et surtout le manque d'enquêtes approfondies dans la majorité des cas. Ces réalités floues et incertaines produisent des paysages fantomatiques de la disparition, se doublent d'une impunité quasiment généralisée et produisent chez les familles des emballements de questions sur ce qui s'est « réellement » passé. Le régime de vérité qui se crée autour des familles de personnes disparues et de l'action de leur famille s'en voit fortement malmené. Il laisse place à un nouveau régime de l'incertitude, composé de doutes, d'hypothèses, d'interrogations.



Portraits de disparus d'Ayotzinapa, Mexico, février 2020 © Emmanuelle Corne

Comment reconstruire du sens et un récit cohérent, homogène, unifié, à partir de fragments d'os et d'histoires individuelles incomplètes, qui reposent dans des paysages fantomatiques et des temps suspendus ? Les familles, hantées par les mille possibles sur ce qui a « réellement » pu se passer, mènent constamment l'enquête, devenant les détectives en charge d'une vérité à découvrir. Elles émettent des hypothèses incessantes sans jamais avoir la certitude sur les faits passés. Tant que l'histoire est incomplète à leurs yeux, elle analysent et reconstituent. Elles cherchent à analyser, à reconstruire les derniers moments vécus par leur être cher, se mettent même dans la peau des criminels pour tenter de retrouver leurs traces, et surtout, s'imaginent constamment le pire, avec horreur et douleur. Le manque d'une justice et d'un récit officiel qui seraient élaborés avec les familles sur des dizaines de milliers d'histoires flottantes et morcelées fait largement défaut. Ce manque non seulement étire la douleur, mais il les plonge dans une attente interminable et une incertitude angoissante qui les éloigne chaque jour un peu plus d'une vérité possible.

Contre toute attente, cet entre-deux propre au régime de l'incertitude produit des processus identitaires déconcertants et inattendus, comme celui qui consiste à « entrer dans la peau du criminel » pour essayer de saisir sa logique et retrouver une fosse clandestine ; ou à adopter les disparu.e.s de tou.te.s en cherchant un inconnu comme si l'on cherchait son propre enfant ; ou bien à se mettre à la place d'une autre mère en racontant son histoire à d'autres ; ou encore à se mettre directement à la place de son enfant disparu en le faisant parler soit dans des dialogues imaginaires que l'on voit sur les réseaux sociaux ou imprimés sur un T-Shirt. Le besoin de matérialisation de l'absence provoque une série de substituts matériels, symboliques et statutaires qui enrichissent ces communautés de la douleur, de l'action et de l'espoir.

Penser les effets des masculinités violentes

Au Mexique, comme ailleurs en Amérique latine, le lien filial mère-fils prédomine dans les recherches de disparu.e.s et il correspond aux premiers profils sociologiques établis : la majorité des disparu.e.s sont de jeunes

hommes, entre 25 et 40 ans selon les cas et les régions, tandis que les femmes qui disparaissent sont très jeunes, parfois même adolescentes. Notons d'emblée que ces constats pourraient s'affiner davantage selon les régions qui ne sont pas marquées par les mêmes violences politiques et criminelles. Néanmoins, les travaux féministes affirment avec justesse que l'origine de cette profonde crise des droits humains est à chercher dans des violences patriarcales (Hernández Castillo, à paraître). La nécropolitique mexicaine contemporaine est le fruit de violences produites et partagées entre plusieurs acteurs armés qui sont avec certitude à 99 % masculins, qu'il s'agisse de militaires, de policiers, de paramilitaires, de sicaires, de mercenaires, de narcotrafiquants, etc. Ces premiers constats, certes un peu généraux, laissent toutefois émerger des tendances signifiantes : les frontières entre les forces de sécurité et les membres du crime organisé sont aujourd'hui brouillées ; mais surtout, les violences actuelles sont aussi et surtout le fait d'hommes sur d'autres hommes. Dire cela n'implique évidemment pas de négliger la gravité et l'urgence des violences faites aux femmes, parce qu'elles seraient moins nombreuses à mourir et à disparaître aujourd'hui. Les chercheuses féministes, notamment les plus radicales, ont travaillé de longue date, et à juste titre, sur cette violence masculine qui s'abat avant tout sur les femmes. Mais le regard porté sur les violences faites aux femmes, comme les féminicides ou les viols en temps de guerre, ne doit pour autant pas détourner notre regard des hiérarchisations inter-masculinités qui aboutissent aussi à des violences faites *entre* hommes.

Pour comprendre l'analyse de la violence masculine dans le Mexique contemporain, il conviendrait d'intégrer à l'analyse de la violence faite aux femmes une analyse qui porte aussi sur la différenciation du statut des hommes entre eux, en fonction de leur classe sociale, de leur rapport à la culture nationale et de leur position ethnicisée. Pour le dire autrement, les principales victimes des violences masculines sont avant tout des hommes et des femmes pauvres et souvent racialisé.e.s. C'est dire aussi que le système patriarcal qui produit des acteurs violents faisant usage viriliste de la force interroge l'inégalité de l'accès d'autres hommes, dominés, aux rôles attendus par cette culture patriarcale. Il s'agit donc de chercher à la fois dans les explications politiques et économiques, mais

aussi dans une approche racialisée de la violence, la production de ces inégalités et exclusions au sein d'un même genre et entre les genres.

En outre, la violence masculine pose indéniablement une série d'autres questions qui rejoignent d'autres époques et d'autres contextes sur le rôle des femmes dans l'après-violence ou l'après-guerre. Que fait une société quand des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, surtout jeunes et pauvres, disparaissent ? Quels effets sur les enfants et les prochaines générations aura cette violence masculine ? Quels rôles jouent désormais les femmes dans les recherches de disparu.e.s, au Mexique et ailleurs ? Quelles nouvelles répartitions des rôles genrés et des transactions économiques se mettent en place au sein des familles quand des jeunes hommes et femmes, souvent aussi de jeunes parents, arrivent à manquer massivement ? Qui remplace l'absence de (jeunes) pères pour prendre en charge ou contribuer financièrement à l'économie familiale ? Quels déplacements des rôles autour de la division sexuée des tâches entre hommes et femmes opère au sein des familles marquées par la perte et l'absence d'un ou plusieurs êtres chers ? Puis, lors des recherches, quelle répartition des tâches et quelle différenciation sociale se créent au sein des collectifs et des Brigades, entre mères, chercheur.e.s de fosses, solidaires ? Dans quelle mesure aussi les recherches de disparu.e.s sont des vecteurs, pour beaucoup de mères notamment, d'ascension sociale et professionnelle ?

Nous ne prétendons pas répondre à toutes ces questions ici, mais il est important de souligner à quel point les bouleversements intrafamiliaux que peut engendrer la disparition ont des effets sociaux, économiques et politiques à long terme et sur plusieurs générations, faisant de la disparition plus qu'une expérience individuelle, mais bel et bien collective. Ainsi, les disparitions bouleversent psychologiquement les proches des personnes disparues, ont un impact profond sur les activités économiques familiales, engendre des transformations profondes sur la répartition des tâches au sein des familles et au-delà. Partant, les rapports de pouvoir intrafamiliaux, mais aussi plus larges, aux niveaux communautaire, local, régional, et même national gagneront à être davantage explorés à l'avenir.

De la *mater dolorosa* au familisme mexicain et au-delà

Quelles sont les singularités mexicaines dans les recherches de disparu.e.s par rapport à d'autres mobilisations sociales ?

On sait que l'apparition des liens familiaux dans la sphère publique et politique a joué un rôle central dans les mobilisations pour les droits humains et les recherches de disparu.e.s dans le Cône Sud, avec l'essor notamment du

« maternalisme » dont le cas argentin reste emblématique. Toutefois, même si les figures maternelles sont les principales protagonistes, d'autres figures féminines cherchent à leurs côtés : au premier degré de la parenté, les épouses, sœurs, filles ; puis les cousines, parfois les petits-enfants, ou les nièces. Les hommes aussi accompagnent ces recherches et leur présence parmi les femmes mérite d'être soulignée : époux, frères, fils, cousins, neveux. Pour ces raisons, il est plus juste de parler de « familles » qui cherchent leurs êtres chers, et non exclusivement de « mères ». Ce « familisme » public est à la fois biologique et politique car il exalte les relations de parenté dans la vie publique et politique.

Au Mexique, ce familisme se traduit dans les demandes de justice, vérité et mémoire des collectifs qui se constituent surtout autour du lien maternel (il n'est que de voir la majorité des noms de ces collectifs) et des valeurs qui lui sont associées (être une « bonne mère » ou un « bon fils », innocent). En ce sens, les mobilisations de mères au Mexique ressemblent beaucoup aux mobilisations de mères de disparu.e.s ailleurs en Amérique latine, et l'on pense immédiatement aux Mères de la place de Mai devenues des mères courage, icônes de la *mater dolorosa* s'emparant de la place publique pour dévoiler combien l'intime est politique. Toutefois, là encore, rappelons que la mobilisation des parents des 43 étudiants d'Ayotzinapa (d'autres icônes des recherches contemporaines) ne se réduit pas aux figures maternelles, puisque les pères sont tout aussi présents dans leurs quêtes et marches mensuelles.

On retrouve également ce familisme mexicain dans la Loi générale des victimes de 2013 qui considère comme victime *directe* toute personne ayant subi un dommage physique, mental, émotionnel, une mise en danger ou une atteinte à ses biens juridiques ou à ses droits suite à un délit ou des violations de leurs droits humains ; et comme victime *indirecte* la famille ou la personne ayant une relation immédiate avec la victime directe, ainsi que toute personne qui subit un dommage ou un danger dans la sphère de ses droits pour porter secours à une victime (article 4). Ce lien familial est également exigé dans les systèmes judiciaires et d'expertise autour des disparu.e.s, notamment avec les avancées en génétique et les tests ADN, où seul ce lien compte, et il est demandé à ce qu'il soit le plus direct possible avec la victime.

Ces mobilisations de mères autour des demandes de « justice et vérité » s'inscrivent dans des mouvements féministes plus larges. Avec l'effervescence actuelle des féminismes mexicains, les mères de disparu.e.s sont proches des luttes contre les féminicides et les violences conjugales ou d'État, bien qu'il existe des discordes au sein des mouvements féministes, notamment autour de la critique d'une politisation de la maternité par le biais de la condition biologique (médicale) et la condition de mères comme un droit à revendiquer.

Les recherches mexicaines de disparu.e.s se distinguent aussi par leur caractère immédiatement transnational. La participation de mères centraméricaines aux recherches de disparu.e.s au Mexique et la Caravane annuelle qui franchit la frontière sud du pays, ou encore les recherches à la frontière entre les États-Unis et le Mexique renforcent cette dimension transnationale dans des recherches généralement nationales. Il faudrait bien sûr développer et nuancer puisque cette dimension transnationale existait depuis longtemps. On pense à l'exil argentin vers le Mexique dans les années de la dictature, qui a aussi fortement influencé les premières mobilisations mexicaines. Ou encore aux recherches de plusieurs bébés volés en Argentine retrouvés longtemps après en Uruguay, et qu'incarne à merveille l'histoire extraordinaire du poète argentin Juan Gelmán, exilé au Mexique, et de Berta Shubaroff, son ex-épouse et l'une des Grands-mères de la Place de mai (*Abuelas de Plaza de Mayo*), qui avaient retrouvé ensemble leur petite fille Macarena en 2000 dans la famille d'un policier uruguayen.

Au Mexique, la plupart des familles de disparu.e.s organisées en collectifs puisent dans le même répertoire d'actions bien connues de la sociologie des mobilisations latino-américaines autour des quêtes de « justice et vérité » : les marches, les broderies, les *plantones* (campements provisoires) au cœur de la ville, etc. D'autres pénètrent le dédale bureaucratique mexicain et démultiplient les recours éprouvants, en quête d'efficacité souvent contrariée par la lenteur des processus bureaucratiques, de l'inefficacité ou du manque de sensibilité de fonctionnaires : du dépôt de la plainte pour disparition à la restitution des corps, en passant par l'identification médico-légale, les expériences des familles auprès des institutions diverses, avec des fonctionnaires plus ou moins bien formés rendent leur quête de justice laborieuse et semée d'embûches. D'autres encore vont plus loin dans les modalités de l'action collective en partant chercher des fosses clandestines, ouvrant le pas à de nouveaux gestes politiques visant à « déterrer la vérité », créant de nouveaux rituels civils à forte consonance religieuse, qui transgressent le cadre traditionnel et légal des mobilisations sociales.

Le Mexique est donc traversé par des sujets politisés et en cours de politisation, essentiellement des mères qui cherchent leurs fils, mais qui, en politisant leurs identités maternelles, adoptent tou.te.s les disparu.e.s. La solidarité qui se crée autour de la communauté de douleur (Das, 1997) devient rapidement une « communauté d'action » (Koselleck, 1997). Ces nouveaux liens affectifs et politiques vont au-delà du lien filial et génétique. Ils gagent de la protection contre les masculinités violentes et garantissent une nouvelle communauté morale et politique qui se soude sans forcément compter sur l'État.

Justices au-delà de l'État

Lorsque la légitimité de l'État est profondément ébranlée, que la loi n'exerce plus son autorité sur les membres d'une même communauté nationale « imaginée » (Anderson, 1983), pour offrir une vie si ce n'est « bonne » du moins « normale », ce sont d'autres communautés morales non-gouvernementales (familiales, sociales, religieuses) et à d'autres échelles qui se consolident et jouent le rôle de corps et de liant social, dans un rapport plus ou moins autonome par rapport à l'État.

Face aux violences massives, des expériences de justices collectives et de « défense de la communauté » (Mallon, 1983 ; Foucault, 1997) s'autonomisent de l'État et de ses institutions dans plusieurs régions du Mexique. On pense aux Bons gouvernements zapatistes au Chiapas, aux Polices communautaires du Guerrero, aux rondes communautaires ou aux groupes d'autodéfense dans le Michoacán, dont certains proposent depuis près de trois décennies une refonte du projet national dans sa relation avec les peuples indiens (Melenotte, 2020b). Ces expériences portent une idéologie radicale en proposant des justices alternatives à l'État, sur la base des systèmes des us et coutumes relevant de processus autonomiques.

Les familles de disparu.e.s se distinguent de ces expériences sur bien des points, à commencer par l'absence de projet d'autonomie politique intégrale et le spectre plus large de leurs mobilisations, qui ne passe pas toujours par une rhétorique anti-gouvernementale. Toutefois, des points communs se dessinent entre ces mouvements sociaux radicaux et les chercheur.e.s de fosses notamment, dont les pratiques transgressives et le discours anti-gouvernemental rappelant les processus autonomiques. Ils partagent la méfiance profonde envers les institutions, le fait de devoir faire justice « par soi-même », la désobéissance civile qui transgresse les frontières du légal et de l'illégal, et leur pratiques d'une justice *de facto* s'érigent en réponses civiles face à l'incapacité des institutions à freiner la crise sécuritaire et remplir leur rôle régalien.

Autant d'expériences politiques, sensibles et affectives des familles qui « pratiquent » le sens du juste et de l'injuste, produisent des valeurs et des jugements dans et à partir de leur expérience quotidienne. Les communautés politiques et affectives se tissent autour des recherches de disparu.e.s aujourd'hui créent leur vision de la justice, plus performative et évolutive que ne le serait une définition uniquement normative ou juridique. Il est donc important de comprendre les multiples significations que la justice prend pour elles et leurs réseaux de soutien : la justice y est un droit mais aussi une valeur incarnée dans la vie quotidienne. De cette manière, nous explorons les conflits et les écarts existant entre les différents statuts de la justice et de l'injustice qui existent entre les familles et les institutions, sous des formes plus ou moins ritualisées.

Nous invitons donc tout.e un.e chacun.e à sortir d'une vision uniquement étatico-centrée de la justice sociale redistributive, où l'État serait le seul garant de la répartition des ressources matérielles et symboliques entre les membres d'une même communauté. Afin d'adopter une vision plus large du problème de la justice revendicative et des mouvements sociaux, souvent examinée depuis les théories de la reconnaissance par l'État, nous préférons ici articuler les droits – à la vérité, à la justice et à la mémoire – à la réalité quotidienne de la vie ancrée dans les corps et les affects. La vérité, la justice et la mémoire deviennent alors des valeurs incarnées, ni abstraites ni normatives, pour constituer des aspects de la vie auxquels l'on montre de l'attachement.

Le lecteur trouvera d'abord des éléments de contextualisation sur les violences et les disparitions au Mexique. Il

découvrira ensuite des histoires individuelles et des expériences collectives comme autant d'expressions de conjuration de la peur et de la maemort, qui viennent pallier les ratés de la fabrication rituelle de la mort et l'omniprésence de la maemort engendrée par la disparition brutale et violente. Il aborde aussi des enjeux fondamentaux autour des exercices et expériences de mémoires non-officielles, provenant des familles, ou réalisées en consultation avec celles-ci, et que d'aucuns appellent aujourd'hui des mémoires « prématurées » (Ovalle et Díaz Tovar, 2020) ou « vivantes » (López Casanova *et. al.*, 2021).

Bon voyage en terre de disparu.e.s.



Collectifs, associations et organisations

Aguilas del Desierto, Arizona, Tucson (États-Unis)

Armadillos Binacional, Arizona, Tucson (États-Unis)

Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Víctimas de Violaciones a los Derechos Humanos en México - AFADEM, (*Association de proches de détenus disparus et de victimes de violations des droits de l'homme au Mexique*), Mexico

Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos - AFDD (*Association des proches des détenus disparus*), Santiago (Chili)

Buscadoras de Nuevo León (*Chercheuses du Nuevo León*), Nuevo León

Buscadoras por la Paz (*Chercheuses pour la paix*), Sonora, Hermosillo

Center for Human Rights, Arizona, Tucson (États-Unis)

Centro comunitario de atención al migrante y el necesitado - CCAMYN, (*Centre communautaire de service aux migrant.e.s et aux nécessiteux*), Sonora, Altar

Ciudadanos en Apoyo a los Derechos Humanos A. C. - Cadhac (*Citoyens en soutien aux droits humains*), Nuevo León, Monterrey

Coalición de Derechos Humanos, Arizona, Tucson (États-Unis)

Colibrí, Arizona, Tucson (États-Unis)

Collectif Paris Ayotzinapa, Paris

Colectivo por la Paz (*Collectif pour la paix*), Veracruz, Xalapa

Colectivo Solecito (*Collectif Petit Soleil*), Veracruz

Colectivo uniendo esperanzas (*Collectif rassemblement d'espoirs*), Mexico

+1 = a todos Tlajomulco (*+1 = à tous Tlajomulco*)

Comité ¡Eureka!, Mexico

Comité 68, Mexico

Familiares en búsqueda María Herrera (*Association Familles en recherche María Herrera*), Veracruz

Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Coahuila - FUNDEC (*Familles unies pour nos disparus à Coahuila*), Coahuila

Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Jalisco (*Familles unies pour nos disparus Jalisco*)

Fuerzas Unidas por Nuestros Desaparecidos de Nuevo León, Fundenl (*Forces Unies pour nos disparus*), Nuevo León

Fundación para la justicia y el Estado democrático de derecho, Mexico

Hasta encontrarles CDMX (*Jusqu'à ce qu'on les retrouve Ville de Mexico*), Mexico

Hijos por la Identidad y la Justicia, contra el Olvido y el Silencio - H.I.J.O.S., México

Humane Borders Fronteras Compasivas, Arizona, Tucson (États-Unis)

Los otros desaparecidos (*Les autres disparus d'Iguala*), Guerrero, Iguala

Las rastreadoras del Fuerte (*Les traçeuses del Fuerte*), Sinaloa

Madres de la Plaza de Mayo (*Mères de la place de Mai*), (Argentine)

Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad - MPJD (*Mouvement pour la paix avec justice et dignité*), Mexique

Movimiento por Nuestros Desaparecidos en México (*Mouvement pour nos disparus au Mexique*)

Movimiento Migrante Mesoamericano (*Mouvement migrant mésoaméricain*)

No More Deaths, Arizona, Tucson (États-Unis)

Red de Enlaces Nacionales (*Réseau de liens nationaux*)

RECO, Mexico

Tucson Samaritans, Arizona, Tucson (États-Unis)

TRIAL international, Genève (Suisse)

1960-2021 Répressions & Résistances

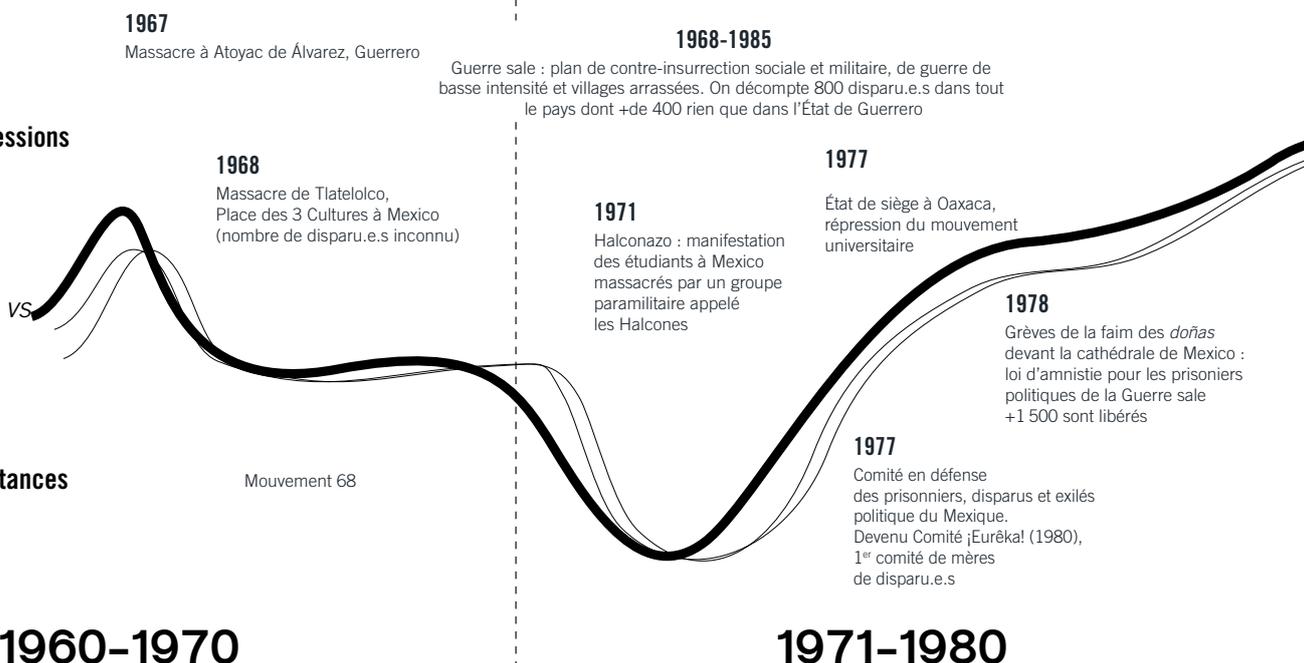
1960-1980

Parti au pouvoir

Mexique

Répressions

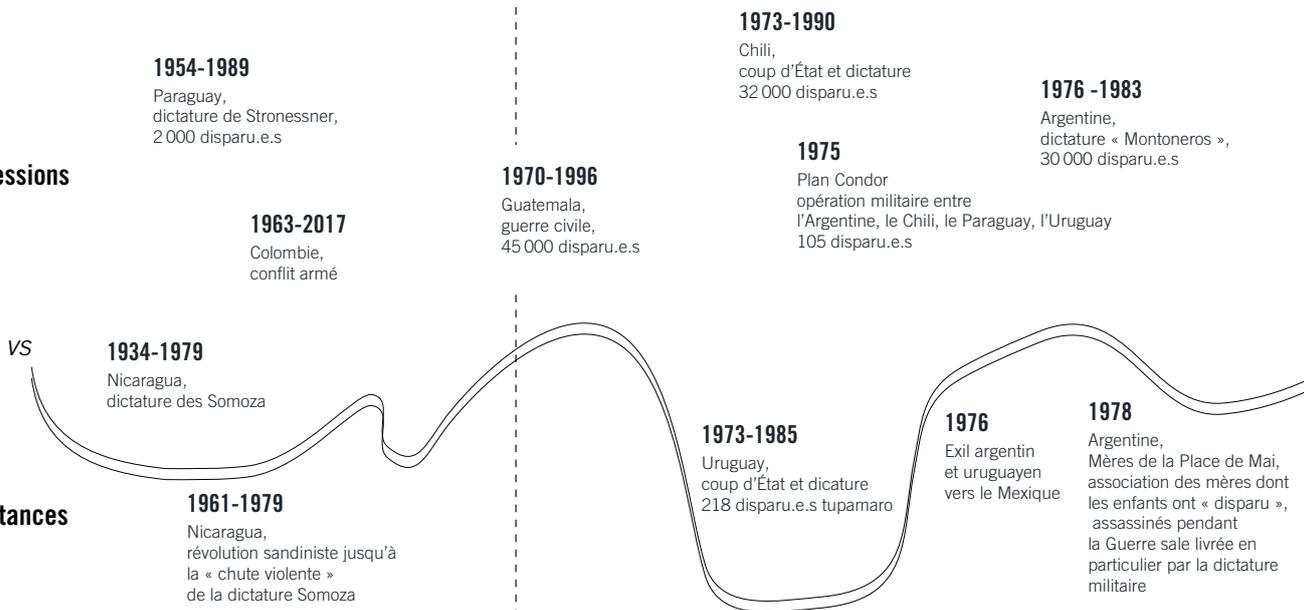
Résistances



International

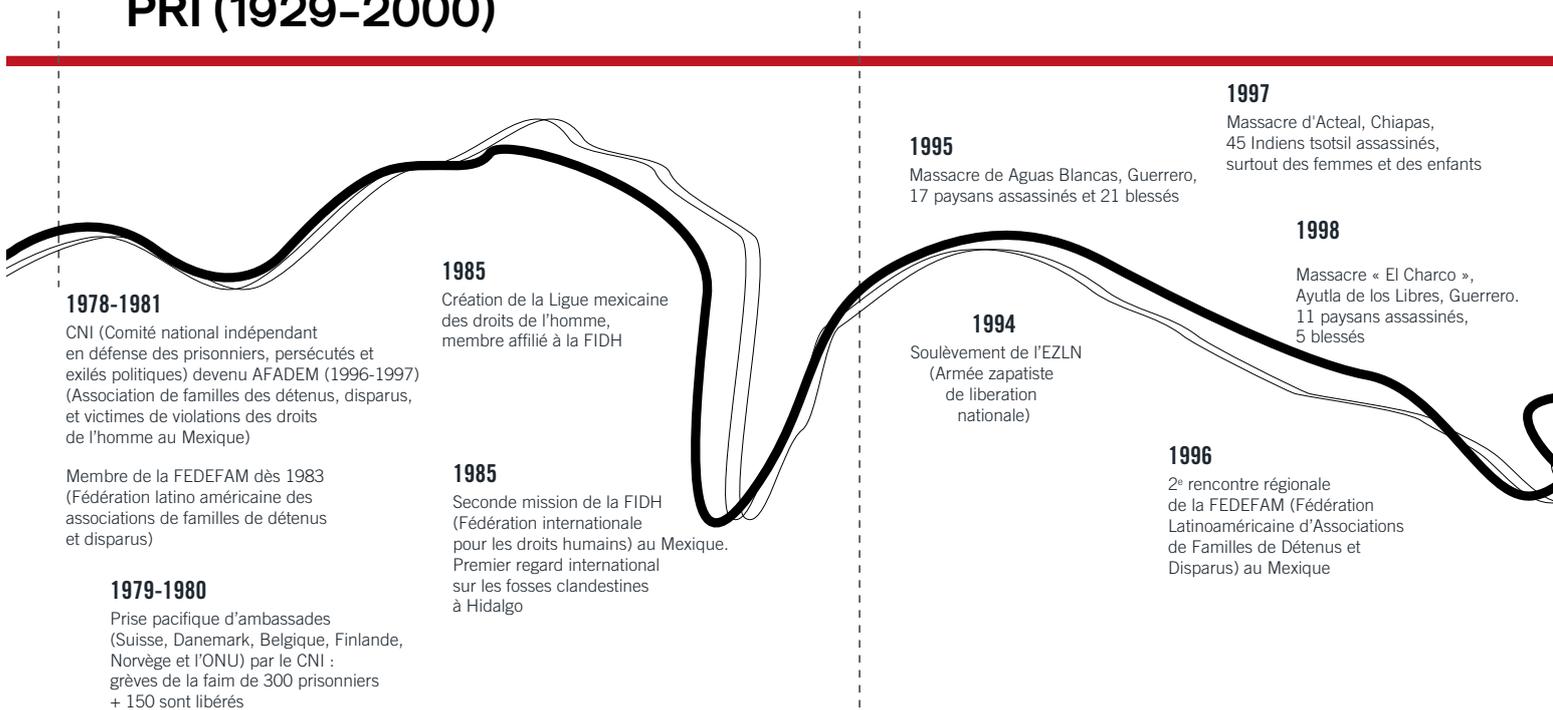
Répressions

Résistances

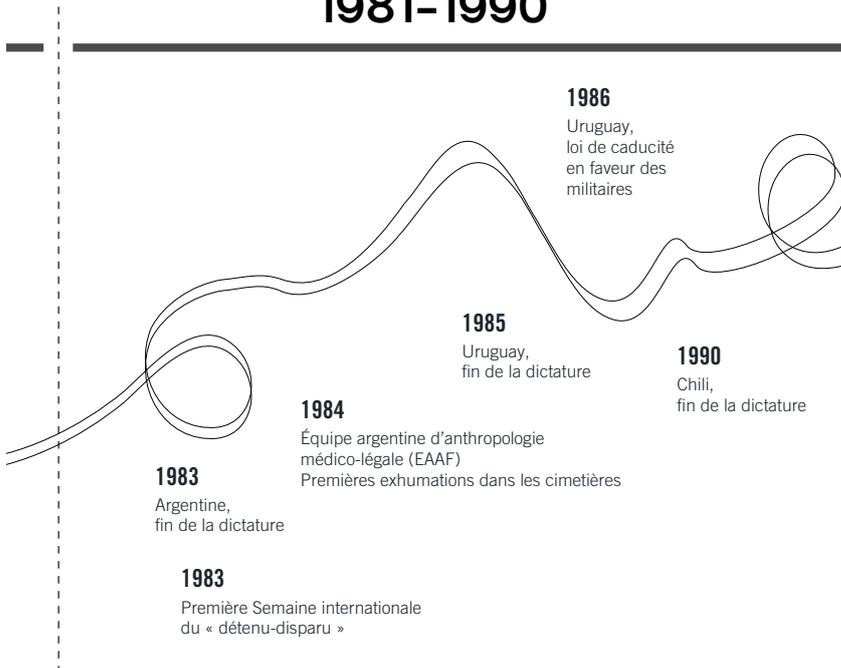


1981-2000

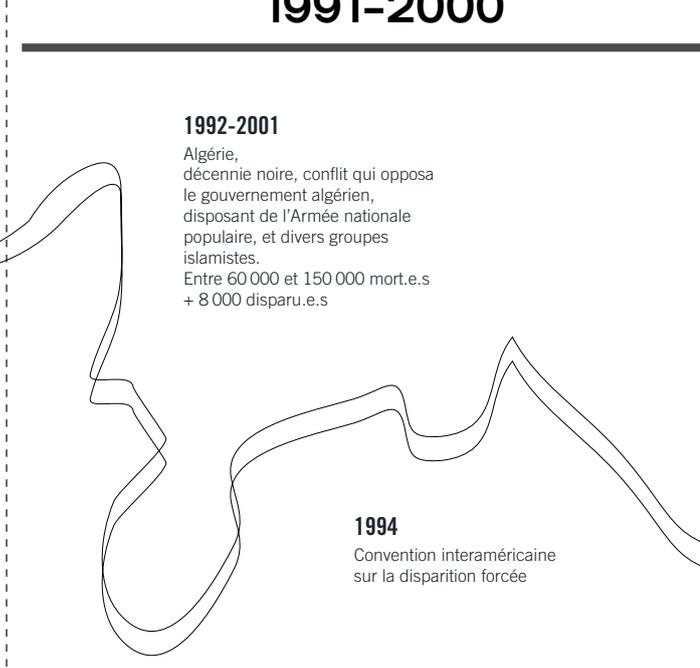
PRI (1929-2000)



1981-1990



1991-2000



2001-2011

PAN (2000-2012)

Mexique

Répressions

VS

Résistances

2006

Répression à San Salvador Atenco, État de Mexico. 2 morts, 217 détenus et torturés dont 47 femmes victimes de violences sexuelles

2006

Répression contre l'APPO. 9 assassinés, 216 disparu.e.s

2010

Massacre des migrant.e.s à San Fernando, Tamaulipas, 116 assassiné.e.s

2006

FPDT, Front des peuples en défense de la terre, contre l'implantation d'un nouvel aéroport en terres communales

APPO, Assemblée populaire des peuples de Oaxaca, connue comme la Commune de Oaxaca

2009

1^{re} condamnation de l'État mexicain par la CourIDH, Cour interaméricaine des droits de l'homme. Cas de disparition forcée en 1974 de Rosendo Radilla

2011

MPJD, Mouvement pour la paix avec justice et dignité

2001-2011

International

Répressions

VS

Résistances

2006

MMM, Mouvement migrant mésoaméricain

2006-2013

Paraguay recherche des disparu.e.s par les fils des victimes

2005

Uruguay, 1^{res} exhumations de fosses clandestines par des familles de disparu.e.s

Colombie loi de Justice et paix. 1^{res} exhumations

2011

30 août, proclamation de la Journée Internationale des personnes disparues par l'ONU

2011

Chili, mouvement étudiant contre les réformes universitaires et secondaires

2004

Caravanes de mères centraméricaines

2012-2021

PRI (2012-2018)

Morena (2018-)

2014

Tlatlaya, État de Mexico,
22 exécutés par l'armée

2014

Ayotzinapa, Guerrero,
disparition forcée
de 43 étudiants, 6 morts

2013

Loi des victimes

2013

Réseau de liens nationaux
(REN)

2012

1^{er} marche pour la dignité nationale :
mères qui cherchent leurs fils et filles,
la vérité et la justice
(10 mai, jour de la fête des mères)

2014

Rapport final
de la Commission
Vérité pour le Guerrero

2015

Premières recherches
de fosses clandestines
Arrivée du GIEI (Groupe interdisciplinaire
d'experts indépendants) au Mexique
pour enquêter sur le cas Ayotzinapa

2015

Apatzingán, Michoacán,
16 exécutés par l'armée

2015

Tanhuato, Michoacán,
43 exécuté.e.s par l'armée

2015

Commission pour
la vérité à Oaxaca
sur les violations
de droits humains
commises en 2006
Mouvement
pour nos disparus
au Mexique

2016

Tierra Blanca, Veracruz,
massacre de 5 jeunes

2016

Nochixtlán, Oaxaca,
8 mort.e.s, 22 disparu.e.s,
53 blessé.e.s

2016

1^{re} Brigade nationale de recherche
de disparus (recherche
de fosses clandestines)

2017

Loi sur la disparition forcée de personnes,
disparition commise par des particuliers
et du système national de recherche
de personne

2018

Commission pour la vérité
et l'accès à la justice pour Ayotzinapa
Commission nationale de recherche (CNB)

2020

Mécanisme extraordinaire d'identification
médico-légale (MEIF)
Le Mexique reconnaît la compétence
du Comité contre la disparition forcée
des Nations Unies et accepte l'intervention
de l'ONU

2021

Massacre de Camargo,
19 corps calcinés de personnes
guatémaltèques et mexicaines

2011-2021

2015

France,
visite officielle de Enrique Peña Nieto,
président mexicain.
Signature de 60 traités bilatéraux,
dont la vente d'armes

2017

Guatemala,
féminicide d'État,
43 filles mineures
sont brûlées dans
un foyer pour l'enfance

2021

Cuba,
répression des manifestations
1 mort, 187 personnes arrêtées
et portées disparues

2019

Équateur,
répression des manifestations
10 mort.e.s, 1 300 blessé.e.s,
2 000 arrestations

2021

Colombie,
répression des manifestations
51 mort.e.s, 1 700 blessé.e.s

2017

Nicaragua,
répression contre l'opposition
et la presse indépendante
33 personnes arrêtées victimes
de disparition forcée

2021

Colombie,
manifestations dans plusieurs villes
en protestation contre la réforme
fiscale du gouvernement Duque

2019

Équateur,
manifestations en réaction
à des mesures d'austérité

2021

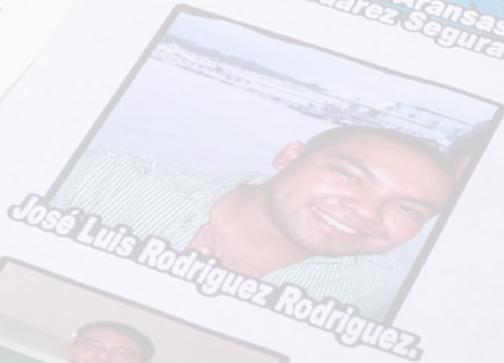
Cuba,
manifestations contre
le gouvernement cubain
et la crise économique

Disparaître au Mexique



Partie 1

JUSTITIA
LOS IIII



#S



Yoltsi cherche sa sœur. Elle crie des slogans comme «Pourquoi les cherchons-nous ? Parce que nous les aimons» lors d'une marche blanche. Poza Rica, 21 février 2020, Veracruz © Emmanuelle Corne

Disparaître au Mexique. De la nécropolitique aux mobilisations sociales

—◆◆◆— Sabrina Melenotte —◆◆◆—

Le Mexique traverse une période pour le moins paradoxale : celle d'une démocratie entamée dès la fin des années 1980, qui connaît depuis quinze ans des violences extrêmes et massives. Depuis 2006 et la « guerre contre le narcotrafic », le pays est devenu une « terre de disparu.e.s ».

L'énigme de la disparition

À la question « Pourquoi tant de gens disparaissent-ils au Mexique ? », il est difficile de répondre simplement tant les réalités sont diverses.

Les motifs des disparitions recouvrent un spectre large allant des disparitions dites « forcées », pour motifs politiques et répressifs de l'État, à des règlements de compte et des luttes territoriales au sein du crime organisé, mais aussi pour des motifs plus « ordinaires », des vengeances familiales, amoureuses, des règlements de compte entre groupes rivaux, des dettes non payées, des enlèvements en échange de rançons, ou tout simplement le fait d'être au mauvais endroit au mauvais moment. Nous n'épuiserons pas dans ce *mook* les situations très hétérogènes des disparitions, mais donnerons à voir ce spectre large et les façons dont une société vit « avec » tant de mort.e.s et de fantômes.

La disparition d'une personne est une énigme en soi : elle impose la présence de l'absent.e parmi les vivant.e.s, et les hante. Dans un contexte de conflit, la disparition brutale est d'autant plus énigmatique pour la société des vivants qu'elle laisse des « fantômes » (Delaplace, 2018) et des âmes en errance (Losonczy et Robin Azevedo, 2016 ; Delacroix, 2018) qui n'ont pas eu le temps de faire leurs adieux ou de se repentir. Ce pouvoir qu'ont les disparu.e.s en fait de réels sujets politiques. Il aboutit à l'élaboration de stratégies, de quêtes individuelles et collectives des vivant.e.s pour résoudre l'énigme de la disparition et qui circulent courageusement entre ces deux mondes, dans un espace fantomatique entre la vie et la mort. Face

à une telle incertitude, « faire apparaître » (Claverie, 2011) les corps, vivants ou morts, est la condition *sine qua non* pour le deuil des familles, l'exigence de vérité sur le passé et de justice pénale et sociale.

Une terre de disparu.e.s en chiffres

Devenu « terre de disparu.e.s », le Mexique affronte depuis 2006 une crise politique et sécuritaire sans précédent depuis la Révolution mexicaine (1910-1920). En un peu plus d'une décennie, la lutte officielle contre le narcotrafic impulsée en 2006 par l'ancien président Felipe Calderón Hinojosa (2006-2012) aboutit à un solde macabre : au moins 352 093 mort.e.s (INEGI) et 90 000 disparu.e.s, 10 féminicides par jour, plus de 70 000 migrant.e.s en transit dans le pays, dont on ne connaît pas la localisation, près de 39 000 (52 000 selon des sources non-gouvernementales) cadavres accumulés par l'État sans identification, et 3 631 fosses clandestines localisées par les autorités, et plus encore par les familles de disparu.e.s qui cherchent inlassablement.

Ces chiffres sont très incertains et incomplets car ils ne tiennent compte que des plaintes formelles déposées auprès des autorités compétentes et sont donc largement inférieurs à la réalité ; ils sont en cours d'actualisation permanente, notamment sous le gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador, soucieux de présenter des chiffres actualisés pour gager de son action institutionnelle.

Bien qu'ils soient encore sous-estimés et problématiques, les chiffres officiels montrent une nette explosion des homicides et des disparitions à partir de 2008.

Les disparitions s'inscrivent dans une histoire de répressions politiques qui puise dans une tradition autoritaire de l'État mexicain



« Faire disparaître » une personne est l'une des modalités des violences extrêmes qui se conjugue à d'autres méthodes de mise à mort singulièrement cruelles. On retrouve ces pratiques violentes dans différents contextes socio-politiques et historiques, allant du nazisme (décret nazi « Nuit et Brouillard » de 1941) aux disparitions contemporaines de milliers de migrant.e.s dans le bassin méditerranéen ou à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, sans oublier la guerre d'Algérie, le Cambodge, avant qu'elles ne s'étendent à l'Amérique latine, au Maghreb et au Moyen-Orient. Les disparitions forcées caractérisaient jusque-là les régimes autoritaires passés : les dictatures latino-américaines du Cône Sud telles que le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, mais aussi la Colombie ou le Mexique de longue date, ou encore l'Espagne, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge.

Le Mexique illustre la réalité d'un État qui s'est consolidé au fil du XX^e siècle par un pacte corporatiste et des liens clientélistes durables, consolidés sur une histoire longue de violences politiques chroniques et sporadiques, faites d'assassinats politiques et de massacres ciblés, qui ont cuirassé l'hégémonie du Parti révolutionnaire institutionnel jusque dans les années 2000.

Suite à une lente décomposition du pacte corporatiste et clientéliste, de l'accroissement d'un pacte néolibéral dans les années 1980 et d'un *statu quo* rompu entre État et cartels, le pays est traversé depuis 2006 par des violences d'une autre magnitude, extrêmes dans leur cruauté, massives dans leur nombre, protéiformes dans leur expressions (disparitions forcées, extorsions, traites de personnes, assassinats extrajudiciaires, massacres) et qui touchent désormais tous les secteurs de la population en produisant de la terreur.

D'une part, l'histoire des disparitions s'inscrit dans une histoire de répressions politiques qui puise dans une tradition autoritaire de l'État mexicain. Ainsi, dans les cas de disparitions dites « forcées » (Loi générale sur la disparition forcée et la disparition de personnes par des particuliers, 2017), la participation directe des agents de l'État (armée ou polices) a été démontrée, parfois depuis fort longtemps : Atoyac de Álvarez et Ayotzinapa dans le Guerrero, Collines de Santa Fé dans le Veracruz, San

Fernando dans le Tamaulipas, Tlataya dans l'État du Mexique, Tanhuato et Apatzingán dans le Michoacán, etc.

D'autre part, les disparitions contemporaines, forcées ou non, ne peuvent se comprendre uniquement à l'aune d'une dichotomie simpliste entre « État » et « crime organisé ». S'il est vrai que les disputes territoriales entre cartels sont impitoyables et d'une grande cruauté, les acteurs violents sont labiles, ils se déplacent, changent d'organisations (régulières ou irrégulières), apprennent des techniques et des *modus operandi* distincts dans chaque cartel, qui circulent eux aussi des sphères militaires aux sphères criminelles et politiques.

Ainsi, contrairement à l'idée répandue que les violences contemporaines seraient uniquement criminelles et liées à des « règlements de compte » entre narcotrafiquants, nous assumons ici que c'est bien sous l'impulsion des nouvelles politiques sécuritaires lancées par le gouvernement mexicain en 2006 que la société mexicaine a été profondément bouleversée.

La nécropolitique au Mexique

Les thèses d'Achille Mbembé (voir encadré ci-contre) ont connu un succès important auprès des chercheurs travaillant sur le Mexique car elles offraient un cadre relativement général sur les formes indirectes de gouvernement. Le « droit de glaive » évoqué par Foucault pour caractériser le pouvoir souverain de l'État s'inscrit dans une économie globalisée qui lui ôte une grande partie de son pouvoir souverain de mort : d'une part, les narcotrafiquants et les criminels se déplacent sur des territoires étendus du commerce de la drogue et des armes, au-delà des frontières nationales ; d'autre part, les réseaux macro-criminels qui lient les agents de l'État, les entrepreneurs et les criminels, selon des arrangements régionaux créant des nécro-pouvoirs qui se configurent de manière singulière dans chaque État fédéré de la République. Ces pouvoirs régionaux parfois collaborent, mais souvent rivalisent et se disputent le contrôle de la population et du territoire, dépassant toujours les frontières politiques classiques entre privé et public, produisant ce que certains auteurs appellent des « zones grises » d'intérêts qui croisent des activités légales (notamment par le contrôle des ressources naturelles et productives) avec d'autres illégales (drogue, traite de personnes, traite d'organes, etc.), modifiant les manières de « gouverner par la violence » (Grajales, 2016).

Certains auteurs ont adopté une lecture nettement économique du capitalisme avancé au Mexique pour expliquer la nécropolitique actuelle. Ils parlent tantôt de narco-État (Gil Olmos, 2017), tantôt d'État multicriminel (Speed, 2018) pour évoquer la diversification économique des marchés illégaux. Car au trafic de drogue et d'armes s'ajoute la diversification d'activités criminelles devenues légales, comme le font les cartels du Michoacán avec le contrôle des pro-

Nécropolitique

Le concept de *nécropolitique* d'Achille Mbembé (2006) permet de réfléchir à la production massive de la mort à partir du Mexique contemporain et d'inscrire les morts en masse dans une économie plus générale de la violence. Mbembé s'inspire et prolonge le concept de « biopouvoir » de Foucault en tant que pouvoir souverain qui détient la capacité de dire qui peut vivre et qui doit mourir, à travers l'assujettissement du corps et de la vie au pouvoir de la mort. C'est dire avec lui que la souveraineté s'établit non pas exclusivement sur la valeur de « la vie » (Fassin, 2018), ni sur un gouvernement uniquement disciplinaire des corps (Fassin et Memmi, 2004), mais aussi sur l'exercice du droit à faire mourir. Selon Mbembé, le droit souverain de tuer a trouvé son archétype dans l'État nazi, puis s'est décliné dans les plantations sucrières, sous l'occupation coloniale en Afrique, dans le régime de l'apartheid en Afrique du Sud ou avec le cas palestinien aujourd'hui. Ainsi, si les concepts de « biopouvoir » et de « thanatopolitique » ont pu caractériser l'ample transition des États modernes européens, le concept de nécropolitique permet d'analyser les concepts postcoloniaux de l'exercice de la violence et de la souveraineté, ainsi que les nouvelles technologies de la mort.

ductions d'avocats ou de citrons. D'aucuns ont même parlé de « capitalisme gore » (Sayak Valencia, 2018) pour insister sur l'effet déstructurant du capitalisme avancé qui créent des consommateurs et des spectateurs des violences. D'autres ont réinterprété le concept de nécropolitique à l'aune de la production d'une main-d'œuvre peu chère issue des migrations mexicaines et centraméricaines (Varela, 2015 ; Estevez, 2019), mais aussi de la traite des personnes, surtout des femmes, le tout sur fond de terreur et d'omerta qui entraîne une nouvelle économie marchande des corps (Parrini, 2016 ; Segato, 2018 et 2019) au sein de « paysages de la terreur » (Castro Neira, 2013).

D'autres auteures, notamment féministes telles que Robledo et Hernández Castillo (2019), insistent davantage sur la continuité politique d'un « dispositif disparaisseur » (*dispositivo desaparecedor*) inauguré pendant la Guerre sale (1968-1985), mais qui connaît un essor sans précédent depuis la lutte contre le narcotrafic lancée en 2006 par l'ancien président Felipe Calderón Hinojosa (2006-2012). Suivant cette lecture géopolitique et militaire, un *continuum* existe entre les stratégies contre-insurrectionnelles anciennes, revisitées et appliquées à la lutte anti-drogue des quinze dernières années. Nous serions donc passés de « pédagogies de la cruauté » (Segato, 2019) – héritées des manuels militaires français et de la guerre antisubversive systématisée en Algérie, constituées, enseignées et transmises au sein de groupes d'élites formées dans l'OEA au Panama avant d'être diffu-

sées dans les anciennes dictatures latino-américaines –, à des conflits asymétriques propres aux « nouvelles guerres » (Moreau de Bellaing et Linhardt, 2014) qui se caractérisent par l'irrégularité des troupes qui s'affrontent, dont les populations civiles sont les principales victimes, mais qui ont un usage particulièrement instrumentale des corps.

Dire ceci est fondamental car la « guerre contre le narcotrafic » au Mexique n'entre pas dans les critères internationaux de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre, ou de génocides, mais correspondrait davantage à un conflit armé d'un genre spécial, à la fois interne, asymétrique, mais aussi transnational.

Les mort.e.s et disparu.e.s en masse gagnent donc à être analysé.e.s à la croisée d'une économie globalisée des violences contemporaines au Mexique et d'une histoire politique longue des disparitions par l'État. Ce positionnement heuristique a des implications épistémologiques : il permet d'ancrer les mort.e.s et disparu.e.s dans des contextes d'affrontements territoriaux régionaux entre plusieurs groupes armés, publics et privés. Ainsi, les violences liées à la « délinquance » et au « crime organisé » ne s'opposent pas nécessairement aux violences étatiques et répressives (militaires ou policières) qui appartenaient au registre autoritaire ancien du Parti révolutionnaire institutionnel. Les violences contemporaines intègrent des pratiques violentes en chaîne. Et le manque d'enquête de la quasi-totalité des crimes aujourd'hui rend extrêmement difficile de savoir qui produit la violence et qui elle vise.

Des crises emboîtées, des territoires disputés, des acteurs violents labiles

Au Mexique, les crises sont emboîtées : d'abord politique et sécuritaire, devenue ensuite humanitaire et aujourd'hui médico-légale et funéraire. Elles traduisent à la fois l'échec des dispositifs sécuritaires à mettre fin aux violences criminelles et politiques, et l'impunité qui règne en maître dans le pays.

La militarisation de la société et de la sécurité publique a non seulement aggravé la situation des droits humains, mais elle a également renforcé l'impunité, entraîné une augmentation du nombre d'homicides et assuré la progression des activités criminelles et mafieuses dans le pays. Toutes ces expériences traduisent également une profonde méfiance de la société envers les institutions, accusées d'être corrompues, inégales, voire racistes dans les régions les plus marginalisées et indiennes.

Les stratégies sécuritaires ont conduit à un double phénomène concomitant, la militarisation de la vie quotidienne des Mexicains et de la sécurité publique, ainsi que la privatisation de la violence.

Militarisation de la société et de la sécurité publique

L'Initiative Mérida

L'Initiative Mérida est un projet d'aide extérieure lancé par les États-Unis en octobre 2007 et concrétisé en juin 2008 sous l'administration Bush, visant à mener des opérations armées au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, contre le trafic de stupéfiants et les opérations annexes qu'il engendre, comme le blanchiment d'argent, le trafic d'armes, la création de gangs. Souvent comparé au Plan Colombie qui a soutenu des forces militaires et paramilitaires dans la lutte contre les cartels, l'Initiative Mérida prétend moderniser les forces armées mexicaines et renforcer le complexe militaro-industriel des États-Unis. Au Mexique, c'est la Marine nationale qui a été au premier plan des opérations contre les narcotrafiquants car elle était jugée la moins corrompue, l'amenant à opérer sur plusieurs territoires reculés, comme au Chiapas ou sur la côte Pacifique.

La Loi de la Sécurité intérieure

Fin 2017, sous le mandat d'Enrique Peña Nieto, la Loi sur la sécurité intérieure est ratifiée. Elle autorisait la militarisation de la sécurité publique déjà entamée sous les mandats de Ernesto Zedillo et Vicente Fox avec l'incorporation de chefs militaires dans les ministères, dont le général Rafael Macedo de la Concha à la PGR (parquet général) en 2000, et l'ingérence des armées étrangères dans la sécurité nationale. Elle autorisait aussi l'armée, la Marine, les forces aériennes et toute force de sécurité publique, à réaliser des exercices de surveillance « par n'importe quelle méthode de collecte de l'information » (article 28), en compromettant gravement l'intégrité et la confidentialité des systèmes de communications. Au nom de la lutte officielle contre le narcotrafic, cette loi élargit l'action des forces armées en matière de sécurité (correspondant généralement aux polices) dans la sphère civile et dans la vie quotidienne des Mexicains (depuis 2007, 45 000 militaires ont été déployés dans les rues).

La Garde nationale

Depuis l'investiture d'Andrés Manuel López Obrador en décembre 2018, la réforme de la police l'a placée sous tutelle directe de l'armée par un mandat unique. La Garde nationale prolonge les mesures sécuritaires des gouvernements précédents. Il n'est donc pas étonnant que les chiffres d'homicides et de disparitions ne diminuent pas. Ainsi, aux délits du crime organisé s'ajoutent la militarisation des structures de sécurité qui doivent inquiéter sur les dérives autoritaires du régime mexicain : la multiplication des massacres de Mexicain.e.s et de migrant.e.s (Cadereyta, San Fernando...), des cas de disparition forcée, des extorsions et des tortures attestées des forces militaires (Tlataya, Apatzingán, Villa Purificación, Iguala, parmi tant d'autres) sont autant d'indicateurs préoccupants de violations des droits humains qui témoignent des dérives autoritaires du régime mexicain, pourtant considéré comme une démocratie, et bien au-delà de « règlements de compte » attribuables au seul crime organisé.

Ces réformes sur la longue durée ne sont donc que le *continuum* de trente ans de mise en œuvre d'un plan de sécurité étasunien, qui a été opérationnel dans les années 1970 et 1980 pendant la Guerre sale avec la stratégie contre-insurrectionnelle et les services de renseignement, puis avec l'apparition de la Direction fédérale de sécurité (Dirección Federal de Seguridad) – une agence gouvernementale qui a combiné des stratégies contre-insurrectionnelle et anti-drogue –, plus récemment l'Initiative Mérida, tributaire du Plan Colombie, puis la Loi sur la sécurité intérieure et la Garde nationale, qui est en quelque sorte le dernier avatar du mariage entre la force publique nationale et le renseignement militaire des États-Unis.

Premièrement, l'armée mexicaine se modernise très rapidement et depuis quinze ans au moins, avec comme ambition affichée d'être la meilleure armée d'Amérique latine. Depuis 2006, les effectifs militaires ont doublé, notamment grâce à l'accompagnement de conseillers militaires nord-américains et la dotation d'un matériel sophistiqué fourni par la Maison Blanche (hélicoptères Bell UH-1H, outils de détection, drones, appareils électroniques et informatiques), la formation de la gendarmerie mexicaine par la gendarmerie française, l'achat légal d'armes, par exemple à l'Allemagne, qui circule ensuite de manière illégale dans les zones les plus dangereuses, comme ce fut le cas avec les M36 de Heckler & Koch retrouvés dans le Guerrero et le Michoacán. L'armée opère aussi un changement qualitatif de l'intervention militaire par la militarisa-

tion de la société et l'élargissement des droits militaires dans la sphère civile, notamment pour faire des perquisitions sans mandat d'arrêt.

Deuxièmement, si la police s'est progressivement militarisée dans ses méthodes d'intervention et de répression, il n'est pas rare non plus que les forces de l'ordre, armées et policières, sous-taient l'exercice de la violence en déléguant leurs compétences à de multiples acteurs criminels effectuant le « sale boulot » (Hughes, 1997). Dans beaucoup de témoignages recueillis, l'imbrication, voire la collusion, d'acteurs politiques et criminels rendent plus poreuses encore et difficiles à délimiter les frontières entre des violences de différentes natures, produites par de multiples acteurs armés.

**Les « technologies
de la disparition » des corps
sont plurielles et diversifiées,
couvrant un spectre large
de « camouflage du crime »
allant de l'inhumation
superficielle et désorganisée
de corps entiers
à la destruction systématique
et exhaustive des restes
humains**



Ainsi, aujourd'hui au Mexique, le passage à l'acte violent peut aussi bien être le fait de militaires, de policiers locaux, fédérés et fédéraux, de narcotrafiquants, de paramilitaires, de milices privées, de mercenaires, de sicaires ou de tueurs à gages. Les figures de ces combattants n'appartiennent plus exclusivement à une troupe régulière, mais à des groupes différenciés, plus ou moins formels et organisés, mobiles et éphémères, politisés et criminels.

Les loyautés sociales et politiques des figures criminelles de combattants complètent, imitent ou remplacent le travail effectif des « professionnels de la violence » que sont l'armée et les polices. Ils emploient des moyens de combat dont le spectre va des plus conventionnels aux plus répréhensibles (Linhardt et Moreau de Bellaing, 2014). Si certains criminels d'entre eux sont, d'une certaine façon, des figures renouvelées de bandits (Hobsbawm, 1969) devenus « justiciers hors-la-loi » (Favarel et Gayer, 2021), d'autres s'emploient à imiter les méthodes militaires employées dans le Cône Sud ou au Guatemala pour mettre en scène une cruauté terrorisante (Nahoum-Grappe, 2002 ; Uribe, 2004) par des supplices relevant de ce que Michel Foucault appelait un pouvoir souverain sur les corps de leurs victimes.

Les acteurs criminels des grands cartels de la drogue, quant à eux, façonnent sur un mode entrepreneurial capitaliste une longue chaîne de production de la violence avec de nombreux acteurs économiques et violents, souvent lourdement armés, allant de hauts commandements à des exécuteurs ou des espions, qui fonctionnent selon un *modus operandi* renouvelé du phénomène paramilitaire, au croisement de violences privées et publiques, insérées dans une économie marchande épuisant les corps aux travaux les plus durs.

Au Mexique, davantage qu'une « industrialisation » de la disparition et de la mort, les *modus operandi* à l'œuvre

apparaissent comme des formes plus ou moins organisées selon les régions, soumises aux relations clientélistes et personnalisées entre les groupes criminels eux-mêmes, entre ceux-ci et les institutions publiques, les entrepreneurs régionaux et même la société civile. À cela s'ajoutent des intérêts économiques « légaux » : la sombre construction du mur et les renégociations de l'accord de libre-échange entre le Mexique et les États-Unis sous l'administration Trump auront complexifié encore davantage, et pour longtemps, ce paysage économique et politique.

On comprend ainsi que les expressions de violences multiples à la fois relèvent de stratégies de contre-insurrection anciennes, mises en place au sein de la stratégie anti-drogue, et sont combinées à des activités marchandes contemporaines qui font le lit du capitalisme avancé et s'abattent de plein fouet sur les corps de civils.

Dans cette économie politique globale de la disparition et de la mort, les corps deviennent centraux, à la fois comme produits de la marchandisation pour des trafics multiples (drogues, armes, traite de personnes et d'organes, etc.), comme main-d'œuvre qu'il convient d'exploiter par le travail (des usines de *maquiladoras* aux « camps de travail » clandestins pour transformer les drogues), ainsi que comme corps qui dérangent une fois utilisés et dont il faut ensuite se débarrasser, tels des objets jetables. La dévaluation de la vie et du corps résulte de discriminations sociales, raciales et ethniques, de genre, qui se croisent à des degrés différents dans chaque contexte régional.

Le corps dans les violences de masse à la fois comme réceptacle, véhicule et source de symboles et de représentations de ce qui doit être détruit (Eltringham, 2012). Pratiques communes aux « cultures de la terreur », les « techniques des violences faites aux corps » (Foulard & Melenotte, 2017) font de ceux-ci des objets didactiques visant à introduire la peur en vue de discipliner les populations concernées par les messages. Les corps sont aussi torturés, mutilés, démembrés, pour ôter leur caractère sacré, les extraire du corps individuel et social, et instaurer de la terreur dans un système tournoyant de vengeances, parfois sur plusieurs générations, ce que l'anthropologue colombienne María Victoria Uribe a synthétisé dans la formule « tuer, retuer et contretuer » (1990).

Les « technologies de la disparition » des corps sont également plurielles et diversifiées, couvrant un spectre large de « camouflage du crime » allant de l'inhumation superficielle et désorganisée de corps entiers à la destruction systématique et exhaustive des restes humains. Ces méthodes sophistiquées supposent des ressources matérielles plus importantes, comme de posséder ou de s'emparer de propriétés privées pour capturer, faire travailler (dans des « camps de travail ») et/ou torturer des personnes enlevées (dans des sites d'extermination appelés

parfois « camps de concentration »), pour ensuite enterrer leurs corps, les dissoudre ou les brûler.

L'acquisition de connaissances et de techniques criminelles pour faire disparaître tant que possible les restes, creuser des fosses clandestines ou ne laisser que des cendres ou des fragments calcinés, illisibles et indéchiffrables, a des conséquences considérables sur la société mexicaine dans son ensemble qui doit relever de nombreux défis.

Pour toutes ces raisons, l'effort mené succinctement ici de théorisation plus globale sur le cas mexicain doit croiser l'analyse régionale des arrangements politiques et criminels. On gagne donc à étudier les effets du narcotrafic dans leurs déclinaisons régionales et ancrés dans la vie quotidienne des Mexicain.e.s, sans quoi, l'analyse reste normative et la théorie risque de se décrocher des pratiques ordinaires et quotidiennes.

Quelle(s) justice(s) au Mexique ?

Face à des violences extrêmes et massive, les dispositifs de justice transitionnelle ou les politiques mémorielles se mettent généralement en œuvre longtemps après les faits, établissant une distance temporelle entre le moment des violences et l'instauration de dispositifs institutionnels et judiciaires, *ad hoc* ou internationaux.

Au Mexique, la coexistence de violences en cours et des premiers exercices de justice et de mémoire autour des disparu.e.s, généralement caractéristiques d'une temporalité de l'*après-violence*, rendent la situation mexicaine complexe, loin d'une temporalité linéaire ou d'une étape historique de « post-conflit ».

Tandis que les violences extrêmes sont généralement prises en charge postérieurement de manière rituelle par l'État, à travers des systèmes de justice transitionnelle (Lefranc, 2002) ou des politiques mémorielles (IPEV, 2019), le Mexique bricole un ensemble de dispositifs avec un jeu d'échelles complexe entre les niveaux fédéré et fédéral et des institutions fragmentées.

Face à l'ampleur de la « guerre contre le narcotrafic » et l'inhabilité du gouvernement mexicain à fournir de la sécu-

rité et de la justice aux Mexicains, diverses initiatives civiles ont émergé et exercé une pression sur l'État au point de modifier le droit et créer des institutions. Les réformes récentes du droit sur le thème des disparitions résultent d'une harmonisation des politiques publiques nationales au vocabulaire et aux standards internationaux (Lefranc, 2008, 2006a, 2006b), infléchies par de puissantes « mobilisations des victimes » (Lefranc et Mathieu, 2009), particulièrement singulières et actives dans le pays.

Les collectifs de recherche de personnes disparues s'organisent ces dernières années autour de quatre principales actions :

- L'obtention du statut de victime pour l'octroi de réparations matérielles.
- La recherche immédiate de fosses clandestines ou l'ouverture de fosses communes.
- La recherche en vie dans des hôpitaux, des prisons, des asiles ou maisons de retraites.
- Le recours à la justice internationale (la Commission interaméricaine des droits humains), notamment des 43 étudiants d'Ayotzinapa, pour pousser les autorités à mener des enquêtes judiciaires et pénales sérieuses.

Une cinquième catégorie concernerait les familles de personnes disparues qui ne se mobilisent pas, pour de nombreux motifs, à commencer par les peurs très puissantes des représailles ou du jugement social et familial. Il n'est pas rare aussi qu'elles n'aient pas ou peu d'accès aux institutions et au système de justice, notamment dans les régions reculées et marginalisées des communautés paysannes ou indigènes, ou encore qu'elles préfèrent s'en remettre à la justice divine.

Ces cinq modalités d'action traduisent la profonde méfiance de nombreux Mexicain.e.s, notamment les familles de victimes, envers les autorités, qu'elles accusent tantôt d'inefficacité, tantôt de corruption, tantôt de mal réaliser leur travail et d'aggraver la situation avec de nombreuses irrégularités, comme cela est le cas avec les doubles disparitions où les instances étatiques font disparaître des corps au sein des institutions par leur négligence.



La population locale s'arrête sur la place centrale pour regarder les portraits des disparu.e.s. Papatlan, 9 février 2020, Veracruz © Emmanuelle Corne

Avancées juridiques autour de la disparition (forcée) au Mexique

2011

Le Mouvement pour la paix avec justice et dignité (MPJD), porté par le poète Javier Sicilia dont le fils a été assassiné avec cinq autres jeunes, relance les mobilisations autour des premières organisations de victimes au Mexique.

2013

En 2013 est adoptée la « Loi générale des victimes » après de houleuses négociations entre la société civile et le président à l'origine de la guerre contre le narcotrafic, Felipe Calderón Hinojosa. Celle-ci reconnaît le statut de victimes non seulement aux personnes assassinées par le narcotrafic, mais aussi pour les familles de disparu.e.s. Cette loi propose des programmes de réparation matérielle par le biais de la Commission d'accueil aux victimes (CEAV), une institution accusée de nombreux maux depuis, notamment de clientélisme et corruption, mais aussi de distribution aléatoire et arbitraire des ressources aux familles, et qui a menacé de fermer durant la pandémie alors même que les familles avaient des difficultés financières. Cette loi fait partie d'une justice que l'on qualifie de restauratrice, mais elle ne s'accompagne pas d'enquêtes judiciaires.

2014

Un tournant majeur a lieu en septembre 2014, avec la disparition obscure de 43 étudiants de l'école rurale Raúl Isidro Burgos d'Ayotzinapa, une localité située dans l'État du Guerrero. La reprise des mobilisations sociales a alors fait entrer avec fulgurance la problématique des disparitions dans l'agenda national.

2017

La « Loi sur la disparition forcée de personnes, disparition commise par des particuliers et du système national de recherche de personnes » est adoptée en novembre 2017, après de nombreuses pressions des membres de la société civile, notamment des collectifs de familles et des centres des droits humains qui poussent à des réformes juridiques. Elle offre un nouveau cadre normatif qui reconnaît l'implication d'agents de l'État dans les disparitions. Cette loi transforme aussi en profondeur le traitement des restes humains et renforce un dispositif institutionnel particulièrement ambitieux pour « gouverner les morts ». La loi prévoit entre autres la génération et la systématisation d'information (notamment base de données croisée) et la recherche immédiate de personnes disparues (et non après 72h).

2018

En juillet 2018, l'élection d'Andrés Manuel Lopez Obrador change sensiblement le ton par rapport aux gouvernements précédents, avec l'annonce de plusieurs initiatives ambitieuses pour faire des disparitions massives une priorité dans l'agenda politique :

1/ la mise en place d'une Commission de vérité et justice pour « régler » l'affaire Ayotzinapa sous son mandat, notamment en remettant les compteurs à zéro dans l'enquête et dans le récit de la « vérité historique » ;

2/ la mise en place d'un plan fédéral en matière de disparition forcée pour lutter contre la « crise humanitaire » par : la création d'une Commission nationale de recherche de disparus (Comisión Nacional de Búsqueda, CNB), dont le personnel est aujourd'hui en cours de formation, avec des projets pilotes pour décliner ces dispositifs institutionnels au niveau régional ; l'annonce de la création de dix instituts médico-légaux dans le pays pour identifier les près de 39 000 cadavres non-identifiés (52 000 à ce jour) ; la consolidation d'un Mécanisme extraordinaire d'identification médico-légale (MEIF) pour avancer plus rapidement vers la mise en œuvre de ce processus d'identification.

2020

Le Mexique reconnaît la compétence du Comité contre la disparition forcée des Nations Unies et accepte l'intervention de l'ONU.

2021

Le 31 août 2021, Journée internationale des victimes de disparition forcée, le Mécanisme extraordinaire d'identification médico-légale (Mecanismos extraordinario de identificación forense, MEIF) désigne un Groupe coordinateur (*Grupo Coordinador*) composé de familles de personnes disparues, dans une logique collaborative, pour répondre à la crise médico-légale.

Malgré ces efforts institutionnels ambitieux et indéniables, la Loi en matière de disparition forcée peine encore à être mise en application et le gouvernement mexicain n'a toujours pas de méthodologie d'investigation harmonisée à l'échelle nationale pour affronter sérieusement la situation. Le personnel récemment recruté au sein de la Commission nationale de recherche et du Système national de recherche est en cours de formation. Et surtout, les violences ne diminuent pas, malgré l'élection en 2018 d'Andrés Manuel López Obrador. En même temps qu'il dit faire des recherches de disparu.e.s sa priorité, il protège et choisit l'armée, en laquelle il croit profondément, en mettant sous sa tutelle l'ensemble des forces de l'ordre (rurales, fédérées, fédérales), appelées la nouvelle Garde nationale.



Las Madras de la Plaza de Mayo, les mères dont l'enfant a disparu en Argentine, photographiées à Buenos Aires lors de la manifestation de 1995. © Amy Mayer/Impact Visuals (CC BY-NC-ND 2.0)

Nouvelles et anciennes disparitions en Amérique latine : du Chili au Mexique

Paola Díaz
Sabrina Melenotte

Les disparitions massives ne se sont pas arrêtées avec la fin des dictatures d'Amérique du Sud et des guerres civiles en Amérique centrale au milieu des années 1990, au contraire, de nouveaux phénomènes de disparition sont apparus ailleurs, comme au Mexique.

Que les disparitions aient lieu pour motif politique, criminel, ou autre, la souffrance des victimes et leurs familles, souvent laissées pour compte, est la même. Pour autant, il est essentiel de rappeler la diversité des situations de disparition de personnes en Amérique latine et inscrire le

Mexique contemporain dans cette histoire longue et large, tout en démontrant ses récentes spécificités, car aujourd'hui, à lui seul, le pays concentre les modalités les plus hétérogènes de ce que signifie « disparaître » et « faire disparaître ».

Si Snyder (2010) a appelé l'Europe du nazisme et du totalitarisme les « terres de sang », on peut bien appeler le Mexique une « terre de disparu.e.s » puisque sur ce territoire disparaissent en grand nombre des Mexicain.e.s et des migrant.e.s latinoaméricain.e.s.

Disparitions au Chili

Après le coup d'État civico-militaire de 1973 qui a renversé Salvador Allende (1970-1973), une série de crimes ont été commis, dont la disparition. Les cibles principales étaient les militants de gauche, mais la catégorie d'«ennemi intérieur» s'étendait également à tout opposant ou «suspect» d'en être un. Au départ, les familles recherchaient des proches dans des camps de prisonniers et des prisons connus. Ce n'est qu'avec le temps qu'ils ont pu qualifier cette situation de «disparition», car il s'agissait d'une situation sans précédent. Très vite, l'Association des familles de détenus disparus (AFDD) a été constituée et ceux qui étaient simplement appelés «détenus» puis «détenus non retrouvés» ont été qualifiés de «détenus disparus» en 1975, défiant le régime qui niait l'existence de ces personnes ou les a appelées «présumées disparues» (Díaz, 2012).

La constitution de cette catégorie va de pair avec l'action collective de l'AFDD pour réclamer vérité et justice depuis le début de la dictature jusqu'à nos jours, plus de 40 ans plus tard. Si c'est à partir de l'expérience chilienne que la catégorie de détenus disparus s'est forgée (Díaz & Gutiérrez, 2008), c'est en Argentine, lors de sa dernière dictature (1976-1983), qu'un «monde des victimes» (Gatti, 2017) s'est consolidé et institutionnalisé. Le mouvement argentin des droits humains a créé une série d'organisations, de récits, d'actions et de symboles. Nous savons que les «Mères de la Place de Mai», vêtues de foulards blancs, symbolisent aujourd'hui la lutte pour la vérité et la justice pour les disparus dans le monde entier.

Disparitions au Mexique

Le Mexique à la fois prolonge et rompt avec les disparitions forcées des régimes autoritaires du Cône Sud latino-américain des années 1970. Aujourd'hui, le Mexique – et sa frontière avec les États-Unis –, est devenu une terre de disparu.e.s aussi parce qu'aux anciennes disparitions s'ajoutent les nouvelles, et les disparitions perpétrées par des agents de l'État s'ajoutent à celles perpétrées par des groupes criminels, au point de devenir massives.

D'abord, le phénomène de la disparition pour motif politique n'est pas nouveau au Mexique. Dans les années 1970, alors que l'État mexicain acceptait de recevoir des exilés qui fuyaient les dictatures militaires du Cône Sud latino-américain, il menait sur son territoire une «guerre» contre des militant.e.s de gauche, des dirigeant.e.s syndicalistes et des dirigeants sociaux de son pays. Malgré la Commission de vérité créée pour Rosendo Radilla, le cas devenu le plus emblématique de cette époque, porté 46 ans plus tard par sa fille «Tita» aujourd'hui présente dans les Brigades nationales de recherche de disparu.e.s. (cf. *Des anciennes aux nouvelles disparitions*), l'époque de

À partir de 2006, la « guerre contre le narcotrafic » lancée par Felipe Calderón a modifié la nature et les modalités de violences devenues massives et singulièrement cruelles



la Guerre sale a laissé un solde de 500 à 1 500 personnes portées disparues dans l'État de Guerrero et des enquêtes jamais abouties. La Guerre sale peut, rétrospectivement et à certains égards, se relier à la nouvelle « guerre contre le narcotrafic » initiée en 2006, les deux laissant un solde macabre de mort.e.s et disparu.e.s.

Dans les années 1990 et 2000, les féminicides dans le nord du pays ont provoqué la disparition de 400 à 800 femmes, et ce chiffre ne cesse d'augmenter en raison de la propagation des féminicides dans tout le pays.

À partir de 2006, la dénommée « guerre contre le narcotrafic » lancée par Felipe Calderón Hinojosa (2006-2012) a modifié la nature et les modalités de violences devenues massives et singulièrement cruelles, avec au moins 352 093 homicides et 90 000 disparitions entre 2006 et 2021, dans un pays internationalement reconnu comme une démocratie.

Ensuite, les disparitions ne visent plus uniquement un secteur particulier de la population ; elles concernent désormais l'ensemble de la population civile, mais affectent davantage les secteurs plus vulnérabilisés de la population (pauvres, peuples autochtones, migrant.e.s, femmes, notamment les travailleuses des secteurs populaires) et les groupes organisés contre la corruption et la désinformation qui continuent d'être criminalisés (étudiant.e.s, journalistes, dirigeants sociaux et environnementaux).

Enfin, la généralisation des violences dans la société mexicaine pose la question de la responsabilité des crimes et celle de la justice, pénale et sociale, qu'il serait urgent de mettre en œuvre en même temps que les recherches de personnes disparues, afin de savoir qui produit ces mort.e.s et disparu.e.s en masse, quels sont leurs motifs, quelle est l'identité de beaucoup de victimes, et si des agents de l'État ont participé aux crimes.

La responsabilité des crimes

Les disparitions contemporaines ne relèvent pas de la seule responsabilité de l'État comme dans les années 1970 : elles sont aujourd'hui plus diffuses et proviennent également d'acteurs privés et criminels, ainsi

**Si les chiffres
de disparu.e.s mexicain.e.s
sont imprécis,
ceux des migrant.e.s
qui traversent le Mexique
vers les États-Unis
sont simplement inexistants**



que de la collusion entre eux. Par conséquent, savoir comment qualifier les disparitions contemporaines au Mexique et à sa frontière est un enjeu politique et pénal des plus cruciaux car il est encore difficile d'affirmer qui produit la violence, et si l'on sait « qui » elle vise et « qui » sont les victimes, il est souvent très difficile de savoir « pourquoi » autant de personnes disparaissent.

D'une part, les disparitions contemporaines au Mexique rappellent à bien des égards d'autres cas de répression étatique (les dictatures du Cône Sud en Amérique latine, la dictature franquiste, les guerres de décolonisation, l'Union soviétique stalinienne ou la Yougoslavie dans les années 1990, entre autres), où la disparition massive et systématique de militants politiques était une stratégie bien connue de la terreur d'État.

D'autre part, la fréquente collusion entre les groupes criminels, la police et l'armée, ainsi que la corruption de nombreux fonctionnaires diffère du *modus operandi* et des codes de l'honneur des anciennes mafias italiennes (Puccio-Den, 2019). Au Mexique, la chaîne d'acteurs travaillant pour les puissants acteurs criminels, avec des logiques entrepreneuriales, et parfois depuis les sphères politiques, multiplie les formes de captation de valeurs multiples, les drogues, les armes et les êtres humains. (cf. *Disparaître au Mexique*).

Ainsi, la complexité du cas mexicain invite à dépasser nombre de dichotomies empirique et analytique (agent étatique/agent privé; économie légale/illégale; souveraineté étatique/non-étatique, etc.) et à nuancer bien des paradigmes existant sur les disparitions et sur les violences extrêmes et de masse.

Aujourd'hui au Mexique, les frontières sont poreuses entre une disparition, une fugue, un enlèvement, une disparition « forcée » pour motif politique, une disparition liée à la traite de personnes et aux situations migratoires, en particulier des migrants d'Amérique centrale qui traversent le pays pour tenter d'arriver aux États-Unis. Le terme de « disparition » recouvre donc des réalités très hétérogènes, qui varient d'un état à l'autre à l'intérieur du pays, et allant de « règlements de compte » entre groupes criminels à l'ancien répertoire répressif de l'État mexicain. Les disparitions

contemporaines posent donc une série de difficultés pour établir la vérité et réclamer justice car la responsabilité des crimes et leurs motifs sont difficiles à établir.

Disparition de migrant.e.s au Mexique

Si les chiffres de disparu.e.s mexicain.e.s sont imprécis, ceux des migrant.e.s qui traversent le Mexique vers les États-Unis sont simplement inexistants. « Il n'y a pas une base de données officielle fiable pour établir le nombre de migrants disparus au Mexique », note un dernier rapport d'organisations non-gouvernementales (Fundación para la justicia y el Estado democrático de derecho et TRIAL 2018). Les chiffres approximatifs avancés par les ONG comme le Mouvement migrant mésoaméricain (MMM) parlent de 70 000 migrants disparus entre 2004 et 2018. Ainsi, les migrants traversant le Mexique doivent survivre à des routes dangereuses et aussi à l'État mexicain et les groupes criminels qui les transforment en cible de prédilection de l'extorsion et la traite (OBIMID 2020).

Comme les mères mexicaines à la recherche de leurs disparu.e.s, les mères de migrant.e.s se sont organisées dans la « Caravane de mères centroaméricaines » (*Caravana de madres Centroamericanas*). Depuis 2004, la Caravane réunit des organisations et des familles notamment du Guatemala, El Salvador, Honduras, et Nicaragua.

Les familles parcourent le Mexique du sud au nord en exhibant la photo de leurs proches sur des pancartes déjà mythiques posant la question « Où sont-ils ? » qu'ils collent partout où ils passent, dans chaque ville, dans chaque village. Ils comptent sur le soutien des ONG et se réunissent avec les autorités, quand celles-ci acceptent de les recevoir. Lors de ces longues traversées depuis l'Amérique centrale, ils reçoivent parfois un appel d'un habitant du village qui préfère conserver l'anonymat et parfois aussi, ils réussissent à retrouver leur être aimé mort ou vivant.

Disparitions à la frontière Mexique / États-Unis

Dans les années 1990, alors que les marchandises commençaient à circuler « sans frontières » entre le Mexique et les États-Unis, depuis la signature en 1994 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), une série de dispositifs de contrôle des frontières et des flux migratoires ont été mis en œuvre par le biais de différentes opérations de militarisation visant à empêcher les migrations indésirables en provenance du sud. Ceci constituait la stratégie appelée « prévention par la dissuasion » (cf. *Dans les plis du désert*). Avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les agents de la patrouille frontalière (*Border Patrol*) ont intégré le Département de la sécurité intérieure (DHS) en 2003. Leur mission est toujours de contrôler les flux migratoires

mais désormais dans un cadre de « sécurité nationale » contre le terrorisme.

La stratégie de « prévention par la dissuasion », la sécurisation antiterroriste de la frontière sud des États-Unis ainsi que sa sous-traitance à la frontière sud du Mexique et du Guatemala ont conduit à ce que les universitaires ont appelé un « effet d'entonnoir », qui force les migrant.e.s (principalement mexicain.e.s et centraméricain.e.s) qui n'obtiennent pas de visa pour entrer légalement aux États-Unis, à traverser des routes de plus en plus dangereuses et s'exposer aux « éléments naturels » des températures extrêmes du désert au manque d'eau mais aussi à tous types de trafic.

Ainsi, depuis le milieu des années 1990, la frontière sud des États-Unis a enregistré un nombre croissant de migrant.e.s mort.e.s ou disparu.e.s. Les chiffres sont difficiles à systématiser du côté étasunien : la patrouille aux frontières enregistre depuis 1998 les restes humains, retrouvés uniquement par leurs agents, de ceux qu'ils appellent les frontaliers (*border crossers*), chaque service médico-légal de chaque comté a ses propres registre et l'OIM n'a commencé à systématiser (avec principalement des informations secondaires) les données que depuis 2014. Du côté mexicain, on ne compte pas encore avec de documentation sur les migrant.e.s mort.e.s et disparu.e.s dans la frontière avant de croiser vers les États-Unis.

Conclusion

En réponse à ces situations de crise politique et humanitaire, de nombreuses clameurs de justice vont de la justice

divine à la justice internationale, de la recherche de fosses clandestines organisée au niveau local à la Brigade nationale, de recherches autogérées à d'autres encadrées par des autorités judiciaires, de mobilisations et marches à des démarches bureaucratiques et institutionnelles (cf. *Introduction ; Disparaître au Mexique*). Portées aujourd'hui dans l'espace public, ces clameurs de justice font des disparitions de Mexicain.e.s et de migrant.e.s latino-américain.e.s des phénomènes visibles jusque sur la scène internationale (Amnesty International, 2021) dans un pays où le mot « démocratie » inclut des guerres, de l'impunité, de la corruption et de la collusion.

Aller plus loin

Visiter

Mouvement migrants mésoaméricain (MMM)

Section « Caravana de Madres », sur les Caravanes de mères de migrant.e.s disparu.e.s au Mexique.
www.movimientomigrantemesoamericano.org/2019/11/18-madres-centroamericanas-quince-anos-de-resistencia-en-perspectiva/

Lire

Rapport de Fondation pour la justice (Fundación para la Justicia y el Estado democrático de derecho) et TRIAL International (octobre 2018)

Rapport présenté au Comité contre la Disparition Forcée en vue du dialogue de suivi du Mexique, 15^e session (novembre 2018).

www.fundacionjusticia.org/wp-content/uploads/2018/11/Alternative-report-FJEDD-TRIAL-2018.pdf



« Vous les avez pris vivants, nous les voulons vivants ».
Marche pour le premier anniversaire de la disparition
des étudiants d'Ayotzinapa, 26 septembre 2015, Mexico.
© Pablo Mardones, Alpaca Producciones.



Des anciennes aux nouvelles disparitions au Mexique : l'avènement d'une unité générationnelle politique

— ◆ ◆ ◆ — Verónica Vallejo Flores — ◆ ◆ ◆ —

Deux moments se dégagent nettement dans l'histoire mexicaine contemporaine en matière de disparitions, forcées ou non : la période qui s'étend de la fin des années 1960 au milieu des années 1980, et celle qui s'ouvre en 2006 et se prolonge jusqu'à nos jours. La première, généralement connue sous le nom de Guerre sale, se caractérise par le recours systématique aux disparitions forcées dans le cadre d'une stratégie anti-insurrectionnelle qui a d'abord été déployée dans les régions rurales de l'État de Guerrero, puis a été étendue à d'autres territoires du pays (ruraux et urbains). La seconde marque le début de l'augmentation exponentielle des cas de disparitions à la suite de la mise en œuvre de la stratégie de sécurité publique du gouvernement de Felipe Calderón (2006-2012) : la « guerre contre le narcotrafic » (cf. *La guerre contre le narcotrafic*). Entre les deux périodes, ce qui s'est passé est beaucoup moins clair ou, en tout cas, moins présent dans l'esprit des Mexicain.e.s, alors que les disparitions n'ont jamais cessé. Au sein de la communauté scientifique, il n'existe pas non plus de véritable consensus sur la manière d'interpréter les disparitions survenues entre la fin de la Guerre sale et le début de la « guerre contre le narcotrafic ». Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut évoquer ici brièvement quelques interprétations. Certains chercheurs identifient une période « intermédiaire » au début des années 1990, à Ciudad Juárez, dans le nord du pays, où des jeunes femmes (principalement des migrantes et des travailleuses des *maquiladoras*) ont commencé à disparaître, à être violées, torturées et assassinées (Spigno et Zamora, 2020 ; López, 2017). D'autres, en se focalisant uniquement sur les disparitions commises par des agents de l'État, identifient ce moment intermédiaire non pas au nord, mais au sud du Mexique, dans l'État de Chiapas, même s'il s'agit de disparitions très peu nombreuses et isolées. Ainsi, d'après José Antonio Guevara et Lucía Chávez (2018), la disparition en 1994 de trois membres des bases d'appui de l'Armée zapatiste de libération nationale (Ejército Zapatista de Liberación Nacional, EZLN), perpétrée par l'armée mexicaine dans le contexte du soulèvement zapatiste, marque une « seconde période » dans l'histoire des disparitions forcées. Enfin, d'autres encore ne considèrent pas qu'il y ait de période intermédiaire ; pour eux, les années 1990 introduisent la situation actuelle du Mexique en matière de disparitions (Villareal, 2014).

En réalité, la chronologie devient plus complexe si l'on tient compte des décennies précédant la Guerre sale, beaucoup moins étudiées. Dans son récent livre, *[Tiempo suspendido]. Una historia de la desaparición forzada en México*, Camilo Vicente Ovalle (2019) fait état de plusieurs cas de disparitions commises contre des opposants politiques bien avant la fin des années 1960, ce qui l'amène à affirmer que, d'un point de vue historique et contrairement à ce que l'on avait pu conclure jusque-là, il est « possible de parler de disparitions forcées au Mexique

depuis les années 1940 » (traduction libre). Il nous invite également à repenser la violente répression contre le mouvement étudiant de 1968, dont le point d'orgue est le massacre du 2 octobre sur la Place des trois cultures (Plaza de las Tres Culturas) dans le quartier de Tlalololco à Mexico, à la lumière des contacts noués entre les étudiants de Mexico et l'une des guérillas de l'État de Guerrero, l'Association civique nationale révolutionnaire (Asociación Cívica Nacional Revolucionaria, ACNR). Ainsi, le massacre de Tlalololco, tantôt considéré comme faisant partie de la Guerre sale, tantôt exclu de celle-ci, ne saurait être compris qu'au regard des craintes des responsables du dispositif contre-insurrectionnel de l'époque, suscitées par le lien qui s'était constitué entre le mouvement étudiant et le mouvement armé.

Toujours d'un point de vue historique, les frontières chronologiques sont appelées à évoluer au fur et à mesure que les recherches avancent. C'est ce que montre une étude inédite consacrée à l'arrestation et à la disparition du journaliste Francisco Rangel en avril 1920 dans la ville de Guadalajara. Trois jours après avoir été arrêté, ce rédacteur en chef d'un journal catholique, d'opposition et antirévolutionnaire, a été enlevé par des policiers au sein de la prison. Il est resté introuvable pendant un mois et demi, jusqu'à ce que son corps soit retrouvé dans un champ à trois cents kilomètres de Guadalajara. L'affaire, qui a fait grand bruit à l'époque, rompait avec les stratégies de répression politique observées jusque-là contre les journalistes d'opposition de cette ville, à savoir le harcèlement ou, tout au plus, une incarcération de quelques jours suivie d'une libération sous caution (Orozco, 2020).

Au-delà de ces questions de périodisation, il semblerait qu'une distinction entre les « anciennes disparitions » et les « nouvelles disparitions » se soit imposée de nos jours, en établissant non seulement une discontinuité temporelle (entre passé et présent), mais aussi une discontinuité en matière de modalités et d'incidence des disparitions. Bien que cette distinction soit justifiée à plusieurs égards, ce texte se propose de revenir sur cette opposition afin de lui apporter quelques nuances. Il s'agira ici de mettre l'accent sur les continuités historiques des violences politiques et sur une certaine communauté d'action qui s'est progressivement constituée autour de la cause des personnes disparues. Cette communauté, tant par son hétérogénéité (composée de comités de familles de victimes de différentes périodes) que par ses objectifs, brouille la distinction entre passé et présent en matière de disparitions. Les actions qu'elle mène révèlent un but clair : se mobiliser pour toutes les personnes disparues, celles d'avant et celles d'aujourd'hui.

Anciennes et nouvelles disparitions: une distinction bien ancrée

« C'est une erreur de parler des disparus d'avant et de ceux d'aujourd'hui, ils continuent à nous manquer comme ceux d'aujourd'hui, ça continue à faire mal même si 40 ans ont passé. » Voici la réponse du sculpteur mexicain Alfredo López Casanova à une journaliste qui l'interroge sur la manière dont il vit le phénomène de la disparition de personnes (Carrillo, 2019, traduction libre). Le sculpteur parle en connaissance de cause. Depuis les années 1980, il accompagne les familles de victimes de disparition (López Casanova *et al.*, 2021), et il est aussi membre fondateur de Traces de la mémoire (Huellas de la memoria), un collectif créé en 2013 qui réalise un important travail de sensibilisation et de mémoire autour des personnes disparues. Qui sont donc les personnes disparues d'avant et qui sont celles d'aujourd'hui ?

La distinction entre les « anciennes disparitions » (celles de la Guerre sale) et les « nouvelles disparitions » (celles de la « guerre contre le narcotrafic ») repose fondamentalement sur le profil attribué aux victimes et aux auteurs des disparitions. Les disparitions commises pendant la Guerre sale sont considérées comme des disparitions forcées, avec des acteurs bien identifiables: les victimes sont les opposants politiques (des guérilleros ou des membres du mouvement étudiant ou paysan) ; les auteurs, l'État ou des personnes agissant avec son autorisation ou son appui (*cf. Nouvelles et anciennes disparitions*). En revanche, les nouvelles disparitions concernent un spectre plus large de situations: la personne disparue, forcée ou non, n'est pas nécessairement un opposant politique, et l'auteur de la disparition n'est pas nécessairement l'État (Gatti et Irazuzta, 2019 ; *cf. Néropolitique*). Parmi les nouveaux auteurs se trouvent les narcotrafiquants et le crime

organisé, et parmi les nouvelles victimes, des citoyens ordinaires qui ne représentent aucune menace politique.

Cette perspective qui met l'accent sur les discontinuités entre les deux périodes n'est pas sans fondement, mais elle n'est pas sans risque non plus. Si les disparitions des quinze dernières années sont en grande partie le fait des membres du crime organisé, l'attention qui leur est accordée en tant que nouveaux auteurs des violences gagne à être mise en relation avec les stratégies discursives des autorités politiques. Comme le montre Chiara Calzolaio (2016), dès les premières années qui ont suivi la mise en œuvre de la « guerre contre le narcotrafic », l'État mexicain a construit une « narration hégémonique des violences » qui attribuait entièrement aux acteurs criminels la responsabilité des morts et des disparitions, et passait sous silence le rôle des forces de l'ordre dans la recrudescence des violences. Même si elle s'est essouffée ces dernières années, notamment avec la reconnaissance légale de la disparition « forcée » impliquant des agents de l'État, cette narration continue de façonner, au profit de certaines autorités publiques, les lectures que l'on fait des violences et des victimes.

Dans certains cas de disparitions forcées, cette narration permet de dissimuler des responsabilités et de désigner un coupable idéal: le crime organisé ou, tout au plus, les autorités et forces de l'ordre du bas de l'échelle qui seraient corrompues. Les premières versions officielles concernant la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa en sont l'illustration emblématique (*cf. Ayotzinapa*), mais les exemples pourraient se multiplier. Le 5 juin 2020, dans la ville de Guadalajara, 80 personnes ont disparu pendant près de 24 heures, après avoir été arrêtées arbitrairement par la police fédérée alors qu'elles tentaient de manifester devant le Bureau du procureur général de l'État de Jalisco (Fiscalía General del Estado de Jalisco), pour exiger la libération d'une trentaine de personnes détenues



Marche pour le massacre de Tlatelolco, 47^e anniversaire, 2 octobre 2015.
© Pablo Mardones, Alpaca Producciones.

la veille lors d'une manifestation. Pour nier toute implication, le gouverneur de l'État, Enrique Alfaro Ramírez, a affirmé que la police aurait obéi aux ordres du crime organisé pour tenter de déstabiliser l'État. Plusieurs éléments rendent cette explication peu crédible et, au contraire, mettent la répression étatique au premier plan. D'abord, ces disparitions forcées ont eu lieu le lendemain d'une manifestation hautement politique pour dénoncer la mort de Giovanni López, un jeune ouvrier décédé aux mains de la police, qualifié de «George Floyd mexicain» (Steels, 2020). Cette première manifestation, au cours de laquelle des voitures de police ont été incendiées et plusieurs manifestants ont réussi à pénétrer dans le palais du gouvernement du Jalisco, a provoqué la colère des autorités politiques qui, le lendemain, avaient en ligne de mire la nouvelle manifestation, organisée cette fois-ci pour exiger la libération des personnes arrêtées la veille. Ensuite, si certains des policiers impliqués dans la disparition des manifestants ont été arrêtés, la prétendue implication du crime organisé n'a aucunement été prouvée jusqu'à présent. Enfin, les proches des policiers arrêtés ont dénoncé publiquement qu'ils avaient agi sur ordre du procureur général de l'État (qui dépend du gouvernement fédéré) et d'autres officiers supérieurs (Souza, 2020). Malgré toutes les interrogations que la disparition des manifestants peut soulever, l'hypothèse avancée par le gouverneur sur l'implication du crime organisé a permis de «légitimer» les violences politiques commises à leur encontre. Un an après les faits, sans qu'aucune enquête n'ait été ouverte pour le crime de disparition forcée, les policiers ont été libérés après avoir conclu un accord pour indemniser les victimes et présenter des excuses publiques. Le procureur n'a jamais été accusé et est toujours en poste.

La narration hégémonique des violences est aussi à l'origine du récit pernicieux qui persiste au sujet des nouvelles victimes, articulé autour de deux rhétoriques principales : le hasard et la criminalisation (Mastrogiovanni, 2016). Au mieux, les autorités prétendent que les victimes innocentes étaient au mauvais endroit au mauvais moment, en faisant d'elles soit une sorte de «dommage collatéral» de la lutte menée par les forces de l'ordre contre le narcotrafic et le crime organisé (Calzolaio, 2016), soit des malheureux pris pour cibles à tort dans le contexte des disputes entre les cartels pour le contrôle du territoire. Mais souvent les victimes sont, d'une manière ou d'une autre, pointées du doigt. Comme le souligne Federico Mastrogiovanni (2016), il est devenu habituel de leur attribuer une sorte de culpabilité : «elles avaient quelque chose à voir avec le crime organisé», «elles étaient impliquées dans quelque chose» (traduction libre). Pour de beaucoup de Mexicain.e.s, cela se traduit par le sentiment que les personnes assassinées et disparues sont des criminels et méritent ce qui leur arrive. Dans les deux cas de figure (victime innocente et victime coupable), le narcotrafic et

**«C'est une erreur de parler
des disparus d'avant
et de ceux d'aujourd'hui,
ils continuent à nous manquer
comme ceux d'aujourd'hui,
ça continue à faire mal
même si 40 ans ont passé»**



le crime organisé sont omniprésents et les responsabilités de l'État tendent à se diluer.

Ainsi, même si d'un point de vue analytique et factuel la distinction entre anciennes et nouvelles disparitions n'est pas erronée, force est de constater qu'en insistant sur cette différence, on risque de contribuer indirectement au maintien de la narration hégémonique des violences et, partant, à faire passer sous silence les continuités que l'on peut observer en matière de disparitions, qui sont également indéniables et qui, au contraire, ne reçoivent pas la même attention, du moins dans l'opinion publique.

Le continuum de la violence d'État et de l'impunité

Les disparitions de la Guerre sale et les disparitions des dernières années s'inscrivent toutes les deux dans un contexte marqué par les violences d'État. La disparition des manifestants évoquée précédemment, aussi brève fût-elle, ne fait que nous rappeler que les disparitions forcées comme stratégie de répression politique n'ont pas cessé d'être déployées. C'est ce que montre également un rapport récemment publié par plusieurs organisations mexicaines, selon lequel de janvier 2006 à mai 2020, 170 défenseurs des droits humains et deux membres d'un groupe insurrectionnel ont été victimes de disparition forcée (Acuddeh *et al.*, 2020). Si les chiffres peuvent sembler faibles au regard des chiffres globaux sur les disparitions, soulignons que l'objectif de ce rapport est de distinguer, parmi les milliers de disparitions commises par des agents de l'État ou avec leur complicité, celles qui ont un caractère politique clair. Par ailleurs, ces disparitions forcées ne sont qu'une des manifestations actuelles de la répression politique, qui continue également de s'exercer par le biais d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires et de la torture, comme en fait état le même rapport.

Dans ce contexte commun, l'impunité est également très présente et elle constitue la norme depuis la fin des années 1960. En 2002, la création du Bureau du procureur spécial pour les mouvements sociaux et politiques du passé (Fiscalía Especial para Movimientos Sociales y Políticos del Pasado, FEMOSPP), dont la mission était d'enquêter sur les crimes commis pendant la Guerre sale



Figure 1
De gauche à droite : María Herrera, Tita Radilla et Xitlali Miranda lors de la marche d'inauguration de la IV^e Brigade nationale de recherche de personnes disparues, Huitzuco, Guerrero, 2019.
© Collectif Paris-Ayotzinapa.

et de traduire en justice les fonctionnaires responsables, n'a pas entraîné un véritable processus de justice transitionnelle. Sur les plus de 500 enquêtes ouvertes, une seule a abouti à une condamnation pénale (Yankelevich, 2020). La FEMOSPP n'a pas constitué un tournant dans la quête de justice en faveur des victimes de disparition forcée. Sa dissolution en 2007 est intervenue alors que les disparitions étaient sur le point de devenir un phénomène de masse. Ainsi, l'échec de la FEMOSPP s'est traduit par une dette envers les familles des victimes de la Guerre sale qui, d'une certaine manière, annonçait l'impunité qui allait s'abattre sur les disparitions du présent. Bien qu'il n'existe pas de données précises sur le nombre total d'enquêtes et de condamnations liées à ces dernières, selon les informations partielles recueillies par plusieurs organisations de défense des droits humains en 2020 (Colectivo vs la impunidad, s. d.), entre 2006 et 2019, 11 706 enquêtes ont été ouvertes pour disparition (forcée ou non), mais seulement 39 condamnations ont été prononcées. La grande majorité des responsables restent donc impunis et la grande majorité des personnes disparues ne sont pas retrouvées, si ce n'est grâce aux efforts des familles qui partent à leur recherche (cf. *L'avez-vous vu.e ; Les chercheuses du désert ; Sur les traces des disparu.e.s*).

Une unité générationnelle politique

Face à cette histoire de violences et d'impunité, nous assistons depuis quelques années à un processus qui passe souvent inaperçu : la mobilisation conjointe des collectifs de familles de victimes fondés il y a plus de 40 ans, des collectifs de familles créés après la « guerre contre le narcotrafic » et d'autres personnes et collectifs que l'on peut qualifier de « soutiens » ou, pour reprendre le langage utilisé dans certaines des actions de recherche de personnes disparues dont il sera question ici, de « solidaires » (nationaux et internationaux). Ces derniers termes (« soutiens » ou « solidaires ») permettent de désigner ceux et

celles qui, sans être des victimes directes ou indirectes, accompagnent les familles des personnes disparues et adhèrent à leur cause. Cette définition n'est pas sans rappeler la notion de « militantisme de solidarité » avancée par Johanna Siméant (1998), à savoir « une forme spécifique de militantisme défendant des personnes, des "malheureux", qui ne sont pas a priori les mêmes que ceux qui soutiennent leur cause ». Toutefois, cette analogie est à prendre avec prudence. J. Siméant fait référence en particulier à l'antiracisme et au militantisme en faveur des immigrés en France, et même si elle constate une identification subjective entre les immigrés et les militants solidaires, ces derniers, dont la grande majorité est d'origine française, n'appartiennent pas et ne peuvent pas appartenir à la catégorie de population dont ils défendent la cause. Or, à l'heure actuelle au Mexique, tout le monde court le risque de basculer de l'autre côté et de devenir une victime directe ou indirecte de disparition.

Si les trajectoires des « soutiens » ou « solidaires » — des « carrières militantes », dirait Olivier Fillieule (2001) — restent à retracer (les études disponibles sont centrées sur

**La grande majorité
des responsables
restent donc impunis
et la grande majorité
des personnes disparues
ne sont pas retrouvées,
si ce n'est grâce
aux efforts des familles
qui partent à leur recherche**



les trajectoires des familles de victimes de disparition), ces notions permettent, somme toute, de faire une première distinction entre les acteurs sociaux mobilisés en faveur des personnes disparues. Bien qu'ils représentent un éventail large d'acteurs solidaires (défenseurs de droits humains, églises, militants, etc.), dans ce texte, les termes (« soutiens » ou « solidaires ») renvoient surtout aux individus et collectifs citoyens pour lesquels l'escalade de la violence des dernières années a constitué, à des degrés divers, un élément déclencheur de mobilisation, ou a favorisé l'intensité de leur engagement auprès des familles des victimes de disparition.

La mobilisation conjointe des familles de victimes et de leurs soutiens (soit dans le but de retrouver les personnes disparues, de faire un travail de mémoire ou d'exiger vérité et justice), plutôt que de mettre en évidence la discontinuité temporelle (les différences entre les anciennes et les nouvelles disparitions), révèle l'existence de ce que l'on pourrait appeler, avec Reinhart Koselleck, une unité générationnelle politique. Les expériences politiques, nous dit cet historien allemand, suscitent « des caractères communs minimaux transcendant toutes les classes d'âge, de sorte que, par-delà l'idée de génération au sens biologique et social, il est également possible de parler d'unités générationnelles politiques » (Koselleck, 1997 : 273-274). Comme le souligne Alexandre Escudier en évoquant les trois niveaux de déclinaison du concept de génération chez R. Koselleck, ce qui est déterminant dans l'unité générationnelle politique (ou génération au sens politique), ce sont les événements politiques qui structurent les attitudes et les consciences par-delà les deux autres déterminations générationnelles, à savoir le décalage biologique (pères/fils) et la « socialisation spécifique partagée entre les pères d'un côté, entre les fils de l'autre, etc. » (Escudier, 2016).

L'unité générationnelle politique dont il est question ici renvoie donc à une communauté d'action aux limites changeantes et rassemblant des individus de tous âges, composée de familles des victimes (de la Guerre sale ou de l'époque actuelle) et des soutiens pour qui les disparitions et les mobilisations pour les personnes disparues constituent, en quelque sorte, une histoire commune, une expérience collective.

On ne peut comprendre la genèse de cette expérience collective sans prendre en considération ce que R. Koselleck (1997) appelle « l'expérience originelle » : une expérience unique, qui survient comme par surprise et qui est vécue personnellement. Toutes les familles de victimes partagent une expérience originelle semblable : toutes ont vécu dans leur propre chair — dans les années 1970, 1980 ou il y a quelques mois — la disparition d'un être cher, et dans la plupart des cas ne savent toujours pas où sont passés leurs proches. Face à de telles expériences originelles douloureuses et à l'inaction de l'État, la voie est ouverte pour que l'expérience collective et la communauté

Mouvement pour la paix avec justice et dignité

Le Mouvement pour la paix avec justice et dignité (*Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*, MPJD) a vu le jour après les mobilisations menées par le poète mexicain Javier Sicilia, suite à l'assassinat de son fils et de six autres personnes fin mars 2011 à Temixco, dans l'État de Morelos. Ce qui au départ était une tragédie personnelle a fini par devenir un important mouvement social qui a permis de rendre visibles, au niveau national et international, les ravages provoqués par la violence déclenchée par la « guerre contre le narcotrafic ».

Entre 2011 et 2012, grâce à l'organisation de plusieurs « caravanes pour la paix » qui ont fait le tour du Mexique et même de plusieurs villes des États-Unis, le mouvement de Javier Sicilia a fortement favorisé l'organisation des familles de victimes. Ainsi, dans plusieurs villes du pays, les proches des personnes disparues ont décidé de s'organiser collectivement et de former un collectif après le passage d'une des caravanes. C'est le cas, par exemple, du Collectif pour la paix (*Colectivo por la Paz*), fondé en 2011 à Xalapa, dans l'État de Veracruz, ou de Familles unies pour nos disparus Jalisco (*Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Jalisco*), fondé en 2013 à Guadalajara. C'est précisément lors d'une caravane que Tita Radilla et María Herrera, les deux femmes devenues des figures emblématiques de la recherche de personnes disparues dans le pays, se sont rencontrées pour la première fois (Rea, 2019). Outre les caravanes et le soutien apporté à l'organisation collective des familles de victimes, le MPJD a notamment réussi à faire adopter en janvier 2013 une loi en faveur des victimes (*cf. Disparaître au Mexique*).

d'action se mettent en place. Faut-il rappeler les mots déjà cités du sculpteur Alfredo López Casanova, qui a fait sien la douleur des familles de victimes ? (*cf. Le cri de la statue*).

Cette communauté d'action demeure minoritaire, et les raisons qui pourraient l'expliquer sont peut-être dues aux autres émotions en jeu dans la décision de s'engager (Sommier, 2010), en l'occurrence la peur (*cf. Dans les plis du désert*). Toutefois, elle ne cesse de s'exprimer à travers diverses initiatives en faveur des disparu.e.s : actions de recherche « sur le terrain » (*búsqueda en campo*) et « en vie » (*búsqueda en vida*), actions artistiques et mémorielles, manifestations, marches, etc.

La convergence des comités de familles et des « solidaires »

Depuis les années 1970, les comités de familles de victimes ont joué un rôle central dans la recherche des disparu.e.s et la demande de vérité et de justice. Certains des premiers comités, fondés il y a plus de quarante ans, sont toujours très actifs. On peut rappeler ici, entre autres, l'emblématique Comité ¡Eureka!, créé en 1977 à l'origine sous un autre nom, et l'Association de proches de détenus disparus et de victimes de violations des droits de l'homme au Mexique (Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Víctimas de Violaciones a los Derechos Humanos en México, AFADEM), fondée en 1978 sous un autre nom aussi. La lutte menée par ces comités « historiques » a été déterminante. Très tôt, les actions du Comité ¡Eureka!, dont la figure emblématique est Rosario Ibarra de Piedra, mère de Jesús Piedra Ibarra (fig. 3, p. 43) disparu en 1975, ont permis d'importantes avancées. En août 1978, les *doñas*, comme on appelle les femmes de ce comité, ont entamé une grève de la faim devant la cathédrale de Mexico. Trois jours plus tard, leur mobilisation a payé : elles ont arraché au gouvernement une loi d'amnistie qui a conduit à la libération de 1500 prisonniers politiques de la Guerre sale et au retour de 57 exilés (Díaz, 2015). Alfredo Tecla Perra (fig. 3, p.43), fait partie des prisonniers libérés grâce à cette loi. À son tour, l'AFADEM, après un long combat juridique, a réussi à faire condamner l'État mexicain en 2009 par la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire Rosendo Radilla Pacheco, porté disparu depuis 1974 après avoir été arrêté par des militaires.

Quarante ans après l'émergence de ces comités historiques, et en réaction à l'extrême violence provoquée par la « guerre contre le narcotrafic », les comités de familles se sont multipliés de manière significative, notamment à partir de 2011 (Villarreal, 2014) avec le mouvement mené par le poète Javier Sicilia, le Mouvement pour la paix avec justice et dignité (Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad, MPJD). Si, au début, ces nouveaux comités menaient leurs activités de manière isolée, à partir de 2015 de véritables réseaux nationaux ont émergé, en partie grâce à l'élan donné à la cause des personnes disparues par l'affaire Ayotzinapa (cf. *Ayotzinapa*). C'est le cas du Mouvement pour nos disparus au Mexique (Movimiento por Nuestros Desaparecidos en México) qui regroupe une soixantaine de comités de différentes régions du pays, et qui a principalement concentré ses efforts sur les avancées juridiques, notamment la Loi sur la disparition forcée de 2017 (cf. *Disparaître au Mexique*). Certains de ces comités font également partie du Réseau de liens nationaux (Red de Enlaces Nacionales), composé d'une soixantaine de collectifs de tout le pays et qui travaille en faveur du renforcement des mécanismes de recherche immédiate des personnes disparues. Cette organisation est à l'origine

des Brigades nationales de recherche de personnes disparues, dont le travail depuis 2016 est fondamental dans la transmission des savoirs entre collectifs de différents États pour effectuer des recherches sur le terrain (cf. *Sur les traces des disparu.e.s*).

Bien que ces réseaux nationaux soient principalement composés de comités de familles fondés après la mise en place de la « guerre contre le narcotrafic », ils comprennent également des organisations plus anciennes. Par exemple, à la tête de la marche de la IV^e Brigade nationale de recherche de personnes disparues, inaugurée en janvier 2019 à Huitzucó, Guerrero, on pouvait voir deux femmes emblématiques côte à côte : María Herrera et Tita Radilla. La première est une « chercheuse de fosses » (*buscadora*) infatigable, mère de quatre fils disparus entre 2008 et 2010 et fondatrice du collectif qui

De la fête des Mères à la marche pour la dignité nationale

Chaque 10 mai, la « Marche pour la dignité nationale : mères qui cherchent leurs fils et filles, la vérité et la justice » est célébrée à Mexico. La première marche a été organisée en 2012 par plusieurs comités de familles de personnes disparues, dont Forces unies pour nos disparus à Coahuila (Fuerzas Unidas por Nuestros Desaparecidos en Coahuila), l'un des premiers de l'ère de la « guerre contre le narcotrafic », créé en décembre 2009 dans le nord du pays. La date choisie pour la célébration n'est pas anodine : le 10 mai est le jour de la fête des Mères au Mexique. « Rien à fêter » (*Nada que festejar*) est devenu le mot d'ordre toujours scandé avec conviction par des milliers de mères qui battent le pavé avec les portraits de leurs filles et fils disparu.e.s. Dès le début, les marches ont rassemblé des familles de différentes régions, non seulement du Mexique, mais aussi d'Amérique centrale, avec des mères à la recherche de leurs filles et fils disparu.e.s sur le territoire mexicain alors qu'elles et ils tentaient de rejoindre les États-Unis. Aujourd'hui, tout comme les brigades nationales de recherche, les marches sont un moment de rencontre entre les comités de familles de différentes époques et des centaines de personnes solidaires avec leur cause. L'impact de la marche au fil des ans est indéniable : aujourd'hui, les mères qui ne peuvent se rendre dans la ville de Mexico organisent des manifestations simultanées dans leurs propres villes. Face à la vague de disparitions massives au Mexique, les célébrations du 10 mai ont pris un nouveau visage politique.

porte son nom, Familiares en Búsqueda María Herrera, et du Réseau de liens nationaux qui organise les brigades. La seconde est une défenseuse des droits humains renommée et obstinée, vice-présidente de l'un des plus anciens comités de familles (l'AFADEM) et fille de Rosendo Radilla Pacheco, dont la disparition forcée en 1974 a été évoquée précédemment. Les histoires de vie de Tita Radilla et de María Herrera symbolisent à elles seules les deux moments clés de l'histoire des disparitions au Mexique : respectivement, la contre-insurrection des années 1960-1980, et la période inaugurée par la « guerre contre le narcotrafic ». Si la disparition de leurs êtres chers est séparée par une trentaine d'années, le combat des deux femmes est toutefois identique : aucune ne sait encore où se trouvent ses proches, et toutes deux ont fait de leur tragédie personnelle une cause collective pour toutes les personnes disparues.

Lors de la IV^e Brigade nationale de recherche de personnes disparues, comme dans beaucoup d'autres, ont convergé non seulement des familles de personnes disparues de différentes époques, mais aussi des personnes qui, au sein de la Brigade, sont identifiées comme « les solidaires ». C'est le cas de Xitlali Miranda, l'une des fondatrices du collectif Les autres disparus (Los Otros Desaparecidos), à Iguala, Guerrero. Pour elle, comme pour beaucoup de Mexicain.e.s, la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa en 2014 a été un tournant décisif. Sans avoir été impliquée auparavant dans des mouvements politiques et sociaux, Xitlali Miranda s'est entièrement consacrée à la recherche de personnes disparues dans sa municipalité, après que celle-ci ait été bouleversée par les événements d'Ayotzinapa. Dès la fin de 2014, le collectif dont elle a fait partie s'est distingué par la recherche de fosses clandestines, dont Mario Vergara est devenu l'une des figures de proue (cf. *Un Jour des morts*), contribuant fortement à l'expansion de cette pratique au reste du pays (Melenotte, 2020).

La photographie qui pérennise la présence conjointe de María Herrera, Tita Radilla et Xitlali Miranda lors de la IV^e Brigade nationale (fig. 1, p. 36) exprime visuellement et avec justesse cette communauté d'action qui s'est constituée autour des personnes disparues, quelles que soient la temporalité des disparitions ou leurs causes. Le mot d'ordre des brigades nationales, « En les cherchant, nous nous sommes trouvés » (*Buscando nos encontramos*) témoigne également de cette expérience collective partagée. À la recherche de leurs proches disparus, les familles des victimes de différents endroits et de différentes époques finissent par se rencontrer dans le présent. Elles apprennent à s'entraider et donnent naissance à de nouveaux processus d'organisation sociale, dont les brigades ne sont qu'un exemple.



Banderole du comité Union des mères avec des enfants disparus Sinaloa (Unión de Madres con Hijos Desaparecidos Sinaloa) lors de la VIII^e Marche pour la dignité nationale, Mexico, 2019.

L'actuelle présidente du comité, Martha Camacho Loaiza, victime d'une disparition forcée pendant près de 50 jours en 1977, est l'une des rares survivantes connues de la Guerre sale.

© Collectif Paris-Ayotzinapa.

La mémoire des personnes disparues

La mémoire joue un rôle crucial pour les familles de personnes disparues, et plus largement pour les familles de victimes ou les victimes directes de violences. Lorsqu'elle émerge, nous dit Elizabeth Jelin (2002), la mémoire des victimes ou de leurs proches est animée par une double intention : « celle de donner la "vraie" version de l'histoire à partir de leur mémoire et celle de réclamer justice » (traduction libre). Si la justice peine à s'installer au Mexique, la mémoire des personnes disparues, elle, gagne en vitalité (cf. *Le cri de la statue*).

Dans ce domaine, la mobilisation conjointe de divers acteurs sociaux est également manifeste, comme en témoigne l'histoire de deux lieux : le Mémorial aux victimes de la violence (Memorial a las Víctimas de la Violencia) et le musée Maison de la mémoire indomptable (Casa de la Memoria Indómita), tous deux situés à Mexico. Ce sont deux espaces que presque tout oppose. Le premier, dont la construction a fini par provoquer l'indignation de plusieurs familles de victimes qui avaient initialement porté le projet, est un « mémorial raté » (López Casanova *et al.*, 2021), presque abandonné, tandis que le second est un lieu empli de vie, construit par les familles des victimes et géré par elles-mêmes. L'intérêt de les mettre en parallèle réside donc ailleurs : à l'origine, l'un était destiné aux victimes de la « guerre contre le narcotrafic » ; l'autre, aux victimes de la Guerre sale, mais finalement, par des procédés différents, les victimes elles-mêmes ont transformé les deux lieux en un espace destiné à honorer la mémoire de toutes les personnes disparues et assassinées, celles d'hier et d'aujourd'hui, dépassant le clivage temporel.



Le Mémorial aux victimes de la violence, construit à la fin du gouvernement de Felipe Calderón, mais inauguré pendant le gouvernement d'Enrique Peña Nieto en 2013, se voulait, au départ, un mémorial aux victimes de violences liées à la « guerre contre le narcotrafic ». Si l'initiative est venue de diverses organisations de la société civile, dont le Mouvement pour la paix avec justice et dignité (MPJD), dirigé par Javier Sicilia, le gouvernement de Felipe Calderón a vite ignoré plusieurs de leurs demandes tout en acceptant la construction du mémorial. Comme le montre Carolina Robledo (2015), le résultat a été un « mémorial sans mémoire » (traduction libre) : en plus d'avoir été planifié sans aucun vrai dialogue avec les familles de victimes organisées au sein du MPJD, la façon dont il a été édifié est, à plus d'un titre, une insulte à leur égard. Outre le fait que la construction du mémorial a été confiée à l'armée, celui-ci a été bâti sur un terrain adjacent au Champ de Mars (Campo Marte), un lieu consacré aux cérémonies militaires et dont le seul nom renvoie symboliquement à la guerre. L'affront aux familles n'aurait pu être plus grand quand on sait que les militaires eux-mêmes sont les auteurs de multiples violations des droits humains qui n'ont fait

**Si la justice peine
à s'installer au Mexique,
la mémoire des personnes
disparues,
elle, gagne en vitalité**



qu'augmenter pendant la « guerre contre le narcotrafic ». Le mémorial était également constitué de diverses plaques d'acier qui n'honoraient aucunement la mémoire des victimes, puisque leur nom n'était inscrit nulle part.

La réaction de la société civile ne s'est pas fait attendre. Après son inauguration officielle, le mémorial a été rapidement resignifié par les survivants de la répression d'État au début de la Guerre sale, d'anciens membres du mouvement étudiant de 1968 qui avaient créé en 1978 le Comité 68. Dès septembre 2013, ce comité a fait ce que l'État refusait de faire : nommer les victimes. Au cours de différentes actions, des listes de nombreuses victimes ont été collées par ses membres, subvertissant ainsi le sens initial du mémorial par un double exercice : d'une part, en le rebaptisant par l'ajout du qualificatif « d'État » (Mémorial aux victimes de la violence « d'État ») et, d'autre part, en faisant du mémorial un lieu de mémoire non seulement des victimes de la « guerre contre le narcotrafic », mais de tous celles et ceux qui ont été assassinés, torturés et ont disparu au cours des cinquante dernières années. Dans ce processus de réappropriation du mémorial, le Comité 68 (fig. 2, p. 41) a pu compter sur la collaboration du collectif RECO, composé principalement de chercheurs qui depuis quelques années se sont distingués par leur engagement en faveur des victimes de l'ère de la « guerre contre le narcotrafic ». C'est en partie grâce à eux que les listes qui ont été collées comprenaient les noms de nombreuses victimes de ces dernières années (Ovalle et Díaz, 2019). Le « nouveau » mémorial met donc l'accent sur la persistance de la violence d'État, déployée par le biais de pratiques répressives telles que la disparition forcée,



Figure 2. Les familles des étudiants d'Ayotzinapa prennent la parole lors de la marche pour le 47^e anniversaire du massacre de Tlatelolco, aux côtés du Comité 68 © Pablo Mardones, Alpaca Producciones.

apparue il y a plusieurs décennies et qui se prolonge jusqu'à nos jours.

Un esprit similaire anime le musée Maison de la mémoire indomptable, ouvert au public en 2012. Construit à l'initiative de l'historique Comité ¡Eureka!, le musée a répondu au désir des membres du comité d'avoir un lieu où montrer leur combat déjà ancien. Ainsi le rappelait Jorge Gálvez, directeur du musée en 2015, en évoquant les mots des *doñas*: « Trouvons un endroit où nous pourrions montrer notre lutte, la motivation de notre lutte est l'arrestation ou la disparition forcée de nos enfants[,] afin que tout le monde le sache, car c'est une histoire cachée » (cité par Kuri, 2017, traduction libre). Comme le souligne Edith Kuri, pour la concrétisation du musée, les *doñas* ont pu bénéficier du soutien du gouvernement de centre gauche alors en place à Mexico, mais surtout du « capital politique et moral » du Comité ¡Eureka! et de Rosario Ibarra de Piedra, sa figure emblématique.

Dans son exposition permanente, le musée a pour principal objet de retracer l'histoire du comité et d'exposer les crimes commis pendant la Guerre sale. Toutefois, il cherche également à jeter des ponts entre le passé et le présent dans le but de montrer le continuum des disparitions forcées et de la violence d'État. Dans la salle où les photographies des responsables de cette violence sont exposées enfermées dans des sortes de cages à oiseaux, on peut voir la « cellule » du président Felipe Calderón, le président qui a lancé la « guerre contre le narcotrafic », entre celle de Gustavo Díaz Ordaz et celle de Luis Echeverría Álvarez, les deux présidents les plus associés aux stratégies brutales de contre-insurrection de la Guerre sale.

Ces ponts entre passé et présent sont également mis en évidence avec les expositions temporaires du musée. En 2016, un an et demi après la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa, on pouvait voir quotidiennement à l'extérieur du musée, sur la voie publique, 43 chaises vides sur le dos desquelles étaient collées les photos de chacun des étudiants. Le musée a également été le premier à accueillir la même année l'exposition « Traces de la mémoire » (« Huellas de la memoria »). L'histoire de ce projet montre bien que la mobilisation pour les victimes de disparition ne connaît pas de frontières chronologiques : si son intention initiale était de rendre visible et d'accompagner la lutte des proches de personnes disparues pendant la « guerre contre le narcotrafic », au fil du temps, et sur la suggestion des proches des victimes, le projet a fini par inclure les histoires de vie de personnes disparues lors des décennies précédentes (López Casanova *et al.*, 2021).

Une même clameur pour les personnes disparues

Les frontières chronologiques et la distinction entre les anciennes et les nouvelles disparitions se brouillent également si l'on se place dans le domaine symbolique. Si la lutte pour les personnes disparues au Mexique devait être résumée en une seule phrase, ce serait probablement « vous les avez pris vivants, nous les voulons vivants » (« vivos se los llevaron, vivos los queremos ». En réalité, l'expression met en avant non seulement la lutte pour les victimes de disparition au Mexique, mais aussi l'histoire partagée des luttes mexicaines avec celles du Cône Sud. Son origine se trouve dans les Marches de la résistance des

Mères de la place de Mai (Madres de la Plaza de Mayo), dans lesquelles l'exigence de réapparition en vie de toutes les personnes disparues pendant la dictature militaire argentine (1976-1983) s'exprimait dans des formules telles que «réapparition en vie des détenus-disparus» («*aparición con vida de los detenidos-desaparecidos*»), ou «vous les avez pris en vie, nous les voulons en vie» («*con vida los llevaron, con vida los queremos*») (Ortiz, 2012).

Au Mexique, le slogan a été repris pratiquement à la même époque par les familles des personnes disparues pendant la Guerre sale. Il a même servi de titre au documentaire *Vivos los llevaron, vivos los queremos* (2007), dédié à l'histoire du combat du Comité ¡Eureka! et aux disparitions et crimes perpétrés pendant la période de contre-insurrection. Mais c'est en 2014 qu'il a sans doute pris le plus de force, lorsqu'il a été adopté par les parents des 43 étudiants d'Ayotzinapa. La répercussion sociale et médiatique de cette affaire a fait de «Vous les avez pris vivants, nous les voulons vivants» l'un des slogans par excellence de la lutte pour les personnes disparues au Mexique ; c'est à ce moment-là que de nombreuses et nombreux Mexicain.e.s ont entendu cette phrase pour la première fois. En 2017, elle a de nouveau servi de titre à un autre documentaire, *Vivos se los llevaron*, consacré cette fois-ci à la disparition des étudiants d'Ayotzinapa.

Aujourd'hui, le slogan est scandé dans pratiquement toutes les manifestations pour les victimes de disparition. On peut dire que pour tous les manifestants (les comités des années 1970 et 1980, les comités fondés ces dernières années et les personnes solidaires), il permet d'exprimer peu ou prou la même tristesse, la même colère et la même indignation.

Conclusion

Les expériences analysées ici, fruit en large partie de l'expérience originelle douloureuse des familles de victimes, ont révélé une mobilisation kaléidoscopique dans laquelle la frontière entre les personnes disparues d'hier et celles d'aujourd'hui s'estompe. D'autres scénarios l'emportent : celui d'une fille, Tita Radilla, qui cherche son père depuis plus de quarante-cinq ans, et marche désormais aux côtés de mères à la recherche de leurs filles et fils disparus il y a dix ans, cinq ans, ou quelques mois ; celui de celles et ceux qui, sans avoir été touchés par la disparition d'un proche, se sentent suffisamment concerné.e.s pour rejoindre les familles des victimes ; celui d'espaces qui cultivent aussi bien la mémoire des personnes disparues des années 1970 que celle des victimes de ces dernières années ; celui de la manifestation qui trouve dans un slogan datant de plusieurs décennies un moyen d'exprimer sa revendication d'aujourd'hui.



VIII^e Marche pour la dignité nationale, Mexico, 2019.

En bas : banderole pour Ayotzinapa qui reprend le slogan

« Vous les avez pris vivants, nous les voulons vivants ».

Plus haut : banderole du Réseau de liens nationaux qui organise les Brigades nationales de recherche de personnes disparues.

© Collectif Paris-Ayotzinapa.

Aller plus loin

Regarder

« Sin tregua »

Diego Rabasa, Documentaire, 2019, 26', VOST (espagnol/anglais), El Día Después.
<https://youtu.be/5uiKVB9amJo>

« Vivos se los llevaron »

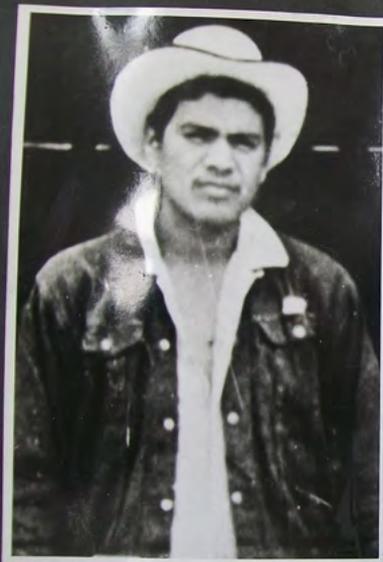
Emily Pederson, Documentaire, 2017, 18', VOST (espagnol/anglais), Field of Vision
<https://youtu.be/Uqh2TW9JZao>

« Ni vivos ni muertos »

Luis Ramírez Guzmán et Federico Mastrogiovanni, Documentaire, 2014, 96', VOST (espagnol/anglais), Coconut Films
<https://youtu.be/C4YsPZUj05I>



Jesus Corral Garcia.



Jesus Piedra Ibarra.



Ma. Guadalupe Saldaña Rivera.



Julieta Lokner Rossains



Alfredo Tecla Parra.



Eufemia Belem Almansa Villarreal.



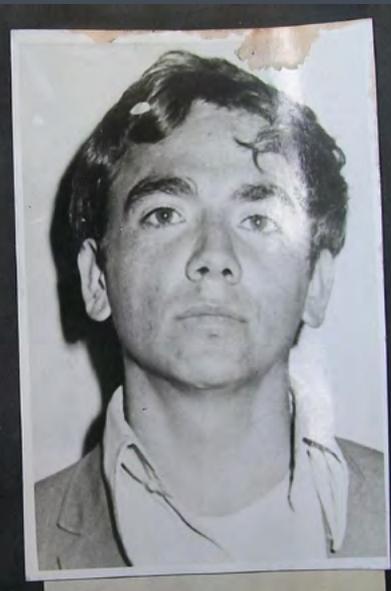
David Jimenez Sarmiento.

Figure 3

Photographies tirées d'un document produit dans les années 1970 par l'ancien Bureau du procureur général de justice du District fédéral, dans lequel figurent 198 portraits de personnes recherchées par la police. Certaines de ces personnes, comme Jesús Piedra Ibarra, sont toujours portées disparues ; d'autres, comme Alfredo Tecla Parra, sont devenues des prisonniers politiques, mais ont retrouvé leur liberté

Source : Archivos de la Represión (archivosdelarepresion.org/).

Les documents originaux sont conservés à l'Archivo General de la Nación



Alberto Dominguez Rodriguez.



Mères des 43 étudiants d'Ayotzinapa devant l'anti-monument +43 lors de la marche mensuelle à Mexico 2018 © Sabrina Melenotte

Ayotzinapa : vers la fin d'un mensonge d'État ?

Collectif Paris-Ayotzinapa

Un tournant majeur dans les violences contemporaines au Mexique se produit la nuit du 26 septembre 2014, avec la disparition de 43 étudiants de l'École normale rurale Raúl Isidro Burgos d'Ayotzinapa, située à Tixtla, une localité de l'État de Guerrero. Ayotzinapa est devenu un cas emblématique de la disparition forcée au Mexique ainsi que des quêtes de vérité et de justice des familles de personnes disparues.

Les faits

Les étudiants se préparaient pour la manifestation annuelle du 2 octobre qui commémore la répression des étudiants à Tlatelolco à Mexico, en 1968. Ils s'opposaient aussi à la réforme de l'éducation publique alors en cours. Cette année-là, alors qu'ils se rendaient à Iguala pour réquisitionner des bus, comme à leur habitude, pour se rendre dans la capitale, les étudiants ont été attaqués avec des armes à feu par des policiers. 43 d'entre eux ont été arrêtés par la police municipale dans la ville d'Iguala puis portés disparus. Trois autres, dont un mineur, ont été exécutés sur place, y compris Julio César Mondragón Fontes, un étudiant présentant des signes clairs de torture, le visage écorché ; 40 étudiants supplémentaires ont été blessés par des tirs à bout portant ; 80 personnes, au moins, ont été pourchassées avec les étudiants, dont les chauffeurs, et une équipe de football (los Avispones) qui se trouvait à bord d'un bus, faisant deux morts supplémentaires ; les passagers d'un taxi qui passait par là ont eux aussi été attaqués, faisant une victime. Lors des différentes attaques contre les autobus, 30 étudiants ont survécu et ont témoigné des événements de cette nuit-là.

De nombreux témoins signalent la présence des différentes forces de l'ordre sur les lieux de l'attaque contre les étudiants : les institutions policières locales et fédérales, mais aussi l'armée sont particulièrement pointées du doigt, soupçonnées d'avoir participé directement à leur disparition, en complicité avec les criminels.

Les Écoles normales rurales : une histoire de lutte et de résistance

Les premières écoles normales rurales sont apparues dans les années 1920, après la Révolution mexicaine, dans le cadre d'un projet éducatif de grande ampleur qui visait la transformation sociale des secteurs ruraux par l'éducation. En effet, le projet des écoles normales était le symbole de la matérialisation dans le monde rural des promesses de la Révolution mexicaine : l'accès à la terre et l'accès à l'éducation. Les écoles se distinguent par la formation des futurs enseignants ruraux selon un modèle éducatif où la formation agricole est aussi importante que les connaissances pédagogiques. Les futurs enseignants vivent dans les locaux des écoles pendant leurs études et participent activement à leur fonctionnement (administration, nettoyage, recherche de ressources financières, etc.). Depuis les années 1930, les écoles normales rurales se caractérisent par l'engagement politique et social de leurs étudiants, qui ont souvent été victimes d'une forte répression des pouvoirs publics qui s'est accrue au fil des ans. Certains des enseignants formés dans ces établissements ont été des opposants politiques de premier plan. C'est le cas de Lucio Cabañas, diplômé de l'École normale rurale d'Ayotzinapa, qui a été un membre actif du mouvement paysan du Guerrero dans les années 1960-1970. En 1967, il a fondé le Parti des pauvres (Partido de los Pobres), une organisation politique non électorale, et la Brigade de justice paysanne (Brigada Campesina de Ajusticiamiento), la branche armée du parti. Depuis la clandestinité, il s'est battu pour transformer les conditions de vie, l'oppression et la misère des paysans. En 1974, son organisation a séquestré Ruben Figueroa, sénateur et candidat à gouverneur du Guerrero. Après la libération de Figueroa, l'armée a persécuté la guérilla et Lucio Cabañas est mort en décembre 1974, lors d'un affrontement avec plusieurs groupes militaires. Aujourd'hui, on se souvient de lui comme de l'un des grands guérilleros du Mexique et sa

dépouille repose au pied de l'obélisque qui a été construit en son honneur dans la place centrale d'Atoyac, au Guerrero.

Depuis 1980, l'État mexicain a mené plusieurs réformes de l'éducation qui ont réduit le financement et les postes d'enseignement dans les Écoles normales rurales. Pour lutter contre le militantisme de ces écoles, le gouvernement a limité les inscriptions, affaibli les syndicats d'étudiants, réduit les bourses et fermé certains internats. En conséquence, les étudiants des Écoles normales rurales sont contraints de trouver des moyens de subsistance et de garantir leur budget scolaire dans les internats grâce à des stratégies de mobilisation collective telles que des barrages routiers et une taxe sur les conducteurs. La situation des étudiants est très compliquée.

En 2020, le gouvernement a encore réduit drastiquement le budget des écoles normales. Cela provoque des tensions et des confrontations avec le gouvernement, comme dans le Michoacán où les normalistes s'affrontent régulièrement avec les autorités. À Ayotzinapa, les étudiants sont aussi très actifs. En septembre 2020, ils ont incendié le palais de justice d'Iguala pour protester contre le refus du gouvernement local d'enquêter sur la disparition de preuves qui pourraient aider à reconstituer ce qui s'est passé la nuit du 26 septembre 2014, notamment les vidéos du palais de justice qui pointaient sur l'un des lieux de l'attaque.

« ¡Fue el Estado! »

La disparition des étudiants d'Ayotzinapa a déclenché d'importantes mobilisations sociales dans l'ensemble du pays et à l'international, au point de constituer l'un des plus grands mouvements contestataires du Mexique contemporain.

Les deux principaux mots d'ordre sont : « Vous les avez pris vivants, nous les voulons vivants ! » (« ¡Vivos se los llevamos, vivos los queremos ! ») se situe dans une continuité avec les luttes contre les disparitions forcées au Mexique et en Amérique latine depuis les années 1970 ; « C'est l'État ! » (« ¡Fue el Estado ! ») pointe la participation active des agents de l'État à ces crimes dans un pays où le récit officiel se limite trop souvent à voir dans la violence une affaire exclusive des criminels.

Bien vite, la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa a pris la forme d'une « affaire » : elle a mis en évidence la collusion entre le « crime organisé » et l'État mexicain à ses différents niveaux (autorités municipales, forces policières et militaires), ainsi que la manière dont celui-ci s'appuie sur de multiples acteurs, publics et criminels, pour opérer une répression politique puis pour effacer les traces du crime.

La « vérité historique » : la naissance d'un concept mexicain

L'affaire Ayotzinapa a marqué un tournant à bien des égards. Elle a mis au grand jour non seulement la collusion entre le crime organisé et l'appareil étatique, mais aussi le *modus operandi* des enquêtes officielles. Ainsi, l'expression « vérité historique », utilisée par le gouvernement pour qualifier sa version officielle dans l'affaire Ayotzinapa, est devenue en soi une notion chargée de sens. Elle est employée aujourd'hui pour désigner les versions dénuées de fondement derrière lesquelles se cachent des enquêtes dont l'objectif principal est de dissimuler les faits réels afin d'occulter l'implication et les responsabilités de l'État. « Combien d'autres vérités historiques ? », pouvait-on lire, par exemple, sur une grande banderole lors d'une manifestation en avril 2018 contre la disparition de trois étudiants dans la banlieue de la ville de Guadalajara, une affaire que le gouvernement de l'État de Jalisco a tenté de clore en faisant valoir que les étudiants avaient été tués et leurs corps dissous dans de l'acide par des membres du cartel « Jalisco Nueva Generación » (cf. *Le cri de la statue*). « Une autre vérité historique », c'est le titre d'un article de presse publié en août 2020 qui dénonce le manque de clarté dans le meurtre d'un homme par la police de Mexico en 2005. Les exemples pourraient se multiplier et témoigneraient tous du même constat : Ayotzinapa a permis de donner un nom à une pratique judiciaire bien ancrée et rodée.

Acte 1. La « vérité historique » du gouvernement

En janvier 2015, le Procureur général de la République, Jesús Murillo Karam, a présenté les conclusions du Parquet dans l'affaire des 43 étudiants d'Ayotzinapa disparus à Iguala le 26 septembre 2014. Selon la version du procureur, qu'il a qualifiée de « vérité historique », après avoir été kidnappés par des policiers municipaux au service du crime organisé, les 43 étudiants auraient été assassinés par des membres du cartel local « Guerreros Unidos » (Guerriers Unis), leurs corps brûlés dans la décharge publique de Cocula (village à une vingtaine de kilomètres d'Iguala), et leurs cendres jetées dans la rivière San Juan toute proche.

Le procureur a accusé le maire d'Iguala, José Luis Abarca, et sa femme, María de los Ángeles Pineda, d'être les auteurs moraux du crime. Il a affirmé qu'en tant que membres du cartel « Guerreros Unidos », Abarca et Pineda ont demandé l'aide de leurs policiers corrompus pour arrê-

ter les bus, afin d'éviter tout débordement des étudiants dans la ville où se tenait un événement officiel du gouvernement. D'après l'enquête officielle, après avoir été remis aux tueurs à gages des « Guerreros Unidos » par la police, des étudiants auraient été pris pour des membres du cartel rival « Los Rojos » (Les Rouges) qui les auraient interrogés, exécutés et incinérés.

À travers la « vérité historique », le gouvernement national cherchait à mettre fin à l'affaire Ayotzinapa en même temps qu'il mettait en doute l'innocence des étudiants. Ainsi, le crime ne serait rien d'autre qu'un petit conflit local entre des politiciens corrompus et des étudiants indisciplinés. Diffusée sur toutes les chaînes de télévision publique à l'aide d'images macabres d'os, la conférence de presse de Murillo Karam sur la « vérité historique » voulait mettre un point final aux mobilisations massives qui ont eu lieu partout au Mexique après la médiatisation de l'affaire Ayotzinapa.

Acte 2. La contre-expertise du GIEI et de l'EAAF

Or, en septembre 2015, le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI), nommé par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (ComIDH), a rendu public un rapport qui remettait en cause cette version. Ce rapport partageait les conclusions de plusieurs spécialistes parmi lesquels le Groupe argentin d'experts en anthropologie médico-légale (Grupo Interdisciplinario de Expertos Independientes, GIEI), qui avait déterminé qu'il n'y avait pas d'éléments scientifiques permettant d'assurer que les 43 étudiants avaient été incinérés dans la décharge de Cocula. L'EAAF a démontré que, dans la décharge, il y a eu, certes, plusieurs épisodes de feu contrôlé, mais qu'aucun d'entre eux n'a eu la taille présumée par le Bureau du procureur de la République (Procuraduría General de la República, PGR), et n'a pu avoir lieu dans la nuit du 26 septembre 2014. L'EAAF a trouvé dans la décharge les restes d'au moins 19 individus, parmi lesquels figurent deux prothèses dentaires qui ne correspondent pas aux profils des étudiants. L'EAAF insiste sur le fait que ces 19 corps ont été très probablement incinérés à des moments différents et que cela doit être mis en relation avec le contexte des disparitions dans la zone d'Iguala.

Les expertises indépendantes ont montré qu'il n'existait aucune preuve scientifique permettant d'affirmer la crémation des 43 corps, mais une série d'erreurs, de preuves falsifiées et d'aveux obtenus sous la torture ont été mises en scène notamment afin d'occulter l'implication de l'armée.

Dans son dernier rapport présenté en avril 2016, le GIEI avertit que les confessions de présumés coupables auraient été obtenues sous la torture et que le seul fragment d'os ayant permis à ce moment l'identification d'un

L'expression « vérité historique » est employée aujourd'hui pour désigner les versions dénuées de fondement derrière lesquelles se cachent des enquêtes dont l'objectif principal est de dissimuler les faits réels afin d'occulter l'implication et les responsabilités de l'État



étudiant, Alexander Mora Venancio, avait été retrouvé dans une diligence irrégulière, sans chaîne de traçabilité, sans la présence de l'avocat du supposé coupable ni des experts indépendants. Le GIEI a également souligné que les vidéos des caméras de surveillance situées devant le palais de justice d'Iguala, où a eu lieu l'une des attaques de cette nuit-là, ont été détruites après avoir été remises au tribunal, et que le Bureau du procureur n'avait ni analysé ni sauvegardé comme preuves les vêtements des étudiants trouvés dans les camions.

En outre, les experts indépendants ont exhorté à enquêter sur le rôle de l'armée présente sur les lieux pendant la nuit du drame, notamment le 27^e bataillon d'infanterie. Malgré ces éléments, le gouvernement a empêché que le GIEI interroge les soldats présents sur les lieux de l'attaque. Après ces révélations, les membres du GIEI ont été l'objet d'une campagne ignoble de discrédit dans certains médias mexicains et dans les réseaux sociaux. Malgré la demande des familles des 43 étudiants d'Ayotzinapa de prolonger la permanence du GIEI, le gouvernement a décidé de ne plus renouveler la mission du groupe d'experts qui a été obligé de quitter le pays.

On sait aujourd'hui avec certitude que la version des faits donnée par le gouvernement, la mal nommée « vérité historique », n'est pas vraie. Les expertises officielles qui soutenaient le mensonge historique (dont celles réalisées dans la décharge de Cocula) ont été discréditées. Il a été démontré que des preuves ont été fabriquées et semées, notamment dans la scène de la rivière San Juan.

Le gouvernement d'Enrique Peña Nieto (2012-2018) a essayé à tout prix de vendre une version partielle et partielle des faits. La version officielle a voulu créer un récit cohérent pour clore l'enquête au plus vite et masquer ainsi l'action directe des autorités et des forces de l'ordre dans les faits, et leur complicité avec le narcotrafic.

Ayotzinapa: vers la fin d'un mensonge d'État ?

La « vérité historique » a été maintenue tout au long du mandat d'Enrique Peña Nieto, pour protéger ses auteurs intellectuels et matériels ainsi que tous les hauts fonctionnaires de l'ancienne administration mêlés aux faits du 26 septembre 2014. C'est aujourd'hui une certitude.

Face à l'impunité sous-jacente de ce mensonge d'État, les parents des 43 étudiants d'Ayotzinapa ont adopté une stratégie très différente des autres familles de disparu.e.s, en se concentrant sur l'exigence de vérité et justice: dès le début, leur mot d'ordre est « rendez-les nous vivants! » (« ¡Vivos los queremos!») ; depuis, et même après la floraison des recherches de fosses clandestines dans le pays, ils ont toujours refusé de les chercher morts ; certains d'entre eux refusent même les programmes de réparation des victimes ; surtout, ils ont saisi l'instance internationale de la ComIDH pour faire d'Ayotzinapa un procès international et contourner les organes nationaux de justice qui freinaient les avancées pénales, au moins jusqu'à la dernière élection présidentielle. Ils font pression sur le gouvernement pour mener une enquête sérieuse et approfondie.

On ne connaîtra probablement jamais la vérité sur ce cas, dans la mesure où le gouvernement a détruit des preuves fondamentales, des témoins clés ont été assassinés et d'autres témoignages ont été fabriqués sous la torture, comme le montrent certaines vidéos relayées par les médias internationaux, dans lesquelles on peut voir des fonctionnaires du Bureau du procureur se livrer ou consentir à la torture pendant les interrogatoires. Puis, une partie des restes osseux retrouvés sont dans un état tel qu'il est impossible de les identifier.

La participation de l'État dans les disparitions forcées ne se limite pas à l'action concrète de certains policiers ou

militaires, elle se manifeste aussi dans l'incapacité du système judiciaire à enquêter, à identifier les cadavres et à faire condamner les coupables. L'État contribue au phénomène avec des déclarations à la presse qui associent trop facilement les victimes aux criminels et qui exercent donc une nouvelle violence contre les disparus. Enfin la complicité de l'État se manifeste aussi dans les obstacles bureaucratiques constants que les familles éprouvent lorsqu'un des leurs disparaît.

Acte 3. Remettre les compteurs à zéro

Andrés Manuel López Obrador, l'actuel président du Mexique, a fait des appels du pied aux parents d'Ayotzinapa avant même son investiture. Il a débuté son mandat le 1^{er} décembre 2018 par l'annonce de régler sous son gouvernement l'affaire Ayotzinapa, en créant notamment une « Commission pour la vérité et l'accès à la justice du cas Ayotzinapa ».

Pour autant, ce premier décret, signé le 3 décembre 2018, n'impliquait d'abord pas une enquête auprès de l'armée ni du procureur en charge de l'enquête jusque-là. Cette commission ne se limitait qu'au pouvoir exécutif et sans pouvoir de prononcer des sanctions pénales, malgré la demande du tribunal fédéral du Tamaulipas face à l'évidence massive de torture et de manipulation de preuves sous le gouvernement précédent.

En juin 2019, la Commission, composée de cinq pères des 43 étudiants disparus, a fini par pénétrer les installations du 27^e bataillon d'infanterie de l'armée mexicaine à Iguala, pour une visite somme toute brève et superficielle, mais symbolique. Celle-ci reste toutefois insuffisante pour



enquêter en profondeur sur le rôle de l'armée. Puis il a été décidé en septembre 2019 de remettre les compteurs à zéro dans l'affaire Ayotzinapa, en s'appuyant tout de même sur les lignes d'enquête du GIEI.

De nouvelles preuves pour discréditer la « vérité historique »

Le gouvernement actuel a été de plus en plus discret dans sa communication sur l'affaire et s'est focalisée sur la déconstruction de la mal nommée « vérité historique ».

Aujourd'hui, il s'attèle à présenter de nouvelles preuves pour réfuter la version du gouvernement précédent, qui protégeait les coupables : des restes osseux ont été retrouvés dans différents endroits, et pas seulement dans la décharge de Cocula ; les vidéos montrant la pratique de la torture pour obtenir des « aveux » ont conduit à d'importantes arrestations ; d'autres vidéos montrent que Tomás Zerón, l'ancien responsable de l'agence d'investigation criminelle au parquet fédéral et l'un des principaux responsables de la construction de la « vérité historique », a fait des visites non déclarées sur les lieux où l'on a retrouvé les restes osseux attribués aux étudiants. Par ailleurs, une demande d'extradition de Tomás Zerón est en cours et, pour la première fois, un ancien haut fonctionnaire sera accusé dans le cadre de l'enquête pour la disparition forcée des étudiants.

Acte 4. Vers une nouvelle version : la « vérité authentique »

Le 26 septembre 2020, à l'occasion du sixième anniversaire de la disparition des étudiants d'Ayotzinapa, le gouvernement a présenté un rapport pour annoncer les progrès de l'enquête, en présence des familles des étudiants. Le procureur nommé par l'actuelle administration, Alejandro Gertz Manero, a dénoncé l'usage systématique de la torture comme méthode d'investigation dans l'enquête précédente. Le cas Ayotzinapa a été qualifié, non comme un fait isolé, mais comme l'exemple le plus cruel d'une stratégie systématique de la part d'une administration « profondément infiltrée par la délinquance et la corruption », et responsable d'une « conduite délictuelle intégrale, permanente et réitérée », incluant la torture, le mensonge, la fabrication et la dissimulation de preuves, la construction de scandales médiatiques et la violation massive des droits humains.

Lors de la présentation du rapport, de nouvelles pistes d'enquête ont été avancées. Selon le procureur Gertz Manero, au moment même de la disparition des étudiants, quelque 80 personnes auraient été tuées dans la ville d'Iguala. Ce massacre serait lié à la dispute pour le contrôle du territoire par divers groupes criminels, en collusion avec différents responsables publics. Les jeunes étudiants se seraient retrouvés au milieu de cet affrontement, entre plusieurs feux. Cependant, cette nouvelle version est très similaire au récit hégémonique sur la « guerre

contre la drogue », selon lequel les victimes seraient des dommages collatéraux des batailles de cartels. Une véritable analyse du rôle de l'État fait toujours défaut.

La mère d'un des étudiants, présente lors de la présentation du rapport, a pris la parole avant le discours final d'Andrés Manuel López Obrador. Elle lui a demandé de se mettre à la place des parents et d'accélérer les investigations. Elle a demandé une enquête sur le rôle des militaires (« Quand allez-vous vous occuper des militaires, monsieur ? ») et a exprimé sa colère face à la libération de plusieurs accusés. En effet, certains détenus ont été libérés, et d'autres pourraient l'être prochainement faute de preuves ou d'irrégularités dans la procédure judiciaire, comme l'ancien maire de la ville d'Iguala et son épouse. Toutefois, le Bureau du procureur promet de requalifier l'enquête et d'inculper les détenus d'autres crimes, tels que la disparition forcée. Le président a présenté ses excuses aux familles pour l'énorme injustice commise par l'État et s'est engagé à poursuivre l'enquête jusqu'à ce que tous les responsables et les donneurs d'ordres soient traduits en justice. À la fin de la conférence, les parents ont remis au président des tissus brodés : « [ce] ne sont pas un cadeau, mais des messages pour que vous vous rappeliez de nos fils ». Sur les broderies, il était écrit « Pour les 43 et les milliers d'autres. Ne nous décevez pas » (« *Por los 43 y miles más. No nos fallen* »).

À ce jour, les avancées les plus importantes de l'enquête concernent l'identification des restes osseux de deux étudiants : Christian Rodríguez Telumbre (identification faite en juillet 2020) et Jhosivani Guerrero (identification faite en juin 2021). Ces restes ont été découverts dans le ravin dit « de la Carnicería », à quelques centaines de mètres de la décharge de Cocula, ce qui remet une fois de plus en question le scénario de la soi-disant « vérité historique ».

Désormais, face à une « vérité historique » imposée par l'ancienne administration, le gouvernement actuel promet une « vérité authentique » dans l'affaire Ayotzinapa. Toutefois, certaines voix craignent et alertent sur la possible fabrication d'une nouvelle « vérité historique » qui ne serait alors pas acceptée par les familles des étudiants.

Acte 5. L'armée et les hauts fonctionnaires en ligne de mire

Ces derniers mois, le gouvernement actuel a annoncé le lancement de 70 mandats d'arrêt contre des policiers aux trois niveaux (au niveau municipal, de l'État de Guerrero et fédéral), des membres du crime organisé, des fonctionnaires de la PGR et des éléments de l'armée. 34 de ces inculpés ont déjà été arrêtés. Pour la première fois, un policier fédéral a été inculpé.

Fin juin 2020, les autorités ont arrêté un personnage surnommé « Mochomo », José Angél Casarrubias Salgado,

frère de Sidronio Casarrubias Salgado, deux des principaux dirigeants de Guerreros Unidos. Il représente une pièce clé dans la disparition des 43 étudiants. Un juge a ordonné sa libération, mais à sa sortie, il a été arrêté à nouveau pour différents délits. Le juge a été suspendu et une enquête pour corruption a été lancée. Blanca Alicia Bernal Castilla, ex-agent du Parquet fédéral, a également été inculpée et est déjà en prison. Enfin, en janvier 2021, Luis Antonio Dorantes Macías, ancien chef de poste de la police fédérale à Iguala, a été placé en détention afin d'être jugé pour son implication probable dans la disparition des 43 étudiants. Ces mesures s'ajoutent au mandat d'arrêt contre Tomás Zerón, mentionné plus haut.

Toutefois, une enquête approfondie auprès de l'armée doit encore être menée. Le gouvernement actuel a déclaré qu'il ne couvrirait pas de présumés responsables dans l'armée et les premières arrestations significatives surviennent actuellement, comme celle début novembre du capitaine José Martínez Crespo, responsable d'intelligence du 27^e bataillon militaire d'Iguala. Il s'agit du premier militaire arrêté, accusé de participation au crime organisé. Il est actuellement incarcéré dans la prison du «Campo Militar 1-A». Reste à confirmer qu'il sera aussi accusé d'avoir participé à la disparition des 43 étudiants.

Malgré ces procès, l'institution militaire reste l'un des principaux alliés de l'exécutif et le principal angle mort de ces enquêtes. En trois ans, l'administration actuelle a accordé d'importantes concessions aux forces armées : augmentation du budget, attribution de travaux publics, gestion des ports et création d'une garde nationale qui, bien que prétendument civile, est contrôlée par des officiers militaires et composée de plusieurs personnes issues de l'armée ou encore actives dans celle-ci.

L'affaire Ayotzinapa est désormais emblématique de la quête de vérité et de justice dans le pays. L'épreuve de feu pour ce gouvernement sera donc de voir jusqu'où il est prêt à enquêter sur les militaires. Cette question se pose d'autant plus depuis l'arrestation manquée du général Salvador Cienfuegos Zepeda, ministre de la Défense sous le gouvernement de Peña Nieto, qui a joué un rôle actif pour empêcher l'enquête sur des membres de l'armée et leur implication dans plusieurs cas emblématiques de violations des droits de l'homme, dont celui d'Ayotzinapa

C'est à la mi-octobre 2020 que la DEA a arrêté Cienfuegos Zepeda, surnommé « Le parrain » (« el Padrino »), pour conspiration de trafic de drogue et de blanchiment d'argent. Ces accusations ont porté un coup dur à l'image et à la crédibilité d'une armée présentée toutes ces années comme incorruptible et sur laquelle tous les gouvernements, actuel et précédents, ont misé pour résoudre la lutte contre le narcotrafic.

Le gouvernement osera-t-il enfin mettre en cause le rôle de l'armée dans les graves violations de droits humains intervenues entre 2006 et 2018, sous les mandats de Calderón et de Peña Nieto ?



Hélas, quelques semaines plus tard, en novembre 2020, le gouvernement mexicain est intervenu pour le relâcher et le ministre de la Justice nord-américain a retiré les charges formulées à son encontre en échange de son retour au Mexique. Il n'est pas certain qu'il soit jugé selon les lois mexicaines, le gouvernement ne portant pas d'accusation contre lui. Si toutefois il arrivait à être arrêté et condamné, rappelons l'histoire longue de l'impunité des militaires au Mexique: à l'issue de la Guerre sale (1968-1985), le général Acosta Chaparro, principal responsable des services de renseignement militaire dans l'État de Guerrero, a été inculpé en 2000 pour son implication dans le trafic international de stupéfiants, mais jamais inculpé pour son implication dans la répression et les exécutions extra-judiciaires commises entre 1970 et 1985.

Le gouvernement se trouve confronté à un choix historique. Osera-t-il enfin mettre en cause le rôle de l'armée dans les graves violations de droits humains intervenues entre 2006 et 2018, sous les mandats de Calderón et de Peña Nieto ?

La mobilisation des collectifs de familles de disparu.e.s, les parents des 43 et la société civile restent plus que jamais protagonistes de ces enjeux politiques pour changer la donne et rompre avec l'impunité.

Malgré l'alternance politique entamée il y a près de trois ans et les avancées pénales actuelles, le Mexique est toujours plongé dans une violence quotidienne et une crise des droits humains sans précédents depuis la Révolution mexicaine. L'année 2019 a connu des chiffres plus élevés encore que sous les gouvernements précédents, ce qui jette un voile sur les propos du président López Obrador.

L'affaire des étudiants d'Ayotzinapa a révélé une série de tragédies qui touchent non seulement le Mexique, mais aussi toute la région des Amériques et qu'on voit se reproduire dans différentes parties du monde. L'attaque subie par les étudiants est peut-être l'un des exemples les plus extrêmes du phénomène des violences policières, aujourd'hui en débat dans nombreux pays du monde, non seulement en Colombie ou au Chili, mais aussi aux

États-Unis ou en France. Même si la violence de la police peut varier dans ses formes et dans son intensité, certains éléments se répètent en ce qui concernent ces objectifs et justifications. Cette violence s'exerce principalement dans les quartiers populaires et contre des opposants politiques, elle se justifie par la sécurité, la lutte contre la délinquance, les drogues, le terrorisme, ou n'importe quel autre prétexte qui permette à la police d'agir en toute impunité.

Cette violence de la police s'exerce de façon privilégiée contre les étranger.e.s, les migrant.e.s, les exilé.e.s. Des personnes qui dans de nombreux cas fuient des situations de guerre et de violence, dans des pays où la police et l'armée utilisent des formes de terreur pour contrôler la population. Au Mexique, beaucoup de migrant.e.s disparaissent, perdu.e.s dans le désert ou victimes des trafiquants, comme c'est le cas des migrant.e.s qui cherchent à arriver en Europe et meurent en prison en Libye, ou noyé.e.s dans la Méditerranée.

Pour finir, il faut souligner que la disparition est un phénomène qui touche spécialement les femmes, non seulement car une partie des disparu.e.s sont des femmes victimes de réseaux de prostitution, mais surtout car ce sont principalement les femmes qui cherchent les proches qui disparaissent. La disparition d'un membre de leur famille,

souvent un fils, condamne ses femmes à une recherche exhaustive et permanente qui a des conséquences funestes sur leur trajectoire professionnelle et sur leur santé. Au Mexique aujourd'hui les femmes pleurent leurs mort.e.s et disparu.e.s, autant qu'elles s'organisent, cherchent et se battent pour retrouver les gens qu'elles aiment.



Aller plus loin

Visiter

Plataforma Ayotzinapa
www.plataforma-ayotzinapa.org/

Lire, regarder

A Confused State: The Lessons of Ayotzinapa
www.urbanviolence.org/a-confused-state-the-lessons-of-ayotzinapa/

Le mensonge historique
www.parisayotzinapa.org/le-mensonge-historique/





Disparaître dans
la Sierra Norte
de Puebla :
30 ans après la
disparition de
Tomás Pérez
Francisco

—◆◆◆— Marcos Nucamendi —◆◆◆—

Tomás Pérez Francisco, l'aîné de sept frères et sœurs, est totonaque¹. Défenseur communautaire, il a travaillé le maïs (*la milpa*)² dès son plus jeune âge, un lien naturel et politique qu'il garde intact jusqu'au jour de sa disparition, le 1^{er} mai 1990. Cet après-midi-là, alors qu'il traversait la route entre les communautés d'Ignacio Zaragoza et d'Ameluca, dans la municipalité de Pantepec, il a été intercepté par un groupe d'hommes armés. Ils l'auraient emmené au ranch Las Palmas, un lieu utilisé dans les années 1980 et 1990 pour réprimer et faire disparaître les habitants de la Sierra Norte de Puebla, notamment ceux qui osaient dénoncer les intérêts des éleveurs et de l'industrie agro-alimentaire – liés au pouvoir politique local et régional – dans la région.

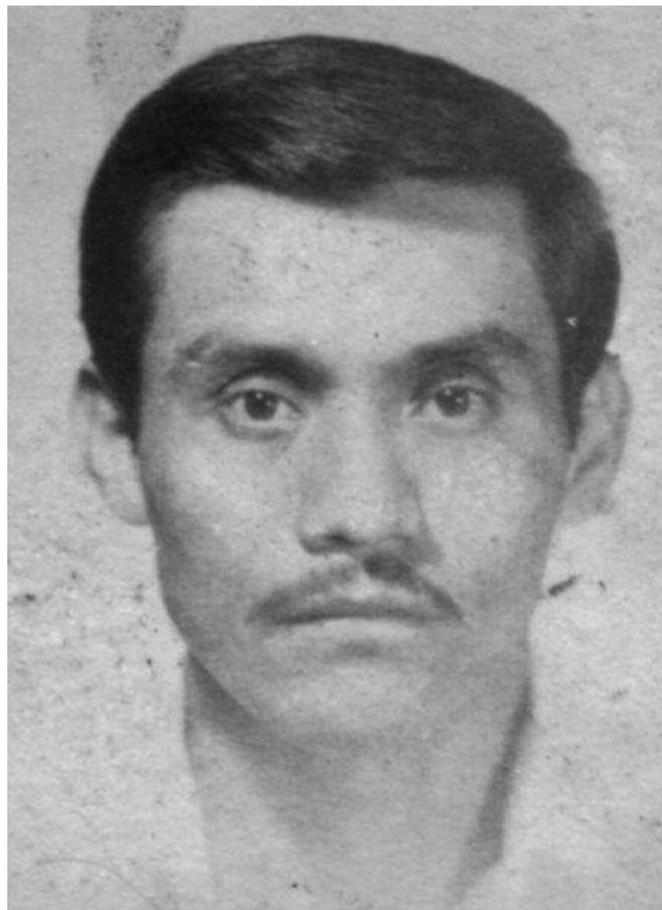
Alors en pleine urgence sanitaire, un entretien téléphonique a eu lieu avec Guadalupe en mai 2020, à l'occasion du 30^e anniversaire de la disparition de son père³. Guadalupe est membre de l'organisation historique de disparus H.I.J.O.S. México⁴ et du collectif, historique lui aussi, Eurêka. Lors de nos échanges, une série de réflexions singulières sur le phénomène de la disparition surgit : comment les peuples indiens la comprennent et quels seraient les fils conducteurs entre l'histoire de Tomás, le père de Guadalupe, et l'état actuel des choses au Mexique, en particulier dans la Sierra Norte de Puebla, où les peuples totonaques résistent encore à la pression des intérêts politico-économiques qui, assure-t-il, sont très similaires à ceux d'il y a trente ans qui dévastaient des populations entières.

Un affront contre le peuple totonaque

La disparition de Tomás, explique son fils Guadalupe, n'est pas seulement une offense contre son père ou ses proches : c'est un affront contre tout le peuple totonaque de Pantepec. Avant la pandémie et le confinement obligatoire, la communauté se préparait à organiser une première activité, à l'occasion de l'anniversaire de la disparition, non seulement pour se souvenir et rendre hommage à Tomás, mais aussi pour discuter sur la question de l'identité des personnes disparues appartenant à des peuples indiens. À l'autre bout du téléphone, Guadalupe dit d'une voix calme, en constante réflexion :

C'est à partir de ce lieu d'énonciation que nous voulons aussi regarder la disparition. Alors, quand quelqu'un d'autre tente de proposer une réponse depuis l'État, il doit considérer que la vérité et la justice sont peut-être différentes dans notre vision du monde. (Guadalupe Pérez Rodríguez, entretien réalisé le 1^{er} mai 2020)

Il y a trois décennies, raconte-t-il, les peuples totonaques résistaient aux caciques modernes, à l'aristocratie terrienne et aux éleveurs. Ils font désormais face à des sociétés transnationales, hydroélectriques et minières, et dans le cas spécifique de Pantepec, à l'exploration et l'exploita-



Tomás Pérez Francisco

tion d'hydrocarbures par la technique de fracturation hydraulique ou *fracking*.

De là provient la conviction de l'existence d'un *continuum* avec les luttes des années 1970 et 1990 dans les communautés de la Sierra Norte de Puebla, surtout celles dont l'objectif principal était la reconnaissance des terres collectives (*ejidos*)⁵, des terres qui, selon les revendications des organisations agrariennes locales, appartenaient à leurs ancêtres. Aujourd'hui, les communautés qui restent organisées défendent leur droit à ne pas être déplacées et exploitées par le grand capital ou rayées de la carte par des fractures sociales irréversibles, comme à l'époque de Tomás⁶.

En 2019, lorsque les habitants de l'*ejido* d'El Tablón ont été victimes d'intoxication à cause de l'exploration irrégulière d'un puits situé à moins d'un kilomètre de Pantepec⁷ un collègue de Guadalupe lui a dit un jour : « Nous on veut continuer à être des paysans. Si on avait voulu être autre chose, on serait déjà parti ». Ce souvenir de l'incident a fait dire à Guadalupe :

Peut-être qu'on pourrait vivre d'une manière différente, mais notre désir d'être dans ce monde, d'être dans la nature, de pouvoir cultiver la terre, de planter le maïs... toutes ces choses qui concernent la vie au champ, c'est ça le plus important. (Guadalupe Pérez Rodríguez, entretien réalisé le 1^{er} mai 2020)

Difficile d'identifier les responsables

La seule chose qui ait changé au cours de ces trente années, explique le fils de cet indigène totonaque qui a endossé les revendications des peuples de la Sierra Norte de Puebla, réside dans la dilution des responsabilités. Alors que dans le cas de son père, la participation des autorités locales pouvait être documentée, dans d'autres cas de disparition plus récents, il est difficile, voire impossible, d'identifier les acteurs impliqués.

À l'époque de la Guerre sale⁸, la participation des forces armées ou de la Direction fédérale de la sécurité (Dirección Federal de Seguridad, DFS)⁹, ainsi que d'autres corps de police aux niveaux fédérés ou municipaux – y compris des groupes paramilitaires et des *guardias blancas*¹⁰ – dans tout le pays, était manifeste : « Maintenant, ils vous disent : "ce n'était pas nous, c'étaient ceux d'avant, c'étaient ceux-là" », dit-il. Néanmoins, les bénéficiaires des crimes restent les mêmes, ceux qui profitent d'un système économique profondément lié au système politique : « À Pantepec, ceux qui ont occupé la présidence de l'association d'élevage à un moment donné, sont ensuite devenus présidents d'un conseil local (*junta auxiliar*¹¹), puis présidents municipaux et ainsi de suite, autour de différents espaces de pouvoir. Ça ne s'est jamais arrêté, ça continue », ajoute Guadalupe.

Guadalupe ne se réfère pas uniquement à la une des journaux locaux alors en cours au mois d'avril au sujet de la puissante famille Valencia, apparemment impliquée dans le vol de carburant, appelé *huachicol*¹², dans la municipalité de Venustiano Carranza, mais aussi à la participation du crime organisé dans la région pendant le processus électoral de 2018-2019¹³. Guadalupe soutient : « On pense qu'il y a un fil conducteur entre les disparitions d'aujourd'hui et celles d'il y a trente ans. C'est un rapport d'impunité, mais aussi de bénéfices économiques et de contrôle territorial. »

Ce type de contrôle, ajoute-t-il, est l'objectif le plus large des intérêts obscurs dans des régions comme la Sierra Norte de Puebla, où cohabitent les sociétés transnationales, le crime organisé et les institutions de l'État. Plus inquiétant encore, la peur s'installe dans les communautés : l'idée que les gens peuvent disparaître à tout moment, soit à cause de querelles personnelles absurdes, soit du fait de la marchandisation sophistiquée des corps liée à des trafics multiples (*cf. Nécropolitique*).

En réfléchissant à cette question des sociétés pétrolières si ancrées dans le nord de l'État, on se demande qui sont ceux qui recourent à la prostitution, ceux qui en bénéficient, et comment, petit à petit, tout un éventail de marchés illicites s'est construit pour qu'un groupe de personnes abusent de la grande majorité. Parfois, il semble qu'il n'existe aucune explication à la barbarie.

Les bénéficiaires des crimes restent les mêmes, ceux qui profitent d'un système économique profondément lié au système politique



Cette réflexion sur les liens existants entre l'impunité, la spécialisation des crimes et le contrôle territorial, est déjà au centre de l'approche des peuples indiens de la Sierra Norte de Puebla sur le phénomène de la disparition, dès lors que l'on ne parle pas seulement de la territorialité de la terre, mais aussi de la territorialité des corps.

Le crime parfait est celui qui ne laisse aucune trace

Aussi bien dans les cas de disparition forcée – impliquant la participation des agents de l'État –, que dans ceux commis par des individus – membres ou non du crime organisé –, il s'agit de ne laisser aucune trace pour que le crime soit parfait et qu'il n'y ait pas de responsabilité, pas de preuve concrète, et pas d'enquête judiciaire.

Bien que les autorités et leur conception standardisée de la vérité et de la justice séparent généralement les disparitions dites forcées des disparitions classées comme involontaires, selon Guadalupe, les deux types sont fortement liés : non seulement elles se développent dans un contexte d'impunité généralisée et de décomposition progressive du tissu social, mais elles favorisent un intérêt économique et un contrôle territorial à la fois sur la terre et sur les corps.

Que l'on parle d'une personne qui tue une autre par simple antipathie ou par réaffirmation de son pouvoir, ou que l'on se réfère à la mise en œuvre de stratégies plus sophistiquées de harcèlement, de division et de déplacement de communautés entières par des sociétés pétrolières, le même phénomène est à l'œuvre : le contrôle de la population par la terreur. Lorsque le père de Guadalupe a disparu il y a plus de trente ans, une bouteille d'alcool suffisait à acheter des volontés en échange de faveurs ; le président d'une association d'élevage avait droit de vie ou de mort sur les dirigeants paysans tels que Tomás, mais aussi sur la vie de communautés entières en toute impunité, comme cela est le cas aujourd'hui encore.

C'est pourquoi on insiste sur la vérité, la justice et le besoin urgent que personne d'autre ne traverse cette tragédie (...) en disant « on va placer la mémoire et la parole comme les seules armes qu'on peut avoir face aux absurdités, face à la barbarie qu'on a vécues ».

La machine de mort ne s'arrête pas

La disparition de Tomás Pérez Francisco est motivée par des raisons politiques. Elle est directement liée à sa décision politique, personnelle et non partisane, qu'il a assumée au moment de rejoindre une cause qu'il considérait juste. Son fils Guadalupe reconnaît qu'il a assumé de prendre des risques, comme une conséquence de choisir le « bon côté » de l'histoire, à l'instar de ceux qui s'étaient battus pour les paysans de la Sierra Norte de Puebla¹⁴.

« Nous sommes une génération d'enfants qui avons grandi avec l'absence, mais ces dernières années, on a vu des générations entières de filles et de fils grandir avec des absences similaires », regrette Guadalupe. Il fait allusion à des disparitions nouvelles qui ne répondent plus à ces logiques anciennes (cf. *Des anciennes aux nouvelles disparitions ; Nouvelles et anciennes disparitions*), et qui doivent être comprises sous plusieurs dimensions, à la fois sécuritaire dans le contexte de macro-criminalité qui prévaut dans une grande partie du pays, et économique, en référence aux externalités négatives que les changements dans la matrice productive nationale ont entraînés.

« La machine de mort ne s'arrête pas ; l'action de faire disparaître non plus », prévient-il à l'occasion de l'anniversaire de la disparition de son père, avant de mettre fin à l'appel. Cette expression suggère l'existence d'une sorte d'usine d'extermination à ciel ouvert, ce qu'Anne Huffs Schmid (2019) – citant Mbembe, Gigena et Fuentes Díaz –, appelle les *nécroéconomies du présent*, en référence à la manière dont les gens entrent dans un dispositif qui n'est pas forcément géré par l'État, mais où celui-ci dispose de leurs corps – vivants ou massacrés, exposés ou disparus –, avec une visée à la fois cruelle et pédagogique, disciplinaire et utile aux schémas économiques d'accumulation actuels, comme ceux qui réclament l'expansion de la fracturation hydraulique. L'expression de Guadalupe fait également référence à l'énorme quantité de personnes disparues, à l'image d'une machine qui englutit sans relâche des projets de vie entiers. Au moment de l'entretien, les données officielles disponibles faisaient état de plus de 60 000 personnes disparues ; un an plus tard, la machine de mort et ses agents sans visages clairs ont déjà avalé 28 000 personnes supplémentaires.



Notes

1 Les Totonagues sont l'un des peuples autochtones mexicains qui ont historiquement habité les côtes montagneuses de l'est du Mexique ; dans la Sierra Norte de Puebla coexistent les peuples totonagues, tepehua, otomí et mestizo.

2 La *milpa* est un système agricole basé sur la culture de maïs utilisé dans toute la Méso-Amérique, ainsi qu'une construction sociale qui donne du sens à certaines communautés indiennes et paysannes.

3 Une première version en espagnol de ce texte a été publiée dans le cadre du projet journalistique indépendant adondevanilosdesaparecidos.org

4 L'organisation Hijos e hijas por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio México (HIJOS México), fondée en 2000, est composée des fils et filles de personnes détenues-disparues pendant la Guerre sale des années 1970. C'est aussi une organisation sœur de HIJOS (Argentine), fondée cinq ans plus tôt.

5 L'*ejido* est une institution apparue pendant la Révolution mexicaine dans le but de distribuer des terres, après des décennies de concentration entre les mains de propriétaires de *haciendas* et *latifundios*. Entre 1911 et 1992, selon l'anthropologue et ancien ministre de la Réforme agraire Arturo Warman, environ 100 millions d'hectares ont été répartis entre les paysans, soit l'équivalent de la moitié du territoire mexicain. Avec la réforme constitutionnelle de 1992, qui a permis pour la première fois la vente de terres collectives (*ejidales*), celles-ci sont progressivement passées entre des mains privées. Entre 2007 et 2017, selon l'Institut national de géographie et de statistique (Inegi), 4,8 % de terres agraires et collectives de type *ejidal* sont passés entre des mains privées.

6 Par exemple, la communauté de La Sabana, pour n'en citer qu'une, fut réprimée, pillée, envahie et finalement rayée de la carte par les intérêts des caciques locaux.

7 D'après l'Alliance mexicaine contre le fracking (Alianza Mexicana contra el Fracking), le puits de Pankiwi-EXP1 à Pantepec, est l'un des trois puits qui produisaient en 2019 du pétrole et du gaz « non conventionnels » utilisant le *fracking*. Selon la presse nationale, les habitants d'El Tablon ont souffert d'empoisonnements, de maux de tête, d'irritations oculaires et de nausées.

8 La Guerre sale se situe généralement dans les années 1970, mais dans certaines régions du pays, comme la Sierra Norte de Puebla, les pratiques associées à cette période se sont poursuivies jusqu'aux années 1980 et même 1990.

9 La police secrète de l'État mexicain, dissoute en 1985.

10 Dans le cas de Tomás, il a été possible de documenter la participation des « gardes blanches » (*guardias blancas*) au service des caciques locaux – militants du parti hégémonique –, et de la police municipale de deux localités.

11 La plus petite unité de l'administration publique de l'État de Puebla.

12 La lutte contre les vols de carburant est au centre de la stratégie de sécurité du président Andrés Manuel López Obrador ; les effets sur la dynamique criminelle, pourtant, ont déclenché un nouveau cycle de délits, notamment dans les États plus liés à ces activités, comme Puebla.

13 En plus des élections fédérales de 2018, un autre processus a eu lieu au Puebla suite à la mort accidentelle de la gouverneure, Martha Erika Alonso (14-24 décembre 2018), épouse du gouverneur sortant, Rafael Moreno Valle (2011-2017), l'un des plus autoritaires de l'histoire récent.

14 Déjà dans les années 1970, la mère de Tomás, María del Pilar Francisco, était l'une des pionnières ; Tomás lui-même, à la vingtaine, participe à une assemblée paysanne qui le charge de suivre les procédures agraires en cours. Deux événements tragiques marquent la région et la famille de Tomás des années plus tard : en 1982, 26 paysans ont été assassinés dans la ville de Rancho Nuevo, forçant Tomás et sa femme Juana à déménager pour des raisons de sécurité. En 1989, la communauté de La Sabana a été réprimée, pillée et envahie, ravivant l'intérêt de Tomás à participer aux luttes sociales. Un an plus tard, il disparaît.



Vue aérienne de la ville de Mexico

Qui disparaît dans la ville de Mexico ? La production sociale de l'absence forcée

—◆◆◆— Josemaría Becerril Aceves —◆◆◆—

Dans le Mexique contemporain, les personnes disparues sont présentes partout malgré leur absence physique. Leurs visages nous fixent quand nous marchons dans la rue ou prenons les transports publics, par exemple. Dans la ville de Mexico, il n'y a pratiquement pas de murs ou de poteaux où l'on ne trouve une affiche photographique (*fotovolante*) nous alertant de la disparition d'une personne. Ces *fotovolantes* présentent les visages des

disparu.e.s ainsi que la description de leurs signes corporels singuliers participant de leur identité (*señas particulares*). Elles nous rappellent quotidiennement que la disparition est désormais un phénomène courant qui ne fait plus partie du seul répertoire de la violence politique aux mains de l'État, comme c'était le cas pendant la Guerre sale (*cf. Des anciennes aux nouvelles disparitions*).

Au contraire, comme l'ont constaté des anthropologues dans d'autres pays d'Amérique latine (Denyer Willis, 2021 ; Scheper-Hughes, 2015), la disparition au Mexique englobe des pratiques d'exclusion et d'invisibilisation par lesquelles des populations entières sont systématiquement condamnées à la clandestinité et à l'effacement politique. En raison de leur petite taille, les *fotovolantes* avec les visages des disparu.e.s que nous trouvons partout dans la ville de Mexico ne peuvent rendre compte de la complexité des histoires de discrimination et des situations d'exclusion qui se cachent derrière chaque disparition. « Quelle est la cause de cette absence forcée? », nous demandons-nous à chaque fois que nous voyons ces *fotovolantes*. Les seuls éléments sur le contexte de la disparition qui y figurent sont le lieu et la date ainsi que les vêtements que portait la victime, laissant à l'imagination des gens qui les regardent le soin d'en démêler les causes.

En mobilisant le puissant outil que constituent les entretiens avec les proches des disparu.e.s menés par les expertes du Département d'identification aux guichets d'accueil de l'Institut des sciences médico-légales de la ville de Mexico (Instituto de ciencias forenses de la Ciudad de México, INCIFO) au cours desquels les familles décrivent non seulement les caractéristiques physiques de leur proche disparu.e, mais racontent aussi ce qu'elles savent de sa disparition et fournissent des informations cruciales sur sa vie d'avant la disparition (cf. *Chronique d'une journée ordinaire*), ce récit vise à mettre en évidence certains éléments qui caractérisent la production sociale de la disparition de personnes dans la capitale du Mexique. Un discours courant circule au Mexique sur la violence comme force de nivellement qui affecte tout le monde de manière égale (Lomnitz, 2016 : 157-184). Or, des traits communs au profil sociologique des victimes de disparition se distinguent, tels que l'appartenance à des milieux populaires, la résidence dans des quartiers en difficulté, le fait d'être jeune et de sexe masculin, les emplois précaires ou encore l'exposition aux blessures physiques et aux addictions. Ces caractéristiques permettent donc plutôt de souligner l'inégale répartition de la vulnérabilité et de la marginalité aussi bien que les disparités face à la violence sur la possibilité de disparaître et même d'être retrouvé mort à la morgue sans identité.

J'explore dans cet article ce que Graham Denyer Willis appelle « la dissonance entre ce que nous supposons que les statistiques de la criminalité impliquent et ce qu'elles peuvent réellement signifier » (2017 : 51-53), en particulier dans les villes d'Amérique latine où l'opacité et la déformation des données invisibilisent l'expérience vécue de l'(in)sécurité.

¿LE HAS VISTO?

GOBIERNO DE LA CIUDAD DE MÉXICO
CIUDAD DE MÉXICO, A 27 DE JUNIO DE 2019

Fipede
POJ/CDMX

NOMBRE: ENRIQUE CAMARILLO MORAN

SEXO: HOMBRE
EDAD: 40 AÑOS

COMPLEJIÓN: REGULAR
ESTATURA: 1.70

TEZ: MORENA CLARA
CARA: OVALADA

FRENTE: AMPLIA
NARIZ: RECTA

BOCA: MEDIANA
LABIOS: DELGADOS

CEJAS: POBLADAS
MENTÓN: NO

TIPO Y COLOR DE OJOS: GRIS AZULADO
TIPO Y COLOR DE CABELLO: CASTAÑO OSCURO

SEÑAS PARTICULARES:
CICATRIZ EN EL MENTON LADO IZQUIERDO, LUNETA EN LA OREJA IZQUIERDA

ROPA QUE VESTIA:
PANTALON DE MEZCLILLA COLOR AZUL MARINO, CAMISA COLOR VINO, ZAPATOS COLOR NEGRO

LUGAR Y FECHA DE DESAPARICIÓN:
COL. NARVARTE ALCAZAL, BENITO JUAREZ, EL DÍA 27 DE JUNIO DE 2019

NÚMERO DE EXPEDIENTE: AYO/2503/2019

PARA MAYORES INFORMES COMUNICARSE A LOS TELÉFONOS: 53-45-50-80 Y 53-45-50-82
www.ggi.cdmx.gob.mx
FISCALÍA ESPECIALIZADA PARA LA BÚSQUEDA, LOCALIZACIÓN E INVESTIGACIÓN DE PERSONAS DESAPARECIDAS (FIPEDA)
AV. JARDÍN 356, COL. DEL GAS, ALCALDÍA AZCAPOTZALCO, CIUDAD DE MÉXICO, C. P. 02950

Sur ce *fotovolante*, qui prévient de la disparition d'un homme retrouvé vivant quelques jours plus tard, figurent une photographie du disparu, une liste de ses principaux signes corporels (une cicatrice et un grain de beauté, notamment), une description des vêtements qu'il portait le jour de la disparition (pantalon en jean bleu marine, chemise couleur vin et chaussures noires) et, enfin, le lieu de la ville et le jour de sa disparition (le 27 juin 2019 au quartier Narvarte dans l'arrondissement de Benito Juárez).

Source : Compte Twitter du Bureau du procureur de la ville de Mexico (@FiscaliaCDMX)

Imbroglie statistique sur les disparitions dans la ville de Mexico

Difficile de compter sur les registres nationaux

Comme dans de nombreuses autres entités fédératives du pays, la ville de Mexico ne dispose pas encore d'un registre local des disparitions qui standardiserait l'information nécessaire pour tenir un décompte, et encore moins pour les classer en fonction de leurs causes. Nous ne disposons que des registres nationaux, alimentés par les procureurs de chaque entité fédérative, qui informent le gouvernement fédéral des enquêtes policières initiées chaque mois pour disparition forcée. D'après le Registre national de personnes égarées ou disparues (Registro Nacional de Personas Extraviadas o Desaparecidas, RNPED), créé en 2017, mais qui a cessé d'être mis à jour en avril 2018, juste avant d'être déclaré éteint en janvier 2019, la ville de Mexico comptait 3 574 personnes disparues en 2018, ce qui la classait à la 13^e place des entités fédératives ayant le plus de personnes disparues au Mexique. Cependant, selon le nouveau Registre national de personnes disparues ou non-localisées (Registro Nacional de Personas Desaparecidas y No Localizadas, RNPDNO), créé en 2019

mais qui n'a été accessible en ligne qu'à la mi-2020, il y avait 2 953 personnes disparues dans la ville de Mexico lors de sa dernière mise à jour en mai 2021. Or, la fiabilité des données présentées par le RNPED a été sérieusement critiquée par les familles de victimes de disparition. Celles qui accusent la Commission nationale de recherche (Comisión Nacional de Búsqueda, CNB) – créée en 2018 pour concevoir un programme national de recherche des personnes disparues et pour actualiser les chiffres du RNPED – d'avoir effacé plus des trois quarts des données qui étaient auparavant enregistrées dans le RNPED, (Data Cívica, 2019 ; Tzuc, 2021).

Des écarts importants ont émergé entre les chiffres présentés par le RNPED pour 2018 et ceux du RNPEDNO pour 2021 : autour de 621 personnes disparues ont « disparu » des registres sans être officiellement déclarées retrouvées. Ces écarts peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs : d'abord, il existe un réel problème de communication entre les différentes institutions impliquées dans la recherche de personnes disparues. Puis, la conception de la base de données ne conserve pas l'information des personnes retrouvées entre temps, comme le souligne l'association Data Cívica (2019 : 62-63). De plus, une part importante des erreurs des bases de données nationales est due aux « omissions, duplications et fausses déclarations » (*Ibid.* : 19) faites systématiquement par les procureurs locaux chargés de les alimenter.

L'incohérence des données statistiques a des effets très concrets sur le traitement quotidien de la disparition forcée en tant que problème public, comme l'a montré Carolina Robledo (2017) dans son ethnographie sur les recherches de disparu.e.s en Basse-Californie : l'incertitude radicale qui existe aujourd'hui sur les causes et le contexte des disparitions n'est pas seulement le résultat inhérent à la disparition forcée comme technique de violence qui sème le doute absolu parmi les proches des victimes. Il résulte également du mauvais travail des institutions gouvernementales qui se caractérise par une absence d'enquête sur les auteurs et les victimes, ainsi que sur les éventuels motifs de chaque disparition. Pour Robledo, cet imbroglio statistique consacre un dispositif de gouvernance qui tend à rendre invisible la vraie magnitude du problème public des disparitions.

L'avalanche des *fotovolantes* et des appels d'urgence

Face à l'incohérence des bases de données nationales sur les disparitions au Mexique, la production intensive des *fotovolantes* sert de point d'entrée alternatif pour mesurer l'ampleur du phénomène de la disparition dans la ville de Mexico.

Lorsqu'une personne signale la disparition d'un proche auprès de l'une des 70 agences du ministère public (Agencia del Ministerio Público, MP) dans la ville de Mexico, les fonctionnaires qui reçoivent la plainte lui

L'avalanche de *fotovolantes* produits tous les jours par le FIFEDE nous donne une idée de l'ampleur du problème de la disparition que les institutions laissent aux mains de la société civile



demandent de se rendre ensuite dans les locaux du Bureau du procureur spécialisé dans la recherche, la localisation ou l'enquête des personnes disparues (Fiscalía Especializada en la Búsqueda, Localización e Investigación de Personas Desaparecidas, FIFEDE), situés au nord de la ville, dans l'arrondissement d'Azcapotzalco. Créé en 2018 par le gouvernement local de la ville de Mexico afin de se conformer aux indications de la Loi générale sur les disparitions forcées ratifiée en 2017, l'objectif principal du FIFEDE est de « moderniser » la recherche des personnes disparues en remplaçant l'ancien Centre de soutien aux personnes perdues ou absentes (Centro de Apoyo a Personas Extraviadas o Ausentes, CAPEA) – considéré comme inadéquat en raison de ses limitations juridiques et infrastructurelles –, et en incorporant des services d'assistance psychologique aux familles de victimes, en engageant des officiers de police spécialisés dans les enquêtes ainsi qu'en utilisant des outils technologiques et de recherche capables d'analyser le contexte social et criminel des disparitions. Cependant, en dépit de ce dispositif ambitieux, les proches des victimes de disparition dans la ville de Mexico signalent que l'intervention du FIFEDE dans la recherche de disparu.e.s se limite le plus souvent à la production intensive de *fotovolantes*, en copiant d'ailleurs les photographies et les descriptions fournies par les propres familles, et en leur laissant même la tâche de les distribuer et de les coller elles-mêmes dans les rues.

C'est pourquoi l'avalanche de *fotovolantes* produits tous les jours par le FIFEDE nous donne une idée de l'ampleur du problème de la disparition que les institutions laissent aux mains de la société civile. D'après le Bureau du procureur général de justice de la ville de Mexico (Fiscalía General de Justicia de la CDMX, FGJ-CDMX), les fonctionnaires du FIFEDE avaient publié 2 896 *fotovolantes* de disparition en 11 mois, entre le 5 décembre 2018 et le 1^{er} novembre 2019, dont presque neuf cas déclarés de personnes disparues par jour rien que dans la ville de Mexico. Dans les archives internes que j'ai pu consulter au Département d'identification de l'INCIFO, où le FIFEDE envoie régulièrement des *fotovolantes* afin de demander aux expert.e.s (*peritos*) si l'un.e des disparu.e.s en photo

est arrivé.e à la morgue en qualité de cadavre inconnu, l'entassement de ces documents manifeste de façon très concrète l'ampleur du problème de la disparition de personnes dans la capitale du Mexique : le nombre de *fotovolantes* arrivés à cette morgue est passé de 1 177 en 2006 à 4 039 en 2018, soit près de quatre fois plus en 12 ans. Un autre type de signalement de la disparition d'un proche, on compte également le nombre d'appels passés au numéro d'urgence de la ville de Mexico : le Locatel, créé en 1979 pour aider à localiser les personnes égarées, a reçu 132 538 signalements de disparition entre mars 2017 et octobre 2019. Même si près de 45 % des personnes signalées comme disparues à Locatel sont retrouvées par leurs proches le jour même, cela représente tout de même près de 80 signalements de personnes disparues par jour, soit trois signalements par heure.

« Normer » et « mesurer » de la disparition dans la ville de Mexico

Créée en 2019 en tant que déclinaison locale de la CNB, la Commission de recherche de personnes de la ville de Mexico (Comisión de Búsqueda de Personas de la Ciudad de México, CBP-CDMX) dispose d'un Département d'analyse contextuelle et de traitement de l'information. En mai 2021, les chercheur.e.s qui composent ce Département de la CBP-CDMX ont publié la seule étude existante à ce jour sur les causes possibles de disparition dans la ville de Mexico en utilisant les signalements réalisés par les proches de personnes disparues auprès du FIFEDE, et une importante révision de journaux et de reportages sur des cas médiatiques de disparition forcée dans la ville de Mexico. Selon cette étude, entre 2012 et 2019, un total de 16 259 signalements de disparitions a été enregistré dans la capitale. Afin de « proposer des hypothèses d'occurrence permettant de comprendre l'existence de schémas qui relient les formes de victimisation dans le

mode, le temps, le lieu et la dynamique » (CBP-CDMX, 2021 : 5), les chercheur.e.s de ce Département proposent de classer ces signalements selon six « motifs » : 5 652 pour « motif inconnu » (35% du total), 5 407 pour « absence volontaire » (33%), 2 750 pour « problèmes personnels ou sociaux » (17%), 1 407 pour « état ou maladie physique ou mentale » (9%), 560 pour « égarement » (3%) et seulement 483 pour « crime » (3%).

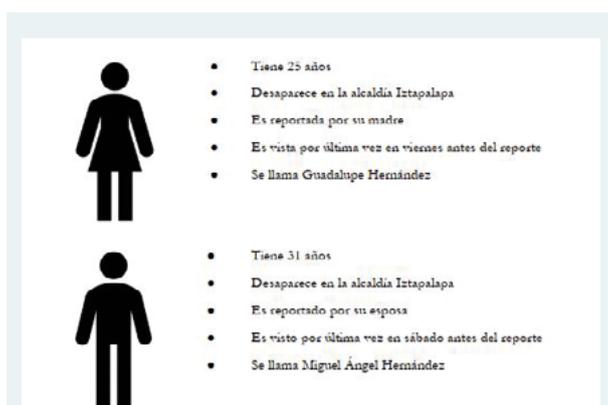
L'impossibilité d'attribuer un motif dans 33 % des cas et de classer les autres signalements dans des catégories aussi larges, voire indiscernables les unes des autres, telles qu'« absence volontaire » et « problèmes personnels ou sociaux », nous rappelle que la disparition est un événement violent et critique qui sème une incertitude absolue pour les proches des victimes et la société en général. Or, l'un des effets secondaires de cette approche autour de la disparition brutale réside dans le fait que les savoirs et les manières de traiter le problème se concentrent essentiellement sur ses formes les plus violentes, dont les causes criminelles ou politiques sont plus facilement discernables. En ce sens, il est à noter que, étant principalement intéressés par la disparition en tant qu'« expression exacerbée de l'exercice de pouvoir » (CBP-CDMX, 2021 : 21), les chercheur.e.s de la CBP-CDMX consacrent une bonne partie du document (*Ibid.* : 21-86) à explorer les « asymétries de pouvoir » qui pourraient expliquer les catégories de disparition qui sont en réalité les moins fréquentes, mais aussi les plus dramatiques, comme celles liées aux homicides, aux féminicides, aux enlèvements ou aux exécutions, représentant 5 % du total de signalements, tous inclus dans la catégorie générique de « crime ». Finalement, seules 14 pages de leur analyse sont consacrées aux autres catégories, qui représentent pourtant 95 % du nombre total de disparitions dans la ville de Mexico, mais qui sont définies simplement comme



des « disparitions circonstanciées encadrées dans la rupture de la communication » (*Ibid.* : 10).

Les seules informations que nous trouvons sur les profils des victimes et le contexte de leur disparition dans cette analyse statistique portent sur le sexe et la délégation où elles se sont produites. Sur le nombre total de personnes signalées disparues au FIPEDÉ entre 2012 et 2019, 8 942 étaient des femmes et 7 317 des hommes, la plupart avaient entre 15 et 24 ans pour les femmes ou entre 25 et 34 ans pour les hommes, et une grande majorité avait disparu dans les arrondissements d'Iztapalapa, Gustavo A. Madero ou Cuauhtémoc (*Ibid.* : 13). Ces chiffres qui montrent que davantage de femmes disparaissent dans la ville de Mexico vont à l'encontre des données d'autres entités fédératives du pays où « les gens qui disparaissent (*desaparecidos*) et ceux qui font disparaître les gens (*desaparecedores*) font partie des masculinités violentes » (Robledo, 2019).

Malheureusement, les chercheur.e.s de CPB-CDMX ne se servent pas des histoires de disparitions recueillies dans leur examen approfondi des journaux locaux pour illustrer comment et dans quel contexte social ces disparitions ont eu lieu. Leur étude exploite très brièvement les histoires trouvées dans les médias locaux, seulement pour justifier les six catégories qualifiées de « motifs » des disparitions. Ainsi, au lieu d'observer les singularités de chaque histoire de disparition pour trouver des ressemblances entre les cas, cette étude finit par dresser un « portrait-type » des personnes susceptibles de disparaître dans la capitale du Mexique.



Systématisés par la CBP-CDMX, ces « portraits-types » des disparu.e.s dans la ville de Mexico préviennent que les femmes de 25 ans nommées Guadalupe et les hommes de 31 ans nommés Miguel Ángel sont les personnes les plus susceptibles de disparaître, surtout dans l'arrondissement d'Iztapalpa et le week-end.

« Mesurer » le phénomène de la disparition de façon statistique a donc pour effet d'établir une « norme » visant à savoir, voire à prédire, qui disparaît dans la ville de Mexico. Or, comme le souligne Didier Fassin (2018 : 130), lorsque les diagnostics causaux se concentrent davantage sur l'explication des phénomènes sociaux en termes de probabilité individuelle, notamment à travers des « régularités statistiques » qui atteignent des « catégories homogènes d'individus », ils tendent à effacer les conditions structurelles dans lesquelles ils s'inscrivent.

Cinq histoires de vie et de disparition

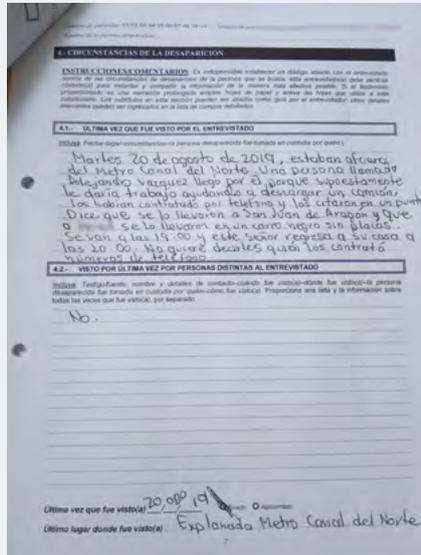
Incorporer la trajectoire de vie des personnes disparues à l'étude de la disparition

Dans le cadre de mon enquête de terrain au Département d'identification de l'INCIFO (*cf. Le gouvernement des morts anonymes*), j'ai participé à de nombreux entretiens avec des familles de personnes portées disparues qui souhaitent savoir si leur proche se trouvait mort à la morgue parmi les cadavres anonymes de la ville de Mexico. Lorsqu'une famille se rend à l'INCIFO, les expertes en identification mènent un entretien qui permet non seulement de répertorier les principaux signes particuliers du corps de la personne disparue, mais qui offre également l'occasion à la famille de dire ce qu'elle sait, peu ou beaucoup, sur la disparition de son proche (*cf. Chronique d'une journée ordinaire*). Les récits de vie et de disparition qui émergent de ces entretiens offrent des clés de compréhension que j'utiliserai dans cette section pour interroger le contexte social qui sous-tend la disparition dans la ville de Mexico.

Conçu par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur la base de son expérience internationale avec des proches de personnes disparues dans des situations post-conflit, l'une des premières questions du questionnaire utilisé par les expertes du Département d'identification depuis 2014 est de savoir quand les membres de la famille ont vu leur proche pour la dernière fois. Poser cette question transforme les guichets d'attention du Département d'identification de l'INCIFO en un lieu d'écoute et de parole où les expertes entendent des « maux indicibles » (Fassin 2004) et les familles « trouvent leur voix en compagnie des autres » (Das 1990).

Le dispositif d'écoute qu'est l'entretien mené par les expertes en identification permet aux proches de personnes disparues de livrer un récit – aussi rempli de doutes et de lacunes soit-il – sur l'expérience concrète de la perte d'un être cher et sur la vie de cette personne disparue avant ce crime. Certes, les réponses fournies par les familles de disparu.e.s ne peuvent être interprétées comme des descriptions objectives de ce qui s'est passé juste avant que leur proche se soit volatilisé, et encore moins comme s'il s'agissait d'une explication des causes

La disparition de Javier



Le mardi 20 août 2019, il [Javier] se trouvait devant la station de métro Canal del Norte. Une personne nommée Alejandro Vázquez [son collègue] est venue le chercher parce qu'il devait soi-disant lui donner du travail pour aider à décharger un camion, on les avait engagés par téléphone et on les a convoqués à cet endroit. Il [Alejandro] dit qu'ils l'ont emmené à San Juan de Aragon, mais qu'ils ont emmené Javier dans une voiture noire sans plaques d'immatriculation. Ils partent à 19 heures et il [Alejandro] rentre chez lui à 20 heures. Il ne veut pas leur dire qui les a embauchés ni leur donner leur numéro de téléphone.

Ce formulaire d'entretien est utilisé par le Département d'identification et porte sur les conditions de disparition de la personne recherchée par ses proches. Elle est remplie par l'expert qui effectue l'entretien à partir des réponses des familles. Cet entretien, auquel j'ai participé en août 2019, renvoie à l'histoire de la disparition de Javier racontée par ses proches, à partir du témoignage d'un collègue de Javier, puis reformulée par une experte (en empreintes digitales) du Département d'identification.

de la disparition. Cependant, ce qui est dit lors de ces échanges permet de combler les grands vides présents aujourd'hui dans l'analyse quantitative de la disparition dans la ville de Mexico, car les récits de vie et de disparition donnés par les familles permettent d'attester que la disparition s'inscrit dans une trajectoire biographique qui s'est déroulée dans des contextes politiques, économiques et sociaux spécifiques, bien au-delà des stéréotypes de Guadalupe ou Miguel Ángel suggérés par la CPB-CDMX.

Comme pour la narration de la disparition de Javier, les cinq histoires de disparition que je présente ci-dessous ne sont pas complètes, et elles n'aspirent pas à l'être. Elles sont parfois très précises, d'autres sont très vagues, certaines nous en disent long sur le passé des disparu.e.s, d'autres nous renseignent davantage sur les recherches menées par leurs proches, plusieurs se terminent par la localisation du corps du disparu, d'autres restent sans conclusion à ce jour...

En raison de ma position sur le terrain, en tant que stagiaire à l'INCIFO, toujours vêtu d'une blouse blanche et d'un badge, j'ai décidé de ne pas mener d'entretiens approfondis en dehors du cadre médico-légal avec les familles que je venais de rencontrer aux guichets du

Département d'identification. Il aurait été étrange d'interroger, en tant qu'anthropologue, les proches des disparu.e.s sur leurs histoires personnelles juste après les avoir écoutés en tant qu'expert-stagiaire dans un contexte institutionnel. Et occuper simultanément ces deux positions me semblait également peu praticable et non éthique, surtout en enquêtant sur un terrain où les familles se méfient très souvent des intentions des expert.e.s (et *vice versa*).

À ces histoires de disparition, je n'ajoute que des renseignements sur les contextes géographiques, économiques ou politiques dans lesquels elles se sont produites afin d'offrir des détails précis sur les situations de vulnérabilité, de marginalisation et de précarité qui les rendent possibles.

Magdaleno

Disparu en 2007 (identifié mort en janvier 2019)

En novembre 2018, deux policiers se sont présentés chez María. Ils voulaient chercher sa fille Estefanía pour lui annoncer quelque chose sur son mari Magdaleno, le gendre de María. Mais Estefanía n'habitait plus avec sa mère et pour tout dire, ni elle ni María ne voulaient rien entendre parler de Magdaleno, qui avait quitté Estefanía sans rien dire plusieurs années auparavant pour aller consommer de la drogue avec ses amis, comme il le faisait souvent. María ne se souvenait plus quand elle l'avait vu pour la dernière fois. C'était peut-être en 2007. Au moment de sa disparition, Magdaleno était chauffeur de camion. Il était aussi dépendant au crack. Les policiers ont tout de même demandé à María de se rendre au MP de l'arrondissement de Cuauhtémoc car son gendre y avait passé les dernières nuits en garde à vue (arraigo) et il fallait qu'un membre de la famille vienne payer une caution pour le faire libérer avant qu'il ne soit renvoyé en prison. Les policiers ont dit à María qu'ils ne pouvaient rien lui dire de plus et qu'elle avait l'obligation légale de se rendre auprès du MP. Elle a eu peur.

Le lendemain, María s'est rendue au MP comme les policiers le lui avaient demandé. Elle a dû y aller seule, sans sa fille Estefanía, l'épouse de Magdaleno, qui ne vivait plus dans la ville de Mexico. María y a appris que son gendre Magdaleno avait été arrêté par des policiers une semaine auparavant et détenu pendant plusieurs jours dans les cellules de garde à vue (separos) de l'arrondissement de Cuauhtémoc. Il n'était pas officiellement inculpé, seulement soupçonné d'avoir consommé de la drogue dans la rue. Au cours de sa visite, les fonctionnaires du MP ont aussi dit à María que Magdaleno n'était plus là et que, d'après leur dossier, il avait été libéré quelques jours avant la visite des policiers au domicile María. On lui a dit qu'ils ne savaient rien de plus sur le sort de son gendre. Les informations dont disposait María étaient contradictoires et très maigres.

Ainsi, après avoir passé un mois à réfléchir à ce qu'il fallait faire et surtout à attendre l'arrivée de sa fille Estefanía dans la ville de Mexico, María a décidé de se rendre à l'INCIFO sur les conseils de l'un des fonctionnaires du MP. À la morgue, María et Estefanía ont effectivement trouvé le corps de Magdaleno après l'avoir identifié par ses tatouages. Le corps de Magdaleno était arrivé à la morgue en tant que cadavre anonyme début novembre 2018, soit à peu près au moment où la police est venue annoncer à María sa garde à vue. Sur son bras droit, il avait un tatouage de la Santa Muerte, une figure inquiétante qui apparaît souvent dans les médias comme

la divinité cruelle des criminels et des membres des classes les plus populaires. C'est précisément ce tatouage qui a permis d'identifier son corps après l'entretien avec María et Estefanía à l'INCIFO.

Bien que María et sa fille Estefanía aient pu l'identifier, elles n'ont pas pu récupérer le corps de Magdaleno car l'INCIFO l'avait déjà envoyé à une école de médecine pour qu'il soit utilisé dans des cours d'anatomie. María et Estefanía ne peuvent désormais que supposer ce qui s'est passé pendant que Magdaleno était détenu en garde à vue. (Dossier d'entretien, recopié le 5 juin 2019).

Depuis le début de la guerre contre la drogue, le recours à la garde à vue (*arraigo*), une forme de détention qui ne nécessite pas de charges ou d'accusations formelles contre le détenu, s'est multiplié pour devenir l'une des techniques les plus utilisées par les procureurs pour mener des enquêtes criminelles (Barreto et Madrazo, 2015). En conséquence, une personne sous *arraigo* peut rester en garde à vue jusqu'à 80 jours, sans communication et sans être présentée à un juge. Ce manque de contrôle sur les autorités policières qui exercent l'*arraigo*, ainsi que l'opacité des conditions de détention, augmente la probabilité qu'une personne soit soumise à la torture ou à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants durant cette garde à vue. Aujourd'hui, ces détentions temporaires constituent l'une des formes les plus fréquentes de disparition aux mains de la police (CMDPDH, 2012). Souvent, les policiers choisissent arbitrairement les personnes à détenir de cette manière, en donnant la priorité à la détention d'hommes qui semblent « suspects ». Selon Natalia Mendoza (2018 : 46-50), les formes les plus cruelles de répression étatique sont justifiées par des stéréotypes raciaux et de classe qui permettent de criminaliser tout membre de la classe ouvrière qui ressemble au cliché du criminel potentiel. La dévotion à la Santa Muerte fait partie des éléments qui classent une personne à l'intérieur de ces stéréotypes car il s'agit d'une figure permettant la stigmatisation de ses dévots (Argyriadis, 2018).

La position marginale de Magdaleno, exprimée par le signe ostentatoire de son tatouage de la Santa Muerte, a-t-elle quelque chose à voir avec sa détention, sa disparition et sa mort ?

Prisciliano

Disparu autour du mois de novembre 2018 (pas encore retrouvé)

Le 10 janvier 2019, Juan s'est rendu à la morgue de la ville de Mexico pour chercher son père Prisciliano, qui avait disparu à l'âge de 59 ans fin 2018. Selon son fils, le samedi 22 septembre 2018, Prisciliano est parti de leur maison pour voir des amis : « Il nous a juste dit qu'il allait voir des amis avec lesquels il aimait bien boire des verres. C'était vers 9h du matin. Il n'est jamais revenu ». Vers la fin du mois de novembre, Juan est allé chercher Prisciliano dans une maison abandonnée du quartier de Tenorios, à Iztapalapa, où son père et ses amis avaient l'habitude de boire et de jouer aux cartes. Juan a demandé à son père de rentrer avec lui au domicile familial, où ils vivaient également avec la femme et les enfants de Juan. Mais Prisciliano n'a pas voulu partir et quitter ses amis. « Comme il était très bourré, je l'ai laissé dans cette maison où il ne se retrouve avec ses amis que pour boire », a dit Juan aux peritos du Département d'identification de l'INCIFO pendant leur entretien. Le 5 décembre 2018, Juan s'est rendu dans cette maison pour le chercher à nouveau. Il voulait dire à son père que la compagne de sa grand-mère (le beau-père de Prisciliano) venait de mourir. Mais Prisciliano n'était plus là.

Selon ses compagnons de beuverie, que Juan a trouvés dans cette maison abandonnée du quartier de Tenorios, Prisciliano avait quitté cette maison depuis 15 jours, mais personne ne savait pour quelle destination ni avec qui. Juan a demandé à d'autres personnes du coin si elles avaient vu son père récemment. Il a récolté ainsi plusieurs versions sur le sort de son père : certains disaient qu'il était parti dans sa ville natale, d'autres qu'un de ses autres fils – issu du second mariage de Prisciliano – l'avait déjà retrouvé mort. Juan a donc appelé la deuxième famille de Prisciliano, qui vivait dans la municipalité de Teoloyucan, dans l'État de Mexico, où Prisciliano est né. Mais eux non plus ne l'avaient pas vu depuis longtemps. Personne, ni sa famille, ni ses amis, ni sa seconde famille, ni les voisins, ne savait vraiment ce qui était arrivé à Prisciliano après qu'il a bu pendant plusieurs jours dans le quartier de Tenorios (Dossier d'entretien, recopié le 19 juin 2019).

Pour le Système d'information du développement social du gouvernement de la ville de Mexico (Sistema de Información del Desarrollo Social, SIDESO), le quartier de Tenorios - situé sur les pentes fortement déboisées du volcan Xaltepec, où le basalte et le sable sont extraits à des fins de construction – est l'un des plus pauvres et marginalisés de toute la ville (SIDESO, 2000). Ce quartier fait

partie d'une série de colonies urbaines qui se sont développées rapidement et de manière irrégulière à partir des années 1970 sur la frange orientale de la municipalité d'Iztapalapa, sur ce qui était autrefois des terres agricoles au pied des collines de la chaîne de Santa Catarina. Aujourd'hui, ces collines ont été complètement englouties par des quartiers densément peuplés, mais dépourvus de presque toute infrastructure publique. Ce quartier jouit d'une mauvaise réputation, car il est considéré comme l'un des plus dangereux de la capitale en raison des niveaux élevés de trafic de drogue, d'homicides et d'agressions. Dans les médias, des voisins ont décrit leur quartier comme « un territoire de pur vice, beaucoup de coke et de crack » (Pavón, 2015).

La marginalité, la pauvreté et la violence de ce quartier peuvent-elles expliquer d'une certaine manière la disparition de Prisciliano ?

Frank

Disparu le 4 mai 2019 (identifié mort le 28 juin 2019)

Le 28 juin 2019, Johnny s'est rendu à l'INCIFO pour rechercher son frère Frank car sa famille n'avait pas eu de nouvelles de lui depuis près de deux mois. Selon Johnny, quelqu'un a vu Frank pour la dernière fois le 4 mai 2019, alors qu'il sortait de la clinique pour toxicomanes et alcooliques (appelée un anexo), où il avait été traité pendant quelques mois. « Après avoir été relâché de l'anexo où il était hébergé, il nous a dit qu'il allait travailler. Nous ne l'avons pas vu pendant plusieurs jours, mais comme il avait l'habitude de disparaître, nous ne l'avons pas cherché. Je suis ici aujourd'hui parce que son absence a duré plus longtemps que d'habitude », nous a dit Johnny. Après avoir appelé le numéro d'urgence de la ville pour signaler son absence, les opérateurs de Locatel avaient demandé à la famille de Frank de se rendre à la morgue, comme le veut le protocole de recherche standard. Au moment de sa disparition, Frank avait 38 ans et vivait avec ses parents à Santa Cruz Meyehualco, un quartier populaire de l'arrondissement d'Iztapalapa fondé dans les années 1970 par des éboueurs et des ramasseurs d'ordures (pepenadores). Frank avait arrêté les études après cinq ans d'école primaire seulement. Quand nous avons interrogé Johnny au Département d'identification sur les habitudes de son frère, dans le but de trouver des stigmates de sa profession qui nous permettraient de distinguer son corps, il a raconté que Frank consommait fréquemment du cannabis et de l'alcool en grandes quantités. Par ailleurs, il inhalait constamment du toluène que l'on trouve dans des solvants

pour peinture ou des colles (activo). Son père et son frère étaient également dépendants à l'activo. Selon son frère Johnny, Frank avait eu des démêlés avec la justice à cause de ses addictions et avait été arrêté à plusieurs reprises. En outre, il avait également été interné dans plusieurs anexos, où il cherchait à s'enfermer loin de ses « mauvais amis ». Malgré ses allers-retours entre les prisons et les anexos pour se faire soigner, Frank n'a jamais été guéri de sa dépendance à la drogue.

Grâce aux données physiques fournies par Johnny lors de l'entretien pour retrouver son frère, l'experte du Département d'identification a pu lui confirmer par la suite que le corps de Frank était entré à la morgue au début du mois de juin 2019 en tant que « cadavre inconnu ». (Extrait d'entretien, réalisé le 28 juin 2019)

Avant même sa disparition, les conditions de vie de Frank étaient marquées par la précarité, la marginalité et la violence. Le quartier populaire où Frank habitait est actuellement l'un des plus meurtriers d'Iztapalapa. Par ailleurs, si Iztapalapa est déjà la mairie de la ville de Mexico qui « amène » le plus de détenus dans les prisons de la capitale, les quartiers qui comptent le plus de jeunes prisonniers dans toute la capitale sont ces quartiers de Santa Cruz Meyehualco et Desarrollo Urbano Quetzalcóatl (Martínez, 2014). Comme l'illustre l'histoire de vie de Frank, les drogues ne sont jamais trop éloignées des jeunes dans ces quartiers, surtout l'activo, une substance qui, en plus de ses conséquences néfastes sur la santé, entraîne une forte stigmatisation de la personne qui la consomme (Gallegos *et al.*, 2014). Souvent gérés par des pasteurs évangéliques ou d'anciens toxicomanes, les anexos sont fréquemment les seules structures de réhabilitation pour traiter ces addictions chez les classes populaires de la ville de Mexico (García et Anderson, 2016). Or, les anexos sont à la fois des institutions de soin pour les personnes qui n'ont pas accès à d'autres formes de soin, et des lieux violents où les internes sont constamment soumis à des violences physiques et des humiliations censées les guérir (García, 2017).

Dans quelle mesure la disparition et la mort de Frank sont-elles le résultat de sa profonde vulnérabilité face à l'addiction et à la violence du contexte social ?

Jorge Disparu le 15 mai 2019 (pas encore retrouvé)

Le 6 juin 2019, le père de Jorge est venu à la morgue pour chercher son fils qui avait disparu à l'âge de 31 ans. Ils habitaient tous les deux dans un petit deux pièces à Ecatepec, une municipalité appartenant administrativement à l'État de Mexico mais située dans l'aire métropolitaine de la ville de Mexico. Jorge et son père vivaient dans le quartier d'El Salado Xalostoc. Le mercredi 15 mai 2019, son père est sorti vers 15 heures pour vendre les chaussures qu'il fabrique avec une petite machine de cordonnerie qu'il a installée dans l'une des pièces de leur minuscule appartement. Quand il est revenu à 21 heures, son fils Jorge n'était plus là.

Depuis, son père sort quelques heures tous les jours, avant ou après son travail, pour le chercher dans les quartiers environnants, mais il ne l'a jamais retrouvé. Avant de se présenter à l'INCIFO, le père de Jorge s'était déjà rendu au bureau du procureur de l'État de Mexico pour signaler la disparition de son fils et, suivant les instructions des fonctionnaires du MP, il avait aussi visité la morgue de la colline de Barrientos, où sont envoyés les cadavres anonymes de l'État de Mexico. Il était également allé aux urgences de plusieurs hôpitaux de l'État de Mexico et appelait le numéro d'urgence Locatel toutes les six heures pour savoir s'il y avait des nouvelles de son fils disparu. Puisque les différentes morgues du pays et les institutions de recherche de disparu.e.s ne partagent pas leurs informations par le biais d'un réseau de communication national, le père de Jorge a également dû se rendre à l'INCIFO pour savoir si le corps de son fils avait été retrouvé dans la ville de Mexico. Cependant, son père ne croyait pas que Jorge avait fait tout le chemin jusqu'à la capitale : il nous a expliqué que son fils souffrait de schizophrénie et qu'il lui arrivait de marcher pendant des heures sans raison apparente ni direction précise, mais jamais jusqu'à la capitale. Jorge ne travaillait pas depuis qu'il avait abandonné le lycée. Son père pensait que Jorge avait développé sa schizophrénie parce qu'à l'âge de 12 ans, il a commencé à sortir beaucoup avec ses amis pour se droguer avec de l'activo et du cannabis. « C'est à partir de ce moment-là qu'il a commencé à disparaître. Il était en très mauvais état, très maigre », nous a dit son père. D'après son père, Jorge aimait faire de la peinture à l'huile et tentait de vendre ses œuvres dans une rue du centre-ville d'Ecatepec. Mais personne ne les achetait et cela l'énervait beaucoup. « Un jour, il a détruit tout son matériel de peinture, sorti de nulle part, et depuis, il passait la majeure partie la journée allongé dans son lit », a expliqué son père lorsque nous lui avons demandé ce que son fils faisait dans la vie. La disposition de l'atelier permettait à son père de l'observer à

tout moment lorsqu'ils étaient ensemble dans la maison, sauf quand il faisait une crise et fuyait la maison. « Récemment sa situation a beaucoup empiré, il s'est renfermé sur lui-même. Il a perdu ses amis, il a perdu sa famille, il a tout perdu. Je suis la seule personne à qu'il parle encore », nous a dit son père très attristé.

Jorge avait été admis huit fois en urgence à l'hôpital Fray Bernardino, situé au sud de la ville de Mexico, mais en raison du manque de ressources et de personnel, ainsi que du grand nombre de patients, il était renvoyé chez lui au bout de quelques jours, sans soutien pour poursuivre son traitement à domicile. La charge des soins avait été transférée à son père, qui était séparé de sa mère et devait concilier sa responsabilité envers son fils avec son emploi. Selon son père, maintenant que Jorge avait disparu, sa famille éloignée les avait laissés encore plus seuls : aucun proche ne voulait les aider ou leur prêter de l'argent pour poursuivre leurs recherches. Lorsque nous avons demandé au père de Jorge s'il pouvait nous décrire le corps de son fils, afin de rechercher ses caractéristiques personnelles parmi les cadavres anonymes, j'ai constaté que le corps du disparu portait les stigmates de ce que signifie vivre dans une banlieue de classe populaire de la ville de Mexico : Jorge avait deux grandes cicatrices, une sur son bras de près de 15 centimètres, qui avait été causée par la morsure d'un chien de combat qu'un voisin avait lâché dans la rue quand il était enfant, et une autre sur sa tempe gauche qui avait été le résultat d'un vol à main armée, où les criminels l'avaient frappé avec la crosse de l'arme pour qu'il leur remette ses affaires alors qu'il rentrait chez lui dans les transports publics. Malgré les descriptions fournies par son père, nous n'avons pas trouvé de corps ressemblant à Jorge à la morgue. Lorsqu'il est parti à la fin de l'entretien, le père de Jorge nous a dit sur un ton déchirant : « J'espère qu'il ne souffre pas, où qu'il soit. Il n'est pas comme les gens normaux : il se laisse mourir ». (Extrait d'entretien, réalisé le 6 juin 2019).

Selon l'Institut de la sécurité et des services sociaux de travailleurs de l'État (Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado, ISSSTE), la schizophrénie est la quatrième cause d'incapacité de travail au Mexique : elle touche principalement les jeunes hommes pendant leurs années les plus productives (Mejía, 2018). Par ailleurs la plupart des jeunes atteints de schizophrénie n'ont pas accès à un suivi médical stable, surtout lorsqu'ils habitent dans des banlieues pauvres comme Jorge : le quartier d'El Salado Xalostoc est l'un des plus pauvres d'Ecatepec, elle-même la municipalité urbaine la plus pauvre et la plus peuplée de tout le pays (Mejía, 2016). En plus d'être très pauvre et isolée des services publics, la municipalité d'Ecatepec occupe la première place au niveau national du nombre de vols avec violence à l'encontre des usagers des transports publics, des homicides volontaires et des féminicides

(Fernández, 2018). Les cicatrices de Jorge sont peut-être les signes les plus visibles d'un processus particulièrement violent d'« incorporation de l'inégalité » (Fassin, 1996), dans lequel les violences du social marquent à jamais la santé biologique. Par ailleurs, pour Nancy Scheper-Hughes, la folie, et surtout la schizophrénie des jeunes hommes, « est une traduction, poussée à l'extrême, de maux sociaux en troubles privés » (2001 : 195).

La disparition de Jorge peut-elle être aussi comprise comme une situation individuelle qui traduit en même temps la configuration sociale mortifère qui règne dans les banlieues précaires de la ville de Mexico ?

Kevin

Disparu le 15 juin 2019 (identifié mort le 18 juin 2019)

Le 18 juin 2019, la sœur et le beau-frère de Kevin se sont rendus à l'INCIFO pour demander si son corps s'y trouvait. Sa famille l'avait vu pour la dernière fois le dimanche 15 juin, lorsque Kevin avait quitté la maison de ses parents, où il vivait également avec son fils de 7 ans. « Il a dit qu'il partait mais n'a pas dit où, il est parti comme tout le monde part, il n'y avait rien d'anormal, il est juste allé voir ses amis ou une petite amie, mais nous nous sommes posé des questions parce qu'il n'est pas allé travailler le lendemain », nous a dit son beau-frère inquiet, sans trouver de raison derrière cette absence soudaine.

Kevin avait 25 ans au moment de sa disparition. Après avoir abandonné le lycée, Kevin avait travaillé pendant quelques années comme agent de sécurité privé dans sa ville natale, dans l'État d'Oaxaca. En raison d'un conflit que sa famille n'a pas voulu nous expliquer, Kevin a dû quitter brusquement son emploi et se rendre dans la ville de Mexico pour travailler comme forgeron dans un petit atelier où travaillait déjà son beau-frère. À son arrivée dans la ville de Mexico, Kevin s'était installé chez sa sœur qui vivait au quartier de La Pastora. Plus tard, ses parents ont également déménagé avec eux dans ce quartier à la renommée compliquée qui est situé presque au sommet de la colline du Chiquihuite qui marque la frontière entre la mairie de Gustavo A. Madero et la municipalité de Tlalnepantla dans l'État de Mexico.

Sa famille a décidé de le rechercher peu après sa disparition. Ils avaient entendu des rumeurs qui les inquiétaient, car les voisins de La Pastora commençaient à répandre des ragots sur le sort de Kevin : « Des gens du coin sont venus à la maison pour nous demander si c'était vrai qu'il y avait eu un meurtre dans notre rue ». La famille de Kevin

s'est d'abord rendue à l'hôtel de ville de Gustavo A. Madero, où on leur a dit qu'on ne pourrait rien faire pour eux s'ils ne se rendaient pas d'abord au MP pour signaler sa disparition. Au MP, après avoir signalé la disparition, on les a envoyés à la morgue pour poursuivre le processus de recherche, sans leur donner la moindre information. Au guichet d'attention du Département d'identification de l'INCIFO, alors même que nous l'interrogeons pour recueillir des informations sur la disparition et sur le corps de Kevin, son beau-frère passait en même temps des appels à d'autres membres de la famille pour leur demander de l'argent et payer les funérailles de Kevin. Il appelait également d'autres connaissances au travail pour voir si elles pouvaient lui prêter des chaises pour les inviter aux funérailles. Sans confirmation officielle, il cherchait à se débrouiller pour la suite, anticipant la mort de Kevin. À l'INCIFO, ils ont appris que le corps de Kevin venait effectivement d'arriver à la morgue le jour même de sa disparition. Il avait été exécuté d'un tir à bout portant. (Extrait d'entretien, réalisé le 18 juin 2019)

Créé dans les années 1970 par la construction clandestine de cabanes et d'autres bâtiments précaires sur les franges boisées de la colline de Chiquihuite, une zone de conservation écologique qui fait désormais partie intégrante de la ville de Mexico, le quartier de La Pastora est officiellement l'un des plus marginalisés et des plus pauvres de la capitale nationale, car toute la population n'a pas d'accès régulier aux services publics tels que l'eau ou l'électricité. Située sur une colline, avec des rues étroites construites par les habitants eux-mêmes, La Pastora n'a qu'une seule sortie et une seule entrée, ce qui rend la connexion avec le reste de la ville extrêmement compliquée (Ahedo, 2019). En raison de la négligence du gouvernement, La Pastora est aussi un quartier très dangereux, où les voisins déplorent que la criminalité ambiante ait pris le dessus sur le quartier (Carrasco, 2021). Par ailleurs, l'arrondissement de Gustavo A. Madero, où se trouve ce quartier, compte actuellement le troisième plus grand nombre d'homicides de la ville de Mexico. Selon les médias, ce nombre élevé de meurtres et d'exécutions est dû au fait que différents cartels se battent violemment pour le contrôle des quartiers difficiles d'accès tels que La Pastora, où ils peuvent cacher de la drogue ou des armes et extorquer de l'argent aux voisins (Ruíz, 2020). Il s'agit effectivement d'un quartier où « la violence structurelle » (Bourgois, 2012) est présente partout : dans le manque de services publics, dans l'isolement du reste de la ville, dans la présence des cartels de la drogue et même dans les rumeurs qui circulent parmi les voisins.

Cette violence omniprésente a-t-elle fini par se décliner en une violence physique beaucoup plus flagrante et directe sur la vie et le corps de Frank ?



La disparition des personnes qui « ne comptent pas » ?

Face à l'imbroglio des statistiques officielles, les histoires de disparition présentées ici n'offrent pas non plus de réponses définitives à la question qui motive ce texte, à savoir qui disparaît dans la ville de Mexico. Cette question d'ailleurs laisse supposer qu'il s'agirait d'établir une « éthologie » de la disparition, comme une maladie sociale à prévenir en protégeant et en soignant les secteurs de la population les plus « à risques », c'est-à-dire les plus susceptibles de disparaître dans la ville de Mexico. L'adoption d'une perspective éminemment statistique de la disparition – qui pense la vie, la mort et la violence en termes de probabilités – ne nous confronte pas seulement à des problèmes méthodologiques et administratifs, tels que la perte de données ou le manque d'enregistrements fiables qui caractérisent le RNPED et le RNPDO. Elle conduit également à minimiser la contingence des processus sociaux sous-jacents à la disparition, comme le fait le CPB-CDMX pour qui les raisons quantifiables de ce crime se résument à s'appeler Miguel Angel ou Gabriela et à résider à Iztapalapa.

Face aux limites des analyses quantitatives qui reposent sur des statistiques peu fiables, j'ai préféré regarder de près quelques histoires de disparition écoutées ou lues à l'INCIFO afin de faire ressortir la multiplicité de dynamiques sociales, d'acteurs individuels et collectifs, et d'institutions publiques et privées, qui interviennent de façon plus ou moins directe dans la disparition d'une personne : les addictions, les maladies mentales, la pauvreté, la prison, les cliniques de désintoxication, en plus des cartels, de l'armée et des polices. Bien qu'il ne soit pas possible de réduire tous ces facteurs sociaux pour proposer une réponse absolue à la question de savoir qui disparaît au Mexique, les histoires de disparition de Magdaleno, Prisciliano, Frank, Jorge et Kevin – cinq hommes de la classe ouvrière qui vivaient dans des quartiers marginalisés de la périphérie de Mexico où la violence physique est monnaie courante – sont un bon exemple des « airs de famille » (Naepels, 2019 : 11) entre différents contextes et conditions de vie des victimes de disparition. Ils nous offrent des indices sur l'articulation complexe entre diverses formes de disparition et des situations sociales très variées, mais pourtant similaires.

Ainsi, en plus de la répression politique et la violence criminelle comme causes principales de la disparition, ces histoires sociales nous invitent à repenser la forme que prend l'absence forcée pour y inclure des pratiques d'exclusion typiques des sociétés libérales, telles que la mendicité, la folie, les addictions, l'enfermement, l'anonymat administratif ou le déplacement forcé de populations. Contrairement aux personnes disparues pour motif politique ou liées directement à la guerre contre la drogue au

Mexique, comme les détenu.e.s-disparu.e.s du Chili ou de la Guerre sale des années 1968 à 1985, ou encore les 43 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa (cf. *Des anciennes aux nouvelles disparitions*), les disparitions de Magdaleno, Prisciliano, Frank, Jorge et Kevin, et de milliers d'autres personnes comme eux, ne suscitent aucune indignation sociale, aucune mobilisation policière ni aucun décomptage statistique. Finalement, le point commun qui semble se dessiner entre les cinq histoires est qu'il s'agit de « disparitions banales », comme Graham Denyer Willis (2021) qualifie la disparition des pauvres à São Paulo : la disparition révèle ô combien une société laisse certaines personnes se volatiliser et décide de ne

pas les rechercher parce qu'elles ne comptaient déjà pas quand elles étaient présentes parmi le reste de la société.

Qui disparaît donc dans la ville de Mexico, quand on sait que les personnes disparues n'ont jamais existé politiquement et n'existent pas matériellement ni statistiquement après leur disparition, qu'elles sont des personnes qui « ne comptent pas » et, partant, qu'on ne compte pas ?





ESTEBAN
DARIO

Se Busca: Cesar E

DESAPARECIDA

MARGARITA VAQUERA
VAQUERA FUENTES
EDAD 24 AÑOS
DESAPARECIDA EN
QUERETARO
04 DE SEPTIEMBRE DE 2012
ORIGINARIA DE QUERETARO

DESAPARECIDO
TIJUANA B.C.
#HASTA

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIÓ

AYÚDANOS A ENCONTRARLO

AYÚDAME! A REGRESAR A CASA

MIREYA MONTEL HERNANDEZ

18 años

13 de Septiembre 2014

Desaparecida en
QUERETARO MORELOS

Femmes (mères, sœurs, filles de disparu.e.s) à Papatlantla, février 2020. © Emmanuelle Corne

La voix des mères

—●●●●— Paola Díaz —●●●●—

**« Tenir entre ses bras “ce qui sanglant,
est encore le trésor d’une mère”
tel est le vœu des mères suppliantes,
qui réclament les dépouilles de leurs fils,
qui savent qu’elles obtiendront ainsi
et un terme à leurs souffrances
et un surcroît de douleur »
(Loroux, 1990 : 59)**

Au Sonora, les collectifs de recherche de personnes disparues sont récents. C’est uniquement à partir de 2019 que commencent à s’organiser différents groupes de familles, principalement des femmes, à la recherche de leurs êtres aimés. En 2019, c’est par le biais de ces collectifs à Hermosillo et à Caborca que j’ai rencontré plusieurs femmes « chercheuses de disparu.e.s », qu’on appelle en espagnol *buscadoras*. Nous avons déjà montré que le Sonora est un désert-frontière fait de multiples plis dans lesquels se glissent, se produisent et se reproduisent les disparitions de personnes (cf. *Dans les plis du désert*). Nous avons également présenté les mondes, les entités et les dispositifs dans lesquels ces femmes participent à la recherche de leurs parents : la science, la magie et la foi (cf. *Les chercheuses du désert*). Je présente ici des extraits d’entretiens avec deux mères parties à la recherche de leurs enfants disparus au Sonora. J’inclus un épilogue écrit à partir de conversations téléphoniques survenues les 25, 26 et 27 novembre 2020 avec ces deux mères.

La voix, l’intonation, le visage, l’expression, l’échange et les silences manquent dans cette retranscription écrite. J’ai également agencé leurs mots en réduisant les répétitions et onomatopées, en ajoutant de légères précisions,

en organisant leur récit, en ajoutant des sous-titres et en les traduisant en français. Malgré toutes ces traductions, de l’oral à l’écrit, de l’espagnol au français et de la situation itérative de l’échange au récit séquentiel, j’espère que le lecteur pourra tout de même « sentir les voix » de ces deux femmes, mères et *buscadoras*, et la manière dont elles traversent l’expérience de la disparition de leur être cher, de leur enfant et de celles des autres disparu.e.s.

Le premier extrait d’entretien est tiré de plusieurs échanges avec Cecilia Delgado du collectif *Buscadoras por la Paz* (Chercheuses pour la paix). Nous avons réalisé plusieurs entretiens à Hermosillo, la capitale du Sonora et nous avons tenu des conversations durant les recherches de disparu.e.s dans le désert. Ensuite, les entretiens se sont poursuivis par visioconférence au cours desquels Cecilia m’a montré les affaires de Jésus, son fils disparu en 2018, qu’elle garde dans sa chambre à coucher.

Le second extrait d’entretien provient de longues conversations tenues avec Charlín Unger, du même collectif, par téléphone et visioconférences entre 2020 et 2021. Charlín cherche son fils Carlos, disparu en 2019 à Guaymas, Sonora.

Cecilia et Jésus

Je suis Cecilia Delgado, je suis à la tête du collectif *Buscadoras por la Paz au Sonora*. Je cherche mon fils Jésus Ramón Ramirez Delgado, ainsi que mon neveu Moisés Alfonso Reinoso Delgado.

Mon fils a disparu le 2 décembre 2018. Ce jour-là, je lui ai parlé à 22h48, il m'a dit qu'il m'appellerait après avoir fermé le magasin [un petit commerce dans la ville de Hermosillo]. Il a été emmené à 00h15. Quand ils l'ont emmené, j'ai senti une douleur dans mon cœur, un élanement. C'est l'union, l'amour tellement fort entre un fils et une mère. Deux jours plus tard, j'ai appris ce qui s'était passé. Personne n'avait voulu me le dire, mais je savais que quelque chose de mal lui était arrivé. Il a disparu dans la nuit de dimanche à lundi, je suis arrivée à Hermosillo le mercredi car je ne n'étais pas en ville. Depuis ce mercredi, je ne cesse de chercher.

« On ne peut faire confiance à personne »

J'ai déposé plainte [auprès du procureur]. On sait qu'il y avait une patrouille de la police de l'État de Sonora au moment de la disparition de mon fils. On a le numéro d'immatriculation et le numéro de la patrouille parce qu'il y a eu des témoins. Une fille qui livrait les repas à mon fils, son copain et une voisine nous ont dit qu'ils avaient vu une patrouille de la police de l'État. Ici [au Sonora], ils nous ont dit que les images des caméras de surveillance étaient floues mais une fonctionnaire de Mexico a vu les enregistrements et nous a dit qu'on voyait très clairement la patrouille. Jusqu'à aujourd'hui, rien n'a été fait contre ces éléments [policiers] ; ils continuent à exercer librement comme policiers. Je savais que dire que des policiers avaient participé à l'enlèvement (*levantón*) ça allait être une bombe. C'est quelque chose de fort pour le gouvernement, ça ne lui convient pas, mais je continue à crier aux quatre vents que c'étaient des éléments de la police de l'État. À chaque fois que j'apprends que des éléments des trois niveaux du gouvernement [fédéral, fédéré, local] ont participé aux enlèvements, ça me fait mal, ça fait très mal, on ne peut faire confiance à personne. On ne peut pas faire confiance au gouvernement.

Les disparitions sont en train d'augmenter, il y a jusqu'à cinq disparitions par jour [en 2020]. Au niveau national, on a 75 000 disparu.e.s [de 2006 à 2020], pour autant qu'on sache, il y en a sûrement plus. C'est vraiment lamentable ce qu'on est en train de vivre. Et on se demande : Pourquoi? Pourquoi autant de disparu.e.s? Pourquoi ça ne s'arrête pas? On ne voit pas de solutions aux problèmes.

Nous, les mères, on a un mot d'ordre sur nos T-shirts : « Ne reste pas silencieux, crie ton disparu » (*No te quedas callado, grita a tu desaparecido*). Nous, on parle aux gens, on fait des marches pacifiques, on demande du soutien, mais le gouvernement ne fait rien. En ce moment, ils sont en train d'enlever des gens et qu'est-ce qu'ils font? Rien.

Alors, à qui on peut faire confiance? À personne. Et qu'est-ce qu'il nous reste à faire? Il ne nous reste rien d'autre à faire que de continuer à chercher avec la pelle et la sonde (*varilla*), avec l'amour qu'on a en tant que mères, parce que personne ne va le faire pour nous.

Bien sûr, il fait chaud, bien sûr, il fait froid, mais c'est notre quotidien, jour après jour, de lutter pour eux avec l'amour d'une mère. Et, je ne cherche pas uniquement mon fils et mon neveu, je cherche tou.te.s les disparu.e.s. Dans cette lutte, on a retrouvé beaucoup de personnes [la plupart mortes] et quelques familles ont la paix d'avoir leurs êtres chers de retour à la maison.

« Nous ne cherchons pas de coupables »

J'ai cherché partout, j'allais là où quelqu'un me disait l'avoir vu. Je suis allée à Caborca, Altar, Nogales, Guaymas, il n'y a pas un endroit où je ne sois pas allée. Ici, même à l'intérieur de la ville [Hermosillo], partout... je suis entrée dans des maisons où il y avait des personnes en train de se droguer, avec le flyer de recherche de mon fils, je suis allée sous les ponts... Ensuite, j'ai rejoint des collectifs de femmes et on a commencé à chercher nos enfants ensemble. Depuis que mon fils a disparu, je n'ai pas arrêté ma recherche. Il n'y a pas de pandémie, pas de chaleur, pas de froid. Je ne peux pas arrêter, je ne peux pas perdre du temps, je ne peux pas cesser de le chercher.

Tout ce que je veux, c'est mon fils. Ces éléments [policiers] sont en circulation, ils travaillent et je ne sais pas où se trouve mon fils. Je ne veux pas de coupables, je veux retrouver mon fils, dans n'importe quel état. C'est pour ça que je me bats. Je ne veux pas de coupables. Je ne cherche pas les personnes qui ont fait du mal à mon fils. Parce que je sais, parce que mon cœur me le dit, qu'ils lui ont fait tellement de mal. Dieu prendra soin d'eux, pas moi, car je ne crois pas en la justice des hommes, mais en la justice de Dieu. Ils ne vont pas échapper à Dieu. Il y a une justice, je sais qu'il y a une justice divine.

J'ai mal à l'âme (*me duele el alma*) de savoir qu'ils lui ont fait du mal. Tous les corps que nous avons trouvés ont été très maltraités et [Jesús] n'est pas l'exception. Mais je ne cherche pas de coupables, c'est le travail de la police, mais ils ne font pas leur travail. C'est pour ça que je laisse tout ça à Dieu, je pense que c'est devant lui qu'ils vont répondre.

« Je veux le trouver, mais en même temps j'ai très peur de le trouver »

Avant, je disais que je voulais retrouver mon fils vivant : « Je le veux vivant, je ne veux pas le retrouver torturé » mais à ce stade, je veux retrouver mon fils dans n'importe quel état, je veux le garder près de moi, je veux dire « mon fils est ici » et refermer ce cercle. J'y pense chaque nuit, je pense à tout ce qu'ils auraient pu lui faire, c'est une douleur qui me transperce l'âme. C'est ce qui m'empêche de vivre. C'est ce qui tourmente toutes les mères. Comme les découvertes qu'on a faites récemment, où l'on a trouvé beaucoup de corps calcinés, et ils ont pu les brûler vifs, parce qu'on a vu des vidéos où ils les brûlaient vifs.

Tu veux le trouver, mais à la fois tu as très peur, je suis terrorisée à l'idée de le trouver, je ne sais pas, je sens que je vais devenir folle de douleur. Ton fils, ton cœur, la chair de ta chair, le retrouver de cette manière... C'est ce que je crains le plus, ma peur la plus grande, et tous les jours je sors chercher et je sais que ça peut arriver. J'ai peur de retrouver mon fils comme ça, j'ai mal à l'âme.

La disparition, c'est comme une plaie qui ne se referme pas et sur laquelle on jette du citron. Quand un proche meurt, plus le temps passe plus la plaie se referme, mais dans notre cas, ce n'est pas comme ça. La plaie reste ouverte et plus le temps passe, plus ta détresse augmente, ton angoisse augmente et tu te demandes « jusqu'à quand » ?

J'ai rencontré des mères qui cherchent leur fils depuis plus de 10 ans et elles ne perdent pas espoir. Je ne perds pas espoir de trouver mon fils et mon neveu. Maintenant, je n'espère plus le trouver comme j'aurais voulu [vivant], mais telle est la volonté de Dieu. Au début, je refusais [de

le retrouver mort], mais maintenant je dis « adviene ce qu'Il décide et qu'Il me le rende quand Il le décide ». Il m'a bien mis ici pour une raison, pour une raison aussi Il ne me l'a pas encore rendu. J'ai retrouvé beaucoup de disparu.e.s dont les familles avaient à peine commencé la recherche. Nous, on a commencé notre recherche il y a longtemps et on ne les a pas encore trouvés. Je me dis qu'il y a peut-être une raison. Dieu a une raison de nous maintenir ici, de nous faire continuer à chercher avec envie, avec amour, donc que ce soit jusqu'à ce que Dieu le veuille (*que sea hasta que Dios lo quiera*).

« Ils n'ont pas pris un chien, ils ont pris une partie de ma vie »

Je dis aux policiers qu'ils n'ont pas enlevé un chien, ils ont pris une partie de ma vie. C'est mon fils, c'est ma chair, c'est mon cœur. « Mettez-vous cinq minutes, pas plus, à ma place et à la place de chacune des mères », je leur dis.

Sur mon Facebook personnel, je leur parle et demande à la mafia et aux policiers [qu'ils aient de la compassion], je leur dis que je ne leur dois rien, que si Jesús leur devait quelque chose, il a déjà payé de sa vie, non ? Qu'ils me le rendent, qu'ils me disent, qu'ils me passent un appel anonyme. Je leur demande, je les supplie avec toute la douleur du monde que je ressens en tant que mère : « rendez-le-moi ! » Mais non, jamais, on ne m'a pas dit où il se trouvait. Récemment, la mère du jeune qui a disparu avec mon fils m'a dit qu'ils étaient enterrés au kilomètre 21 à côté de l'aéroport à Hermosillo. On est allées chercher plusieurs fois. On a déjà déterré dix corps là-bas, mais aucun d'entre eux n'était mon fils. Combien de fois ils te disent qu'ils sont ici ou là-bas, mais c'est faux. Mais chaque fois que je vais à cet endroit, je ressens quelque chose de très mauvais dans mon cœur.



Cecilia Delgado regarde la photo de son fils Jésus en lui parlant devant le pendule utilisé par Don Manuel pour chercher les disparu.e.s. © Basem Hemza

Charlín et Carlos

Mon nom est Charlín Unger Boner. J'ai un fils disparu le 24 juin 2019, Carlos Antonio Arredondo Unger. Il a été privé de sa liberté par un commando armé. Il assistait à des réunions des Alcooliques anonymes (AA) parce qu'il avait été toxicomane, mais pas un toxicomane perdu dans les rues. Il était en train de terminer l'université et Alcooliques anonymes était une force pour lui. C'est ce qui lui permettait de se libérer de la drogue.

Ils sont arrivés dans une camionnette. Deux hommes sont descendus et se sont introduits dans les locaux où se tenait la réunion, mais mon fils était fort, grand et il faisait beaucoup d'exercice, alors il a frappé les deux hommes. Je ne sais pas exactement comment ça s'est passé, s'il leur a donné des coups de pieds... Je n'ai pas voulu aller voir le groupe d'Alcooliques anonymes. Je ne voulais pas leur demander de se souvenir d'un moment aussi difficile.

Voyant que les assaillants n'arrivaient pas à embarquer mon fils, le chauffeur de la camionnette est descendu avec une mitraillette et lui a dit « si tu ne te laisses pas faire, on va tuer tes camarades ». Alors, il semblerait que mon fils ait mis ses mains vers l'arrière et ait dit « emmenez-moi, mais je ne sais pas pourquoi vous faites ça ». Cinq minutes plus tard, le père de mon fils est allé le chercher à cette réunion. Le groupe avait éteint les lumières, quand ils l'ont vu arriver, ils ont allumé les lumières, ils sont sortis et lui ont dit ce qui s'était passé. Il est sorti comme un fou, il n'a même pas pensé à signaler le kidnapping [*secuestro*] ou à appeler le 911. Il l'a cherché comme un fou dans la ville, mais il ne les a pas trouvés. S'il les avait trouvés, ils l'auraient tué lui aussi.

Faire disparaître : terreur et silence

Il y a beaucoup de versions de sa disparition, la plus plausible est qu'un « ami » de mon fils, qui lui vendait de la drogue à une époque, l'aurait balancé. Pour se sauver lui-même, il aurait « posé » mon fils (*puesto* du verbe *poner*, c'est-à-dire, poser ou mettre à un endroit. Dans ce cas, mettre une personne à la place du coupable).

Bon et aujourd'hui, ils [elle fait référence implicite à tous ceux qui séquestrent, soit les membres des mafias, de l'État ou les deux] ne demandent rien, si on ne t'aime pas, on fait arriver l'information adéquate aux personnes adéquates et on dit que tu vends de la drogue pour un groupe ennemi ou sur le territoire du groupe adverse, même si c'est faux. Ils ne vont pas demander, ils vont aller te tuer et si tu as une famille, ils vont faire disparaître ta famille, parce que ça fait partie du contrôle, de maintenir la population dans la terreur et qu'ils ne parlent pas. Par exemple,

hier j'ai accompagné un couple d'amis porter plainte pour la disparition de leur fils. Le garçon a disparu « par erreur » dans un *ejido* [terre collective] où il était allé faire la fête il y a quelques jours. Ses amis se sont brouillés avec des gens et ils leur ont envoyé des sicaires (*sicarios*). Le fils de mes amis était dans cette maison [dans l'*ejido*] en train de regarder la télévision et ils l'ont emmené. Les *sicarios* ont su qu'il n'avait rien à voir avec tout ça, mais on [leur] demandait les têtes de ceux qui ont commencé la dispute, mais ils [ceux qui avait commencé la dispute] s'étaient déjà enfuis donc les *sicarios* n'ont jamais rendu le garçon.

Rassembler des petits os avec beaucoup d'amour, beaucoup de respect, parce que c'est un être humain

Le collectif fait des recherches trois, quatre ou même cinq fois par semaine. Parfois, on obtient des points [lieux où chercher]. Les 20 % sont bons et les 80 % ne le sont pas, mais on va quand même explorer le terrain. On va, on cherche, on cherche, on cherche. On part et on se sépare, on part à deux, avec une distance de plus ou moins 10 mètres entre nous et on avance vers la brousse (*monte*). On cherche là où le terrain se prête au creusement de fosses. Ça doit être un terrain plus ou moins mou, où il n'y a pas beaucoup de pierres, qui n'est pas à la vue de beaucoup de gens. Bien que parfois ils ne s'en soucient pas et ils les jettent ici et là, au vu et su de tout le monde. On a trouvé de nombreux cadavres, déjà réduits en os, comme ça, jetés, tous éparpillés : le crâne ici, la colonne vertébrale là... On rassemble donc les petits os, avec beaucoup d'amour, avec beaucoup de respect. Parce que c'est un être humain.

Ça nous donne un peu de paix. Comme si on récupérait un peu de nos disparus, de nos enfants. Au moins, moi, je sens que je récupère un peu de mon fils. Je retrouve un peu de paix. Dans les recherches, on oublie qu'on prend un médicament pour les nerfs... là on ne se souvient de rien, on y va pour essayer de trouver et de donner un peu de paix à une famille.

Mon fils est présent chaque jour de ma vie et je ne peux rien faire pour changer ce qui s'est passé, mais je peux faire quelque chose pour changer la vie des autres et je peux faire ce que Dieu me permet de faire. J'ai déjà 61 ans, mais quand je cherche, j'ai l'impression d'avoir 20 ans. On a toutes ce besoin de chercher.

L'espoir sans attente

Quand tu as une attente et qu'elle ne se réalise pas, tu te fâches contre la vie, tu te fâches contre Dieu. Quand on m'a dit que mon fils avait disparu, j'étais aux États-Unis. Je suis restée éveillée toute la nuit et j'ai pensé : « Je vais



Charlín Unger lors d'une recherche de fosses aux alentours de la ville d'Hermosillo la semaine du 23 novembre 2020. © Lorenza Sigala

aller acheter une arme, je vais aller tuer ce salaud qui a ordonné d'enlever (*levantar*) mon fils».

Je ne pratique pas de religion, mais j'ai beaucoup la foi, je crois en Dieu. Je crois que c'est quelque chose de bien supérieur à nous. J'ai toujours su que dans la vie, il y a deux sentiments. L'amour et la peur. La peur vous conduit à la colère, à l'amertume, aux désirs de vengeance, à tout ce qui est mauvais chez les êtres humains. Et l'amour vous conduit au calme, à la paix, que je n'ai pas encore, mais j'ai décidé de prendre le chemin de l'amour. Je me suis dit : «Père, Divinité, je décide de suivre le chemin de l'amour, je veux retrouver mon fils, je ne sais pas si Tu peux m'aider.» J'ai de l'espoir et je ferai de mon mieux pour aider d'autres personnes, pour voir si je mérite de récupérer mon fils. Mais je n'ai aucune attente. Parce que si j'ai des attentes, chaque fois qu'on ira chercher et que je ne vais pas trouver mon fils, je vais être déçue. Donc, pour moi, il n'y a plus de recherches négatives. C'est un endroit de moins où aller chercher.

« Même si je sais que mon fils est parti, comme je ne l'ai pas vu, mon esprit fantasma qu'il va revenir »

C'est la plus grande douleur du monde, elle a eu de nombreuses conséquences, ma mémoire, des crises d'angoisse, des pleurs... Parce que ce n'est pas juste, mais c'est comme ça, je ne peux rien faire pour le changer, mais je peux faire quelque chose pour essayer de changer les conséquences. Quand une mère récupère celui à qui elle a donné naissance, même s'il est mort, elle ferme en quelque sorte ce cercle et peut déjà vivre le deuil. Parce que maintenant, on n'a même pas droit à un certificat de décès. En ce moment, il n'est ni vivant ni mort. C'est donc très douloureux, parce que même si je ressens, même si je sais que mon fils est parti, comme je ne l'ai pas vu, mon esprit fantasma qu'il va revenir. Je sais qu'il n'est plus là, je sais qu'il est mort.

Je n'ai pas de religion, mais il y a eu deux choses très importantes qui se sont passées. Je sortais de la douche, je me séchais. Dans ma salle de bain, il n'y a pas une bougie, pas une odeur, rien, c'est simple. Je sortais de la douche, je disais une prière et je pensais à mon fils. Soudain, de nulle part, de nulle part!, une très forte odeur de roses commence à m'envelopper, des pieds jusqu'en haut, une odeur qui me donnait le vertige. Et j'ai commencé à regarder dans la salle de bain pour voir s'il y avait une odeur de roses, parce que je n'aime pas vraiment l'odeur des roses.

L'autre signe est que [Carlos] m'a lancé un ballon. Il était très coquin et très joueur et il m'a lancé un ballon. Il n'y avait personne à la maison. C'était aussi simple que ça, il m'a lancé un ballon. Le ballon s'est envolé tout seul.

Puis, au fil des mois, j'ai remis mon fils à Dieu. Son esprit est en paix. Je ne le suis pas, je ne suis pas en paix et si je ne le trouve pas, je ne mourrai pas en paix. Mais c'est ce que je devais vivre. Je dois le prendre de la meilleure façon possible. Je ne peux pas te dire que je vais le prendre de manière positive, parce que beaucoup de choses se terminent.

« Avec la disparition de ton enfant, ta vie change à 180 degrés »

Avec la disparition de ton enfant, ta vie change à 180 degrés, tes priorités changent, tu ne vois plus la vie de la même façon. Je n'ai jamais été intéressée par le luxe ou les vêtements, et maintenant je le suis encore moins. Je vis très frugalement. Je vais travailler aux États-Unis pendant l'été, ce qui me permet de gagner assez d'argent pour l'année entière pour sortir chercher. Parce que la recherche est une activité à plein temps.

Je ne supporte plus la musique, je suis enfermée, je ne sors que pour les recherches, parce que je ne peux pas donner un sens à tout ça, parce que tout est complètement différent maintenant. Car la perte d'un enfant dans ces circonstances a de nombreuses conséquences. Tu passes beaucoup de temps à penser qu'ils l'ont torturé, qu'ils lui ont fait creuser sa propre tombe, qu'ils l'ont ravagé, qu'ils l'ont mutilé, qu'ils l'ont brûlé. Ensuite, ça me tourmente tellement que j'ai commencé à pratiquer le Ho'oponopono pour ne pas penser à tout cela. Parfois, on commence à réfléchir, on invente des histoires et on se dit : « Je vais le trouver, je vais le sauver, je vais me livrer aux *sicarios* », mais c'est de la folie totale, de la pure folie. Il est très facile de perdre la tête quand ça [la disparition d'un fils] vous arrive.

Ton monde se ferme, les amis s'en vont, la famille aussi. Ce n'est pas parce qu'ils ne vous aiment pas, mais parce

qu'ils ne peuvent pas supporter ta douleur. Ta conversation porte toujours sur la même chose. Il est très difficile de parler des sujets comme le climat ou le kilo de tomates. Tout ce dont tu parles tourne autour de ta personne disparue. Les seules personnes qui te comprennent et qui ne t'abandonnent pas sont les femmes du collectif qui vivent la même chose. C'est donc une relation d'amour, de compréhension, d'union, de « comment puis-je t'aider », de « me voici pour toi ». Ils font alors davantage partie de ta famille que ta propre famille. C'est triste, non ? Mais c'est vrai. Et pas parce que ta famille ne t'aime pas, mais parce qu'elle ne peut tout simplement pas supporter ta douleur. Une partie de ma famille le fait, mais deux de mes enfants ne peuvent pas supporter ma douleur, alors ils ont mis une barrière invisible, parce qu'ils ne peuvent pas me voir comme ça. J'essaie d'aller bien. Mais il arrive un moment où je ne peux pas faire semblant. Je vis un enfer et avec cet enfer je vais partir. Le père de mes enfants a vu sa vie détruite, il s'est enfermé, il a eu le diabète, il a un cancer du sang, parce qu'il a tout gardé pour lui, mes enfants ont été brisés.

La contrepartie

J'ai voulu me rapprocher d'un *sicario*. C'est lui qui est venu me chercher. J'ai accepté [d'échanger avec lui par texto] parce que je veux savoir. Je veux comprendre, pourquoi ils les font disparaître ? La raison pour laquelle ils les ont tués, c'est le contrôle. Mais pourquoi ils les font disparaître, pourquoi ils les brûlent, pourquoi ils les mutilent, pourquoi ils les découpent, pourquoi ils les mettent dans l'acide, pourquoi ils les jettent à la mer, pourquoi ils leur arrachent les entrailles ? En d'autres termes, ils ne sont plus des êtres humains pour eux.

Ce que ce *sicario* m'a dit... Il m'a dit qu'il aimait les armes, qu'il aime ce qu'il fait. Il a commencé à 14 ans et maintenant il en a 21. Il m'a déjà donné son numéro de téléphone, mais bien sûr je ne lui ai pas parlé et je ne veux pas lui parler, mais par le *chat*, je veux qu'il me donne des points de recherche. Il m'a dit "ne cherchez pas ce type parce que vous ne le trouverez pas" [le sicario a contacté Charlín et lui a parlé d'une personne que le collectif cherche et qu'il a reconnu sur les annonces postées sur Facebook]; il m'a dit aussi [par texto] que « ce type est vivant, mais il va mal ». Mais je veux qu'il me le dise, je veux voir l'esprit de ce *sicario*, je veux savoir pourquoi ils les [les disparu.e.s] cachent ?

Pourquoi ? S'ils avaient tué mon fils et l'avaient laissé là, je vivrais mon deuil. Quelle est la finalité, quelle est la mentalité ? Parce que je peux faire mille suppositions, mais je n'ai pas leur mentalité. C'est un *sicario*, c'est l'opposition.



Buscadoras por la Paz dans une étreinte collective en face de l'Institut de médecine légale d'Hermosillo attendant que Cecilia Delgado procède à la reconnaissance de la dépouille de son fils, novembre 2020. © Lorenza Sigala

Épilogue

Comme elle le fait chaque semaine avec le collectif Buscadoras por la Paz, Cecilia Delgado est sortie chercher les disparu.e.s le lundi 23 novembre 2020, au sud de Hermosillo, à 12 kilomètres du centre-ville, dans une colonie appelée Altares. Cette fois, le collectif est accompagné par la Commission nationale de recherche (Comisión Nacional de Búsqueda, CNB) et la Commission de recherche de l'État de Sonora (Comisión Estatal de Búsqueda, CEB). Le mardi 24 novembre, lors du deuxième jour de recherche et alors qu'ils rentraient chez eux, Charlín Unger et un compagnon du collectif ont repéré un affaissement du sol. Ils ont commencé à creuser. Après seulement huit coups de pelle, une veste est sortie. Ils ont décidé d'arrêter de creuser car il était déjà tard et il n'y avait pas beaucoup de lumière ; ils se sont dit que les experts des commissions s'en chargeraient le lendemain. Le lendemain, le mercredi 25 novembre, ils ont finalement sorti de cette fosse les restes de deux personnes ainsi que leurs vêtements.

Cecilia Delgado a reconnu les vêtements, les dents et les soins dentaires de son fils. Elle a failli s'évanouir : « on était assises par terre à côté de la fosse, à pleurer et tenter de comprendre ce qui était en train de se passer » dit Charlín en ajoutant « moi, je veux retrouver mon fils, que ce soit lui qu'on retrouve ». À la différence de Cecilia, qui d'une manière ou d'une autre gardait l'espoir de trouver Jesús en vie, Charlín affirme, sur un ton emphatique, que retrouver son fils mort lui amènerait la paix.

Le dentiste a confirmé que les soins dentaires correspondent à ceux consignés dans le dossier médical de Jesús. Dans 15 jours, ils auront les résultats ADN, mais Cecilia dit,

ou plutôt pleure, déchirée, que la plus grande peur qu'elle avait était de « trouver mon fils comme ça », mort d'une mauvaise mort. Les femmes du collectif disent que Jesús, le fils de Cecilia, leur a donné un signe. Le jeune homme ne voulait plus être là et il a « parlé » à l'une des femmes les plus proches de sa mère, Charlín Unger, pour le sortir de là-bas. C'est ainsi qu'ils interprètent cette découverte.

De retour au centre-ville avec les experts, Cecilia et le collectif se rendent au Bureau du Procureur (la Fiscalía) pour effectuer les procédures nécessaires à l'identification des corps retrouvés. Cecilia pleure de façon inconsolable et un fonctionnaire lui dit de se taire ; ses pleurs dérangent. Elle répond qu'elle veut que ses pleurs soient entendus. Et en effet, les pleurs des mères de disparu.e.s dérangent, tout comme lorsque Cecilia dit haut et fort que la police de l'État a été impliquée dans l'enlèvement de son fils. Il n'y a jamais eu d'enquête et ces policiers travaillent dans cet État du nord du Mexique sans être inquiétés pour leurs responsabilités dans la disparition de personnes. L'indifférence et l'incompétence ne sont pas ici uniquement une faute professionnelle, mais de la violence institutionnelle et de l'impunité, celles qui participent de la production et de la reproduction de la disparition en masse de personnes.

Cecilia Delgado a enterré son fils en compagnie de sa famille et du collectif Buscadoras por la Paz le lundi 7 décembre 2020 dans un cimetière de la ville d'Hermosillo au Sonora. En juillet 2021, elle continue à attendre les résultats de l'enquête criminelle qui n'avance pas.





21	522	523	524	525
	532	533	534	535
		543	544	545
	552	553	554	555

Institutions de la disparition et de la mort en masse



Partie 2



Expertise médico-légale sur le site de la Gallera, février 2020 © Emmanuelle Corne

La crise médico-légale au Mexique et la force expressive des os

Josemaría Becerril Aceves
Sabrina Melenotte

Les violences extrêmes (Nahoum-Grappe, 2002) et de masse (Sémelin, 2005) ont représenté un enjeu majeur dans le traitement des corps morts au cours du XX^e siècle, marqué par l'Holocauste, les génocides arménien, rwandais, cambodgien et guatémaltèque, le Holodomor en Ukraine, l'épuration ethnique de Bosnie-Herzégovine, ou encore la guerre civile d'Espagne. La « fabrication massive des corps morts » (Arendt, 1968) confronte les vivant.e.s à la coexistence avec la malemort, la disparition

et l'incertitude (cf. *Introduction*). Les affects qui entourent les cadavres souillés exigent aux vivants de s'en souvenir (Despres, 2019). Sujet classique de l'ethnologie (Hertz, 2014 [1907]; Frazer, 1937; Malinowski, 1948), l'étude du traitement des cadavres lors des rites funéraires permet aujourd'hui d'éclairer comment des sociétés subissent des violences et de consigner des mémoires diverses sur les personnes qui ne sont plus là.



La « crise médico-légale » au Mexique

Au Mexique, le nombre de mort.e.s et de disparu.e.s depuis le lancement de la « guerre contre le narcotrafic » a fait dire en 2019 au Secrétaire d'État en matière des droits de l'homme (Subsecretario de Derechos Humanos), Alejandro Encinas, et à la titulaire de la nouvelle Commission nationale de recherche de disparus (Comisión Nacional de Búsqueda, CNB), Karla Quintana, que leur priorité était de « dépasser la crise médico-légale »¹ actuelle.

Si les premiers mouvements sociaux critiques de la guerre contre la drogue ont accusé la stratégie militaire de Felipe Calderón d'avoir provoqué une « crise de la violence », on parle désormais des effets terribles que cette violence a produits : l'accent est surtout mis sur la souffrance des victimes et la destruction des restes humains. Depuis la macabre découverte, le 15 septembre 2018, d'un camion frigorifique que la morgue de l'État de Jalisco avait abandonné en bord de route avec quelque 200 corps anonymes dans une banlieue ouvrière de Guadalajara, les médias et les associations pour les droits humains parlent désormais eux aussi de « crise médico-légale » (Quinto Elemento Lab, 2020) pour remettre en question la légitimité et la capacité de l'État mexicain à s'occuper des

mort.e.s. En réponse, le gouvernement actuel d'Andrés Manuel López Obrador emploie le terme de « crise humanitaire » qu'il promet de résoudre à travers la modernisation des services médico-légaux.

Les violences politiques et criminelles accélèrent donc une transition médico-légale qui se double d'une crise funéraire liée à la quantité et à l'urgence très concrète de devoir gérer tant de mort.e.s encombrant.e.s. S'il faut reconnaître que les recherches de personnes disparues et les exhumations ont avancé ces dernières années grâce au travail des familles qui poussent les autorités à agir, elles ont rapidement confronté ces dernières à un double problème institutionnel : celui du stockage de cadavres qui « débordent » littéralement des espaces traditionnels de la mort que sont les morgues, les cimetières, les panthéons, les fosses communes ; et celui de l'identification d'au moins 52 000 corps accumulés depuis 2006 et en attente dans les morgues (appelées SEMEFO), les institutions étant visiblement débordées par la situation (MNPND, 2021). À cela s'ajoute l'apparition de cadavres dans des états souvent difficilement acceptables pour les familles, à des endroits inattendus, embarrassants, dans des paysages clandestins de la disparition, tels que des fosses clandestines, des décharges publiques, des camions frigorifiques, des bords de route, etc. (Melenotte, 2021a).

Le tournant médico-légal dans les sciences sociales

Le « tournant médico-légal » (*forensic turn*) de ces dernières années (Anstett et Dreyfus, 2015) dans l'étude des violences extrêmes et massives fait la part belle à l'enquête matérielle des crimes en mettant l'accent sur le corps, le cadavre plus particulièrement, et les registres médicaux qui deviennent des preuves de dommages corporels dans des cas de graves violations des droits humains et des crimes contre l'humanité (Robledo et Hernández, 2019 : 16).

L'appréhension des conflits violents s'en est vue transformée : d'une part, l'internationalisation de méthodes et du cadre épistémique met la « science » et, dans le même temps, l'héritage matériel des conflits au cœur du droit international ; d'autre part, on assiste aujourd'hui au déplacement de l'« ère du témoin » à l'« ère des os » (Ferrándiz, 2014) ou même l'« ère de la trace » (Mazzucchelli, 2017).

Dans son ouvrage pionnier *The Political Life of Dead Bodies* (2005 [1999]) sur le destin des corps morts des grandes figures communistes, Katherine Verdery a insisté sur le fait que le cadavre et les objets matériels et symboliques qui l'accompagnent (os, corps, tombes, fosses, urnes) sont porteurs d'enjeux politiques, culturels et sociaux qui se renforcent dans des moments de transition politique. Francisco Ferrándiz (2014), qui travaille de longue date sur les exhumations de la guerre civile espagnole, suggère quant à lui que les restes humains « ne possèdent pas uniquement une vie politique, mais également une vie juridique, médiatique, scientifique, émotionnelle, narrative, rituelle et même culturelle ». Les restes humains sont au cœur des politiques de « vérité », « réparation » et « réconciliation » à l'heure des droits humains (Ferrándiz et Robben, 2015). Le « tournant médico-légal » a également consolidé les domaines de la mémoire et de la justice (Anstett et Dreyfus, 2015 ; Rosenblatt, 2015). Les processus d'exhumation appartiennent à « une même famille de discours et de pratiques de portée globale » (Ferrándiz, 2014), sous l'effet des discours et concepts transnationaux des droits humains. La globalisation des standards et des normes de l'expertise interroge la circulation et la renationalisation des méthodes, techniques, savoirs et visions du monde qui circulent et rencontrent les représentations vernaculaires de la mort (cf. *Un Jour des morts*).

La force expressive des os

« Parler du cadavre » (Courtois, 2015) suppose que le cadavre parle. Les os ont, d'après Bruno Latour, « la propriété de définir ce qui existe mais [...] n'ont pas le don de la parole », cela les contraint au « silence de la réalité ». L'expert est le seul qui puisse donner une voix à ces objets, il détient ce que Latour décrit comme « la plus fabuleuse

capacité politique jamais inventée : faire parler le monde muet, dire le vrai sans être discuté. » D'autres encore accordent aux experts médico-légaux le pouvoir prophétique de « nommer » les actes passés, en faisant témoigner les cadavres ; rendre une identité à un corps anonyme et reconstruire des logiques de terreur en amont (Huffschmid, 2015 ; Crossland, 2009).

Dans le cas des disparu.e.s en Argentine, la célèbre équipe argentine d'anthropologie médicale (Equipo Argentino de Antropología Forense, EAAF) a réussi, à partir de quelques os retrouvés sur les berges du Rio de la Plata à retrouver l'identité des disparu.e.s et à reconnaître ce qui s'est passé : les fragments d'os révèlent que le corps est tombé d'une hauteur très élevée et, en croisant les données, il s'avère que tel corps a tel nom, Pedro, Cristina, etc., et qu'ils ont été victimes des fameux « vols de la mort ». De même, Victoria Sanford (2003) a suivi l'équipe guatémaltèque d'anthropologie médico-légale (EGAF) et a montré comment l'expertise médico-légale, associée aux témoignages recueillis par la Commission d'Éclaircissement Historique, ont révélé les méthodes d'annihilation sur les corps, les techniques de torture des corps d'élite guatémaltèques, les *Kaibiles*. Loin de l'Amérique latine, les tests ADN effectués en Bosnie par la Commission internationale pour les personnes disparues ont permis d'identifier les restes d'environ 8 000 hommes musulmans qui ont été tués et enterrés une première fois, puis exhumés et inhumés à nouveau par des unités paramilitaires de l'armée de la république serbe de Bosnie lors du massacre de Srebrenica (Wagner, 2008).

Expertise indépendante vs expertise officielle ?

Au Mexique, l'expertise médico-légale est aujourd'hui un corps de métier en pleine expansion pour combler le manque de personnel et faire face à l'ampleur de la crise que traverse le pays. Ces expert.e.s (*peritos*) sont des criminologues, des odontologues, des photographes et vidéastes

**Les expert.e.s (*peritos*)
sont des criminologues,
des odontologues, des
photographes et vidéastes
médico-légaux,
des anthropologues physiques
spécialisés en ossements
humains**



médico-légaux, des anthropologues physiques spécialisés en ossements humains. Ils ont une caractéristique au Mexique comme dans de nombreux pays latino-américains : ils se dédoublent entre des équipes institutionnelles, qui font partie du Bureau du Procureur de la République (FGR, anciennement PGR)², et d'autres indépendantes, qui travaillent au plus près avec les familles. Ces dernières produisent des contre-expertises, forment des experts mexicains et ramènent de la crédibilité et de la légitimité là où les institutions sont défailtantes.

La transition en 2016 vers le nouveau système de justice pénale accusatoire a accru l'importance des experts médico-légaux lors des enquêtes et des procès. Appliquant une logique de « combat », et non une recherche du concept abstrait de « vérité » (García Castillo, 2016), le système pénal accusatoire transforme le rôle des experts médico-légaux en « témoins experts ». Qu'il s'agisse des enquêtes menées par des institutions gouvernementales ou de rapports d'experts commandés par les familles des victimes, la valeur juridique des preuves scientifiques sur les cadavres est désormais indissociable de la réputation des experts qui les recueillent, les présentent et les défendent.

Cela tient également à leur méthode renouvelée il y a trente ans, sous l'égide du célèbre anthropologue légiste Clyde Snow qui a combiné techniques archéologiques, analyse anthropologique de restes osseux et investigation sociale sur le mort.

Équipe argentine d'expertise médico-légale (EAAF)

Créée en 1984 sous l'égide de Clyde Snow, l'EAAF est indépendante, mais nommée par les juges dans la recherche, dans l'enquête, avec le soutien d'organisations des droits humains dans le pays. Les objectifs initiaux de l'équipe argentine consistent à établir une méthode intégrale qui serve à la justice : investiguer les lieux et le contexte des disparitions (raisons politiques, féminicides, migrations, disparitions forcées, etc.) en récupérant et en analysant les preuves scientifiques ; identifier les corps ; établir les circonstances du décès et produire des expertises indépendantes ; restituer les corps à leurs familles.

En pionnière, l'Équipe argentine d'expertise médico-légale (EAAF) aujourd'hui présente au Mexique, a orienté sa priorité vers les familles concernées. L'expertise médico-légale dite « indépendante » est ainsi devenue un dispositif actif dont la priorité est orientée vers les familles de victimes : grâce à une interaction constante avec elles, il est possible de reconstruire le mode de vie du mort, puis d'apporter ces expertises dans les procès, pour crimes contre l'humanité ou relevant du droit commun.

Le souci des experts du ministère public est de respecter leurs procédures légales pour monter un procès, alors que pour

Clyde Snow et la révolution méthodologique de l'anthropologie médico-légale

Les sciences médico-légales ne sont pas nouvelles, mais elles se sont transformées ces trente dernières années, avec l'équipe argentine qui, en pionnière et sous l'impulsion du légendaire Clyde Snow – un anthropologue légiste américain, membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et ayant traité les cas de JFK, Général Custer, le pharaon Toutankhamon ou le docteur nazi Josef Mengele –, a proposé une méthodologie innovante qui combine techniques archéologiques (excavation de la terre), analyse anthropologique (physique) de restes osseux et investigation sociale sur le mort, la recherche devenant un dispositif actif qui implique de reconstruire le mode de vie du mort, à partir d'une interaction constante avec les familles, puis l'apport de ces expertises dans les procès pour crimes contre l'humanité. C'est ainsi que les organismes d'experts dits « indépendants » ont orienté leur priorité vers les familles concernées, en appliquant un principe moral simple : ne pas juger, ni politiquement, ni éthiquement, ce que les morts et les disparus auraient fait dans leur vie. Snow est également l'auteur d'innombrables phrases qui ont cimenté le caractère mythologique des restes humains qui parlent sous la loupe des experts médico-légaux : « Bien qu'ils parlent doucement, les os ne mentent jamais et n'oublent jamais. » (Browne, 1991)

nous, c'est de donner une réponse convaincante aux familles. Je ne me demande pas ce qui s'est passé avant ou ce qui se passera après (anthropologue physique de l'EAAF chargé depuis 2013 de l'identification de migrants retrouvés dans le nord-ouest du Mexique, entretien réalisé par Josemaría Becerril à la morgue de Mexico le 4 septembre 2019).

L'autre dimension du travail de l'EAAF a concerné la formation de personnel pour améliorer les pratiques des politiques publiques, mieux diffuser des procédures techniques et des protocoles. Pendant 25 ans, l'EAAF a été invitée à travailler dans plus de 50 pays, d'abord en Amérique latine (Chili, Bolivie, Uruguay, puis Colombie, Salvador, Guatemala), puis à partir de 1994, elle est entrée à travers des missions de l'ONU dans des pays plus lointains comme l'Éthiopie ou le Kurdistan. L'exemple et l'expérience a servi à impulser la création d'équipes et d'organismes locaux.

L'EAAF est présente au Mexique depuis 2004, lorsqu'ils ont aidé à identifier des victimes de féminicide dans la ville frontalière de Ciudad Juárez. L'intervention de

L'EAAF a démontré à la Cour interaméricaine des droits humains que les services médico-légaux de l'État mexicain avaient mal identifié les corps des victimes et étaient responsables d'importantes atteintes à leur intégrité. Depuis cette première expérience, l'EAAF travaille régulièrement au Mexique pour de nombreux projets, comme le « Projet frontière », dont le but est de contribuer à l'identification des corps des migrant.e.s qui meurent de façon anonyme pendant la traversée vers les États-Unis. À la demande de groupes de familles de migrant.e.s disparu.e.s, le gouvernement mexicain a signé en 2013 un accord de coopération avec l'EAAF pour collaborer à l'identification des victimes inconnues de trois des massacres les plus brutaux des premières années de la « guerre contre le narcotrafic » : les 72 migrant.e.s tué.e.s en 2010 à San Fernando, Tamaulipas, les 193 corps exhumés des fosses clandestines dans la même municipalité en 2011 et les 49 torses dispersés en 2012 sur une autoroute à Cadereyta, Nuevo León (Salazar, 2020). Enfin, dès le début des enquêtes sur l'affaire Ayotzinapa, l'EAAF a démenti les piliers de « vérité historique » du gouvernement fédéral (cf. *Ayotzinapa : vers la fin d'un mensonge d'État*). L'intervention de l'EAAF dans ces affaires a marqué un véritable changement de cap dans la gestion médico-légale des restes humains au Mexique, par la création d'une contre-expertise respectée et demandée par les familles.

Équipe guatémaltèque d'expertise médico-légale (EGAF)

L'équipe du Guatemala est le groupe d'experts indépendants le plus important sur le plan numérique, à l'image de leur dur labeur avec 200 000 mort.e.s et entre 40 000 à 45 000 personnes enterrées dans des fosses communes ou clandestines. Elle a pu récupérer 6 500 corps, la plupart lors d'exhumation dans les communautés mayas, où plus de la moitié ont été identifiés grâce aux analyses génétiques. Selon Huffschmid (2015), le cas guatémaltèque est le plus exemplaire de l'usage de la génétique en matière juridique, puisque l'interprétation des experts a

« Le souci des experts du ministère public est de respecter leurs procédures légales pour monter un procès, alors que pour nous, c'est de donner une réponse convaincante aux familles. »



joué un rôle décisif lors du procès de l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt, quand pour la première fois un ancien président se trouvait inculpé pour génocide devant un tribunal national, l'équipe médico-légale et d'autres organismes ont apporté plus de 60 expertises.

Équipe mexicaine d'anthropologie médico-légale (EMAF)

L'équipe mexicaine d'anthropologie médico-légale (EMAF) se fonde en 2013 et constitue la première équipe indépendante au Mexique. Elle est composée d'archéologues mexicains, las de chercher des vases et des céramiques pour la conservation du patrimoine historique du Mexique ancien alors qu'ils côtoyaient les fosses clandestines de la « guerre contre le narcotrafic ».

L'équipe mexicaine a suivi et accompagné le travail pionnier du collectif Les autres disparus d'Iguala qui, dès février 2015, a fait appel à l'équipe mexicaine. Ce collectif de familles de disparu.e.s a été particulièrement actif après le scandale de la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa dans la ville d'Iguala, puisqu'en un an et demi, ils ont trouvé, seuls et sans la présence d'autorités judiciaires avant le premier trimestre 2016, plus de 150 corps, dont très peu sont identifiés à ce jour (Melenotte, 2020a).

Nous leur avons demandé que l'une des assemblées qui avaient lieu les mardis nous donne un espace pour leur expliquer qu'il ne s'agit pas d'y aller comme un professionnel et les aider à exhumer, à creuser, si l'on peut dire, sinon qu'il fallait renforcer un processus d'investigation avec les autorités pour qu'elles [les familles] aient des résultats attendus sur la localisation de leurs proches (...). On a été présents à une assemblée pour leur expliquer en général comment il fallait passer par [plusieurs] étapes pour en arriver aux identifications, parce que c'est le revers de la médaille, ils se souciaient uniquement du profil génétique pour obtenir tous les échantillons de génétique pour faire tous les contextes nécessaires, et c'est une autre étape qui ne va conduire à rien si on n'a pas fait une analyse préalable. (Roxana Enríquez, membre de l'EMAF, entretien réalisé par Sabrina Melenotte dans la ville de Mexico en juillet 2016)

Dès lors, l'EMAF a formé les familles d'Iguala par le biais d'ateliers, non sans peine car à cette époque, surtout après le scandale de la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa, plusieurs représentants d'institutions étaient présents sur les lieux (la Commission d'accueil des victimes, CEAV ; le Parquet, PGR ; la Commission nationale des droits de l'homme, CNDH, entre autres) et les informations données aux familles de personnes disparues fusaient de toute part dans un processus convergent et encore neuf.

L'arrivée de la technologie génétique dans les années 2000 a transformé la possibilité de déterminer l'ADN des particules osseuses. Avant, on disposait de radiographies,

de fiches odontologiques, de dossiers hospitaliers (quand il y en avait, ce qui n'était pas toujours le cas dans les zones rurales ou urbaines marginalisées). Grâce à la génétique, il est possible de procéder à des croisements massifs de données sans avoir à passer nécessairement par une hypothèse d'identité au préalable. Des bases de données génétiques peuvent se constituer sur de simples prises de sang, mais selon des règles précises relatives au lien de parenté. En Argentine, on a ainsi pu reconstituer le profil génétique de plus de 4 200 personnes, une réussite non-négligeable, même si cela représente moins de la moitié des personnes disparues, estimées entre 10 et 12 000 lors de la dictature militaire. Rappelons que les corps de disparu.e.s ont été pour plus de la moitié jetés dans le Rio de la Plata et sont donc inaccessibles.

L'expertise médico-légale, officielle ou indépendante, soulève donc des enjeux à la fois méthodologiques, politiques et épistémologiques : elle aurait le potentiel de créer la jonction entre « des os sans noms (restes anonymes) et des noms sans corps (disparus) » (Huffschmid, 2015); elle peut possiblement rendre leur humanité à des restes de corps enterrés clandestinement; et contribuer activement à l'établissement de récits des violences dans le cadre de grands procès ou de commissions de vérité, notamment les experts indépendants qui ont dans bien des contextes contribué à créer des récits alternatifs face au déni d'État ou face à des institutions défaillantes. Ces experts, quand ils sont aux côtés des familles de personnes disparues, sont des acteurs détenant une grande partie des clés de l'énigme de la disparition.

L'expertise médico-légale est donc bien plus qu'une simple technique relevant de la criminologie. Elle peut jouer un rôle social dans le travail de justice et de mémoire des violences extrêmes. Elle révèle aussi la manière dont une science est produite et est en pleine essor, et renseigne sur les transformations du traitement de la mort au Mexique.

Le tournant médico-légal à l'épreuve du cas mexicain

Pour autant, la matérialité et l'épistémologie en construction actuellement au Mexique autour de la vérité des crimes et des disparitions à partir de l'identification des corps ne se fait pas sans poser problème. Certes, il ne fait aucun doute que la science médico-légale a permis de progresser dans la défense du droit à la vérité des proches des victimes. Cependant, comme le laissent entendre Robben et Ferrándiz (2017), le cadavre ne « parle » peut-être pas tant que cela pour plusieurs raisons. Nous pointons ici quelques-unes des limites du tournant médico-légal observé dans le cas mexicain. Elle a également limité le caractère politique, émotionnel et culturel des mobilisations des survivants.

L'accès inégal aux tests ADN

D'abord, les tests ADN posent d'emblée la question de l'inégalité de l'accès aux tests ADN pour les familles dans les zones rurales et indiennes les plus marginalisées du pays, surtout pour leur prix trop élevés, mais aussi pour l'arrivée difficile des tests dans ces zones. Par exemple, à la morgue de Mexico, où le gouvernement dispose pourtant d'abondants moyens, les tests ADN sont encore très peu utilisés en raison de leur coût estimé à 900 euros chacun. Cette technologie n'est donc accessible que pour les affaires les plus médiatisées.

Puis, beaucoup de familles ne donnent pas leur sang, soit parce qu'elles n'ont pas connaissance de la procédure (des campagnes sont désormais souvent menées, comme à Iguala, dans le Guerrero, après les événements de 2014), soit par peur et pour ne pas ouvrir une plaie encore récente, soit car elles n'admettent pas de devoir chercher leur être cher mort plutôt que vivant. Et quand elles acceptent de le faire, les situations peuvent être complexes : les liens de parenté ne sont pas toujours les plus proches génétiquement; les familles ne reçoivent pas les résultats avant des mois et parfois pas du tout car ils sont envoyés directement au Parquet; souvent obligées de démultiplier les recours auprès de divers organismes et institutions, il est fréquent qu'elles doivent réaliser plusieurs fois le test ADN, ce qui ajoute de la confusion au dédale bureaucratique.

Concurrence autour de la génétique, controverses autour de la vérité

Ensuite, les tests ADN dépendent du matériel biologique disponible, lui-même soumis à l'espace physique et géographique des corps retrouvés et souvent suppliciés. L'état des restes humains pose un problème concret à la génétique au moment de l'identification, surtout s'ils sont calcinés et que les fragments sont insuffisants pour être envoyés en laboratoire et être identifiés. De plus, le test génétique « abîme » le fragment d'os restant, devenu un matériel biologique disponible sur le point d'être détruit dans le processus d'identification, ce qui n'est pas sans poser de dilemme aux familles qui ont le sentiment de perdre le corps de la personne.

Bien souvent, l'expertise génétique confronte familles, autorités et experts à des conflits de valeur absolument déterminants sur le cadavre et les restes humains, notamment sur l'intégrité physique du corps disparu qui est retrouvé. Ce moment est souvent critique au moment de l'exhumation, où il n'est pas rare que les experts médico-légaux employés par le Parquet laissent des petits os dans la fosse. Il n'est alors pas rare que les collectifs repassent derrière eux pour vérifier et ramasser ces petits

bouts, insignifiants techniquement pour les experts, mais qui font partie intégrante de la personne disparue pour les familles qui les appellent leurs « trésors ». La professionnalisation des chercheurs de fosses (cf. *Un Jour des morts ; Dans la peau d'un chercheur de fosses*) vient donc souvent mettre à mal la spécificité de ces professionnels et leurs postulats scientifiques de « pollution de la preuve » (*contaminación de evidencia*), établissant des tensions pouvant devenir de réels rapports de force quand les familles transforment leur indignation en colère. Ainsi, il est devenu fréquent que les familles organisées en collectifs de recherches de disparu.e.s accompagnent et surveillent le travail des experts institutionnels au moment des exhumations, pour éviter un travail mal réalisé. Un autre exemple de cette méfiance envers ces experts officiels peut avoir lieu au moment de l'identification. Le bon sens dont font preuve les familles interprètent elles aussi les traces sur le corps et les rapports d'autopsie, avec un bon sens qui peut même aller jusqu'à inverser le rapport à la vérité : le résultat ADN n'est pas forcément cru par les familles qui peuvent alors demander une contre-expertise à l'une des équipes indépendantes pour corroborer ou infirmer le rapport officiel (Melenotte, 2020a). Ainsi, s'ils ne sont pas accompagnés et suivis d'un travail social plus empathique envers les victimes, les tests ADN peuvent

être contestés par les familles, qui accumulent beaucoup de méfiance envers les institutions et les autorités mexicaines, et pour qui la génétique n'est pas nécessairement synonyme de « vérité ». Il n'est alors pas rare qu'elles aient recours aux experts indépendants pour confirmer ou infirmer le rapport d'expertise.

Polluer la preuve : les exhumations civiles et artisanales vues par une experte médico-légale

Les exhumations civiles et artisanales réalisées par les familles, surtout les premières années quand des recherches de fosses clandestines avaient lieu sans présence d'agents de l'État (cf. *Un Jour des morts*), posent un défi à l'anthropologie médico-légale en raison de la « pollution de la preuve » (*contaminación de evidencia*) qu'entraîne une intervention non-étatique, en plus de considérer que les familles n'ont pas à faire le travail à la place du parquet en charge de l'enquête et de la police scientifique en charge de l'exhumation :

R - En réunissant les gens pour faire ces recherches, ils faisaient pratiquement toute l'excavation et tout, c'est un processus qui va contre la loi, et ce n'est pas tant qu'on a une idée



Transition funéraire dans le Guerrero : des tombes traditionnelles aux nouveaux modules individuels, parc cimetièrre de Chilpancingo, Guerrero © Sabrina Melenotte

[précise] qu'il faut respecter la légalité de la norme que [le fait que] ça met en danger leur investigation (...) au final, ça économise du travail et de la responsabilité au Parquet, qui doit mener une enquête, parce que ce n'est pas [uniquement] la recherche [de fosses], mais tout le processus d'investigation de la scène du crime, le fait de venir et d'intervenir sur un lieu, c'est perdre les preuves et perdre la possibilité d'obtenir une investigation complète.

S – On pollue la preuve (*se contamina la evidencia*)?

R – Oui, la preuve est polluée, c'est un processus difficile, une situation compliquée parce qu'on comprend que les familles se désespèrent, on a beaucoup avec elles et elles nous disent « ça ne m'intéresse plus de savoir ce qui s'est passé ou si justice est faite, je veux juste récupérer mon proche ». Mais on écarte des possibilités en procédant ainsi. [Au début, en 2015,] quand les recherches [de fosses clandestines] commençaient, nous on voyait que ça allait arriver et avec le temps on s'est rendu compte que ça s'est effectivement passé, beaucoup de corps ont été exhumés à Iguala et au final ils n'ont pas été identifiés parce qu'il n'y a pas eu de documentation préalable et d'investigation, il n'y a pas de processus d'enquête qui nous indique que les gens ont disparu à Iguala, même s'il sont enterrés là, il y a probablement aussi des migrants et des gens d'ailleurs, donc s'il n'y a pas d'investigation préalable qui te signale qui sont ceux qui vont être probablement localisés, la seule chose qu'on génère, c'est une expectative des gens qui veulent savoir ce qu'ils cherchent, ce qu'ils localisent et, après presque deux ans, ils n'ont toujours pas de réponses. (Roxana Enriquez, membre de l'EMAF, entretien de Sabrina Melenotte réalisé dans la ville de Mexico en juillet 2016)

Identifier sans faire justice

Dans le cas du Mexique, Carolina Robledo et Rosalva Aída Hernández (2019) ont averti que la science médico-légale comme seul mécanisme d'intervention face aux atrocités de la guerre contre la drogue ignore les préoccupations, les espoirs et les connaissances des membres des familles de disparu.e.s. Depuis l'affaire Ayotzinapa, le gouvernement mexicain s'est uniquement concentré sur le développement de sa capacité médico-légale sans s'interroger sur les causes politiques, sociales et économiques des disparitions forcées et des morts en masse qui supposeraient de mener en même temps des enquêtes approfondies. L'identification des corps, quand elle a lieu, n'est pas suivie d'enquêtes et se développe aujourd'hui indépendamment sans sa fonction pénale et judiciaire visant à établir la vérité et rendre justice aux victimes.

En outre, malgré les recommandations de l'ONU et les demandes des familles de privilégier la recherche vivante des disparu.e.s, tous les efforts du gouvernement fédéral mexicain partent de l'hypothèse qu'ils sont déjà morts : cartographie des fosses clandestines, nouveaux instituts médico-légaux, bases de données *post-mortem*, etc. Ainsi, il semblerait que le Mexique avance vers une hégémonie de l'action médico-légale qui préconise que les expert.e.s professionnel.le.s détiennent le monopole de la vérité scientifique, juridique et politique, sans pour autant générer de consensus chez les familles ni poser la question de la justice, pénale et sociale, en aval et en amont. Dans ce contexte institutionnel qui s'appuie sur un tournant médico-légal uniquement orienté vers son aspect technique, les familles de disparu.e.s sont noyées par les méandres bureaucratiques, contraintes à passer d'une institution à une autre, tantôt pour acquérir le statut de victimes et devenir des clientes de l'État, tantôt pour pousser ses agents à agir plus efficacement et travailler « mieux », à savoir en traitant les corps morts avec dignité et justice. Ces efforts pour changer les « mauvaises » pratiques des fonctionnaires et expert.e.s médico-légaux ont aussi pour effet de ne laisser que peu d'énergie pour une action collective qui pointerait une justice intégrale.

Ainsi, les sciences médico-légales risquent de construire uniquement une vérité juridique nécessaire aux politiques de pardon et de réconciliation nationale en oubliant et en ignorant la souffrance des communautés victimes de la violence politique (Rojas-Pérez, 2017 ; Robin-Azevedo, 2019). Tout est-il oublié une fois que les corps sont identifiés ? Il semblerait que non.



Notes

1 Communiqué de presse du Ministère de l'Intérieur (Secretaría de Gobernación), 3 mai 2019.

2 Le Parquet fédéral, Bureau du Procureur Général de la République (Fiscalía General de la República, PGR), est l'organe du Pouvoir exécutif fédéral au Mexique qui a à sa charge les investigations et poursuites des délits d'ordre fédéral. La FGR préside la police et les experts officiels.

Aller plus loin

Lire, regarder

Crisis forense: Cuando las funerarias suplieron al Semefo
www.quintoelab.org/crisis-forense/

Búsqueda de personas desaparecidas y superar emergencia forense, prioridad de este gobierno : Alejandro Encinas

Communiqué de presse du Ministère de l'Intérieur (Secretaría de Gobernación), 3 mai 2019.

www.gob.mx/segob/prensa/busqueda-de-personas-desaparecidas-y-superar-emergencia-forense-prioridad-de-este-gobierno-alejandro-encinas.



Le gouvernement des morts anonymes à Mexico

—◆◆◆◆— Josemaría Becerril Aceves —◆◆◆◆—

Alors que les médias parlent sans cesse d'une « crise médico-légale » (*crisis forense*) sur l'ensemble du territoire national (cf. *La force expressive des os*), nous savons encore très peu de choses sur ce qui se passe à l'intérieur des morgues (cf. *Irrégularités dans la morgue de Veracruz*), ou de toute autre institution bureaucratique prenant part au « gouvernement des morts » (Stepputat, 2014) au Mexique. Historiquement, les morgues ont surtout fait l'objet de récits sensationnalistes et moralisateurs des romans policiers et des faits divers qui les représentent comme des espaces macabres où l'on côtoie la mort et les morts (Sloan, 2017). Dans les manuels spécialisés en médecine légale (Pérez-Tamayo *et al.*, 2000 ; Takajashi *et al.*, 2019), les discussions sur les activités scientifiques dans les morgues sont épurées des problèmes concrets que les *peritos* rencontrent dans leur travail quotidien, laissant de côté les limitations pratiques et le fonctionnement ordinaire de l'infrastructure médico-légale au Mexique. Enfin, même dans les principaux manuels sur l'administration et les services publics au Mexique (*i.e.* Ordorica et Prud'homme, 2010 ; Le Galès et Ugalde, 2018), aucune page ne concerne les morgues ou tout autre infrastructures dédiée à la collecte, au déplacement et au dépôt des cadavres. En ce sens, les morgues du pays ont été longtemps traitées comme des « zones blanches de l'imagination », au sens d'institutions dont « nous n'aimons pas parler » puisqu'elles nous repoussent (Graeber, 2015 : 124).

Cependant, comme l'affirme encore Graeber, lorsque nous choisissons de ne pas nous préoccuper du fonctionnement ordinaire des bureaucraties, « nous risquons de nous rendre complices de la violence même qu'elles créent ». Lorsqu'en septembre 2018, le journal espagnol *El País* a exposé au grand jour que, dans la ville de Guadalajara, les responsables de la morgue et du Bureau du procureur l'État de Jalisco avaient entassé des cadavres inconnus dans des remorques, l'ensemble de l'opinion publique a enfin pris conscience de la maltraitance exercée à l'encontre des morts dans les institutions médico-légales qu'elle avait jusqu'alors décidé d'ignorer. Cependant, en 2017 déjà, des familles de personnes disparues avaient dénoncé dans

les médias locaux cette morgue qui incinérât secrètement des cadavres inconnus sans même prélever d'échantillons biologiques, pour libérer de la place et faire face au grand nombre de meurtres (Ávila *et al.*, 2021 : 31). Ce scandale, la partie émergée de l'iceberg si l'on en croit les familles des personnes disparues, a motivé le gouvernement de López Obrador (2018-2024) à mettre en place une enquête exhaustive sur l'état des morgues de chaque entité fédérative et déployer une intense politique de modernisation médico-légale. Autrefois impensées voire négligées par les médias et le gouvernement, les infrastructures médico-légales se trouvaient propulsées au centre du débat public à quelques mois du début de mon terrain de recherche au Département d'identification de l'Institut médico-légal de la ville de Mexico (Instituto de Ciencias Forenses de la Ciudad de México, INCIFO), l'unique morgue de la capitale du pays.

Sous la juridiction du Tribunal supérieur de justice de la ville de Mexico (Tribunal superior de justicia de la Ciudad de Mexico, TSJCDMX), l'INCIFO n'est qu'un maillon de la chaîne institutionnelle que les cadavres des victimes de violence traversent jusqu'à leur dernière demeure, que ce soit le tombeau choisi par leurs proches ou la fosse commune du Cimetière de Dolores, le plus grand de la ville de Mexico. La juridiction de la morgue sur les cadavres dépend de la manière dont ces corps ont été retrouvés dans la ville. Tous les corps admis à la morgue de Mexico sont des « cas médico-légaux ». Autrement dit, au moment de leur découverte, les policiers d'enquête du Bureau du procureur général de justice de la ville de Mexico (Fiscalía General de Justicia de la Ciudad de México, FGJ-CDMX) et les fonctionnaires du Ministère public (Ministerio Público, MP) ont soupçonné que ces corps étaient « liés à une action ou à une omission qui implique une conséquence juridique, généralement en matière pénale ».

Les corps traités à la morgue se divisent en deux catégories, qui se distinguent entre elles par le statut de leur identité : d'un côté, se trouvent les « cadavres inconnus » (*cadáveres desconocidos*), de l'autre, les « cadavres identifiés » (*cadáveres identificados*). Les fonctionnaires du

Histoire du système médico-légal dans la ville de Mexico

Depuis les Lois de réforme adoptées au Mexique entre 1854 et 1876 pour séparer l'Église de l'État, les gouvernements des entités fédératives qui composent le pays sont obligées de gérer les corps morts trouvés sur leur territoire. Or, le régime juridique qui régit le fonctionnement des institutions médico-légales est différent dans chaque entité fédérative : dans certains cas, les morgues sont subordonnées au Bureau du procureur, tandis que dans d'autres, elles sont au service du Tribunal supérieur, ce qui est le cas dans la ville de Mexico. En raison des énormes différences qui existent entre les institutions médico-légales du pays, en termes de personnel, d'installations et de ressources, il n'est pas possible aujourd'hui de parler d'un gouvernement national des morts, comme s'il s'agissait d'un ensemble homogène dans tout le Mexique. Comme le montrent plusieurs enquêtes journalistiques, au Sinaloa, à Oaxaca et dans 15 autres entités fédératives du pays, les autorités locales ont délégué le travail des services médico-légaux à des entreprises funéraires privées (Vizcarra, 2020). Dans d'autres entités fédératives, comme à Durango ou Hidalgo, les cadavres inconnus trouvés par la police sont envoyés directement dans les fosses communes sans avoir été préalablement identifiés ou même examinés par des experts médico-légaux (Robledo *et al.*, 2016 ; Quinto Elemento Lab, 2020). La « crise médico-légale » a montré que la seule similarité qui lie tous les services médico-légaux du pays réside peut-être dans le fait qu'ils sont débordés par l'excès de cadavres, le manque d'expert.e.s et les déficiences infrastructurelles. Pourtant, à première vue, la morgue de la ville de Mexico semble être l'exception à la règle : il s'agit non seulement de l'institution médico-légale la plus ancienne du pays, mais aussi de la plus moderne.

Origines de la morgue de Mexico

Pendant la dictature de Porfirio Diaz (1876-1911), les rares *peritos* du pays étaient affectés au centre pénitentiaire de la capitale du Mexique, d'abord à la Prison de Belem, puis au Palais de Lecumberri, où ils collaboraient à l'identification et à la surveillance des criminels et des détenus à partir de leurs caractéristiques physiques. Quelques autres médecins légistes ainsi que des chimistes travaillaient dans les commissariats des arrondissements de Tacubaya, Tlalpan et Xochimilco, où ils certifiaient les blessures externes des corps des victimes de crimes mortels. Lorsqu'ils devaient pratiquer des autopsies, les médecins légistes des prisons et des commissariats se réunissaient à l'Hôpital Juárez, le seul endroit de la ville où les cadavres pouvaient être disséqués. Construit en 1847 à l'intérieur d'un couvent datant de la période coloniale, l'Hôpital Juárez pouvait difficilement faire face au nombre

de cadavres que la capitale du Mexique fabriquait chaque jour. Cette morgue surpeuplée fut particulièrement incapable d'affronter la surmortalité causée par la révolution mexicaine (1910-1921), la grande famine de 1915 et la pandémie de grippe espagnole de 1918. S'inquiétant des effets sanitaires et moraux de la surpopulation de la morgue, le gouvernement national a construit un charnier près de la prison de Lecumberri en 1929. Un tramway reliait ces deux sites situés à l'est du centre-ville à la fosse commune du Cimetière de Dolores, construit en 1876 à l'ouest de la ville comme le premier lieu de sépulture séculier de la capitale. Il n'était pas rare que des cadavres tombent dans les rues lors du trajet, provoquant la panique des passants et les riverains (voir Lagunas et Reyes, 2009 ; López, 2010 ; Alva, 2017 ; Sloan, 2017 et Tlili, 2021).

Après des décennies de petits changements dont l'objectif principal était de faciliter le transport et la destruction de cadavres inconnus dans la fosse commune et le four crématoire du Cimetière de Dolores, il a fallu attendre le « miracle mexicain » (une période de croissance économique soutenue qui a permis au gouvernement mexicain de se lancer dans de grands projets d'infrastructure, 1954-1970) pour qu'en 1960, la ville de Mexico inaugure un bâtiment monumental sur l'avenue Niños Héros dans le quartier populaire de La Doctores, pour héberger le Service Médico-légal du District Fédéral (Servicio Médico Forense del Distrito Federal, SEMEFO), nouveau nom donné à la morgue à partir de 1961. Cependant, ces installations considérées à l'époque comme ultramodernes n'ont pas résisté au grand tremblement de terre de 1985 au cours duquel environ 20 000 personnes ont trouvé la mort dans la seule ville de Mexico. Après avoir utilisé pendant quelques années les salles mortuaires de plusieurs hôpitaux de la ville et de la Croix-Rouge mexicaine, et même un stade de baseball comme morgue temporaire, les plans pour construire un nouveau bâtiment ont commencé en 1990. Ce n'est pourtant qu'en 2009 que le SEMEFO s'installe dans son bâtiment actuel, un immeuble de sept étages construit entre 2005 et 2008 à quelques centaines de mètres de là, dans la même avenue. Lors de son inauguration le 5 décembre 2007, le maire de la ville de Mexico et le magistrat président du TSJCDMX, respectivement Marcelo Ebrard et José Carrera, ont pompeusement décrit les nouvelles installa-

La morgue de Mexico semble être l'exception à la règle : il s'agit non seulement de l'institution médico-légale la plus ancienne du pays, mais aussi de la plus moderne



tions comme « les meilleures du Mexique et d'Amérique latine, et au [même] niveau que les morgues de l'Europe et des États-Unis » (Notimex, 2007). Néanmoins, en raison de retards dans la livraison du mobilier et de défauts de construction, le bâtiment est resté inoccupé encore un an.

Vers une modernisation humanitaire de la morgue de Mexico

La modernisation technologique qui a produit le passage d'un bâtiment à l'autre a été remarquable, notamment dans l'infrastructure utilisée pour traiter les cadavres. L'ancien bâtiment ne pouvait accueillir que 60 corps dans des tiroirs ; il ne disposait que d'un petit amphithéâtre où il n'était pas possible de pratiquer plus d'une autopsie à la fois ; il comportait un cellier avec deux vasques pour laver et contenir les cadavres juste avant et après leur dissection (en raison des odeurs, du sang et des autres sécrétions qui s'y accumulaient, cet espace était appelé avec dégoût et crainte « le petit enfer ») ; et il abritait seulement un laboratoire de pathologie et un autre de chimie, forçant les quelques *peritos* en identification humaine qui y travaillaient à partager l'espace avec les médecins légistes en charge des autopsies. En revanche, le nouveau bâtiment peut actuellement accueillir jusqu'à 250 cadavres en même temps, grâce à deux grandes chambres de réfrigération et une de congélation ; il permet d'effectuer jusqu'à 16 autopsies simultanément grâce à des tables funéraires qui peuvent se déplacer librement à l'intérieur d'un grand amphithéâtre muni de plusieurs stations de nettoyage ; il dispose de laboratoires de génétique, de pathologie, de

chimie et d'identification ; et il possède également plusieurs salles dédiées à l'enseignement des sciences médico-légales.

Selon les déclarations dans la presse du directeur général, le Dr. Felipe Takajashi, qui occupe ce poste depuis 2004 suite à plusieurs nominations consécutives du magistrat président du TSJCDMX, l'objectif de cette modernisation était de transformer « la morgue froide en un centre de recherche où l'on ne fait pas que des autopsies » (Ortiz, 2007). Pour mieux incarner ce processus de modernisation scientifique, la morgue de Mexico a changé de nom en 2012, passant de Service Médico-légal (SEMEFO) – nom que portent aujourd'hui encore les autres morgues du pays – à Institut des sciences médico-légales (INCIFO). Dans le même sens, comme me l'ont répété le personnel et les autorités de l'INCIFO, le principal changement intervenu à la morgue a plutôt été d'ordre moral, et non technologique ou infrastructurel. Des considérations éthiques et esthétiques ont été intégrées au fonctionnement normal de l'institution afin de traiter les cadavres sans heurter la sensibilité des familles de victimes d'homicides et de disparitions. Pour atténuer la souffrance que représente de venir à la morgue pour une famille, l'architecture et les procédures de l'INCIFO sont organisées de manière à maintenir une distance entre les visiteurs extérieurs et les cadavres, tout en assurant la formalité des interactions entre les familles et les *peritos*.

L'ancien bâtiment de la morgue de Mexico est maintenant abandonné. Décorée de motifs préhispaniques, l'entrée est gardée par une sculpture de la déesse aztèque Coatlicue.

« Mère des dieux », elle est aussi appelée « déesse de la vie, de la mort et de la renaissance » car elle est vêtue de têtes de squelettes et d'une jupe de serpents qui imite les épis de maïs.



Ainsi, une chapelle œcuménique a été installée au fond du rez-de-chaussée. Elle est à côté d'une salle d'attente où les familles doivent rester, sans pouvoir pénétrer dans les couloirs et les salles où sont manipulés les cadavres et les échantillons biologiques. À côté de l'amphithéâtre, une salle d'observation a été aménagée afin que les familles puissent reconnaître le cadavre de leur proche à travers une vitre, ou même depuis un écran de télévision lorsque le corps est déjà putréfié ou mutilé, sans avoir à passer à proximité des médecins légistes en train de disséquer d'autres corps. En outre, pour permettre les activités d'enseignement, un couloir vitré a été installé sur toute la longueur de l'amphithéâtre afin que des groupes d'étudiants en médecine puissent observer directement les autopsies sans être exposés aux odeurs, au sang et à bien d'autres sécrétions des cadavres qui sont considérés comme des sources de souillure. L'architecture du nouveau bâtiment vise à créer une séparation hygiénique, mais surtout morale et symbolique, entre le royaume des vivants et celui des morts. La pierre angulaire du traitement des morts et de leur séparation avec les vivants à l'INCIFO correspond à une approche « humanitaire » de la prise en charge des personnes qui visitent la morgue, en particulier les parents des défunts et des disparus, considérés comme des victimes de la violence qui ne doivent pas être blessées davantage. Cette façon de penser le rapport des pouvoirs publics aux victimes de la violence sous le signe de la souffrance et du traumatisme (Fassin et Rechtman, 2007), la « raison humanitaire » comme l'appelle Didier Fassin (2010), se mani-

este par l'introduction d'une « politique de la compassion » selon laquelle les fonctionnaires doivent accorder une attention particulière à la souffrance et au malheur des citoyens, et faire preuve de pitié face à la misère des plus précaires. Cette dimension humanitaire appliquée au domaine des institutions médico-légales est perceptible dans un long entretien accordé par le directeur général de l'INCIFO au journal interne du TSJCDMX, qui commence par les phrases suivantes :

Nous nous sommes fixés pour objectif de faire de cette agence un institut plus humain et de rendre le processus médico-légal plus supportable pour les membres des familles, qui n'en ont évidemment pas conscience. Nous devons être patients et faire preuve d'empathie, sans quoi nous ne pourrions pas les aider (...) Il est essentiel d'inclure un volet de soutien psychologique et de thanatologie pour refermer les cercles de deuil qui s'ouvrent au moment de la perte d'un être cher, mais aussi lors de la recherche d'une personne disparue dont on ne sait pas encore si elle est morte ou vivante. (Reportage sur l'INCIFO dans la revue *Directum*, 2016 : 35).

Comment institutionnaliser l'humanitarisme médico-légal ?

L'introduction de ce type de raisonnement moral dans le traitement des morts n'est pas un phénomène propre à l'INCIFO, même s'il s'agit de la morgue la plus avancée du pays à cet égard. La sociologue Claire Moon souligne que le Mexique est l'un des pays du monde où l'on peut le mieux observer « la manière dont le lien entre les sciences médico-légales et l'action humanitaire est en train de se développer et de se professionnaliser » (2020 : 46). Pour Moon, l'alliance entre



Sur la même avenue, l'actuel bâtiment se caractérise également par sa décoration aux motifs préhispaniques, mais cette fois-ci, mélangés aux symboles d'une promesse de modernité médico-légale.

Sur le vitrail de l'entrée principale, un squelette portant une coiffe indienne tient une longue échelle en bois qui permet de remonter depuis un puits obscur, où des crânes s'accumulent autour de feuilles de cannabis, jusqu'à un ciel bleu paisible, où un ange tient l'autre côté de l'échelle qui a pris la forme spiralée d'une particule d'ADN.

les familles des personnes disparues, les organisations pour les droits humains et les équipes internationales des experts médico-légaux indépendants, notamment l'équipe argentine, représente la principale force derrière l'adoption de ce qu'elle appelle un «humanitarisme médico-légal». Cependant, comme elle le note également (*Ibid.*: 47), une question importante qui s'est posée au cours de mon travail de terrain a été de savoir comment rendre l'humanitarisme médico-légal, issu des efforts d'une société civile qui se substitue à l'État, compatible avec son institutionnalisation gouvernementale, notamment dans le contexte bureaucratique des services publics.

Le Département d'identification de l'INCIFO: emblème et réalité de la modernisation médico-légale au Mexique ?

Situé au premier étage du nouvel immeuble de la morgue, le Département d'identification est considéré comme le fleuron de l'INCIFO. Fondé en 1998, son objectif formel est d'identifier les cadavres inconnus qui arrivent à la morgue dans un délai de deux semaines, délai après lequel ils sont envoyés à la fosse commune du Cimetière de Dolores. En moyenne, les *peritos* parviennent à identifier un peu moins de 50% des cadavres inconnus que l'INCIFO reçoit annuellement: environ 600 restent sans identité et sont envoyés à la fosse commune. Pour les autorités de la morgue, le but implicite du Département est également de réduire la souffrance des familles des personnes qui sont décédées, par le biais de procédures techniques et administratives.

Durant ma première journée à la morgue, lorsque le directeur du Département de recherche et de formation de l'INCIFO – le Dr. Armando, un pathologue qui y travaille depuis 14 ans – m'expliquait ce que j'allais pouvoir apprendre au sein du Département d'identification, il m'a répété avec fierté que «dans cet Institut, nous avons quatre anthropologues médico-légaux pour identifier des restes humains anonymes, alors que dans d'autres endroits du Mexique, il n'y en a aucun ; ce sont souvent des médecins ou des criminalistes qui essaient de le faire sans aucune méthodologie». Il a également insisté sur le fait que grâce au travail des *peritos* du Département d'identification, «des tragédies comme ce qui s'est passé à Guadalajara avec les camions frigorifiques n'arriveront jamais à l'INCIFO» (Notes de mon carnet de terrain, 3 juin 2019).

Dans un entretien que j'ai réalisé avec la directrice – l'odontologue María Hernández qui travaille à l'INCIFO depuis 1986 – au sujet de la fondation du Département d'identification, le lien avec l'humanitarisme médico-légal est encore plus clair:

Lorsque le Directeur général a changé en 1998, je lui ai dit qu'il n'était pas possible que les gens viennent voir les corps directement dans les tiroirs, sans même avoir vu la photo auparavant. Nous étions dans l'autre bâtiment et ce n'était pas très confortable pour les familles car elles allaient directement à l'amphithéâtre et voyaient comment nous faisons entrer et sortir les corps. C'était horrible pour les familles et ce n'était pas une bonne méthode d'identification car, à cause du choc que représente la vue d'un corps, il arrivait qu'elles fassent une mauvaise identification. Puis ils revenaient vers nous et disaient: «Écoutez, au fait ce n'est pas mon proche». Comment identifie-t-on un cadavre pourri et brûlé? J'ai donc pensé qu'il serait préférable de poser quelques questions aux familles qui venaient, et nous avons donc commencé par utiliser des feuilles blanches où nous écrivions leurs coordonnées, l'âge de la personne recherchée, et quelques caractéristiques physiques. (María Hernández, odontologue, directrice du Département d'identification à l'INCIFO, extrait d'entretien, réalisé le 29 septembre 2019)

La prolifération des documents d'identification médico-légale

Selon le paradigme actuel de la science médico-légale, le processus d'identification des personnes est principalement basé sur la vérification scientifique de la concordance entre les données *ante-mortem* (AM), relatives aux personnes disparues, et les données *post-mortem* (PM), relatives aux cadavres inconnus (CICR, 2014). C'est pourquoi la consécration du Département d'identification a surtout impliqué l'établissement de «moyens d'inscription, d'enregistrement et de visualisation» (Latour, 1985) qui permettent de laisser une trace écrite de ces données afin de les comparer plus facilement entre elles. La naissance du Département d'identification en tant que service autonome au sein de la morgue de la ville de Mexico est en effet le résultat de l'invention d'une méthode écrite qui consiste à faire correspondre les caractéristiques physiques des personnes disparues telles que décrites par leurs proches avec les données des cadavres inconnus recueillies par les *peritos*. Lors de la fondation du Département, on utilisait uniquement des «feuilles blanches» sur lesquelles les *peritos* inscrivait «les coordonnées, l'âge de la personne recherchée et quelques caractéristiques physiques» (extrait d'entretien avec la directrice Hernández, réalisé le 29 septembre 2019). Actuellement, les instruments faisant apparaître les données PM sur le papier sont les «dactylogrammes», les «odontogrammes» et les «fiches somatologiques», développés peu à peu par les *peritos* des trois différentes équipes, à travers un long processus d'essais et d'erreurs ainsi que des changements progressifs. Quant aux données AM, elles sont collectées auprès des familles de personnes disparues pour être comparées aux données PM disponibles. Ainsi, la transformation des moyens d'enregistrement des données AM implique la transformation des données PM, et *vice versa*.

La plus grande période de modernisation de ces outils est advenue en 2010, quand le gouvernement national a signé un accord de collaboration avec le CICR afin que

« Les experts de la Croix-Rouge nous ont demandé: “Quels sont vos protocoles de travail?” “Quels protocoles?”, avons-nous répondu »

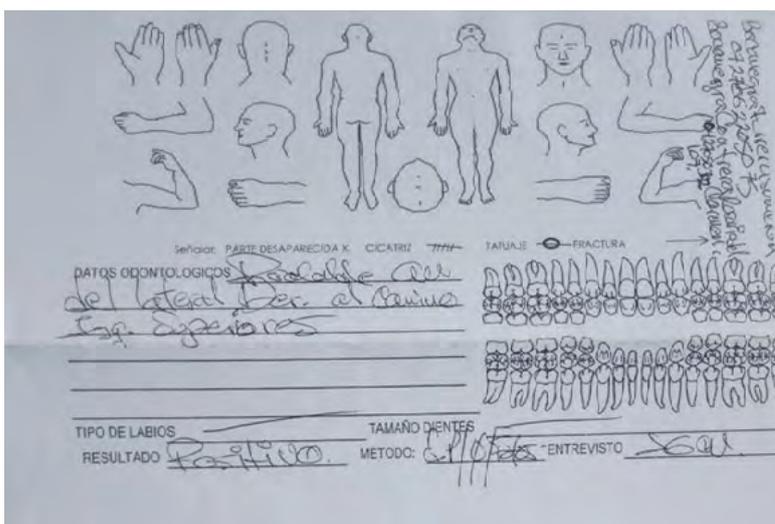


les *peritos* de diverses institutions du pays soient formés aux « bonnes pratiques » internationales de « la gestion des cadavres lors des catastrophes » et du « traitement des cadavres sans identification ». Les mots entre guillemets correspondent aux titres des deux cours impartis par des expert.e.s du CICR à l'occasion de la première « Rencontre nationale des services médico-légaux » qui a eu lieu en juin 2010 dans le nouvel immeuble de l'INCIFO. Dans le prolongement de cette première réunion, le 30 septembre 2013, le gouvernement mexicain a acquis auprès du CICR un outil informatique appelé « Base de données *ante-mortem/post-mortem* (AM/PM) », censé automatiser le processus de comparaison des informations sur les cadavres inconnus et les personnes disparues. Afin d'apprendre aux *peritos* mexicains à remplir cette base, le CICR a dispensé en février 2014 une formation pour mettre à jour leurs techniques d'analyse des cadavres, ainsi que pour leur apprendre à utiliser un formulaire d'entretien pour mieux interroger les proches de personnes disparues.

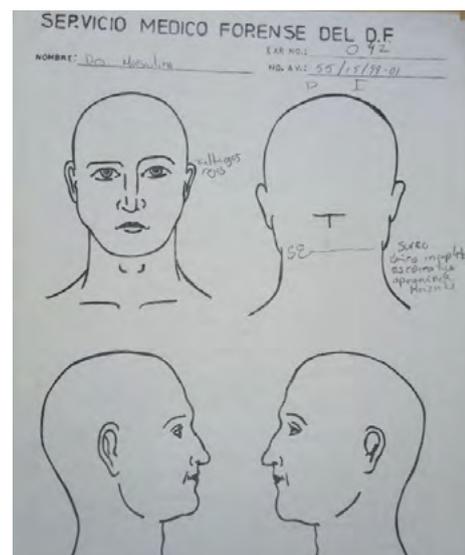
L'INCIFO est l'une des rares morgues où cette base de données AM/PM et le formulaire d'entretien qui l'accompagne ont été effectivement introduits fin 2014. Cependant, la base de données n'a pas encore été utilisée. À l'inverse, le formulaire d'entretien aux familles de personnes disparues est actuellement la pierre angulaire du processus d'identification à l'INCIFO: ce document facilite la comparaison systématique et standardisée des informations fournies par les proches de personnes disparues avec les données relatives aux cadavres inconnus, bien que la comparaison reste manuelle et effectuée à l'œil nu (cf. *Chronique d'une journée ordinaire*). Quelques jours seulement après mon arrivée sur le terrain, l'odonto-

logue Esther – l'une des premières recrues du Département d'identification, embauchée en 1999 – m'a spontanément expliqué que l'intervention du CICR a été essentielle au développement du Département :

L'accord avec le CICR a tout changé pour nous car leur projet est à l'origine de notre fonctionnement actuel. Mais quand ils sont arrivés, nous ne les connaissions même pas. Ils ont vite compris que nous étions perdus. Les experts de la Croix-Rouge nous ont demandé: « Quels sont vos protocoles de travail? » « Quels protocoles? », avons-nous répondu. Certes, nous avons mis en place une petite routine à l'époque: « Si quelqu'un vient chercher une personne, nous écrivons son nom sur nos petites feuilles de papier » (...) Mais c'est grâce à la Croix-Rouge que nous sommes allés à des réunions de formation avec des odontologues et des anthropologues d'autres régions du pays (...) Nous avons appris qu'il fallait une méthodologie et que les protocoles internationaux l'établissent. C'est pourquoi nous avons maintenant l'entretien que la Croix-Rouge nous a donné, il est un peu long et a compliqué notre travail au début, mais maintenant nous expliquons aux proches qu'ils ne doivent pas désespérer parce que répondre à toutes les questions de la procédure donne des résultats plus fiables et c'est moins difficile pour la famille que de voir des photos ou les corps directement. (Esther, odontologue, membre du Département d'identification à l'INCIFO, extrait d'entretien, réalisé le 10 juin 2019)



Fiche utilisée en 2005 pour recueillir les données AM d'une personne disparue recherchée par sa famille. On constate la multiplication des informations employées lors de la procédure d'identification car la comparaison des données AM/PM inclut déjà les caractéristiques de l'ensemble du corps ainsi que des dents



Fiche utilisée en 1999 pour enregistrer les données PM d'un cadavre inconnu. En plus de ce document, les *peritos* gardaient également l'empreinte digitale du cadavre.

On voit dans ces paroles qu'après plusieurs années de « bricolage », où les *peritos* du Département d'identification avaient improvisé des documents d'inscription médico-légale avec « les moyens du bord » (Lévi-Strauss, 1962: 27), les outils offerts par le CICR – conçus comme des technologies mobiles, pouvant être appliquées dans des contextes de violence de masse ou de post-conflit où que ce soit dans le monde – ont révolutionné le mode de travail du Département d'identification de l'INCIFO, en l'aidant à passer de la débrouille du « bricoleur » à la méthode scientifique de « l'ingénieur » qui, selon les termes de la métaphore proposée par Lévi-Strauss (*Ibid.*: 31), « cherche toujours à s'ouvrir un passage et à se situer au-delà ». Cette nouvelle possibilité de dépasser les limites techniques connues avant l'intervention du CICR est aussi un motif de fierté pour les *peritos* du Département d'identification, surtout au vu de la situation dans d'autres morgues pendant la « crise médico-légale » (Melenotte, 2021 ; cf. *Irrégularités dans la morgue de Veracruz*). C'est ce que l'odontologue Esther m'a aussi dit au cours de notre conversation citée ci-dessus : « Dans d'autres États, c'est un désastre, les morgues perdent les cadavres. On devrait appliquer l'entretien du CICR dans tout le pays pour pouvoir comparer les données et mettre de l'ordre ».

La trajectoire des cadavres jusqu'à l'INCIFO : une production étatique de la disparition ?

Quand le cadavre perd son identité lors du trajet vers l'INCIFO

Suivant l'approche de la médecine légale centrée sur le corps, selon laquelle le cadavre « dit » la vérité sur le passé lorsqu'il est « écouté » par des experts qualifiés (Crossland, 2017), une grande partie des travaux ethnographiques sur le traitement sociotechnique de l'après-violence s'est particulièrement intéressée à la gestion des cadavres qui ont perdu leur identité en raison de la destruction extrême à laquelle ils avaient été soumis lors de situations limites, comme les génocides ou d'autres formes d'atrocités d'État (Rojas-Pérez, 2017). Dans ces travaux, les « inconnus » sont la plupart du temps le produit de techniques extrêmes de « nécroviolence » qui aboutissent à la « destruction complète d'un cadavre » (De León, 2015: 71). Cependant, lorsque j'ai commencé à examiner les archives conservées à l'INCIFO, j'étais frappé par le fait que de nombreux cadavres inconnus analysés par les *peritos* en identification n'étaient pas réellement anonymes. Au contraire, de nombreux corps étaient presque intacts et leurs noms étaient connus de la police qui les avait trouvés et des experts qui les avaient traités. Dans les cahiers de papier et les tableaux Excel où les *peritos* et les secrétaires du Département d'identification consignent quotidiennement les corps anonymes qui arrivent à la morgue, il n'est pas rare de trouver un prénom

ou même un nom de famille pour des personnes décédées censées être anonymes. Dans ces cas, la seule chose qui nous rappelle que nous avons affaire à des restes non identifiés sont les catégories formelles « *Masculino desconocido* » (sujet masculin inconnu) ou « *Femenino desconocido* » (sujet féminin inconnu) ajoutées immédiatement avant le nom du défunt.

La question qui se pose est donc de savoir ce que signifie l'identité d'un point de vue médico-légal et ce qui détermine qu'elle est aussi facilement perdue. La définition la plus largement acceptée de l'« identité » dans le cadre juridique et scientifique qui structure le gouvernement des morts à Mexico a été formulée en 1990 par le médecin légiste Alberto Correa : « L'identité est l'association de caractéristiques physiologiques qui individualisent une personne et la différencient des autres » (1990: 9). Cette définition est reprise dans le protocole des services médico-légaux du bureau du procureur de la capitale (s.d. : 24). Les *peritos* de l'INCIFO adhèrent à cette définition anatomique de l'identité, comme le montre un manuel rédigé par l'actuel directeur général de la morgue et par plusieurs *peritos* du Département d'identification (Takajashi *et al.*, 2019: 276). Après avoir copié la définition de Correa, ils ajoutent que les « principaux composants somatiques de l'identité » sont : « âge, sexe, taille, teint, poids, coloration de la peau, signes (stigmates professionnels, cicatrices, grains de beauté et tatouages, etc.) ». Il en découle que la perte de l'identité résulte de la destruction de ces caractéristiques anatomiques. Ainsi, selon le protocole des services médico-légaux susmentionné, « l'identité est perdue lorsque les caractéristiques distinctives d'une personne se désintègrent et/ou que son corps est totalement ou partiellement transformé » (s.d. : 24).

Cependant, dans les définitions juridiques, l'anonymat a également une composante bureaucratique qui prévaut dans le traitement ordinaire des restes humains. Dans la section sur la gestion des cadavres de la Loi générale de santé (Ley general de salud), l'article 347 stipule que « les cadavres non réclamés dans les soixante-douze heures

L'identité des cadavres inconnus dans la ville de Mexico n'est pas nécessairement perdue à la suite d'une violence physique, mais à la suite d'une violence bureaucratique et symbolique



suivant la perte de la vie sont considérés comme ceux de personnes inconnues». Le protocole médico-légal du TSJCDMX, qui régit les actions de tous les *peritos* de la ville, indique également qu'un « cadavre inconnu » est un « corps humain sans vie, qui n'est pas réclamé dans les 72 heures suivant le décès » (2018: 6). Les 72 heures après que le cadavre ait été retrouvé par la police sont cruciales car elles peuvent déterminer s'il est classé comme « cadavre inconnu » ou comme « cadavre identifié ». Des *peritos* de la morgue, des proches de personnes disparues et la famille d'une victime de féminicide m'ont dit que, bien souvent, lorsque le Ministère public informe une famille que le corps de son proche vient d'être retrouvé dans la rue, il lui demande de l'argent en guise de pot-de-vin pour ne pas le classer comme inconnu. Ainsi, l'identité des cadavres inconnus dans la ville de Mexico n'est pas nécessairement perdue à la suite d'une violence physique, mais à la suite d'une violence bureaucratique et symbolique qu'ils subissent sur leur chemin vers la morgue.

L'identité comme fait social relationnel

L'ethnologue Robert Hertz soulignait déjà en 1928 que chez les Dayak de Bornéo, la façon dont l'identité d'un individu se transforme après sa mort est la conséquence directe de l'accompagnement que lui accordent les vivants lors de son parcours vers sa sépulture définitive. Cela peut être observé sur le plan ethnographique dans les catégories utilisées de manière informelle, et beaucoup plus fréquemment, par les *peritos* de l'INCIFO pour différencier les cadavres connus et inconnus. Lorsque je suis arrivé à la morgue en juin 2019, l'un de mes premiers apprentissages a été que les *peritos* du Département d'identification n'avaient à s'occuper que des cadavres livrés à l'INCIFO par les travailleurs du FGJ-CDMX, institution qui est localement connue sous le nom de la *procu*. C'est pourquoi les *peritos* appellent généralement ces corps « *los de procu* » (« ceux du bureau du procureur »). Quant à leur identité juridique, ces corps sont toujours formellement considérés comme des « cadavres inconnus », de sorte que les experts peuvent également les appeler « *los desconocidos* » (« les inconnus »), bien que ce terme ne soit presque jamais utilisé. En revanche, au sein de l'INCIFO, les médecins légistes pratiquent également des autopsies sur des cadavres identifiés mais considérés comme le résultat d'un crime. Ces corps sont livrés à la morgue par une entreprise de pompes funèbres engagée par la famille du défunt, après avoir été informée par la police que leur proche a été retrouvé mort. À l'issue de l'autopsie, ils sont remis entre les mains des pompes funèbres afin que leurs familles puissent procéder à leur inhumation définitive dans le cimetière de leur choix. Il n'est pas rare que leurs proches attendent la fin des autopsies assis dans la salle d'attente de l'INCIFO, ou rassemblés en groupe sur les escaliers devant l'entrée principale du bâtiment. Ces cadavres, qui ont toujours eu une identité lors de leur passage dans le labyrinthe du gouverne-

ment des morts, sont connus à l'INCIFO comme « *con familiares* » (« avec des proches »).

Ainsi, les cadavres identifiés sont ceux qui sont accompagnés par leur entourage, tandis que les cadavres inconnus sont ceux qui, en étant dépourvus de proches, sont devenus la propriété de l'État. L'identité des cadavres est donc un fait social relationnel qui se perd lorsque les liens du défunt avec le monde des vivants sont rompus (même si son corps physique reste largement intact). L'exemple suivant, tiré des archives policières qui se trouvent à la morgue de Mexico, montre à quel point les logiques de marginalisation sociale et bureaucratique, notamment à l'égard de certaines vies dévalorisées d'un point de vue politique et économique, causent des trajectoires *post-mortem* qui guident certains cadavres, plutôt que d'autres, vers l'anonymat.

DOSSIER 3681/15 FCH/CUH-2/T1/O1352X/15-09 SUJET FÉMININ INCONNUE OU FLAVIA NN (38 ANS)

Le soir du 15 septembre 2015, une vieille dame qui habite au quartier populaire de La Lagunilla s'est rendue à l'agence du Ministère public (MP) de l'arrondissement de Cuauhtémoc afin d'informer les policiers que son fils était venu chez elle deux jours plus tôt pour lui raconter qu'il avait eu un problème. Il avait tué la voisine. Selon cette vieille dame, la voisine de son fils lui donnait gratuitement de l'alcool et des drogues. Surtout de la tequila et du diazépam, mais aussi du crack. Quand il est allé lui rendre visite comme il le faisait tous les jours pour qu'ils se droguent ensemble, la voisine a commencé à l'insulter tout à coup, selon le récit que la dame a fait aux policiers du MP. Immédiatement après, elle l'a attaqué avec un couteau. Il s'est défendu et l'a blessée au cou.

À l'issue de leur bagarre, il est parti de la maison de la voisine pour aller chez sa mère. Mais la vieille dame n'a pas cru l'histoire du fils. Elle a pensé qu'il avait consommé des drogues et qu'il avait des hallucinations. Elle a donc emmené son fils à l'église du coin pour qu'il se confesse. Selon la vieille dame, la voisine était d'origine brésilienne et habitait à la rue de Comonfort depuis un peu plus d'un mois. La victime présumée consommait et vendait du crack à l'intérieur de la *vecindad* (maison avec plusieurs logements partageant une cour, où vivent plusieurs familles pauvres) où elle habitait.

La nuit du 16 septembre 2015 (jour férié du fait de l'anniversaire de l'Indépendance du Mexique), deux agents de la police se sont rendus à la maison de la victime. Après avoir constaté qu'il y avait un corps mort à l'intérieur du logement, ils ont appelé les experts et les photographes du Bureau du procureur. À proximité du cadavre, ils ont retrouvé un passeport brésilien qui appartenait à la victime. Sur le dossier de l'enquête, ils ont copié le nom et l'âge de la défunte: « Flavia Ivette Pereira, 38 ans ».

Quelques heures après la découverte du cadavre, une ambulance est appelée sur place pour le transporter à l'agence numéro 2 du MP de l'arrondissement de Cuauhtémoc (CUH-2), située à 10 minutes en voiture de la rue de Comonfort. Entretemps, un mandat d'arrêt est émis contre le fils de la femme qui est venue signaler le crime : il est accusé de féminicide aggravé. L'ambulance est arrivée sur le lieu de la découverte à 00h02 le 17 septembre. L'acte du médecin légiste qui travaille à la CUH-2 est daté du 17 septembre à 5h12 du matin. Dans ce premier document, le décès est légalement constaté et la blessure sur le cou est décrite de façon succincte. Le médecin légiste n'y écrit aucun signe spécifique du corps. À ce moment, la description détaillée du cadavre n'est pas encore nécessaire car il ne s'agit pas d'un corps inconnu : les policiers ont même trouvé son passeport.

Le 17 septembre à 18h30, le cadavre est finalement envoyé à la morgue afin que les médecins légistes de l'INCIFO puissent déterminer la cause du décès par le biais d'une autopsie. Cependant, lorsque le cadavre est reçu à la morgue, il est classé administrativement comme un corps inconnu, même si les registres mentionnent toujours son prénom. Officiellement, le cadavre était depuis ce moment connu sous l'appellation « sujet féminin inconnu » ou « Flavia NN ». Même si la police conservait son passeport, le fait que le cadavre soit envoyé à la morgue par le FGJCDMX, au lieu d'être emmené par une entreprise de pompes funèbres engagée par des proches, a officiellement transformé ce corps mort en un « cadavre inconnu ». De plus, en tant que reste humain anonyme qu'il fallait identifier, il est devenu la propriété du gouvernement local. Si quelqu'un voulait le récupérer pour l'enterrer, il devait prouver sa relation de parenté en même temps qu'il devait l'identifier. Sinon, le corps irait dans la fosse commune du Cimetière de Dolores au bout de quinze jours.

Selon les registres du Département d'identification, le 23 septembre 2015, un ami de la défunte s'y est rendu pour identifier le cadavre. Or, les expertes ont refusé de lui faire l'entretien nécessaire, en arguant qu'il n'avait pas de lien de parenté avec elle. C'est pourquoi il a dû se rendre à l'agence du MP de l'arrondissement de Cuauhtémoc pour obtenir un document spécial qui obligeait les *peritos* à libérer le cadavre désormais identifié, sans avoir à passer à nouveau par la morgue. Cependant, entre sa première et sa deuxième visite, le cadavre n'était plus là, car il avait déjà été envoyé dans une école de médecine pour être disséqué lors de pratiques anatomiques (cf. *Chronique d'une journée ordinaire*). Par conséquent, ce n'est pas la violence de son meurtre, mais son passage dans les institutions dédiées au gouvernement des morts qui a effacé l'identité de Flavia Ivette Pereira.

Dans le dossier sur ce corps inconnu aux yeux de l'État, il n'y a aucune information sur ce qui s'est passé ensuite. Lorsque je finis de lire les dossiers sur les tribulations institutionnelles de ce cadavre, j'ai demandé à la secrétaire

chargée de rédiger les documents d'identification des cadavres inconnus qui sont remis aux proches des personnes disparues pourquoi, alors que la police connaissait le nom de la défunte après avoir trouvé son passeport, elle avait été traitée comme un corps inconnu à identifier ou, à défaut, à envoyer à la fosse commune après être passé par l'école de médecine. Sans lever les yeux de l'ordinateur, la secrétaire m'a répondu : « Un document tu peux le falsifier, ce n'est pas une méthode d'identification. Il n'y a que les données *ante-mortem* qui peuvent prouver l'identité d'un corps. Et, de toute façon, c'est aux Ministères public de décider. » (Extrait de mon carnet de terrain, 13 juin 2019).

Conclusion

Le processus récent de modernisation médico-légale n'a pas encore pu ni professionnaliser la formation et le recrutement des *peritos*, ni automatiser l'identification de cadavres inconnus. Les vignettes ethnographiques sur l'absence d'un recrutement standardisé des *peritos*, sur le mode d'utilisation détourné des bases de données et sur la trajectoire *post-mortem* de Flavia Ivette Pereira font émerger des questions cruciales, notamment celle de la violence bureaucratique qu'éprouvent à la fois les familles des personnes disparues lorsqu'elles recherchent leurs proches à travers les canaux institutionnels du gouvernement des morts, et les cadavres inconnus lorsqu'ils sont manipulés à l'intérieur des institutions médico-légales de la ville de Mexico. Cette violence ordinaire et routinière vient s'ajouter, la plupart de temps, à des conditions de vulnérabilité et de précarité accrues qui permettent la disparition et le meurtre de certaines populations.

Certes, comme le soulignent constamment les autorités et les *peritos* de l'INCIFO, cette morgue est l'institution médico-légale la plus moderne du Mexique, et qui n'a pas encore fait l'objet de scandales médiatiques macabres. Cependant, mon ethnographie a montré qu'il reste encore un long chemin à parcourir pour que cette institution puisse répondre à la « crise médico-légale ».



À la morgue, on n'entre pas *perito*, on le devient

Le Département d'identification de l'INCIFO est le lieu de travail de 10 *peritos*, dont la grande majorité sont des femmes (il n'y a que deux hommes qui travaillent en tant qu'experts médico-légaux dans ce Département). Ces *peritos* se divisent entre les équipes d'odontologie, de dactyloscopie et d'anthropologie physique. Il y a donc trois expertes pour chaque équipe d'identification en plus de la directrice du Département, l'odontologue María Hernández.

Les 9 *peritos* se répartissent en deux périodes de travail d'environ 6 heures chacune, car le Département d'identification est ouvert de 9h à 20h, bien que ces horaires puissent changer légèrement en fonction du nombre de cadavres inconnus arrivés à la morgue et de familles venues pour s'enquérir de leurs proches disparu.e.s. Il y a par ailleurs quatre autres femmes qui y travaillent en qualité de secrétaires. Trois sont assignées au service du matin. La première reçoit les familles de personnes disparues et prépare les documents légaux d'identification, la deuxième assiste exclusivement la directrice du Département, et la troisième aide l'équipe d'anthropologie physique. La quatrième secrétaire réalise toutes les tâches administratives dont ont besoin les *peritos* du service du soir. Il y a également deux agents administratifs chargés de transcrire les documents papier dans des bases de données numériques. Enfin, au moment de mon séjour, il y avait également cinq étudiants en licence de criminologie qui réalisaient des stages de six mois en tant qu'assistants de *peritos*. La vingtaine de fonctionnaires du Département d'identification est majoritairement féminine, et plutôt jeune (la moyenne d'âge ne dépasse pas la quarantaine).

Au Mexique, le mot *perito* utilisé pour désigner les experts médico-légaux est aussi couramment utilisé pour désigner un ensemble de professions impliquées dans les processus judiciaires et les enquêtes policières et que l'on a du mal à le définir. Selon le Dictionnaire de l'espagnol du Mexique, un *perito* est « une personne dont l'avis est consulté, car sa connaissance et sa pratique sur une question l'accréditent comme expert ». Le mot provient du latin *peritus* qui est un participe passé utilisé comme adjectif pour désigner une personne qui a « essayé, éprouvé ou expérimenté ». Pendant la colonisation espagnole, il s'utilisait pour désigner les guérisseurs qui, sans avoir fait d'études de médecine, disposaient de la légitimité populaire pour travailler dans un village. Dans le domaine judiciaire actuel, le règlement de la Loi organique du bureau du procureur général de justice de la

ville de Mexico (Ley Orgánica de la Fiscalía General de Justicia de la Ciudad de México) définit les *peritos* comme étant « le personnel responsable d'effectuer des examens techniques ou scientifiques de personnes ou d'objets liés à l'enquête sur le crime et sur l'auteur de l'infraction et de rendre les avis demandés par le représentant ou par l'autorité juridictionnelle compétente » (cité par Pérez-Correa, 2010 : 85, traduction libre).

Il ressort de ces définitions que, comme le montre l'anthropologie des sciences, et plus particulièrement de l'expertise, pour d'autres acteurs sociaux considérés comme des « experts » ou des « spécialistes » (Carr, 2010), on peut mieux appréhender un *perito* par ce qu'il ou elle fait au sein de contextes d'interaction spécifiques plutôt que par ce qu'il ou elle est d'un point de vue intrinsèque. C'est ainsi que les *peritos* du Département d'identification de l'INCIFO, essentiellement des femmes, ne sont pas des expertes au sens où elles possèdent une connaissance objective des normes juridiques ou du savoir scientifique, mais plutôt au sens où leur pratique en tant que représentantes d'une institution gouvernementale est reconnue comme légitime par ses pairs aussi bien que par des usagers du service public. Seuls les trois membres de l'équipe d'anthropologie physique sont diplômés dans leur domaine de compétences : tous les autres *peritos* n'ont ni formation ni accréditation médico-légales, certains sont médecins généralistes, y compris quelques membres de l'équipe d'odontologie, mais il y a aussi des journalistes, des comptables et même des personnes sans formation, surtout dans l'équipe de dactyloscopie. Bien qu'en 2008 l'adoption nationale du système de justice pénale contradictoire (*sistema de justicia penal acusatorio*) a accru l'importance de la formation des *peritos* pour améliorer la fiabilité des preuves judiciaires qu'ils fournissent, il n'existe en réalité aucun critère spécifique dans la législation mexicaine quant au profil idéal des *peritos* qui doivent effectuer des analyses médico-légales (García-Castillo *et al.*, 2020 : 47-48).

Comme c'est le cas pour la grande majorité des postes de l'administration publique mexicaine (Merino, 2013), ni les *peritos*, ni le personnel administratif de l'INCIFO ne sont recrutés par le biais d'un concours d'entrée à la fonction publique qui évalue l'adéquation des compétences de la personne aux besoins du poste. Des diplômes d'études ne sont pas nécessairement requis. Ce qui compte, ce sont les recommandations. Lorsque j'ai demandé à la directrice María

Hernández comment sont recrutés les *peritos* du Département d'identification depuis sa création en 1998, elle m'a répondu ainsi :

Peu de gens sont intéressés par le travail que nous faisons ici. Ils arrivent tous par hasard, comment les trouver? C'est toujours quelqu'un que quelqu'un d'autre a recommandé. Même moi je suis arrivée par hasard. Je n'ai jamais pensé que je travaillerais ici. J'étais l'assistante d'un odontologue qui y travaillait, quand un poste s'est libéré et le directeur de l'époque lui a demandé s'il connaissait quelqu'un pour le prendre. C'était en 1986. (María Hernández, odontologue, directrice du Département d'identification à l'INCIFO, extrait d'entretien, réalisé le 29 septembre 2019)

Ce type de recrutement est si largement appliqué que, vers la fin de mon séjour de recherche en octobre 2019, David – l'un des deux agents administratifs chargés de retranscrire les documents papier dans des bases de données numériques – m'a demandé si je voulais que son père, qui travaille comme chauffeur particulier pour un magistrat du TSJCDMX et qui lui avait permis d'obtenir son emploi à la morgue, intervienne pour me trouver, à moi aussi, un poste fixe en tant que *perito* à l'INCIFO. En raison de la rareté des formations adaptées et de la mauvaise qualité des universités privées en criminologie qui se multiplient en même temps que la violence sévit (Cullell, 2018), ils manquent au Mexique de profils qualifiés pour le poste de *perito*.

À des fins pratiques, la morgue est elle-même le dispositif technologique et bureaucratique qui permet aux *peritos* recrutés sur simple recommandation de s'ériger en véritables experts capables de « dire ce qui est » (Boltanski, 2009 : 160), c'est-à-dire « de définir et de faire les cadres et les formats de la réalité » (ceci est un cadavre inconnu, alors que celui-ci porte tel nom...). Comme j'ai pu le constater lors de mon travail de terrain, porter une blouse blanche et un badge devant des proches de personnes disparues est une raison suffisante pour se faire appeler *perito* et se voir demander son avis sur la façon dont une personne est morte ou sur les raisons pour lesquelles un cadavre a pu être identifié. D'autre part, en plus d'apprendre à utiliser les outils de travail pour analyser les corps morts, la légitimité qu'un *perito* accorde à un autre est aussi liée à sa capacité à exécuter sans se plaindre le « sale boulot » (Hughes, 1962) que constitue la manipulation des cadavres. La citation de la directrice Hernández pointait déjà combien le travail en contact avec les cadavres est socialement stigmatisé et revêt une forte charge émotionnelle, de sorte que tout le monde ne pense pas à travailler à la morgue. Par conséquent, une fois qu'un nouveau *perito* arrive à la morgue après avoir été recommandé,

on lui fait comprendre qu'il faut accepter avec humour l'interaction avec les cadavres, sans montrer du dégoût lors de ces activités.

Faute d'espace pour décrire ma trajectoire à la morgue dans ce texte, celle d'un étudiant en sciences sociales devenu apprenti *perito*, je retranscris ci-dessous une note de mon carnet de terrain sur une interaction que j'ai eue avec Karla et Enrique, deux étudiants en criminologie qui effectuaient depuis plusieurs mois des stages non rémunérés à l'INCIFO dans le but d'obtenir un jour un emploi stable. Notre conversation montre comment la barrière sociologique et épistémologique qui existe entre un étudiant en master de sciences sociales et un expert médico-légal peut être franchie par la pratique elle-même :

Vers 11 heures, je suis descendu à l'amphithéâtre avec Karla et Enrique afin de noter les signes particuliers d'un cadavre inconnu très putréfié. Nous devons aussi prélever son arc costal. Karla et Enrique craignaient qu'avec tout le gaz qui s'accumulait à l'intérieur de lui (du fait de la putréfaction), le cadavre explose dès qu'on l'ouvrirait pour en extraire l'os. Alors qu'on riait du risque que le corps nous explose au visage, Enrique a regardé le cadavre et lui a dit : « T'es trop sérieux putre, il faut que tu ries un peu quand-même! ». Malgré nos blagues, on a eu beaucoup de mal à extraire l'arc costal parce que les vapeurs qui s'accumulaient à l'intérieur de l'estomac sentaient extrêmement mauvais. On a fini par y arriver alors que Karla et moi retenions en même temps les entrailles du cadavre, tandis qu'Enrique tirait sur l'arc costal pour le casser. Dans un moment de complicité liée à notre réussite, Enrique et Karla m'ont dit : « C'est cool qu'un étudiant en sciences sociales nous aide un peu ici. Normalement, ils ne s'intéressent pas à ce qu'on fait. Même les étudiants en médecine qui viennent assister aux autopsies regardent avec dégoût sans y mettre les mains. Mais on dirait que tu as très bien trouvé tes repères ici. Tu ne comptes pas rester plus longtemps ? Nous avons déjà terminé nos stages, mais nous continuons ici pour voir si jamais un poste de *perito* se libère. Tu peux peut-être faire pareil ». (Extrait de mon carnet de terrain, 20 août 2019)

« Peu de gens sont intéressés par le travail que nous faisons ici. Ils arrivent tous par hasard. Comment les trouver ? C'est toujours quelqu'un que quelqu'un d'autre a recommandé »





© Sabrina Melenotte

Chronique d'une journée ordinaire à la morgue de Mexico

—◆◆◆— Josemaría Becerril Aceves —◆◆◆—

L'intervention médico-légale des pouvoirs publics dans l'identification des cadavres anonymes et dans la recherche des personnes disparues vise à contenir l'incertitude produite par la disparition, mais tend aussi à la reproduire.

Tout en essayant de guérir les effets bouleversants de la *malemort*, elle les approfondit.

Département d'identification de l'Institut des sciences médico-légales de la ville de Mexico (Instituto de Ciencias Forenses de la Ciudad de México, INFICO)

12 août 2019

Les scènes ethnographiques que je décris dans cette chronique se sont déroulées dans l'une des morgues les plus modernes du Mexique, dont le fonctionnement n'a causé aucun scandale d'ampleur nationale comme cela a pu se produire dans d'autres entités fédératives.

La description brute des interactions des *peritos* avec les proches des personnes disparues permet de saisir le fonctionnement concret du « gouvernement des morts » dans la capitale du Mexique.

Mettant en scène des fonctionnaires de la morgue de Mexico – appréhendés ici comme des « *street-level bureaucrats* », c'est à dire la principale incarnation de l'État pour la population (Lipsky, 1980 ; Dubois, 1999) – cette chronique, entièrement descriptive, témoigne de l'intervention médico-légale des pouvoirs publics dans l'identification des cadavres anonymes et la recherche des personnes disparues, et illustre la façon dont les *peritos* du Département d'identification de l'INCIFO prennent en charge deux des problématiques publiques les plus importantes du Mexique contemporain : la multiplication des disparitions de personnes et celle du nombre de corps sans nom.

Tout en restant attaché à une écriture ethnographique qui n'impose pas de significations ou d'analyses externes au contexte d'interaction, ce texte soulève des questions sur les asymétries qui existent entre les agents étatiques et les victimes de la violence. Je pars du constat, largement partagé au sein de l'anthropologie politique, que ce que nous appelons « l'État » est en réalité un ensemble hétérogène de fonctionnaires administratifs et bureaucratiques qui, durant leurs interactions avec les citoyens, tentent de régir la vie collective en invoquant l'idéal métaphysique de l'État comme entité monolithique capable tant de fournir des biens et des services à sa population que de la juger et de la punir (Sharman et Gupta, 2006).

La description de cette journée à la morgue est basée sur deux entretiens menés avec des proches des personnes disparues aux guichets d'accueil du Département d'identification de l'INCIFO. J'assiste alors l'anthropologue physique Luz. Le premier entretien concerne un homme qui cherche en vain son fils disparu, le deuxième une femme venue chercher son père disparu. En plus de la description des événements, j'ai ajouté quelques commentaires en italique, afin d'organiser la journée en séquences et d'apporter un éclairage plus réflexif sur ces interactions. Ces paragraphes en italiques, intercalés dans la description ethnographique, reproduisent mon carnet de terrain, dans lequel mes descriptions sur le déroulement des événements à l'INCIFO s'accompagne souvent de notes sur

mes impressions affectives ou sensorielles ainsi que des références théoriques auxquelles les situations sur le terrain me faisaient penser. Cette chronique ne cherche pas à expliquer le monde social qu'est la morgue, mais plutôt à mettre en lumière de manière expérimentale ce que Michel Naepels appelle « la trace de ma rencontre avec le monde, mon parcours et les effets de mes rencontres » (2012 : 84). Compte tenu de la violence exceptionnelle des deux histoires que j'ai observées ce jour-là, il s'agit aussi d'utiliser mes notes de terrain pour affirmer, comme le fait Michael Taussig en parlant du caractère angoissant et étrange de l'expérience ethnographique, que « je jure que j'ai vu ça. » (2011).

Malgré le retentissement émotionnel que ces deux entretiens ont eu sur moi, ces deux scènes n'ont rien d'exceptionnel en regard des dizaines d'histoires de disparition et de mort que les *peritos* entendent chaque jour au Département d'identification de la morgue. Vues depuis l'INCIFO, ces récits sont tout à fait « ordinaires » (Das, 2020). En ce sens, ils permettent de soulever certaines questions sur le fonctionnement concret du gouvernement des morts à Mexico.

Le premier échange, avec le père qui cherche son fils, nous montre les formes de stigmatisation publique, de vulnérabilité économique et de violence bureaucratique auxquelles les proches des disparu.e.s sont confrontés dans leur périple face aux institutions gouvernementales. Le second entretien – beaucoup plus long car s'agissant de la première visite de cette femme à la morgue –, nous permet d'observer la procédure bureaucratique par laquelle un cadavre inconnu est identifié (ou non) à la morgue de Mexico, soulignant le pouvoir discrétionnaire dont disposent les *peritos* qui y travaillent, surtout en ce qui concerne le sort des personnes appartenant aux classes sociales les plus exposées à la violence structurelle.

Ainsi, ce texte ethnographique invite à réfléchir sur la façon dont l'intervention médico-légale des pouvoirs publics dans l'identification des cadavres anonymes et dans la recherche des personnes disparues vise à contenir l'incertitude produite par la disparition, mais tend aussi à la reproduire. Tout en essayant de guérir les effets bouleversants de la malemort, elle les approfondit.

12h00



Les proches de disparu.e.s commencent à arriver à l'INCIFO à 10 heures du matin, lorsque les guichets du Département d'identification, situés au troisième étage de la morgue, ouvrent. Mais il est très rare que l'on s'occupe des gens si tôt, car les peritos descendent d'abord à l'amphithéâtre, situé au premier étage de la morgue, pour analyser les cadavres anonymes qui sont arrivés la nuit précédente et à l'aube. En temps normal, les peritos reviennent de l'amphithéâtre vers midi, après qu'elles ont fini de remplir les formulaires avec les données post-mortem de chaque cadavre anonyme. Elles sont alors prêtes à recevoir les familles de disparu.e.s pour mener les entretiens visant à obtenir les données ante-mortem de leurs proches absents.

Ce lundi matin, la salle d'attente des guichets d'accueil du Département d'identification de la morgue de Mexico est pleine. Comme je l'ai presque toujours fait depuis le début de mon séjour à l'INCIFO, j'aide Luz, l'anthropologue physique de l'équipe de *peritos* du Département, à mener des entretiens avec des familles de disparu.e.s qui veulent savoir si leurs proches figurent parmi les cadavres inconnus qui sont arrivés à la morgue. Ce jour-là, les entretiens s'enchaînent. Un père est à la recherche de son fils schizophrène, parti un jour sans rien dire. Une sœur attend le retour de son frère kidnappé il y a plusieurs années. Une femme s'inquiète pour son père, qui n'est pas rentré d'une réunion d'affaires la veille. Dehors, il fait chaud. Une grosse vague de chaleur s'abat sur la ville depuis plusieurs jours. Luz ouvre la fenêtre du petit guichet où les *peritos* reçoivent les proches de disparu.e.s, ainsi que la porte qui donne sur la salle d'attente, où les familles d'autres disparu.e.s peuvent entendre les histoires que l'on nous raconte dans le bureau. Peu importe. La chaleur nous y oblige et le père face à nous ne semble pas s'en soucier.

Son fils a disparu la nuit du 23 janvier. Ce n'est pas la première fois qu'il vient à la morgue. C'est même un visiteur régulier du Département d'identification. Chaque mois, il vient demander si un corps inconnu qui pourrait ressembler à celui de son fils disparu est enfin arrivé à la morgue. Quand il s'agit d'une première visite (*una familia de primera vez*, «une famille de première fois», comme disent les *peritos* de l'INCIFO), le parent doit répondre à un long entretien sur le moment de la disparition de son proche, ses effets personnels et ses vêtements, sa biographie et sa généalogie, et surtout, ses caractéristiques physiques et dentaires. Mais en raison de ses visites récurrentes, Luz et moi nous limitons à lui montrer les photos des cadavres anonymes qui ont été admis à la morgue depuis sa dernière visite. Fixant sans émotion évidente les photos terrifiantes des morts sans noms qui défilent, il parle frénétiquement, mangeant ses mots sous l'effet de

la colère, et nous raconte l'histoire de l'enlèvement de son fils alors qu'il n'en est pas obligé. Nous ne la connaissons pas encore car c'est un autre perito du département qui lui a fait passer le premier entretien. Pourtant, comme si nous savions déjà de quoi il parlait, il commence au milieu de l'histoire, en parlant de ses doutes sur la version officielle qu'on lui a dressé de la disparition de son fils :

– Je suis sûr que son ami ment, mais la police ne lui pose aucune question. Comment ça se fait que quand ils ont quitté ce bar et qu'un groupe d'hommes armés s'est approché d'eux dans la rue, comment ça se fait que son ami ait été épargné mais que mon fils ait été enlevé (*levantado*)? Comment ça se fait que les criminels l'aient laissé partir mais aient gardé mon fils? Je me renseigne, je lis les faits divers, je sais comment les criminels fonctionnent, ils n'auraient pas relâché un seul des deux kidnappés.

– Vous n'avez rien entendu après ça?

– Un mois plus tard, je regardais les nouvelles. Soudain, le visage de mon fils est apparu sur l'écran. J'ai cru que je rêvais. Le visage de son ami était là aussi. Ils parlaient d'un bar dans le sud de Mexico où il y avait eu une fusillade. On disait qu'après l'attaque de quelques tueurs à gage (*sicarios*), deux dealers avaient disparu. Ces deux dealers étaient mon fils et son ami, selon le présentateur de télé. Mais mon fils ne vendait pas cette camelote. Je suis sûr qu'il ne le faisait pas. Il ne portait même pas de chaîne en or comme les *narcos* le font toujours. Alors pourquoi la télé a parlé de la disparition de deux dealers liés au cartel Unión Tepito?

– Pour que personne ne se soucie de cette histoire...

– C'est ça. Marre d'aller de guichet en guichet avec des bureaucrates qui ne servent à rien. Vous êtes gentils. Mais au Ministère Public de l'État de Mexico, un *perito* m'a demandé de l'argent pour inclure les empreintes digitales de mon fils dans le dossier de l'enquête judiciaire sur sa disparition. Avec eux, c'est toujours la même histoire. Ils ne veulent pas enquêter sur les indices que je leur ai apportés. Je connais le dossier d'instruction mieux qu'eux. J'ai trouvé des incohérences dans les déclarations de son ami, qui changent à chaque fois. J'ai interrogé d'autres témoins. J'ai parcouru à pied l'itinéraire emprunté par les *sicarios* cette nuit-là. J'ai identifié les caméras le long du chemin. J'ai identifié les entrepôts voisins où des fosses clandestines pouvaient être cachées. Mais la police ne m'écoute pas. Je ne leur fais pas confiance. Ils me disent qu'ils vont alerter Interpol pour obtenir une aide étrangère mais je leur ai demandé d'arrêter de me prendre pour un imbécile, mon fils n'était personne d'important. Ils veulent juste m'épuiser pour que j'abandonne.

– C'est compliqué de rechercher une personne disparue...

– Surtout quand on est fauché comme moi. Si vous voulez connaître la vérité, vous devez donner de l'argent. Sinon, on ne voit aucun résultat. Dans les années 1980, les crimes étaient résolus par la police. Aujourd'hui, c'est chacun pour soi. Si les autorités ne suivent pas mes pistes, qu'est-ce que je dois faire? Je sais où vit son ami. Parfois, je pense qu'il est préférable de faire justice soi-même. Sa mère pense qu'il a disparu. Qu'il reviendra un jour. Mais je cherche des ossements. Elle ne veut pas que je vienne vous voir. Mais je veux savoir la vérité.

Comme lors de ses visites précédentes à la morgue, la recherche est à nouveau infructueuse. Dans le classeur des corps anonymes, il n'y a aucune photo du visage de son fils disparu. Avant de partir, l'homme nous a demandé d'écrire

nos prénoms dans son carnet. Dans un agenda noir, il tient un journal de bord qui contient la chronologie de ses recherches. Depuis la disparition de son fils, l'homme a perdu son emploi car il n'avait plus le temps de faire autre chose que de le rechercher. Sous la date du jour, il a noté « Visite de la morgue de Mexico », il nous a demandé de signer juste à côté. Le lendemain, il prévoit de visiter Barrientos, la morgue de l'État de Mexico. Le surlendemain, celle de l'État de Morelos, puis celle de Puebla...

13h30



Bien que les autorités et les médias tentent de rendre les victimes de disparition invisibles en les accusant d'être les responsables de leur propre malheur, leurs proches ne peuvent les oublier et se demandent chaque jour ce qui leur est arrivé. Ainsi, la recherche d'une personne disparue implique toujours la formulation d'hypothèses sur ce qui a pu lui arriver. Les proches des disparu.e.s sont contraints de se professionnaliser, en devenant des « chercheurs de fosses », mais aussi des policiers et des détectives qui mènent leur propre enquête (Melenotte, 2020). De leur côté, les institutions qui doivent rechercher les disparu.e.s dans les différentes entités fédératives du pays qui ne se coordonnent pas et ne partagent pas leurs données, ce qui oblige les familles à circuler de l'une à l'autre, ce qui a pour conséquence directe de les rendre plus vulnérables à la petite corruption des fonctionnaires locaux, qui devient alors une forme bureaucratique de la « violence structurelle », normalisée et invisible, qui touche davantage les plus démunis (Gupta, 2012).

Après le départ de l'homme, Luz demande à deux femmes de passer au petit guichet des entretiens. Il est presque 14 heures, notre heure de fin de service, et nous allons faire cet entretien juste avant d'aller déjeuner. Ce sera notre dernier entretien de la journée. D'autres *peritos* s'occuperont des proches qui viendront dans l'après-midi, jusqu'à la fin du service à 19h. C'est la première fois que ces deux femmes viennent à l'INCIFO. Il s'agit d'une fille et de sa mère venues chercher le père de cette dernière, un homme de 58 ans dont ils sont sans nouvelles depuis plusieurs jours. En temps normal, il travaille comme manutentionnaire au marché de La Merced, dans un quartier populaire du centre-ville de Mexico. La mère est inquiète et pleure en parlant de son père. La fille remue sur son siège, anxieuse.

Elles ont peu d'informations sur la disparition de l'homme. Elles savent seulement qu'un collègue de travail a signalé sa disparition à sa famille. « Son autre famille, à Toluca », nous a précisé la mère. Le père recherché avait deux familles. « Apparemment, il lui est arrivé quelque chose,

ton père n'apparaît plus au travail », avait écrit via Facebook l'un des membres de cette autre famille à la femme que nous avons devant nous. Son père l'avait abandonnée alors qu'elle n'avait que dix ans. Elle n'avait même pas son nom de famille. Mais il est réapparu dans leur maison il y a deux mois, en juin 2019. Plus de 20 ans après. Cette dame et sa fille devant nous, étaient alors les seules personnes qui pouvaient venir chercher à la morgue l'homme officiellement déclaré disparu ce jour-là. Elles connaissaient à peine cet homme qui les avait abandonnées il y a de nombreuses années. Contrairement à l'homme de ce matin-là, qui avait une idée bien à lui de ce qui était arrivé à son fils, ces deux femmes avaient du mal à répondre aux questions de l'anthropologue :

- Quand l'avez-vous vu pour la dernière fois ?
- Le premier août 2019. Je lui ai fait son sandwich le matin. Il m'a simplement dit qu'on se verrait plus tard dans la soirée. On s'est appelés l'après-midi même, comme on le fait tous les jours, après qu'il est sorti de son service. Il m'a dit qu'il passerait juste acheter du pain avant de rentrer chez lui. Cette nuit-là, ma fille a répondu à un appel inconnu. C'était lui. Il était ivre. Il a dit qu'il ne rentrerait pas à la maison ce soir. Il ne répondait plus à nos appels. En fait, il est alcoolique.
- Vous ne connaissez pas ces amis avec qui il aimait boire ?
- Non, mais on est allées au marché de La Merced. Et un de ses collègues nous a dit que la dernière fois qu'ils l'avaient vu, c'était sur la place de *La Aguilita*. Apparemment, il est resté endormi sur la place car il avait beaucoup bu. Ce jour-là, on est allées au Ministère Public mais ils n'ont rien voulu nous dire. Ils nous ont demandé d'aller à la mairie de Cuauhtémoc. À la mairie, ils nous ont envoyées ici. Mais on ne sait pas pourquoi ils nous font aller d'un bureau à l'autre.
- Ici, nous allons vous poser quelques questions sur les caractéristiques physiques de votre père. Ensuite, nous pourrons les comparer avec les restes inconnus que nous recevons ici. Nous espérons qu'il n'est pas arrivé ici, bien sûr ! Mais il faut tout regarder. Quelle taille faisait-il ? Et son poids ?
- Je ne sais pas. Il était un peu plus grand que moi. Il était grand mais pas tant que ça. Probablement 50 kilos ?
- Pour cette taille ? Je ne pense pas... Tout est approximatif de toute façon, on n'a pas besoin d'être très précis. C'est juste pour commencer notre recherche.

Les questions sur les caractéristiques physiques du disparu ont continué, mais les deux femmes n'avaient pas beaucoup d'informations. Luz essayait de traduire leurs réponses en termes appropriés pour le traitement médico-légal des données ante-mortem. Elle convertissait les descriptions non expertes du corps de la personne absente en des termes savants du discours médico-légal : sous la plume experte de Luz qui remplissait le formulaire d'entretien au fur et à mesure que les femmes parlaient, une « petite blessure au bras gauche autour du coude » devenait, par exemple, une « cicatrice traumatique sur la face antérieure du bras gauche, tiers moyen et distal ». Heureusement pour nous, la mère avait apporté avec elle une photographie de son père, que Luz a utilisée pour décrire plus facilement les traits du visage de l'homme disparu sur le formulaire d'entretien. Il avait quelques

cicatrices, dues à des bagarres quand il était ivre. Il lui manquait des dents à cause de ces mêmes disputes. Nous avons rapidement terminé l'entretien, puis nous sommes allés chercher ces cicatrices et ces dents manquantes, les principales données ante-mortem de l'homme disparu, dans les dossiers des informations ante-mortem des cadavres anonymes qui étaient passés par la morgue depuis la disparition de cet homme, accumulés à l'arrière de l'appartement, près du bureau de Luz.

14h30



Lorsqu'il s'agit d'identifier un cadavre anonyme avec les outils concrets de la médecine légale, même dans l'une des morgues les plus modernes du Mexique, tout est affaire de traduction, d'approximation et de bon sens. Les peritos utilisent le formulaire d'entretien fourni en 2014 par la Croix-Rouge Internationale comme un « médiateur » (Latour, 2007 : 335-348) qui normalise et standardise leurs relations avec les proches des disparu.e.s, leur permettant ainsi d'obtenir les données ante-mortem qu'elles recherchent, mais elles doivent également être en mesure de traduire les questions du formulaire, conçu pour un usage scientifique, d'une manière compatible avec les connaissances profanes des familles sur les corps de leurs proches absent.e.s.

C'est dans les bureaux du Département d'identification, à l'abri des regards des familles des disparu.e.s qui restent assises aux guichets d'attention, que les expertes confrontent manuellement les données *ante-mortem* des disparus avec les données *post-mortem* des cadavres afin de trouver des possibles coïncidences. Le « bureau » que je partageais avec Luz n'était pas vraiment un bureau, mais une grande table, un vieil ordinateur et plusieurs armoires métalliques au milieu du long couloir où se trouvent les salles des différentes spécialités du Département d'identification. La plus jeune anthropologue physique de la morgue, Luz est devenue une amie pendant ces mois. Pendant que nous fouillions dans les dossiers des cadavres anonymes arrivés à la morgue depuis la disparition du manutentionnaire du marché de La Merced, nous parlions aussi des dernières séries que nous avons vues. Entre-temps, les deux femmes nous attendaient, nerveuses et anxieuses dans le petit guichet d'attention où Luz leur avait demandé de patienter après avoir rempli le formulaire d'entretien.

Après avoir passé environ 30 minutes à parcourir les pages des dossiers de cadavres anonymes, à la recherche d'une cicatrice ou d'une dentition qui pourrait ressembler à celle du chargeur disparu, je suis tombé sur un dossier qui décrivait un cadavre inconnu présentant certaines caractéristiques similaires à celles de la personne disparue. « Peut-

être celui-ci ? Et il a été trouvé à Cuauhtémoc (la mairie où se situe La Merced) », ai-je dit à Luz. « Note, mais des cicatrices sur le front, on en a tous. Ce n'est pas si important », a-t-elle répondu. Nous avons passé près de 30 minutes supplémentaires plongés dans ce rythme monotone, à la recherche de similitudes possibles, à regarder en détail toutes les descriptions des cadavres, dans l'ennui du travail bureaucratique : « Le cadavre 3370 ? » « Ou 3379 ? » « 3437 ? », nous demandions-nous lorsque nous voyions une caractéristique physique qui attirait notre attention. Sur le bord d'une feuille de papier, Luz a noté les numéros des cadavres qui pouvaient être ceux de l'homme disparu. De cette façon, elle pouvait dire à la femme de regarder de plus près ces dossiers. « Écrivons-en autant que possible. De toute façon, elles verront les photos et décideront de celui qui leur convient le mieux. Peut-être que le monsieur n'est même pas ici. Il est probablement parti avec son autre femme », m'a dit Luz. Nous avons ri. « Oui, il a fait semblant d'être une personne disparue », ai-je répondu en riant. Comme des histoires aussi dramatiques se répétaient tous les jours à la morgue de Mexico, les expert.e.s du ministère ne se privaient pas d'en rire. « Il vaut mieux rire que pleurer » (« *Más vale reír que llorar* »), m'a dit un jour Luz, reprenant un proverbe mexicain populaire, lorsque je lui ai demandé si son travail ne l'affectait pas émotionnellement.

16h30



Alors que les peritos du Département d'identification riaient ou bavardaient dans leurs bureaux sans montrer beaucoup d'empressement, les proches des disparus attendaient longuement dans les cabines, imaginant avec anxiété les nouvelles sur le sort de leurs proches que les experts leur apporteraient à leur retour. « L'attente implique la soumission », disait Pierre Bourdieu (1997) en réfléchissant au lien entre temps et pouvoir. « Faire patienter, c'est dominer », ajoute Javier Auyero (2012) à propos de la dimension temporelle des interactions bureaucratiques. À travers l'épreuve constante de l'attente bureaucratique, lors de la recherche que les proches des disparus effectuent par les canaux institutionnels, ils comprennent le peu de valeur que l'État mexicain leur accorde.

Lorsque Luz et moi sommes revenus au guichet, une heure après avoir laissé les deux femmes seules, nous avons en main le classeur contenant les photos des cadavres anonymes arrivés à l'INCIFO en août 2019. Luz avait fait une petite croix sur la feuille 3437. Si leur proche disparu était bien à la morgue, c'était probablement lui, sa photo avait un air de famille. La fille a voulu regarder les photos dans le classeur. Elle nous a dit que sa mère avait le vertige et ne pouvait pas regarder ce genre de photos. Elle a

turné les pages lentement, en regardant les visages de tous ces morts. Il n'est pas facile de regarder les photos de ce classeur car les cadavres détruits, violentés et ignorés de Mexico nous regardent et nous hantent. Alors que la jeune fille allait bientôt tomber sur la photo du cadavre 3437, Luz a averti les deux femmes : « Il y a une entrée (*un ingreso*) qui a des caractéristiques similaires à votre proche. Ce n'est pas confirmé. Je vais vous demander de bien regarder la photo suivante ». La mère a pris le dossier en un clin d'œil. Elle a soupiré, en souffrance, fixant avec difficulté la photo. « Il lui ressemble. Beaucoup. » C'était très douloureux à contempler.

D'une voix douce qui cherchait à transmettre de l'empathie, Luz leur a demandé de bien vouloir finir de regarder les photos restantes avant de revenir plus en détail sur la 3437. Elles ont terminé rapidement. « Vos hésitations ne portent que sur ce corps, n'est-ce pas? Nous allons chercher son dossier complet, pour vérifier la ressemblance. Veuillez nous attendre un peu plus longtemps. » Le cadavre 3437 était arrivé un jour plus tôt, donc son dossier n'était pas encore complet. Nous sommes allés chercher les photos manquantes de ses traits particuliers dans la chambre noire au bout du couloir du département. Luz les a ajoutées au dossier qui contenait des formulaires sur son état physique, dentaire et ses empreintes digitales. Chaque détail anatomique confirmait l'histoire de vie que les deux femmes nous avaient racontée. Ses mains étaient abîmées, calleuses, fatiguées de porter des paquets et de pousser des petits diables sur le marché. Son front était couvert de cicatrices, probablement le résultat d'une bagarre ou d'une chute.

Une fois que nous avons récupéré les photos du cadavre anonyme en question, nous sommes retournés auprès des femmes. Une par une, Luz a étalé sur la table les photos de chaque trait particulier du cadavre qui avaient été prises quelques heures plus tôt dans la salle de nécropsie. Devant les deux femmes, cette toile photographique de parties détachées – un grain de beauté, un mamelon, une tache de naissance, des dents – formait le corps de la personne qu'elles recherchaient. La fille du manutentionnaire disparu a soupiré laconiquement : « Oui, c'est lui. »

Après les avoir laissées pleurer seules pendant quelques minutes, Luz a demandé aux femmes de présenter une pièce d'identité ainsi que celle de leur proche afin d'entamer la procédure administrative d'identification du corps. Mais elles n'en avaient pas. Pas de carte d'électeur, pas de permis de conduire, encore moins de passeport. Ni pour les identifier elles, ni pour identifier l'homme. Luz a fait une grimace : « Je vais voir ce que nous pouvons faire pour vous, mais la situation est compliquée dans ce cas. Comment pouvons-nous prouver que vous êtes vraiment apparentées à lui? Comment pouvons-nous confirmer qu'il s'appelle comme vous dites? » Selon la fille du manutentionnaire décédé, les autres membres de sa famille ne

pouvaient pas non plus identifier l'homme. « Il n'a jamais demandé sa carte d'électeur. Parfois, il changeait même de nom sur un coup de tête. Tout le monde l'appelait *el Sapo* (le crapaud) », nous a-t-elle dit, essayant de se justifier pour en finir avec cette embrouille. Cependant, même en invoquant toutes les justifications possibles, le cadavre qu'elles venaient d'identifier ne leur appartenait toujours pas et son identité restait inconnue de l'État. Elles ne pouvaient donc pas le récupérer pour l'enterrer.

Pour tenter de les convaincre de l'importance de revenir avec une pièce d'identité officielle, Luz a dû leur expliquer ce qui arriverait au corps de son père si elles ne parvenaient pas à l'identifier rapidement :

— Le corps de votre proche sera ici pendant deux semaines, puis il ira probablement à l'école de médecine pendant plusieurs mois. Y a-t-il quelqu'un d'autre qui peut venir identifier votre père?

— Nous sommes les seules. Il n'y a personne d'autre. Pouvez-vous au moins me dire quel jour il est mort? Peut-on le voir? Si je ne peux pas récupérer son corps et l'enterrer, j'aimerais au moins savoir que c'est lui, qu'il est là.

— Cherchez un document. Quelqu'un doit en avoir un. Vous avez du temps. Malheureusement, vous ne pouvez pas regarder le corps. Si vous ne pouvez pas terminer la procédure d'identification, il est préférable de ne pas regarder le cadavre. On ne peut pas travailler pour rien juste pour vous montrer le corps. Ce sont les protocoles de l'institution. Il n'y a rien que nous puissions faire.

— Ça me fait mal de savoir qu'il est là, mort, mais j'ai grandi seule. Je veux juste savoir, est-ce un crime de ne pas récupérer le corps de mon père? En tant que fille, est-ce un crime de ne pas organiser sa veillée funèbre?

— Bien sûr que non, ce n'est pas un crime !

— Depuis que mon père est revenu à la maison, je me suis toujours demandée pourquoi je devrais m'occuper de quelqu'un qui m'a abandonnée? Pourquoi je devrais l'aimer? C'est difficile à dire, mais c'est mieux qu'il reste ici.

Luz et moi avons essayé de la rassurer. Nous lui avons dit que ce n'était pas sa faute. Que ce n'était pas un crime. Avant de partir, la fille du manutentionnaire nous a demandé quelle était la cause de la mort de son père. Je suis monté au Département d'archives pour examiner les informations que le policier qui avait découvert le corps avait données à la morgue. J'ai lu le dossier de l'enquête lentement. « Samedi 10, 13h00 – Place de *La aguilita* – Sujet masculin – En position allongée – Face contre terre – T-shirt noir – Baskets noires – Mort confirmée ». Sur le formulaire d'autopsie, un médecin légiste de l'INCIFO avait écrit : « Cause du décès : CVG ». En lisant le dossier de la police, j'ai imaginé la scène de sa mort : allongé sur une place publique, probablement ivre, on l'a tout simplement laissé mourir. De retour au Département d'identification, j'ai raconté à Luz ce que je venais de lire. Nous sommes allés au guichet pour informer les deux femmes. Luz leur a annoncé :

– La cause de décès s'appelle « congestion viscérale généralisée ». On pourrait dire que c'est une mort naturelle, à cause de ses problèmes d'alcool. Partez tranquillement : il n'est pas mort de façon violente. Il n'a pas été tué.

17h30



Fin du service: le fil conducteur de cette journée de travail, comme de tant d'autres, se trouve dans le constat que les disparitions et les morts auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui au Mexique ne relèvent pas seulement de la violence spectaculaire de la guerre de la drogue, mais qu'elles prennent tout leur sens à la lumière d'une conception plus large de la violence qui va au-delà de la violence physique pour inclure des formes moins flagrantes de destruction et dévaluation de la vie. La façon dont Luz et moi avons traité les deux familles, sans pouvoir vraiment les aider, m'a aussi fait penser que le pouvoir exercé par les institutions médico-légales sur des cadavres anonymes risque de prolonger la violence qu'ils ont subie dans leur vie. En recopiant mes notes de terrain chez moi ce soir-là, je pensais à la notion d'état d'exception développée par Walter Benjamin dans sa thèse sur le concept d'histoire. Pour le philosophe allemand, « la tradition des opprimés nous enseigne que l'état d'exception dans lequel nous vivons est la règle » (1940). Dans la morgue de Mexico, on atteste que les situations les plus tragiques et violentes se manifestent dans le traitement « ordinaire » des vies dévalorisées.

Tout au long de mon séjour à l'INCIFO, il n'y a jamais eu de jour où une famille ne s'est pas présentée au Département d'identification pour demander des informations sur un proche porté disparu. Quelques-unes réussissent à le trouver et rentrent à la maison en sachant qu'il est mort. Beaucoup d'autres ne trouvent rien, alors elles reviennent fréquemment, semaine après semaine, mois après mois, en fonction de leur temps libre. À l'INCIFO, les *peritos* en identification humaine ne refusent jamais de s'occuper d'une personne, même si elle vient chaque jour poser des questions sur le même proche disparu. Toutefois, les *peritos* ne contacteront jamais une famille de leur propre initiative, au cas où le corps recherché arriverait : pour qu'un corps soit identifié, il faut que sa famille vienne. La règle d'or du processus d'identification à l'INCIFO, comme me l'ont dit à plusieurs reprises les *peritos*, est la suivante : « nous n'appelons pas, les familles doivent venir et nous serons heureuses de les aider ». Si les familles des personnes disparues ne viennent pas, le cadavre de leur proche est envoyé dans la fosse commune. Mais si elles viennent et parviennent à l'identifier, en réalité il peut aussi leur arriver la même chose qu'à la fille d'*el Sapo*, le manutentionnaire de La Merced, envoyé à la fosse com-

mune après être passé par la table de dissection de la faculté d'anatomie. Du fait de son manque d'identification officielle, la fille de *el Sapo* n'a pas pu prouver légalement ni l'identité du cadavre de son père ni même sa propre identité. Les deux personnes, l'une morte et l'autre vivante, étaient « illisibles » (Scott, 2013) aux yeux gouvernement mexicain, pour ne pas dire invisibles.

Ainsi, la définition classique donnée par Monique Nuijten (2003) de l'État mexicain comme « machine à générer de l'espoir » (hope-generating machine) semble plus que jamais pertinente dans le contexte d'une « crise médico-légale » (*crisis forense*), où les instances scientifiques, bureaucratiques et judiciaires au service du gouvernement sont appelées à répondre au désespoir des proches de disparu.e.s. Lors des recherches de disparu.e.s, les *peritos* que j'ai rencontrés à l'INCIFO affirmaient par leurs actions envers les visiteurs de la morgue que « tout est encore possible, car les affaires ne sont jamais classées » (*Ibid.* : 16). Or, mon terrain ethnographique m'a aussi montré que beaucoup de promesses de ce gouvernement des morts ne sont jamais tenues. Les espoirs que fait systématiquement naître l'État ne sont jamais comblés. Bien au contraire. Les observations que font de nombreux anthropologues dans leurs ethnographies des interactions bureaucratiques (Spire, 2008 ; Zacka, 2017) s'appliquent également aux solutions que l'État mexicain apporte à la « crise médico-légale » en ce qu'il instaure des logiques de domination administrative qui placent les citoyens sous la discrétion des agents publics. À l'interface entre les *peritos* et les victimes de la violence, l'État soigne et accompagne, mais il blesse aussi. L'INCIFO, comme toutes les morgues du pays, regorge d'histoires ordinaires d'une violence exceptionnelle qui confirment les échecs de l'État mexicain envers ceux qui en ont le plus besoin.



**L'INCIFO, comme toutes
les morgues du pays, regorge
d'histoires ordinaires
d'une violence exceptionnelle
qui confirment les échecs
de l'État mexicain envers
ceux qui en ont le plus besoin**



La promesse des bases de données médico-légales

Si vous discutez avec des proches de personnes disparues, des experts en médecine légale, des politiciens ou des défenseurs des droits humains, du principal problème auquel est confronté le gouvernement mexicain pour identifier les cadavres inconnus et retrouver les disparu.e.s, la réponse est souvent la même : l'absence d'une base de données nationale qui permettrait de croiser et de comparer automatiquement les caractéristiques physiques ou même génétiques des disparu.e.s avec celles des cadavres inconnus.

Cependant, comme le montre Matthew Hull dans son ethnographie des pratiques de documentation bureaucratique dans le Pakistan contemporain, la « rhétorique de la révolution technologique » nous empêche souvent d'observer que les « technologies électroniques » fonctionnent dans la continuité des « pratiques de paperasserie » (2012: 257). En ce sens, il arrive souvent que la façon d'utiliser un nouvel outil numérique vienne se subordonner aux dynamiques de production et de circulation des documents écrits d'une institution. Dans le cas du Département d'identification de l'INCIFO, l'utilisation pratique des bases de données médico-légales est loin de correspondre aux aspirations qui les accompagnent. Toutefois, elle est bien adaptée à ses besoins matériels.

En théorie, dès l'arrivée d'un cadavre inconnu à la morgue, ses caractéristiques PM devraient être intégrées dans la base de données AM/PM pour pouvoir être comparées automatiquement aux données AM fournies par une famille venant chercher son proche disparu. Or, l'usage qu'on en fait lui prête davantage les fonctions d'une déchiqueteuse de documents : en raison de l'énorme quantité de dossiers en papier accumulés sur ces corps anonymes depuis la création du Département d'identification, cet outil est assidûment utilisé pour libérer de l'espace physique dans la zone d'archives. Deux employés administratifs, sont chargés de transcrire les dossiers papiers de cadavres inconnus dans cette base de données, en partant du plus ancien au plus récent, et en donnant la priorité à ceux déjà identifiés, afin de détruire les dossiers papier qui ne sont plus nécessaires aux *peritos*.

En ne saisissant pas les données PM des cadavres qui viennent d'arriver, il devient impossible d'utiliser cette base de données pour progresser dans l'identification des cadavres inconnus et aider les familles dans leur quête. Parallèlement, la moitié des entités fédératives qui ont accès à cet outil, n'ont encore enregistré aucune donnée AM concernant les personnes disparues (Angel, 2019). Ainsi, l'usage de cet outil numérique répond surtout aux besoins matériels du Département d'identification plutôt qu'à ces objectifs théoriques.

Dans le Département d'identification a également été installé le Système automatisé d'identification des empreintes digitales (Automated Fingerprint Identification System, AFIS) développé par le FBI américain en 1999, et acheté par le Bureau du procureur général de la République du Mexique (Procuraduría General de la República, PGR) en 2009. Selon l'un de ses principaux promoteurs, la fonction d'AFIS est « d'analyser d'énormes bases de données et de fournir des correspondances possibles d'empreintes digitales en quelques minutes » (Thales, 2019). Au Mexique, AFIS est censé mettre automatiquement en réseau les empreintes digitales recueillies par différentes instances telles que les prisons, la sécurité sociale, la police, le service civique ou les municipalités pour leurs fonctionnaires. Cependant, dans la pratique, l'utilisation d'AFIS à l'INCIFO est si problématique que les experts l'appellent familièrement « *chafis* », pour reprendre le sens du mot *chafa*, utilisé en espagnol mexicain pour désigner quelque-chose de mauvaise qualité. Si les *peritos* demandent toujours une carte d'identité de la personne recherchée pour voir si son empreinte digitale a une correspondance automatique avec les cadavres inconnus admis à l'INCIFO, l'AFIS trouve peu de correspondances en raison de la mauvaise qualité des images qui y sont enregistrées. De plus, les *peritos* n'utilisent jamais cette base de données en sens inverse, c'est-à-dire qu'elles ne saisissent pas les empreintes digitales des cadavres inconnus pour voir si l'une d'entre elles correspond à celle d'une personne qui aurait été préalablement enregistrée dans le système AFIS. Comme plusieurs *peritos* me l'ont expliqué dans les mêmes termes, procéder de la sorte n'aurait aucun sens car, bien que l'AFIS ait pu identifier un corps inconnu qui vient d'arriver, il est interdit aux membres du Département d'identification d'appeler les proches pour les avertir : « Ce sont les familles qui doivent venir », m'ont répété les *peritos* avec insistance.





Les dossiers s'accumulent dans le bureau du procureur de l'État de Guerrero. Chilpancingo, 2018 © Sabrina Melenotte

Dans l'engrenage des institutions : la recherche sans fin d'un fils disparu

—••••• Luis López •••••—

Lorsque le 27 janvier 2011, Alejandro, un jeune ingénieur résidant à Mexico, disparaît sur l'autoroute Monterrey-Nuevo Laredo qui relie les États du Nuevo León et du Tamaulipas, ses parents, Lucia et Alfonso, initient un périple qui va les confronter à un monde jusqu'alors invisible pour eux. Leur premier contact avec les autorités leur montre l'étendue de la crise de violence et l'impunité qui entoure la disparition forcée qui sévit au Mexique (cf. *Qui disparaît à Mexico?*).

Dans son ethnographie sur le traitement infligé par l'administration de la municipalité de Buenos Aires aux habitants des quartiers populaires, Javier Auyero (2001) montre que dans la relation entretenue entre les fonctionnaires et les citoyens demandant des services s'exercent des formes de domination subtiles, comme l'allongement des délais d'obtention des documents, ou les requêtes constantes de nouveaux papiers pour constituer les dossiers. Ces formes de domination cherchent moins à dissuader les demandeurs qu'à les installer dans une condition de dépendance active, car ceux-ci doivent obtempérer à chaque nouvelle demande.

Au Mexique, les autorités locales et fédérales développent envers les familles de personnes disparues toute une série de micro-dispositifs de contrôle qui semblent entrer dans cette logique de dépendance active. L'un de ces micro-dispositifs se met en œuvre dès la première prise de contact avec les différentes autorités de l'État de Nuevo León (police judiciaire du Nuevo León, Parquet fédéré) puis avec celles de la Fédération (Parquet fédéral, Bureau du procureur de la République) qui, dès le début, entravent l'enregistrement des plaintes (cf. *L'avez-vous vu.e ?*).

Le récit d'Alfonso Moreno met en lumière ce processus :

On a vu comment fonctionne la bureaucratie. Le personnel du commissariat était en train de manger quand on est arrivés. On a attendu des heures avant de déposer la plainte. Et ce n'était pas un véritable dépôt de plainte, mais juste un rapport préliminaire sans valeur juridique. (Alfonso Moreno, père d'Alejandro Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

L'allongement du délai préalable au dépôt de plainte est l'une des formes de dissuasion employées par les autorités locales (commissariats de police, bureau du procureur). L'autre moyen utilisé est de faire croire aux familles que la plainte a été déposée, alors qu'ils fournissent un simple procès-verbal. Malgré tout, la plainte a pu être déposée. Ce même jour, Alfonso Moreno et Lucia Baca, sa femme et la mère d'Alejandro, appellent la caserne militaire de Monterrey. Le Général leur conseille de partir et de ne pas « faire confiance aux autorités de l'État de Nuevo León car elles étaient toutes impliquées [dans la disparition forcée de personnes] », selon les termes de Lucia (entretien réalisé le 10 janvier 2016 à Mexico). Des sentiments de méfiance, de peur et de vulnérabilité s'installent alors chez les parents d'Alejandro, mais rien ne les dissuade de continuer leur recherche :

On est allé au village proche du lieu où Alejandro a disparu, là aussi on a déposé une autre plainte. Le policier fédéral qui nous accompagnait nous a dit : « Ne vous inquiétez pas, [les narco-trafiquants] vont vous rendre votre fils dans trois mois. Ils emploient parfois [les personnes séquestrées] à des tâches diverses. Et la voiture de votre fils va circuler dans les villages. » (Alfonso Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

Pour procéder aux premiers repérages, Alfonso et Lucia se font accompagner par des officiers de la police judiciaire (PJ) de l'État de Nuevo León, qui dépendent du bureau du procureur local. L'un des officiers essaie de les

tranquilliser en leur donnant des informations invérifiables qui reposent sur des on-dit, ou « ils font parfois ceci ou cela », « les narcotrafiquants vont vous rendre votre fils dans trois mois », etc. Ces informations invérifiables, ces rumeurs, visent tantôt à tranquilliser les familles, tantôt à les dissuader de chercher par leurs propres moyens, mais dans tous les cas, les autorités les mettent en situation d'attente (« trois mois »). Celui qui l'énonce (un policier chargé de l'enquête), essaie de mettre en valeur son expérience et un supposé savoir local, basé sur la connaissance des noms des criminels et des cartels. Ces « informations » que le fonctionnaire de police n'hésite pas à partager avec les familles sont censées être rassurantes : l'enlèvement et l'« emploi » forcé de personnes, souvent des techniciens ou des ingénieurs sachant développer des systèmes de communication, sont des pratiques effectivement constatées dans certaines régions. Mais ces indications sont présentées à la fois pour « rassurer » (il n'est pas mort, mais est utilisé pour son travail) et pour avertir : mieux vaut ne pas continuer à chercher ni attendre le retour du fils.

Lorsque l'officier de la police judiciaire raconte aux parents d'Alejandro qu'il est retenu, mais va revenir dans trois mois, l'effet de ces mots est calculé. Ni Lucía, ni Alfonso n'a pu réagir aux propos de l'officier.

— Avez-vous réagi à ce que vous a dit le policier ?

— Non. Nous étions sous le choc. Même mon mari qui est froid et rationnel, n'a pas réagi. Tout était surprenant pour nous. J'ai juste eu le réflexe de lui demander « Pourquoi [retien-draient-ils Alejandro pendant trois mois] ? Il m'a répondu : « ...pour l'obliger à travailler ». Ça a été sa réponse. Après-coup j'ai pensé, « pourquoi je n'ai pas relancé ? » Je ne sais pas, j'aurais pu lui demander « comment savez-vous cela ? » Mais j'étais méfiante à son égard après ce que nous avait dit le Général...

— Avez-vous pensé qu'il en savait plus ?

— Bien sûr ! J'ai eu peur. J'étais à Nuevo Laredo dans le Tamaulipas. Je ne connaissais rien, j'étais loin de chez moi. On était, mon mari et moi, très vulnérables. (Lucia Baca, mère d'Alejandro Moreno, entretien réalisé le 10 janvier 2016 à Mexico)

Si, malgré toutes les difficultés rencontrées par la famille (dissuasions, menaces, peur), elle persiste dans sa recherche, il leur reste à faire face à la constitution et au suivi du dossier (Villarreal, 2016). En principe, lorsqu'une famille porte plainte pour la disparition de son proche, celle-ci est reçue par un ministère public local sous la juridiction des États fédérés (*cf. Qui disparaît à Mexico ?*).

Une fois la plainte reçue, un long parcours attend les familles. En tout, la famille d'Alejandro s'est battue auprès de quatre institutions différentes, dans l'espoir de le retrouver. La disparition d'Alejandro a d'abord été classée comme « fugue » lorsqu'elle a été signalée par ses parents à l'antenne de police de Monterrey. Mais comme la disparition a eu lieu sur une autoroute fédérale, une seconde plainte a été déposée pour la disparition de la voiture

Il s'est passé un mois avant que le bureau du ministère public de Nuevo León regroupe les plaintes et ouvre un dossier pour « séquestration »



auprès de la police routière basée à Nuevo Laredo (l'une des branches du parquet fédéral). Une troisième plainte a été déposée à Salinas Hidalgo, où se trouve le point de l'autoroute où Alejandro a été vu pour la dernière fois. Enfin, une dernière requête a été déposée auprès de l'agence chargée des autoroutes fédérales afin d'obtenir une copie des photos des péages utilisés par Alejandro.

Toutes ces plaintes ont été déposées par la famille Moreno au cours de la même semaine, du 30 janvier au 7 février. Il s'est passé un mois avant que le bureau du ministère public de Nuevo León regroupe les plaintes et ouvre un dossier pour « séquestration » (*secuestro*). La famille est entrée en contact avec les autorités fédérales, le bureau chargé des investigations de la criminalité organisée du Bureau du procureur fédéral (Seido, Subprocuraduría Especializada en Investigación de Delincuencia Organizada)

De retour à Mexico, on est entré en contact avec le ministère public fédéral. Ils ont ouvert un dossier car la séquestration est un délit fédéral. On nous a mis en contact avec un négociateur et on nous a demandé d'attendre un appel de demande de rançon. Une semaine plus tard, on lui fait savoir que personne ne nous a contactés. Il nous dit « c'est très bizarre ». C'est tout. Les semaines passaient et j'appelais tous les jours et rien. Un jour, un mois plus tard je crois, le négociateur me répond, énervé, « Je fais mon travail madame, mais ces gens [les ravisseurs supposés] sont fous, ils prennent des drogues et puis, parfois ils assassinent les personnes. C'est probable que votre fils soit déjà mort. » (Lucia Baca, mère d'Alejandro Moreno, entretien réalisé le 10 janvier 2016 à Mexico)

Au Mexique, le ministère public est l'institution en charge des affaires de disparition. Il décide, en fonction des preuves et des indices, si un dossier est ouvert et si un mécanisme de suivi s'instaure. C'est à ce moment-là qu'une déclaration de disparition peut être demandée. Or, rien ne garantit l'accès au mécanisme de constitution et de suivi des dossiers, souvent cela reste à la discrétion des fonctionnaires des ministères publics fédéraux ou régionaux. Pourtant c'est là aussi que des possibilités s'ouvrent pour les familles, car elles peuvent apporter à ces mêmes fonctionnaires des preuves de la disparition, des échantillons ADN et d'autres documents officiels d'identité. C'est aussi là que s'ouvre pour les victimes une possibilité d'entretien dont l'efficacité est certes modérée, mais où des pressions peuvent être exercées sur les fonctionnaires.

La constitution, le suivi des dossiers et le fétichisme du document

Les parents d'Alejandro ont finalement réussi à constituer deux dossiers : Au niveau régional, le dossier a été ouvert par le ministère public dépendant du parquet régional de Nuevo León (procureur fédéré). Le second a été déposé au sein du ministère public dépendant du parquet fédéral (procureur de la République). Pour parvenir à ouvrir les deux dossiers, ils ont suivi deux stratégies différentes.

Le premier dossier a été constitué grâce à l'aide d'une association basée à Monterrey, qui commençait à attirer l'attention sur la question des personnes disparues. Dans le modèle institutionnel mexicain, où le pouvoir discrétionnaire des ministères publics est total, l'action des citoyens semble trop limitée. En réponse à cela, le collectif Citoyens en soutien aux droits humains (Ciudadanos en Apoyo a los Derechos Humanos A. C., Cadhac) a porté dès 1993 les dénonciations de tortures commises par la police (Villarreal, 2016). En 2009, lorsque les cas d'enlèvement explosent dans le Nuevo León au milieu d'un affrontement entre le déclinant Cartel du Golfe et les émergents Zetas, le collectif reçoit 16 déclarations de disparition. Deux ans plus tard, en 2011, ils en reçoivent 294 (Cadhac, 2016). C'est alors que l'association gagne une certaine notoriété en portant la question des personnes disparues dans les espaces publics de Monterrey, ce qui permet d'engager un dialogue avec les autorités locales (Parquet fédéré) (Villarreal, 2016) dépassées par les trop nombreux cas de disparitions dans l'État de Nuevo León. Au même moment, dans le sud du Mexique, la « Marche du réconfort » organisée par le Mouvement pour la paix avec justice et dignité (Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad, MPJD), parcourait les principales villes du centre et du nord du pays. Lors de leur passage à Monterrey, en 2011, le MPJD accompagne Cadhac et les activistes à une réunion avec le Procureur de l'État de Nuevo León pour lui présenter une dizaine de disparitions et demander leur suivi. Au même moment, Alfonso et Lucia se trouvaient dans les mêmes bureaux dans l'attente d'un rendez-vous. Par hasard, leur dossier a été incorporé à la dernière minute dans le groupe de suivi organisé par le MPJD et Cadhac :

On était à Monterrey pour voir le procureur. On est arrivé en avance et le secrétaire particulier nous a reçus, mais toujours rien. On attendait mais rien. On a entendu du bruit dans la salle d'attente et on a vu arriver Javier Sicilia, Consuelo de Cadhac, et d'autres personnes qui ont été reçues immédiatement. On avait déjà parlé à Consuelo et Sicilia (...) On s'approche d'eux et l'un des responsables du mouvement nous demande « et vous, vous êtes qui ? Vous voulez quoi ? » On s'est présentés et Consuelo a confirmé qu'on avait un fils disparu, « mais leur cas n'est pas inclus dans notre dossier ». Alors ce même responsable dit « dans ce cas, vous ne pouvez pas entrer ». Face aux protestations des autres parents qui nous connaissaient, il accepte « Ok, mais on ne va pas parler

de votre cas et seul l'un de vous deux va y entrer » (...) une fois dans le bureau du procureur, mon mari a montré tous les documents et les enquêtes que nous avons faits. Ils n'en revenaient pas. (Lucia Baca, mère d'Alejandro Moreno, entretien réalisé le 10 janvier 2016 à Mexico)

L'arbitraire des ministères publics dans la constitution des dossiers fait partie des mécanismes de dissuasion et de contrôle que l'État mexicain exerce sur les familles, mais qui leur ouvre également des possibilités d'action. Le travail des associations civiles dans la dénonciation, l'accompagnement et la professionnalisation du suivi des dossiers est pour cela essentiel. La constitution de dossiers et l'exercice d'une forme de pression sur les fonctionnaires, l'occupation des rues et des places publiques, le travail d'accompagnement social et psychologique auprès des familles (notamment dans les démarches légales), l'organisation des recherches des disparu.e.s, toutes ces modalités d'action sont plurielles et obéissent à des enjeux et des logiques hétérogènes.

Si l'accès au ministère public régional est difficile pour beaucoup de familles, avoir un contact avec les ministères publics fédéraux est plus compliqué encore. La constitution de ce second dossier a été encore plus difficile que la première. On est alors en 2009, et le crime de disparition forcée n'est pas encore reconnu par la loi. Face aux portes qui se ferment et au temps qui passe, Lucia tente sa chance et se débrouille pour s'entretenir avec Margarita Zavala, épouse du Président de la République, Felipe Calderón. Elle lui remet une lettre expliquant son cas :

L'amie d'une amie appartenant au PAN [Parti d'Action Nationale, le parti du président de l'époque] a organisé une rencontre de femmes avec Margarita. C'était en 2011, en mars. J'ai pu entrer avec toutes ces femmes. J'ai vu Margarita et lui ai remis une lettre. Je lui ai dit « Je suis la mère d'Alejandro. Il a disparu. Je veux que vous m'aidiez à le retrouver. » Elle ne m'a rien répondu. Elle a essayé de montrer sa tristesse, mais c'est tout. Elle a donné la lettre à sa secrétaire. Puis plus rien. La lettre a soi-disant disparu. (Lucia Baca, mère d'Alejandro Moreno, entretien réalisé le 10 janvier 2016 à Mexico)

Dans l'imaginaire des Mexicain.e.s, le Président de la République est une figure toute-puissante, c'est pour cette raison que Lucia a cherché à rencontrer l'épouse du président. Néanmoins, cela n'a pas donné les résultats escomptés.

L'anthropologue indienne Veena Das (2015) propose de comprendre la corruption comme un ensemble de pratiques ancrées dans la vie ordinaire. Si pour les habitants des quartiers défavorisés, la corruption est perçue comme contraire à leurs valeurs et à leurs aspirations d'une politique plus propre, elle ouvre des possibilités d'action pour ces mêmes populations qui se trouvent souvent dans des situations limites. Pour elle, la corruption émerge lorsque des lois et des cadres normatifs opposés cohabitent. Dans le cas de la recherche de disparu.e.s, la corruption



Les familles assistent durant des heures à la présentation des fiches des relevés de la morgue sur les 6 dernières années écoulées. Elles se mettent en colère lorsqu'elles réalisent que ces fiches n'ont pas été triées et qu'elles doivent aussi subir les descriptions atroces de tous les cadavres qui n'ont rien à voir avec des disparu.e.s. Tuxpan, 13 février 2020, Veracruz © Emmanuelle Corne

apparaît à la fois comme un obstacle et comme une possibilité d'action. Ainsi, lorsqu'une famille de classe moyenne supérieure, comme celle de Lucia et Alfonso, subit l'enlèvement d'un proche, elle a certainement plus de possibilités d'agir qu'une famille d'origine modeste. Pour autant, la corruption ne peut se réduire à la demande d'argent pour avoir accès aux informations et aux dossiers, elle comprend aussi la possibilité de placer la recherche des personnes disparues dans un espace extra-légal en dehors de ce que prévoient les protocoles.

Les parents, on est devenu des enquêteurs à tous les niveaux. Dans le cas d'Alejandro on a 11 volumes de documents dans les archives de la police du Nuevo León. Et ce sont 47 volumes avec le bureau du Procureur général de la République (...) Ce ne sont que des papiers. Des déclarations. Des ordres de mission. Des demandes d'un bureau à l'autre. (Alfonso Moreno, père de Alejandro Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

Une fois le dossier déposé, le ministère public organise avec les familles des groupes de suivi des avancées de la recherche. Ces groupes sont présidés par le ministère public chargé du dossier, les officiers chargés de l'enquête, des fonctionnaires de rang mineur, un observateur de la Commission régionale des droits humains et des représentants des associations. À chaque action ou demande émise par le bureau du ministère public chargé du cas, des documents attestent du fonctionnement de l'appareil bureaucratique. Par exemple, un ordre de mission de recherche adressé aux autorités municipales ou aux services médico-légaux génère une grande quantité de papier. Le dossier s'épaissit vite et le document incarne l'action des autorités. Il devient aussi l'objet de disputes. À chaque demande des familles, les fonctionnaires brandissent des documents prouvant leur action et les familles leur opposent l'absence de résultats. Si les documents

administratifs prennent tant d'importance dans les réunions de suivi, c'est qu'ils ouvrent un espace de discussion avec les autorités et d'action pour les familles. Ces réunions entre ministères publics (fédéré et fédéral), familles de disparu.e.s et activistes permettent de créer une interface socio-étatique (Gurza et Insunsa, 2010), où les familles et les différentes autorités chargées des dossiers retrouvent un espace de dialogue possible, mais aussi un espace de conflit. Il est important de souligner que ces espaces d'action restreints permettent aux familles d'ajuster leurs actions en fonction des avancées ou non des investigations. Tantôt critiques, tantôt conciliants, les membres des familles et des collectifs apprennent à négocier avec les fonctionnaires malgré la situation asymétrique dans laquelle ils se trouvent :

On a réussi à rencontrer toutes les autorités fédérales [le Parquet], de l'État de Nuevo León, de la Commission des Droits humains. On n'a trouvé qu'apathie, omission, incompetence (...) À chaque fois qu'on parvenait à obtenir le suivi d'un dossier, on arrivait avec les registres de tous les appels passés par le téléphone d'Alejandro, on avait reconstruit tout le réseau des acteurs impliqués. Quand je montrais tout ce qui se passait dans la zone, le responsable du bureau du procureur me disait, « Ingénieur, ne voulez-vous pas venir travailler avec nous? » ; je répondais « ce que je veux, c'est retrouver mon fils ». (Alfonso Moreno, père de Alejandro Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

Les groupes de suivi sont aussi bien un espace où s'assoient l'asymétrie et la domination des fonctionnaires, qu'un terrain de dispute où les proches de disparu.e.s peuvent faire valoir leurs droits, être écoutés et parfois obtenir des réponses des fonctionnaires. Même si peu d'avancées ont été faites pour les parents d'Alejandro, les groupes de travail assurent la possibilité de continuer à le chercher.

Les possibilités d'action des familles des disparu.e.s

Pendant une décennie, et en dehors des réunions de suivi, les parents d'Alejandro ont mené de nombreuses recherches. Ils ont obtenu les photos des caméras de surveillance de l'autoroute où l'on voit Alejandro pour la dernière fois avant sa disparition. Ils ont localisé le téléphone de leur fils cinq années plus tard. Ils ont identifié les commanditaires de l'enlèvement. Ils ont payé des informateurs pour localiser la maison où la voiture de leur fils avait été aperçue. Grâce à ces informations, les autorités judiciaires ont réussi à incarcérer certains des leaders de la cellule qui a probablement kidnappé Alejandro, mais sans avoir de leur part, elles n'ont pas réussi à localiser leur fils.

On a identifié qui avait la voiture d'Alejandro. On savait précisément dans quelle maison elle se trouvait. J'ai demandé au policier chargé de la zone d'aller fouiller la maison. Il me dit, « apporte-moi une preuve », c'est-à-dire que nos propres autorités nous demandaient de faire le travail à leur place. (Alfonso Moreno, père de Alejandro Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

Tout au long de leurs recherches, Alfonso et Lucia ont parcouru les villages environnant la région où Alejandro a été enlevé. Ils ont dû payer par leurs propres moyens des indics, des policiers locaux, des autorités fédérales. Alfonso a dû abandonner ses entreprises pour se consacrer totalement à la recherche de son fils. Il a méthodiquement conservé tous les documents, toutes les informations, toutes les données. Il a reconstruit, avec ses propres moyens, une chronologie autour de l'enlèvement de son fils.

On a effectué 47 vols de reconnaissance avec des drones au-dessus de la zone où mon fils a été enlevé. En 2015, on a trouvé des pistes d'atterrissage clandestines. À force de faire pression, on a pu accompagner la police fédérale qui a fini par organiser des vols dans la même zone. Les policiers ont feint d'être surpris (...) On a trouvé une piste d'atterrissage au Nord de Salinas Hidalgo. À San Carlos, on en a trouvé une autre, dissimulée sous l'aspect d'une piste de course hippique (...) Moi, la structure de cette délinquance ne m'intéresse pas. Le commerce de la drogue ne s'arrêtera pas. Ce qui m'intéresse c'est de retrouver Alejandro. Vivant ou mort. De savoir ce qu'on fait de lui. (Alfonso Moreno, père de Alejandro Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

Et pourtant, malgré les efforts réalisés et les ressources investies, la quête de vérité de la famille d'Alejandro ne portera pas ses fruits. Grâce à ses enquêtes, la police a néanmoins réussi à arrêter le responsable de la cellule des Zetas opérant dans la région. Une fois en prison, le supposé responsable, s'est tu. Certains membres de l'organisation criminelle sont morts en prison. D'autres membres dénoncent des tortures pour leur faire avouer des disparitions. Malgré tous les efforts de la famille d'Alejandro, ils butent contre un mur de silence. Un mur de complicités et de peurs mêlées.

J'ai fait mes propres cartes. J'ai identifié ce que j'appelle un « triangle de la mort ». Il s'étend de Laredo à Monterrey et Reynosa. On s'est rendu dans tous ces lieux afin d'identifier qui était lié de près ou de loin à la disparition de mon fils. Quand la cellule a été démantelée, on pensait pouvoir trouver des informations. Mais les détenus ne parlent pas, ils ont un code. Ils ne peuvent pas en parler. Sinon leurs propres familles seront en danger. C'est ce qu'ils craignent. C'est pour cela qu'ils n'en parlent pas. (Alfonso Moreno, père de Alejandro Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

À leurs yeux, tous ces efforts sont justifiés car ils ne peuvent tout simplement pas abandonner la recherche de leur proche disparu.e. La capacité d'action des familles se déploie entre les injonctions des autorités (qui imposent le temps et les rythmes des réunions, qui décident si telle ou telle mission est réalisable ou non), les menaces des groupes criminels (Alfonso, Lucia et cinq autres familles dont les dossiers sont localisés à Monterrey sont sous protection policière à Monterrey) et les besoins de survie de leurs proches.

Or, c'est précisément dans la famille que le temps investi dans la recherche provoque le plus de tensions et de conflits. Les deux autres frères d'Alejandro (il était le cadet), commencent à se plaindre des absences de leurs parents, et s'inquiètent de leur sécurité. Ces tensions ont souvent des conséquences profondes et provoquent des divorces, des maladies, des ruptures.

Mon fils aîné, celui qui est marié, me demandait en pleurant au début, d'arrêter la recherche car il avait peur pour nous. Il disait, « tu sais maman, Alejandro n'est plus parmi nous, il est intelligent et s'il était vivant, il aurait trouvé le moyen de communiquer avec nous ». C'est une douleur très grande d'entendre ton propre fils parler comme ça de son frère. Mais ce que nous répondons, mon mari et moi, c'est que nous ferions la même chose pour eux, pour n'importe lequel d'entre eux. Maintenant qu'il est devenu papa, il a changé sa façon de voir les choses. (Lucia Baca, mère d'Alejandro Moreno, entretien réalisé le 10 janvier 2016 à Mexico)

Ces déchirements sont à la base de l'engagement des familles dans l'action, car ils nourrissent un sentiment d'urgence, de culpabilité, de désespoir, mais aussi de force, et de courage. Sans ces sentiments contradictoires et ces émotions ambivalentes, on ne peut pas comprendre

**Malgré tous les efforts
de la famille d'Alejandro,
ils butent
contre un mur de silence.
Un mur de complicités
et de peurs mêlées.**



le sens et la portée de l'action et la mobilisation de familles de personnes disparues.

Le sens d'une recherche

Alfonso et Lucia se sont interrogés sur le sens de leur recherche à plus d'une occasion. Ils ont tout investi dans cette recherche, ils ont littéralement remué ciel et terre et tout près du but, ils n'arrivent toujours pas à connaître la localisation de leur fils. La réponse est que tous ces efforts sont motivés par le besoin de vérité et par la lutte contre l'oubli. La recherche d'Alejandro est vécue par ses parents comme une véritable lutte contre le temps, et d'une certaine manière, comme une forme de résistance.

Nous sommes fatigués, malades, souffrants. Beaucoup, beaucoup de parents sont partis avec leur chagrin (...) On ne peut pas oublier Alejandro car c'est comme si on le tuait nous-mêmes (...) Ces sept années ont été trop dures, elles nous ont laissé une profonde blessure. Je prie Dieu pour que mon fils puisse réapparaître un jour. Je ne veux pas partir comme beaucoup de parents, sans savoir ce qui est arrivé à mon fils. (Alfonso Moreno, père de Alejandro Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

La recherche est ressentie et vécue par tout le corps. Elle suppose une disponibilité totale, pour se déplacer, être présent dans des réunions, suivre des pistes, rencontrer des informateurs. Alors que d'autres familles vont aussi réaliser des recherches dans des institutions, ou dans des fosses clandestines (cf. *L'énigme de la disparition*), celle d'Alejandro s'est concentrée sur le suivi de dossiers et la recherche de pistes. Toutes ces démarches supposent qu'ils financent eux-mêmes les coûts de déplacement et de recherche. Chaque jour est donc une bataille contre l'oubli et pour la mémoire, une bataille dans laquelle interviennent les parents et finalement aussi toute la famille. Les frères d'Alejandro, malgré leurs réserves de le retrouver un jour vivant, font en sorte de maintenir sa mémoire en racontant des histoires à leurs enfants, ou en gardant intacte la chambre de leur frère dans l'attente de son retour. Lucia consacre un autel à la mémoire de son fils, elle entretient toujours l'espoir de son retour, même si le passage des jours l'amenuise. Pour Alfonso, en revanche, c'est en s'investissant dans la recherche infatigable de nouvelles pistes qui le mèneraient à son fils, qu'il espère garder la mémoire de son fils vivante.

Quand je leur demande comment trouver les forces pour continuer à chercher Alejandro malgré les échecs et le temps qui passe, ils me répondent sans hésiter :

Comment nous nous donnons de la force ? Il n'y a pas de mémoire dans notre pays. J'ai commencé mes études en 1968, j'ai vécu le 68 (...) Après toutes ces tueries, Atoyac, Santo Tomas, tout ça. Combien de morts en 1968 ? Des milliers. Qui les cherche ? Personne. C'est ce que le gouvernement attend. Tous les milliers de disparus sous le gouvernement de Calderón, plus de 30 000. C'est ça le pari du

gouvernement : l'oubli. (Alfonso Moreno, père de Alejandro Moreno, entretien réalisé le 25 janvier 2018 à Mexico)

Entre l'expérience individuelle et l'enjeu collectif se construit l'action d'une famille de classe moyenne qui subit une épreuve majeure. Les possibilités d'action des familles de personnes disparues sont réduites, car le pouvoir des fonctionnaires, notamment celui des ministères publics, reste très grand, et la corruption est très répandue. Cependant, à l'instar des parents d'Alejandro, beaucoup de familles déploient des stratégies plus ou moins légales (utilisation de drones, emploi de détectives privés, paiement de pots-de-vin) afin de collecter les informations pouvant les conduire à leurs proches. Contre toute attente, c'est précisément l'arbitraire des institutions et le vide entre ce que la loi prévoit et l'action des fonctionnaires responsables des recherches, qui ouvrent des possibilités d'action pour les familles. Loin de dissuader les parents d'Alejandro, les efforts des fonctionnaires pour leur faire peur, les réduire au silence ou les immobiliser ne font qu'augmenter leurs forces pour continuer les recherches.

Si du point de vue des institutions chargées de la recherche de personnes disparues, la gestion des demandes de suivi est surtout une question de contrôle et de démobilisation des familles, du point de vue de ces dernières, le suivi des dossiers est une opportunité pour agir. Loin de se cantonner à une position passive et attentiste, l'action des familles comme celle d'Alejandro, se déploie dans les espaces institutionnels délaissés par les autorités. Les familles réalisent l'investigation criminelle sur les lieux potentiels du crime, là où les autorités devraient la mener. Elles poursuivent les enquêtes par elles-mêmes quand les Parquet fédéré et fédéral ne suivent pas les pistes qu'elles leurs apportent. Quand les officiers de police locaux et fédéraux rechignent à aller sur le terrain, ce sont encore les familles qui exercent des pressions pour effectuer des vols de reconnaissance, des recherches d'indices et de témoignages, des reconstructions des faits et de localisation de suspects.



Je m'appelle Marta. Je vis à Monterrey. Je suis la mère d'Irvin. Je fais partie de l'association Buscadores. Irvin a disparu le 17 août 2010. Il a été enlevé par un commando armé, il était à trois maisons de chez sa grand-mère, dans un snack. Il était avec des amis. Son frère l'a rejoint et ils discutaient tous ensemble quand un commando armé est arrivé dans un van. Ils ont pointé des armes sur tout le monde, alors... Irvin a pris peur et il s'est enfui. Ils lui ont tiré dans le pied, il s'est relevé et a continué à courir. Ils l'ont rattrapé et coincé, l'ont traîné et ont déchiré sa chemise, il a perdu une chaussure de tennis, sa casquette... Il a réussi à courir vers une chaise et ils l'ont rattrapé, il s'est dégagé. Il est très habile pour se dégager. Jusqu'à ce qu'enfin, ils l'attrapent et le mettent dans le camion. J'ai reçu un appel et c'était ma belle-fille qui m'a dit : ils ont pris Irvin... J'ai pris un taxi et je me suis rendue chez ma belle-mère. Quand je suis arrivée, il y avait une patrouille dans la rue et ils m'ont dit qu'il ne s'était rien passé ! Et pourtant tout le monde pleurait dans cette rue et il y avait beaucoup de gens armés.

Je ne savais pas quoi faire, alors je suis entrée dans la maison et j'ai passé des appels au ministère, je suis passée d'un numéro à l'autre, et on m'a dit : « Non ! il n'est pas ici !, et vous ne pouvez pas déposer plainte ici ! composez ce numéro ». Et ils m'ont donné d'autres numéros, et je les composais tous et à la fin on m'a dit qu'ils n'enverraient personne car toute la police et tous les soldats étaient envoyés dans une municipalité où un maire avait été kidnappé. Alors je me suis assise et j'ai dit : « à qui je peux parler ? s'il n'y a personne... » Je ne savais pas quoi faire. Une jeune fille avait noté les numéros des plaques d'immatriculation du van. Je les ai notés sur un ticket que j'ai perdu... [elle pleure] j'ai perdu le ticket... Mais nous sommes là ! Et nous cherchons tous les disparu.e.s et je sais qu'en venant ici, je ne vais pas trouver le mien, mais je vais peut-être trouver celui de quelqu'un d'autre et cela ramènera la paix à cette personne. (Entretien réalisé par Emmanuelle Corne le 14 février 2020 à Papantla)





Un moment de repos lors d'une recherche de fosses clandestines. Juillet 2016, alentours d'Iguala © Sabrina Melenotte

Paysages de la disparition et mondes fantomatiques



Partie 3





Dans les plis du désert : d'Atacama (Chili) au Sonora (Mexique-États-Unis)

—◆◆◆— Paola Díaz —◆◆◆—

**Le multiple,
ce n'est pas seulement
ce qui a beaucoup de parties,
mais ce qui est plié
de beaucoup de façons
(Deleuze, 1988 : 5)**



La Polvareda. 2013 © Miguel Fernández de Castro

La malemort (*mala muerte*) à Atacama

J'ai connu le désert d'Atacama, à l'extrême nord du Chili, en creusant ses sables avec une équipe d'anthropologues et d'archéologues du musée archéologique de San Pedro de Atacama. Nous étions une poignée d'étudiants en licence d'anthropologie venus travailler sur les fouilles aux côtés des ouvriers du musée. Nous y avons trouvé des sites funéraires précolombiens : des squelettes entiers, bien disposés, ornés selon le rang social des mort.e.s. Dans ce désert, des momies soigneusement enveloppées dans des tissus multicolores, ont également été déterrées.

Dans cette immensité, multicolore et lunaire à la fois, la « bonne mort » – à l'image d'une « bonne vie » –, celle qui honore et enterre ses morts, coexiste avec la « mauvaise mort » ou l'impossibilité de la mort, car on ne meurt pas quand on disparaît. La mauvaise mort du prisonnier politique exécuté et qui, en raison des caractéristiques du sol, a été transformé en une momie macabre (Ejercicios de Aridez, 2018-2021). Ainsi en est-il de Manuel Sanhueza, leader communiste de 31 ans, exécuté le 10 juillet 1974 et retrouvé dans une fosse clandestine avec 19 autres corps le 2 juin 1990, les yeux bandés, la poitrine

mitraillée et la bouche ouverte. Manuel Sanhueza et les 19 autres personnes retrouvées dans cette fosse avaient passé 15 ans en qualité de disparu.e.s. Ces disparu.e.s qui sont inlassablement recherché.e.s par leurs proches, devenus des traqueurs de cette immensité aride (Guzmán, 2010).

Une immense étendue de terre et d'histoire sépare le désert d'Atacama au Chili et le désert de Sonora à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, mais tous deux sont des territoires de morts et de disparitions de masse. Taussig (1984) les appelle « espaces de mort ». Le désert d'Atacama a été l'un des sites des crimes d'une dictature (1973-1990) qui, dans le contexte politique, idéologique et économique de la Guerre froide en Amérique latine, persécutait celles et ceux qu'elle avait transformé.e.s en « ennemi.e.s internes » d'un monde « libre ». Dans la fosse clandestine où ils ont retrouvé Manuel Sanhueza, il y avait d'autres militant.e.s politiques, mais aussi des gens ordinaires, sans aucun engagement politique ni aucun lien avec le gouvernement renversé d'Allende (1970-1973). Cela indique peut-être que, pour la machine répressive chilienne, tirer sur de mauvaises cibles avait quand même le bénéfice d'alimenter la terreur.

Caravanes de la mort¹, camps de prisonniers (comme celui de Chacabuco et de Pisagua au nord du Chili), exécutions extra-judiciaires, fosses clandestines, restes humains, momifiés ou réduits à l'état de micro fragments, et disparu.e.s, ce désert témoigne d'une politique de terreur exercée sur les corps de ces « ennemi.e.s », affectant de longues lignées et inaugurant une forme de vie avec les disparu.e.s (Díaz, 2018). Dans le cas du Chili, ce qui devait être exterminé, en éliminant le corps de l'ennemi, était la possibilité d'un projet de société plus égalitaire. De la sorte, cette terreur inaugurait un nouveau type de capitalisme qui a fait du Chili un laboratoire précoce de ce qui est aujourd'hui condensé sous les mots de « néolibéralisme » et « démocraties néolibérales » (Gárate, 2012 ; Tyner, 2016).

Telles des strates géologiques, les traces de ces violences politiques des années 1970 s'accumulent sur les violences d'autres temps, faites de l'esclavage de Chiliens et de migrants asiatiques travaillant pour l'industrie minière (Segall, 1968), et de massacres d'ouvriers, comme le célèbre, mais loin d'être le seul, massacre de l'École Santa María d'Iquique en 1907.

À ces formes de violences sociales et politiques d'un passé proche et plus lointain s'ajoutent aujourd'hui celles des villages abandonnés sans eau, ou empoisonnés par des eaux contaminées, parce que dans ce désert se cristallise avec une intensité particulière un capitalisme extractiviste qui s'accompagne de façon consubstantielle de dégradations éco-humaines (Morales, Richard et Garcés, 2018). Mines, machines, capitaux, télescopes, scientifiques, migrant.e.s, contrebande, transhumance et commerce se croisent, bifurquent, se heurtent ou se frictionnent dans cet espace aride que l'on peut néanmoins observer aussi comme une mer de sable paisible et immaculée. La combinaison de la passibilité lisse du désert multi-chromatique avec les traces et la mémoire de multiples violences, font de cet espace un inquiétant paysage politique.

Le désert du Sonora à l'Arizona : croix noires, croix blanches

Le désert s'étendant du Sonora à l'Arizona est aussi beau et violent que le désert d'Atacama. Aujourd'hui, il fait partie de la méga-zone économique qui s'étend sur les deux états (Arizona-Sonora) où opèrent plus de 1800 entreprises dont 140 mines (Sandoval, 2019). Ce désert, terre ancestrale du peuple Tohono O'adham, jouxte, du côté étasunien, le mur érigé pour contrôler la migration indésirable du sud. Un désert où vautours et scorpions

¹ La « Caravane de la mort » est un commando militaire, quisous les ordres d'Augusto Pinochet, a parcouru le nord du Chili juste après le coup d'État du 11 septembre 1973, afin d'accélérer les procès des prisonniers politiques. Cette Caravane est responsable de la disparition de 77 personnes dont certaines ont été retrouvées des années plus tard, comme c'est le cas de Manuel Sanhueza.

Ces terres, comme celles d'Atacama, se sont progressivement peuplées de restes humains et de personnes disparues



cohabitent avec des emballages de *Doritos* (chips). Où des migrant.e.s sans visa parcourent de longues distances avec des passeurs, qu'on appelle *coyotes*. Où de jeunes gens (appelés localement « points ») surveillent les territoires contrôlés par des groupes de l'économie illégale. Où les *burreros* (mules) passent de la drogue dans de lourds sacs à dos, où le *Border Patrol* (police de frontières étasunienne), avec une haute technologie et des chiens, « protègent (le pays) de menaces terroristes, de l'immigration illégale et du trafic de drogues » (agent du *Border Patrol*, entretien réalisé par Paola Díaz et Maria Martínez à Tucson, 2017). Il existe sur ce même territoire une écologie dense d'organisations humanitaires qui défendent des migrant.e.s vivant.e.s, mort.e.s et disparu.e.s (Díaz, 2020).

Ces terres, comme celles d'Atacama, se sont progressivement peuplées de restes humains et de personnes disparues. Je me concentrerai ici sur les personnes qui y sont mortes ou disparues ces 20 dernières années : des personnes en situation migratoire, pour la plupart, mexicaines et centroaméricaines.

En septembre 2017, lors d'une enquête de terrain que j'ai réalisée à Tucson, nous nous sommes rendus à environ 7 heures de Tucson, dans le désert, avec l'ONG Humane Borders/Fronteras Compasivas pour remplir les tonneaux d'eau que cette organisation laisse sur les routes empruntées par les migrant.e.s. Après quelques heures de route dans un véhicule à double traction climatisé, les volontaires, pour la plupart étasuniens, s'arrêtent devant une croix. La croix en bois a été soigneusement peinte en blanc et décorée avec des petits motifs. Devant celle-ci (photo page de droite), les volontaires font acte de contrition car c'est à cet emplacement qu'ils ont trouvé les restes d'une personne qui, selon eux, essayait très probablement de traverser la frontière. Plus loin, on trouve 15 ou 20 autres croix, éparpillées sur le flanc d'une colline. Le bois a été marqué par le soleil, il est sombre et se fendille. Certaines croix sont à terre, d'autres sont brisées. Une volontaire nous dit : « Ici, il y avait une mine et on enterrait les mineurs dans le désert ». On ne sait pas si ces enterrements ont été organisés par les mineurs eux-mêmes ou par les patrons, mais on sait que la plupart de mineurs au début du XX^e siècle en Arizona, étaient mexicains, mexico-américains et immigrés européens et qu'ils réalisaient des tâches dangereuses dans des conditions de travail déplorables (Mellinger, 1992).

Dans l'histoire récente, le désert de Sonora, a été peuplé par ces croix blanches. Elles sont réalisées par différents groupes d'activistes étasuniens, comme les Samaritains, No More Deaths et la Coalición de Derechos Humanos, qui chaque 1er novembre, jour de la commémoration des morts au Mexique, organisent une procession avec ces croix, certaines portant les noms propres des migrant.e.s mort.e.s dans le désert, d'autres sans inscription, dans l'attente de leur rendre un nom et de leur restituer leur identité.

Certains de ces restes humains anonymes, retrouvés dans le désert de Sonora, par des associations ou par le *Border Patrol*, arrivent au Pima County Office of the Medical Examiner (PCOME), la morgue cantonale située à Tucson, qui assure le service médico-légal des cantons situés au sud-est de l'État d'Arizona.

Le Dr. Bruce Park, ancien directeur du PCOME me dit que le nombre de restes, de ce qu'il appelle en anglais les *border crossers* (migrant.e.s traversant le désert à pied) a augmenté depuis 2001 :

« Je crois que c'était en 2001. Il y a eu 14 personnes qui sont mortes en venant du Mexique et elles ont toutes été amenées à la morgue (PCOME). 14 personnes d'un coup, c'était beaucoup. Une personne a survécu la traversée de la frontière, mais elle est morte à l'hôpital [...] C'était le premier indice que peut-être quelque chose était en train de se passer, le début de quelque chose » (Dr. Bruce Park, entretien réalisé par Paola Díaz et María Martínez à Tucson en 2017)

En effet, en 2001, l'arrivée simultanée de ces 14 personnes, prenant alors le statut de « cadavre » ou de « restes humains », marque le commencement de « quelque chose ». Quelque chose qu'aujourd'hui, nous pouvons bien appeler la mort en masse de migrant.e.s.

Rétrospectivement, nous pouvons constater que 2001 est une année critique, qui a eu des répercussions à la fois planétaires et locales. Dans la partie du désert de Sonora s'étendant sur l'État d'Arizona, cette année a sonné le début du renforcement du contrôle militarisé de la frontière sud des États-Unis, transformant l'immigration depuis les pays du Sud Global en une question de sécurité nationale. Cela, dans un pays dont le gouvernement entrait alors dans une nouvelle guerre contre le terrorisme après les attaques du 11 septembre 2001 (Cornelius, 2005)

Cette politique de frontière, déjà entamée au milieu des années 1990, est appelée prévention par dissuasion par les autorités étasuniennes (Cornelius, 2014). Ces dispositifs de contrôle migratoire rendent de plus en plus difficile la traversée de la frontière par les points urbains que les migrant.e.s utilisent depuis toujours, et ils provoquent ce que les chercheurs appellent un effet entonnoir (Rubio-Goldsmith *et al.*, 2006), un entonnoir qui oblige les migrants sans visa à traverser la frontière par des routes de plus en plus dangereuses où ils subissent également les



Croix blanche, désert de Sonora, Mexique, 2019 © Paola Díaz

effets mortifères de la surveillance technologique de la frontière. (Chambers *et al.*, 2019).

Des migrant.e.s comme Carolina (nom fictif), une jeune Guatémaltèque de 17 ans rencontrée à la gare routière de Greyhound à Phoenix, en Arizona, à environ deux heures de Tucson, et qui me demande où nous sommes. Dans la salle d'attente de la gare routière, Carolina semble avoir très peur de me parler, mais elle prend le risque parce que dans cette gare, nous devons changer de bus et elle ne sait pas lequel prendre. Elle va à Los Angeles comme moi, où elle a de la famille. Elle me raconte que les *coyotes* l'ont laissée dans le bus à Tucson avec un billet pour Los Angeles et qu'il lui a fallu quatre jours pour traverser le désert. Elle soulève son pantalon et me montre ses pieds et ses mollets enflés par la traversée du désert. Elle ouvre son sac et me dit : « voici les vêtements avec lesquels j'ai marché dans le désert, ils sont tous sales, je n'ai rien pu laver, j'étais dans une maison fermée à clé, ils m'ont seulement emmenée dehors pour prendre ce bus ». Carolina a survécu au voyage à travers le Mexique, au désert, à la soif, à la *migra* (Institut National de Migration du Mexique, INM), aux groupes criminels, au *Border Patrol*, aux animaux du désert, tous ces périls étant redoublés par sa condition de jeune femme. Avec Carolina, nous arrivons à Los Angeles le lendemain à 7 heures du matin (Cahier de terrain, septembre 2017).

Mais les personnes qui traversent ce désert à pied ne survivent pas toujours à ces épreuves. Elles sont retrouvées

mortes, très souvent, dans un état de décomposition avancée. On retrouve des restes humains ou des os dispersés par les animaux et les éléments naturels (De León, 2015). La plupart de ces personnes disparaissent à jamais, quelque part dans ce désert.

Il est difficile de donner un nombre exact de personnes mortes et disparues sur ce territoire. Les statistiques, au départ inexistantes, se sont ensuite multipliées mais avec différentes méthodes et divers objectifs (Díaz, 2020). Selon le comptage de *Border Patrol*, entre 1998 et 2019, ses agents ont trouvé 7 805 restes humains dans cette zone.

Selon le Missing Migrant Projet mené par l'Organisation internationale pour les migrants (OIM), il y aurait eu entre 2014 et 2020, 2 709 migrant.e.s mort.e.s et/ou disparu.e.s, le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Ce chiffre s'appuie notamment sur des sources gouvernementales et journalistiques.

À Tucson, la ville étasunienne la plus proche de cette route migratoire meurtrière, il existe une écologie complexe d'ONG et bénévoles qui recherchent les migrant.e.s perdu.e.s dans le désert (Aguilas del Desierto, Armadillos Binacional, No More Deaths). D'autres tentent de trouver les disparu.e.s parmi les mort.e.s, en comparant les données ante-mortem fournies par les familles (Colibrí, Center for Human Rights) avec les données post-mortem recueillies par le service médico-légal (PCOME).

La catégorie de « disparu.e » n'est pas très souvent utilisée par ces agents gouvernementaux et non-gouvernementaux. La terminologie la plus répandue est celle de *missing* (« manquant » ou « perdu ») et non celle de *disappeared* (« disparu ») (Martinez et Díaz, 2020). Une exception importante est celle de Colibrí Center for Human Rights, une organisation qui revendique l'utilisation du terme « disparu.e » à la fois pour les migrant.e.s non localisé.e.s et les restes sans nom, donc non-identifiés, en associant ce mot à l'histoire des disparitions politiques en Amérique latine. L'usage du mot disparu.e (*disappeared*) par cette organisation, devient un acte politique quand les activistes relient la mort et la disparition de migrant.e.s aux politiques migratoires et de frontière mises en place par les États-Unis. Dans cet usage de la catégorie « disparu.e », la disparition n'est ni fortuite ni naturelle, mais ce sont des décisions politiques qui font du désert un espace de disparition et de mort pour les personnes préalablement illégalisées (De Genova, 2005 ; Reineke, 2016 ; Schindel, 2019).

Des milliers d'histoires sont arrivées et continuent d'arriver chaque jour aux oreilles des volontaires de Colibrí qui, à Tucson, derrière un téléphone ou un ordinateur, écoutent les parents de migrant.e.s disparu.e.s. Ils écoutent des récits déchirants et tentent de tirer des informations précises sur la personne en question et les circonstances de

sa disparition afin de compléter un dossier numérisé, en anglais, qui sera partagé avec le service médico-légal (PCOME) pour tenter de retrouver la personne disparue parmi les restes humains enregistrés dans ce service.

L'une de ces voix est celle d'une femme autochtone du Chiapas qui parle avec difficulté en espagnol et qui cherche son fils, disparu alors qu'il essayait de traverser cette frontière du nord du pays :

Aujourd'hui, il aurait 28 ans, il a disparu alors qu'il n'en avait que 14. J'ai appelé le *coyote*, mais, ivre, l'homme m'a insultée et m'a dit qu'il n'était pas là pour s'occuper des mômes. Je ne perds pas espoir qu'un jour il m'appelle (Cahier de terrain, Tucson, juillet 2019).

La disparition de ce garçon de 14 ans s'est peut-être produite du côté américain de la frontière. Aux États-Unis, les mécanismes de contrôle des frontières sont le monopole de l'État, bien qu'il puisse y avoir des groupes civils armés qui s'attaquent aux migrant.e.s, comme le projet *Minuteman* créé en 2005, ou les nommés *Vigilantes* qui tirent régulièrement sur les bidons d'eau qu'Humane Border distribue dans le désert. Néanmoins, ces groupes armés n'entrent pas en concurrence avec la souveraineté étatique de cette frontière. De plus, en Arizona, le modèle de propriété de la terre est compatible avec les stratégies étatiques de contrôle des frontières (Mendoza, à paraître 1). En réalité, dans ce secteur frontalier, la propriété privée (ranchs) est minoritaire. Le reste du territoire comprend : la réserve des indiens Tohono O'odham, des parcs naturels protégés, des refuges pour la faune et la flore et un camp d'entraînement militaire (Barry M. Goldwater Air Force Range).

Comme nous le verrons dans ce qui suit, les acteurs en présence et la situation territoriale sont nettement différents du côté mexicain de cette frontière, et les modalités de la mort et de la disparition sont beaucoup plus hétérogènes.

Le désert de Sonora au Mexique : trouver un crâne dans les terres

Comme les photos de promotion touristique d'Atacama, les photos de la réserve de biosphère El Pinacate et le Grand désert d'Altar, « Merveille du Mexique » d'après la plaque que le gouvernement mexicain a installée en août 2008, nous présentent un désert éblouissant qui nous invite à rêver. Et, comme à Atacama et en Arizona, cette « beauté exubérante » est aussi une « terre de sang » (Snyder, 2019) faite de strates de violence (cf. *Dans les limbes du Guerrero*) : de la persécution et dépossession de la population autochtone (Gentry et al., 2019), à la ghettoïsation et au massacre d'immigré.e.s asiatiques (Gomez Izquierdo, 2019) en passant par la violence révolutionnaire du début du XX^e siècle (Aguilar Camín, 2017)

et la sanglante répression des ouvriers de la mine de Cananea en 1906, un an avant le massacre de Santa María d'Iquique au nord du Chili.

J'arrive à Altar en août 2019, village mexicain situé à 116 km de la frontière avec les États-Unis, pour visiter le Centre communautaire de service aux migrant.e.s et aux nécessiteux (Centro comunitario de atención al migrante y el necesitado, CCAMYN).

Depuis les années 2000, le village de 7 000 habitants s'est transformé en un lieu de passage où se concentrent les migrant.e.s, notamment originaires d'Amérique centrale, avant de continuer leur chemin vers la frontière. Le CCAMYN est une organisation créée en 2001 par l'Église catholique. Ici les migrant.e.s de passage peuvent se loger quelques jours, manger, recevoir une orientation psychologique et migratoire ainsi que quelques soins de premiers secours, comme la désinfection de leurs ampoules aux pieds. Mais tou.te.s les migrant.e.s ne parviennent pas à trouver refuge dans cette organisation (Cahier de terrain, Altar, 2019). Auparavant, les migrant.e.s pouvaient louer une chambre chez l'habitant (*casa de huéspedes*). Aujourd'hui, la traversée des migrant.e.s à l'aide d'un guide (*coyote* ou *pollero*) est contrôlée par la mafia locale et les migrant.e.s sont souvent enrôlé.e.s dans ce qu'on appelle des « maisons de sécurité ». En fait il, s'agit de maisons gérées par la mafia, généralement clôturée avec des fils barbelés, où les migrant.e.s attendent la traversée et où ils peuvent s'exposer à l'extorsion, la torture ou la séquestration (Mendoza, 2017; Cahier de terrain, 2019).

À mon arrivée à Altar, je revenais d'un autre terrain avec les différents groupes d'activistes en Arizona, qui se donnaient tous « corps et âme » pour la défense de migrant.e.s en vie, mort.e.s et disparu.e.s. À Altar, je demande au prêtre qui dirige ce centre communautaire s'il avait entendu parler de migrant.e.s perdu.e.s dans le désert du côté mexicain. Il ne me dit rien, mais m'emmène visiter un ranch, pas loin du village. Nous y avons passé plusieurs heures, sous une chaleur écrasante de 50°C, à manger et à boire du café, assis sur une terrasse pleine de plantes : une oasis dans le désert. Sur cette terrasse est exposé un crâne d'être humain et, plus loin, le crâne d'un bovin. Après plusieurs heures, je demande au fils du propriétaire de me parler de ce crâne. Il me dit qu'un jour, il est parti loin à l'intérieur du ranch pour réparer les clôtures et qu'il avait trouvé un squelette dont il avait récupéré le crâne et qu'il l'avait placé là, à côté des crânes de vaches retrouvées mortes dans des zones reculées du ranch. Je lui demande à qui il pensait que ce crâne pouvait appartenir. Il me dit qu'il était peut-être à un.e migrant.e :

Beaucoup [de migrant.e.s] passent par cette partie du ranch et se perdent. On leur dit que la frontière est juste là, pas loin, mais ils les trompent et ils meurent sans même passer de l'autre côté (Cahier de terrain, Altar, 2019)



Ces restes humains n'ont jamais été signalés aux autorités par les propriétaires du ranch et aucun groupe humanitaire, aucun groupe de secours, aucune police n'a signalé ce squelette, ni ne l'a emmené à la morgue. Cette personne ne sera donc jamais enregistrée dans un dispositif de comptage de décès, de restes non identifiés, aucune tentative de prélèvement d'ADN ne sera faite, aucun numéro ne lui sera attribué. Du point de vue de l'économie morale des groupes humanitaires d'Arizona, où je venais de travailler, cela m'a paru, dans un premier temps, surprenant, mais en buvant un café sur cette terrasse, j'ai réalisé que personne ne s'étonnait (ou ne se montrait étonné) de voir ce crâne humain décorer la terrasse du ranch à côté de crânes de vaches. Cet après-midi-là, ce crâne humain et cette histoire semblaient faire partie du paysage et la question de savoir pourquoi ce reste humain n'avait pas été signalé ne pouvait pas être posée. Il y avait un interdit tacite de poser cette question, que je me devais de respecter au risque de faire une « ethno-gaffe », c'est-à-dire, de provoquer une situation intenable entre les personnes présentes.

Pourtant, plusieurs autres questions me venaient à l'esprit. Est-il courant de trouver des cadavres dans ces ranchs? Est-il courant de ne pas les signaler? Ou bien est-il courant de ne pas les signaler si l'on présume qu'il s'agit de restes de migrant.e.s? Peut-être le prêtre s'est-il posé ces questions sans les énoncer?

Bien que cette histoire singulière ne puisse être généralisée, elle peut nous aider à réfléchir à la manière dont ces espaces frontaliers du côté mexicain *participent* à la production de la mort et de la disparition dans un assemblage territorial qui inclut une économie (il)légale et une situation politique différente de celle de l'Arizona.

Que se passe-t-il si cette famille, propriétaire des terres et d'un bétail de haute qualité, a un accord avec les groupes



Puerta de Ali Chuck. Frontera Tohono O'odham Reservation-Sonora. 2020
© Miguel Fernández de Castro

criminels qui contrôlent le territoire (*la plaza*) puisque la route vers la frontière passe par leur ranch? Que se passe-t-il si cet accord volontaire, ou sous contrainte, implique un échange d'argent, de sécurité et de silence? Et si, dans le cadre implicite de cet accord, amener la police ou le service médico-légal pour lever des restes humains constitue quelque chose d'interdit, risquant d'attirer l'attention sur ce terrain (*calentar la plaza*)? Ou si, au contraire, cette famille n'a aucun accord avec aucune mafia locale mais sait, par expérience, qu'appeler les autorités sur leur propriété n'apporte jamais rien de bon? Ou encore si la mort d'un.e inconnu.e n'est finalement pas assez importante pour être signalée?

Nombre de ces questions n'ont pas de réponse simple. À mon sens, l'important ici consiste à relier les situations locales de mort et de disparition à des dynamiques plus globales de territorialisation dans ce désert frontalier pour tenter de comprendre comment le territoire (comme acteur social et politique) *participe* de la multiplicité des formes de disparition dans cette zone.

Si nous observons ces territoires d'un point de vue étatico-centré, nous pourrions dire qu'il s'agit d'une large « zone grise » où deux types de souverainetés et d'économies fleurissent : légales et illégales, étatiques et non-étatiques. Mais, si nous décentrons le regard pour penser à des formes de pouvoirs hétérogènes et ses effets sur les sujets (DelVecchio Good, *et al.* 2008), cette zone frontalière dans le désert de Sonora, gagne à être pensée depuis l'ambiguïté et la complexité qui lui est propre et pas comme un territoire déviant par rapport à la norme des États de droit (Slack et Campbell, 2016).

Ainsi, il ne se laisse pas définir uniquement en négatif, comme une zone d'ombre au sein d'un État de droit, un

espace d'exception, ni comme un *no man's land*. Au contraire, ce sont des territoires où il y a une surabondance de normes légales et illégales qui coexistent : titres de propriété, droits d'eau, permis d'exploitation forestière et de pêche, concessions minières, droits de sol des groupes criminels propriétaires des *plazas*. (Mendoza, à paraître 1).

Ici, je propose de penser les territoires frontaliers non pas uniquement comme le contexte de la mort et de la disparition de personnes en grand nombre, mais comme un agent de la production et reproduction de la violence.

À la différence du versant étasunien de cette frontière, le désert de Sonora du côté mexicain peut être figuré comme un espace socio-politique réticulaire (Deleuze, 1980). Le contrôle de la frontière n'est pas le monopole exclusif de l'État et les formes de propriété et d'appropriation du territoire sont beaucoup plus hétérogènes.

Mendoza (2017, à paraître 1) indique que durant les deux dernières décennies, au Sonora et plus spécifiquement dans le désert, s'est constitué ce qu'elle appelle un « nouveau régime territorial », dans lequel se juxtaposent la propriété collective de la terre (*ejidos*) avec de grandes propriétés latifundistes, la location de la terre par l'agro-industrie, les concessions d'exploitation minière et la propriété (au sens propre du terme) ou l'appropriation par des groupes criminels, de routes de trafic de drogues, de personnes, de ressources naturelles, etc.

Pour ma part, je préfère appeler cet agencement un assemblage territorial, (Dodier & Stavrianakis, 2018 ; Anderson, *et al.* 2012) l'entendant comme un agencement d'entités hétérogènes composé de différents dispositifs de propriétés et d'appropriations de la terre, du sous-sol, des routes et de l'espace social et culturel, qui fonctionnent ensemble,

sans nécessairement avoir des connexions organiques, mais qui présentent une stabilité dans le temps et une certaine consistance normative, au moyen de normes légales et de codes et normes non-légales dont la transgression est clairement sanctionnée.

La sanction est possible grâce à la capacité de ces acteurs à exercer différentes formes de souveraineté. Le pouvoir de tuer ou de laisser vivre est ici exercé par les différents corps de police et de l'armée ainsi que par la mafia. Celle-ci est composée de multiples groupes locaux, en lien plus ou moins étroit avec des organisations criminelles régionales, (ou « cartels ») chacun avec une armée de *sicarios*, véritables « travailleurs de la violence » c'est-à-dire, la chair à canon du « crime autorisé » selon l'expression de l'avocat d'immigration Carlos Spector, qui veut signaler que, si la mise à mort et la disparition de personnes ne cesse de se (re)produire au Mexique, cela est dû au fait que les agents de l'État, et *in fine* l'État, l'autorisent selon les conventions politiques et économiques de chaque situation au moment. (Arteaga, 2019)

Entre les acteurs qui composent les dispositifs économique-territoriaux et souverains les relations sont sinueuses : il peut y avoir des accords, ils peuvent entrer en conflit, voire en guerre, ils peuvent collaborer ou entrer en concurrence. Ces relations sur ce territoire se présentent comme des *plis* (Deleuze, 1988) car il ne s'agit pas uniquement d'une compartimentation du territoire en différentes parties, mais de multiples relations entre les différentes composantes de l'économie (il)légale et du pouvoir souverain étatique et le pouvoir souverain mafieux. Dans ces plis se produisent, notamment à partir de la dernière décennie, la mort et la disparition en masse des travailleurs de la violence, de petits trafiquants de drogue locaux, de consommateurs de drogue, de citoyen.ne.s lambda, de femmes, et de migrant.e.s, tous pour la plupart jeunes. C'est dans ce sens que l'on avance ici que ce territoire *participe* à la production de la violence ou est un *agent* de production de la violence.

Cette *participation* se produit certainement à partir de l'action directe d'acteurs armés agissant sur ce lieu. Tantôt agents de l'État, tantôt machines de guerre des mafias, qui en confrontation ou en collusion, peuvent tuer ou faire disparaître le commerçant du coin ou le chef du groupe criminel ennemi, enlever une belle fille dans un marché en pleine journée ou kidnapper un garçon qui fait la fête, juste par erreur, ce qui ne lui épargnera pas la disparition (Cahier de terrain, 2020).

Mais cette participation du territoire dans la production de la mort et de la disparition se produit aussi à cause de l'impunité découlant de la corruption des autorités locales, régionales ou nationales, notamment les représentants politiques, les corps de police et les procureurs. Les morts et les disparitions ne font que rarement l'objet d'enquêtes

en bonne et due forme, quand les familles osent porter plainte (Colectivo Vs Impunidad, 2020).

Le phénomène du « ne pas voir, ne pas entendre, ne pas savoir », fréquent sous les dictatures du Cône Sud latino-américain (Calveiro, 2006 ; Taussig, 1984), contribue également à la létalité dans cette zone. Comme sous ces régimes dictatoriaux, dans cette zone désertique du nord du Mexique, la terreur devient une forme de gestion des populations et s'installe dans les gestes quotidiens chargés de silence, de peur et de méfiance. Par peur, sous l'effet des menaces ou des connivences entre les autorités politiques et les groupes mafieux, maintes fois les habitants de villes et de villages au Sonora ne « peuvent » voir ni les « maisons de sécurité » des groupes criminels, ni les séquestrations, ils ne savent pas quel agent officiel travaille pour la mafia et ne signalent pas nécessairement aux autorités (auxquelles ils font rarement confiance) les restes humains qu'ils retrouvent parfois dans les champs. Comme le squelette découvert par le fils du propriétaire du ranch, à Altar, dont le crâne est exposé sur la terrasse.

De fait, ce ranch est une propriété de taille moyenne (30 000 km²) comparée aux grandes propriétés existantes dans cet État du nord du Mexique. Néanmoins, le ranch est assez vaste pour s'y perdre quand on n'a pas de repères, comme les migrant.e.s qui le traversent à pied pour atteindre la frontière avec les États-Unis. La taille de ce ranch devient encore plus importante quand on pense à la taille des restes osseux éparpillés dans ces zones.

La différence abyssale entre l'immensité du désert et la petite taille des restes humains de personnes mortes et disparues sur ce territoire constitue une brèche dans laquelle les différents collectifs de recherche serpentent depuis 2019, ces terres « sans peur » disent ces chercheuses, pour la plupart, des femmes. Car pour chercher l'être aimé, il faut avoir perdu la peur, au moins celle de « crier les disparu.e.s » sur la place publique (*cf. Les chercheuses du désert*).



Aller plus loin

Regarder

Rojas Mugica, Celeste (2018-2021). Ejercicios de Aridez/ Aridity Exercises.

Installation vidéo-photographique et poétique.

Guzmán, Patricio. (2010). Nostalgia de la Luz (film documentaire). Blinker Filmproduktion / WDR / Cronomedia / Atacama Productions. 90 min.

Arteaga, Marcela. (2019). El Guardián de la Memoria. (film documentaire). Gefilte Films / Al Fondo del Callejón / Estudios Churubusco, Chicken And Egg Pictures. 93 min.

Les chercheuses du désert

Paola Díaz
Natalia Mendoza

Ce texte est le fruit d'un dialogue entre une anthropologue (Natalia Mendoza) qui travaille depuis longtemps sur et dans le désert de Sonora au Mexique et une sociologue (Paola Díaz) qui travaille depuis des années sur les disparitions de personnes au Chili. Natalia et Paola travaillent depuis 15 ans chacune dans leur domaine. Elles ont commencé à travailler sur la disparition et la recherche de personnes disparues dans le Sonora en 2019, quand les premiers collectifs de familles recherchant leurs proches se sont constitués. Le texte qui suit recueille une partie de leurs observations de terrain collectées lors des recherches réalisées avec des collectifs du Sonora. Les noms des personnes citées dans ce texte ont été modifiés.

Au fur et mesure qu'on avance vers le nord-ouest de l'État de Sonora, le grand désert d'Altar devient de plus en plus aride. Les signes et les particularités qui permettent de s'orienter ou de retrouver sa direction, avec une précision approximative, commencent à se faire rares. Mais c'est précisément sur les bords côtiers de ce désert que se trouvent les « bonnes terres » – comme certaines chercheuses (*buscadoras*) les appellent – car la consistance du terrain permet aisément de faire des trous pour enterrer les corps. C'est précisément dans cette zone proche des dunes, à la périphérie de Puerto Peñasco, qu'on a trouvé en octobre 2019, le plus grand ensemble de fosses clandestines du Sonora, d'où ont été exhumés 58 corps au total. Ici, les *buscadoras* sont confrontées à d'énormes plaines sablonneuses couvertes de petits buissons rhizomatiques, qui s'étendent à perte de vue. Les *buscadoras* retournent sur ce lieu qu'elles ont déjà visité, mais il faut d'abord se perdre et tourner en rond avant de le retrouver. Certaines choses restent identiques, comme figées par le sel – un cactus, un arbuste –, mais les traces que recherchent les *buscadoras* sont rapidement recouvertes de sable. Où commencer à chercher dans un tel endroit ?

Chercher les êtres chers : au carrefour de la magie, la science et la foi

Une stratégie de recherche courante parmi les *buscadoras* consiste à essayer de penser comme les bourreaux (cf. *Dans la peau d'un criminel*). Pour ce faire, elles raisonnent à partir de la loi du moindre effort. Elles se disent que personne ne dépense tant d'énergie pour se débarrasser d'un corps et se rappellent ce qu'elles ont entendu lors des formations avec des experts médico-légaux : les corps se trouvent, presque toujours, dans un rayon de 25 kilomètres de l'endroit où les personnes ont disparu. Elles savent que les auteurs préfèrent les endroits où le sol est meuble, qu'ils ne se fatiguent pas à casser les pierres, qu'ils choisissent des endroits ombragés, plats et en pente. Avec ce raisonnement, elles arrivent à délimiter progressivement un terrain de recherche.

Il est nécessaire de revenir fréquemment voir les fosses précédemment découvertes, car les *sicarios* pourraient profiter du même trou pour enterrer un autre mort



Mais il y a toujours des découvertes qui contredisent ces principes. En octobre 2020, des soldats ont trouvé un corps à environ 40 kilomètres à l'ouest de Caborca, au sommet d'une colline rocheuse couverte de *choyas* (cactus) et *huizaches* (arbres épineux). Avec ce type de découverte, le périmètre d'abord défini par la « logique du bourreau » est dépassé. Il faut, comme on dit localement, « passer au peigne fin » : couvrir tout l'espace dans un mouvement de va-et-vient systématique, comme si on labourait la terre. Ne pas laisser un seul endroit non inspecté. En outre, il est nécessaire de revenir fréquemment voir les fosses précédemment découvertes, car les *sicarios* pourraient profiter du même trou pour enterrer un autre mort. Un autre mort qui deviendra un nouveau disparu au Mexique et un être cher disparu pour une mère et une famille.

L'identification avec les bourreaux donne parfois lieu à de véritables mises en scène du crime *in situ*. Doña Raquel de Caborca, par exemple, a entendu dire par des amis de son fils qu'il avait été enlevé une nuit alors qu'il apportait de la nourriture à un *punto* (surveillant du territoire pour le compte d'un groupe mafieux) sur une colline proche de Tajitos (à 34 km au nord de Caborca). Une fois arrivée sur la colline, Doña Raquel a recréé dans ce paysage tout ce qu'elle savait ou imaginait du moment de la disparition de son fils : « Le *punto* était en haut de cette colline, mon fils a dû entrer par ce côté, les rivaux [groupe criminel ennemi] ont dû venir depuis Sonoyta, par ce chemin ». De la sorte, ces femmes énoncent durant leurs recherches ce qui resterait autrement tacite. Une territorialité illégale qui demeure normalement cachée pour les non-initiés est ainsi rendue visible et tangible. Bien que cette mère n'ait pas été tout à fait étrangère au monde de la mafia (Los Páez y/o Los Paleteros ; Los Rumas y/o Los Costeños ; Los Cazadores y Los Salazar, etc.), la disparition de son fils l'a encore davantage familiarisée avec cette territorialité qui, auparavant, était restée à l'arrière-plan.

Quand les coordonnées et les récits fragmentaires que les *buscadoras* reçoivent en amont des recherches ne donnent aucun résultat, il ne reste plus qu'à se soumettre à l'observation obsessionnelle des traces dans le paysage (Melenotte, 2020 ; Mendoza, à paraître). Le monde sémiotique des *buscadoras* est dominé par l'in-

dice. Le premier signe qu'elles recherchent est la présence de fentes dans le sol ; des plaques de terre qui semblent légèrement submergées. On pourrait penser qu'une fosse laisserait un petit monticule, une bosse, mais ceci n'arrive qu'au début d'une inhumation. Au fur et à mesure que le corps se décompose et que la terre se comprime, le sol de terre et de sable se marque d'un léger bas-relief rectangulaire. Un autre signe fondamental réside dans les traces de pneus sur le sol, surtout celles qui sortent du chemin, pénètrent dans la brousse de la colline (*monte*) et semblent n'aller nulle part. Le lieu où se termine la marque des pneus pourrait être celui d'une fosse clandestine. Tout à coup, dans le désert apparemment monotone, on commence à percevoir une infinité de signes que quelque chose d'inhabituel s'est passé : des odeurs écœurantes de matière organique décomposée, des mouches, des os d'une multitude d'animaux nocturnes, des morceaux de vêtements, un endroit où la terre est humide ou grasse, des restes de feu de camp, des douilles, des chaussures, etc.

La façon dont les *buscadoras* arpentent et interprètent le désert les rapproche des *gambusinos* (Mendoza et Fernandez de Castro, 2017), comme on appelle localement les chercheurs d'or, ces vieux hommes solitaires qui, aujourd'hui encore, campent dans différentes parties du désert. Les *gambusinos* sont des figures presque mythologiques, des ermites qui gardent jalousement leurs secrets. En tant que chercheurs d'or, les *gambusinos* dissèquent le paysage à la recherche d'indices et tentent de donner une certaine rigueur à une quête fortuite. La différence avec les *buscadoras* est que dans le monde des *gambusinos*, l'*herméneutique de la chance* prévaut. Toutes leurs anecdotes et leurs histoires tournent autour de ce sujet : qui a de la chance, comment on l'obtient et comment on la perd. La chance est la force qui sert de médiateur entre l'agent humain et l'immensité du désert pour favoriser une découverte. En revanche, chez les *buscadoras*, la chance n'existe pas car, même quand elles trouvent un corps, il s'agit d'une mauvaise nouvelle. Ce qui semble exister, c'est l'intuition, l'instinct et l'expérience.

La disparition d'un être aimé et sa recherche sont des expériences qu'on vit au Sonora –et sûrement dans beaucoup d'autres endroits au Mexique et dans le monde– au carrefour de la science, de la magie et de la foi. Virginia voulait suivre les pas de son père et étudier l'agronomie, mais aujourd'hui elle suit les traces de son père disparu il y a cinq ans. Pour ce faire, elle étudie la criminologie afin d'acquérir les connaissances nécessaires à sa recherche : « Je me suis promis de le retrouver et mes études m'aident à tenir », dit-elle sortant de son portefeuille une coupure de presse jaunie où a été publié l'avis de disparition de son père « cette coupure de presse restera ici [dans son portefeuille] jusqu'à ce qu'elle se désintègre, je n'arrêterai pas de chercher », ajoute-t-elle. Virginia porte cette coupure de presse, dans son portefeuille, partout où elle va. Il semble-

rait que cette première apparition publique de la disparition de son père, dans la presse locale, tienne lieu de preuve de vérité et d'épreuve de vie pour cette femme-fille qui s'est promis ne jamais cesser de chercher son père.

Lors de leurs recherches de leurs proches disparus, les *buscadoras* utilisent un instrument appelé la sonde voyante (*varilla vidente*) dans le Sonora. Comme ailleurs, c'est un outil simple, réalisable par n'importe quel forgeron, composé principalement d'une tige en acier, comme celles utilisées dans le bâtiment, longue d'un mètre et demi. À l'une des extrémités, on soude une tige plus courte pour qu'elle forme un T ou une croix. On enfonce ensuite la sonde dans la terre. La première chose que cet instrument permet de percevoir est si la terre est ferme ou si elle a été récemment remuée, ce qui pourrait indiquer la présence d'une fosse. Si la sonde glisse sous la terre avec une relative facilité, en la retirant les *buscadoras* examinent avec minutie l'extrémité pointue de la sonde. D'abord, elles cherchent des indices visibles de graisse, qui feraient briller l'acier, puis elles la sentent, tentant d'identifier une odeur putréfiée, fétide, nauséabonde (cf. *Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz*). Si l'un de ces signes est positif, elles se mettent alors à creuser plus largement à l'aide d'une pelle à la recherche de restes humains, dont la présence s'enchevêtre souvent avec des restes de vêtements, et résonne par un bruit creux ou crépitant quand on tape doucement avec la pelle.

Il est d'ailleurs curieux d'appeler *varillas videntes* (sondes voyantes) ces tiges en acier, car elles sont une prothèse de l'odorat plutôt que de la vue. Cet adjectif est probablement dû au fait que cet instrument en est venu à remplacer, ou du moins à compléter, le travail des voyants. Avant 2019, il n'y avait pas de groupe organisé dans l'État de Sonora dédié à la recherche de personnes disparues, qui applique des techniques scientifiques de recherche, même rudimentaires. En revanche, il était fréquent d'entendre dire que les personnes qui avaient un parent disparu payaient pour les services de personnes ayant un don surnaturel pour voir ce qui était caché, c'est-à-dire, des indices.

Aujourd'hui, les *buscadoras* combinent science et magie comme celle de Don Manuel qui a un don spécial : il utilise un pendule pour retracer l'énergie des morts. Lors de l'une de leurs sorties, les membres d'un collectif se sont cotisées pour payer les services de cet homme. Elles lui présentent des portraits photos de leur enfant disparu et Don Manuel en choisit une, la met devant son pendule et il attend de voir si cet instrument « veut travailler » et indiquer par où aller enterrer la tige et creuser. Le visage devant le pendule est celui du fils de Carmen. Elle prend le pendule et commence à parler avec son fils en lui demandant de l'orienter pour pouvoir le pleurer dans un lieu spécifique, c'est-à-dire, sur une tombe contenant ses restes.



La Ostonera no. 3. Puerto Peñasco, Sonora. 2020 © Miguel Fernández de Castro

Carmen dit qu'elle ne comprend pas pourquoi Don Manuel insiste pour prendre la photo de son fils et pas les autres. « Je veux le trouver, mais je ne veux pas le trouver ». Carmen veut retrouver la dépouille de son fils et être certaine de sa mort, mais en même temps, elle espère qu'il est vivant. Toutes ces femmes vivent dans cette ambiguïté constante et torturante (cf. *La voix des mères*). C'est le cas de Juana qui, à Caborca, recherche également son fils disparu il y a cinq ans, trois mois et quelques jours lors de notre rencontre à l'été 2019 à Caborca. Au cours d'un entretien avec Juana, réunies dans une brasserie en face de la mairie, elle nous raconte comment un jour, à 3 heures du matin, son fils a été enlevé et elle n'a plus jamais eu de nouvelles de lui. Elle explique, ou plutôt elle pleure, combien cela lui fait mal « c'était mon fils et ma fille, après sa disparition, je ne suis plus en vie, et si je suis encore en vie, c'est pour le chercher, je ne cesserai jamais de le chercher ». Juana dit que son fils était « son fils et sa fille » pour dire que son fils était tout pour elle. Juana attend toujours qu'il l'appelle, qu'il se présente, en attendant, elle se décrit comme une « morte vivante » et son histoire est si vive et si pleine d'infimes détails, que c'est un peu comme si son fils avait été enlevé aujourd'hui.

Pour les *buscadoras*, comme pour tous les proches de disparu.e.s, le temps est suspendu à partir de ce moment de perte qu'est la disparition. Les personnes disparues ne

sont ni mortes ni vivantes, il s'agit d'une « perte ambiguë », comme la qualifie Pauline Boss (2001), et c'est pourquoi « on ne peut pas dire qu'ils sont morts », dit Virginia : « Je ne peux pas lui dire au revoir. Dans mon cœur, je peux penser qu'après tant d'années, il est probablement mort, mais je suis la seule à pouvoir me le dire et, même ainsi, je continuerai à chercher parce que je ne sais pas s'il est vivant ou mort ». Pour Virginia, il est choquant que des connaissances qui croient en Dieu lui parlent de son père en disant « qu'il repose en paix ».

Ana, qui a déjà survécu à la mort de son mari et de ses deux enfants, est à la recherche de son troisième et plus jeune fils, Javier, qui a aussi disparu. Une fois, elle est allée voir un voyant qui lui a dit que son fils se trouvait dans un endroit vert, où il y avait beaucoup d'animaux et d'hommes enfermés derrière des barreaux. Elle a essayé de trouver la correspondance entre les images de sa géographie mentale et la géographie physique. Avec un collectif au Sonora elle a alors trouvé un endroit correspondant à cette vision : le lieu vert correspondait au ranch d'El Paletero, un endroit situé aux abords de Caborca et parfois loué pour organiser les fêtes du quinzième anniversaire des jeunes filles (*quinceñeras*), un rite de passage très populaire au Mexique. Les animaux évoqués dans la vision représentaient les coqs de combat qui étaient élevés en grande quantité dans ce ranch. Non loin de là se trouve

une prison qui coïncide avec l'image des hommes enfermés. Avec ces indices à l'esprit, Ana tente de construire une histoire et cherche des traces dans les ruisseaux, les égouts, les poubelles et les terrains vagues de cette zone.

Parfois, elle rêve de son fils. Elle rêve qu'il a froid et qu'elle ne peut pas le couvrir. Elle se réveille avec une tristesse profonde et irréparable. Après quelques jours, elle se lève, soutenue par sa foi, elle s'accroche à la main de Dieu, en disant :

Je sais que mon Saint-Père a quelque chose de prêt pour nous, c'est pourquoi il nous dit d'avoir la foi, de lui faire confiance, que nous ne sommes pas seules, qu'il est avec nous. Mais il y a des jours où la tristesse nous submerge, où on voudrait être englouties par la terre. Mais je me tourne vers le ciel et je dis à mon Père : "Merci" pour tant d'amour, pour tant de miséricorde qu'il a pour moi, je le loue et le bénis et je demande à la petite Mère Marie, comme elle a souffert pour son fils, de regarder ces larmes de sang que je pleure pour mes enfants, comme elle a pleuré sur son calvaire. Mais je me demande pourquoi, si elle a fait face à tant de douleur, tant de tristesse, pourquoi pas nous? Je vais réussir. Je me lèverai aujourd'hui. (Ana, entretien réalisé en avril 2020 à Caborca)

La foi en Dieu est un réconfort pour certaines de ces mères, sœurs et épouses. Ou, pour être plus précis, c'est une demi-consolation. Beaucoup invoquent Dieu, prient pour leurs proches, implorent et prient tous les jours, vont à la messe et demandent conseil au curé de la paroisse. Mais comme cela s'est passé avec certains psychologues qui leur ont suggéré de « dire au revoir » à leurs proches, certains prêtres leur ont demandé d' « offrir leurs proches à Dieu ». Une jeune femme, enceinte lorsque son mari a disparu, nous dit : « Je n'ai rien à offrir à Dieu, je n'ai pas son corps, je n'ai rien, je ne sais pas où il est, que puis-je donner à Dieu? »

Restituer la « bonne mort » aux « tuables »

Au Sonora, la recherche et la localisation de personnes disparues s'accompagnent rarement d'une exigence de vérité et de justice. À la différence d'autres États comme le Guerrero et d'autres collectifs de familles comme les Mères de la Place de Mai (Madres de la Plaza de Mayo) en Argentine ou l'Association de familles de détenus disparus au Chili (Agrupación de familias de detenidos desaparecidos), qui réclament aujourd'hui encore vérité, justice et mémoire, au Sonora, les *buscadoras* doivent renoncer ouvertement à comprendre ce qui s'est passé, afin de savoir où se trouvent les disparu.e.s.

Elles doivent affirmer publiquement qu'elles ne cherchent pas de coupables et que la seule chose qu'elles veulent, c'est retrouver leurs proches pour avoir un peu de paix et leur donner une sépulture digne. Ce n'est pas tant du désintéret de leur part pour savoir ce qui s'est passé et qui a commis le crime, qu'être conscientes qu'investiguer

davantage serait comme « nous jeter vingt scorpions sur le dos et on a déjà assez avec tous les risques qu'on prend », dit l'une des mères. La question de l'auteur de la mort et/ou de la disparition ainsi que le récit qui en découle sont dangereux, cela les expose à des représailles et cela suppose la construction d'un jugement et d'une distribution de responsabilités et de dettes. Dès lors, la question de ce qui s'est passé reste sans réponse.

Cela suppose un double renoncement : d'une part, celui d'un désir de justice, et d'autre part, celui d'un récit public de mémoire. Ce double renoncement est le prix que les *buscadoras* paient en échange de pistes et de points de recherche qu'elles reçoivent anonymement. La plupart des découvertes de personnes disparu.e.s dans des fosses clandestines, se produisent au Sonora grâce à l'information provenant de l'intérieur des groupes mafieux locaux. Les mères publient les photographies de leurs enfants sur Facebook et les font circuler également sur WhatsApp. Souvent elles s'adressent, de manière générique, à « ceux » qui ont enlevé leurs enfants, dans l'attente qu'un *sicario* se repente ou qu'un jour il ait envie de leur donner une piste. Et quand pistes il y a, les mères restent hantées par le doute car elles reçoivent constamment des appels pour les extorquer en leur demandant de l'argent en échange d'informations sur le destin de leurs enfants.

Ce renoncement au récit et à la justice est aussi ce qui permet de traverser les frontières qui divisent les territoires contrôlés par des groupes mafieux antagoniques dans cette zone. Les mères peuvent parfois même s'octroyer un « sauf-conduit », c'est-à-dire, un laisser-passer tacite des chefs de groupe (*jefe de plaza*) pour pénétrer dans les territoires qu'ils contrôlent (*plazas*), uniquement dans la mesure où elles limitent leur objectif à chercher les corps de leurs disparu.e.s. Elles peuvent ainsi ramasser les morts sur des terrains contrôlés par la mafia locale à condition de ne pas tenter de connaître la forme complète de la machine qui produit et reproduit la mort, la disparition, la terreur et le silence.

**La « vérité »
sur ce qui s'est passé
ne se révèle pas de manière
complète mais s'insinue
à partir d'une multitude
d'inférences, de soupçons
et d'indices fragmentaires,
souvent contradictoires**





La Ostonera no. 4. Puerto Peñasco, Sonora. 2020 © Miguel Fernández de Castro

La «vérité» sur ce qui s'est passé ne se révèle pas de manière complète mais s'insinue à partir d'une multitude d'inférences, de soupçons et d'indices fragmentaires et souvent contradictoires. Pendant que les mères parcourent un territoire en binômes ou en petits groupes, elles avancent avec prudence des hypothèses. Au sein des collectifs de recherche, il peut y avoir la mère d'un sicaire, la mère d'une personne qui se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment, ou la mère d'une jeune et belle fille du goût d'un chef de la mafia. Il est déjà arrivé aussi que, dans le même groupe de recherche se trouvent les mères, les tantes ou les sœurs de jeunes hommes disparus qui de leur vivant appartenaient à des groupes rivaux. Il arrive même qu'une mère sache ou suspecte que le fils de l'une des *buscadoras* est le responsable de la disparition du fils d'une autre mère, avant que lui-même ne soit, à son tour, victime de disparition. C'est là une raison de plus pour ne pas tenter de reconstruire ce qui s'est passé. Pour ne pas reproduire les rivalités entre leurs disparu.e.s. Ainsi, les *buscadoras* établissent un pacte fragile et tacite qui déplace les rancunes et les transforme en «sœurs de la même douleur», comme elles le répètent souvent durant les recherches collectives. Ce pacte peut également, dans certains cas, impliquer qu'elles fassent attention à ce qu'elles se disent et ce qu'elles se demandent, entre elles. Entre tact et discrétion se tisse un secret partagé.

À l'automne 2020, les *buscadoras* mènent une recherche dans la région côtière d'Hermosillo qui réunit non loin de quarante *buscadoras* du Sonora et de Basse-Californie. Nous entrons sur un terrain plat et érodé au milieu de grands champs agro-industriels, où des milliers de travailleurs saisonniers mexicains coupent des oranges, des pastèques et des légumes. Dans cette région, les mafias locales, qui maintiennent des liens diffus avec des groupes criminels régionaux, se disputent le contrôle de la vente de drogues aux travailleurs de l'agro-industrie. Les rumeurs, dans cette zone indiquaient que sur ce domaine se trouvait une maison de sécurité de la mafia locale, et qu'on pouvait y trouver des corps ensevelis. Nous avons pu y entrer car le propriétaire du terrain a disparu trois mois plus tôt et que sa mère a rejoint le groupe de *buscadoras*.

Tout dans cet endroit semble avoir été abandonné il y a des années, pourtant un homme âgé y habite. On ne sait pas comment ni quand il est arrivé à s'installer dans cet endroit. Certaines *buscadoras* suggèrent que cet homme travaillait pour le groupe mafieux local qui opérait dans ce ranch en se débarrassant des corps. L'homme dit que le bric-à-brac qu'on y trouve est dû aux cochons qu'il élevait, mais qui ne sont plus là. Ceci rend la situation encore plus suspecte pour les *buscadoras* car elles savent que les cochons mangent la chair humaine et qu'en raison de la





forte odeur que ces animaux dégagent, ils servent à dissimuler des fosses clandestines.

Au milieu de la plaine, il y a une clôture et une petite maison construite en planches. À l'intérieur est construite une sorte de mezzanine en bois, une structure peu commune dans la région. Le sol en terre a été récemment recouvert de nouveau sable. « La dernière fois que nous sommes venues ici, il y avait encore 3 lits là en haut (dans la mezzanine). C'est ici qu'ils les amenaient pour les torturer avant de les faire disparaître », dit l'une des mères. Une autre ajoute : « j'ai déjà demandé et on m'a dit qu'ils ont amené mon fils aîné jusqu'ici, mais on m'a dit qu'ils ne l'ont pas laissé ici, qu'ils l'ont amené encore ailleurs ». À l'extérieur de cette maison, sous un grand pin, il y a une batterie de voitures et des câbles pour passer l'électricité, des chaînes, des planches et des barres en fer. « Ils les torturaient avec tout ça », dit discrètement une *buscadora*. Néanmoins, cette série d'objets n'est pas tellement différente de ce qu'on trouve habituellement dans ce type de zones rurales, même jonchant le sol. D'ailleurs, le plus sinistre de cet endroit réside précisément dans son *inquiétante familiarité* (Freud, 2003 [1919]). Tout est parfaitement normal et à la fois hautement suspect. On y trouve difficilement quelque chose qui soit une preuve définitive de la torture, de la mort ou de la disparition.

Au centre de l'enclos, il y a une moto bancale, sans roues et posée sur quelques briques comme un monument. Une dame dit : « C'est la moto de mon neveu. Je suis sûre que c'est ça ; il a changé les phares et fait ces réparations ! ». Elle appelle ensuite sa sœur qui est un peu plus loin, la mère du prétendu propriétaire de la moto (aujourd'hui disparu), s'approche et pleure doucement en la voyant. La mère du disparu dit : « Mais n'ont-ils pas dit que la moto a réapparu, et pourquoi elle est là maintenant ? » – La sœur de la mère répond : « Rappelle-toi que ceux-là étaient des *Pilares* [une petite mafia locale] et eux étaient leurs ennemis ». Il y a quelques mois, lorsque le jeune a disparu, sa moto a été retrouvée, mais elle a ensuite également disparu. Ce n'est qu'au cours de cette recherche que la mère et la tante ont fini par la retrouver à cet endroit.

Les explications peuvent être nombreuses et les femmes ne font que les suggérer. Il est possible que la présence de la moto à cet endroit indique que le propriétaire de ce terrain – c'est-à-dire le fils désormais disparu de la *buscadora* qui a obtenu l'accès à ce champ – ait pu être impliqué dans la disparition du propriétaire de la moto, fils et neveu de ces *buscadoras*. Mais il est aussi parfaitement possible que lorsque la moto a réapparu, quelqu'un d'autre l'ait volée et que sa présence dans ce domaine ne soit pas liée à la disparition du propriétaire de la moto. Cet ensemble d'hypothèses confuses et de preuves fragmentaires deviennent le seul récit d'une vérité possible. Mais cette anekdiegèsis, absence de récit, ne signifie pas nécessairement qu'il n'y aucune action possible.

Peut-être que la puissance politique des *buscadoras* au Sonora ne dépend pas exclusivement de leur articulation d'un récit autour des demandes de vérité et de justice comme dans les dictatures du Cône Sud latino-américain des années de plomb et de la Guerre sale au Mexique. (Diaz, 2012). Dans cette région, la disparition n'est pas une stratégie pour faire taire des idéaux politiques ou éliminer des leaders des organisations sociales mais le plus souvent le coût routinier d'une économie (il)légale (cf. *Nécropolitique*).

La disparition est l'un des résultats, l'un des plus extrêmes, de la condition de « tuabilité » (López & Gillespie, 2015 ; Diaz & Freire, à paraître) qui caractérise les membres de la classe laborieuse de la violence, et de tous les dommages collatéraux qui vont avec : les disparu.e.s par erreur, les disparu.e.s parce qu'accusé.e.s de trahir ou de parler, les migrant.e.s de passage, les filles belles et jeunes, etc. On ne cible ni ne châtie un ennemi politique.

Ces prolétaires de la violence, petits sicaires (*sicarios*), surveillants de territoires des mafias locales (*punto*), ou dealers de quartier, sont autant d'exemples de l'aliénation de cette population à sa propre mort. On leur ôte leur dernière aspiration, qui est celle d'avoir des funérailles établies socialement. Dans ce sens, la puissance politique de ces *buscadoras* ne consiste pas à révéler au grand jour la vérité des crimes, mais plus simplement à réclamer le ou la disparu.e comme un être humain singulier, cher et « pleurable » (Butler, 2006, 2009). À travers leurs gestes d'attention et leurs mots d'affection, les familles cherchant leurs proches disparus, montrent la valeur aimante qu'ils attribuent à leurs êtres chers. En effet, les *buscadoras* parlent souvent à leurs enfants pendant qu'elles marchent dans la brousse (monte) : « Rentrons à la maison, mon trésor », murmurent-elles. Dans le Sonora, elles appellent leurs disparus leurs « cœurs » et les corps qu'elles recherchent leurs « trésors ».

Il s'agit de tenter de rendre une « bonne mort » aux « tuables », de leur rendre une mort humaine, et un retour à la maison et à la lignée familiale. Ainsi, le seul acte de crier et de chercher un.e disparu.e, de la part de ces femmes, peut constituer un acte politique dans la mesure où elles nient ainsi le caractère « jetable » (*disposability* en anglais) de ces corps et de ces vies.



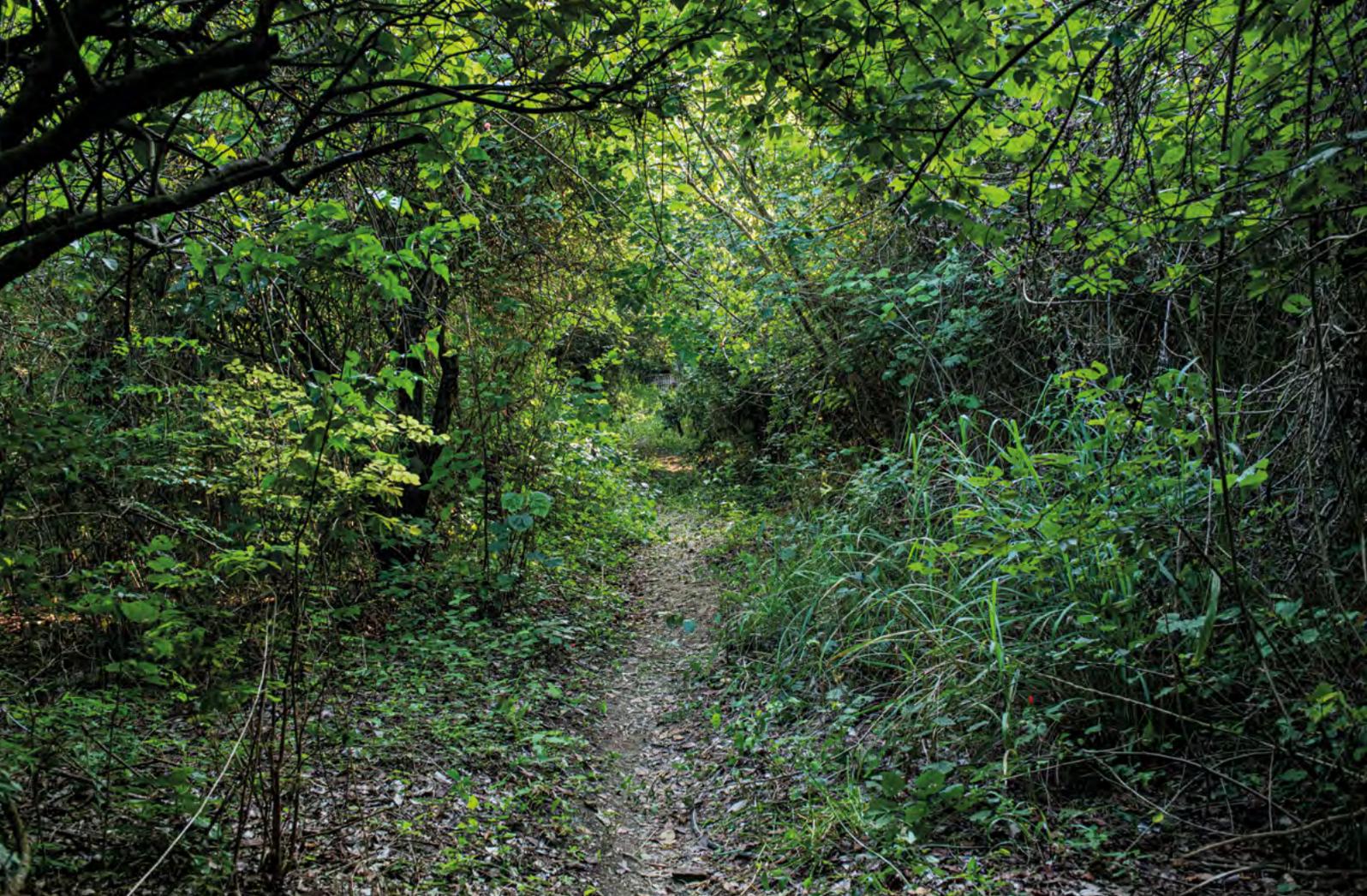
Aller plus loin

Regarder

« *Volverte a ver* »

Carolina Corral, Documentaire, 2020, 93', VO (espagnol), Amate Films/IMCINE FOPROCINE.





En février 2020, je m'envolais au Mexique avec Emmanuelle Corne, photographe documentaire qui travaille sur des sujets sociaux et sur le genre, pour participer à la V^e Brigade nationale de recherche de personnes disparues qui se déroulait du 7 au 22 février 2020 dans le nord de l'État de Veracruz.

J'ai exploré ici une écriture anthropologique en m'appuyant sur les photographies d'Emmanuelle qui ont inspiré les textes qui suivent. De son côté, Emmanuelle a accompagné mes recherches ethnographiques pour les enrichir de son regard photographique.

Le résultat de cette collaboration est donc une alliance de textes et d'images qui se font écho et s'éclairent en miroir depuis ces retours d'expériences organisés en trois volets : le premier relate un jour de recherche « dans la nature » (*en campo*) à « La Gallera », un ancien camp d'extermination appelé aussi « cuisine » dans le nord du Veracruz (cf. *Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz I*) ; le second se concentre sur le travail photographique d'Emmanuelle autour des recherches « en vie » (cf. *Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz II*) dans les églises, les prisons, les écoles ; le troisième se penche sur les liens politiques et affectifs qui se tissent au sein de la Brigade (cf. *Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz III*).

Sabrina Melenotte

Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz I (Chercher dans la nature)

Texte

Sabrina Melenotte

Photographies

Emmanuelle Corne

La V^e Brigade nationale de recherche de personnes disparues

En 2020, la Brigade s'est composée de 72 collectifs et organisations civiles de familles de personnes disparues provenant de 20 États du pays. Entre 200 et 300 personnes se sont rendues dans le nord du Veracruz pendant 15 jours, hébergées par le diocèse de Papantla sur un terrain privé de l'Église catholique (*Casa de la Iglesia*) et accueillies par le collectif local Familiares en Búsqueda María Herrera, nom éponyme de la fondatrice qui cherche quatre de ses fils (Jesús Salvador, Raúl, Gustavo et Luis Armando) depuis 2008, avec ses deux fils restants Juan Carlos et Miguel (cf. *Dans la peau d'un chercheur de fosses clandestines ; Anciennes et nouvelles disparitions*).

Chaque jour, les familles de disparu.e.s se divisaient entre les axes de recherches de personnes disparues, « sur le terrain » et « dans la nature » (*búsqueda en campo*), et depuis peu des recherches « en vie » (*búsqueda en vida*) pour obtenir des informations dans les prisons, et sensibiliser dans les écoles, les places publiques des villes de la région et les villages paysans et/ou totonaques (cf. *Buscar en vida*), grâce au travail du diocèse et de l'église catholique progressiste.

Lors des recherches « sur le terrain » et « dans la nature » (*búsqueda en campo*), le Centre de défense des droits de l'homme « Miguel Pro », le diocèse de Papantla, les Marabuntas et les solidaires, d'une part ; la police fédérale

et scientifique du Parquet (Fiscalía General de la República, FGR), et la fraîchement créée Commission nationale de recherche de personnes disparues (Comisión Nacional de Búsqueda, CNB) d'autre part, accompagnent les familles. Les membres de la nouvelle Commission fournissent les pelles et les pioches, mais les familles, bonnes connaisseuses du matériel à employer, se plaignent du manque de robustesse des outils achetés hâtivement, notamment les machettes, mal affûtées et peu solides. Elles observent aussi, non sans raillerie, que les représentants institutionnels sont peu actifs.

Chercher une aiguille dans une botte de foin

La « guerre contre le narcotrafic » transforme en profondeur les pratiques des familles de victimes, notamment leurs savoir-faire pour « lire » la terre « violentée » et « déterrer l'impunité », comme le répète Juan Carlos Trujillo. Les familles, essentiellement des mères, partent à la recherche de leurs êtres chers en repérant les traces des violences laissées dans la nature telles des empreintes, des signatures du crime, qui deviennent des indices aujourd'hui et les preuves de demain.

**« La terre a été violentée
et nous voulons
déterrer l'impunité »,
Juan Carlos Trujillo**



Nostalgie de la lumière

Le réalisateur chilien Patricio Guzman rend bien compte dans son film *Nostalgie de la lumière* (2010) des couches sédimentées d'histoires dans un même paysage : le désert d'Atacama est bien plus riche et complexe qu'une simple surface de sable aride et sans vie. Il est devenu le lieu unique au monde de l'étude des astronomes du ciel et des étoiles ; celui des archéologues qui explorent l'origine de la vie et des premières civilisations ; et, après la dictature de Pinochet, le lieu où les mères de disparu.e.s déambulent à la recherche de restes humains ensevelis sous terre. Le réalisateur va dans le même sens dans *Le bouton de nacre*, puis dans *La cordillère des songes*, faisant de la nature la détentrice des secrets de l'histoire d'un pays.

La nature y devient bien plus qu'un paysage à contempler : elle est d'abord idyllique, dévoile sa beauté au premier regard, mais au fur et à mesure qu'on l'explore et pénètre dans ses entrailles, elle dévoile des secrets obscurs.

À l'instar d'une nostalgie guzmanienne de la lumière, des montagnes du Guerrero au désert du Sonora, les différents paysages hébergent des secrets de l'histoire mexicaine que les familles font jaillir des entrailles de la terre, en dessinant une cartographie souterraine d'histoires individuelles et collectives. Les paysages recouvrent donc plusieurs strates, géologiques et mémorielles, de violences enfouies, silencieuses, invisibles qui font dire aux familles à déclarer que « le Mexique est une énorme fosse ». L'exploration de ces strates géologiques est aussi une exploration temporelle et émotionnelle contenue dans des paysages sensibles et politiques à la fois, d'une nature pléthorique changeant d'évocation quand elle est associée aux recherches des familles. Les paysages de la disparition offrent donc plusieurs niveaux de lecture, tels un palimpseste de sensibilités au milieu d'environnements bucoliques déshumanisés, caractérisés par une faune et une flore heurtées ou délaissées en raison des violences récentes.

Les familles marchent sur des territoires vastes et inconnus qui rappellent les *terrae incognitae* (Wright cité par Colombo, 2017) restées un temps hors de la portée des hommes. Leur marche dans ces limbes dantesques à la recherche de morts resignifie ces paysages, par une quête qui cisèle la végétation à coups de machettes et de branches qui se fendent et ouvrent de nouveaux sentiers matériels et symboliques. En perçant la nature chaotique, les familles créent une connexion, à la fois horizontale et verticale, entre le monde des vivants et celui des morts. En marchant avec le regard concentré sur ces espaces vastes et étendus, les familles cherchent « au-dessus » de potentielles victimes enterrées sous leurs pieds, créant un « ima-

ginaire vertical », ainsi qu'un dialogue horizontal entre elles (Colombo, 2017), une communion sans cadre religieux ou rituel catholique et qui se passe de mots.

Ce regard collectif dédié entièrement à des découvertes de « trésors » génère de nouvelles routes mentales et géographiques qui ajoutent une couche supplémentaire au palimpseste des nécropouvoirs. Les *terrae incognitae* sont investies et appropriées par ces pionniers d'un genre nouveau qui créent à leur façon un lien entre les disparu.e.s et leur possible destin final : en retrouvant des fosses clandestines que les criminels imposaient comme dernières demeures clandestines à leurs victimes pour camoufler leur crime, les familles offrent aux « cadavres anonymes » retrouvés la possibilité de devenir des « défunt.e.s » en les réintégrant au corps social et en conjurant ainsi la maledormance.

Des corps sur terre pistant d'autres corps sous terre : les « chercheur.e.s de fosses » partent sur les traces des disparu.e.s et mettent leur corps à rude épreuve en s'adaptant aux conditions climatiques de chaque région : le climat peut être tantôt très sec, poussiéreux, chaud, comme dans les déserts de Basse-Californie, du Chihuahua ou du Sonora (cf. *Les chercheuses du désert* ; *Dans les plis du désert*), tantôt très humide et lourd, comme dans le Guerrero ou le Veracruz (Melenotte, 2020a et 2021b).

L'immersion de tout son corps dans une nature omniprésente, foisonnante, luxuriante, ne peut que surprendre. Le corps trace et les gestes se répètent, mus par l'obstination du désespoir. Gratter, piocher, creuser, tamiser : autant d'actions qui révèlent la façon de fouler la terre, l'ausculter, la retourner. En parallèle, l'âpreté du climat ou la chaleur intense fatiguent les corps qui pistent sans relâche. L'errance, la lenteur, le souffle, le silence se mêlent à la détermination et l'action ponctuant l'espace-temps de la recherche de restes humains par une suspension où la déception de ne rien trouver menace toujours de poindre.

La détermination des familles à la fois étonne quiconque participe à ces recherches. Lors de ces recherches, elles sont littéralement prêtes « à tout » pour retrouver celles et ceux qu'elles appellent leurs « trésors », sans qu'importe leur âge, leur classe sociale, leur genre ou leur condition physique. La douleur devenue moteur d'action, elles surmontent bien d'autres peurs et plus rien ne les arrête : c'est comme si elles devenaient invincibles, affranchies. Elles sont prêtes à entrer sur des territoires interdits, dangereux, contrôlés dans le passé ou le présent proche par des cartels et des groupes ennemis qui se disputent « la place » (*la plaza*). Elles sont prêtes à surmonter l'abjection que peut susciter la vue de cadavres, dans des fosses ou des archives photographiques à la morgue. Elles sont prêtes à couper des herbes hautes à coups de machette des heures durant, à sentir la mort au bout d'une sonde ou d'une machette, à jeûner toute une journée, à grimper



Déboisement d'un terrain afin de mieux « lire » le sol, première étape nécessaire pour trouver les traces de l'enfouissement d'un corps, de vêtements, de pièces à conviction. Ici Yadira, co-responsable des recherches sur le terrain, est en première ligne. Elle ne compte ni ses efforts ni les heures passées à couper les herbes avec son équipement. La Lima, 11 février 2020, Veracruz.



Don Carlos creuse et plante souvent la sonde (*varilla*) dans la terre pour la sentir. La Lima, 11 février 2020, Veracruz.



Erika apprend à « sentir la mort », terrain privé du narcotrafiquant Puccini, aujourd'hui incarcéré. 15 février 2020, Veracruz .



sous un soleil de plomb, à affronter les animaux et insectes (araignées, tiques, puces, couleuvres, etc.) et éviter les plantes irritantes locales comme la *pica pica*.

Un jour durant la Brigade, sur un ranch abandonné que nous devons explorer à La Lima à 2h30 de Papantla, une moitié du groupe n'hésite pas à plonger jusqu'à mi-cuisses dans un lac pendant des heures pour chercher des restes dans l'eau. Ce jour-là, l'autre moitié du groupe dont je fais partie cherche le corps d'une jeune fille sur un bout de terrain abandonné d'une cinquantaine de mètres carrés et rempli d'herbes hautes et touffues. Nous savons juste que le corps affleure la surface, seul et maigre indice donné de façon anonyme par un paysan du coin qui n'en a pas dit plus, par peur des représailles. C'est comme chercher une aiguille dans une botte de foin. La méthode de prospection collective adoptée consiste à diviser en plusieurs parties un bout du terrain. Nous nous alignons en nombre suffisant pour couvrir la surface et avançons méthodiquement pour « nettoyer » le terrain à coups de machettes et de râteliers (*chapear*). Nous sommes debout ou courbés sous le soleil, et donnons de grands coups pour tailler les herbes sur un périmètre défini.

Le caractère erratique de la recherche n'a pas donné de résultat « positif » ce jour-là. En revanche, l'autre résultat est celui d'un paysage métamorphosé, un terrain « propre », mais aussi rasé et altéré par l'action des familles. Le soir, de retour à la Maison du diocèse, nous nous auscultons à tour de rôle pour nous retirer les nombreuses tiques minuscules tombées sur nous alors que nous coupions les plantes. Tel est le prix d'une recherche pour espérer aboutir à un résultat, que nous n'avons pas eu ce jour, mais qui servira aux prochaines recherches des collectifs locaux une fois la Brigade terminée.

La mise à l'épreuve particulièrement intense des corps qui pistent et tracent d'autres corps mobilisent pleinement les sens, notamment la vue et l'odorat. Ce dépassement de l'abjection que peut susciter le cadavre est saisissant. Généralement, ce sont les expert.e.s (les criminologues notamment) qui amènent une sonde (*varilla*) mais les familles s'en procurent elles aussi ou, en leur absence, leur substituent la machette.

Ce geste de « sentir la mort » est un savoir-faire qui ne s'apprend pas dans les manuels ou dans les protocoles : il se transmet et s'apprend entre les familles qui se professionnalisent et deviennent des expertes le temps des recherches. L'expérience sensorielle unique et subjective permet de distinguer une « odeur de mort » d'une odeur de terre ensevelie qui sent le mois. La frontière olfactive est ténue, alors au moindre doute, les familles creusent à la pelle et à la pioche jusqu'à trouver des éléments permettant de confirmer qu'il s'agit, ou non, d'une fosse clandestine.

Nombreux sont les savoir-faire qui circulent durant ces recherches au cours desquelles les familles se professionnalisent. Les compétences acquises et échangées lors de la Brigade dans la nature sont multiples : devenir chasseur et repérer les traces des violences dans la nature comme on lit les empreintes d'animaux, puis lire la terre et en extraire des indices qui serviront de preuves dans le futur ; devenir expert et interpréter les restes osseux que l'on retrouve, distinguer les os d'animaux des os humains, reconnaître les parties du corps ou les tatouages et les cicatrices ; devenir détective, voire reconstituer la scène du crime, mener l'enquête pour pallier les déficiences des institutions qui piétinent, en apprenant les étapes institutionnelles, en créant ses propres registres et en croisant des données.

La Gallera Une « cuisine » dans le Veracruz

Durant la Brigade, nous explorons « La Gallera », un ancien ranch de la municipalité de Tihuatlán situé entre les municipalités de Poza Rica et de Papantla. Après avoir erré un certain temps à chercher ce camp d'extermination, être passé d'abord par un autre « camp de torture » rempli de déchets et d'habits, nous arrivons finalement sur un terrain de six hectares, éloigné et difficile d'accès en camion.

La Gallera est un autre exemple typique d'un espace domestique devenu clandestin : d'abord privé, puis abandonné, réapproprié de force par les cartels pour en faire un camp de torture et d'extermination, qui a été ensuite abandonné et « réensauvagé » avec le temps, par une nature qui reprend ses droits. Aujourd'hui, les familles du collectif Familiares en Búsqueda María Herrera souhaitent en faire un lieu de mémoire.

El Pozolero

Santiago Meza López, alias « El Pozolero », était responsable de traiter les corps pour le Cartel de Tijuana, au nord du Mexique. Il travaillait d'abord pour Teodoro Garcia Simental, « El Teo », le lieutenant du cartel Arellano Felix, puis a été la main-d'œuvre du cartel du Sinaloa à Tijuana. Lors de son arrestation en 2009, il confesse avoir dissout plus de trois cents corps en huit ans de travail à Tijuana. Quand les autorités lui demandèrent d'identifier certains disparus à partir de leur photographie dans un album, il répondit être totalement incapable de reconnaître un seul visage.

Ma fonction spécifique au sein de l'organisation est de faire le travail du *pozole* [soupe mexicaine traditionnelle], qui consiste à ce que les membres des différentes cellules de l'organisation m'amènent des cadavres à dissoudre dans une solution qui se prépare à base de soude caustique et d'eau (...). J'ai appris à faire du *pozole* avec une cuisse de bœuf que j'ai mise dans un seau où j'ai versé un liquide et elle s'est décomposée ; les corps qu'on me donnait à « pozoler » (*pozolear*), on me les amenait morts et je les mettais complets dans les barils et versais 40 à 50 kilos de poudre que j'achetais dans une quincaillerie à 35 pesos le kilo. (cité par Marcela Turati, 2019)

L'analogie entre la déshumanisation des sujets qu'il dissolvait et la préparation de la soupe mexicaine faite de viande et de grains de maïs, connue comme le *pozole*, a permis à ce professionnel de la disparition de dissoudre les cadavres d'ennemis dans de la soude caustique tout en considérant son activité comme de la cuisine.

L'atmosphère de ce lieu est extrêmement lourde et chargée. Les histoires passées affleurent encore à la surface, entre les herbes, les cendres, les débris et les habits qui jonchent le sol. Sur le terrain de La Gallera, le cartel des Zetas torturait, assassinait, brûlait et enterrait ses victimes. C'est un cimetière clandestin qui a connu plusieurs histoires d'ensevelissements et d'exhumations.

Ce lieu clandestin de la disparition, appelé tantôt « camp d'extermination » (*campo de exterminio*), tantôt « cuisine » (*cocina*), appartenait au cartel des Zetas présent dans le nord du pays et dans le Veracruz. Ce cartel, composé d'anciens militaires, est connu pour son *modus operandi* particulièrement cruel. Le qualificatif de « cuisine » renvoie à leurs méthodes d'exécution qui s'apparentent à des recettes de cuisine dont les ingrédients locaux pour se défaire des corps sont intimement liés à la production pétrolière de la région. Elles consistent à jeter dans des barils de métal (*tambos*) de deux cents litres des corps déjà démembrés puis à les brûler avec de l'essence ou à les dissoudre avec de l'acide, rappelant à bien des égards les techniques « pionnières » du « Pozolero » de Tijuana en Basse Californie. La métaphore culinaire renvoie à cette figure devenue célèbre dans le nord du pays.

À La Gallera, la « cuisine » est littérale : avant d'être un lieu de torture et d'extermination, un four énorme de trois mètres de haut sur six mètres de large servait à cuisiner le « *zacahuil* », un *tamal* (pain) de maïs géant très populaire dans la région.

En février 2020, la V^e Brigade réalise le cinquième passage au peigne fin de ce terrain en moins de quatre ans, avec la présence d'autorités judiciaires, d'expert.e.s médico-légaux et de collectifs de familles. Le terrain est examiné (*procesado*) une première fois en 2017, lorsque des fonctionnaires du Bureau du Procureur de Veracruz (Fiscalía General del Estado, FGE) sont entrés avec un mandat d'arrêt (*averiguación ministerial*) sur ce terrain et exhument six personnes décapitées (cinq hommes et une femme), ainsi que de très nombreux habits d'adultes et d'enfants, des valises, des parties d'une camionnette avec une plaque d'immatriculation de l'État de Mexico. Le collectif Familiares en Búsqueda María Herrera demanda ensuite une autorisation à la FGE pour y retourner en mars 2017 avec la II^e Brigade nationale de recherche de personnes disparues. Ils retrouvent cette fois-ci un crâne d'enfant et 249 fragments osseux distribués sur 22 points « positifs », considérés comme des fosses clandestines. Tout autour sont aussi retrouvés des téléphones portables, des centaines de couches pour enfants, des serviettes hygiéniques, des habits de femmes, des chaussures, des couvertures, des bâches, des barils d'eau et parfois même des préservatifs. Les fonctionnaires de la FGE s'engagent alors à emballer tous ces indices récupérés par les familles et à examiner le four géant.



La Gallera est un ancien ranch. 18 février 2020, Tihuatlán, entre Poza Rica et de Papantla, Veracruz.



La Gallera appartenait au cartel des Zetas qui signaient leurs actes atroces (« Z-35 » sur la photo). 21 février 2020, Tihuatlán, Veracruz.



Traces de mains sur les murs de La Gallera. 21 février 2020, Tihuatlán, Veracruz.



Le «four» de la cuisine de La Gallera.
18 février 2020, Tihuatlán, Veracruz.



Mario Vargara
est descendu en rappel
avec l'aide des Marabuntas
dans le puits du ranch de
La Gallera, 18 février 2020,
Tihuatlán, Veracruz.

Le début de la recherche est un peu dispersé, un groupe se dirige en file indienne vers le haut du terrain dans la végétation dense avant de redescendre pour avoir suivi une piste erronée. Un autre groupe reste autour de la maison. Bien vite, il trouve des petits ossements humains et la police scientifique balise la zone et se met au travail. Pendant ce temps, on entend un drone amené par la police fédérale survoler les lieux. Les chiens de deux policiers volontaires aident les chercheurs d'indices qui se concentrent sur des points précis. Autour du four géant, ils sont déconcertés par les nombreuses odeurs qu'ils repèrent à plusieurs endroits, ou qu'ils repèrent une première fois, mais pas la seconde, une fois la terre creusée. Plusieurs petites cellules improvisées se dispersent sur le vaste terrain. Je suis l'une d'elle avec un chien qui creuse un premier bidon d'eau enterré à côté d'une couverture et d'une bâche. On découvrira ensuite qu'il y en a trois alignés, allant du four à la maison.

Face à l'ampleur de la situation, l'équipe de coordination décide de partir acheter en urgence 5 tamis pour aider ces chercheurs de trésors contemporains à chercher des indices dans les kilos de cendres. Moi je m'attèle avec quelques autres femmes à creuser autour du bidon près du four pour l'extraire, il résiste car, comme les autres, il est au pied d'un arbre et les racines le retiennent. On trouve au passage des fragments d'os que l'on pense être d'origine humaine et que l'une des étudiantes en anthropologie physique examine, pour « exclure » (*descartar*) les os d'animaux de la sélection et envoyer le seul qui est confirmé à l'analyse. Ensuite, je passe devant un groupe qui s'affaire autour d'un puits : Mario, le chercheur de fosses le plus professionnel de la Brigade, est descendu en rappel avec l'aide des marabuntas, dans un puits profond pour remplir des seaux de terre. D'autres tamisent la terre hissée de ce trou. Je me retrouve finalement avec une autre équipe improvisée pour tamiser des cendres enfouies au bas de la maison, peut-être emportées par les pluies.

J'aide d'abord une « chercheuse de fosses » originaire du Querétaro à finir un premier tri d'ossements d'animaux, très nombreux, gros et coupés à la lame pour la cuisine des tamales. Malgré les passages judiciaires et scientifiques passés, ils traînent au sol, ajoutant de la confusion à la lecture de la terre. Yadira propose de les mettre dans un sachet accompagné d'une petite bouteille en plastique, trouvée sur place, contenant un message pour les prochaines recherches, et qui indiquent que ces os d'animaux ont été écartés (*descartados*) par la V^e Brigade. Puis l'un des pères de famille trouve un trou où des cendres ont été enterrées. On les tamise à plusieurs pour ne retrouver que des bouts d'os minuscules, pour la plupart calcinés, illisibles.

Tout au long de la journée, les familles se sont posé des tas de questions et ont élaboré des tas d'hypothèses sur ce qui avait bien pu se passer. Après cette journée éprouvante, de nombreuses mères se réunissent autour de *doña* Mari (María Herrera) en cercle devant le four et prient. Sur les nerfs, l'une d'elles crie soudainement et fond en larmes, l'émotion est générale.

Extrait de carnet de terrain de Sabrina Melenotte, La Gallera, février 2020, également publié dans Melenotte, 2021a

Mais le ranch de La Gallera est finalement abandonné par les autorités judiciaires et les preuves exposées à la faune et aux probables responsables de ces crimes qui peuvent revenir sur les lieux. Cet abandon des autorités régionales s'accompagna alors du déni de l'ancien procureur général de Veracruz, Jorge Winckler (d'abord fugitif de la justice mexicaine en raison de plusieurs mandats d'arrêt contre lui, dont un pour le délit de disparition forcée, et aujourd'hui en procès malgré les appels), qui assure qu'il n'y a guère plus de restes sur le terrain, affirmant en même temps que les familles mentent. Critiqué par l'un de ses subordonnés, entre temps fugitif lui aussi, l'ancien procureur spécialisé dans l'accueil des plaintes de personnes disparues (*Exfiscal especializado en Atención por Denuncias de Personas Desaparecidas*), Luis Eduardo Coronel Gamboa, tente à son tour de réajuster les propos de son supérieur et rassurer les familles, affirmant que les restes sont conservés et analysés dans le strict respect des protocoles d'expertise et de la « chaîne de traçabilité » (*cadena de custodia*). Deux ans plus tard, les familles n'ont toujours aucun retour sur ces découvertes.

Le discrédit du gouvernement de Veracruz sur les travaux menés à La Gallera mobilise les collectifs de familles, jusqu'à ce que Roberto Campa Cifrián, alors sous-secrétaire des droits de l'homme au sein du Ministère de l'Intérieur (Secretaría de Gobernación), s'engage à lancer une nouvelle recherche à la charge du Bureau du procureur général de la république (Procuraduría General de la República, PGR). La IV^e Brigade a donc lieu en novembre 2018 avec la PGR, qui trouve sur le même terrain déjà exploré par les autorités régionales, d'autres restes humains (un morceau de fémur, un pelvis, une mâchoire, un crâne et des centaines de restes osseux, dont certains carbonisés).

En 2019, le collectif local María Herrera amène un guérisseur traditionnel (*curandero*) pour « nettoyer » les lieux. Le passage de la V^e Brigade en 2020 veut donc procéder au cinquième passage au peigne fin du terrain pour terminer de retrouver tous les restes humains.

Le cinquième tamisage de ce lieu sur plusieurs jours par la Brigade a permis de retrouver de nombreux fragments d'os calcinés au milieu de kilos de cendres indéchiffrables et de centaines d'autres os d'animaux, de bœuf et d'oiseaux essentiellement, mais illisibles par la génétique. L'omniprésence d'ossements d'animaux côtoyant les restes humains renforce la métaphore culinaire de ces recherches et sème encore plus de confusion sur les crimes passés.

Après plusieurs journées à récolter les derniers indices, à passer le terrain au peigne fin et à tamiser les cendres pour retrouver les derniers fragments humains, la Brigade comprend qu'elle ne va plus retrouver de corps entiers et qu'il serait peu probable d'exhumer davantage face à de tels restes humains illisibles. La combustion des corps

anéantit tout espoir de déchiffrement de traces tangibles du crime.

À la fin de la Brigade, douze possibles « cuisines » sont identifiées et en partie traitées, parmi lesquelles La Gallera. Mais les journées exténuantes passées sur ce lieu sont certainement parmi les plus difficiles pour chacun de nous au sein de la Brigade, en mettant à rude épreuve notre psyché et notre corps durant ces recherches. L'expérience physique et sensible de la journée passée à La Gallera est difficile à traduire aujourd'hui encore. J'en reviens sidérée et me demande pour la première fois en vingt ans de recherches au Mexique pourquoi et comment j'étais arrivée jusque-là, à ce seuil franchi de l'humanité. Observer le four géant, tamiser les cendres qui tombent sur mes chaussures, creuser à la sueur de mon front avec les familles, et surtout, « imaginer le pire » tout au long de ces actions, sans finalement jamais savoir vraiment ce qui s'est passé ici tout en le supputant, sont des expériences pénibles qui résonnent en moi d'autant plus singulièrement qu'elles m'ont renvoyée à mes origines, à la mémoire de la guerre de mes parents et grands-parents, la Seconde Guerre mondiale en Alsace et la guerre d'Algérie. Vivre aussi intensément et « goûter » l'horreur humaine par le biais des « cuisines » mexicaines plonge inextricablement dans les confins d'une histoire universelle. Cette expérience immersive inattendue au cœur des ténèbres me conforte dans l'idée qu'il est nécessaire de nommer l'innommable et de poursuivre la quête de sens aux côtés des familles qui « réhumanisent l'humain ».



José Luis a fabriqué des tamis et pendant des heures, il va tamiser les tas de terre mélangés à de la cendre pour y chercher des os calcinés. Il faudra ensuite déterminer s'ils sont humains, 18 février 2020, Tihuatlán, Veracruz.



Mario Vergara nous montre quelques os calcinés qu'il pense être des os humains de par leur taille et leur forme, qu'il fait ensuite confirmer par l'équipe d'anthropologues physiques indépendants qui accompagnent la Brigade. Les os calcinés si petits ne peuvent pas être analysés et donc identifiés, 18 février 2020, Tihuatlán, Veracruz.



Chercher ses «trésors»



Partie 4





Dans la peau d'un chercheur de fosses clandestines : les carnets de Miguel

— Luis López —

Qu'est-ce qu'un.e «chercheur.e de fosses clandestines»? Comment devient-on «chercheur.e de fosses clandestines» au Mexique? Ces questions sont capitales pour comprendre les multiples enjeux de la disparition forcée au Mexique, et pour appréhender les difficultés et les risques encourus par les proches des victimes dans leur quête de vérité et de justice, jusqu'aux efforts des individus et des collectifs en vue de professionnaliser la recherche de personnes disparues. Si le délit de disparition forcée est désormais inscrit dans la législation et clairement défini dans la Loi générale en matière de disparition forcée ratifiée en 2017, la figure de chercheur.e de fosses n'existe nulle part. Cela implique que la recherche de corps dans des fosses clandestines est une activité à la limite de la légalité : *stricto sensu*, chercher des fosses clandestines n'est pas un délit, mais exhumer des corps l'est. C'est pour cette raison que les chercheur.e.s de fosses et les familles de personnes disparues doivent, une fois des traces de fosses clandestines retrouvées, les signaler aux autorités pour procéder à leur exhumation.

Afin de comprendre la genèse de la figure du chercheur de fosses clandestines, il faut placer les trajectoires de vie des familles de personnes disparues dans le contexte de la montée de la violence extrême au Mexique provoquée, en grande partie, par la décision du gouvernement de Felipe Calderón (2006-2012) d'entreprendre une guerre contre les cartels de la drogue. C'est dans ce contexte que la figure de chercheur.e de fosses clandestines commence à émerger. Dès 2009, ce sont d'abord les familles de personnes disparues qui commencent à chercher leurs proches dans des lieux soupçonnés d'abriter des fosses clandestines : d'abord à Tijuana (Basse-Californie), en raison des méthodes d'exécution du criminel «*El Pozolero*» (Robledo, 2017), puis à Coahuila, à Nuevo León, au Sinaloa, dans le Guerrero et le Veracruz, où se sont multipliés les nécropouvoirs et «espaces clandestins de la disparition» (Melenotte, 2021). Face à cette situation, des familles de personnes disparues ont commencé à acquérir

une expérience dans la recherche de cadavres dans des fosses clandestines et partagent ces connaissances sur internet et les réseaux sociaux. Dans ce texte, je propose de suivre les pas d'un chercheur de fosses clandestines et d'«entrer dans sa peau», afin d'aborder certains enjeux autour des recherches de fosses clandestines : les connaissances acquises et testées sur le terrain, la professionnalisation de l'action des familles, mais aussi les dilemmes et les sensations vécues dans le processus de recherche. J'ai choisi de suivre le parcours de Miguel, un chercheur de fosses clandestines car quatre de ses frères ont été victimes de disparition forcée. Au début, il était chercheur de fosses pour retrouver ses frères, mais aujourd'hui, il cherche aussi pour d'autres familles. J'ai donc voulu explorer à travers l'expérience de Miguel la façon dont se produit le passage de la communauté de la douleur (*cf. Sur les traces des disparu.e.s ; Animitas*) à l'action que représente la recherche de fosses.

D'une vie ordinaire à la recherche de fosses : itinéraire d'un chercheur de fosses clandestines

J'ai rencontré Miguel pour la première fois en novembre 2018 sur la Place des Trois Cultures à Tlatelolco, dans la ville de Mexico, lors du III^e Congrès Mondial des Migrations. De complexion robuste, au sourire facile et à la voix forte, Miguel parle vite et les mots glissent de sa bouche. Il faut tendre l'oreille lorsqu'on l'écoute parler. Nous sommes dans le petit patio d'un immeuble du gouvernement de Mexico qui accueille le Congrès. Sa première phrase, une fois la conversation entamée est : «Tu ne connaîtras rien des disparus tant que tu ne viendras pas sur le terrain faire des recherches de fosses». Cette phrase a trotté dans ma tête pendant des mois. Une année plus tard, de retour à Mexico, je

recontacte Miguel pour continuer notre discussion interrompue. Nous parlons pendant plus de quatre heures dans un petit café du sud de Mexico. Une fois, nous nous voyons chez lui à Tepotzotlán, dans l'État de Mexico; une autre fois à Tepic, dans le Nayarit; puis lorsqu'il était en route pour Mazatlán, dans le Sinaloa, pour accompagner des collectifs de familles dans une Brigade locale de recherche. Nous nous sommes vus une quatrième et dernière fois, en septembre 2019, lors d'une recherche organisée par plusieurs collectifs de l'État de Mexico, et réalisée en périphérie de Mexico, dans la ville de San Pedro Chiconautla dans l'État de Mexico.

Miguel est le quatrième membre d'une fratrie composée de sept hommes et une femme, tous enfants de María Herrera (cf. *Des anciennes aux nouvelles disparitions*). Ils sont originaires du Pajacuarán, un village localisé dans le Michoacán, qui est encore aujourd'hui le théâtre d'affrontements entre différents groupes criminels qui se disputent la route du Pacifique : la Famille Michoacana (la Familia Michoacana), devenue par la suite « les Chevaliers Templiers », et le Cartel Jalisco Nouvelle Génération (Cartel Jalisco Nueva Generación). Après un séjour de cinq ans aux États-Unis au début des années 2000, Miguel retourne travailler avec ses frères à Pajacuarán. En 2003, la famille tient un commerce familial confortable de vente de bijoux en or. Les membres de la fratrie se répartissent les territoires du pays où ils prospectent, achètent et vendent ces bijoux. C'est un travail risqué, car ils transportent avec eux de grandes sommes d'argent, mais très lucratif. Ils doivent parcourir des régions entières et prennent quatre routes principales : celle du pacifique (Michoacán, Guerrero, Oaxaca); celle du Golfe (Veracruz); celle du centre (Hidalgo, Guanajuato) et celle du Nord (Jalisco, Nayarit). Ces routes commerciales étaient couvertes par des équipes composées de deux ou trois frères avec deux ou trois employés qui les accompagnaient.

En 2008, ses frères Raúl, Jésus Salvador et Rafael Trujillo sont de retour d'un déplacement professionnel et font une halte dans la ville d'Atoyac de Álvarez dans le Guerrero. Cette même ville avait été le théâtre de disparitions forcées dans les années 1970, dans un contexte de répression exercée par l'État mexicain à l'encontre des organisations de paysans et de militants de gauche, appelée la Guerre sale.

Pendant leur séjour à Atoyac de Álvarez, deux de ses frères, Jésus et Raúl, disparaissent avec trois autres employés. Le troisième, Rafael, échappe à la disparition, mais part vivre aux États-Unis. Les autres frères n'ont d'autre choix que de chercher leurs frères tout en continuant leur travail de vente d'or. Deux ans plus tard, le 28 août 2010, deux autres de ses frères, Gustavo et Luis Armando, sont eux aussi en voyage d'affaires à Poza Rica, dans le Veracruz, lorsqu'ils sont arrêtés par la police locale et disparaissent à leur tour.

Les frères restants, Miguel, Rafael, parti entre temps aux États-Unis, et son autre frère, Juan Carlos, ainsi que leur sœur, María, soutiennent leur mère, *doña* María, dans la recherche de leurs quatre frères disparus dans le Guerrero et le Veracruz. Entre 2011 et 2013, ils participent d'abord au Mouvement pour la paix avec justice et dignité (Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad, MPJD) aux côtés du poète Javier Sicilia, notamment les trois Caravanes organisées par le mouvement (Caravane de la Consolation, Caravane au Sud et la Caravane aux États-Unis); puis lors des Dialogues de Chapultepec – tenus entre des membres du MPJD, des associations civiles et le Président de la République de l'époque, Felipe Calderón Hinojosa – où leur mère, María Herrera se distingue par un discours très critique à l'égard des autorités (MPJD).

Après l'intervention de María aux dialogues de Chapultepec, les membres de la famille Herrera (la mère, María, et ses deux fils, Juan Carlos et Miguel) ont continué les réunions pour constituer une alliance de collectifs. Cette dernière verra le jour en 2014, d'abord avec la création de l'association Familles en recherche María Herrera (Familias en búsqueda María Herrera) dans le Veracruz puis du Réseau de liens nationaux (Red de Enlaces Nacionales) à l'échelle nationale. Le Réseau de liens nationaux est une plateforme rassemblant plus de 50 associations présentes dans 16 États du pays (cf. *Sur les traces des disparu.e.s*), qui soutient les familles et les collectifs dans la constitution des dossiers de recherche, et les accompagne dans le suivi institutionnel de chaque cas (cf. *Dans l'engrenage des institutions*). Dans ce contexte, Miguel commence à entrevoir l'absence de résultats concrets de l'accompagnement juridique des familles, et se pose des questions sur la nécessité d'agir autrement.

En 2014, nous cherchions à créer des conditions pour réunir tous les collectifs (...). Mais je me disais que cela ne me convenait pas. Je ne voulais pas passer mon temps dans des réunions de travail, je voulais être sur le terrain (...). Le travail d'accompagnement des collectifs de victimes, à la Seido, à la PGR, et le suivi des dossiers et des thèmes juridiques, nous prenaient beaucoup de temps. Nous appelons ça faire de l'accompagnement juridique (...). Mais je ne voyais aucune avancée. Un jour j'ai dit à mon frère Juan Carlos, « Carlos, on accompagne les victimes et on va droit au mur contre lequel on s'est déjà cognés ». (Miguel Trujillo, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico)

Même si de nombreuses familles cherchent leurs proches disparu.e.s, passer à l'étape de chercher des fosses clandestines ne va pas de soi. D'ailleurs, jusqu'en 2015, année où Miguel Angel commence à réaliser des recherches « dans la nature » (*búsquedas en el campo*) – comme les « chercheur.e.s de fosses » les appellent –, peu de collectifs réalisent alors des fouilles. En 2010, à Tijuana, un groupe de parents de personnes disparues a commencé à fouiller les espaces clandestins où Santiago Meza « Le Pozolero » travaillait pour le Cartel de Tijuana et avait dissout des centaines de corps dans de la soude caustique (Melenotte, 2021).

Un cadavre retrouvé est un « cas positif »



En 2011, lors d'une commémoration de la découverte de fosses clandestines à Tijuana, des restes sont encore découverts par les familles de personnes disparues, relançant les fouilles sur le site et deux autres lieux localisés à la périphérie de Tijuana (Robledo Silvestre, 2017). En 2009, à Coahuila, un autre groupe de familles de personnes disparues est créé, Familias unies por nos desaparecidos à Coahuila (Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Coahuila, FUNDEC). En 2013, ce collectif commence à chercher des corps dans des zones désertiques de la région La Laguna (Aguayo et Dayan, 2018). En 2014, les événements d'Ayotzinapa (cf. *Ayotzinapa*) attirent l'attention sur d'autres collectifs qui commencent à rechercher des fosses à Iguala, dans le Guerrero. De là naît le collectif Les autres disparus d'Iguala qui organise des recherches de cadavres dans cette région du Guerrero et se professionnalisent rapidement (Melenotte, 2020). Dès lors, d'autres collectifs se mettent à chercher des cadavres dans la nature et retrouvent souvent des fosses clandestines, par exemple dans le nord, comme le fait le collectif Familias unies por nos desaparecidos à Nuevo León (Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Nuevo León, Fundenl), les Traceuses del Fuerte (Las rastreadoras del Fuerte) dans le nord du Sinaloa, le Collectif Petit Soleil (Colectivo Solecito) dans le Veracruz. Toutes ces familles s'improvisent chercheuses de cadavres dans des fosses clandestines, creusent, cherchent des indices, et récupèrent des cadavres et des restes humains.

C'est dans ce contexte que Miguel réalise sa première expérience en tant que chercheur de fosses clandestines. Celle-ci n'a pas été très fructueuse :

Les parents d'une femme qui avait disparu dans l'État de Morelos m'ont invité à une recherche. C'est son fiancé qui l'a fait disparaître. Elle était enceinte au moment de la disparition (...) On est allés à sa recherche avec l'Équipe mexicaine d'anthropologie médico-légale (EMAF). Ils ne connaissaient rien à rien. On n'a fait que suivre les autorités et leurs indications : « Suivez les chiens, marchons en ligne droite ». C'est tout. Plus tard, je les ai vus se disputer les sandwiches, c'était un cirque (...) Là, je me suis demandé « où sont tous les disparus ? Comment les retrouver ? » J'ai compris une chose : mes frères sont là, dans la nature et pas dans les bureaux. (Miguel Trujillo, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico)

À partir de cette première expérience, la vie de Miguel subit un changement important. Il fait la connaissance de Mario Vergara, originaire de Huitzucó, à côté d'Iguala, dans le Guerrero, qui cherche son frère Tomas enlevé et disparu en 2012 (cf. *Un jour des morts*). Depuis cette rencontre, Miguel et Mario ne se quittent plus. Ils se mettent à chercher des fosses clandestines partout dans le pays.

Lorsque j'ai rencontré Mario, je lui ai dit : « Nous, on connaît par cœur tous les aspects juridiques de la disparition. Mais on arrive à une limite. Après cette limite, c'est le vide. L'abîme. Et

je tourne la tête, je te regarde, et je vois que toi, t'es de l'autre côté. Tu retrouves des gens. Nous, malgré tout ce qu'on connaît, tout ce qu'on fait, on n'a encore retrouvé personne. Mais tu ne connais rien au juridique ». (Miguel Trujillo, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico)

La rencontre avec Mario s'avère capitale pour comprendre la conversion de Miguel à la recherche de fosses clandestines dans la nature. Miguel et son frère Juan Carlos suivent le chemin emprunté par beaucoup d'activistes pour les droits des personnes disparues. La recherche de leurs frères se concentrait jusque-là sur la constitution et le suivi des dossiers auprès des autorités. Cependant, en rencontrant Mario et le collectif Les autres disparus (*Los otros desaparecidos*), Miguel a réalisé qu'on pouvait agir autrement, et pas uniquement suivre les démarches entreprises par les fonctionnaires. Cette prise de conscience est une révélation pour Miguel. Mario et le collectif Les autres disparus trouvent des cadavres sans passer par la bureaucratie, en s'improvisant chasseur, détective et même expert légiste, au point de se professionnaliser en tant que « chercheur de fosses » (Melenotte, 2020). C'est cet « autre côté » dont parle Miguel quand il évoque son dialogue avec Mario qui, lui, est déjà « de l'autre côté », c'est-à-dire, déjà dans une recherche directe de personnes disparues, Miguel ne peut qu'admirer son efficacité.

La première expérience de recherches de fosses partagée avec Mario se déroule en 2015 dans son village, à Huitzucó Miguel lui rend visite et le lendemain de son arrivée, ils sortent ensemble chercher dans les collines. C'est là, avec son ami, que Miguel prend ses premières leçons de recherche de cadavres : il apprend à manier les outils de recherche, à regarder la végétation, à scruter la forme de la terre, et surtout à identifier les restes retrouvés afin de les distinguer de ceux des animaux.

Je me souviens de mon premier cas « positif ». Mario a des photos de ce premier cas positif. J'avais le marteau et j'essayais de ne pas toucher le corps. Je n'avais jamais vu un corps dans ces conditions et, dans ma tête, je me disais que je ne voulais pas heurter le corps. J'étais en train de fouiller quand j'ai frappé un objet avec le marteau. Ça a fait un bruit fort comme si quelque chose se cassait. Je me suis écrié, « putain, je l'ai tué ! » (rires). (Miguel Trujillo, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico)

Un cadavre retrouvé est un « cas positif ». Une fois le corps trouvé, les chercheurs sont censés « marquer » le lieu de la découverte d'un signe reconnaissable dans l'attente des autorités judiciaires. Après l'exhumation, les familles et les collectifs font pression sur celles-ci pour accélérer le processus d'identification des cadavres et des restes humains par les experts légistes.

Avec le temps, on a beaucoup appris. Avant, quand on trouvait un positif, on laissait une marque sur la fosse. On ne creusait pas, on marquait seulement la fosse. Maintenant on creuse, on n'attend pas l'arrivée des autorités. (Miguel Trujillo, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico)

Pour Miguel, les recherches de fosses clandestines se font principalement en dehors de l'association María Herrera, des Brigades nationales et des institutions relatives aux personnes qui disparaissent. C'est surtout le résultat d'un choix personnel, motivé par la tragédie familiale et par la nécessité de retrouver ses frères.

Les motivations d'un chercheur de fosses

Le choix de devenir chercheur de fosses se fait à la croisée de ce que j'appelle l'engagement moral, le sens de l'action et la reconnaissance d'une autorité.

À plusieurs reprises dans nos différentes conversations, Miguel revient sur ce qui motive ses choix. D'abord, un fort sentiment de responsabilité envers les familles de personnes disparues ressort de nos échanges. Par exemple, lorsque je l'interroge sur son expérience de réunions de suivi de dossiers, Miguel explique pourquoi il a arrêté de suivre les dossiers administratifs de ses frères pour se consacrer entièrement à la recherche de fosses.

Je ne veux pas continuer dans les groupes de suivi, parce que c'est trop fatigant. T'es obligé de mentir aux familles, parce que tu sais bien que les autorités ne cherchent pas les disparus. Tu te sens complice de l'État. Alors que sur le terrain, je ne peux pas mentir. Si les familles me disent : « on m'a informée que mon fils se trouve là-bas », alors je les accompagne, on fait la recherche et on leur dit si c'est positif ou négatif. Si la recherche est positive on leur dit que c'est désormais à eux de faire pression sur les autorités pour l'identification du corps. (Miguel Trujillo, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico)

L'engagement moral envers les victimes est la principale motivation qui pousse Miguel à chercher des fosses clandestines partout dans le pays. Avec Mario Vergara, et avec l'aide des associations de familles de personnes disparues il sillonne des terrains vagues partout dans le pays. Du Guerrero au Veracruz, du Sinaloa ou du Nayarit à la Basse-Californie, de l'État de Mexico au Michoacán. Conséquence de leur engagement dans les recherches actives de fosses et autres, la famille Trujillo Herrera (Miguel, Juan Carlos et Maria Herrera) est aujourd'hui contrainte de quitter son village et d'entrer dans le programme fédéral de protection des victimes. Ils habitent maintenant dans la périphérie de Tepotzotlán, dans l'État de Mexico, mais cela n'a pas entamé leur détermination. Interrogé ailleurs sur les motivations qui le poussent à chercher sans relâche, Miguel devient plus explicite :

Ce que je fais, je le fais pour rembourser une dette morale envers les collectifs et les familles ; car lorsque ma mère a eu besoin d'aide, tous les collectifs ont été là pour l'aider. Si je quitte ce travail, si [Juan Carlos] arrête de faire ce qu'il fait, c'est comme une trahison envers les collectifs. Lorsqu'on en a eu le plus besoin, ils ont été là pour nous. Maintenant, t'es avec eux, quand ils t'appellent, n'importe quand, n'importe où, tu dois être là. C'est une dette morale. (Miguel Trujillo Herrera, entretien réalisé le 14 août 2019 à Tepic, Nayarit)

Si le sentiment d'avoir une dette morale envers des familles et des collectifs est une force majeure qui pousse Miguel à continuer les recherches, une deuxième raison semble se dégager. Dans d'autres parties de l'entretien, Miguel fait référence à l'attraction que la recherche dans la nature exerce sur lui, l'excitation à trouver des indices, mais aussi la satisfaction de rendre des défunts aux familles. Ce sentiment est important pour comprendre les raisons qui amènent une personne à abandonner sa vie sociale et professionnelle pour se consacrer entièrement à la recherche de fosses clandestines.

La vérité, c'est que je n'arrive plus à compter le nombre de recherches de fosses clandestines que j'ai réalisées. J'ai aussi oublié le nombre de corps retrouvés. Une fois que tu commences, tu comptes un, deux, trois, quatre (...). S'il y a un corps, on est hyper motivés pour aller chercher. Pour preuve : il y a quelque temps, une dame m'a contacté, et elle m'a dit : « on a le crâne, mais pas le reste du corps. Appelez-moi s'il vous plaît. » Deux jours plus tard, on était chez elle. Dans le Veracruz (...), on est allés récupérer le corps. C'était son père, mais elle le savait déjà. Elle nous a remerciés. Tous les jours, elle nous envoie des messages, elle dit qu'on est ses anges. Elle a identifié le corps de son père, mais les autorités ne le lui ont pas encore rendu. (Miguel Trujillo Herrera, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico)

Sachant que l'exhumation des restes humains est interdite, la fierté de trouver des corps s'associe au frisson de commettre un délit. Ces deux aspects s'apparentent chez Miguel à des marqueurs de sa masculinité. Recevoir la gratitude des familles et obtenir des résultats là où les autorités ne font pas leur travail, sont autant de sources de motivation qui l'aident à continuer les recherches.

Finalement, le choix de devenir chercheur de fosses peut être lié à la reconnaissance qu'expriment les familles, mais aussi les autorités. Par un retournement de situation, j'ai pu constater à quel point le savoir accumulé par les chercheur.e.s de fosses leur donne une notoriété auprès des familles, mais aussi auprès des autorités présentes lors des recherches.

En septembre 2019, Mario et Miguel m'invitent à une recherche sur un terrain vague de la municipalité de San Pedro Chiconautla, dans la banlieue de Mexico. Nous sommes avec Verónica Rosas, membre du collectif Rassemblement d'espérances (Colectivo uniendo esperanzas) qui cherche son fils Diego, d'abord kidnappé en 2015 par des voisins puis disparu. Elle accompagne un groupe de parents qui ne font pas partie du collectif, pour suivre la piste d'un appel anonyme. À leurs côtés, un dispositif important se déploie : la responsable des disparitions du Bureau du procureur de l'État de Mexico, une dizaine de policiers, quatre anthropologues médico-légaux, deux chiens renifleurs, quatre drones. Le terrain se trouve en périphérie de Zumpango, dans une zone utilisée comme décharge d'ordures en tout genre. C'est aussi une carrière

d'où l'on extrait des pierres pour la construction de l'aéroport de Texcoco.

Après la prière, nous commençons la recherche. Comme le terrain est immense (je calcule quelques cent cinquante hectares), nous nous divisons par groupes de cinq personnes. Malgré les équipes médico-légales présentes, les familles ne font confiance qu'à Mario et à Miguel, et ce sont eux qui mènent la recherche. Ce sont eux qui nous disent où aller et c'est toujours eux qu'on appelle dès qu'on trouve des indices. Même les anthropologues physiques et les policiers suivent les indications de Miguel et de Mario. (Luis López, extrait de notes de terrain prises le 4 septembre 2019)

D'où vient la notoriété dont jouissent ces chercheurs de fosses, Mario et Miguel ici, et d'autres chercheurs de fosses telles que Lety Hidalgo de Familles unies pour nos disparus (Fundenl) à Monterrey, Mirna Medina du groupe Femmes traqueuses del Fuerte (Las rastreadoras del fuerte) dans le Sinaloa ou Margarita Lopez dans le Michoacán et le Guerrero ? C'est une question importante qui a motivé mes conversations avec Miguel.

Le carnet de notes d'un chercheur de fosses clandestines

Lors d'entretiens avec d'autres familles de personnes disparues à Mexico, j'observais que certaines d'entre elles tenaient des carnets de notes où elles consignaient des informations importantes pour leur recherches : des dates, des adresses de personnes, des pistes, des événements, des activités et des rencontres. De la même manière, quand je rencontre Miguel pour notre premier entretien, il arrive avec deux carnets de notes. Comme ce sont des documents très personnels, je ne lui demande pas de les regarder, mais il m'en montre un de lui-même. Lors de notre entretien, il abonde sur l'importance de ce carnet dans son travail de chercheur :

Nous arrivons dans un café et nous nous installons à l'endroit le plus isolé. Là, il s'aperçoit que je regarde avec insistance les deux petits carnets qu'il a déposés sur la table. « Ça, me dit-il en me montrant un carnet sale aux feuilles jaunâtres remplies de notes, de tâches et de gribouillages, ça, c'est tout ce que j'ai appris, c'est ce qu'il me reste de tout ce que j'ai fait. Tout est ici à l'intérieur. Par exemple, ce cahier dit, je te le lis tel que je l'ai écrit : « Dans les champs, lors de la montée de la colline, le corps ne te trompe pas. Tu sens le poids de ton corps quand tu remontes la butte ». En vérité, tu veux continuer la marche mais tu sens ton corps lourd, lourd (...). Je suis bon marcheur, je fais du sport et tout ça, mais rien n'est comparable avec la montée de la colline. C'est surtout ça que j'apprends. (Luis López, extrait de notes de terrain prises le 23 juillet 2019 à Mexico)

Les carnets de Miguel sont bien plus qu'un agenda qui accumule les dates : c'est un registre de la mémoire des recherches de personnes disparues aujourd'hui au Mexique, et c'est en même temps un outil pour organiser les informations recueillies lors des recherches. Ce n'est

pas anodin d'avoir un document où l'on note toutes les expériences vécues lors des recherches sur le terrain. Miguel a une écriture claire, presque sans fautes d'orthographe. Les phrases sont directes et précises. Plus tard, Miguel m'avouera avoir entamé des études d'administration qu'il n'a pas finies. Ces carnets constituent donc des écrits originaux, au carrefour du journal intime œuvrant comme une mémoire sociale et une radiographie du temps présent, et du manuel de recherche de fosses clandestines servant à tout chercheur de fosses.

Tout ce qui se passe durant les recherches est consigné dans ces notes de terrain afin de sauvegarder des connaissances et des informations obtenues. Les carnets enregistrent des données, des pensées libres et des commentaires personnels, des trouvailles, des conseils, des réflexions sur des événements précis et des informations techniques sur les recherches. Ils sont écrits à la manière d'un journal de bord :

— Quand as-tu commencé à écrire ces informations ?
— Quand j'étais dans le Sinaloa cette année. C'est récemment que j'ai commencé à écrire. Ce sont les informations que j'ai commencé à noter, mais il y a beaucoup de choses que je n'ai pas encore mises dans le carnet. Par exemple tout ce que j'ai appris sur les arbres, comment identifier les arbres qui ont été coupés et tout ça, je ne l'ai pas encore noté (...). Je ne suis pas bon pour parler en public, alors je prends les notes pour répondre aux gens, au cas où l'on me demande des informations. (Miguel Trujillo Herrera, entretien réalisé 23 juillet 2019 à Mexico)

Normalement, les notes de terrain de Miguel ne sont pas faites pour être lues par autrui, et même pas pour être consultées ou publiées. Pourtant, il m'a non seulement généreusement partagé ses notes, mais il m'a aussi autorisé à en publier certaines. Obtenues dans le cadre de nos entretiens portant sur sa vie, elles ne constituaient pas pour autant le cœur de nos échanges. Ce n'est que plus tard que j'ai compris leur intérêt en tant que document d'étude, voire d'archive. Celles-ci représentent un échantillon des notes de terrain prises par Miguel lors de son séjour de recherche à Culiacán, puis à Mazatlán, entre juin et août 2019. Mario et lui ont été invités par les membres de neuf collectifs du Sinaloa à réaliser une Brigade régionale de recherche (Brigada Estatal de Búsqueda).

En examinant de près les notes, j'ai pu identifier quatre thématiques principales à partir de quatre feuillets photographiés issus des carnets de Miguel : l'observation de la terre ; la nécessité de se mettre dans la peau des criminels ; la dénonciation des conditions de recherche ; et les stratégies d'obtention des informations sur le terrain.

Interroger la terre

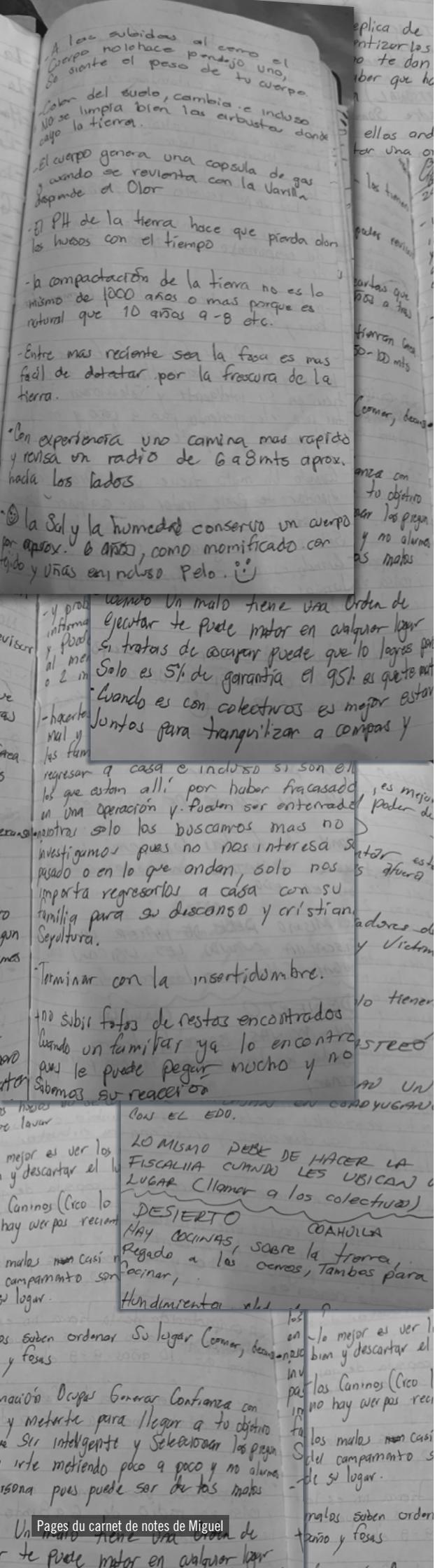
Feuillet 1

- *« Quand tu grimpes en montagne, le corps ne te trompe pas. On sent le poids du corps. »*
- *« La couleur du sol change et même les petits arbres ne sont pas bien nettoyés là où la terre a été remuée. »*
- *« [En se décomposant dans la terre], le corps produit une capsule de gaz et lorsque celle-ci explose, elle produit une odeur très forte. »*
- *« Le PH de la terre fait que les os perdent leur odeur avec le temps. »*
- *« Le tassement de la terre n'est pas le même à 1000 ans ou plus parce que c'est naturel que chaque 10 ans, 9, 8 ans, etc., [elle se compacte] »*
- *« Plus la fosse est récente, plus elle est facile à détecter à cause de la fraîcheur de la terre. »*
- *« Avec l'expérience, on marche plus vite et on peut explorer un périmètre de plus ou moins 6 à 8 mètres des deux côtés. »*
- *« (smiley) Le sel et l'humidité conservent un corps comme momifié pendant 6 années environ, avec du tissu, des ongles et même des cheveux (smiley). »*

Au premier abord, il ne semble pas y avoir d'ordre dans l'écriture des notes du premier feuillet. Parfois ce sont des commentaires, des analyses, des conseils sur l'attitude à avoir sur le terrain (« Quand tu grimpes en montagne, le corps ne te trompe pas. On sent le poids du corps » ; « Avec l'expérience, on marche plus vite et on peut explorer un périmètre de plus ou moins 6 à 8 mètres des deux côtés »). Même si elles ne sont pas datées, ces notes correspondent à la Brigade régionale de recherche réalisée à Culiacán dans le Sinaloa durant la semaine du 20 au 27 juillet 2019.

Ensuite, les notes de Miguel se concentrent sur ses découvertes de fosses clandestines et de cadavres à travers l'étude du paysage. Il récolte des indices en cherchant dans la végétation et en observant la manière dont elle se comporte, ainsi qu'en prêtant attention aux effets du temps sur les cadavres retrouvés. Ainsi, comme il le relève, la composition, le tassement et l'humidité de la terre ont un impact sur la conservation des corps morts, mais aussi sur les sensations corporelles lors des recherches. (« La couleur du sol change et même les petits arbres ne sont pas bien nettoyés là où la terre a été remuée » ; « Plus la fosse est récente, plus elle est facile à détecter à cause de la fraîcheur de la terre »).

Ces premières notes permettent de conserver les connaissances empiriques acquises lors de la recherche de fosses clandestines. Ici, Miguel consigne toutes les informations qu'il a obtenues au fil des recherches et qui lui



Pages du carnet de notes de Miguel

permettent d'identifier des traces devenant des « signes » de la présence d'activités criminelles ou de fosses clandestines (Melenotte, 2020). L'œil de l'enquêteur s'aiguise et il développe ses compétences afin d'identifier les emplacements de fosses clandestines. C'est un savoir pratique appliqué directement au terrain. Miguel a suivi des cours et des ateliers d'exhumation de fosses, par exemple, avec l'Équipe guatémaltèque d'anthropologie médico-légale (EGAF) grâce à laquelle il a appris certaines techniques d'excavation, des procédures de traitement de fosses, des analyses d'éléments paysagers associés à la découverte de fosses clandestines. Mais la plupart du temps, il s'agit d'informations glanées au fur et à mesure des différentes recherches.

Dans la peau d'un criminel

Feuille 2

Contamination au toucher

Sur le sable aussi, on arrive à un terrain de dureté naturelle.

- Les os ne doivent pas être contaminés car sinon il faut les laver.

- C'est mieux de réviser les radios pour pouvoir explorer bien et éliminer (descartar) le lieu.

- Les canins (à mon avis) éliminent la possibilité qu'il y ait des corps de plus de trois ans.

- Les méchants (malos) ne font quasiment jamais les inhumations près du campement mais plutôt à 50 ou 100 m de ce lieu.

- Les méchants savent organiser leur lieu (manger, se reposer, toilettes et fosses).

- [Pour obtenir de l'information sur les groupes criminels, t'as besoin d'inspirer de la confiance aux gens avec des blagues et [tu dois être capable d']aller n'importe où pour atteindre ton objectif. Tu dois être intelligent et sélectionner les questions que tu poses pour y entrer petit à petit et ne pas alarmer la personne car elle peut être du côté des méchants.

- Quand un méchant reçoit l'ordre de tuer, il peut t'exécuter n'importe où. Si tu essaies de t'échapper, tu peux y arriver, mais c'est seulement 5% de garantie et 95% [de chances] de te faire tuer.

Quand on est en collectif, c'est mieux d'être ensemble pour calmer les camarades et...

Dans le second feuillet, les réflexions portent surtout sur l'analyse du comportement des criminels, non sans reprendre le langage enfantin imposé par le gouvernement de Felipe Calderón (Jimenez et Meyenberg, 2019) : qualifier de « méchants » les membres des groupes criminels et de « gentils » les autres a fait partie de la rhétorique officielle sous la présidence de Calderón et s'est imposée dans la rhétorique quotidienne des Mexicains. Ainsi, quand il note le comportement des criminels et les risques d'être leur victime (« Quand un méchant reçoit l'ordre de tuer, il peut t'exécuter n'importe où »), il renforce l'image de surpuissance des cartels de la drogue. Mais, ces notes donnent par ailleurs des renseignements sur les méthodes de travail des organisations criminelles (« ils enterrent plutôt vers 50 ou 100 mètres » ; « Les méchants savent organiser leur lieu »). Parfois même, des commentaires laissent transparaître une certaine admiration pour la capacité d'action des groupes criminels. L'extrait suivant de l'entretien explique le mode opératoire d'une cellule criminelle :

En premier lieu, il y a les « faucons » (halcones) [les guetteurs, dans le langage des organisations criminelles]. Si on veut te faire disparaître, d'abord je me penche sur ta famille, tes habitudes, ta routine, où tu habites, comment tu te déplaces. Et tout ça on doit le savoir vite. (...) Dans les villages comme le mien, les sicaires (sicarios) emploient les plus jeunes comme faucons. (...), ça fonctionne comme une chaîne : les faucons, ceux chargés de l'enlèvement, celui qui torture pour obtenir des informations, celui qui tue et celui qui enterre ou dissout dans l'acide. C'est comme une chaîne. (Miguel Trujillo Herrera, entretien réalisé le 14 août à Tepic, Nayarit)

Cette citation permet d'identifier le fonctionnement des cellules travaillant pour les cartels. En décrivant les activités et les responsabilités de tous les membres de la cellule, il essaie de se mettre dans la peau de chacun d'entre eux. Le passage du « on » au « je » qui, en principe, s'entend comme une figure de style permettant d'exposer son argument, révèle aussi un travail de réflexion sur les agissements et les motivations des criminels. Ce déplacement permet à Miguel de comprendre le fonctionnement des cellules criminelles, notamment celles qui s'occupent de faire disparaître des cadavres.

Afin d'obtenir des informations plus concrètes sur l'emplacement de potentielles fosses clandestines, sur les entrées et sorties de voitures suspectes, de personnes armées, etc., Miguel utilise plusieurs stratégies. D'abord, nous l'avons vu, il note minutieusement toutes les découvertes qu'il fait sur le terrain, tout ce qu'il voit, sans trop de filtre, mais aussi tout ce qu'il entend, tout ce qui se dit pendant les recherches, au point d'en faire une « méthode ». Cette « méthode » artisanale implique aussi des connaissances plus poussées sur la façon de penser des criminels. Pour cela, et après avoir rassemblé des éléments de localisation, Miguel doit littéralement se mettre « dans la peau » d'une personne qui enterre des corps pour « raisonner comme lui »

À la recherche d'informations

Feuillet 3

[En cas de confrontation avec des sicaires sur le lieu de recherches], ils vont probablement te permettre d'en parler et tu peux les informer et les faire changer d'avis [au cas où ils voudraient te tuer]. Peut-être que tu pourras le faire, sinon ils te donnent au moins deux minutes pour savoir quoi faire, ou deux minutes de plus dans ta vie.

- [Il faut] leur faire comprendre que s'ils vont mal et qu'ils doivent obéir à des ordres, seules les familles peuvent les faire rentrer chez eux. Et même si ce sont eux [les sicaires] qui sont là [dans les fosses] pour avoir échoué au cours d'une opération, ils peuvent être enterrés. Nous, on les cherche seulement, on n'enquête pas plus sur leur passé ou pour savoir ce qu'ils ont fait, ça ne nous intéresse pas. La seule chose qui nous intéresse, c'est de les ramener à la maison avec leur famille pour leur repos et une sépulture chrétienne.

- En finir avec l'incertitude.

- Ne pas publier des photos de restes retrouvés lorsqu'un membre de la famille [en] a retrouvés, car ça peut leur faire un choc et on ne sait pas comment elles peuvent réagir.

Les notes de ce troisième feuillet portent sur l'obtention d'informations sur place, un point central pour rendre les recherches de fosses possibles. La collecte d'informations auprès de la population locale permet de localiser des repères, des signes et des indices. Dans ses notes, Miguel remarque les compétences relationnelles qu'il faut mobiliser afin de gagner la confiance des informateurs (« [Il faut] leur faire comprendre que s'ils vont mal et qu'ils doivent obéir à des ordres, seules les familles peuvent les faire rentrer chez eux »).

Puis Miguel entame une réflexion sur de potentielles rencontres avec des criminels. Il évoque l'éventualité de se retrouver dans une situation où il pourrait se faire exécuter. Il n'est plus dans la peau d'un criminel mais dans celle d'une éventuelle victime (« ... Ils te donnent au moins deux minutes pour savoir quoi faire, ou deux minutes de plus dans ta vie »), imaginant de se retrouver dans une situation qui sous-entend qu'il ne reste que peu de marge pour raisonner le criminel et le convaincre de l'épargner. Miguel poursuit sa réflexion et se lance dans un discours où il imagine ce qu'il faudrait dire en cas de rencontre avec des présumés criminels :

[Il faut] leur faire comprendre que s'ils vont mal et qu'ils doivent obéir à des ordres, seules les familles peuvent les faire rentrer chez eux. Et même si ce sont eux [les sicaires] qui sont là [dans les fosses] pour avoir échoué au cours d'une opération, ils peuvent être enterrés. Nous, on les cherche seulement, on n'enquête pas plus sur leur passé ou pour savoir ce qu'ils ont fait, ça ne nous intéresse pas, ce qui nous intéresse uniquement, c'est de les ramener à la maison avec leur famille

pour leur repos et une sépulture chrétienne. (Miguel Trujillo Herrera, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico)

Cette réflexion est récurrente chez les familles de personnes disparues. Dans un dialogue imaginaire, elles font appel au sens moral des présumés criminels, leur rappellent qu'ils pourraient aussi être l'objet de disparition. Cette position tend à « humaniser » les bourreaux en leur présentant l'éventualité de leur propre disparition et en les plaçant dans une position de potentielle victime. Ce dialogue est également réel et rendu possible dans certaines occasions parce que Miguel connaît des sicaires dans son village : certains étaient ses amis d'enfance, d'autres sont des connaissances. Il les connaît et sait comment ils réfléchissent, il connaît leur façon de parler et leurs codes moraux. Pour lui ce ne sont pas des étrangers.

Ce discours visant à déculpabiliser le criminel pour qu'il avoue et à le rendre « plus humain » est souvent utilisé lors de la recherche d'informations sur le terrain. Miguel me raconte à quel point un élément important dans les recherches sur le terrain est d'arriver à contacter des habitants ou des informateurs capables de leur fournir des informations afin de localiser des fosses clandestines. Il les trouve souvent sur place, quand il réalise des repérages.

Je ne sais pas comment je fais, ni ce que je leur dis. Ce que je fais, c'est d'essayer de leur faire porter une responsabilité envers les disparus. Ce que je leur dis, c'est de prendre conscience que nous sommes tous coupables, en tant que société, qu'il est important de nous soutenir et tout ça (...). C'est comme s'il réagissaient, je ne sais pas, comme s'ils comprenaient. Et d'un coup, tu gagnes leur confiance, et ils commencent à te dire où se trouve la fosse. (Miguel Trujillo Herrera, entretien réalisé le 14 août à Tepic, Nayarit)

Un autre thème abordé dans ce feuillet concerne l'éthique du traitement des fosses clandestines et des corps morts une fois découverts, notamment la prise de photos et de registres des traces retrouvées sur les lieux d'exhumation. Certes, le commentaire de Miguel se concentre surtout sur les effets moraux pour les familles de l'exhibition de cadavres pris en photos par les chercheurs de fosses (« ne pas publier des photos de restes retrouvés lorsqu'un membre de la famille [en] a retrouvés, car ça peut leur faire un choc »), mais il y a aussi une autre raison qui explique la prudence conseillée dans le traitement des cadavres. Lors d'une recherche à Culiacán, Miguel et Mario ont fait face à des menaces et au harcèlement des sicaires membres du Cartel du Sinaloa, alors qu'ils cherchaient une fosse clandestine. Une négociation s'en est suivie entre la police ministérielle de l'État de Sinaloa et les sicaires, et le groupe de chercheur.e.s de fosses et les familles ont pu finalement s'en sortir sains et saufs. Une fois à Culiacán, Miguel a demandé au commandant de la police ce qu'il avait pu dire aux criminels. La réponse qui suit laisse bien comprendre les liens étroits qui unissent les autorités locales et les organisations criminelles au

point qu'elles trouvent des terrains d'entente pour ne pas compromettre ces dernières :

Le commandant me répond : « l'ordre du chef [de la cellule du cartel] est de ne pas faire trop de bruit, sinon il faut arrêter la recherche [de fosses]. Si tout se fait dans le calme, il n'y a pas de problème, mais si les informations sortent dans les médias et s'il y a beaucoup de bruit, c'est fini [la recherche prend fin] ». (Miguel Trujillo Herrera, entretien réalisé le 23 juillet 2019 à Mexico).

Lorsque les autorités s'en mêlent

Feuillet 4

- *Le ministère public intimide les familles. Il vaut mieux exposer cette situation, pour qu'il voie le pouvoir des familles, « avec des preuves » (entouré).*

- *[Devant la fosse,] prendre des photos pour documenter, c'est dans la Loi générale des victimes[, il faut les prendre] depuis le cordon de sécurité.*

- *(PERSONNEL) on ne travaille pour personne. On est des familles [de personnes disparues] et des victimes.*

- *Qui retrouve [les fosses clandestines]? Les familles; le Parquet fédéral (FGR) n'a que le matériel pour « lever » [récupérer] les corps.*

« IL N'Y A PAS D'ÉQUIPE DE TRAÇAGE »

- *Quand les familles localisent un lieu, elles travaillent en coordination avec l'État.*

LA MÊME CHOSE DOIT ÊTRE FAITE PAR LE PARQUET QUAND ILS TROUVENT UN LIEU (appeler les collectifs).

- *DESERT COAHUILA.*

- *Il y a des cuisines, sur la terre, près des collines, il y a des tonneaux pour cuisiner.*

- *Affaissements de terre, pas d'ombre, chaleur sèche extrême, brûlure du pied sur la chaussure.*

Enfin, dans ces extraits de notes, Miguel revient sur ses expériences avec « les autorités » (le Parquet Fédéral et les Parquets fédérés; mais aussi les polices fédérales et municipales). Les recherches de fosses clandestines sont aussi un espace de dispute avec les forces de l'ordre à ses différents niveaux, des polices locales, des policiers ministériels, des équipes médico-légales officielles qui se distinguent des équipes indépendantes (cf. *La crise médico-légale*). Dès les premières notes, Miguel dénonce l'attitude hostile des autorités judiciaires, notamment du

ministère public (autorité locale représentant le parquet fédéral), qui accompagnent les recherches et qui certifient légalement les exhumations. Les forces de l'ordre locales et régionales (police municipale, police judiciaire du parquet fédéré), quant à elles, sont présentes davantage pour contenir la présence des familles et imposer leur prédominance sur les cadavres que pour protéger les familles sur les territoires dangereux. Ce contrôle des autorités fédérées et fédérales donne aux familles un sentiment de subordination, voire de franche humiliation. Ainsi, à deux reprises sur ce feuillet, Miguel note à quel point les familles sont intimidées par la présence du Ministère public et des policiers censés les protéger. La note suggère que les familles doivent documenter les traitements infligés par les autorités (« il vaut mieux exposer cette situation ») et les rendre publiques afin de l'exhiber et montrer « le pouvoir des familles ». Elle renvoie aussi au manque présumé de préparation et d'équipement des fonctionnaires accompagnant les familles dans les recherches (« IL N'Y A PAS D'ÉQUIPE DE TRAÇAGE »).

Miguel relève également le manque de considération des autorités pour les familles alors qu'elles sont celles qui, la plupart du temps, organisent les recherches, récupèrent et analysent les informations, mobilisent les familles, les autorités et les collectifs pour aller dans une zone où l'on présume l'existence de fosses clandestines. Une fois la fosse détectée, les autorités prennent le contrôle de la situation et Miguel propose alors de prendre des photos de la fosse (« Prendre des photos pour documenter, c'est dans la Loi générale des victimes ») afin de documenter la recherche, ce qui témoigne d'une certaine volonté de systématisation des actions à mener par les familles. Si elles sont écartées des fosses une fois que les autorités reprennent le contrôle de l'espace en vue de l'exhumation, rien ne leur interdit d'enregistrer par des photographies, des vidéos ou des dessins, les détails des restes retrouvés. Certains collectifs ont d'ailleurs commencé depuis trois ans à publier ces photos ou ces dessins du terrain sur Facebook, ce qui a déclenché des débats sur les réseaux sociaux à propos de l'éthique des collectifs et de la légitimité à publier ces images.

Dans un autre extrait encore, Miguel relève le manque de réciprocité entre les autorités et les familles : lorsque celles-ci localisent de possibles fosses clandestines, elles appellent les autorités qui prennent en charge le processus d'exhumation et de traitement des restes. Mais l'inverse est rare, les autorités ne contactent que rarement les familles, ce qui entraîne leur exclusion du processus de recherche et d'exhumation lorsqu'il est conduit par les autorités, malgré leurs demandes pour les suivre.

Les extraits du dernier feuillet présenté ici montrent une réalité du terrain où les relations entre autorités et familles sont très souvent tendues. Les fonctionnaires apparaissent comme des profiteurs de l'effort des familles (« qui

retrouve les [fosses clandestines] ? Les familles»). Miguel revendique ainsi une certaine réciprocité des autorités envers les familles, même s'il est conscient que la loi est claire quant à la place des familles dans les recherches : si elles trouvent des fosses clandestines, elles ne peuvent pas exhumer de corps. Elles doivent se contenter de les chercher et, une fois un site découvert, de documenter le processus d'exhumation des restes humains.

Finalement ce feuillet critique les conditions de travail médico-légal des fonctionnaires. Il pointe le manque de matériel pour l'identification des corps et la prise en charge des restes humains. Ces notes permettent de documenter les dynamiques ayant lieu sur le terrain. Elles sont limitées, mais rendent compte du ressenti des familles vis-à-vis des fonctionnaires.

Conclusion

Au Mexique, la recherche de fosses clandestines a pris une ampleur historique avec l'explosion des taux d'homicides et de disparitions forcées. Les chiffres donnés par les autorités donnent à voir un territoire de dévastation sociale et le monde des familles de personnes disparues a perdu du sens (cf. *L'énigme de la disparition*). Les recherches de personnes disparues « sur le terrain » (*en campo*) et « en vie » (*en vida*) sont une manière de redonner du sens et combler l'absence de l'être cher. Dans ce contexte, certaines personnes suivent la voie de la professionnalisation dans les recherches de fosses clandestines et se font appeler « les chercheur.e.s » (*les buscadores*). Mario et Miguel sont deux d'entre eux. Ils traversent le pays de toutes parts pour venir en aide aux familles de personnes disparues. Ils orientent les familles pendant les recherches de terrain, transmettent des informations aux familles, font la médiation entre les autorités et les familles, et systématisent le recueil d'information sur le terrain. L'expérience cumulée de Miguel et de Mario leur octroie une certaine autorité auprès des familles, pour qui, ils représentent des valeurs telles que la confiance, l'authenticité, l'honnêteté et la sincérité. Mario et Miguel ne demandent pas d'argent en échange de leur aide, ils ne cherchent pas d'intérêt personnel direct, et préfèrent se voir comme des intermédiaires entre les familles, le monde criminel et les autorités locales et fédérales. Même si leur statut n'est pas reconnu par les autorités, leur expérience dans la recherche de fosses clandestines leur octroie un certain prestige auprès des autres familles de personnes disparues.

La nouvelle figure de « chercheur.e.s de fosses » est révélatrice de la profondeur de la crise des droits humains au Mexique et de l'incapacité de l'État à mettre en place des mécanismes efficaces de recherche de personnes disparues. Les chercheurs de fosses émergent comme une réponse sociale face à l'absence d'une politique de recherche convenable pour les familles. En ce sens, ils constituent un acteur politique qui défie les limites institutionnelles de la gestion bureaucratique des dossiers de

Certaines personnes suivent la voie de la professionnalisation dans les recherches de fosses clandestines et se font appeler « les chercheur.e.s » (*les buscadores*)



personnes disparues. Ils obligent les autorités à mettre en place des politiques et des protocoles de recherche, car l'efficacité démontrée par les collectifs de recherche et par les chercheur.e.s de fosses met à nu l'inefficacité des autorités, voire leur implication dans la commission des délits.

En même temps, les chercheurs de fosses clandestines constituent une figure sociale ambivalente. Au fur et à mesure que leurs compétences se développent, que leur notoriété s'accroît, ces chercheurs apparaissent de plus en plus comme des figures isolées, circulant entre différents collectifs mais sans un véritable ancrage collectif ou local. Il ne s'agit en aucun cas de parler de tout.e.s les chercheur.e.s de fosses, car certains maintiennent et développent leurs collectifs locaux, mais les cas de Miguel ou de Mario qui circulent d'un collectif à l'autre sont emblématiques de cet isolement qui font qu'ils vont là où ils sont appelés pour proposer leur savoir-faire. Cette position extérieure aux associations et aux institutions peut faire des chercheurs de fosses des acteurs fragiles et vulnérables, mais aussi des personnages qui parcourent les territoires de la disparition et qui apportent un regard plus global sur la disparition forcée.

En m'intéressant aux notes de recherche « sur le terrain » (*en campo*) prises par l'un de ces chercheurs, je fais le choix d'analyser la façon dont celui-ci regarde le monde. Ses notes permettent ainsi de plonger dans l'intimité de ses pensées et d'accéder à des informations de première main sur les vicissitudes de la recherche de fosses clandestines, vues et écrites par un chercheur. Ces documents écrits comme les carnets de terrain de l'anthropologue, sont faits à « chaud », dans le feu de l'action. Ils ne sont pas écrits pour être lus, mais pour laisser une trace sur le papier d'une expérience subjective. Ces notes et ces mots, écrits sans ordre, montrent avec précision les difficultés rencontrées par les familles dans la recherche de leurs proches, et ils donnent quelques clés de lecture de la recherche de fosses.

Ces carnets de terrain font donc apparaître toute une série d'instructions et de renseignements à propos de la façon dont il faut, ou faudrait, procéder pour organiser une

recherche de fosses clandestines sur le terrain, les détails à prendre en compte, la façon dont on doit interroger la terre, la meilleure manière de s'organiser au sein des familles. Ils forment en ce sens une sorte de manuel de procédures techniques.

Ces réflexions directes et à chaud cherchent également à rendre intelligibles, pour le chercheur, les intentions des auteurs des disparitions et les mécanismes de fonctionnement des cartels. Elles révèlent le caractère complexe de l'identification des sites d'inhumations clandestines qui mobilise des acteurs à la fois institutionnels et sociaux. Ainsi, les chercheur.e.s de fosses clandestines doivent systématiser l'archivage de toutes les informations leur permettant de trouver le plus vite possible des traces d'activités criminelles. En même temps, en tant qu'acteurs civils, ils sont doublement exposés : face aux autorités locales et fédérales, qui sont souvent elles-mêmes responsables de la disparition forcée, et face aux groupes criminels pour qui ils ou elles sont une source potentielle de gêne, mais aussi une ressource à mobiliser pour attaquer des groupes rivaux.

Les chercheur.e.s de fosses clandestines et les familles se retrouvent ainsi au milieu d'une géométrie de rapports de pouvoir et de violences multiples entre groupes criminels et institutions.



Un Jour des morts avec un chercheur de fosses clandestines dans le Guerrero

Sabrina Melenotte

Au Mexique, peut-être plus encore qu'ailleurs en Amérique latine où se déploient des formes originales du catholicisme coutumier, la mort tient une place singulière. Dans son ouvrage majeur *Death and The Idea of Mexico*, Claudio Lomnitz (2005) s'appuie sur le postulat de Benedict Anderson (1983) que les nations modernes se sont toutes construites sur le culte de la mort et le sacrifice. Il se demande alors s'il existe une

La mort

La mort est « l'un des grands révélateurs des sociétés et des civilisations » et « le moyen de leur questionnement et de leur critique » (Thomas, 1999 [1978]). Elle entraîne éloges, célébrations, commémorations, ou bannissements, condamnations et oublis, créant des figures morales de héros ou de traîtres au sein de la communauté politique (Destemberg et Moulet, 2007). Les historiens se sont beaucoup intéressés à la représentation de la mort à différentes époques, et surtout en Occident (Ariès 1977, 1985 ; Chaunu, 1978 ; Gnoli et Vernant, 1982 ; Hinar, 1987 ; Vovelle, 1974). Quant au corps mort, il a d'abord été le domaine des archéologues et anthropologues spécialistes du champ funéraire (Anstett, 2013). Ils se sont penchés en particulier sur la science de la mort où le mourir génère des pratiques ritualisées, tel un drame joué pour garantir la paix des morts et celle des vivants (Thomas, 1996, 1991 ; Baudry, 2010). D'aucuns ont interrogé la place de la mort dans les sociétés, les croyances et les représentations qu'elle suscite, ainsi que les pratiques, les rites funéraires et commémoratifs qu'elle engendre (Thomas, 2000, 1999, 1999 ; Delaplace et Valentin, 2015 ; Delaplace, 2009 ; Lomnitz, 2006 ; Losonczy et Robin Azevedo, 2016 et 2019).

spécificité mexicaine par rapport à ces cultes nationaux de la mort, tant l'imagerie du squelette est répandue dans la culture populaire. À partir d'une analyse historique, Lomnitz montre que la nationalisation de la mort au Mexique est passée par la construction et l'intégration progressive d'éléments culturels préhispaniques, européens et modernes.

Dans la culture préhispanique, le dieu aztèque de la mort Mictlantecuhtli et son épouse Mictlancihuatl régnaient sur l'inframonde Mictlan et faisaient l'objet de cultes importants. De même, le crâne humain appartenait à une symbolique présente à la fois dans les sacrifices humains précolombiens et dans les vanités de la Nouvelle-Espagne arrivées au Mexique avec les conquérants espagnols. Au XVIII^e siècle, l'Inquisition interdit les images de squelettes utilisés dans les processions de la Semaine sainte (*Semana santa*) car la mort se jouait du Christ en plusieurs endroits et faisait l'objet de cultes particuliers par les indigènes (Argyriadis, 2018).

Ces couches culturelles successives ont créé une intimité mexicaine avec la mort devenue totem de la nation mexicaine au moment de la Révolution (1910-1920) (la guerre sanglante qui fit plus d'un million de morts), après la Vierge de Guadalupe (la relation de filiation des populations métisses à la Vierge brune) et Benito Juárez (l'identité libérale de la loi et de la raison, incarnée par la Constitution de 1857).

Au XX^e siècle, la mort est également devenue un personnage à part entière, la *Catrina*, une dame élégante en robe longue et vêtue d'un grand chapeau. Cette personnification de la Mort est née avec le graveur José Guadalupe Posada, influencé par le caricaturiste Manuel Manilla (1830-1890), lui-même inspiré des danses macabres européennes (Per-

rée, 2014). Aujourd'hui, on la retrouve dans l'imagerie populaire mexicaine, aussi bien avec les caricatures dansantes et drôles de Posada, qu'avec le papier découpé (*papel picado*) accroché dans les maisons et dans les rues lors de la célébration du Jour des morts, le pain des morts (*pan de muertos*) et les têtes de morts en sucre (*calaveritas de azúcar*) pour décorer les autels à la Toussaint.

Cette intimité avec la mort a créé une esthétique baroque et macabre que les artistes mexicain.e.s n'ont eu de cesse de rendre romantique au cours du XX^e siècle. Elle a imprégné l'imaginaire mexicain et se retrouve désormais dans l'art, dans les fêtes et les cultes populaires. La mort s'est donc déclinée sous plusieurs visages au fil de l'histoire mexicaine. Elle s'est patrimonialisée (matrimonialisée devrait-on dire, même) et a créé de nombreux autres cultes et saints populaires, la Sainte Mort (*Santa Muerte*) étant le dernier avatar de la Faucheuse européenne.

Des travaux récents relisent ces représentations et pratiques autour de la mort au Mexique à l'aune des violences contemporaines. Ils soulèvent des interrogations sur la pertinence à associer les zones de violence extrême à la célébration de saints parallèles, comme Jesús Malverde, San Judas Tadeo ou la *Santa Muerte*, eux-mêmes parfois amalgamés aux cultes de narcotrafiquants et d'autres criminels. Ces cultes traduisent autant une fascination pour la mort car elle ne juge pas et met tous les humains sur un pied d'égalité, qu'un besoin de rédemption ou de salut par une religion réinventée (Lomnitz, 2005).

Dans un contexte de violences extrêmes et massives, comment les recherches de fosses clandestines et la découverte toujours plus importante de cadavres refaçonnent-elles l'imaginaire singulier de la mort au Mexique ? Quelle imagerie se façonne lorsque les familles « inventent leurs morts » (Delaplace, 2009), par exemple lorsqu'elles se prennent en photo et diffusent sur les réseaux sociaux des vidéos des recherches de fosses, exhibant volontiers (mais pas toujours) les restes humains qu'elles retrouvent ?

En partant sur les traces des disparu.e.s aux côtés de leurs familles, j'ai été frappée par la familiarité de ces dernières avec les corps morts qu'elles trouvaient et qu'elles appelaient leurs trésors. Cette nouvelle intimité avec la mort est-elle un avatar de plus de la Mort mexicaine ?

En suivant le « chercheur de fosses » Mario Vergara, le 1^{er} novembre 2018, Jour des morts au Mexique, et en plongeant dans son univers littéralement rempli d'os, il m'a confortée dans l'idée qu'une distinction gagne à être faite entre le rapport à la mort, voire au squelette, des familles de disparu.e.s cherchant des fosses clandestines, et la Mort patrimonialisée.



Femme indigène et son enfant, Fête des morts, Ville de México, sur la place du zócalo; octobre, novembre 2018 © Sabrina Melenotte

La Santa Muerte

L'anthropologue Kali Argyriadis (2018) met en garde contre l'idée que la *Santa Muerte* serait une « divinité cruelle » telle que la présentent souvent les médias et dont les dévots seraient uniquement des délinquants des secteurs les plus marginalisés de la société mexicaine. Au contraire, la célébration de la *Santa Muerte* a connu un essor important dans les années 1990 et traverse toutes les classes sociales, des milieux urbains aux milieux ruraux, y compris au sein des populations indigènes. Squelette blanc revêtu d'une robe parée de nombreux assortiments féminins, « sainte sans église », la *Santa Muerte* a renouvelé l'image de la « Faucheuse » du Moyen-Âge européen, figure issue notamment des pandémies de peste du XIV^e siècle. Elle suscite aujourd'hui un culte singulier et est devenue une icône que l'on se tatoue sur le corps, que l'on expose dans des vitrines devant sa maison ou dans des autels en pleine rue, et qui suscite des dons et des rituels parallèles aux cultes catholiques. Les offrandes propitiatoires et congratulatoires s'accompagnent de rituels d'habillage ou de dédoublement de soi, ainsi que des cultes collectifs revisités régionalement.

Mario, chercheur de fosses

Je rencontrais Mario pour la première fois en 2016, lors de mon premier séjour à Iguala, dans le Guerrero, l'un des États fédérés les plus marginalisés et violents. Xitlali Miranda m'hébergeait alors et j'ai pu accompagner quelques fois leur collectif Les autres disparus d'Iguala (Los Otros Desaparecidos) pour chercher des fosses clandestines en décelant dans la nature les traces infimes qui leur servaient d'indices (Melenotte, 2020a). De la même façon que j'avais pu accueillir Xitlali en 2016 quand elle était menacée à Iguala, j'ai accueilli Mario chez moi lors de son passage à Paris en juillet 2019, lors de la 5^e Caravane italienne pour les droits des migrants, la dignité et la justice, qui s'est déroulée dans le sud de l'Espagne. Il était alors lui aussi menacé de mort dans son village à Huitzuco. Je le retrouvais quelques mois plus tôt, en novembre 2018, chez lui. Il m'accueillait alors avec deux compagnons de route pour le Jour des morts, dans l'appartement au-dessus de son bar et de chez sa mère, au dernier étage du bâtiment, où habitait son frère avant de disparaître. Lors de notre visite, Mario était seul, sa femme et sa petite fille habitaient alors la ville de Mexico et il faisait des allers-retours pour qu'elles soient à l'abri et en sécurité de la situation du Guerrero. J'entrais dans le monde fantomatique de Mario, empli d'images de squelettes et d'os qu'il ramène de ses recherches, ainsi que des objets qui le protègent, avec lesquels il cohabite dans un entre-deux au carrefour de la hantise et de l'amour pour ces fantômes.

Auparavant, Mario tenait un billard au rez-de-chaussée de la maison familiale et s'amusait à dire qu'il avait un doctorat en répartition de bières. Depuis qu'il part sur les traces de son frère Tomy et des autres disparu.e.s du pays, le petit commerce de Mario s'est effondré. Mais il l'ouvre chaque fois qu'il n'est pas en déplacement, car les gens lui amènent des informations pour chercher des fosses clandestines.

Si on lui demande pourquoi il cherche des fosses, Mario sourit et dit qu'il ne sait pas bien, que c'est plus fort que lui, mais quand on l'appelle pour lui demander de l'aide pour déterrer quelqu'un, il « doit » y aller (*tengo que ir*) parce qu'« ils » ne le laissent pas dormir, ça le rend trop nerveux.

Avec le temps, et grâce au soutien d'hommes plus âgés qui l'ont aidé à se former, comme Don Simon ou l'ancien dirigeant de la Police communautaire UPOEG, Miguel Angel Jiménez, assassiné en août 2015, il est devenu l'un des meilleurs chercheurs de fosses clandestines du pays et est sollicité par de nombreux collectifs pour aider et transmettre son savoir-faire.



Mario habite rue de la Justicia, novembre 2018 © Sabrina Melenotte

Mario Vergara

Mario Vergara cherche son frère Tomás, alias Tomy, disparu le 5 juillet 2012. Tomy était chauffeur de taxi et a été séquestré en échange d'une rançon (*rescate*) de 300 000 pesos. La famille de Mario a réuni l'argent en s'endettant, mais n'a finalement pas payé, car il n'y avait pas de « preuve de vie ». Chaque fois que le téléphone sonnait, il n'y avait ni d'échange avec Tomy, ni d'information privée que le frère (supposément au bout du fil) aurait pu fournir pour que la famille corrobore qu'il est vivant. Au contraire, le message se répétait à chaque appel et bien vite, la famille a compris qu'il s'agissait d'un enregistrement de la voix de Tomy. Ce choix de ne pas payer a été un réel et douloureux dilemme car la famille vit avec l'incertitude et le doute de n'avoir peut-être pas pris la bonne décision. Aujourd'hui, me dit Mario, la culpabilité est passée. La douleur, non.

Il possède un véritable attirail empruntant à divers équipements d'escalade, d'archéologie, voire de spéléologie : des lunettes, des genouillères, un chapeau (chinois), un casque pour le rappel, des cordes et des harnais, une boussole, des pelles, des pioches, un talkie-walkie, etc. Mario s'entraîne physiquement pour affronter toute situation et tout climat. Il a également appris plusieurs protocoles de la Croix-Rouge internationale, ainsi que l'ossature des animaux pour les distinguer des êtres humains lors des recherches de fosses clandestines.

L'intimité avec les os

Chez Mario, les os sont omniprésents sous plusieurs formes. Sa mère dit qu'il s'est pris de passion et il rit de lui-même. Il a chez lui de grandes bâches en plastique recouvertes de photos de ses recherches de fosses clandestines partout dans le pays, qu'il a imprimées et qu'il expose sur ses tables de billard lors de ma visite. Généralement, elles sont dans son appartement et côtoient les autres bâches en plastique représentant des photos de sa famille (sa mère, sa sœur, sa fille, sa belle-mère) avec des messages de bonheur et d'encouragement « la vie est belle » et « l'union fait la force », imprimés en grand format et collés sur son mur. Il ne plaisante qu'à moitié en m'avouant que ces photos de recherches de fosses sont accrochées toute l'année aux murs, et qu'un jour, il espère que ce simple bar deviendra un musée.

On y voit des représentations de squelettes, de crânes, la mention de sa page Facebook pour le suivre, lui en train de creuser ou de poser pour se comparer, ainsi que les nombreux slogans inventés par Mario, comme « nous sommes pareils » (*somos iguales*), « ce ne sont pas des os, ce sont des personnes disparues » (*no son huesos, son personas desaparecidas*), ou encore « déterrer la vérité au Mexique » (*desenterrando la verdad de México*). Ces messages sont essentiels pour Mario : d'une part, ils renvoient celui qui les lit à sa condition biologique de squelette, d'autre part, il lui rappelle la condition sociale du squelette et des os retrouvés, faisant des corps morts des sujets à part entière, porteurs de droits et méritant un traitement digne. L'amour porté à ces morts ne relève pas du morbide : Mario veut rendre leur intégrité aux disparu.e.s et faire du moindre petit os une partie intégrante de la personne.

Chaque fois qu'il trouve des restes humains, il a pris l'habitude de se photographier ou de se filmer avec les os, les cendres ou les fragments d'os calcinés qu'il retrouve, en lançant un message lapidaire : « ceci est une personne » (*esto es una persona*), rappelant qu'il est essentiel de donner un nom et une identité à ce corps, aussi fragmenté soit-il, pour en refaire un sujet et le réintégrer au corps social. Durant la Brigade nationale de 2020 (cf. *Sur les traces des disparus dans le Veracruz I, II et III*) et lors de ses recherches locales dans le Guerrero, Mario s'indignait souvent de devoir repasser derrière les autorités et les experts médico-légaux lors de leurs exhumations car ils abandonnaient de nombreux os sur place (cf. *Le tournant médico-légal au Mexique*). Au contraire, pour lui comme pour beaucoup de familles de disparu.e.s, le moindre fragment d'os est associé à une personne, certes disparue et anonyme, mais qui demeure un sujet, politique et social. Pour lui, récupérer tous les os lors d'une exhumation, aussi fragmentés soient-ils, aussi petits soient-ils, est



Mario expose les bâches en plastique dans son billard, novembre 2018 © Sabrina Melenotte



Mario conserve des restes osseux d'animaux sur sa terrasse, novembre 2018 © Sabrina Melenotte,

indispensable pour reconstituer l'intégrité du corps mort et rendre sa dignité à un sujet violenté et malmené. Cette familiarité avec les os a amené Mario à rapporter des « souvenirs » de ses recherches. À l'entrée de son appartement, sur la terrasse, des os d'animaux trouvés lors de ses recherches passées sont accrochés au grillage. Sur la table de son salon, il a ordonné différents os d'animaux, qu'il a placé à côté d'un globe, des chaussures de sa petite fille, de photos familiales et de nombreux documents posés en vrac, dont des rapports de l'équipe mexicaine d'anthropologie médico-légale, des protocoles de différentes commissions des droits humains, des factures d'électricité, etc. Pour un chercheur de fosses, l'apprentissage du squelette humain est primordial. Nombreux sont ceux qui ont appris seuls pour pouvoir distinguer un humain d'un animal au moment des recherches dans la nature.

Mario a également appris les parties du squelette humain. Prévoyant constamment sa mort en raison de son exposition médiatique et son engagement, il se projette lui-

même comme un potentiel disparu et a pris des dispositions pour laisser des indices afin de le reconnaître si un jour on le cherche comme lui le fait aujourd'hui avec d'autres : il a fait un moule de sa dentition pour anticiper un besoin d'identification médico-légale ; il ne sort jamais sans son petit fer à cheval dans sa poche pour lui porter chance et met au poignet un bracelet en plastique avant chaque sortie : « désormais, j'en utilise un chaque fois que je pars chercher, parce que la terre ne le mange pas ». La terre peut certes contenir la « vérité » qu'il faut « déterrer » ; elle peut aussi dévorer les corps et Mario crée ses propres indices et ses preuves à forte consonance conjuratoire pour ne pas se laisser engoutir et oublier.

Quand je lui demande s'il y a un lien entre l'imagerie populaire du squelette, le Jour des morts au Mexique et les recherches de corps morts, il me répond que non : « Nous ne faisons pas de rapport, car ce sont nos familles qui ont disparu. Ce sont nos disparus, pas nos morts », me répond-il. C'est pour cette raison qu'il a décidé de ne pas mettre d'offrande ni d'autel chez lui pendant le mois d'octobre généralement dédié à ce culte. Même si beau-

coup ont certainement été assassinés, tant que leur corps n'est pas retrouvé, il ne les considère pas comme étant « mort.e.s », mais bien comme des « disparu.e.s » : « L'offrande au Mexique est réservée aux personnes décédées, enterrées, localisées. Nous, on ne sait pas où sont nos proches ». La mère de Mario, elle, avait fait un autel à son fils disparu.

On aurait pu imaginer que le Jour des morts serait particulièrement difficile pour Mario, qu'il vouerait un culte important à son frère disparu, ou aux autres morts retrouvés lors de recherches passées. Il n'en est rien. Du moins, pas dans sa forme traditionnelle. Car il voulait me montrer une fosse clandestine qu'il avait trouvée et déterrée quelques jours plus tôt. En le suivant, je comprenais que le Jour des morts pour Mario n'était pas dédié à son frère disparu dans la sphère intime. La cause qu'il avait embrassée était désormais plus importante pour lui qui côtoyait la mort et les morts de près tout au long de ces années, dans une quête inlassable qui le poussait à l'action plus qu'au recueillement.



Conjurer la malement dans le Guerrero : de l'exhumation artisanale au rituel expiatoire

Lors d'une recherche « positive » par les familles, quand un corps est retrouvé, les autorités judiciaires et la police scientifique sont censées les accompagner et prendre en charge l'exhumation. Bien souvent, dans les faits, les étapes ne se déroulent pas strictement dans cet ordre, et les recherches de fosses bien souvent se bricolent et s'improvisent pour faire avancer les choses, en fonction aussi du rapport plus ou moins tendu ou cordial tissé entre les familles et les autorités judiciaires et expert.e.s médico-légaux. À Iguala, dans le Guerrero, les familles cherchaient d'abord seules, sans présence de l'État (Melenotte, 2020a), ce qui posait problème à la police scientifique pour l'étape d'identification des cadavres car, pour les experts médico-légaux, la scène du crime était remuée et les preuves « polluées » (cf. *Le tournant médico-légal au Mexique*). Bien souvent aujourd'hui, les familles surveillent le travail d'exhumation d'une fosse, pour les raisons déjà mentionnées ou aussi pour éviter de ne pas remuer violemment la terre avec une pelleuse, comme cela a été le cas en 2016 à Tetelcingo, dans le Morelos, où les familles ont fait pression sur le gouvernement local pour arrêter de toute urgence l'intervention brutale de la grosse machine sur une fosse commune où furent retrouvés 116 corps entassés (Melenotte, 2021b). Bien souvent encore, et c'est le cas de Mario, les familles continuent à chercher par elles-mêmes des fosses clandestines.

Lors d'exhumations artisanales et autogérées, l'« inquiétante étrangeté », voire l'abjection, que crée le contact avec le cadavre (Bataille, 1957 ; Kristeva, 1980), selon l'état plus ou moins blanc et « propre » du squelette, est étonnamment sublimée par les familles qui cherchent inlassablement. Bien souvent, elles prient au pied des fosses les cadavres retrouvés en leur offrant une possibilité de devenir des « défunts ». Pour illustrer cette « sublimation de l'horreur », j'ai observé le 1^{er} novembre 2018 une exhumation artisanale qui s'est transformée en un rituel expiatoire improvisé par Mario pour conjurer la malement d'un corps violenté.

Mario prend son « kit de chercheur » et nous partons en voiture sur l'une des routes sinueuses entre Huitzaco et l'autoroute, avant de nous arrêter en bord de route et garer la voiture pour entrer à pied sur le terrain d'un paysan qui a contacté Mario le jour où il est tombé par hasard sur cette sépulture clandestine. Nous franchissons un barbelé qui délimite le terrain privé et nous nous fauflons entre

les arbres et les buissons. Nous nous perdons un moment avant que Mario ne retrouve finalement son chemin, peu avant la tombée de la nuit. Il faut nous dépêcher pour rentrer vite en ces lieux peu habités. Au milieu d'une végétation abondante, un tas de pierres permet à Mario de reconnaître et d'identifier la fosse clandestine qu'il a déjà exhumée seul et qu'il qualifie désormais de « tombe » : il pousse délicatement les pierres, creuse avec ses mains et trouve d'abord une chaussette recouverte de terre qu'il déblaie, et de laquelle il sort délicatement de petits os qu'il recompose avec une rapide précision. Le puzzle macabre prend forme et un squelette de pied apparaît progressivement sous mes yeux, grâce à la connaissance des os humains de Mario. Puis il creuse un peu plus et tombe sur un crâne qu'il déterre partiellement et balaie avec un pinceau, tel un archéologue, pour que je voie l'impact d'une balle à l'arrière. Ensuite, Mario me reconstitue la scène du crime, m'explique le positionnement du corps, mime le moment du tir, avant qu'il ne tombe dans le trou béant de la fosse et d'être recouvert superficiellement de terre. Suite à ses explications, les larmes montent aux yeux de Mario qui pensait, comme à chaque fois, trouver son frère. Il finit de recouvrir les ossements par une prière personnalisée entre la lamentation et le chant de guérison.

L'initiative personnelle de Mario Vergara va totalement à l'encontre des protocoles d'exhumations officielles que tentent de mettre en place les professionnels relatifs aux



La sépulture bricolée par Mario, novembre 2018 © Sabrina Melenotte

recherches de disparu.e.s et à la mort, ainsi que la police scientifique qui peut refuser de travailler sur un terrain déjà fouillé par les familles, avançant l'argument de la « pollution de la preuve ». La scène décrite ici se caractérise par des pratiques considérées comme « illégales » pour les autorités et les experts, mais totalement admises par les familles chercheuses de fosses qui estiment qu'il faut transgresser les protocoles ou la légalité dès lors que les enterrements sont eux-mêmes clandestins, même sur des terrains privés. Elles n'hésitent donc pas à franchir les barrières et les protocoles pour augmenter leurs chances de trouver ces inhumations clandestines et réintégrer ces morts abandonnés à la communauté des vivants. Mario s'interroge souvent sur cette mise en scène de la police scientifique en action qui balise le terrain avec une bande jaune pour créer une délimitation territoriale, instaurant une frontière et un espace interdit aux familles, quitte à les incriminer si elles franchissent ces barrières, comme ce fut encore le cas à Tetelcingo, dans le Morelos, où le Parquet a même porté plainte contre les familles et le poète Javier Sicilia présent sur les lieux, pour sabotage et « pollution de la preuve ». Pour lui, comme pour bien d'autres chercheur.e.s de fosses clandestines, aller au-delà de ces pratiques officielles est nécessaire pour trouver des sites d'inhumation clandestine et faire pression sur les institutions et leurs fonctionnaires pour qu'ils agissent mieux et plus vite. Et ce d'autant plus que les résultats de la police scientifique sont maigres, les corps anonymes jamais identifiés, ou très lentement, et jamais restitués, les enquêtes jamais menées, et les corps identifiés restitués souvent très longtemps après.

Ainsi, lors de cette exhumation artisanale improvisée, et alors qu'il transgresse les protocoles d'exhumation en ouvrant pour la deuxième fois cette fosse, qui plus est sans prévenir les autorités et les experts, Mario établit aussi un contact physique direct avec les os et une connexion intime avec cet inconnu à qui il veut offrir une sépulture « digne ».

Par ses gestes, l'exhumation délicate, le chant de guérison, et la réinhumation en pleurant et en chantant, Mario me dit qu'il fait de cette fosse clandestine une « tombe ». Il est à la fois absent, comme possédé, tout en ayant conscience qu'il se met en scène devant moi en improvisant une série de gestes que je consigne soigneusement en prenant des photographies, des vidéos et des enregistrements sonores. Pour autant, cette réinhumation improvisée prend des allures de rituel funéraire autogéré, sans autre officiant ni autre public que mes deux compagnons et moi-même, mais offrant une sépulture digne et un statut de défunt à un disparu dont l'âme errait jusque-là. Ce lieu d'inhumation clandestine ne sera désormais plus la dernière demeure de ce mort encombrant (Jaksic & Fischer, 2021) dont le criminel a voulu se débarrasser rapidement en le laissant affleurer à la surface. Mario a désormais créé la jonction

entre ce cadavre anonyme – un « mauvais mort » sur ce bout de terrain privé devenu « fosse clandestine » –, et le reste de la société. Sa présence et ses gestes, notre présence aussi, « relie » à la société ce mort abandonné, devenu « disparu » un temps, désormais « cadavre anonyme », mais aussi « défunt », par le biais de ce rituel bricolé et improvisé par Mario. En l'exhumant pour nous le montrer et en lui offrant une nouvelle sépulture ritualisée, il lui rend une dignité perdue, réintègre le corps individuel au corps social, et réordonne à sa façon le puzzle macabre.

En ce sens, cette scène constitue un rituel funéraire bricolé qui prend une couleur de « justice par soi-même », un rituel funéraire à connotation politique, un pied-de-nez défiant les institutions étatiques, leurs représentants et leurs scientifiques, dont Mario se méfie et qu'il trouve terriblement inefficaces. Plutôt que de faire appel à eux et montrer immédiatement sa découverte aux autorités judiciaires locales et régionales, il préférera attendre quelques mois l'arrivée dans son village de la IV^e Brigade nationale de recherche de personnes disparues, pour laisser les autorités judiciaires et les experts « lever » (*levantar*) le corps et l'exhumer sous les yeux des familles réunies dans la Brigade, mais aussi de la presse et des défenseurs des droits humains.



On sait que le « spectacle des morts » en Europe s'est progressivement modifié sous l'influence du christianisme ; le cadavre est passé d'un état de « souillure » (Douglas, 2005) à un possible objet du sacré, avec l'interdiction de l'incinération et la substitution des nécropoles anciennes par les cimetières chrétiens autour de l'église. En France par exemple, cet objet « cadavre » a commencé à « déranger » à partir du XVII^e siècle (Ariès, 1977) et surtout à partir de l'avènement des cimetières au XIX^e siècle. L'« archipel des morts » est devenu à ce moment-là un nouveau problème urbain qui devait être transféré en périphérie de la ville (Tartakowsky, 1999 ; Urbain, 1989). Dans le Mexique contemporain, l'accélération du « spectacle des morts » dans un contexte de violences extrêmes et massives transforme la relation « intime » des Mexicain.e.s à la mort, en dépassant de loin la patrimonialisation du culte des morts dont a parlé Claudio Lomnitz (2005). Aujourd'hui, au Mexique, le cadavre semble aller dans un sens contraire à celui de l'Europe, en passant d'un état, si ce n'est sacré, du moins patrimonialisé et popularisé, à un état actuel de « souillure » en étant maltraité, profané, démembré, jeté, ou enterrés dans des espaces clandestins de la disparition et sans culte religieux aucun. Les familles de disparu.e.s, dont Mario est ici l'exemple, par leurs actions, y réinjectent du sacré et recréent à leur manière des sujets dignes.



La « guerre contre le narcotrafic »

Le 11 décembre 2006, dix jours seulement après sa prise de fonction en tant que président du Mexique, Felipe Calderón a annoncé le début de « l'Opération conjointe Michoacán », dont le but officiel était de lutter contre le trafic de drogue et le contrôle exercé par le crime organisé au Michoacán. Le dispositif, qui prévoyait le déploiement de l'armée dans une opération conjointe avec les forces de police, s'est progressivement étendu à d'autres régions du Mexique. Ce fut le début d'une nouvelle politique de sécurité publique connue couramment comme « guerre contre la drogue » ou « guerre contre le narcotrafic », et caractérisée par l'intervention active de l'armée sur le territoire national.

Il n'y a pas de véritable consensus sur la manière de nommer une telle politique. C'est pourquoi l'expression « guerre contre la drogue » est souvent mise entre guillemets ou accompagnée de divers adjectifs : « la prétendue guerre », « la présumée guerre », « la fausse guerre ». L'absence de consensus s'explique en grande partie par les différentes interprétations quant aux motivations derrière la militarisation du pays. Si certains considèrent que la nouvelle politique de sécurité publique était fondée sur un réel intérêt à réduire le pouvoir et le contrôle exercés par les narcotrafiquants et les groupes criminels organisés (Pereyra, 2012), d'autres ne sont pas du même avis. Selon l'interprétation la plus répandue, cette politique n'était qu'un instrument de légitimation politique : arrivé au pouvoir alors que de fortes suspicions de fraude électorale pesaient sur lui, Felipe Calderón a cherché à obtenir par l'image d'un président fort, la légitimité qu'il n'avait pas obtenue aux urnes (Enciso, 2015). Pour d'autres, cependant, la militarisation du pays répondait à une stratégie de terreur pour faciliter l'exploitation de certaines ressources naturelles, notamment au nord du pays (Mastrogiovanni, 2014).

Au-delà de ces interprétations, la politique de Felipe Calderón doit être comprise à la lumière d'une question plus structurelle : les politiques prohibitionnistes en matière de drogues qui, historiquement au Mexique, sont allées de pair

avec les politiques américaines. D'après l'historien Froylán Enciso (2015), la « guerre contre la drogue » de Felipe Calderón est une guerre héritée.

L'expression (« guerre contre la drogue ») a été utilisée pour la première fois publiquement par Richard Nixon en juin 1971, presque deux ans après qu'il ait lancé l'Opération Interception, dont le principal objectif était de forcer le gouvernement fédéral mexicain à lutter avec acharnement, même avec la participation de l'armée, contre les trafiquants de marijuana et de pavot du pays. C'est précisément à cause de l'ingérence des États-Unis que la légalisation des drogues mise en place au Mexique pendant quelques mois en 1940 a été abandonnée. C'est également grâce aux pressions américaines que, quelques années plus tard, en 1947, la drogue au Mexique a cessé d'être un problème de santé publique pour devenir un problème de sécurité et de police, lorsque le bureau du procureur général a pris en charge la chasse aux trafiquants de drogue, jusqu'alors aux mains du ministère de la santé (Enciso, 2015). Depuis lors, la lutte policière et militaire contre la drogue a entraîné une violence qui lui est inhérente, sans toutefois atteindre les niveaux exorbitants qui ont été constatés à partir du gouvernement de Felipe Calderón.

Sa politique de sécurité publique a été largement poursuivie par ses successeurs. Sous le gouvernement d'Enrique Peña Nieto (2012-2018), l'abandon de la rhétorique de la « guerre » dans les discours officiels ne s'est pas traduit par la démilitarisation et la pacification du pays. Le nouveau gouvernement, pour sa part, a décidé la création, en 2019, d'une Garde nationale. Bien qu'officiellement ce nouveau corps soit une institution civile, il est principalement composé d'anciens militaires et dirigé par des militaires en service, qui donnent des ordres indistinctement en tant que chefs de police et commandants des forces armées. La sécurité publique intérieure a donc jusqu'à nos jours une forte composante militaire.



Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz II (Chercher en vie)

—◆◆◆— Emmanuelle Corne —◆◆◆—

Photographies et textes

La V^e brigade nationale de recherche de personnes disparues

(février 2020)

La V^e brigade nationale de recherche de personnes disparues au Mexique (V BNBPD) de 2020 aura été la 1^{re} brigade nationale de recherches « **en vie** ». Jusque-là, les Brigades se concentraient sur les recherches de fosses clandestines (cf. *Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz I*). Cette fois-ci, plusieurs familles ont orienté leurs efforts vers des indices de vie en se rendant là où leurs proches pourraient s'être réfugiés, s'être cachés et être vivants. L'objectif de cette démarche active est de

sensibiliser la population à la disparition en générale : on a pu constater que soit elle ignore sincèrement le phénomène, soit elle choisit de l'ignorer, pour se protéger d'éventuelles représailles. Une Brigade nationale est aussi l'occasion d'apprendre ensemble à chercher en partageant son expérience et son savoir-faire. La violence ne s'applique pas de la même manière selon chaque région où la disparition sévit, la façon de chercher qui en découle ne se fait donc pas avec le même matériel ou avec les mêmes compétences dans chaque région où des collectifs de familles cherchent. Mais à l'occasion d'une Brigade nationale, ils se retrouvent et travaillent ensemble.

Les photos qui suivent témoignent de ces recherches « en vie » à l'église, sur les places publiques, dans un centre de détention, lors de marches blanches, dans les écoles.



AYÚDANOS A ENCONTRARLO

FAMILIAR MARIA

ORGE ANTON
RRRES CRU
APARECIÓ E
ABRIL 2012
OR LA PAZ

CORREO: mari

ALERTA DESAPAREC
HERMANOS TRUJILLO HERRE
RAUL JESÚS CALVO

Familiares en Búsqueda
María Herrera A. C.



FAMILIAR EN BÚSQUEDA
NOMBRE: CARLOS FERRER
CALLE: 1000
TELÉFONO: 011 2345 6789
CORREO: carlos.ferrer@ejemplo.com

Familiares en Búsqueda
María Herrera A. C.



FAMILIAR EN BÚSQUEDA
NOMBRE: ANA MARÍA GARCÍA
CALLE: 500
TELÉFONO: 011 987 654
CORREO: ana.garcia@ejemplo.com



FAMILIAR EN BÚSQUEDA
NOMBRE: RAUL
CALLE: 100
TELÉFONO: 011 123 456
CORREO: raul@ejemplo.com



Conférence de presse

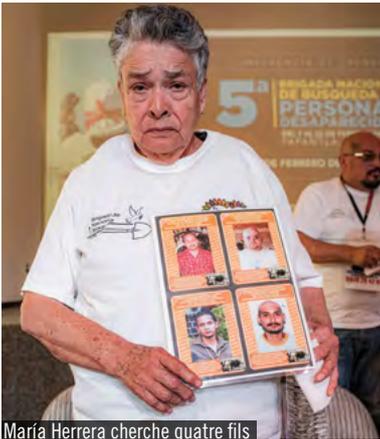
Donner une conférence de presse : le départ vendredi 7 février

La V^e brigade nationale (V BNBPD) est officiellement lancée le vendredi 7 février 2020 au cours d'une conférence de presse. Elle se tient au Centre des droits de l'homme Miguel Agustín Pro Juárez A.C. (Centro Prodh). Les défenseurs des droits humains organisent toute la logistique de la Brigade depuis Mexico. Ils ont cherché les financements, les bénévoles, et accompagneront les familles, encadreront les ateliers et l'ensemble des recherches pendant les 15 prochains jours. Pour l'heure, les représentants des familles responsables des axes de recherches prennent tour à tour la parole pour présenter à la presse, au grand public et aux autres familles le caractère singulier de cette V^e Brigade : la recherche en vie.

Avec l'anthropologue Sabrina Melenotte, nous commençons notre collaboration : rencontrer les familles, les collectifs, les autres bénévoles, les suivre en mots et en images pendant la durée de la Brigade. Quelques heures plus tard, nous partons dans l'un des deux grands bus qui se dirige de Mexico à Papantla dans la région du Veracruz, près de Poza Rica. Nous nous rendons à la Maison du diocèse (*Casa de la Iglesia*) qui va nous accueillir. Les familles seront logées dans les chambres du séminaire et nous dans une grande salle de classe où nous dormirons avec une vingtaine d'autres personnes à même le sol, avec notre sac de couchage.



Padre Luis Orlando Pérez, Centro Prodh // María Herrera, Enlaces Nacionales // Noé Amezcua, Centro de Estudios Euménicos // Juan Carlos Trujillo, Enlaces Nacionales // Virginia Garay, Nayarit // Miguel Barrera, Marabunta // César Ortigoza, Grupo Armadillos Búsqueda y Rescate. (De gauche à droite)



María Herrera cherche quatre fils



Baudelia (à gauche) cherche un fils. Lili (à droite) cherche un frère



Le gouvernement fédéral prête quelque matériel nécessaire à la brigade, comme voitures et pelles



La Maison du diocèse à Papatla, à quelques kilomètres de Poza Rica. Elle a accueilli les 200 membres des familles de personnes disparues venus participer aux recherches durant les deux semaines de la V^e Brigade. Elle se situe sur les collines à la sortie de la commune



Les ateliers permettent de construire des savoir-faire communs



Se former et partager son savoir-faire samedi 8 février

Durant la première journée, des ateliers sont organisés par le Centro Prodh. Leur objectif est de préparer les membres des familles aux recherches telles qu'elles sont réalisées dans cette région en partageant notamment l'expérience des familles locales. Un entraînement sur ce qu'il faut faire en cas de découverte et une mise au point sur les choses qu'il ne faut surtout pas faire. Des ateliers pour une meilleure maîtrise des réflexes et des codes à adopter devant une fosse ou pour remplir des documents administratifs ou médico-légaux. Les familles font des exercices pratiques, échangent, partagent, apprennent à se connaître, se reconnaissent. Se prennent dans les bras.





L'archevêque José Trinidad Zapata Ortiz



Mimi cherche un fils

Être ensemble, se soutenir, se faire bénir et raconter dimanche 9 février

La Brigade commence officiellement le dimanche par une messe dans la ville de Papatlan où toute la population attend les familles. Elle sera célébrée par l'archevêque José Trinidad Zapata Ortiz. Les familles apportent toutes leurs bâches et portraits de disparu.e.s et les étalent sur le sol tout près des prêtres ainsi que dans les allées, afin que tout le monde puisse les voir et leur adresser des prières. L'église est comble et à cette occasion, on sent la solidarité, l'empathie et le soutien de la population locale pour les familles de disparu.e.s. Cette messe spéciale sera ponctuée de témoignages et de moments de paix, de chants, de bénédictions. Chaque proche a apporté le portrait de son « trésor perdu », mais aussi ceux d'autres parents qui n'ont pu venir. Les recherches sont celles de toutes et tous pour toutes et tous.



Bénédiction des pelles



VERACRUZ
GOBIERNO
DEL ESTADO



SSP
Secretaría de
Seguridad Pública



VERA
CRUZ
ME LLENA DE ORGULLO

Centre de détention de Poza Rica, Région de Veracruz



Virginia Garay répond aux questions des journalistes locaux devant le centre de détention



Chercher le regard en centre de détention

lundi matin 10 février

12 femmes (des mères, des sœurs, des filles) partent dans deux centres de détention (*centro de detención*) pour rencontrer des détenu.e.s

(*Persona privada de libertad*, PPL). À Poza Rica, une interview par la responsable de l'axe « Recherche en vie », Virginia Garay Cazares, est donnée à la presse locale en attendant l'autorisation d'entrer. Les familles portent les portraits et les bâches de leur disparu.e.s qu'elles vont installer sur des tables alignées. Les détenus masculins entrent les premiers en colonne pour défiler les uns derrière les autres et regarder les portraits de disparu.e.s. Les mères, les sœurs, les filles de personnes disparues leur parlent doucement en espérant qu'ils reconnaissent un visage et qu'ils oseront le dire, malgré le regard des gardiens et des autres détenus. Elles les rassurent pour les encourager à parler : « Nous cherchons nos proches, si vous savez quelque chose, nous ne voulons pas savoir comment ou pourquoi ils ont disparu, juste avoir l'information. » Elles expriment avec leur visage et leur regards tous leurs espoirs. Eux regardent surtout les bâches, plutôt indifférents, voire fuyants. Les détenues sont plus attentives



lorsque c'est leur tour et elles témoignent de plus de sympathie envers les familles, certaines discutant même parfois avec elles, et même si certaines, on l'apprendra après, sont des épouses de sicaires.



Après les hommes, c'est au tour des femmes détenues de venir regarder les portraits



Rendre public, renseigner, coller sur la place publique
lundi après-midi
10 février

Les familles profitent de la Brigade pour se réunir des après-midis sur les places publiques des villes environnantes. C'est l'occasion de sensibiliser la population au phénomène massif de la disparition, en exposant les visages de leurs proches disparus. C'est également le moment des prises de parole, à tour de rôle, au micro devant les gens, qui ralentissent, s'arrêtent devant les portraits, les regardent, écoutent les mères raconter les circonstances de la disparition et l'absence de leur être aimé.

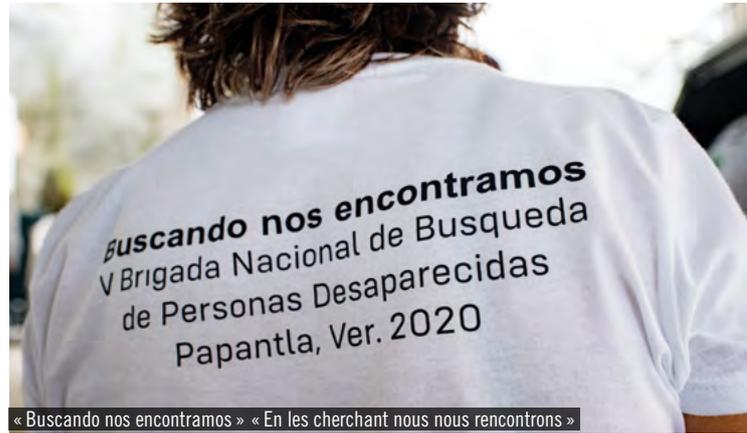
Certaines mères prennent le temps d'installer de petites bougies près du portrait de leur disparu pour communier un moment. Edna, une psychologue sociale solidaire au sein de la Brigade, fabrique une boîte de la paix (*buzón de paz*) en cartons. Celle-ci est destinée à recueillir anonymement ou non des messages d'espoirs et d'encouragements, mais aussi des informations ou des indices sur les disparu.e.s. C'est aussi le moment de coller un peu partout en ville les portraits photocopiés des disparu.e.s, avec la colle fabriquée le matin même à base de farine et d'eau.



Maria cherche un fils. Elle colle des affichettes un peu partout en ville. Dans sa main un éventail qu'elle a acheté aux détenus de la prison juste avant



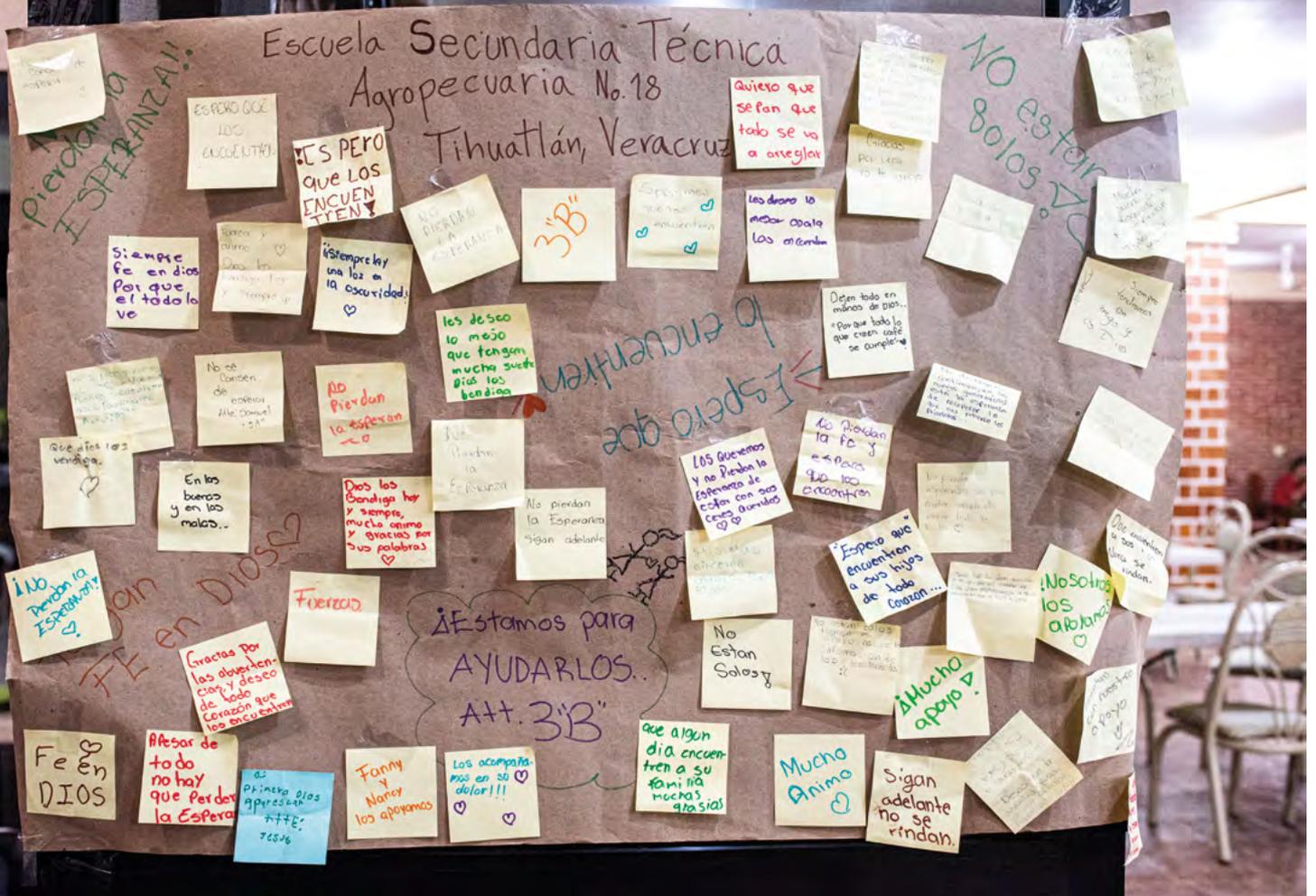
Edna, bénévole et psychologue sociale, fabrique une boîte de la paix



« Buscando nos encontramos » « En les cherchant nous nous rencontrons »



Teresa cherche un fils

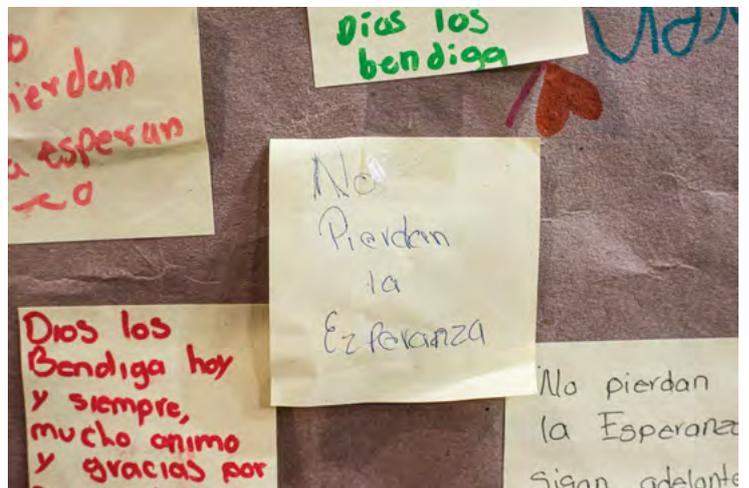
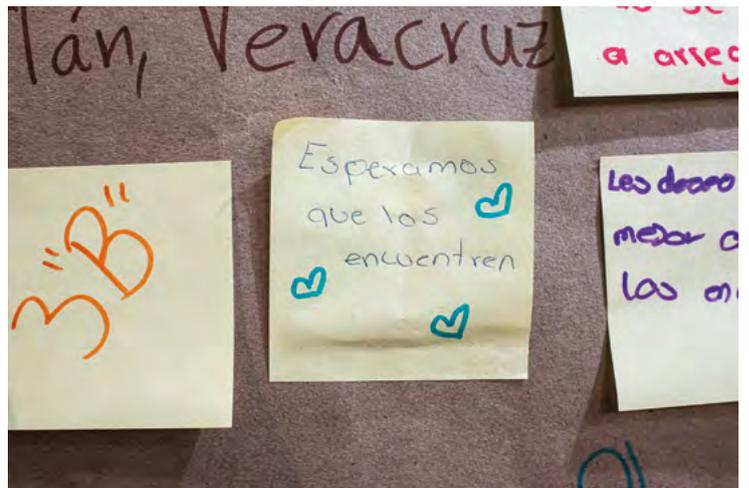


Sensibiliser, témoigner et espérer dans les écoles
mardi 11 février

Les familles vont chaque jour dans des écoles élémentaires, secondaires mais aussi à l'université. D'après Angel, un jeune homme de 26 ans qui cherche son frère enlevé 3 ans plus tôt, « il est important de sensibiliser les jeunes à la violence qui règne dans notre pays. Il ne faut pas dévier le regard ». Dans les écoles, les familles proposent aux enfants de mettre des mots d'espoir sur des Post-it qu'ils rapporteront pour que toutes celles et tous ceux qui n'ont pu être dans cet axe de recherche puissent ensuite profiter de leurs message de soutien.

On peut lire parmi les post-its sur le panneau :

- « Fanny et Nancy vous soutiennent »
- « J'espère de tout mon cœur que vous trouverez vos enfants »
- « Ne perdez pas espoir et avancez »
- « Merci d'être venu et je vous soutiens »
- « Ayez toujours foi en Dieu car il voit tout »
- « Nous vous aimons et ne perdez pas espoir d'être réunis avec vos êtres chéris »
- « Vous pouvez tout remettre dans les mains de Dieu, car tout ce en quoi vous croyez avec foi se produit »





María Herrera, Noé Amezcua, Sœur Paola, Tita Radilla se présentent lors de la messe, chantent et témoignent



Église Santa Cruz, village totonaque de Rafael Rosas, à 18 km de Papantla



Alma raconte la disparition de sa fille, de son beau-fils et de sa petite fille. Après les témoignages suivent les embrassades entre les familles et la population locale



María Herrera témoigne de la disparition de quatre de ses fils



Partager son histoire, s'épauler et se soutenir dans les églises

vendredi 14 février

Messe, cette fois-ci dans une petite église d'un village totonaque près de Papantla. Ici, chercher en

vie revient pour l'axe « Églises » à sensibiliser la population indigène aux disparitions en témoignant et en racontant son histoire. Les prises de parole sont écoutées avec beaucoup d'attention, la boîte de la paix est déposée pour recueillir des informations. Elle sera bientôt remplie de messages d'amour et de soutien. Après la messe, les familles totonaques et de disparu.e.s se rapprochent, s'écoutent, se prennent dans les bras, se soutiennent. Certaines mères viennent parler discrètement aux familles pour leur avouer qu'un.e de leurs enfants a aussi disparu, mais que cela reste secret car elles n'osent pas en parler.



50 ANOS

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIDO

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIDO

AYUDANOS
EN LA BÚSCA DE ESTOS NIÑOS
RECOMPENSA
\$ 250,000.00

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIDO

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIDO

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIDO

IRVING
DESAPARECIDO

ESTEBAN DARIO

JUSTICIA
ASHLEY MALIXI MIRANDA PERE

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIDO

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIDO

FAMILIA
DESCARABO

Une grande partie des familles devant l'église de Papantla



VICTOR ALFONSO BAUTISTA JIMÉNEZ
¿LO HAS VISTO?
Tel: Mariana Clara
1.44 mts.
Cali Chavero
Ixtla

soy una MAMA que
EXIGE JUSTICIA
A MI HIJO LO
SEQUESTRARON
EN POZA RICA,
VERACRUZ



LUIS ALBERTO
CALLEJA MARTÍNEZ
7821477185



AYÚDANOS A
ENCONTRARLOS

**José Carlos
Patiño Gutiérrez**



Maria Reyna de la paz
Ruega por nuestros
desaparecidos

Hasta Encontrarte

Desaparecido 4 de septiembre del 2015

Mientras no te entierres te s
Desaparecidos, Pa

¿LO HAS VISTO?
DESAPARECIDO

JOSE LUIS RABADAN G.
DESAPARECIDO
EL 7 AGOSTO 2016
EN PUENTE DE IXTLA, PUEBLO

BRYAN
NO REPARABLE

Desaparecidos
DE IXTLA

MADRES EN
BUSQUEDA
COATZACOALCOS





Lina, qui cherche sa sœur, la tête dans les portraits de l'arbre de l'espoir.
Poza Rica, 21 février 2020, Veracruz © Emmanuelle Corne

Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz III (Se protéger)

Texte

Sabrina Melenotte

Photographies

Emmanuelle Corne

Et l'on passe du rire aux larmes en un instant



Les familles de disparu.e.s fabriquent des discours, des images, des gestes et des émotions qui circulent et s'échangent comme des biens, dont l'efficacité symbolique façonne un langage politico-religieux et des innovations rituelles. Les liens affectifs et les nouvelles solidarités qui se tissent au sein de la Brigade «réhumanisent l'humain», comme aime à le dire Juan Carlos, fils de «doña Marí» et frère de Miguel, dans une société où les liens sociaux sont disloqués par les violences.

« Réhumaniser l'humain »

Les familles de disparu.e.s disent toutes qu'elles cherchent «avec leur cœur». Juan Carlos Trujillo, fils de doña Marí, affirme que la Brigade est un espace pour «réhumaniser l'humain», «reconstruire le tissu social» et «créer de la fraternité et de la connexion entre tou.te.s». Virginia Garay Cazares, mère d'un jeune disparu et responsable de l'axe des «recherches en vie» (*búsquedas en vida*) dit, quant à elle, que le plus important est de «générer de la confiance, pour que nous soyons tous comme un seul membre de la même famille».

Durant la Brigade, la «réhumanisation de l'humain» passe par une expression libre et cathartique des émotions souvent contenues dans la vie quotidienne. La Brigade est l'occasion de construire un espace-temps singulier où les familles de disparu.e.s peuvent partager ouvertement leur souffrance, délier les langues, raconter leurs vies quotidiennes, chez elles, dans leur famille, leur village ou leur ville. À des moments, les familles pleurent dans les bras les unes des autres, certaines personnes fondent en larmes, d'autres même crient leur douleur. Mais souvent aussi, on plaisante, on rit, on se taquine, on se séduit, autant d'expressions d'émotions qui conjurent la douleur et la peur.

Cette «communauté de la douleur» (cf. *Introduction*), constituée avant tout autour d'une souffrance partagée et du statut de victimes, agit également comme un moteur pour créer une communauté de l'espoir, et donner force et courage à ces recherches. L'espoir se construit grâce à de nombreux protecteurs gravitant en cercles concentriques autour des familles de personnes disparues.

Les protecteurs

Depuis 2014, les collectifs, les associations et la Brigade nationale sont organisés en un Réseau national de liens nationaux (*Red de Enlaces Nacionales*). Le REN consolide la création et le soutien de collectifs qui fortifient et accompagnent les processus individuels et institutionnels des familles et promeut l'organisation de rencontres dans plusieurs lieux de la République. En 2016, le REN a réalisé les deux premières Brigades nationales de recherche de personnes disparues dans le Veracruz, la troisième a eu lieu dans le Sinaloa, la quatrième dans le Guerrero et la cinquième a de nouveau eu lieu dans le Veracruz.

Au cœur de ce processus fédérateur, le collectif Familiares en Búsqueda María Herrera accompagne, forme, documente, cherche des fosses et défend bien d'autres cas de personnes disparues depuis 2008 et la disparition des quatre fils de doña María (cf. *Dans la peau d'un chercheur de fosses clandestines ; Des anciennes aux nouvelles disparitions*).

Membre actif du REN, le Centre des droits de l'homme Miguel Pro Agustín Juárez, situé dans la colonia San Rafael de la ville de México, est en charge de l'ensemble de la logistique de la Brigade. Il jouera un rôle central dans l'organisation des ateliers et des recherches «sur le terrain» (*en campo*) et «en vie» (*en vida*), mais ses membres mettront un point d'honneur à laisser les familles s'exprimer, agir, sans jamais rien imposer de façon verticale et favoriser au contraire un processus issu des bases.

Le diocèse de Papantla quant à lui, héberge et nourrit durant 15 jours à la Maison de l'Église (*Casa de la Iglesia*) les 200 à 300 personnes qui se sont déplacées jusqu'au Veracruz, mobilisant toute une équipe pour assurer la cuisine en rotation. La relation organique des jésuites et des dominicains dans la défense des droits humains produit un savant mélange entre religion et politique, entre communautés religieuses, défenseurs des droits humains, communautés «de base» et personnes solidaires, nationales et internationales. Dès le premier jour de la Brigade, une messe œcuménique a lieu en huit-clos dans les locaux du «Miguel Pro» après la conférence de presse, en présence des familles et de représentants jésuites, dominicains, anglicans, et de la communauté juive au Mexique. Lors du premier jour d'ateliers, samedi 8 février, ces derniers s'achèvent par la distribution de T-shirts avec le logo de la Brigade, d'abord bénis par le curé Luis Orlando Pérez qui donne ensuite l'hostie dans la grande salle de la cantine. Le lendemain, dimanche 9 février, l'archevêque de Papantla accueille la Brigade dans son église pour une drôle de messe où les familles déposent un tapis de portraits au sol, et il oriente son discours autour de la thématique des disparu.e.s avant de bénir pelles et pioches à la sortie. Par ailleurs, les membres actifs du diocèse tiennent un discours de «construction de la paix» et de «reconstruction du tissu social» qui s'appuie sur les campagnes de sensibilisation auprès de la population locale, notamment auprès des populations les plus marginalisées, paysannes et indigènes. Ces messages s'expriment par les chansons prônant la paix et le pardon ; par des prises de parole visant à rassurer les populations et récolter de l'information anonyme qui ne sera pas dévoilée, notamment grâce aux «boîtes de la paix» (*buzón de paz*) qui circulent lors des visites ; par

un travail de sensibilisation auprès des enfants, en accompagnant les clowns des Marabuntas dans les écoles.

Chaque jour durant la Brigade, la famille Herrera, notamment Miguel, le fils de *doña* Mari, et son acolyte Mario Vergara, préparaient en réunion privée avec l'équipe logistique, des membres des Marabuntas, les informations anonymes fournies par la population locale. Celles-ci étaient recueillies dans les « boîtes de la paix » (*buzón de paz*) durant les campagnes de sensibilisation (cf. *Sur les traces des disparu.e.s dans le Veracruz II*), ou obtenues discrètement auprès de certains informateurs que Miguel et Mario voyaient en parallèle dans les « avancées » (*avanzadas*) ou hors de la Brigade.

Durant la Brigade, une douzaine de membres de l'organisation humanitaire « Brigade humanitaire de paix Marabuntas » était en charge de la protection du groupe avec des protocoles clairs de sécurité. Habillés en treillis de couleur kaki et un T-shirt avec une fourmi géante qui a inspiré le nom du groupe, les Marabuntas dénotent tant par leurs costumes singuliers que par leur rôle au sein de la Brigade. Volontaires de protecteurs non-violents, ils assument d'être présents au cœur des violences, notamment durant les manifestations, pour éviter les répressions des civils. Ces hommes et femmes, souvent très jeunes, musclés mais non-armés, n'hésitent pas à utiliser leur corps comme boucliers humains en formant des cordons de sécurité entre les forces policières et les manifestants. Durant la Brigade, ils ont rejoint les marches intenses qui ont lieu au même moment dans la ville de Mexico contre les féminicides et nous envoient leurs photos où l'on peut voir comment ils s'interposent entre les forces de police et les manifestants, encaissant les gaz lacrymogènes et en restant soudés pour éviter les bousculades et les coups des forces de l'ordre.

Une fois de retour à la Brigade, les Marabuntas sont considérés comme de véritables héros. Durant le séjour, ils organisent la protection des recherches locales et font des rondes de nuit pour protéger la Brigade, avec l'aide des « solidaires » – essentiellement des Mexicain.e.s et quelques étrangers dont nous faisons partie avec Emmanuelle, pour noter le moindre mouvement la nuit et permettre aux familles de se reposer plus sereinement. Ils accompagnent les familles lors de recherches locales de fosses clandestines, s'entraînent physiquement pour faire du rappel et explorer des recoins inaccessibles dans les environnements divers, comme les grottes, les brèches de montagne, etc. Parfois même, ils mettent leur vie en danger : dans le nord, Miguel Barrera, l'un des membres les plus anciens des Marabuntas a accompagné le collectif Madres Buscadoras de Sonora (Mères chercheuses du Sonora) peu de temps avant la Brigade. Les mères de ce collectif nous racontent que lors de ces recherches, les sicaires locaux lui ont braqué une arme sur la tête en présence de deux autres mères.

Les protectrices

Au quotidien, Dieu est omniprésent et constamment invoqué durant les recherches par des mots de protection (*Gracias a Dios, Dios te bendiga*), on demande à Jésus de guider les recherches du jour. Des talismans, des exvotos, des chapelets, des cœurs en bois, ainsi que des prières et des chants sont aussi des objets protecteurs qui circulent entre les familles et les solidaires.

Les figures féminines, majoritaires dans ces recherches, jouent également le rôle de protectrices.

La Vierge de Guadalupe, Vierge brune issue du syncrétisme de la déesse Tonantzin et de la Vierge Marie, circule également parmi les familles par des effigies, des objets ou sur des T-shirts. Mais la référence la plus nette à la patronne du pays réside peut-être bien dans un certain marianisme au sein des collectifs et de la presse qui les accompagne : la figure maternelle est inspirée du culte à la Vierge Marie qui symbolise la maternité et la chasteté. Dans les Brigades et les collectifs, l'innocence de la « bonne mère » désormais aussi patronne de sa famille est une figure morale et « normale » que certaines mères jouent et rejouent à travers le rôle maternant et protecteur qu'elles peuvent avoir avec les plus jeunes.

Dès le deuxième jour de la Brigade, après avoir à peine échangé quelques mots, plusieurs mères m'envoient des messages le matin sur mon téléphone portable, par WhatsApp ou par Facebook, pour me demander si je suis bien réveillée et où je suis, dans quel axe je compte passer la journée, et simplement me souhaiter une bonne journée et bonne chance pour les recherches du jour, en finissant souvent par un message de bénédiction.

Vicky de Coatzacoalcos par exemple a été ma voisine de bus le troisième jour et elle a pris le temps de me confier son histoire, elle qui cherche son fils (retrouvé depuis et « enfin dans le ciel, grâce à Dieu », pour reprendre ses mots). Ses confidences créent un lien immédiat et pérenne pour elle et pour moi aussi. Je prends soin d'elle et elle prend soin de moi. Je lui porte son sac lourd et elle m'offre une eau de tamarin. Et le soir, une mandarine. Le lendemain, elle m'offre des gants pour partir chercher « dans la nature », avec un message WhatsApp de protection de Dieu. De même avec Benita et Nora de l'État de Guerrero, elles m'envoient des messages de bénédiction très régulièrement. Aujourd'hui encore, je reçois des messages, des invitations à rendre visite, des salutations avec des images de cœurs ou de fleurs, des couronnes ou des ours avec des cœurs, etc. Certaines mères sont plus démonstratives et câlines, conservent et alimentent ce lien au-delà de la Brigade, via les réseaux sociaux.

Jeudi 13 février, je fais la connaissance de Aurora et sa fille Yesenia. « Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de la dis-



Photo 1 - Rosalva, Susana, Baudelia et Lili (Liliana) sur le terrain de la *Casa de la Iglesia*, premier jour de la Brigade. Elles se connaissent déjà par leurs collectifs, elles se retrouvent. 11 février 2020, Papantla, Veracruz



Photo 2 - Dans le bus qui mène à des recherches sur le terrain, Erika amuse la galerie en se moquant de la police. Tout le monde (ou presque) rit à chaudes larmes. 17 février 2020, vers Tuxpan, Veracruz

parition de mon fils », me dit Aurora. « Je ne sais pas comment je me sens, aujourd'hui ça fait trois ans pile que tout a commencé. » Depuis, sa vie a changé. Elle a trois autres fils, mais lui était le cadet et son préféré, il lui demandait toujours où elle était et il la suivait partout. Ce jeudi matin, il pleut. Aurora le voit comme un signe de Dieu. Je la console.

C'est pourquoi j'accepte de jouer ce jeu de protection mutuelle à forte résonance religieuse, même si je ne suis pas croyante. Je comprends alors que les gestes et paroles a priori religieuses vont au-delà de Dieu, et réalise aussi le manque et la solitude dans lesquels les familles sont plongées tout au long de l'année. Gerardo du groupe de recherches binational à la frontière nord du Mexique Armadillos Ni Un Migrante Menos nous offre à tou.te.s des chapelets qu'il a ramenés dans un grand sachet en plastique pour les membres de la Brigade. Tous ces gestes inspirés de la fraternité catholique traduisent le soin porté les un.e.s aux autres. Ils acquièrent une fonction de protection matérielle, symbolique, spirituelle pour la réussite de la journée ou de la recherche en cours ou à venir.

Matérialiser l'absence par l'image

Dans le bus, toujours jeudi, les mères devant moi se prennent des *selfies* avec une application qui ajoute des oreilles de lapin, du maquillage de bouches rouges et en cœur, ou des lunettes de soleil. Maria nous prend aussi en photos avec Emmanuelle et nous les envoie sur WhatsApp. On rit.

Toutes les mères sont en contact les unes avec les autres, elles s'échangent beaucoup d'informations dans les groupes WhatsApp de leurs collectifs respectifs, sur une recherche précise d'un.e disparu.e ou sur une fosse clandestine retrouvée. Pendant la Brigade, elles informent aussi les autres mères de leurs collectifs, restées dans leurs régions, des avancées et des rencontres quotidiennes.

Nos photos à Emmanuelle et moi participent de cette intense production de leurs propres images et de cette mise en scène de soi (photos 1 et 2). Les très nombreuses photographies prises la plupart du temps avec les



Photo 3 - Une passante s'arrête sur la place centrale de Papantla (zócalo) et regarde les portraits des disparu.e.s déposés par les familles. 9 février 2020, Papantla, Veracruz



Photo 4 - Tous les membres des familles viennent à la messe dédiée à la Brigade et à sa bénédiction. 9 février 2020, Papantla, Veracruz

téléphones portables dans les bus ou pendant les recherches sont postées sur les réseaux sociaux. À plus d'une reprise, nos *selfies* finissent sur leurs réseaux sociaux, sans trop contrôler nos images. Parfois même, les organisateurs et responsables d'axes de recherche leur rappellent de ne pas publier sur les réseaux les photos de façon inconsidérée où leurs propres noms et ceux des lieux apparaissent, pour ne pas exposer le groupe.

Ce côté bon enfant et insouciant s'accompagne de plaisanteries et taquineries constantes qui fusent. Rosalva, Susana, Baudelia, Lili (Liliana) et Erika, sont certainement les meilleures représentantes de cette bonne humeur dont on sait qu'elle cache aussi une profonde tristesse. Leurs plaisanteries, leur besoin d'évasion par l'humour et par la musique rendent la Brigade spéciale et festive. On peut aussi bien passer du rire aux larmes que rire à chaudes larmes.

La production intense d'images et de vidéos produites sur le vif par les familles et qui circulent ensuite entre elles et sur les réseaux sociaux sont certes des souvenirs, mais aussi une façon de documenter et d'écrire leur propre histoire, tel un exercice de mémoire vivante.

À ces images s'ajoutent les nombreux portraits des êtres chers disparus qui abondent durant les différentes activités, les marches, les campagnes de sensibilisation auprès de la population locale sur les places centrales des villes visitées, les recherches en vie dans les prisons ou les hôpitaux, les morgues, etc. Elles n'oublient jamais celles et ceux qu'elles appellent leurs « trésors ».

Fabriquer des icônes : du « disparu.e » au « trésor »

Ces images de disparu.e.s aimé.e.s qu'elles portent « dans » et « sur » le cœur sont les plus précieuses et ont d'emblée une signification plus profonde que de simples photographies d'identité servant le souvenir : elles permettent aussi de matérialiser l'absence de leurs êtres chers par des processus de substitution symbolique. Cette substitution opère de trois principales façons : par l'incarnation d'images de disparu.e.s qu'elles érigent en figures de saint.e.s d'un nouveau genre ; par un processus d'adoption symbolique qui les font adorer d'autres disparu.e.s-saint.e.s ; par un langage corporel visant à combler l'absence, notamment par l'étreinte.

Un premier point saisissant réside dans la créativité matérielle autour de la fabrication de ces portraits de plusieurs tailles, portés de plusieurs façons, qui témoigne à la fois de l'amour que les familles portent à leurs êtres chers disparus, et d'une dévotion religieuse catholique intégrant des innovations rituelles singulières.

Plus encore que leurs *selfies*, les mères n'oublient pas leur mission : rendre visibles les portraits de leurs êtres aimés dans l'espoir de les retrouver. Ainsi, où qu'elles aillent dans l'espace public (photo 3), dans la rue, sur la place centrale (*zócalo*) ou dans l'église (photo 4), elles couvrent le sol d'un tapis de dizaines de portraits, de photographies d'identités ou d'autres plus personnelles, agrandies, formatées en carré puis alignées sur de grandes bâches, ou tirées à part, mentionnant les noms et des messages d'espoir : « Mémoire, vérité et justice, jusqu'à les/te retrouver ! », « Les disparus nous manquent à tous », « je te chercherai jusqu'à te retrouver ».

En plus de subvertir des rituels religieux, les familles innovent dans la fabrication d'objets nouveaux figurant leur proche qui rappelle la création d'icônes : lorsque la journée est dédiée à faire une campagne de sensibilisation, par exemple au centre de Poza Rica ou de Papantla, certaines mères profitent du tour en ville pour parfaire le kit des portraits dont elles ne se séparent jamais. Elles attachent une importance particulière à mettre la photo-

Des cultes alternatifs

En créant des images nouvelles, les familles de disparu.e.s empruntent à la liturgie catholique tout en la subvertissant, la fabrication de biens de salut qu'elles protègent et qui les protègent.

L'analyse de l'évolution du culte des images (Gruzinski, 1990) dévoile comment l'adhésion des indiens à l'évangélisation n'a eu lieu que lorsque l'Église mexicaine a renoncé à transformer les conceptions indigènes, et s'est plutôt évertué à les assimiler : ainsi en est-il de la Vierge de Guadalupe, qui est l'image miraculeuse par excellence du métissage culturel et du croisement de la tradition catholique de la représentation et l'apparition avec la conception indigène (*nahua*) de l'*ixiptla*, fondée sur la présentation, dans laquelle l'image d'une divinité est la divinité même. Dès lors, l'existence d'une multitude de saints et de sanctuaires est issue d'appropriations et de détournements des images chrétiennes. Mais l'on comprend aussi toute la difficulté qu'a rencontrée l'Église catholique pour imposer des cultes et des images d'un ordre catholique institutionnel.

Un phénomène contemporain similaire à celui des mères de disparu.e.s s'observe dans l'adoration à la Santa Muerte que l'on habille, que l'on embellit et que l'on porte avec soi lors de rituels renouvelés (Perré, 2014). L'image de la Mort que l'on porte sur soi, que l'on peut même se tatouer sur le corps agit comme une « prothèse symbolique ou un double [de soi], plus puissant et plus beau » (Argyriadis, 2018).



Photo 5 - Doña Litchita avec l'archevêque José Trinidad Zapata Ortiz. 21 février 2020, Papantla, Veracruz.

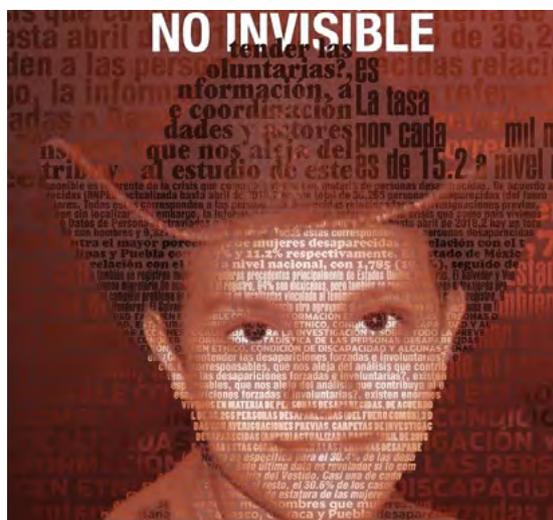


Photo 6 & 7 - Virginia Garay Cazares, et son fils Bryan Eduardo Arias Garay, disparu le 6 février 2018 à Tepic, Nayarit, à l'âge de 21 ans.

graphie de leur proche, ou même la copie de photographie, sous plastique pour l'accrocher ensuite autour du cou et la porter sur le cœur. D'autres profitent du tour en ville pour imprimer sur de grandes bâches en plastique à la papeterie du coin l'ensemble des portraits de leur collectif. Certaines ont un T-Shirt imprimé du portrait de leur « trésor » ou du nom de leur collectif local, ou même un chapeau imprimé du nom de leur enfant perdu, comme Virginia Garay Cazares, représentante de l'axe en vie de la Brigade (photos 6). D'autres, comme Doña Litchita, ont imprimé le portrait sur un chapeau ou sur une bâche en plastique colorée et ouverte en son milieu, qu'elles enfilent par la tête, une protection servant à la fois d'imperméable dans cette région pluvieuse et d'enveloppe les abritant contre le froid et la pluie, tout en avançant légères et les mains libres (photo 5). D'autres enfin ont fabriqué des badges ou des pendentifs assortis de paillettes dorées flot-

tant autour du portrait de leur être cher, qu'elles portent ensuite sur le cœur tels des bijoux (photos 8 & 9).

Les objets, les rituels et les techniques qui s'élaborent à partir de photographies d'identité, et d'habillements plus ou moins sophistiqués pour envelopper leur corps avec l'être cher disparu, favorisent le passage de la catégorie de « disparu.e.s » à celle de « trésors », grâce à la fabrication d'icônes populaires. Ce conglomérat d'âmes disparues, en errance, ni vivantes ni mortes, que l'on n'oublie pas grâce à des images, des prières et des offrandes n'est pas sans rappeler à cbien des égards les processus de sanctification populaire observés en Colombie avec les mort.e.s anonymes du cimetière central de Bogotá (Losonczy, 1998).

En mettant sous plastique les portraits de leur être cher, elles ne protègent pas uniquement les photographies (ou elles-mêmes) des intempéries. En déposant leur portrait plastifié sur leur cœur et en les érigeant pendant leurs



Photo 8 - Pendentifs fabriqués par Teresa et Maria pendant les derniers jours de la Brigade. 21 février 2020, Papantla, Veracruz.

Photo 9 - Les mêmes pendentifs fabriqués la veille au soir avec le portrait d'un fils disparu et emportés à la messe de clôture de la Brigade afin d'être bénis. 22 février 2020, Papantla, Veracruz.





Photo 10 - Les portraits de *mater dolorosa* à la sortie de la première messe pour bénir la V^e Brigade. Au centre, légèrement sur la droite de la photo, María Herrera tient les photos de ses 4 fils disparus. 9 février 2020, Papantla, Veracruz

marches, elles embellissent les images de leurs êtres chers et les rendent un peu plus « vivant.e.s ». Elles leur octroient certains attributs de saint.e.s, à savoir un caractère sacré et une innocence perdus. En leur vouant un culte nouveau, les familles donnent chair et âme à leurs êtres chers disparus, sortes de divinités d'un genre nouveau, saints par leur innocence au sein d'un monde violent. De la sorte, elles renversent le stigmate dont les disparu.e.s et elles-mêmes font souvent l'objet dans leur entourage qui les accuse souvent d'être coupables ou « souillé.e.s » par ce qui leur arrive.

Comme le montre la messe célébrée par l'archevêque José Trinidad Zapata Ortiz du diocèse de Papantla, l'Église catholique progressiste admet aujourd'hui en son sein des pratiques parallèles de dévotion d'un genre nouveau. Ces portraits mis sous plastique, portés, chéris, brandis, échangés, partagés renvoient aux images saintes et à bien des égards aux cultes chrétiens alternatifs, si nombreux et si riches au Mexique. Alimentés par les prières, les images, les talismans, les chapelets, et autres objets issus de la tradition catholique, ces nouveaux cultes permettent aux mères d'incarner ces portraits et de les rendre vivants, par un phénomène se rapprochant de la transfiguration.

La communauté de la douleur

Lors des marches ou des mobilisations, ce phénomène est saisissant : la fusion des jeunes disparu.e.s, essentiellement masculins, tenus par leurs mères souffrantes est indéniable. Sur cette photographie de groupe (photo 10), les portraits des disparu.e.s sont à la même hauteur que le visage des mères, ou sont même brandis devant elles les recouvrant en partie, créant une (con)fusion troublante ici entre les vivant.e.s et les disparu.e.s qui semblent ne former plus qu'un seul corps, social et symbolique.

En écrivant l'histoire collective de la disparition au Mexique, elles rendent un visage, un nom et une dignité à des disparu.e.s anonymes. En exhibant ces photographies dans l'espace public ou privé, ces *mater dolorosa* devenues mères courage expriment leur douleur. Loin d'être incommunicable ou isolée, celle-ci devient une clameur publique et une manière de renforcer et de visibiliser une

**« Fils/fille, écoute,
ta mère est en lutte ! »**

*(¡Hijo/a, escucha, tu madre está
en la lucha!)*





Photo 11 - Une mère, déterminée, qui cherche son fils. Messe à Coatzitlán, 16 février 2020, Veracruz.



Photo 12 - Angel a 26 ans. Il cherche son frère qui a été enlevé par ses collègues policiers. 21 février 2020, Poza Rica, Veracruz.



Photo 13 - Mimi, son mari Gerardo et leur dernier fils cherchent en famille leur ainé. 21 février 2020, Poza Rica, Veracruz.



Photo 14 - Betsi et Claudio sont sœur et frère. Ils cherchent leur frère. 21 février 2020, Poza Rica, Veracruz.

communauté de la douleur, propice à la rencontre et qui n'induit pas l'isolement (Das, 1997 ; cf. *Introduction*).

Comme cela a déjà été mentionné, le lien filial mère-fils prédomine incontestablement dans ces recherches (cf. *Introduction*). Il est mis en scène par les propres mères ainsi que par notre regard photographique qui fabrique cette autre icône de lutte, la Mère courage. Les slogans que les mères clament lors des marches, sont des adresses directes au présent qui rendent les disparu.e.s non seulement vivant.e.s, mais aussi présent.e.s : « Jusqu'à te retrouver » (*hasta encontrarte*) ; « Fils/fille, écoute, ta mère est dans la lutte (*hijo/a, escucha, tu madre está en la lucha*).

Une telle mise en scène de ce « marianisme combattif » ne correspond pas tout à fait la réalité des situations de recherches de disparu.e.s au Mexique, menées aussi par des pères, des époux ou épouses, des frères ou des sœurs, des enfants et petits-enfants, des beaux-frères ou des belles-sœurs, parfois même par plusieurs membres d'une même famille. (photos 11, 12, 13 & 14)

« Ton trésor perdu est le mien »
(*Tu tesoro perdido es mío*)



Un autre processus primordial de substitution opère durant la Brigade autour d'une idée qui circule dans les bouches des familles qui cherchent : le ou la disparu.e de l'un est le ou la disparue de tous. De la sorte, les familles réunies dans la Brigade s'affranchissent des barrières temporelles et géographiques entre les anciennes et les

L'adoption des NN en Colombie

Le cinéaste Juan Manuel Echeverría a filmé dans *Réquiem NN* (2013) la révélation d'un traumatisme collectif et les deuils niés aux survivants par la disparition des corps de personnes assassinées en Colombie. Ces mêmes corps disparus sont jetés dans le fleuve Magdalena puis sont retrouvés à Puerto Berrío (Antioquia) où ils sont déposés dans le cimetière. Par un rituel collectif, les habitants du village « adoptent » les NN (*nomen nescio*, nom inconnu) qu'ils récupèrent du fleuve, en s'engageant à prendre soin d'eux et à prier leur âme. Ils baptisent les corps anonymes, décorent leur sépulture et les niches qui se transforment au fil du temps. En échange, ils demandent des faveurs à ces âmes adoptées à qui ils adressent des vœux. Les habitants demandent aux mort.e.s des protections dans une logique de dettes mutuelles.



Photo 15 - Marta et Claudia portent les portraits de toutes les personnes disparues recherchées par leur collectif. En venant d'abord pour leur être cher, elles se couvrent d'autres disparu.e.s et cherchent finalement pour toutes les familles. 9 février 2020, Papantla, Veracruz.



Photo 15 bis - Dans les rues de Papantla, on défile avec le portrait de la personne que l'on cherche et d'autres portraits pour celles et ceux dont les proches n'ont pu se déplacer. 9 février 2020, Papantla, Veracruz.

nouvelles disparitions au Mexique (cf. *Des anciennes aux nouvelles disparitions*), en Amérique centrale et plus largement, en Amérique latine (cf. *Nouvelles et anciennes disparitions : du Chili au Mexique*) et même en Europe dans le bassin méditerranéen.

Ce mouvement de réciprocité d'affects, d'abord intimes, puis collectifs, créant des liens de solidarité supra-familiaux face à une expérience de la perte et de la douleur partagées n'a rien de nouveau. Plusieurs travaux anthropologiques sur les exhumations post-guerre, par exemple en Espagne ou au Pérou, ont parlé du même phénomène qui se crée en cherchant des os, celui de créer des liens intimes, des économies affectives et des régimes de vérité qui vont au-delà du lien de parenté ou de la preuve ADN (Delacroix, 2020).

Cette recomposition sociale, affective et symbolique pour conjurer l'absence de personnes disparues se rapproche également des rituels d'adoption des morts en Colombie qui visent à soulager les âmes des défunts tout en établissant des « manipulations symboliques réciproques » (Losonczy, 1998) entre le langage religieux, rituel et politique. Adopter symboliquement les disparu.e.s au Mexique vise aussi à ce que Juan Carlos appelle la « réhumanisation de l'humain » des rapports sociaux, marqués par des ruptures physiques et symboliques relatives aux corps disparus, suppliciés, démembrés. Certes, comme en Colombie, cette adoption symbolique crée une jonction, non pas entre les vivant.e.s et les mort.e.s, mais entre les vivant.e.s et les disparu.e.s. Toutefois, l'objectif de l'adoption symbolique dans le cas mexicain n'est pas tant celle du deuil que celle qui vise le dépassement d'une douleur individuelle pour la partager, la décroïsonner de sa solitude, et contribuer à une réparation affective et symbolique, individuelle et collective.

Ainsi, bien que la personne « disparue » ne soit pas une personne « défunte », le même phénomène d'adoption

symbolique de corps et d'âmes en peine et en errance opère lors des recherches. L'expression « ton trésor perdu est le mien » renvoie à l'idée de prendre littéralement et symboliquement « à bras le corps » les disparu.e.s des autres familles comme s'il s'agissait des sien.ne.s, pour adopter tou.te.s les disparu.e.s et tous les mort.e.s retrouvé.e.s. Ces nouvelles relations renforcent les liens entre les familles et leurs êtres aimés disparus, mais dépassent aussi le cadre familial, maternel et génétique, autour d'une communauté d'affects et de symboles partagés.

L'enjeu des Brigades va donc au-delà de l'expertise médico-légale et du besoin d'identification finale une fois des corps retrouvés. La communauté de la douleur et de l'action converge autour des recherches de disparu.e.s, partage des valeurs symboliques et collectives au-delà de l'identité génétique, faisant d'un fils ou d'une fille spécifique l'enfant de toutes et tous (photos 15 et 15 bis). Le meilleur exemple de ce processus individuel devenu collectif est contenu dans l'un des premiers slogans des mères « fils, je te chercherai jusqu'à te trouver » vers un discours plus centré sur la communauté de la douleur et de l'espoir « en nous cherchant, nous nous trouvons » (*buscando nos encontramos*) (photo 16).

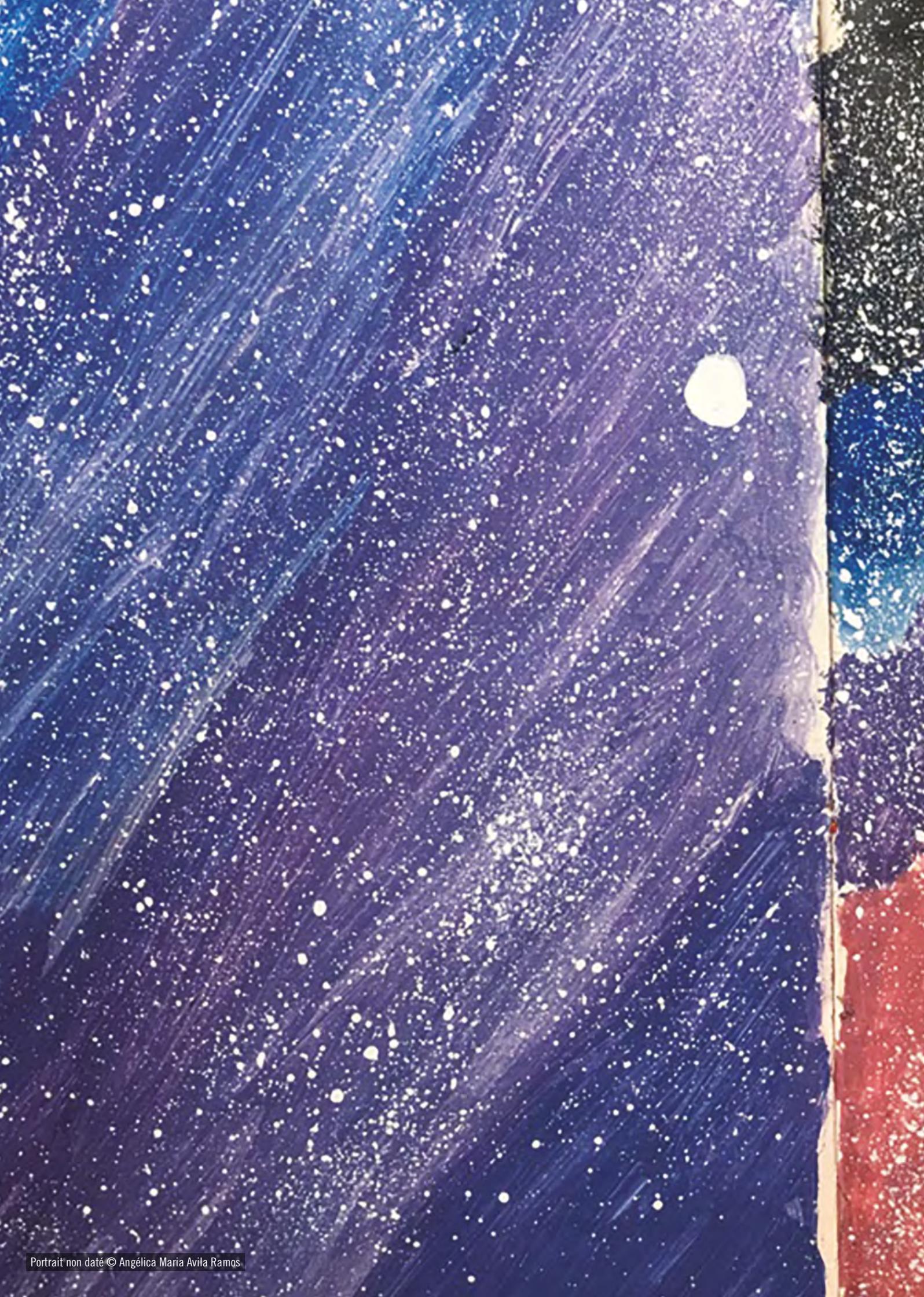
Embrasser la douleur de l'autre est une autre expression de l'adoption symbolique en jeu lors de la Brigade. Geste d'affection, mais aussi geste maternel de réconfort, l'étreinte est reprise comme outil thérapeutique pour exprimer corporellement et collectivement la douleur et se réconforter par des mots murmurés dans l'oreille. Autre forme éphémère de la matérialisation de l'absence, ce contact physique par l'étreinte, à deux ou à plusieurs, compose un langage corporel dont la dimension restauratrice et thérapeutique contribue à nouer des liens affectifs entre les membres de la même communauté de la douleur et de l'espoir (photo 17).



Photo 16 - Isela cherche son frère. Elle se repose, seule, sur les marches de la place publique après s'être rendue dans le centre de détention de la ville. Elle regarde, pensive, les portraits des disparu.e.s. Tantoyuca, 19 février 2020, Veracruz.

Photo 17 - Edna, étudiante en psychologie et bénévole solidaire, embrasse la douleur d'une mère à La Gallera. 18 février 2020, Tihuatlán, Veracruz.





Arts et mémoires des disparitions



Partie 5



L'avez-vous vu.e ?

La persistance des disparu.e.s dans les peintures murales à Mexico

—◆◆◆◆— Josemaría Becerril Aceves —◆◆◆◆—

Dans le cadre de mon expérience ethnographique du gouvernement des morts à Mexico (*cf. Le gouvernement des morts anonymes ; Chronique d'une journée ordinaire*), j'ai eu l'occasion de rencontrer quelques familles de disparu.e.s qui ne se contentaient pas de les chercher par les voies officielles offertes par le gouvernement, mais aussi par leurs propres moyens d'enquêtes, beaucoup plus proches du terrain que ceux des bureaucrates censés retrouver leurs proches absents. Ces familles avaient fondé en 2019 le seul collectif de recherche de disparu.e.s qui existe aujourd'hui dans la capitale du Mexique, nommé Hasta encontrarles CDMX (« Jusqu'à ce qu'on les retrouve Ville de Mexico »), en référence à la recherche sans relâche que ses membres menaient pour retrouver leurs proches disparu.e.s. Lors de mon séjour à Mexico, ce collectif fédérait déjà les efforts de recherche d'une dizaine de familles, en particulier des proches de jeunes femmes disparues.

Alors que dans d'autres entités fédérales du pays, l'apparition et la circulation constante d'images terrifiantes de corps complètement détruits et enterrés clandestinement dans la nature a fait que la recherche des disparus passe davantage par des fouilles dans les déserts ou les forêts pour exhumer des restes humains anonymes (Melenotte, 2020 ; Robledo, 2019), dans le milieu urbain de Mexico, où les cadavres sont facilement retrouvés par la police, les itinéraires suivis par les proches de disparu.e.s consistent principalement à se faufiler principalement dans les méandres bureaucratiques des institutions judiciaires et médico-légales, ce qui suppose pour les familles de se faire à l'idée que leur « disparu.e » est déjà « mort.e ». C'est pourquoi, avec un groupe d'étudiantes et de quelques enseignantes-chercheuses en droits humains

et en féminismes de l'Université Autonome de Mexico (Universidad Autónoma de la Ciudad de México, UACM), une université publique de sciences humaines et sociales fondée en 2001, les familles qui composent le collectif Hasta encontrarles CDMX ont eu recours à une stratégie qui combine l'assistance juridique aux familles des disparu.e.s, pour mieux s'orienter dans le dédale bureaucratique de la recherche des personnes et de l'identification des corps, avec une campagne de sensibilisation au problème de la disparition de personnes dans la ville de Mexico à travers des peintures murales réalisées à proximité des lieux où une personne a disparu. L'objectif de cette campagne artistique et mémorielle, dont il est question dans ce chapitre, est de faire connaître les visages des disparu.e.s aux personnes qui passent par les lieux de leur disparition afin qu'ils puissent informer leurs familles si jamais ils les voient vivant.e.s.

C'est en juin 2019 qu'avec quelques jeunes peintres vivant dans une résidence artistique du centre de la capitale, le collectif Hasta encontrarles CDMX a démarré le projet « Muralisme et art pour nos disparus » en réalisant une fresque murale dédiée à Viviana Elizabeth Garrido, disparue devant la station de métro Ermita, située dans l'arrondissement de Tlalpan au sud de Mexico, à l'âge de 32 ans alors qu'elle rentrait du travail l'après-midi du 30 novembre 2018. Après celle dédiée à Viviana, le collectif a peint début septembre 2019 une deuxième fresque, pour la recherche de Pamela Gallardo Volante, disparue à l'âge de 23 ans alors qu'elle attendait le bus près d'Ajusco, un lieu montagneux également situé dans l'arrondissement de Tlalpan. Enfin, le collectif Hasta Encontrarles CDMX s'est réuni fin septembre 2019 pour

Au Mexique, 7 enfants disparaissent chaque jour et la majorité des femmes disparues a entre 15 et 24 ans



réaliser une troisième fresque, cette fois-ci dédiée à Emiliano, un garçon disparu à l'âge de 13 ans sur le marché devant la station de métro Pantitlán, la gare la plus fréquentée de Mexico qui se trouve par ailleurs à la frontière de l'arrondissement de Venustiano Carranza. Bien qu'elles semblent difficiles à expliquer à travers le stéréotype de ce qu'est la disparition forcée liée à la guerre de la drogue, la disparition d'enfants et d'adolescent.e.s comme Pamela ou Emiliano est devenue un phénomène fréquent au Mexique, pays où 7 enfants disparaissent chaque jour et où le plus grand nombre de femmes disparues ont entre 15 et 24 ans.

Avant de quitter Mexico vers la fin de mon enquête en octobre 2019, j'ai eu l'occasion de participer au projet de peinture collective de la fresque murale dédiée à Emiliano, diffusé dans un appel public sur les réseaux sociaux du collectif Hasta encontrarles CDMX. L'objectif de ce chapitre est de rendre compte de cet effort de recherche collective qui ne consiste pas à exhumer et identifier des restes humains anonymes – outil privilégié du « *forensic turn* » mais sur lequel plane l'ombre d'une « hypothèse de mort » sur le sort des disparu.e.s, étant donné qu'on recherche des ossements (cf. *La crise médico-légale*). Au contraire, à travers le récit de ma rencontre avec les parents d'Emiliano le jour où nous avons peint sa fresque, je montrerai que le but de ces interventions artistiques est de rappeler la présence de ces absences forcées, souvent condamnées au silence et à l'oubli, en érigeant ce que Carlo Severi appelle « une mémoire montrée » (2007), à travers laquelle les familles des disparu.e.s refusent de laisser leurs proches absent.e.s dans le registre du passé, et les font au contraire entrer dans le présent de la société mexicaine à travers leur représentation dans l'espace public.

Les traces de violence laissées par la disparition d'Emiliano

Le 28 septembre 2016, Emiliano s'est volatilisé alors qu'il aidait sa mère sur le stand de nourriture qu'elle tenait autrefois dans le marché devant la gare de Pantitlán. Lorsqu'un passant s'est approché pour acheter un sandwich, sa mère l'a perdu de vue pendant un moment. Une fois la commande préparée, Emiliano n'était plus là. Sa famille ne l'a jamais revu depuis. Emiliano n'avait que 13 ans le jour de sa disparition. Depuis ce jour, sa famille le cherche, se rendant fréquemment auprès des institutions officielles chargées de retrouver les disparu.e.s, notamment le Bureau du procureur spécialisé dans la recherche, la localisation ou l'enquête sur les personnes disparues (Fiscalía Especializada en la Búsqueda, Localización o Investigación de Personas Desaparecidas, FIPED), la Commission de recherche de personnes disparues de Mexico (Comisión de Búsqueda de personas de la Ciudad de México, CBP-CDMX) et l'INCIFO, mais aussi en interrogeant les voisins et en distribuant des flyers

représentant son visage dans les quartiers qu'il connaissait le mieux, notamment dans la périphérie orientale de Mexico où ils travaillaient et vivaient avant sa disparition. Comme d'autres personnes disparues, Emiliano habite cet entre-deux, dans cette fissure hors du monde où la disparition emprisonne ses victimes, tout en obligeant les survivants de la personne disparue à chercher sans cesse ce qui lui est arrivé, sans savoir pourquoi ni comment elle s'est dérobée de la réalité en une fraction de seconde. Or, les parents d'Emiliano, Fernando et Luisa, savent que les disparu.e.s ne se sont pas simplement évanoui.e.s par hasard, d'un simple coup de baguette magique : la disparition est un crime qui a une victime mais aussi un auteur.

« Je ne dis jamais qu'il a disparu (*que desapareció*) car les gens ne disparaissent pas volontairement... Je dis toujours que quelqu'un l'a fait disparaître (*lo desaparecieron*). En fait, si on y réfléchit, les disparus ne sont jamais partis de leur propre gré, c'est plutôt quelqu'un qui les a fait disparaître », m'a dit Fernando, le père d'Emiliano, avec un regard très mélancolique alors que je l'aidais à remplir un grand seau d'eau que nous utiliserions plus tard pour nettoyer le trottoir devant le mur où nous allions peindre une fresque avec le visage de son fils.

Un vendredi peu avant le troisième anniversaire de la disparition d'Emiliano, sa famille s'est réunie pendant tout un week-end avec d'autres membres du collectif Hasta encontrarles CDMX pour peindre une fresque sur le mur d'un terrain de football à quelques minutes à pied de la gare de Pantitlán. Initialement, les parents d'Emiliano voulaient la peindre dans un couloir de la gare car cela était plus proche de l'endroit exact où leur fils avait disparu, mais aussi parce qu'il s'agit de la station la plus fréquentée du métro de Mexico. Tous les matins, plus de 400 000 personnes verraient son visage et se souviendraient de sa disparition. Cependant, les autorités de l'arrondissement de Venustiano Carranza ont fini par rejeter leur demande après l'avoir ignorée pendant plusieurs mois. Les membres du collectif ont dû se contenter d'une autorisation pour peindre la fresque sur ce petit terrain de football peu fréquenté. Bien que nous ne nous connaissions pas avant de nous rencontrer, en arrivant au point de rencontre le vendredi du rendez-vous, il était facile de se reconnaître et de savoir pourquoi nous étions là car, même si nous n'étions qu'à quinze minutes de marche de la gare de Pantitlan, presque personne ne passait dans la petite

Après tous ces massacres, après toutes ces disparitions, nous ne savons toujours pas comment nommer la solitude des parents qui ont perdu un enfant



rue qui menait au terrain de sport du quartier de classe populaire Adolfo Lopez Mateos.

« Au moins, mon fils aimait le football », a lancé Fernando, en essayant de se rassurer et de rester optimiste à son arrivée sur le site de la réunion. Son fils rêvait de devenir footballeur et se passionnait pour l'équipe des Chivas de la ville Guadalajara. Pourtant, l'atmosphère était particulièrement décourageante lorsque nous nettoyions le trottoir où nous allions poser le matériel de peinture. Dans les locaux d'une association d'aide aux familles de disparu.e.s située dans le centre-ville de Mexico, ce même jour avaient aussi lieu les préparatifs de la commémoration du cinquième anniversaire de la disparition forcée des 43 étudiants d'Ayotzinapa, survenue le 26 septembre 2014 (cf. *Ayotzinapa*). C'est pourquoi, éparpillés au milieu de divers événements, les membres du collectif étaient finalement peu nombreux devant le terrain de football. « Actuellement, nous n'attendons qu'un miracle parce que nous avons compris que les autorités ne feraient rien pour nous », m'a dit le père d'Emiliano, lorsqu'il m'expliquait les démarches inutiles que lui et sa femme Luisa avaient dû éprouver auprès de divers fonctionnaires du gouvernement de Mexico. En même temps, il balayait vigoureusement le trottoir tandis que je jetais de l'eau pour l'aider à nettoyer. Sur l'un des coins du mur où nous voulions réaliser la peinture murale, un tas d'excréments résistait. De par son regard fatigué et sa voix morne, le père d'Emiliano m'a semblé traversé de la tristesse la plus profonde... Au Mexique on dit bien que, après tous ces massacres, après toutes ces disparitions, nous ne savons toujours pas comment nommer la solitude des parents qui ont perdu un enfant.

Fernando, le père d'Emiliano, semblait connaître les voisins du quartier Adolfo Lopez Mateos. Ensemble, nous avons frappé à la porte d'une maison à côté du terrain de football pour demander les vieux seaux d'eau, déjà très usés, qu'on avait utilisés pour nettoyer et aussi pour préparer la peinture. Nous sommes également allés dans une boutique du petit marché voisin pour demander si nous pouvions utiliser l'arrivée d'eau pour remplir les seaux. La vieille femme qui tenait le restaurant a accepté et a demandé à Fernando comment tout se passait. Le père d'Emiliano a répondu vaguement, sans beaucoup de mots. Lorsque nous sommes retournés au terrain de football, il a expliqué qu'il connais-

sait les voisins parce que lui et sa femme passaient souvent dans le quartier en se rendant au travail depuis leur ancienne maison. Avant la disparition d'Emiliano, sa mère tenait le stand de nourriture de la gare routière de Pantitlán et son père travaillait dans une boulangerie à proximité. Avec ces deux emplois, la famille arrivait à peine à joindre les deux bouts. En plus d'Emiliano, ils avaient une fille cadette, qui avait 7 ans au moment de la disparition de son frère. Les enfants aidaient de temps en temps dans l'entretien et la gestion du stand de nourriture de leur mère. La famille vivait dans une maison de Metropolitana, un quartier pauvre de la municipalité de Nezahualcoyotl, dans l'État de Mexico, à un peu moins d'une heure en transport public depuis la gare de Pantitlán.

La disparition d'Emiliano a tout bouleversé. Durant les premières semaines qui ont suivi, ses parents s'engagent dans une recherche intense de leur fils disparu : ils arpentent les rues à proximité de la gare, sonnent aux portes des voisins, distribuent des tracts aux passants et appellent le nom de leur fils sur des haut-parleurs. Ils ne trouvent rien. À cause de leurs activités de recherche et de leurs rendez-vous avec les agents du Ministère public et d'autres fonctionnaires des institutions gouvernementales d'aide aux proches des victimes de disparition, telles que le FIFEDE et le CBP-CDMX, les parents d'Emiliano ne perdent leurs emplois. Les premiers mois suivant la disparition d'Emiliano, certains de leurs proches et amis leur prêtaient de l'argent et les aidaient dans leurs recherches. Mais, quand nous nous sommes rencontrés, Fernando a déploré le fait que peu de membres de sa famille répondaient désormais à ses appels. Dès lors, la famille d'Emiliano survit dans les interstices de la débrouille, grâce notamment à l'intermédiation du frère de Fernando, qui lui avait trouvé un emploi temporaire dans une pâtisserie. En raison de l'absence de revenus stables et des dépenses constantes liées à la recherche de leur fils, la famille avait dû quitter son domicile de Metropolitana pour s'installer dans un petit appartement situé dans un quartier nord de la municipalité d'Ecatepec, dans l'État de Mexico, trop loin de la gare de Pantitlán. Pour se rendre au point de rencontre pour peindre la fresque ce matin-là, ils avaient passé plus de deux heures dans les transports publics. Installés dans un quartier pauvre et marginalisé, où les services publics brillent par leur absence, les pénuries étaient devenues encore plus perceptibles et plus dures, montrant à quel point la disparition laisse des traces dans les familles des absent.e.s :

On commence à s'habituer au quartier où on habite maintenant mais c'est toujours difficile. Par exemple, il a beaucoup plu ces derniers mois et, comme la maison est sur les pentes d'une montagne, des courants d'eau y entrent facilement. Il y a quelques jours, on a dû monter tous les meubles sur le toit parce que l'eau a atteint un mètre. En plus, nous savons bien qu'Ecatepec est bien plus dangereux qu'ici. Aujourd'hui, nous avons surtout peur pour la petite. Nous savons que cette région de l'État du Mexique n'est pas la meilleure pour élever une fille.

Nous ne la laissons jamais seule. Il faut qu'on protège le peu de famille qui nous reste. Mais elle a déjà dû abandonner le primaire parce que nous n'avons personne pour la garder. Maintenant elle nous accompagne lors des démarches administratives pour la recherche de son frère et elle nous aide aussi avec les petits boulots que nous faisons par-ci par-là. (Extrait de mon carnet de terrain, 20 septembre 2019)

La crainte que les parents d'Emiliano ressentent pour la sécurité de leur fille n'était pas une préoccupation irrationnelle ou une conséquence traumatisante de la disparition de son frère aîné, mais le résultat justifié de la mauvaise réputation et de l'extrême insécurité qui règnent à Ecatepec. Cette municipalité de l'aire métropolitaine de Mexico est l'une des cinq villes du pays où le sentiment d'insécurité est le plus élevé. De plus, avec un féminicide enregistré officiellement par jour, sachant que les chiffres des féminicides sont systématiquement maquillés par les autorités, Ecatepec occupe la cinquième place parmi les municipalités du pays où le nombre de meurtres de femmes est le plus élevé. La journaliste Lydiette Carrión (2018) appelle cette municipalité macabre « la fosse aquatique » en raison de sa proximité avec le plus grand canal de drainage de Mexico, où des corps d'hommes et de femmes sont constamment retrouvés mélangés aux ordures de la ville.

Vouloir protéger « le peu de famille qui leur reste » est également une réaction compréhensible compte tenu du danger auquel les proches des disparu.e.s sont exposés par le simple fait de les rechercher. Dans un contexte national où les activistes anti-disparitions sont systématiquement

visés par la violence criminelle et étatique (Calzolaio, 2016), les proches d'Emiliano, ainsi que les autres membres du collectif Hasta encontrarles CDMX, ont appris à se méfier de toute personne qui semblait avoir une attitude menaçante à leur égard ainsi qu'à douter des apparences de tout endroit qui semblait calme. Durant la journée ensoleillée du vendredi où nous avons commencé à peindre le visage d'Emiliano, les étudiantes et enseignantes-chercheuses de l'UACM qui étaient venues partager des ragots sur la situation d'insécurité du quartier où nous nous trouvions, en guise d'avertissement implicite : « C'est pas la première personne qui disparaît dans les environs de la gare » ; « Plusieurs jeune femmes ont été retrouvées mortes pas loin d'ici » ; « J'ai entendu qu'un autre enfant a disparu par ici de la même façon que lui » ; « Comme d'habitude, personne n'a rien vu, personne n'a rien su » ; « Pantitlán c'est un enfer ».

En effet, en plus d'être un carrefour pour la circulation des personnes et des marchandises dans la zone métropolitaine de Mexico, Pantitlán est également l'une des gares les plus dangereuses de l'ouest de la ville, en particulier pour les usagers des transports publics qui se rendent dans les municipalités situées à la frontière entre Mexico et l'État de Mexico : parmi les rares statistiques dont nous disposons pour mesurer l'insécurité à Pantitlán, on estime que 70 % de ses usagers ont déjà subi un vol avec violence (Magaloni, 2019 : 5). Par ailleurs, entre les années 2012 et 2017, le taux d'homicides a augmenté de manière considérable dans la mairie



En novembre 2020, alors que je rédigeais ce texte, j'ai contacté le collectif Hasta encontrarles CDMX pour le consulter quant à sa rédaction et sa publication ultérieure. Lors de nos échanges par messages, les membres du collectif m'ont informé que la famille d'Emiliano ne souhaitait pas que j'utilise son vrai nom. Depuis quelques semaines, l'enquête s'oriente vers une nouvelle piste qui pourrait permettre de mieux comprendre les conditions de la disparition d'Emiliano. Ils craignent que si j'utilisais leurs vrais noms, la nouvelle enquête ne donne pas de résultats positifs. Respectant leur choix, j'ai anonymisé les personnes impliquées dans cette histoire, si typique des difficultés liées à la recherche de personnes disparues à Mexico, en particulier lorsqu'on veut les retrouver vivantes.

de Venustiano Carranza, où se trouve Pantitlán, faisant d'elle la mairie la plus dangereuse dans l'ensemble de la ville de Mexico (México Evalúa, 2019: 20). Ainsi, plongé.e.s dans cette « atmosphère affective et effective de terreur » (Luna, 2018), nous avons eu peur lorsqu'une grande camionnette noire aux vitres teintées, s'est approchée pour se garer juste à côté de nous pendant environ une heure. À l'intérieur, nous pouvions distinguer deux hommes buvant des bières tout en nous observant.

Les parents d'Emiliano devant la Loi

Malgré la violence constante qui a marqué de son empreinte la vie de cette famille touchée par une disparition, les parents d'Emiliano n'ont jamais pu bénéficier du soutien des institutions gouvernementales. Au contraire, la réponse tardive des institutions gouvernementales ne facilite pas sa recherche et aggrave la vulnérabilité accrue de cette famille. Quand ils sont allés une première fois signaler la disparition d'Emiliano au Ministère public dès le lendemain de sa disparition, on leur a dit qu'ils devaient attendre 72h afin de s'assurer qu'il s'agissait bien d'une disparition et non d'une absence volontaire. La famille a également contacté le numéro d'urgence de la ville pour demander au gouvernement de lancer une Alerte Amber dans le but de diffuser massivement les informations relatives à Emiliano, qui contenaient notamment des précisions pouvant devenir des indices pour l'enquête, tels que les vêtements qu'il portait, ses caractéristiques physiques distinctives et le lieu où il a été vu pour la dernière fois. La diffusion de ces données, accompagnées d'une photo, est essentielle pour retrouver une personne dans les premiers jours suivant sa disparition. Créée aux États-Unis en 1996, l'Alerte Amber est utilisée pour diffuser massivement des informations concernant l'enlèvement d'enfants. Elle est mise en place au Mexique en 2014. Au début de ces opérations, il fallait attendre 72 heures pour informer d'une disparition. À partir de 2018, ce délai minimum a été réduit à 48 heures. Finalement, en 2020 une réforme à la loi locale en matière de disparition de personnes a permis de lancer une Alerte Amber immédiatement après qu'une disparition d'enfant est constatée par les autorités. Or, l'agent à l'autre bout de la ligne leur refuse le service en faisant valoir qu'ils étaient tenus par la loi d'attendre 72 heures. Deux jours plus tard, la famille a demandé à nouveau que l'Alerte Amber soit activée, mais les agents

refusent à nouveau, arguant cette fois-ci qu'il était déjà trop tard. Finalement, ce n'est que deux ans et huit mois plus tard que le gouvernement de la ville lance enfin une Alerte Amber à propos de la disparition d'Emiliano, et seulement grâce aux demandes insistantes du collectif qui accompagnait désormais sa famille.

Du côté du ministère public de Mexico, les agents chargés de l'enquête policière ne se sont rendus qu'une seule fois sur les lieux et n'ont pas demandé les vidéos des caméras de surveillance situées autour de la gare de Pantitlán. Ils ont finalement recueilli les images, mais la famille d'Emiliano affirme aujourd'hui que le ministère public a déjà perdu les preuves. Pendant que nous peignons, Fernando m'a dit qu'il avait quelques indices sur le sort de son fils, sans préciser lesquels, grâce à un parent qui avait vu Emiliano le jour de sa disparition. Mais l'accompagnement policier était insuffisant pour mener cette enquête de terrain jusqu'à sa résolution. « Ils nous disent qu'il est dangereux de continuer à le chercher par nous-mêmes dans certains endroits », m'a expliqué le Fernando. Pendant toute cette période d'attente et d'incertitude, le Ministère public a voulu classer l'affaire à plusieurs reprises. Le soutien que le gouvernement local leur accorde en tant que « victimes indirectes de disparition forcée » (statut prévu par la Loi générale de victimes de 2013) se limite à une séance mensuelle d'assistance psychologique dans les bureaux du FIFEDE, situés au nord de la ville de Mexico (cf. *Qui disparaît à Mexico ?*). Cependant, il leur faut trois heures pour s'y rendre depuis leur domicile à Ecatepec, et ils n'y vont donc presque jamais. Outre cet engagement humanitaire complètement inefficace, les institutions gouvernementales où les parents se rendent au cours de leur recherche se limitent surtout à orienter les familles vers les services médico-légaux plutôt qu'à passer par des recherches « en vie » ou des enquêtes policières sérieuses.

Supposant la mort des disparu.e.s, les agents du Ministère public qui ont pris leur plainte ont demandé aux parents d'Emiliano de se rendre fréquemment à l'INCIFO. Selon ce que m'a dit Fernando, aux guichets d'accueil du Département d'identification de cette morgue, les *peritos* ont mené l'entretien habituel pour obtenir les données ante-mortem de leur fils disparu (cf. *Chronique d'une journée ordinaire*). Mais les expertes n'ont pu trouver aucun cadavre anonyme qui lui ressemble. Fernando ne se souvenait pas du jour où il était allé à la morgue. Pour ma part, je n'ai pas trouvé le dossier relatif à sa visite en raison du grand nombre de dossiers qui ne sont pas encore numérisés. Cependant, il se rappelait qu'en octobre 2018, deux ans après la disparition de son fils, des agents du FIFEDE l'avaient appelé pour lui demander de se rendre d'urgence dans les bureaux de la Commission nationale de recherche de disparus (Comisión Nacional de Búsqueda, CNB). Une fois sur place, Fernando et Luisa ont subi le même entretien pour

**Les parents d'Emiliano
n'ont jamais pu bénéficier
du soutien des institutions
gouvernementales**



obtenir des données ante-mortem. Les fonctionnaires de la CNB lui ont expliqué ce que j'ai également compris au cours de mon enquête : bien qu'elles appartiennent au même gouvernement, les institutions officielles dédiées à la recherche des disparu.e.s et à l'identification des cadavres anonymes ne partagent pas leurs informations (cf. *Le gouvernement des morts anonymes*).

Enfin, au début de l'année 2019, longtemps après la disparition de leur fils, les parents d'Emiliano ont été à nouveau contactés par le FIFEDE afin de prélever leur ADN. Or, Fernando ne faisait plus confiance aux autorités et se méfiait de la véracité des démarches médico-légales. Alors qu'il me posait des questions sur ce que je savais sur le fonctionnement des morgues grâce à ma recherche à l'INCIFO, Fernando m'a dit sans détours : « je ne vais pas croire aux os qu'ils vont vouloir me donner pour classer l'affaire ». Puis il a ajouté : « Personne ne surveille les canaux d'égouts et il y a des restes humains que le gouvernement veut te donner après comme si c'était ton disparu ». Alors que les artistes travaillaient sur la fresque, Luisa m'a également montré une photo d'Emiliano qu'on leur avait récemment donnée au FIFEDE : c'était le résultat d'une simulation informatique qui permettait de se figurer à quoi ressemblerait Emiliano en 2019, s'il avait l'âge de 16 ans. Pour ses parents, il n'y avait rien d'utile dans cette photo qui « ne montre pas sa cicatrice et ressemble plus à un monsieur âgé de trente ans ». Ils la conservent surtout comme un souvenir ironique de l'inutilité des autorités qui, malgré leur modernisation technologique et leur vocation humanitaire, font de la recherche de personnes portées disparues un labyrinthe kafkaïen.

« Regardez-nous ! Nous faisons aussi partie du peuple »

« Pour les autorités nous ne sommes qu'un cas de plus, un trámite más (une démarche administrative de plus) qu'elles veulent archiver le plus vite possible. Parfois, je veux que cette situation se termine. Je veux y mettre fin, quel que soit le résultat. Mais nous croyons encore en un miracle, nous tenons au retour de mon fils », m'a dit le père d'Emiliano vers la fin de notre conversation informelle le vendredi où l'on s'est vus pour peindre la fresque murale dédiée à son fils disparu. Le calvaire de cette famille est un drame intime, mais aussi une histoire de souffrance et de résistance profondément politique. Comme c'est le cas pour de nombreuses familles de disparu.e.s, l'incertitude radicale vécue par les parents d'Emiliano leur provoque des sentiments ambivalents : ils peuvent imaginer la mort de leurs fils en même temps qu'ils croient qu'il vit encore. Au lieu de mettre en évidence les implications macabres de leurs pires craintes, je voudrais souligner ici le potentiel politique de leurs plus grands espoirs, tels qu'ils sont exprimés dans la campagne d'intervention artistique du collectif Hasta encontrarlos

« Personne ne surveille les canaux d'égouts et il y a des restes humains que le gouvernement veut te donner après, comme si c'était ton disparu »



CDMX. Au lieu de chercher uniquement à identifier les ossements qui nous parlent du passé et de nous souvenir d'Emiliano comme de quelqu'un qui n'est plus ici avec nous, condamnant l'image du disparu à être le souvenir d'une personne qui n'existe plus, la famille d'Emiliano décide de faire connaître le visage de son fils disparu par le biais d'une fresque car ils sont convaincus qu'avec ce portrait, les passants pourront ainsi examiner son visage et les alerter s'ils le voient quelque part. Pour ses parents, Emiliano est donc toujours parmi nous : son visage sur la fresque près du lieu de sa disparition crée un lien entre le temps et la géographie du présent avec la présence continue de cet enfant disparu.

Plus explicitement encore, dans trois vidéos diffusées sur Youtube après mon séjour de recherche, Luisa présente la réalisation de cette fresque non pas uniquement comme une pratique artistique qui leur permet de rencontrer d'autres familles qui traversent la même situation (cf. *Angie*), mais aussi de la considérer comme une revendication politique en tant que proches d'une personne disparue qui doit être cherchée en vie. Voici les paroles de la mère d'Emiliano qui nous invitent à penser les liens qui existent entre la disparition de personnes aux marges de la société, l'invisibilisation politique des victimes de la violence et l'orientation médico-légale de la recherche de disparu.e.s :

Quand je visite les bureaux gouvernementaux, je vois comment les cas de disparus s'accumulent sans qu'ils ne fassent rien pour les retrouver vivants (...) Nous voulons que la société se rende compte qu'il y a des personnes qui sont en train de disparaître, même à Mexico (...) La fresque est importante parce que si on se met à distribuer des flyers ou si on les accroche dans la rue, les gens vont les jeter ou les enlever, ils ne leur donnent pas d'importance. Par contre, si c'est une peinture murale, les gens doivent la voir parce qu'elle attire l'attention (...) Nous les invitons à nous rejoindre pour que l'autorité tourne son regard vers nous. Nous sommes déjà plusieurs familles (...) Ce n'est pas seulement quand c'est le fils de quelqu'un d'important qu'il faut agir. Nous aussi nous faisons partie du peuple, nous sommes une partie de la ville, alors regardez-nous! (...) Nous ne savons pas d'où nous vient la force, mais c'est parce nous attendons que tu reviennes dans notre vie, mon fils! (Extrait de trois vidéos publiées sur YouTube entre novembre 2019 et août 2020).



Angie : peindre la douleur à Monterrey

— Luis López —

Le 8 juin 2011 à Topo Chico Nuevo León, un jeune garçon appelé Gino, âgé de 20 ans, aux cheveux blonds, au visage doux, et au regard espiègle est kidnappé par un groupe d'hommes lourdement armés. Il se trouvait devant la maison de ses grands-parents paternels, où il habitait depuis que ses parents s'étaient séparés. Quelques rues plus loin habitait sa mère, Angélica.

Angélica Maria Avila Ramos, surnommée « Angie », n'était pas chez elle quand son fils a disparu. Travaillant comme aide à domicile et séparée de son compagnon, elle avait l'habitude des absences prolongées de son fils. Après leur séparation, son ex-mari était retourné vivre chez ses parents avec Gino, dont il avait la garde. Ce n'est que le lendemain de l'enlèvement que le père de Gino apprit la disparition de son fils à Angie, lui montrant la plainte qu'il avait déposée la veille.

J'ai encore un peu la rage. Je ne sais pas pourquoi personne ne m'a tenue au courant. On m'a informée de la disparition que lorsqu'ils avaient déjà déposé plainte. Nous sommes ensuite allés voir à son travail, et annoncer sa disparition. (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Monterrey Nuevo León)

Depuis ce jour, les vies d'Angie, de sa fille Angita et de toute sa famille sont complètement bouleversées. Angie consacre la plupart de son temps à la recherche de son fils, Gino, mais elle s'occupe aussi d'Angita. Elle a fondé en 2012, avec Lety Hidalgo et d'autres mères des disparu.e.s, l'association Forces Unies pour nos disparus (Fuerzas Unidas por Nuestros Desaparecidos de Nuevo León, Fundenl) qui se mobilise pour faire avancer la cause des disparu.e.s dans le Nuevo León (cf. *Animitas*). Aux côtés d'autres mères qui faisaient partie de Fundenl, elle a récemment fondé une nouvelle association, Chercheuses du Nuevo León (Buscadoras de Nuevo León), afin de poursuivre la recherche de leurs proches dans des fosses clandestines. Des différences avec Lety Hidalgo dans les stratégies de recherche de personnes disparues les ont poussées à quitter Fundenl.

J'ai rencontré Angie à Mexico, en janvier 2017, alors qu'elle et d'autres membres de Fundenl étaient en déplacement au Sénat de la République afin de promouvoir la Loi générale en matière de disparition forcée, finalement approuvée en novembre de cette même année. Dès notre première rencontre, dans un café à proximité du Sénat à Mexico, nous avons eu une longue discussion à propos de la disparition de son fils Gino, et de la situation des disparu.e.s à Monterrey, la ville la plus industrialisée et la troisième ville la plus peuplée du Mexique.

En novembre 2018, nous nous voyons à nouveau car je suis à Monterrey pour quelques jours afin d'interviewer des membres du Fundenl. Je rencontre Angie chez elle, dans le quartier de Topo Chico, dans la banlieue de Monterrey. Topo Chico est un quartier populaire connu surtout pour avoir accueilli une usine de la Coca Cola dans les années 1970 et pour avoir longtemps abrité la prison considérée comme la plus violente du Mexique, fermée en 2020.

Angie est née et grandi dans ce quartier populaire de la banlieue de Monterrey. Elle s'est mariée et a eu son fils à 14 ans. Elle a pratiquement vécu toute sa vie dans ce quartier ouvrier où elle a élevé Gino et Angita.

Gino a étudié jusqu'au lycée mais il n'a pas pu continuer à cause de nos problèmes financiers. Il aimait beaucoup le design graphique. Quand il a commencé à étudier au lycée c'était ce qu'il voulait faire car il aimait le graffiti. C'était sa vie. Il avait sa propre signature 'neks'. J'ai quelques photographies de ses graffitis. Il avait fait des photos et il les avait publiées sur un blog photo, mais ça fait longtemps. Je crois que ce blog n'existe plus. (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Monterrey Nuevo León)

Gino travaillait comme coursier dans une épicerie locale tout en arpentant les rues de sa ville à la recherche de murs à peindre. Il avait des plans pour l'avenir. Il aimait le dessin, la peinture et rêvait d'étudier le design graphique. Il avait ses amis, sa copine, et ses compagnons graffeurs comme lui. Il était connu et apprécié dans ce quartier où

il avait vécu toute sa vie. Et un jour, pendant l'été 2011, il a été enlevé par un groupe d'hommes armés. Depuis, ni Angie ni sa famille n'ont eu de nouvelles de lui.

Pendant notre conversation, Angie et moi abordons le thème de la disparition de son fils. Elle me fait un récit le plus complet possible de ce que lui a été rapporté :

Gino a disparu le 08 juin 2011. Il était devant la maison de ses grands-parents. Il s'occupait de sa moto car il l'utilisait pour son travail. Il réparait sa moto tranquillement quand un autre garçon du quartier est arrivé. Ils se connaissaient depuis tout petits, mais Gino était surtout ami avec son petit frère. Ce garçon était connu pour être un sicaire, du moins c'est ce qui se racontait dans le quartier. Ce garçon est actuellement en prison. Il est arrivé là où mon fils travaillait sur sa moto et ne l'a pas quitté un seul instant. À un moment donné, il a demandé à Gino de le conduire quelque part sur sa bécane et lorsqu'ils étaient sur le retour, des hommes armés sont arrivés. Ils cherchaient l'ami de Gino. Le gars a réussi à s'enfuir et, même si les autres lui ont tiré dessus, ils n'ont pas réussi à le chopper. Il s'est échappé. Gino est resté là devant la maison de ses grands-parents. Quelqu'un pointait son arme sur lui. Lorsque les autres sicaires sont revenus, ils ont dit : « L'autre s'est échappé. Qu'est-ce qu'on fait de celui-ci ? Prenez-le ». Là, ils l'ont pris et l'ont emmené avec eux. Depuis, on n'a plus de nouvelles. (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Monterrey, Nuevo León)

On voit ici que le récit d'Angie se concentre sur la description la plus simple et la plus directe des événements, tels qu'ils lui ont été rapportés. Cela facilite le travail de distanciation nécessaire à la création d'un récit propre qui ordonne les événements afin de les rendre intelligibles. Sa description des faits prend la forme narrative de l'histoire d'un jeune qui se retrouve au mauvais endroit au mauvais moment. C'est tout. Telle est la violence. Elle arrive brutalement et elle coupe des vies. Des vies tranchées par la violence. Du vide. De l'absence.

Langages de la douleur

Comment traduire en récit une expérience aussi douloureuse de la perte, de l'absence ? Je vais soutenir que nommer l'expérience de la violence, les effets qu'elle produit dans la vie des personnes est un acte politique majeur : les langages ancrés dans la vie ordinaire permettent de transformer un monde dévasté par la violence dans un endroit à nouveau habitable, parce qu'ils permettent de recoudre ce qui a été déchiré, détruit.

L'anthropologue Veena Das (1996) aborde la problématique de la mise en récit des expériences traumatisantes vécues par les femmes victimes de violences interethniques en Inde, à partir de la relecture de l'œuvre de Wittgenstein, en particulier de ses réflexions sur les langages de la douleur. Pour Wittgenstein, l'expression de la douleur par le langage ordinaire a une particularité, celle de communiquer une sensation avant de communiquer une idée. Ainsi, l'expression de la douleur causée par la

disparition d'un être cher, est à la fois la transmission d'une idée et d'une expérience corporelle.

Les transactions entre le corps et le langage conduisent à une articulation du monde, dans laquelle l'étrangeté du monde, révélée par la mort, par son in-habitabilité, peut être remplacée par un monde habitable à nouveau avec la pleine conscience d'une vie qui doit se vivre dans la perte. C'est un chemin vers la guérison : c'est ce que les femmes appellent tout simplement, le pouvoir de résister. (Das, 1996 : 70)

Pour Das, l'émergence des récits de la douleur produite par la violence de la Partition des Indes (1947) s'inscrit dans une domination de récits nationalistes et xénophobes qui attribuent la responsabilité des atrocités aux autres groupes ethniques (musulmans, sikhs, hindous) et qui confèrent aux corps des femmes le statut d'objet de l'action des autres. En dépossédant les femmes du droit au langage, les récits dominants les condamnent à une sorte de mort sociale : vivantes mais invisibles.

On pourrait de même s'interroger sur les voix des disparu.e.s et de leurs familles. Dès le début des disparitions forcées liées à la guerre contre le narcotrafic, le récit des autorités fédérales et locales, judiciaires et politiques, a jeté un soupçon sur les victimes de disparition elles-mêmes. Leur propre disparition était la confirmation de leur implication dans des activités criminelles. Dans ces récits, la violence est toujours associée aux « narcotrafiquants » et ceux-ci ont des modes d'exercice de la violence qui leur sont propres (enlèvements, exécutions, ajustements de comptes, disparitions forcées). Ainsi, si une personne subit un acte violent qui prend la forme d'un crime « style narco », elle est immédiatement associée à l'activité criminelle. La rhétorique gouvernementale consistant à présenter la violence comme le strict produit de deux bandes rivales (appelés souvent les *malos* : les méchants), excluant dans le même temps, les « bons » citoyens. Par extension, les victimes de disparition forcée, sont soupçonnées d'appartenir aux bandes criminelles et les familles n'ont pas le droit à la reconnaissance de leur proche comme une victime de disparition forcée. Leur droit d'exiger aux autorités leur retour en vie leur est nié et leurs démarches pour obtenir réparation sont entravées. Le/la disparu.e est ainsi doublement invisibilisé.e : d'abord par la disparition physique elle-même, et ensuite par le voile du soupçon et la stigmatisation sociale subie

**Pour les familles,
il s'agit de donner des mots
aux expériences enfouies,
aux silences,
aux vides**



par les familles (cf. *Qui disparaît à Mexico ?*). Celles-ci doivent fabriquer de nouveaux récits afin de permettre à leur proche d'avoir une présence publique en tant que disparu.e, d'être visibles dans leur invisibilité.

Pour les familles, il s'agit de donner des mots aux expériences enfouies, aux silences, aux vides. Ces mots constituent des contre-récits et permettent non seulement de se construire un monde plus habitable, mais aussi de résister aux discours dominants qui viennent minimiser, rendre invisible ou culpabiliser les victimes. Tant que la recherche de disparu.e.s continue, ils/elles seront présent.e.s dans l'espace public, ils/elles habiteront encore ce monde, et leur absence continuera à occuper une place dans l'espace public.

Si les langages de la douleur des victimes et de leurs proches permettent de publiciser les expériences des familles, c'est dans la vie quotidienne qui se construit un langage plus privé intime. C'est dans cette dimension que se reconstitue la biographie des proches de disparu.e.s. C'est dans la sphère privée que de nouveaux discours émergent. C'est dans ces langages incarnés que se tisse le lien entre le temps d'avant et le temps d'après. Ainsi, le langage privé permet de recoudre des morceaux d'une biographie déchirée par la violence. Certaines femmes installent des offrandes et des mémoriaux avec les images et les objets appartenant à leur être cher (cf. *Un jour des morts*). D'autres écrivent de lettres adressées à leurs proches disparu.e.s, en espérant que ceux-ci pourront les lire un jour. D'autres encore, écrivent des journaux intimes où ils racontent leurs expériences, et notent des dates de rendez-vous, des informations recueillies, des pensées libres (cf. *Dans la peau d'un chercheur de fosses*). Ces actes constituent des formes de communication privées, destinées à recréer un lien avec l'être absent. Pour Angie, ce langage fut la peinture. Sans expérience, ni formation en arts plastiques au préalable, Angie trouve dans le dessin et la peinture, une manière d'évacuer la douleur engendrée par la disparition de son fils.

J'ai commencé à peindre à cause de la douleur que je ressentais, je ne voulais plus éprouver un tel sentiment. Je ne voulais pas ressentir la douleur du tout. C'est comme ça que j'ai commencé... Avec le sentiment de douleur, la souffrance, tout ça. Peindre a été pour moi une manière de donner une direction à ce sentiment. (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Nuevo León)

J'ai découvert et photographié les dessins d'Angie dans de vieux cahiers désordonnés, aux pages parfois arrachées. Certains dessins sont datés, d'autres non. Nous avons discuté et essayé d'ordonner les dessins par date de réalisation, mais Angie ne s'en souvenait pas et finalement j'ai dû abandonner la tâche. J'ai pris en photo la moitié des créations d'Angie, ce qui représentait déjà plus de 200 dessins. Certains étaient très abîmés et d'autres perdus, notamment les premiers dessins réalisés en 2015. Ils

n'ont jamais fait l'objet d'une exposition, et Angie ne les considère pas comme des dessins artistiques, mais plutôt comme une espèce de journal intime dessiné. Récemment, elle en a publié certains sur son compte Facebook, mais peu de gens qui la connaissent savent qu'elle dessine.

Je conçois les dessins d'Angie à la fois comme des œuvres d'art et comme un langage privé. Ils lui permettent d'exprimer ses sensations, d'externaliser sa douleur et de donner un sens à la fois esthétique et narratif à son expérience de perte et de recherche de son fils disparu. Ils constituent aussi des traces de l'évolution de l'expérience de la perte d'un être cher. De l'acceptation à la recherche du disparu et à l'exigence de retour, de la douleur personnelle à l'implication dans la douleur des autres.

Les premiers dessins réalisés par Angie portent sur Gino, son fils. Ces dessins montrent un jeune garçon souriant et doux, vêtu d'une casquette souvent portée par les jeunes des quartiers populaires de Monterrey. La disparition de Gino a été un événement si violent et destructeur dans la vie d'Angie que toute la famille l'a ressenti. Ça a été comme un point de non-retour. Un traumatisme qui bouleverse tout ce qu'elle avait connu jusqu'alors. D'ailleurs, Angie est consciente de ce moment de rupture et en donne une description assez précise.

C'est comme si t'étais aveugle et que quelqu'un t'enlevait le bandeau des yeux avec une énorme violence, après tu ne vois plus les choses de la même façon. Mais il y a différentes manières de vivre tout cela. Beaucoup de personnes ont été touchées par cette violence. Pour certaines, leur processus est d'être enfermées chez elles, pleurant leur tragédie. Pour d'autres, il y a de la rage, de l'amertume... Dans mon cas, ce qui m'est arrivé [la disparition forcée de son fils] a tout déclenché [la peinture]. J'ai dû évacuer toute cette douleur, tous ces sentiments négatifs que je portais en moi. Pourquoi passer par toute cette violence? Je me questionne souvent. Pourquoi? (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Nuevo León)

Durant nos conversations, Angie se souvient de Gino comme d'un jeune garçon doux et aimable, respectueux et attentionné, aimant les motos, le graffiti et la musique. Gino était reconnu dans son quartier pour sa gentillesse et pour ses graffitis. Il ne se sortait presque jamais de Topo Chico. Voici le portrait qu'en dessine sa mère en quelques mots.

Lorsqu'on m'a informée de sa disparition, j'ai d'abord pensé « il reviendra plus tard, il n'est pas méchant, les autres se sont trompés et ils vont le libérer ». C'est à dire, sur le moment tu t'empêches d'y croire, non ? En tant que mère, tu refuses d'y croire. Tu sais toujours si tes enfants font ou non des mauvaises actions. C'est à dire, parfois ils ne te disent rien, ils ne se confient pas à toi, ils te mentent, mais tu le sais. Tu les vois et tu sais. Dans mon cas, Gino habitait chez son père, depuis notre séparation. Il ne vivait pas avec moi, mais je le connaissais. J'habitais avec ma fille et lui avec son père. Peut-être qu'à ce moment-là j'ai appris la nouvelle de sa disparition avec un peu trop de calme, en me disant « Ce n'est pas vrai, non. Il va revenir, il n'a rien fait de mal. Gino n'est pas mêlé à ça ». Avec le

temps, et voyant qu'il ne revenait toujours pas, j'ai commencé à interroger ses amis à propos de sa vie. «Avait-il des mauvaises fréquentations? Dis-le-moi». «Non madame, me disaient-ils tous. Gino était joyeux. Il aimait le graffiti. On allait dans les fêtes et il buvait des bières, mais c'est tout. Il ne prenait pas de drogues, il n'en revendait pas non plus. Le graffiti, ça il adorait, mais les drogues non» (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Nuevo León)

Après avoir appris la disparition de son fils, la première réaction d'Angie est de se demander si son fils était ou non liés à des activités criminelles. Cette opposition entre «méchants criminels» et «bon citoyens» constitue un cadre d'interprétation très répandu au Mexique. «Il reviendra plus tard, il n'est pas méchant» c'est la première pensée qui traverse son esprit et c'est une certitude pour elle. Si son fils n'a «rien fait de mal», s'il est innocent, alors il ne peut pas être victime de disparition. Cela n'arrive qu'aux méchants. Aux autres. Cette idéalisation de Gino par Angie est problématique dans la mesure où, peut être sans le vouloir, elle renforce le récit public qui cherche à confondre les victimes et les criminels. Passé cette première phase de négation, les doutes commencent à surgir et c'est à ce moment qu'Angie mène sa propre enquête pour savoir si son fils avait une double vie, s'il avait de mauvaises habitudes ou s'il était lié aux criminels.

Après des semaines sans nouvelles de Gino, Angie sombre dans une profonde dépression. Son monde s'effondre. Un jour, alors qu'elle se trouvait au plus profond de sa dépression, elle se met à dessiner. Presque par hasard, elle prend un crayon et du papier et commence à gribouiller des traits sur une feuille.

J'ai commencé à dessiner comme ça. J'ai acheté quelques crayons et de la peinture et comme ça, sans savoir ce que je faisais, juste pour voir. Et les dessins ont commencé à sortir. Je ne connaissais rien des techniques, je n'ai jamais étudié. Mais je parlais à partir de mes sensations. Je veux continuer à dessiner, je veux pouvoir exprimer mes sensations. Ce sont des choses que je ressens et personne ne va venir et me dire «il faut faire comme ceci, ou comme ça». Je vais faire tel que je le ressens... Les premiers dessins n'étaient pas, comment dire, je dessinais juste dans des cahiers que je trouvais ici et là. Je n'avais pas d'intentions, c'était juste pour faire quelque chose. Ces cahiers, je ne les retrouve plus, je les ai jetés. Mais une fois, une amie, Sam, m'a offert un cadeau: un cahier. Je l'ai toujours, et c'est là que j'ai vraiment commencé à dessiner. Les autres cahiers, c'était comme ça juste pour essayer et comment dire, me faire la main. (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Nuevo León)

Le premier sujet de ses dessins est son fils Gino. On l'y trouve souriant. Les portraits sont tirés d'une photo de Gino plus jeune, le premier avec sa casquette en noir, le second avec sa casquette en blanc. Angie signe la casquette noire avec le surnom avec lequel Gino signait ses graffitis, et la casquette blanche avec son propre nom. C'est comme si en pensant à lui, elle s'imaginait que son fils pensait à elle. Sur le portrait de Gino avec la casquette noire, le mot «maman» et un cœur sont dessinés sur le cou de son fils. Comme si l'inscription de ce mot et du cœur pouvaient protéger son fils là où il se trouve.

Dans les deux portraits (fig. 1 et 2), on voit un trait affirmé, un souci particulier accordé aux yeux et à l'expression du visage. Le dessin transmet une sensation de paix et de douceur, à l'image du souvenir qu'Angie garde de son fils.



Figure 1



Figure 2

Angie: peindre la douleur à Monterrey

Il y a quelques années je me suis mise à peindre toute seule. J'ai commencé à faire des portraits de mon fils. Je peins les yeux, toujours les yeux. Je trouve son regard très tendre. Bien sûr, c'est mon fils. Il communique beaucoup avec le regard. Ou peut-être que cela reflète le fait qu'il me regarde... je ne sais pas, je veux voir ses yeux. J'ai fait un premier dessin de Gino. Son visage était identique et j'ai continué. Après j'en ai fait une autre (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Nuevo León)

Les dessins de Gino permettent à Angie d'exprimer ce qu'elle ressent sans un mot, mais avec ses pinceaux. Elle fait ressortir les traits du visage de son fils en soulignant ses yeux et son expression joyeuse. En mettant son nom sur la casquette du dessin, elle souligne aussi sa propre présence dans le portrait, comme si elle voulait l'accompagner. Ce sont autant des formes du souvenir, mais aussi une manière de matérialiser la présence de son fils, d'empêcher le vide de s'installer. Ses dessins lui permettent de continuer à dialoguer avec lui, de maintenir une relation malgré la distance, à travers le trait du crayon sur le papier.

Si ses premiers dessins de Gino se concentrent sur le visage et sont tirés de photos (fig. 1 et 2), les dessins plus récents, développent un discours plus abstrait et des formes plus stylisées. Ainsi, Angie se focalise sur les yeux de son fils et un dialogue s'installe entre elle et lui par le regard. Le dessin qui suit montre les yeux de Gino et un cœur, il transmet ce sentiment de paix et de sérénité. (fig. 3)

Avec ce dernier dessin, Angie commence à accepter la situation. Elle prend conscience de l'absence de son fils, et du fait qu'il ne reviendra peut-être pas de sitôt ; qu'il n'est plus là physiquement et que son devoir n'est pas seulement d'œuvrer pour son retour, mais de faire aussi en sorte qu'il ne parte pas totalement. Sur ce dessin, on apprécie la force expressive du regard de Gino et la force symbolique du cœur (de sa mère ?) qui le suit et qui le protège. Les yeux et le regard, sont des thèmes qui accompagnent la plupart de dessins consacrés à Gino. Ils expriment l'amour maternel, l'espoir du retour du fils perdu et la sérénité avec laquelle Angie honore la mémoire de son fils.

Un dessin plus récent, daté du 24 janvier 2018, montre le visage entier de Gino portant une casquette à l'envers signé de son pseudo et sa main faisant le signe de son quartier (fig. 4). Il rappelle sa condition de jeune, insouciant et léger, aimant le graffiti et la fête. C'est aussi une image dessinée sur un mur de la « Place des disparus », localisée dans le centre historique de Monterrey. Anciennement connue sous le nom du Plaza de la tauromachie ou aussi « l'espace bref », la place fut occupée par les familles membres de Fundenl le 12 janvier 2014. Elle a été rebaptisée « Place des disparus » cette même année et elle est devenue un espace destiné à la mémoire des disparu.e.s. Des portraits, dont celui de Gino, sont dessinés sur les murs de la place.

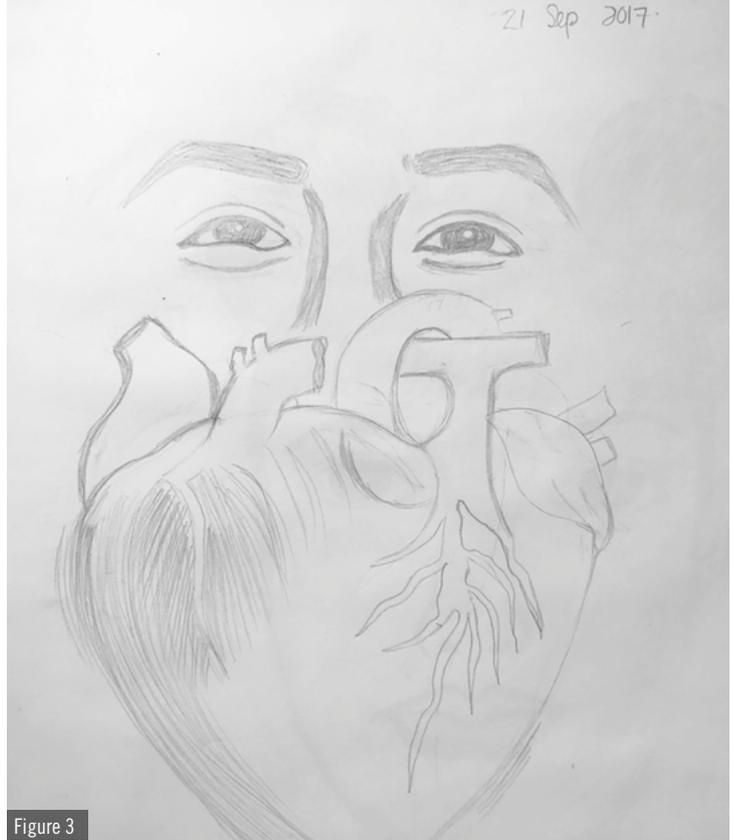


Figure 3



Figure 4

**Les dessins de Gino
permettent à Angie
d'exprimer ce qu'elle ressent
sans un mot,
mais avec ses pinceaux**



La découverte d'un monde intérieur

Pourquoi dessiner est-il si important dans le processus de verbalisation, puis d'acceptation d'une personne qui a traversé d'innombrables épreuves? Pour Angie, le dessin est devenu une nécessité, une forme de thérapie. C'est en dessinant qu'elle prend conscience de la gravité de sa situation et de celle d'autres familles qui ont perdu un être cher. En dessinant, elle sort aussi de ses épisodes dépressifs.

À chaque fois que je commence à dessiner ma vie devient plus tranquille, tout devient plus tranquille. Ma façon de penser est différente lorsque je peins et tout devient calme. (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Nuevo León)

Le dessin a pour Angie non seulement des vertus thérapeutiques mais il permet aussi de découvrir des sensations nouvelles, de se sentir connectée à quelque chose de plus grande qu'elle. Ces dessins qui constituent une série de plus de trente œuvres dessinées sur des cahiers de dessin. Elles montrent surtout le corps d'Angie en connexion avec d'autres femmes ou en lien avec le cosmos. Les couleurs sont vives et fortes. Deux œuvres ont été choisies, l'une, au titre sobre de *Femme*, a été réalisée le 28 janvier 2016, et montre des visages féminins aux caractéristiques très variées. Angie place des portraits de femmes en cercle et on distingue des femmes aux traits physiques très différentes : une femme voilée, une femme aux traits africains, une femme aux cheveux colorés, autre aux cheveux blonds, une autre brune et une autre aux cheveux courts. Dans ce dessin, Angie est représentée sous tous ces traits, elle incarne toutes les femmes aux couleurs différentes. Son expression est de sérénité et de force. (fig. 5)

Un autre portrait qui n'est pas daté, présente le visage d'Angie, les yeux fermés, concentrée ou dormant, et les cheveux se fondant avec les couleurs et les traits dessinant le cosmos (fig. 6). Ce dessin a une grande force

expressive montrant la connexion d'Angie avec l'univers, ici représenté par la voie lactée.

Je vis de drôles des sensations dans la peinture. Des choses qui parfois me semblent se situer en dehors de la réalité. Une fois, alors que je commençais à dessiner... Je dessinais et je ne ressentais rien... Une fois, je me suis assise et quand j'ai mis la pointe de la craie sur la feuille, je me suis sentie comme si c'était mon corps [qui touchait le papier] et j'étais là, assise, et je sentais que mon corps s'échappait. Mon corps était étranger. C'est-à-dire que moi-même j'étais une autre et cette personne qui était une autre m'a emmenée découvrir l'univers. C'était fou, complètement fou... C'est comme si j'étais quelque part dans l'univers en train de flotter. J'ai observé les étoiles, tout. J'ai continué à dessiner et avec cette sensation. C'était un trip fou et cool. J'ai ressenti ça à plusieurs reprises. Je me transportais ailleurs. Je prenais la craie et quand je la pointais sur la feuille et que j'observais le papier, les lignes commençaient à se dessiner toutes seules. Et c'était des yeux, et même si je n'avais pas bougé la craie, les lignes étaient là. C'était beau. C'est-à-dire que les lignes étaient des lignes imaginaires, je regardais la feuille et déjà la feuille présentait des formes. C'est comme si je prenais juste la craie et que je suivais des lignes que moi seule pouvais voir. C'est comme quand tu dessines et que ça laisse une trace sur la feuille du dessous. Et je me dis mais pourquoi cela m'arrive-t-il? (Angélica Maria Avila Ramos, entretien réalisé le 11 novembre 2018 à Topo Chico, Nuevo León)

Cet extrait du récit est intéressant dans la mesure où il constitue une narration honnête et riche des sensations vécues lorsqu'Angie se met à dessiner. Ses descriptions ressemblent fortement aux descriptions des états extatiques et de transe que l'on retrouve dans des travaux anthropologiques de Georges Lapassade (1976, 1990). Cette perte de la conscience de soi, revient souvent dans nos différentes conversations. Elle confère à sa description de l'acte de dessiner une connotation plus profonde : le dessin devient une communication quasiment subconsciente.

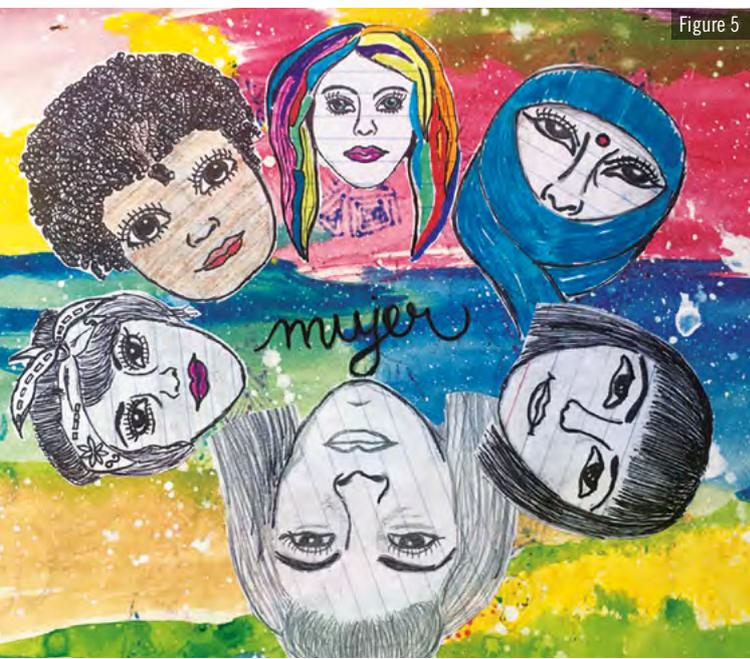


Figure 5



Figure 6

Faire corps avec le dessin

Au fur et à mesure que les dessins s'accumulent, le trait s'affirme et les thématiques aussi. Le corps d'Angie apparaît de façon récurrente comme un message. Représentée de dos, une jeune fille regarde ailleurs. Elle apparaît dans un champ de fleurs. Ce dessin transmet l'espoir, la tranquillité, l'innocence. Il représente Angita, sa fille, qui a grandi avec l'absence de son grand frère (fig. 7).



Le dessin s'affranchit de la démarche de la douleur et emprunte d'autres chemins. Le personnage de l'enfant dessiné est ambigu. Tantôt, il s'agit d'Angie elle-même, qui regarde l'horizon et reste calme. Tantôt il s'agit d'Angita, sa fille, qui représente l'avenir, l'espoir.

La série des *Niñas*, qui compte une douzaine de dessins, raconte à la fois la solitude et le désespoir, mais aussi l'espoir. Le corps nu du personnage, représenté dans le deuxième dessin est à la fois l'incarnation de cette solitude vécue par les familles des disparu.e.s face à la violence qui les frappe, et la force de la présence du corps de celui qui attend. Les corps représentés de la jeune fille et de la femme nue de dos sont à la fois fragiles et forts. Ils représentent les forces et les fragilités des familles qui attendent leurs proches. Les postures assise et debout, regardant le vide, et le cosmos, observent l'horizon attendant le retour de leur disparu.e.

La force expressive de cette série réside dans la façon dont le corps fragile est ici représenté comme une force. Dans le portrait intitulé *Sans nom*, une femme regarde le vide et le cosmos (fig. 8). Elle est assise, nue, de dos. Sur son cou, on voit un dessin représentant le yin et le yang. Les cheveux sont en mouvement alors que le corps semble flotter. L'autre dessin, montre plutôt, l'innocence, celle de l'enfance. L'enfance de sa fille Angita a été bouleversée par la disparition de son frère, survenue lorsqu'elle avait cinq ans. Elle a grandi en voyant sa mère souffrir, mais aussi se battre contre les autorités pour obtenir le retour de son fils. Elle aussi attend le retour de son frère. Le dessin de la jeune fille est plus joyeux. Le corps du dos émerge d'un champ de fleurs.

Le dessin a pour Angie non seulement des vertus thérapeutiques, il lui permet aussi de découvrir des sensations nouvelles, de se sentir connectée à quelque-chose de plus grand qu'elle



Faire présence avec les autres

La peinture d'Angie a pris des tournures toujours plus politiques et engagées. Les messages en faveur des associations et dénonçant la violence, rempacent les dessins plus orientés vers sa propre expérience de la souffrance. Ainsi, l'idée d'une communauté d'action commence à se frayer un chemin. Ce passage de la « violence sur moi » à la « violence sur les autres qui me touche » est particulièrement important dans la construction d'une action collective. Du « je » souffrant au « nous » agissant. Cela relève d'une modification dans l'auto-perception. De s'être perçue comme victime à s'observer comme actrice. D'être isolée et déprimée à sortir et occuper l'espace public. D'attendre des autorités des réponses à exiger une action efficace des institutions.

Ainsi, le dessin *Où sont-ils ?* (fig. 9) reprend la thématique de la douleur des proches des victimes de disparition. Les yeux en sanglots d'Angie sont entourés de têtes sans visage qui symbolisent les disparu.e.s et la crainte de les oublier, mais aussi peut symboliser l'indifférence des autres. En bas du dessin, des crânes rappellent la recherche de fosses et le chiffre « 30 mil » (30 000), le nombre de disparu.e.s reconnu par les autorités.

Les derniers dessins *Femmes qui luttent* (*Mujeres que luchan*) et *Société qui se sauve elle-même* (*Sociedad que se rescata a sí misma*) témoignent d'un processus d'engagement collectif. Ainsi, la perte de Gino n'est pas seulement celle d'Angie, mais celle de toutes les mères qui luttent et les disparitions des autres enfants sont aussi les disparitions d'Angie. Le dessin *Société qui se sauve elle-même* (fig. 10) fait des mains levées le symbole de la solidarité, de la force des familles unies.

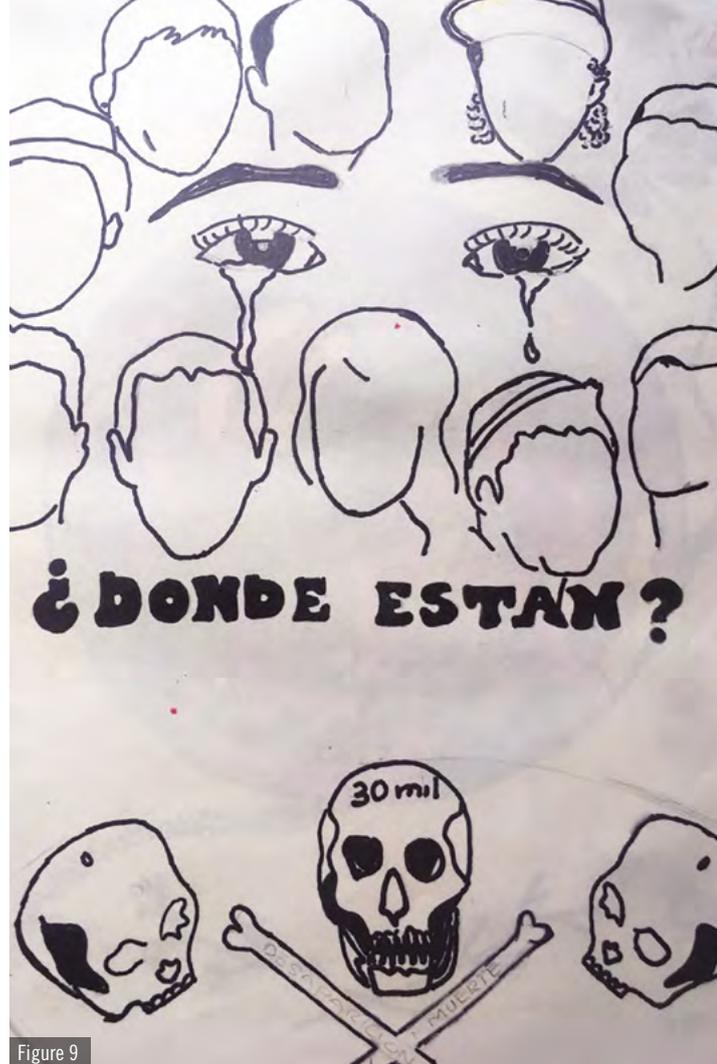


Figure 9

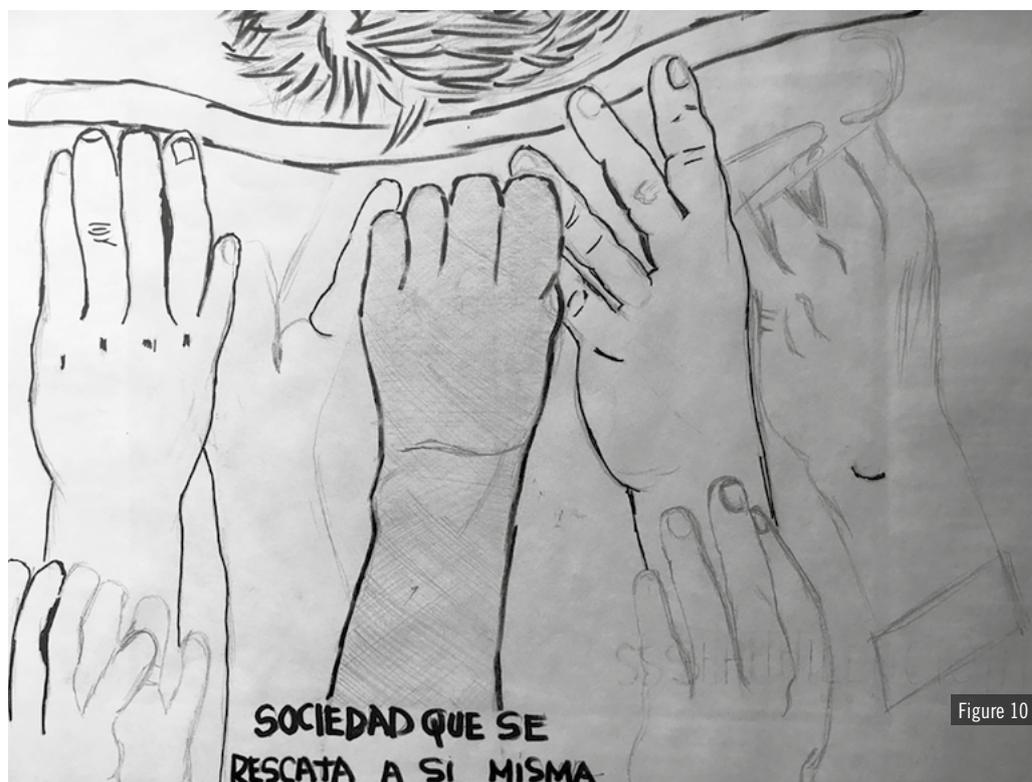


Figure 10

Elle envoie un message plus clair : ce sont les familles et non les autorités qui vont retrouver leurs proches disparu.e.s. Ce dessin rappelle que leur recherche est avant tout un effort collectif et que les mains des uns et des autres sont la principale ressource pour faire face à la violence. La thématique de *Femmes qui luttent* (fig. 11) aborde de la place des femmes dans la recherche des victimes de disparition forcée. Ce dessin montre aussi l'incorporation d'autres techniques comme le collage au dessin et la peinture. *Femmes qui luttent* est surtout un hommage aux femmes, à leur beauté et à leur diversité. Elles apparaissent sous plusieurs traits. D'abord un dessin d'une femme portant un tambourin. Ensuite la photo d'une femme tirée d'une revue de mode sur laquelle Angie colle le dessin d'un visage lise aux yeux grands et expressifs et aux lèvres rouges. En bas se trouvent le portrait d'une femme afro-descendante, une fleur sur ses cheveux et un regard souriant. En bas du dessin, un visage de femme dormant, ses cheveux, dont les couleurs et les traits rappellent les mandalas, flottant et un cœur en bas du visage. Ces portraits concentrent et synthétisent les motifs féminins des dessins d'Angie. Ces femmes qui luttent sont toutes différentes, mais toutes luttent pour la même cause : celle de la justice et du retour des personnes disparues.

Conclusion

À travers les dessins et peintures d'Angie, il est possible de retracer le chemin de sa propre transformation. Ce processus n'est ni simple, ni linéaire. Les premiers dessins portent surtout sur sa propre expérience douloureuse de la disparition de Gino. Dans ces séries, aux formes simples et couleurs sobres, le visage et le regard de son fils sont le moteur principal. C'était pour Angie la manière de maintenir une communication avec son fils disparu.

Petit à petit, les dessins abordent d'autres sujets. De la douleur ressentie après la perte de l'être cher et l'évocation constante du visage du fils disparu, on passe à d'autres thématiques. L'une de ces thématiques est ce que l'on pourrait nommer le dépassement de soi. Dans une série consacrée aux thèmes cosmologiques, Angie se dessine elle-même comme une femme en connexion avec toutes les autres femmes et avec le cosmos. Elle passe du fils à elle-même, de la nécessité de se souvenir du visage et des yeux du fils, à se pencher sur sa propre souffrance à la fois personnelle et universelle. Sa douleur et aussi la douleur des autres, et vice-versa.

Les autres thématiques abordées par Angie témoignent de ce cheminement : une série consacrée à des femmes et filles (Angie et sa fille Angita) dessinées de dos en position d'attente, soulignent la condition des familles de disparu.e.s : des corps fragiles et seuls attendant le retour de

leur être cher. Il se dégage de ces dessins une tranquillité et une acceptation qui ne signifie pas résignation.

Les dernières séries parlent plutôt d'un processus d'engagement. *La société qui se sauve elle-même, Femmes qui luttent, Où sont-ils ?*, sont des portraits qui reprennent la thématique de la lutte des femmes pour le retour de leurs disparu.e.s.

Les dessins d'Angie témoignent du processus d'acceptation de la disparition de son fils, Gino. Cette acceptation de la situation (l'absence de son fils, le manque d'avancées dans les recherches) ne signifie pas son immobilisation. Au contraire, depuis la disparition de Gino, Angie a participé à d'innombrables manifestations à Monterrey et à Mexico, elle a fondé l'association Fundenl, elle a participé à des recherches de fosses clandestines, elle a participé à des forums de discussion au Sénat de la République pour la rédaction et plus tard l'approbation de la Loi générale en matière de disparition forcée. À mesure que croît l'engagement d'Angie auprès de Fundenl, les dessins commencent à représenter d'autres sujets. Elle passe de la thématique de la douleur, de son rapport avec son fils absent, à des enjeux de mobilisation pour les disparu.e.s.

Les dessins d'Angie ne sont pas considérés par elle-même comme des œuvres d'art mais comme un exutoire où imprimer ses craintes, ses sentiments et ses pensées. Cependant, ils nous permettent d'entrer dans l'expérience de la perte et dans les efforts faits par une mère pour trouver des ressources lui permettant d'affronter cette perte.





Figure 11



Animitas : une offrande au pied d'une fosse

— ◆ ◆ ◆ ◆ — Luis López — ◆ ◆ ◆ ◆ —

Au cours des vingt années de dictature militaire, le régime chilien a utilisé la disparition forcée des opposant.e.s comme une forme de contrôle sociale et politique. Parmi les différentes stratégies de disparition suivies par la dictature de Pinochet, l'incinération et l'inhumation de corps dans des fosses clandestines dans le désert d'Atacama, l'une des zones les plus arides du monde a été l'une des plus utilisées (*cf. Nouvelles et*

anciennes disparitions). Le paysage du désert d'Atacama et les secrets qu'il renferme servent de décor au documentaire de Patricio Guzmán, *Nostalgie de la Lumière* (Nostalgia de la luz, 2010). Dans ce désert et dans le récit du film se croisent des astronomes qui scrutent le ciel à la recherche d'informations sur les étoiles et des personnes qui scrutent avec autant d'intérêt et de soin, la terre et ses entrailles à la recherche des proches disparus.



Christian Boltanski, *Animitas* - Talabre, San Pedro de Atacama, Chili, 2014, vue d'installation, Fondation Louis Vuitton, Paris.
© Fondation Louis Vuitton / Marc Damage / Adagp, Paris, 2021

C'est dans ce même désert d'Atacama que l'artiste français Christian Boltanski choisit d'installer son œuvre *Animitas*¹ (petites âmes), qui développe tous les thèmes qui lui sont chers : le deuil, la mémoire, le silence et la trace. Elle s'inscrit dans un ensemble d'œuvres regroupées dans une série intitulée *Monuments*, dans lesquelles il poursuit sa recherche autour de ce qu'il appelle « la petite mémoire », celle de l'ordinaire, du banal, du quotidien. Dans *Les Archives du cœur*, l'artiste propose une installation où les visiteurs sont invités à enregistrer leurs battements de cœur ; depuis 2010, des milliers de personnes ont contribué à ce qui est devenu la plus grande collection sonore collaborative au monde. Dans *The Life of C.B.*, un bunker souterrain situé en Tasmanie transmet en direct et sans interruption des images de l'atelier parisien de l'artiste. Dans cette lignée, les *Animitas* constituent une série de trois installations sonores utilisant des clochettes : la première a été disposée dans la communauté de Talabre, dans le désert d'Atacama au Chili en 2014, la deuxième sur l'île de Teshima au Japon (intitulée *La forêt de murmures*) en 2016, et la dernière sur l'île d'Orléans au Québec en 2017, sous le nom d'*Animitas* (Suwa 2019 ; Boltanski. 2015).

¹ Afin de les distinguer, je vais écrire *animitas* pour exprimer l'expression de la religiosité populaire et *Animitas* quand il sera question de l'œuvre de l'artiste.

Animitas est donc une installation de 300 « clochettes japonaises » à la base métallique, faisant un à deux mètres de haut. L'installation de ces clochettes suit un tracé pré-défini par l'artiste. Appelés *fûrin* au Japon, ces carillons traditionnels aujourd'hui utilisés lors des fêtes et rituels sont apparus avec le bouddhisme il y a plus de 2000 ans. Ils servaient notamment à protéger les temples contre les mauvais esprits. Les clochettes et le son qu'elles déclenchent au contact du vent, servaient aussi bien à appeler les esprits qu'à envoyer des signaux aux vivants de leur présence. Elles faisaient le lien entre le monde des morts et celui des vivants. Désormais, les *fûrin* sont utilisés comme décorations et n'ont aucune signification religieuse.

À des milliers de kilomètres du Japon, et dans une toute autre tradition, naissent les *animitas*. Dans la tradition et le folklore chilien, les *animitas* sont des petits autels qu'on dépose là où des événements tragiques sont survenus. Ces symboles, très courants en Amérique latine, rappellent aux passants l'occurrence d'un fait tragique (Plath 1993 ; Pollak-Eltz 1989 ; Parker 1992). Mais la particularité des *animitas* chiliennes réside dans le fait que certaines personnes deviennent adoratrices de ces autels. Ces derniers deviennent aussi des lieux de prière et les fidèles dévoués

**Dans la tradition
et le folklore chilien,
les *animitas*
sont des petits autels
qu'on dépose là
où des événements tragiques
sont survenus**



peuvent demander des faveurs en échange de l'installation de petits maisonnettes ou des décorations. Si le fidèle considère que l'*animita* lui a rendu service, il exprimera sa gratitude en affichant un message de remerciement pour le service rendu. Si l'*animita* en question reçoit beaucoup de « preuves » de gratitude, on considère qu'il s'agit d'une « petite âme miraculeuse » (*animita milagrosa*).

Le culte des *animitas* est très répandu en Amérique latine, même s'il prend des formes et de significations très différentes selon le pays. En Argentine, les autels construits en mémoire des victimes d'accidents de la route sont nommés *Capillitas* (petites chapelles), *Ermitas* (petits ermitages), ou *Santuarios* (petits sanctuaires) (Coluccio 2007). Au Pérou, les lieux des crimes sont parfois nommés *Alma cruz* (âme-croix), *Tumbitas* (petits tombeaux), ou *Nichitos* (petites niches) (Plath 1993). Au Paraguay et en Colombie, les autels reçoivent le nom de *Crucecitas* (petites croix). Au Brésil *Capelas* ou *Capelinhas* (chapelles ou petites chapelles) et au Mexique, *Santuarios* (sanctuaires), *Templos* (temples) ou *Capillas* (chapelles) (Flores Martos, 2014).

La particularité du culte des *animitas* réside dans leur triple nature : elles sont à la fois des manifestations de dévotion populaire, des formes de marquage et d'occupation de l'espace public, et des formes de résistance à l'oubli et à l'urbanisme élitiste et excluant des grandes métropoles (Ojeda, 2013). Le culte des *animitas* est spontané et défie souvent les dictats de l'autorité ecclésiastique et de l'autorité politique. Il se crée par l'appropriation de la mémoire d'autrui. Un autel est construit en l'honneur d'une personne décédée, et n'importe qui peut demander une faveur et en échange donner du travail, de l'argent ou des offrandes.

Les *animitas* (...) font partie intégrale d'un monde informel avec ses propres règles, ses spatialités, ses tracés, ses constructions et ses économies, et qui sont autant et même plus importants que celles du monde formel. Avec ses pratiques matérielles et immatérielles, les *animitas* font la médiation entre la ville formelle et la ville informelle (...), et entre les croyances officielles et les croyances non officielles. (Ojeda, 2013 : 53, traduction libre)

Du Japon au Chili et du Chili au Mexique

Dans le nord du Mexique et face à une autre problématique, un collectif de mères et familles de personnes disparues situé à Monterrey s'est approprié l'installation *Animitas* et lui a donné encore une nouvelle signification. Ce collectif a érigé un sanctuaire rempli de clochettes sur une parcelle de trois hectares localisée à 15 kilomètres de Monterrey, dans un village appelé Ejido Las Abejas dans la municipalité de Salinas Victoria, dans l'État de Nuevo León. En 2011, lorsque l'armée mexicaine découvre des restes humains sur le terrain collectif de Las Abejas, la guerre entre les cartels des Zetas et du Golfe bat son plein. Entre 2009 et 2012, elle fait des milliers de morts et des centaines de disparus (Cadhac, 2016). En 2012, plus de 25 000 restes humains sont exhumés par les services médico-légaux de l'État de Nuevo León et 25 personnes sont identifiées.

Des associations civiles accompagnent les autorités dans ce processus d'identification médico-légale. La première, Citoyens en soutien aux droits humains (Ciudadanos en Apoyo a los Derechos Humanos Cadhac), est une association fondée en 1993 par une nonne, Consuelo Morales. Bénéficiant d'une longue expérience dans la défense des droits humains, Morales accueille des familles des victimes de disparition forcée et exerce des actions de médiation entre celles-ci et les autorités. Elle s'occupe d'organiser les réunions avec le procureur, le soutien juridique des familles et le suivi des dossiers de recherche. Afin de maintenir sa capacité de médiation entre les familles et les autorités, Cadhac n'intervient pas dans des actions de protestation, et ne questionne pas non plus l'action des autorités, ce qui pousse de nombreuses familles à chercher d'autres manières d'agir plus directement dans la recherche de leurs proches disparus.

En 2012, un groupe de mères, toutes encadrées par Cadhac, décide de former leur propre association et fondent le collectif Familles unies pour nos disparus au Nuevo León (Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Nuevo León, Fundenl). Le collectif est composé d'une vingtaine de mères de personnes disparues, mais suit plus d'une centaine de dossiers auprès du ministère public. Parmi elles, se trouve l'une des fondatrices, Leticia Hidalgo, mère de Roy, un étudiant en philosophie séquestré le 25 janvier 2011 par des policiers de la ville d'Escobedo en banlieue de Monterrey (Bosch, 2015). Elle reçoit une demande de rançon, toutefois, malgré ses efforts pour le retrouver, Roy est toujours disparu. Depuis son enlèvement, Leticia l'a cherché partout et a même fait condamner l'État mexicain auprès du Comité des droits humains des Nations Unies. Dans sa résolution émise le 22 avril 2021, ce Comité considère l'État mexicain comme responsable direct dans la disparition de Roy et lui ordonne

de réaliser toutes les actions nécessaires pour le retrouver et pour punir les responsables.

Au début, nous nous réunissions chez moi de manière informelle. Je les recevais dans ma cuisine, dans le salon. Après, c'était dans le bureau de la Commission régionale des droits humains, après dans les locaux de l'Université Ibéro-américaine, puis au CIESAS [Centre d'études en anthropologie sociale]. (Leticia Hidalgo, entretien réalisé le 28 octobre 2018 à Monterrey)

En 2015, Fundenl commence à chercher des fosses clandestines, lorsque les autorités découvrent les restes de Damaris, la fille disparue de Lourdes, une autre fondatrice de Fundenl. Lourdes reçoit la dépouille de sa fille, mais le corps est incomplet. Ensemble, les mères de Fundenl décident de se former auprès d'un autre collectif déjà organisé dans l'État voisin de Coahuila, Familias unidas pour nos disparus à Coahuila (Familias unidas por nuestros desaparecidos Coahuila, Fundec). Elles retrouvent les restes manquants de Damaris et les rendent à sa mère.

On cherche des preuves. On cherche à exhiber l'inaction des autorités et démontrer que nous, quelques-unes des mères de disparu.e.s, on peut les retrouver, mais pas l'État. Maintenant qu'on a plus d'expérience, on en fait davantage. On a mené une recherche récemment, le 20 mai de cette année. On a trouvé un terrain, on les appelle normalement des « camps d'extermination » car ce sont des lieux où des personnes sont disparues. Mais cette fois, c'était plutôt un terrain d'entraînement, c'était une ferme abandonnée. On a trouvé plein de douilles, comme si c'était de l'entraînement au tir. (Leticia Hidalgo, entretien réalisé le 28 octobre 2018 à Monterrey)

Cinq années après la première découverte des restes dans le terrain de l'Ejido Las Abejas, Fundenl procède la clôture du site avec une cérémonie religieuse et une offrande « au pied de la fosse ». Dans le cadre de recherches de personnes disparues, les offrandes ont la double fonction de clôturer le processus de recherche de cadavres et de transformer ce terrain d'extermination en un sanctuaire. Pour autant, loin de réaliser uniquement une cérémonie religieuse, le collectif décide d'effectuer un acte de mémoire

qui confère une nouvelle signification aux travaux de récupération des restes par les autorités locales et les experts médico-légaux. L'une des membres de Fundenl, suggère de construire une installation qui fasse référence à la pièce composée de clochettes réalisée par Christian Boltanski. Les familles décident de s'approprier le symbolisme des clochettes et de la religiosité des *animitas* pour marquer le site du massacre, à l'aide d'objets propres aux recherches de fosses, comme la sonde :

On arrive et on prend des sondes, les sondes qu'on utilise pour la recherche de fosses, on les a plantées dans la terre puis on a accroché des clochettes (...). On s'est inspiré d'un travail de Christian Boltanski qu'il a fait dans le désert d'Atacama. Il a dit que les sons des clochettes étaient comme une connexion entre la terre et le ciel, elles permettent de convertir un lieu tragique en quelque chose de sacré. Alors on a installé des clochettes sur le lieu de commémoration de la finalisation de la recherche de la fosse. (Leticia Hidalgo, entretien réalisé le 28 octobre 2018 à Monterrey)

J'ai pu visionner le court métrage de l'événement réalisé par Oscar Montemayor, un membre de Fundenl (*Animitas*, 2016). Il s'agit d'un court documentaire où les membres du Fundenl et d'autres familles de personnes disparues procèdent à une cérémonie religieuse sur l'ancien terrain d'extermination en même temps qu'ils présentent l'installation *Animitas*.

D'abord, le prêtre José Manuel Guerrero officie la messe sur ce lieu, sous une tente qui le protège du soleil et de la chaleur. Il raconte l'horreur vécue par les familles :

Plus de 250.000 fragments d'os ont été retrouvés ici. Ce sont des personnes qui ont peur pour leur vie. Et c'est un lieu d'horreur, c'est un lieu où l'on regarde en face tout le mal, toute l'horreur du mal. (Prêtre Jose Manuel Guerrero, extrait du court-métrage *Animitas*, 2016)

Ensuite, Leticia Hidalgo et d'autres mères dévoilent une installation composée de sondes en fer enterrées et utilisées communément dans la recherche de fosses sur lesquelles elles ont accroché une vingtaine de clochettes



Animitas : une offrande au pied d'une fosse

créant une sonorité aigüe qui contraste avec le silence et le ton solennel de l'acte. Leticia prend la parole et explique le sens donné à l'installation, l'origine de l'idée et la signification des clochettes dans le contexte de la recherche de personnes disparues au Mexique: Voici un extrait de son discours lors de la présentation de l'installation *Animitas* à l'Ejido Las Abejas.

Inspirées par l'œuvre de Christian Boltanski, nous les mères, les familles, les amis et amies de Fundenl, on fait cette installation, comme celle du désert d'Atacama au Chili, qui est composée de 300 petites clochettes métalliques installées sur le terrain et dont le mouvement provoqué par le vent crée ainsi une musique qui provient du ciel. Une musique céleste. Chaque son représente une étoile. De cette manière les cloches résonnent avec le vent sur le site, rendant hommage à celles et ceux qui ne sont plus avec nous. Elles produisent des sons qui restent après l'oubli et qui reflètent le cycle de la vie. *Animitas*, qui signifie petites âmes, fait référence aux lieux de vénération spirituelle. Des lieux de mémoire, des sanctuaires. On fait ici, sur ces lieux, un cimetière d'âmes. Sur le site où les personnes retrouvées ici ont été abandonnées et où les familles viennent retrouver leurs restes. C'est pour cela que, nous les familles, on transforme ce lieu en quelque chose de magique – puisqu'on relie l'un et l'autre, la terre et le ciel – qui s'élève en ce moment pour honorer la mémoire des personnes qui ont perdu leur vie ici. Avec cette installation, à travers ces objets, on peut voir comment se matérialise un aphorisme bien connu : « la présence dans l'absence », c'est-à-dire que nous sommes confronté.e.s à un objet inconnu auquel il manque quelque chose. C'est cette carence, cette absence, celle qui déclenche la remémoration et rend présent quelque chose qui n'est plus parmi nous. Un souvenir, un désir, une histoire. Ejido Las Abejas, Salinas Victoria Nuevo León, Mexico, 29 octobre 2016. Fundenl. (Lety Hidalgo, Extrait du court-métrage *Animitas*, 2016)

Comment qualifier cette mise en scène organisée par Fundenl? Une appropriation artistique? Une œuvre d'art? Un acte politique? Ileana Diéguez (2013) décrit cette ins-

tallation comme une forme d'action politique. L'art apparaît comme un langage qui permet de dépasser le discours de victimisation qui enferme les familles de personnes disparues dans l'expérience de la douleur.

Les stratégies poétiques sont utilisées consciemment en tant que cadres pour les offrandes et la remémoration des absents. Pour la mise en relation de la douleur. Certaines des réactions qui activent la *communitas* des familles en recherche sont aussi l'évidence de la façon dont la *communitas* de la douleur se transforme aussi en une *communitas* de l'action et de la revendication des demandes de justice toujours lointaines (*Diéguez 2013: 20, traduction libre*)

La notion de *communitas* doit être ici comprise comme la mise en commun d'actes qui transitent de revendications individuelles vers des enjeux collectifs pour recréer un sens du commun. Toutefois, il me semble important de ne pas réduire une installation comme celle d'*Animitas* à une simple stratégie, dans le sens d'une instrumentalisation du religieux qui servirait uniquement à créer une *communitas* de la douleur. Selon moi, il s'agit plutôt pour le collectif Fundenl d'une articulation entre la dimension religieuse de l'expérience de la perte, et les dimensions esthétique et politique de l'action des familles. D'abord, les *Animitas* articulent la dimension religieuse aux pratiques de récupération de cadavres par les médecins légistes et autorités judiciaires, ainsi qu'à la protestation et la visibilisation de la question des personnes disparues par les propres familles qui les cherchent. Ensuite, les clochettes accrochées à des instruments comme les sondes permettent de lier l'*animita* comme manifestation religieuse et la recherche de fosses, matérialisée par la sonde. Enfin, l'installation *Animitas* permet de problématiser la question politique de la mémoire des massacres en installant un rappel sonore.



Avec cet acte symbolique, Fundenl s'approprie une expérience artistique et la réinterprète, lui conférant une nouvelle signification au-delà de l'œuvre boltanskienne. Là où les clochettes installées dans le désert d'Atacama suivaient une trame imaginée par l'artiste et venaient incarner la vision qu'a l'artiste de l'état du monde, celles installées sur le terrain de l'Ejido las Abejas viennent à leur manière éclairer la situation du Mexique contemporain : celle d'un pays rendu inhabitable par la violence, peuplé de corps morts enterrés dans des fosses clandestines, de corps brûlés, dépecés ou dissous dans l'acide. Les clochettes du Nuevo León ne demandent pas uniquement, comme les *animitas* ailleurs en Amérique latine, de rendre un culte à l'âme des victimes déterrées, mais de rendre justice, de réparer le tort, d'empêcher la répétition des crimes. On assiste ici moins à la sacralisation des espaces de la disparition qu'à l'inscription de l'absence comme catégorie politique. Les clochettes donnent ici une présence aux absent.e.s, ou à celles et ceux qui ont été arraché.e.s à jamais, ôté.e.s à la vie, ou encore caché.e.s du regard des autres. Les clochettes qui sonnent au gré du vent sont là pour rappeler aux vivant.e.s le sort encouru par les victimes, et oblige à ne pas les oublier, mais aussi à leur rendre leur identité et à les réintégrer de la sorte au monde des vivant.e.s.

La réappropriation d'une œuvre d'un artiste aussi connu que Christian Boltanski est doublement subversive, car l'œuvre de Boltanski est déjà en elle-même une forme de réinterprétation des installations symboliques de la religiosité populaire du Chili et de l'Amérique latine. Si Boltanski arrive à transmuter les clochettes traditionnelles japonaises en offrandes pour les personnes disparues sous la dictature chilienne, les *animitas* de Fundenl au Mexique reconnectent la mémoire chilienne des disparitions forcées avec la mémoire mexicaine des disparu.e.s et assassiné.e.s de la guerre contre le narcotrafic.



Cérémonie religieuse et installation des clochettes à l'Ejido Las Abejas
Photos : Yolanda Chio (2019)
Autorisation donnée par la photographe.





Message principal de la sculpture : « Ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s », novembre 2020 © Verónica Vallejo Flores

Le cri de la statue

Disparitions et mémoires insoumises au Mexique

— ◆ ◆ ◆ ◆ — Verónica Vallejo Flores — ◆ ◆ ◆ ◆ —

Si au Mexique le mouvement en faveur des personnes disparues se manifeste principalement par les recherches « en vie » (*búsqueda en vida*) ou « dans la nature » (*búsqueda en campo*) (cf. *Une terre de disparu.e.s*), il s'exprime également par la réappropriation plus ou moins pérenne des espaces publics. Dans certaines villes, d'anciens monuments sont investis et rebaptisés. À Guadalajara, dans l'ouest du pays, le rond-point des Enfants héros (Glorieta de los Niños Héroe), un monument rendant hommage à six cadets morts pour le Mexique

durant la guerre américano-mexicaine (1846-1848), est aujourd'hui connue sous le nom de rond-point des Disparu.e.s (Glorieta de las y los desaparecidos) ; le site est devenu un lieu d'affichage permanent des portraits des personnes disparues, ainsi que le point de départ ou d'arrivée des manifestations en leur faveur. À Monterrey, ville du nord-est du Mexique, l'ancienne place du Torero (Plaza del Torero) est devenue aussi la place des Disparu.e.s (Plaza de las y los desaparecidos) ; l'espace est souvent occupé par les familles des victimes, qui ont réussi à faire



graver de façon permanente des noms des personnes disparues et les dates de leurs disparitions sur la fontaine au centre de la place. Dans d'autres villes, de nouveaux espaces sont créés. À Mexicali, capitale de l'État de la Basse-Californie, des familles de victimes ont érigé en 2016 le mémorial Mémoire qui résiste (*Memoria que resiste*) afin d'avoir un espace de rencontre pour rendre visible le phénomène de la disparition et pour cultiver la mémoire de leurs êtres chers. À Mexico, un « antimonument » dédié aux 43 étudiants disparus d'Ayotzinapa a vu le jour en 2015 en plein boulevard de la Réforme (*Paseo de la Reforma*), l'une des avenues les plus importantes et les plus emblématiques de la ville ; il est aujourd'hui un lieu incontournable des manifestations organisées par les parents des 43 étudiants disparus (*cf. Ayotzinapa*). De plus en plus, des portraits, des noms, des messages ou des symboles pour se souvenir des personnes disparues apparaissent çà et là, sur les murs, dans les rues, les places. Toutes ces initiatives sont portées par les familles de victimes elles-mêmes, mais aussi par des personnes et des collectifs engagés qui soutiennent leur cause.

Dans le sillage de cette tendance à la réappropriation de l'espace public, le sculpteur mexicain Alfredo López Casanova a mené une action surprise dans le centre historique de la ville de Guadalajara en mars 2019. En dévoilant quatre messages jusqu'alors cachés dans l'une de ses

œuvres, une statue d'Antonio Alcalde, évêque de Guadalajara (1771-1792), le sculpteur a réussi à inscrire la cause des personnes disparues au cœur de l'un des monuments les plus importants de cette ville : la Rotonde de personnes illustres du Jalisco (*Rotonda de Jaliscienses Ilustres*). Consacré à honorer les personnages ayant marqué l'histoire de l'État de Jalisco, dont Guadalajara est la capitale, ce monument a une vocation claire : cultiver la mémoire de la petite patrie et consolider l'identité des habitants du Jalisco par l'évocation du passé glorieux. En ce sens, le geste du sculpteur a représenté un puissant acte contestataire, qui nous rappelle combien les monuments officiels et les récits monolithiques et exclusifs de la ville idéale qu'ils sont censés construire sont aussi, comme le souligne Francisca Márquez (2019), des espaces contestés. Les monuments peuvent être revêtus « d'autres couleurs, marques et utopies » (traduction libre). Mais au-delà de son caractère protestataire, la sculpture et ses messages en faveur de la cause des personnes disparues doivent également être compris comme un « dispositif de sensibilisation » (Traïni et Siméant, 2009) et comme une action de mémoire, deux dimensions étroitement liées. Car perpétuer la mémoire des personnes disparues dans un pays où la violence et les disparitions sont toujours en cours ne relève pas seulement du « devoir de mémoire ». L'ensemble des supports matériels et des actions visant à se souvenir de celles et ceux qui ne sont

« ni vivants ni morts » (Mastrogiovanni, 2016) permet aussi de pointer du doigt la responsabilité des autorités face à ce phénomène et de sensibiliser la société civile pour qu'elle s'engage et soutienne les familles et les collectifs qui luttent contre les disparitions.

« Le cri de la statue » : une clameur de révolte

La Rotonde, située dans l'espace le plus central de la ville de Guadalajara, tout près des sièges des pouvoirs politiques (le palais municipal et le palais du gouvernement du Jalisco) et religieux (la cathédrale), est un endroit plutôt plaisant. Le monument, construit en 1953, est composé d'une rotonde entourée d'un jardin arboré et peuplé de 31 statues. Contrairement aux rues et aux places plus animées des environs, le lieu dégage une atmosphère relativement tranquille. Mais le 19 mars 2019, une certaine agitation était perceptible dans l'un des angles du jardin. Une douzaine de journalistes étaient présents et semblaient porter une attention particulière à trois personnes : le sculpteur Alfredo López Casanova et deux femmes, Sofía Ávalos Ornelas et Virgilia García García. Le premier a pris la parole et a déclaré : « Ce que nous allons faire, les familles et moi, c'est commencer à découvrir ce message caché, cette dénonciation cryptée » (ZonaDocs, 2019, traduction libre)¹. Il a ensuite lu un document intitulé « Frère

**De plus en plus, des portraits,
des noms, des messages
ou des symboles
pour se souvenir
des personnes disparues
apparaissent çà et là,
sur les murs, dans les rues,
les places**



Antonio Alcalde ou le cri de la statue » (« Fray Antonio Alcalde o el grito de la estatua ») pour expliquer plus en détail l'intention de l'action sur le point d'être réalisée, avant de s'approcher, avec les deux femmes, de la sculpture de l'évêque.

La statue, officiellement dévoilée par les autorités publiques trois mois plus tôt, était l'œuvre d'Alfredo López Casanova lui-même, qui un an auparavant avait remporté un concours public pour sa réalisation. Mais ce 19 mars 2019, sans aucune autorisation officielle et à la surprise de tous, le sculpteur et les deux femmes, à l'aide de deux petits tabourets, d'un escabeau et de divers outils, ont enlevé une pâte imperceptible qui se trouvait en divers



Intervention sur la sculpture d'Antonio Alcalde, 19 mars 2019. De gauche à droite Alfredo López Casanova, Virgilia García García et Sofía Ávalos Ornelas © Mario Marlo, ZonaDocs

endroits de la sculpture (trois des côtés du socle et le livre que l'effigie tient dans ses mains). Au bout d'une vingtaine de minutes, quatre messages sont apparus : « ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s » (« *no son tres, somos todxs* »²), « vous les avez pris vivants, nous les voulons vivants » (« *vivos los llevaron, vivos los queremos* »), « Jalisco, 6 503 disparu.e.s » (« *Jalisco, 6 503 desaparecidos* ») et « mémoire, vérité et justice » (« *memoria, verdad y justicia* »).

Cette intervention contestataire était principalement motivée par la disparition de Marco Francisco García Ávalos, Jesús Daniel Díaz García et Javier Salomón Aceves Gastélum, jeunes étudiants en cinéma qui un an plus tôt, jour pour jour, avaient disparu dans la ville de Tonalá, aux environs de Guadalajara. Après le dévoilement des messages, le sculpteur a déclaré dans plusieurs interviews qu'il avait décidé d'inscrire et de cacher les phrases dans la statue après avoir entendu la version officielle sur l'affaire, délivrée par le Bureau du procureur général de l'État de Jalisco (Fiscalía General del Estado de Jalisco), selon laquelle les étudiants avaient été assassinés et leurs corps dissous dans l'acide par des membres du cartel Jalisco Nueva Generación :

Ce fut un accès de colère. Au moment où le premier résultat a été présenté par les autorités pour clore l'affaire, cette horrible théorie des barils d'acide, j'étais dans mon atelier, en train de modeler la sculpture. Ce fut un moment de grande indignation, de douleur pour tout le pays, un moment où la phrase « ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s » [...] a résonné en moi. J'ai pris la décision d'inscrire cette phrase parce que je n'étais pas convaincu par les résultats de cette enquête, cela me semblait un manque de respect pour les familles car il n'y avait pas de véritable enquête, ils ont voulu couvrir [la vérité], clore [l'affaire] et créer une vérité historique (entretien d'Alfredo López Casanova, in Carrillo, 2019, traduction libre).

Dans le texte lu devant les médias avant le dévoilement des messages, le sculpteur faisait explicitement référence aux trois étudiants disparus, et les femmes ayant participé avec lui au dévoilement des messages étaient les mères de deux des jeunes. D'ailleurs, la sculpture nommait les étudiants à sa façon. « Ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s » était une référence claire aux trois jeunes. Cette phrase emblématique était apparue comme un slogan et un mot d'ordre lors des importantes manifestations qui se sont déroulées à Guadalajara après leur disparition en mars 2018. En outre, la phrase était le message principal de la sculpture. Dès le moment où le sculpteur a décidé d'inscrire et de cacher les messages, il a choisi de la placer dans l'espace le plus visible, le livre que la statue tient dans ses mains (López Casanova *et al.*, 2021).

Toutefois, la sculpture ne dénonçait pas seulement la disparition des trois étudiants, comme en témoigne un autre de ses messages : « Jalisco, 6503 disparu.e.s ». D'ailleurs, le slogan « ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s » servait de support à une demande plus large de vérité et de jus-

Alfredo López Casanova

Le sculpteur Alfredo López Casanova, originaire de Guadalajara, est diplômé de l'École des arts plastiques de l'Université de Guadalajara. Il a une longue carrière artistique qui comprend plus de 20 œuvres dans l'espace public, que ce soit à Guadalajara, à Mexico ou à La Havane. Depuis son adolescence, il a participé à différents mouvements sociaux et collectifs. Il a vécu ses premières expériences politiques dans les années 1980, lorsqu'il a pris part au mouvement populaire urbain des quartiers du sud de Guadalajara pour obtenir les services urbains les plus élémentaires (eaux et égouts). Cet engagement politique et social a précédé sa carrière artistique et s'est consolidé au fil des ans, l'amenant à s'impliquer aux côtés des familles de personnes disparues. Bien que plusieurs de ses sculptures aient une forte connotation politique, le sculpteur essaie de séparer autant que possible sa carrière artistique et ses engagements personnels. Dès lors, la sculpture d'Antonio Alcalde est la première de ses œuvres qui témoigne d'une claire jonction entre l'artiste et le militant (López Casanova *et al.*, 2021). Il est actuellement membre du collectif Traces de la mémoire (Huellas de la memoria), qui réalise un important travail de sensibilisation et de mémoire autour des personnes disparues.

tice comprenant toutes les personnes disparues. C'était aussi un avertissement : chacun peut être, à un moment donné, victime d'une disparition. Les autres messages de la statue, pour leur part, témoignaient de l'héritage des luttes précédentes pour les personnes disparues, soit au Mexique ou dans d'autres lieux. Le slogan « vous les avez pris vivants, nous les voulons vivants », dont l'origine se trouve en Argentine, est utilisé au Mexique par des comités de familles de victimes depuis la fin des années 1970 (*cf. Des anciennes aux nouvelles disparitions*). « Mémoire, vérité et justice » trouve également son origine dans les luttes argentines. L'expression a pris une telle ampleur dans ce pays que depuis 2006 la Journée nationale de la mémoire pour la vérité et la justice, célébrée chaque 24 mars, est officiellement un jour férié pour les Argentins (Coutaz, 2018).

En somme, les messages de la sculpture cherchaient à répondre à la grave crise humanitaire que traverse le Mexique depuis la vague de violences politiques et criminelles déclenchée par la « guerre contre le narcotrafic » (*cf. Une terre de disparu.e.s*). Dans cette histoire de violences, l'État de Jalisco a ses propres jalons, dont la disparition de Marco, Daniel et Salomón, les trois jeunes étudiants en cinéma. Les 75 corps retrouvés en 2013 dans diverses fosses clandestines de la municipalité de La Barca en sont d'autres. Il en va de même pour le camion



Sculpture d'Antonio Alcalde à la Rotonde de personnes illustres du Jalisco. Le masque s'explique par la date de la photo, prise en novembre 2020, en pleine pandémie de COVID-19 © Verónica Vallejo Flores

réfrigéré qui a erré pendant plusieurs jours en septembre 2018 dans la zone métropolitaine de Guadalajara, avec près de 300 corps à l'intérieur, révélant l'incapacité des autorités publiques à gérer le grand nombre de restes humains non identifiés, dont la moitié était des personnes tuées par balle. De telles histoires d'horreur se multiplient dans le pays.

Face à ces tragédies, les messages de la sculpture ont été conçus comme un « rappel à l'ordre » (*llamada de atención*) à la société du fait de son manque d'organisation pour arrêter la violence et de sa non-solidarité avec les familles de personnes disparues. Pour le sculpteur, « il est important de toucher les autres, de les questionner, d'interpeller la société » (López Casanova *et al.*, 2021). En ce sens, la sculpture et ses messages peuvent être considérés comme des dispositifs de sensibilisation, entendus comme « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue » (Traïni et Siméant, 2009 : 13). En cherchant à toucher les autres, le sculpteur a un objectif clair, comme il l'a exprimé lors du dévoilement des messages en 2019 :

Nous devons nous organiser et, en ce sens, cette sculpture sera un rappel permanent. Une sculpture gênante pour ceux qui veulent détourner le regard et ne pas reconnaître que cela existe, et ils ne le reconnaissent que lorsque cela leur arrive malheureusement [...]. C'est un message qui est envoyé aux autorités et à la société, car nous devons aussi voir les disparus non pas comme des disparus d'autres familles, les disparus nous manquent à tous. En tant que société, nous devons mettre un terme à ce phénomène, sinon personne ne l'arrêtera (Somos el medio, 2019, traduction libre).

Mais, installée comme elle l'est dans l'un des monuments historiques les plus importants de l'État, à proximité immédiate des sièges des pouvoirs politiques, la sculpture a surtout été pensée comme une « sculpture gênante » vis-à-vis des autorités de Guadalajara et du Jalisco : « Elle leur rappellera le cauchemar et la terreur que nous vivons, leur responsabilité, leur manque d'intérêt et leur incapacité à résoudre la grave crise des droits humains » (ZonaDocs, 2019, traduction libre).

Une sculpture gênante

Pour les autorités de Guadalajara et du Jalisco, la sculpture d'Antonio Alcalde est incontestablement gênante à bien des égards, constituant une transgression majeure que je me propose d'analyser selon cinq dimensions étroitement liées : performative, spatiale, matérielle, temporelle et symbolique. Jusqu'au 19 mars 2019, les autorités ignoraient l'existence des messages occultés dans la sculpture. Celle-ci avait été officiellement dévoilée le 5 décembre 2018 et son inauguration avait même fait partie du dernier acte public du gouverneur de l'époque, Aristóteles Sandoval. Personne n'imaginait donc que la statue d'Antonio Alcalde ferait l'objet d'une sorte de « seconde inauguration », cette fois-ci contestataire, réalisée par l'auteur de la sculpture en présence des mères de deux des trois jeunes disparus. Le dévoilement des messages, qualifié de « performance » par une journaliste (Carrillo, 2019), a été un succès : ni le sculpteur ni les mères n'ont fait l'objet de poursuites judiciaires ultérieures, alors que leur acte aurait pu être considéré comme illégal. La réussite de leur action s'explique par trois éléments que le sculpteur a su combiner ce jour-là et qui constituent ce que l'on peut appeler la dimension performative : l'effet de surprise, la présence des médias et la mise en avant d'arguments juridiques pour défendre la liberté d'expression artistique.

L'intervention de la sculpture a pris de court les autorités. Les policiers et certains employés de la mairie de Guadalajara, rapidement arrivés sur place alors que le sculpteur et les femmes dévoilaient les messages, ont été complètement déconcertés. Déterminé, le sculpteur les a ignorés : « laissez-nous terminer », a-t-il répondu d'un ton sec à un policier qui se renseignait sur ce qu'ils faisaient avant de déclarer qu'il leur fallait un permis. Pendant ce temps, les mères des étudiants, imperturbables, grattaient

L'irruption soudaine de messages en faveur de la cause des personnes disparues dans un espace monumental dédié à l'évocation du passé glorieux a constitué une rupture spatiale sans précédent



la pâte qui recouvrait les phrases. Quelques minutes plus tard, lorsqu'une autre personne de la mairie s'est approchée pour s'enquérir d'une autorisation permettant l'intervention sur la sculpture, Alfredo López Casanova a ajouté : « Il n'y a pas de dégradations, nous faisons les finitions. Je suis le sculpteur. [...] C'est l'une de mes œuvres, je suis l'auteur de la sculpture » (Líder Informativo, 2019, traduction libre). Ces déclarations, réitérées à chaque fois que des représentants du gouvernement s'approchaient, sont fondamentales pour comprendre le succès de l'intervention. Le sculpteur a su faire valoir ces deux arguments (l'absence de dégradations et le statut d'auteur) qui, à tout le moins, ont fait hésiter la police de procéder à son interpellation. Les messages, pleinement intégrés à la sculpture sans toutefois l'altérer, jouaient en sa faveur : il était difficile de les associer à ce qui est généralement considéré comme une atteinte au patrimoine, par exemple les tags ou le déboulonnage des statues. Cette distance avec un éventuel dommage était confortée par sa qualité d'auteur. Devant un journaliste couvrant l'intervention, Alfredo López Casanova a renforcé ses propos en ces termes : « Cette sculpture est protégée par le droit d'auteur, et l'œuvre dans son intégralité (...) comprend les phrases. Si les autorités de l'État de Jalisco ou les autorités municipales veulent effacer cela, ils commettent un crime contre la liberté d'expression et contre le droit d'auteur » (Somos el medio, 2019, traduction libre). Ainsi, pour assurer le succès de son action et se préserver des accusations dont il aurait pu être l'objet (dégradation d'une œuvre ou manquement au contrat signé, car jusqu'alors les autorités ignoraient l'existence des messages), le sculpteur a astucieusement fait jouer les mécanismes juridiques que l'État lui-même doit garantir : les droits d'auteur. De la sorte, il a renversé la situation en sa faveur, réussissant à transformer une œuvre purement culturelle et artistique en un objet politique.

Face à une intervention qui ne s'apparentait pas à un dommage matériel, face à une personne qui se présentait comme l'auteur de la sculpture et face à un cortège de journalistes qui diffusaient en direct sur les réseaux

sociaux, la police et les autres employés de la mairie ont fait le choix de ne pas interrompre l'action en cours. Une fois les messages dévoilés, une scène confuse et quelque peu dérisoire s'est produite. Alors que le sculpteur commençait à ranger les outils utilisés pour découvrir les messages, des policiers et d'autres fonctionnaires se sont à nouveau approchés et ont commencé à inspecter de près ce qui venait d'être fait. Un dialogue s'est alors engagé entre le sculpteur et un policier resté près de lui : « quel est le délit ? », lui a demandé le sculpteur ; « ce n'est pas un délit, c'est juste que la statue n'était pas comme ça », a répondu le policier (Somos el medio, 2019, traduction libre). La discussion s'est poursuivie pendant de longues minutes et a tourné autour de la distinction entre la rétention et l'arrestation. En l'absence de délit, il était difficile d'arrêter le sculpteur, mais il n'était pas non plus question de le laisser partir. « Retenu » et non pas « arrêté », tel était le statut qui lui a été momentanément attribué.

Pendant ce temps, les journalistes continuaient à diffuser en direct sur les réseaux sociaux et le dévoilement des messages s'est retrouvé dans les tendances Twitter. C'était le 19 mars 2019, jour du premier anniversaire de la disparition des trois étudiants en cinéma. Quelques heures auparavant, quelques centaines de manifestants avaient défilé dans les rues de Guadalajara et avaient installé sur le rond-point des Disparu.e.s un « Jardin de la mémoire » en l'honneur des trois étudiants, Marco, Daniel et Salomón. Deux autres manifestations étaient prévues l'après-midi dans différents quartiers. Une certaine effervescence était suffisamment perceptible dans la ville pour que les autorités publiques y prêtent attention. L'affaire des trois étudiants disparus n'était pas une affaire commune. Quatre mois plus tôt, en décembre 2018, le Comité des disparitions forcées de l'ONU avait émis une demande d'action urgente pour relancer la recherche des jeunes et garantir l'impartialité de l'enquête. À ce jour, c'est le seul cas de disparition dans l'État de Jalisco ayant entraîné l'intervention de cette organisation internationale.

Le sculpteur n'a finalement pas été arrêté. Le policier a reçu un appel (on ignore de qui) et lui a fait savoir qu'il pouvait partir. Alfredo López Casanova a insisté sur le fait que l'œuvre était protégée par les droits d'auteur, à ce stade moins pour se protéger d'éventuelles poursuites judiciaires que pour éviter que les messages inscrits sur la sculpture ne soient supprimés. Les personnes présentes (les journalistes et quelques passants) ont salué la non-arrestation par des applaudissements (Somos el medio, 2019).

À ce jour, les messages sont toujours là. Une fois dévoilés, leur signification est apparue plus clairement et les autres dimensions transgressives de la sculpture ont alors pris le dessus. L'irruption soudaine de messages en faveur de la cause des personnes disparues dans un espace monumental dédié à l'évocation du passé glorieux a constitué une



Intervention sur la sculpture d'Antonio Alcalde, 19 mars 2019
© Mario Marlo, ZonaDocs

rupture spatiale sans précédent : les messages sont venus investir un monument historique à un endroit inattendu, au cœur de la ville, là où les autorités n'avaient pas prévu qu'ils puissent être, là où le présent honteux n'a pas sa place. Les disparitions massives, qui ne cessent d'augmenter et placent aujourd'hui le Mexique dans le collimateur des instances internationales, sont aux antipodes de ce que l'État mexicain souhaite remémorer. Elles témoignent, au contraire, de son incapacité à garantir la paix publique. Dans ce contexte, les messages sont un « marquage territoriale » (Jelin et Langland, 2003, traduction libre), une intervention physique pour marquer l'espace et y ancrer une certaine mémoire, en concurrence avec celle qui y était véhiculée jusqu'alors. En outre, la transgression spatiale est accentuée par le fait que la sculpture d'Antonio Alcalde se trouve du côté le plus important et le plus visible de l'histoire du jardin des statues : là où les trois premières sculptures avaient été installées en 1956 et où les passants, riverains ou touristes, se promènent le plus souvent.

Une autre caractéristique transgressive de l'œuvre concerne la dimension matérielle, physique et financière. En utilisant son œuvre propre comme support de la protestation, le sculpteur a défié doublement les autorités publiques. D'abord, la sculpture, fruit d'un concours public lancé par le gouvernement de l'État de Jalisco un an auparavant, était financée par des fonds publics. Ensuite, en fondant pleinement les messages dans sa sculpture, le sculpteur en a fait un acte de protestation qui rompait avec le caractère éphémère d'autres actions protestataires. Dans la solidité matérielle des statues,

nous dit Mona Ozouf (1997), « il y a comme un son d'éternité, une promesse d'immortalité ». C'est précisément là que réside la force des messages cachés. Tout comme la statue, ils sont en bronze, un matériau qui — selon les mots du sculpteur proches de ceux de M. Ozouf — inspire un sentiment de « pour toujours », « pour toute la vie » (López Casanova *et al.*, 2021, traduction libre).

Le caractère transgressif de la sculpture relève aussi de la temporalité. Dans son étude sur la Rotonde de personnes illustres du Jalisco, Isabel Juárez Becerra (2018) souligne à juste titre que l'absence de dates (de naissance et de décès) sur les statues transforme les personnages représentés en des figures intemporelles. Or, cette unité intemporelle est clairement rompue par la statue d'Antonio Alcalde. Si elle ne contient aucune date précise, deux de ses messages la placent dans un contexte historique implicitement défini. « Ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s » fera toujours référence à l'année 2018, celle de la disparition des trois jeunes étudiants en cinéma. Il en va de même pour « Jalisco, 6503 disparu.e.s » qui renvoie au nombre de personnes disparues au milieu de la même année. Les deux messages, comme le souligne le sculpteur, situent la statue dans le contexte de sa production, rappelant ce qui se passait dans la ville de Guadalajara et dans l'État de Jalisco à cette époque ; il s'agit donc d'une « sculpture qui habite le temps ». De plus, selon les termes du sculpteur, le deuxième message fonctionne à la manière d'une « capsule temporelle » qui « gèle » à jamais le nombre de personnes disparues en 2018 (López Casanova *et al.*, 2021, traduction libre).

L'effigie d'Antonio Alcalde est une sculpture continuellement gênante et accablante pour l'État de Jalisco



Les implications politiques qui s'en dégagent ne sont pas des moindres. Outre qu'elle introduit dans l'espace monumental un temps spécifique (celui du moment de sa réalisation), la sculpture possède la capacité de peser sur l'avenir. En 2018, quand les messages ont été gravés et cachés dans la sculpture en réponse à la version officielle concernant la disparition des jeunes étudiants en cinéma, Aristóteles Sandoval gouvernait l'État de Jalisco. En mars 2019, le nouveau gouverneur du Jalisco, Enrique Alfaro Ramírez, conscient que la sculpture avec ses messages désormais dévoilés représentait une vigoureuse dénonciation pointant les autorités locales et régionales, a cherché à se dédouaner de toute responsabilité en avançant deux arguments qui mettaient en cause l'administration antérieure: « Premièrement [...]: c'est une sculpture dont le gouvernement précédent a ordonné la réalisation. Deuxièmement: c'est la revendication d'un fait [la disparition des trois étudiants] survenu sous le précédent gouvernement, et non sous le nôtre » (Mora, 2019, traduction libre). Les déclarations du gouverneur n'étaient pas erronées, mais elles n'étaient pas non plus absolutoires. L'affront pour lui se trouvait non pas dans la phrase « ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s », mais du côté du message comportant le nombre de personnes portées disparues: « Jalisco, 6 503 disparu.e.s ».

Au moment du dévoilement des messages en mars 2019, le nouveau gouverneur était en poste depuis trois mois et les disparitions avaient encore augmenté: on comptait alors 7 000 personnes disparues dans l'État de Jalisco, soit 500 personnes disparues de plus par rapport au milieu de l'année 2018. En d'autres termes, l'arrivée d'Enrique Alfaro Ramírez au pouvoir n'a aucunement signifié la fin des disparitions ou leur accalmie; au contraire, pendant son administration, elles ont augmenté de manière significative. Selon les données de janvier 2021, Jalisco est actuellement l'État qui compte le plus grand nombre de disparitions dans le pays, avec un total de 11 461 personnes disparues (Gándara, 2021). Ainsi, même si la sculpture a été réalisée sous le gouvernement d'Aristóteles Sandoval, son message sur le nombre de personnes disparues en 2018 rappelle non seulement l'incapacité de cette administration à mettre fin aux disparitions, mais aussi les échecs des administrations actuelles et futures si elles ne parviennent pas à endiguer les violences et les disparitions. Car le nombre « gelé » en 2018 met en évidence quotidiennement et publiquement, dans l'espace central de la ville, que le temps passe et que les chiffres continuent d'augmenter. En ce sens, l'effigie d'Antonio Alcalde est une sculpture continuellement gênante et accablante pour l'État de Jalisco.

D'un point de vue symbolique, les messages sont d'autant plus dérangeants qu'ils sont associés à la figure d'Antonio Alcalde, qui est peut-être le personnage le plus apprécié des habitants du Jalisco. L'évêque est tellement admiré et

respecté qu'il est la seule figure du passé colonial à faire partie de la Rotonde de personnes illustres du Jalisco, un monument dont l'objectif principal est de faire l'éloge de l'histoire du Jalisco en tant qu'État libre et souverain de la nation mexicaine. Antonio Alcalde est reconnu comme l'un des plus grands philanthropes de Guadalajara en raison de ses importantes contributions à la fin du XVIII^e siècle. Parmi ses apports majeurs, on retrouve un hôpital toujours en service (autrefois le plus grand de la Nouvelle-Espagne), des écoles publiques pour les enfants, une université, des soupes populaires en temps de famine et des logements à loyer modéré pour les défavorisés. Selon l'historien Luis Pérez Verdía (1981), Antonio Alcalde « ne pouvait pas être au courant d'une nécessité sans y remédier, ni voir un misérable sans lui apporter de l'aide » (traduction libre).

Ainsi, pour Alfredo López Casanova, l'effigie d'Antonio Alcalde constituait un support idéal pour diffuser un message en faveur des personnes disparues. Sans craindre l'anachronisme, d'après lui, si Antonio Alcalde était vivant, il soutiendrait les familles des personnes disparues, tout comme le fait Raúl Vera³:

[...] C'est notre Bartolomé de las Casas⁴, il a construit l'hôpital et l'université, le jardin botanique, les petites maisons, on parle de droits, du droit à la santé et au logement, il a distribué l'argent du clergé, je suis sûr que s'il vivait à notre époque il serait indigné comme l'est Raúl Vera à Coahuila [...] (entretien d'Alfredo López Casanova, in Carrillo, 2019, traduction libre).

C'est précisément en faisant appel à la mémoire d'Antonio Alcalde et à son altruisme que le sculpteur est parvenu à donner de la force aux messages en faveur des personnes disparues, tout en désamorçant, ne serait-ce que légèrement, les critiques à leur égard.

L'écho du cri de la statue: de la « statue-pamphlet » à l'art de la résistance

L'action du sculpteur et des deux mères a provoqué des réactions divergentes, tant parmi les autorités politiques que parmi les journalistes et les personnalités religieuses. Le lendemain du dévoilement des messages, le maire de Guadalajara, Ismael del Toro, et le gouverneur du Jalisco, Enrique Alfaro Ramírez, ont annoncé qu'ils ne prendraient aucune mesure à l'encontre du sculpteur et ne retireraient pas les messages. Ils ont avancé des arguments similaires:

le premier a reconnu le droit légitime à la liberté d'expression, le second, la « créativité » de l'artiste (Mora, 2019). En réalité, si on lit entre les lignes de leurs déclarations, on constate que sur le fond, la raison pour laquelle aucune action n'a été entreprise contre le sculpteur réside dans l'objet même de la dénonciation : les disparitions. Depuis l'affaire Ayotzinapa, les mobilisations en faveur des personnes disparues ne cessent de gagner du terrain dans la sphère publique et sont devenues, en quelque sorte, le principal mouvement contestataire du pays. À l'heure actuelle, condamner les actions de ce genre comporte des risques politiques non négligeables, surtout lorsque ces actions concernent des cas emblématiques, comme la disparition des trois jeunes étudiants en cinéma, qui incarne au niveau local ce que l'affaire Ayotzinapa représente à l'échelle nationale.

Les positions adoptées par le président municipal de Guadalajara et le gouverneur du Jalisco n'ont pas fait consensus. Le journaliste Jaime García Elías (2019) a qualifié les deux hommes de gouvernants « tièdes et pusillanimes » (traduction libre). Verónica Gabriela Flores Pérez, conseillère municipale de la ville de Guadalajara, a présenté le 28 mars 2019 une initiative par laquelle elle proposait que la sculpture soit restaurée selon le projet approuvé lors du concours public, sans les messages. Elle a également suggéré, comme pour supplanter et faire oublier ce qui s'est passé le 19 mars 2019, que la sculpture restaurée soit érigée et dévoilée à l'occasion d'un nouvel acte public. L'initiative, accueillie avec tiédeur, a été soumise à discussion à deux commissions de la ville et la question n'a pas été rediscutée jusqu'à présent.

Les plus vives critiques sont venues de certains journalistes, pour qui le sculpteur avait « auto-tagué » son œuvre, transformant la sculpture en un pamphlet. Les détracteurs de l'intervention ont également pointé du doigt la manière dont le sculpteur a dissimulé subrepticement des messages dans une œuvre financée par des fonds publics. Ainsi, pour Jaime García Elías (2019), la sculpture « a été dénaturée de manière frauduleuse par un activiste social déguisé en sculpteur » (traduction libre). Dans un article virulent intitulé « Estatua-Panfleto », Juan José Doñán (2019) adoptait une position similaire : « Alfredo Lopez Casanova était déterminé à faire le malin, il n'a pas hésité à tromper les évaluateurs de son œuvre, ni à encaisser avec la main droite pour ensuite frapper avec la main gauche, ni à manquer de respect à frère Antonio Alcalde » (traduction libre). Mais ce sont aussi d'autres journalistes qui ont particulièrement salué l'action du sculpteur et des mères. Parmi eux, Rubén Martín (2019), chroniqueur et animateur de radio, qui a décrit l'intervention sur la sculpture comme « un beau geste politique d'Alfredo Casanova, et un échantillon des mille et un arts dont dispose la résistance pour émerger et affronter le pouvoir » (traduction libre). Un autre journaliste, Jorge Zul de la Cueva, cher-

chant à répondre aux critiques qui jugeaient les messages comme une profanation de la mémoire d'Antonio Alcalde, s'est rallié à l'interprétation donnée par Alfredo López Casanova concernant le dévouement social de l'évêque :

Sérieux, êtes-vous inquiet du fait qu'un sculpteur ait caché des messages sur la statue de frère Antonio Alcalde au sujet de trois étudiants dissous dans l'acide ? Est-ce cela, et non le fait des disparitions, qui vous semble être la question ici ? Que dirait Alcalde à propos des meurtres ? Des corps dans des sacs ? [...] Je pense qu'il aurait eu une énorme envie de crier, de faire remarquer la foutue indignation et d'élever la voix (Cueva, 2019, traduction libre).

Cet argument selon lequel l'évêque de Guadalajara aurait soutenu la cause des personnes disparues a également trouvé un écho favorable auprès de certaines personnalités religieuses locales non négligeables, dont le prêtre Guadalupe Dueñas Gómez, qui joue un rôle actif dans le processus de canonisation d'Antonio Alcalde. Tout en exprimant quelques réserves sur l'action du sculpteur, parce qu'elle se voulait provocatrice, le prêtre a considéré que la remarque d'Alfredo López Casanova sur le manque d'organisation de la société et l'indifférence envers les proches des personnes disparues était une invitation à ne pas continuer à cacher un malaise social et à se montrer solidaire « de manière active avec ceux qui le subissent, tout comme l'a fait Antonio Alcalde à son époque, qui a fourni un logement aux sans-abri, une éducation aux enfants et aux jeunes, de la nourriture aux affamés, des soins médicaux aux malades et du travail aux chômeurs » (Vallejo, 2019, traduction libre). Toutefois, au sein de la communauté religieuse, comme chez les autorités publiques et les journalistes, l'action du sculpteur et des mères n'a pas été perçue par tous de la même manière. Le prêtre Tomás de Híjar Ornelas, lui aussi acteur de la canonisation d'Antonio Alcalde, a estimé qu'Alfredo López Casanova réduisait de manière grotesque la sculpture d'Antonio Alcalde à sa fonction protestataire, à l'instar de la célèbre statue de Pasquino située à Rome. Il a également rappelé que la sculpture avait été réalisée avec des fonds publics et que l'affaire devait « suivre son cours légal », rejoignant ainsi les propos des journalistes les plus critiques (Híjar, 2019, traduction libre).

Pour les familles à la recherche de leurs êtres chers, l'initiative du sculpteur a représenté un acte de solidarité qui a révélé l'intérêt qu'il porte aux personnes disparues. Il convient de rappeler en ce sens les paroles de Virginia García, qui a participé au dévoilement des messages et qui, à la fin de l'intervention, a spontanément pris la parole pour s'adresser au sculpteur : « Votre cœur bat chaque minute pour ces jeunes, ces maris, ces femmes qu'on a fait disparaître. Merci beaucoup » (Somos el medio, 2019, traduction libre).

**Cette mémoire contient
donc en elle un fort caractère
revendicatif et dénonciateur.
Elle n'a pas pour seul objectif
le « devoir de mémoire ».
Il s'agit avant tout (...) d'un
« besoin de mémoire »**



Une mémoire insoumise et vivante

Bien que les messages de la sculpture aient été conçus comme un acte principalement contestataire, ils s'inscrivent également dans le champ de la mémoire. En témoigne le fait qu'ils ont été dévoilés lors du premier anniversaire de la disparition de trois étudiants en cinéma, et la phrase « ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s », par laquelle on se souvient des jeunes et, d'une certaine manière, on les nomme. Alfredo López Casanova lui-même a d'ailleurs décrit le dévoilement des messages comme une « action de mémoire » (López Casanova, 2019), mais cette mémoire présente des caractéristiques très particulières.

Les processus de mémoire des personnes disparues auxquels on assiste aujourd'hui au Mexique ne correspondent pas tout à fait à la relation qui est souvent établie entre la mémoire, le présent et le passé. Si l'on suit Enzo Traverso dans *Le passé: modes d'emploi* (2015), la mémoire peut être définie comme les « représentations collectives du passé telles qu'elles se forment dans le présent ». D'après cette définition, « la mémoire se décline toujours au présent » : le présent correspond au moment de l'énonciation, au travail de remémoration, tandis que l'événement remémoré appartient au passé, même si sa remémoration (ou son oubli) répond aux enjeux du présent. Selon Traverso, qui reprend le modèle proposé par Henry Rousso dans *Le syndrome de Vichy* (1990), la mémoire traverse généralement entre trois et quatre phases : tout d'abord, « un événement marquant, un tournant, souvent un traumatisme », dans notre cas, la violence extrême et les disparitions massives ; ensuite, « une phase de refoulement » ; cette étape sera inévitablement suivie, à un moment ou à un autre, d'un « retour du refoulé » ; et parfois, elle est suivie d'une « obsession mémorielle ».

Les disparitions et le travail de mémoire dont il est question dans ce texte ne se caractérisent pas par une rupture ou une distance nette entre le moment de l'énonciation (le présent) et ce qui est remémoré ou nommé (les personnes disparues). La disparition d'une personne ou d'un groupe de personnes en particulier, par exemple celle des trois jeunes étudiants en cinéma, appartient à un moment du

passé (en l'occurrence le 19 mars 2018), mais les disparitions dans leur ensemble, en tant que phénomène massif qui frappe la société mexicaine, produit de la violence qui prévaut encore dans tout le Mexique, sont toujours en cours et appartiennent au présent. Un exemple révélateur a eu lieu pendant une conférence de presse le 13 juillet 2020, quand le gouvernement mexicain présentait son rapport sur le registre national des personnes disparues. La journaliste Daniela Rea faisait savoir sur ses réseaux sociaux comment la base de données se mettait à jour en temps réel et enregistrait la disparition de 28 personnes de plus pendant l'heure et demie qu'a duré la présentation du rapport. En d'autres termes, la construction de la mémoire des disparus au Mexique (la création de mémoriaux, l'installation de portraits, la construction d'anti-monuments, etc.) a lieu en même temps que le traumatisme (les disparitions et la violence) ; il n'y a point de refoulement.

Dans ce contexte, les différentes actions de remémoration des personnes disparues — et la sculpture d'Antonio Alcalde ne fait pas exception — sont similaires aux processus de mémoire qui concernent des événements d'un passé révolu, mais en même temps elles ont une portée beaucoup plus large. Dans *Los trabajos de la memoria*, Elizabeth Jelin (2002) se réfère aux processus de mémoire des événements révolus :

Souvent, les acteurs qui luttent pour définir et nommer ce qui s'est passé en période de guerre, de violence politique ou de terrorisme d'État, ainsi que ceux qui cherchent à honorer les victimes et à identifier les responsables, considèrent leurs actions comme des mesures nécessaires pour contribuer à ce que les horreurs du passé ne se répètent pas – *plus jamais* – (traduction libre).

N'est-ce pas ce que « crie » d'une certaine façon la statue d'Antonio Alcalde ? Ses messages définissent et nomment clairement ce qui s'est passé jusqu'au milieu de l'année 2018 : la disparition des trois étudiants en cinéma et de



6503 personnes. Mais, dans la mesure où les phrases ont été inscrites et dévoilées alors que les disparitions sont en cours, ce nombre « gelé » de personnes disparues définit et nomme implicitement ce qui se passe encore dans le présent. En ce sens, les messages de la sculpture contribuent à identifier à la fois les responsables des horreurs du passé, ceux des horreurs du présent, voire ceux de l'avenir.

Cette relation particulière entre la mémoire, le passé, le présent et le futur que l'on peut observer dans le cas mexicain a été évidente lors du dévoilement des messages. À un journaliste qui lui demandait si les phrases avaient pour but d'inscrire « dans la mémoire des gens » ce qu'elles dénonçaient et de le remémorer quotidiennement dans la Rotonde de personnes illustres du Jalisco, Alfredo López Casanova a répondu que l'objectif était de dénoncer en permanence et que si les disparitions venaient à cesser, les messages montreraient qu'il fut un temps où le gouvernement était incapable d'arrêter le phénomène, « que cela [les disparitions dénoncées par la sculpture] reste une honte, la honte d'un État, d'un gouvernement qui a été incapable de résoudre ce problème ». Toutefois, dix minutes plus tard, il a ajouté : « C'est une dénonciation permanente, ce n'est pas un fait du passé, c'est un fait présent, et c'est une exigence pour que cela cesse, pour que les disparitions forcées dans le pays prennent fin » (ZonaDocs, 2019, traduction libre).

Ainsi, une double dynamique s'établit. L'une entre la mémoire et l'oubli, se souvenir pour ne pas oublier et ne pas répéter : « que cela reste une honte ». L'autre entre la mémoire et l'indifférence, se souvenir et nommer pour que le regard se tourne vers les personnes disparues, pour que la société et les autorités publiques prennent les mesures nécessaires pour arrêter la vague de violence : « pour que cela cesse ». Cette mémoire contient donc en elle un fort caractère revendicatif et dénonciateur. Elle n'a pas pour seul objectif le « devoir de mémoire ». Il s'agit avant tout, que ce soit pour le sculpteur, les familles de victimes ou d'autres collectifs engagés, d'un « besoin de mémoire » : signaler, nommer et remémorer afin de dénoncer, de sensibiliser et de mettre fin à des événements traumatisants qui se poursuivent. Il est question donc d'une mémoire du passé récent et d'un dispositif de protestation et de sensibilisation à l'égard des événements actuels. On est face au « plus jamais » dont parle Elizabeth Jelin, mais aussi — et surtout — à un « ça suffit ». La statue d'Antonio Alcalde n'en est qu'un exemple et l'on pourrait citer bien d'autres cas. Le 19 mars 2021, toujours à Guadalajara, à l'occasion du troisième anniversaire de la disparition des trois jeunes étudiants en cinéma, des portraits de personnes disparues imprimés sur des carreaux ont été collés sur le rond-point des Disparu.e.s. Au cours de l'intervention, les diverses prises de parole ont révélé une fois de plus comment, en matière de disparitions, mémoire, dénonciation et sensibilisation s'entremêlent. « Espérons que ce soit un

« C'est une dénonciation permanente, ce n'est pas un fait du passé, c'est un fait présent, et c'est une exigence pour que cela cesse, pour que les disparitions forcées dans le pays prennent fin »



monument à la mémoire de nos fils, que les gens sachent qu'au Jalisco ce problème [des disparitions] existe » (ZonaDocs, 2021, traduction libre), a déclaré la mère d'un jeune homme disparu en 2017, membre du collectif Entre ciel et terre (Entre Cielo y Tierra). Mais ce sont sans doute les mots de l'un des anciens professeurs des trois jeunes étudiants en cinéma qui révèlent le mieux l'imbrication du devoir de mémoire et du besoin de mémoire :

Aujourd'hui, nous sommes ici pour préserver la mémoire [...], resignifiant ce rond-point comme un espace de mémoire et de lutte. Nous voulons que cette mémoire perdure. Et aujourd'hui, je continue de penser : combien de douleur encore, combien de sang, combien d'horreurs, combien de familles encore devront-elles souffrir avant que tout ceci se termine? Pour l'instant, nous sommes là, à parler un langage différent pour essayer d'arrêter la violence [...]. Vous nous faites disparaître et nous érigeons un monument à ceux qui ont été enlevés [...] pour que cette ville n'oublie jamais ceux qui attendent d'être retrouvés. Lorsque nous serons sortis de cette folie, lorsque nous les aurons tous retrouvés, j'espère que nous pourrons regarder en arrière, voir ce rond-point et nous dire « cela ne doit plus jamais se reproduire. Pas une de plus, pas une de plus! Ils ne sont pas trois, c'est nous tou.te.s! » (ZonaDocs, 2021, traduction libre, nous soulignons)

Cette absence de rupture ou de distance entre ce qui est nommé et remémoré (les personnes disparues) et le moment où cette remémoration a lieu (le présent, où la violence et les disparitions se poursuivent) a entraîné la genèse de diverses notions au Mexique : « mémoire précoce » (Ovalle et Díaz, 2019), « mémoire vivante » (Híjar, 2018) ou encore, selon les termes du sculpteur Alfredo López Casanova lui-même, « mémoire en construction permanente » (López Casanova *et al.*, 2021), car elle ne se réfère pas à « un fait conclu, du passé » (traduction libre).

Deux questions étroitement liées expliquent l'émergence et la force de cette mémoire précoce. Tout d'abord, la nature des disparitions : contrairement à d'autres crimes, les disparitions sont un crime continu, « une violation permanente des droits humains tant que le sort de la victime ou le lieu où elle se trouve n'a pas été élucidé » (Huhle, 2019, traduction libre). D'une certaine manière,

cela encourage les gens à s'organiser rapidement, à protester et à ne pas cesser de se souvenir des personnes disparues, car il y a un espoir de les retrouver. Le caractère de crime continu (le fait que les personnes disparues ne soient toujours pas retrouvées) conduit en outre, comme le rappelle Enzo Traverso (2015) à propos des victimes de la dictature argentine, à une phase d'affliction qui se pérennise, même si la disparition a été commise il y a vingt ou trente ans. Dans le même sens, Alfredo López Casanova affirme avec justesse comment « pour les familles qui cherchent, le temps ne passe pas, elles restent dans une incertitude permanente, dans une douleur permanente » (Carrillo, 2019, traduction libre). En l'absence de corps, le deuil est à la fois « inépuisable et impossible » (Traverso, 2015). « Tant qu'il n'y a pas de corps, il n'y a pas de mort [...], jusqu'à ce que nous le voyions mort, alors nous dirons, "mon fils est mort" », c'est ainsi que s'est exprimée la fondatrice du Collectif + 1 = à tous Tlajomulco (+ 1 = a todos Tlajomulco) et mère d'un fils disparu en 2018, lors de l'action de mémoire organisée au rond-point des Disparu.e.s à Guadalajara en mars 2021 (ZonaDocs, 2021, traduction libre).

Cela nous amène au deuxième point : l'existence de comités de familles des victimes depuis les années 1970. Ces comités, qui sont nés au Mexique pour réclamer vérité et justice pour les victimes de disparition forcée pendant la Guerre sale (cf. *Des anciennes aux nouvelles disparitions*), ont poursuivi leurs activités jusqu'à ce jour, précisément parce que la plupart de leurs membres ne savent toujours pas où se trouvent leurs êtres chers. Le travail entrepris depuis des décennies par ces collectifs ou les personnes qui ont soutenu leur cause a joué un rôle important dans le dynamisme des actions de mémoire auxquelles nous assistons aujourd'hui. La trajectoire d'Alfredo López Casanova en est la preuve. Le sculpteur peut être considéré aujourd'hui comme un « entrepreneur de mémoire » (Jelin, 2002), aussi bien pour la sculpture d'Antonio Alcalde que pour le collectif Traces de la mémoire (Huellas de la memoria), fondé en 2013, qui mène actuellement un important travail de visibilité et de mémoire pour les personnes disparues. Ainsi, si son engagement auprès des familles de victimes de disparitions s'est intensifié ces dernières années, le sculpteur est sensible à la cause des personnes disparues depuis les années 1980, lorsqu'il a rencontré les membres de l'emblématique Comité ¡Eureka!, fondé en 1977 (López Casanova *et al.*, 2021).

En d'autres termes, la « mémoire précoce » ne tient pas seulement au caractère continu du crime de disparition. Cette mémoire a été encouragée et renforcée par les actions de celles et ceux qui, depuis des décennies, n'ont eu de cesse de se souvenir des personnes disparues et d'exiger vérité et justice. Puis, dans le dynamisme et la créativité de la « mémoire précoce », il faut reconnaître non seulement le rôle joué par les anciens comités de

familles de victimes du Mexique, mais également la voie ouverte par les familles des pays du Cône Sud qui, depuis des décennies aussi, réclament mémoire, vérité et justice pour les victimes des dictatures. Depuis le 5 août 2020, chaque premier mercredi du mois, une « Marche pour la mémoire et la justice » (« Caminata por la memoria y la justicia ») a lieu sur la place principale de la ville de Mexico (le zócalo), inspirée par ce que font les Mères de la place de Mai (Madres de la Plaza de Mayo) en Argentine depuis 1977. Tout comme elles, les mères, sœurs et épouses mexicaines à la recherche de leurs êtres chers tournent en rond devant le siège du gouvernement national avec les portraits des personnes disparues (Huellas de la memoria, 2021).

Force est également de constater que les importantes mobilisations de ces dernières années pour faire face aux disparitions massives provoquées par la « guerre contre le narcotrafic » ont également contribué, à leur tour, à remettre sur la table, avec plus de force que jamais, la demande de vérité et justice pour les personnes disparues pendant la Guerre sale. Cette période sombre de l'histoire du Mexique était inconnue de nombreux Mexicains jusqu'à ces dernières années, lorsque la cause des personnes disparues a pris de l'importance dans l'agenda politique et médiatique, notamment après l'affaire Ayotzinapa.

Avec « le cri de la statue », deux récits très différents se sont heurtés dans un même espace. Aux visées patrimonialistes des autorités publiques, désireuses de célébrer le passé glorieux de l'État, le sculpteur et les mères des deux jeunes ont opposé le présent douloureux. Par leur action, ils ont perturbé les desseins de la Rotonde de personnes illustres du Jalisco et y ont introduit une autre mémoire : celle de la violence contemporaine, celle des milliers de personnes disparues et celle des personnes qui recherchent inlassablement leurs êtres chers. En d'autres termes, la mémoire publique officielle a perdu le monopole de cet espace et a dû le partager avec une mémoire insoumise qui a réussi à s'y installer durablement.

Le dévoilement des messages ne peut se comprendre sans tenir compte des nombreuses recherches et des diverses actions en solidarité avec les personnes disparues dans différentes régions du Mexique, qui se sont considérablement intensifiées ces dernières années. Ces mobilisations ont progressivement gagné quelques espaces publics, quelques batailles juridiques et une certaine reconnaissance sociale et médiatique. Rien qu'à Guadalajara, à l'occasion du premier anniversaire de la disparition des trois jeunes étudiants en cinéma, le 19 mars 2019, trois cortèges distincts ont défilé à des moments différents de la journée dans divers quartiers de la ville, un jardin de la mémoire en l'honneur de Marco, Daniel et Salomón a été installé sur le rond-point des Disparu.e.s, une douzaine de journalistes ont répondu à l'appel d'Alfredo López Casanova, et deux mères n'ont pas hésité à remanier avec

son sculpteur une statue dans l'un des monuments les plus importants de l'État de Jalisco. Face à la pression médiatique et sociale, les autorités publiques ont été contraintes de respecter l'action d'Alfredo López Casanova, Virginia García García et Sofía Ávalos Ornelas. Une décision contraire aurait entraîné un coût politique non négligeable. Alliant son engagement politique et social à son travail de sculpteur, López Casanova a réussi une prouesse politique sans précédent, en transformant subrepticement une sculpture officielle (financée par des fonds publics et située dans un monument de première importance) en une sculpture pour les personnes disparues.



Une première version de ce texte (plus détaillée et en espagnol) a été élaborée dans le cadre de l'atelier « Guadalajara : pasados insumisos. Taller de historia urgente », coordonné par Elisa Cárdenas Ayala, à l'Université de Guadalajara, juillet-octobre 2020.

Notes de fin

1 L'action du sculpteur et des deux femmes a été diffusée en direct par plusieurs médias sur leurs réseaux sociaux. Les citations sont tirées de ces vidéos, dont la référence complète est indiquée à la fin de l'article.

2 Dans le cadre d'une écriture inclusive, la lettre x est utilisée en espagnol comme alternative aux terminaisons -o (masculin) et -a (féminin) des adjectifs et des noms.

3 Évêque de Saltillo de 1999 à 2020, Raúl Vera est connu pour son engagement et son soutien à diverses causes sociales. En 2004, il a fondé le Centre diocésain des droits humains Fray Juan de Larios, qui a joué un rôle déterminant dans la création de l'un des collectifs de familles de victimes de disparition les plus actifs, Forces unies pour nos disparus à Coahuila (Fuerzas Unidas por Nuestros Desaparecidos Coahuila), fondé en 2009.

4 Missionnaire et prêtre dominicain, Bartolomé de las Casas (1474-1566) est considéré comme un ardent défenseur des peuples autochtones et un critique sévère de l'exploitation espagnole des territoires du Nouveau Monde.

Aller plus loin

Lire

« **Guadalajara. Zona de exterminio y desaparición** »

Jonathan Ávila, Francisco Campos, Darwin Franco et Dalia Souza, Reportage spécial et infographies sur les disparitions dans la zone métropolitaine de Guadalajara connectas.org/especiales/guadalajara-zona-de-exterminio-y-desaparicion/

Regarder

« **Con mensaje por los desaparecidos, intervienen la Rotonda de los Jaliscienses Ilustres, a un año de la desaparición de los tres estudiantes de cine de CAVV** », ZonaDocs, vidéo de Facebook, diffusé le 19 mars 2019. facebook.com/watch/live/?v=991230451068387&ref=watch_permalink.

« **Develan mensaje oculto por los desaparecidos, en escultura de Alfredo López Casanova** », Somos el medio, vidéo de Facebook, diffusé le 19 mars 2019. facebook.com/watch/live/?v=395256187690389&ref=watch_permalink

« **Madres de Daniel y Marco, dos de los tres estudiantes de cine desaparecidos, revelan un mensaje oculto en la escultura de Fray Antonio Alcalde instalada en la Rotonda de los Jaliscienses Ilustres, junto al autor de la obra, el escultor Alfredo López Casanova. El mensaje recuerda la ausencia de los tres jóvenes, a un año de su desaparición en Tonalá** », Líder Informativo, vidéo de Facebook, diffusé le 19 mars 2019. facebook.com/watch/live/?v=318908435649744&ref=watch_permalink.

« **#NoSonTresSomosTodxs: colocan losetas de búsqueda en Glorieta de las y los desaparecidos de Jalisco** », ZonaDocs, vidéo de Facebook, diffusé le 19 mars 2021. facebook.com/150006815671701/videos/946433522759384

Glossaire

Acronymes

A

Activo : toluène présent dans des solvants pour peintures ou colles et utilisé comme drogue, notamment dans des milieux de classe populaire en raison de son bas prix

Anexo : clinique de désintoxication pour personne toxicomane ou alcoolique

Animitas : « petites âmes ». Dans le folklore chilien, petits autels qu'on dépose là où des événements tragiques sont survenus. *Animitas* (2014) est une œuvre de l'artiste Christian Boltanski, inspirée par le folklore chilien des *animitas*

Arraigo : garde à vue

ACNR : Association civique nationale révolutionnaire

AFADEM : Association de proches de détenus disparus et de victimes de violations des droits de l'homme au Mexique (Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Víctimas de Violaciones a los Derechos Humanos en México)

AFDD : Association des proches des détenus disparus

AFIS : système automatisé d'identification des empreintes digitales (Automated Fingerprint Identification System)

AM/PM : *Ante mortem/Post mortem*

B

Border crossers : migrant.e.s traversant le désert à pied

Border Patrol : garde-frontière des États-Unis

Burreros/burreada : « mules », personnes qui transportent de la drogue à travers les frontières nationales ou internationales. Les *burreros* sont les personnes qui chargent la drogue. Une *burreada* est l'acte de transporter la drogue

Buscadores/Buscadoras : chercheurs/chercheuses

Búsquedas en el campo : recherches dans la nature / sur le terrain

Búsquedas en vida : recherche de personne en vie

Brigada Nacional/Estatal de Búsqueda : Brigade nationale/régionale de recherche

C

Cadáveres desconocidos : Cadavres inconnus

Cadáveres identificados : Cadavres identifiés

Calentar la plaza : « chauffer la place » consiste à déclencher une escalade de violence dans un territoire et/ou attirer l'attention sur ce territoire.

Caracoles : centres régionaux zapatistes au Chiapas

Coyote : guide pour traverser la frontière par des passages clandestins. Voir aussi *polleros*

Crisis forense : crise médico-légale

CAPEA : Centre de soutien aux personnes perdues ou absentes (Centro de Apoyo a Personas Extraviadas o Ausentes)

CBP-CDMX : Commission de recherche de personnes disparues de Mexico (Comisión de Búsqueda de personas de la Ciudad de México)

CCAMYN : Centre communautaire de service aux migrant.e.s et aux nécessiteux (Centro comunitario de atención al migrante y el necesitado)

CICR : Comité international de la Croix-Rouge

CIESAS : Centre d'études supérieures en anthropologie sociale

CMDPDH : Commission mexicaine de défense et promotion des droits de l'homme (Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos)

CNDH : Commission nationale des droits humains (Comisión Nacional de los Derechos Humanos)

ComIDH : Commission interaméricaine des droits de l'homme

CNB : Commission nationale de recherche (Comisión Nacional de Búsqueda)

CEB : Commission de recherche de l'État du Sonora (Comisión Estatal de Búsqueda)

CUH-2 : agence numéro 2 du Ministère public de la mairie de Cuauhtémoc

D

Desapareció/lo desaparecieron : il a disparu / quelqu'un l'a fait disparaître

Desaparecidos/desaparecidos : gens qui disparaissent / ceux qui font disparaître les gens

Descartar : éliminer

Doñas : nom donné aux femmes (mères, sœurs et épouses) du Comité ¡Eureka!, créé en 1977 et, plus largement, aux mères mexicaines

DEA : Drug Enforcement Agency

DFS : Direction fédérale de la sécurité (Dirección Federal de Seguridad)

E

Ejidos/ejidales : terrain rural d'usufruit collectif créé à la suite de la révolution et de la répartition agraire (loi agraire de 1915), terres héritées et indivisibles jusqu'à la nouvelle réforme de 1992 qui rend les parcelles vendables.

EAAF : Groupe argentin d'experts en anthropologie médico-légale (Equipo Argentino de Antropología Forense)

EGAF : Équipe guatémaltèque d'anthropologie médico-légale (Equipo Guatemalteco de Antropología Forense)

EMAF : Équipe mexicaine d'anthropologie médico-légale (Equipo Mexicano de Antropología Forense)

EZLN : Armée zapatiste de libération nationale (Ejército Zapatista de Liberación Nacional)

F

Fiscalía : Bureau du procureur

Forensic turn : « tournant médico-légal » qui, dans les sciences sociales, implique l'étude des pratiques et des connaissances médico-légales employées pour établir la 'vérité' scientifique et juridique autour d'événements de violences de masse ou d'atrocités du passé.

Fotovolante : affiche alertant de la disparition d'une personne

FEMOSPP : Bureau du procureur spécial pour les mouvements sociaux et politiques du passé (Fiscalía Especial para Movimientos Sociales y Políticos del Pasado)

FGJ-CDMX : Bureau du procureur général de justice de la ville de Mexico (Fiscalía General de Justicia de la Ciudad de México)

FGR : Parquet fédéral (Fiscalía General de la República, anciennement Procuraduría General de la República, PGR)

FIPEDE : Bureau du procureur spécialisé dans la recherche, la localisation ou l'enquête sur les personnes disparues (Fiscalía Especializada en la Búsqueda, Localización e Investigación de Personas Desaparecidas)

G

Gambusinos : Parquet fédéral

Guardias blancas : « gardes blanches », tueurs à gages, payés par les caciques [chefs et dirigeants locaux], qui protègent la propriété privée et la machine politique contrôlée par le PRI.

GIEI : Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants

H

Haciendas : vastes exploitations agricoles

Halcones : « faucons » sont des guetteurs de la mafia ou narco, généralement de jeunes garçons. (cf. Punto)

Huachicol : carburant frelaté/volé

I

INCIFO : Département d'identification de l'Institut des sciences médico-légales de la ville de Mexico (Instituto de Ciencias Forenses de la Ciudad de México)

INM : Institut national de migration du Mexique, surnommée « La Migra »

ISSSTE : Institut de la sécurité et des services sociaux de travailleurs de l'État (Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado)

J

Junta auxiliar : la plus petite unité de l'administration publique de l'État de Puebla

Jefe de plaza : également connu comme « propriétaire de la place » ou « du terrain » (voir aussi calentar la plaza), c'est le rang le plus élevé de la structure mafieuse locale, occupé par un homme qui maintient des liens avec des structures régionales plus larges.

L

Latifundios : grandes exploitations agricoles caractérisées par un rendement faible

Levantar : séquestrer

Levantón : enlèvement

Levantado : enlevé

M

Mala muerte : malemort, mauvaise mort

Maquiladoras : usines d'assemblage pour le compte d'entreprises étrangères, notamment étatsuniennes. Elles sont généralement situées près de la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

La migra : surnom donné à l'Institut National de Migration du Mexique, INM

Milpa : système agricole basé sur la culture de maïs utilisé dans toute la Mésio-Amérique, ainsi qu'une construction sociale qui donne du sens à certaines communautés indiennes et paysannes

Monte : terme utilisé au Sonora pour faire référence à tout espace en dehors des villages et villes : brousse, désert, colline ou ranch.

MP : Agence du Ministère Public de la ville de Mexico (Agencia del Ministerio Público de la Ciudad de México) similaire aux commissariats de police en France. On y porte plainte après avoir été victime d'un crime et y travaillent également les policiers chargés de l'enquête.

MPJD : Mouvement pour la paix avec justice et dignité (Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad)

P

Papel picado : ornement de papier coloré servant à décorer les autels dédiés aux défunts pendant la fête des morts

Peritos : experts médico-légaux. À la morgue de Mexico on emploie la forme masculine *peritos* pour les désigner, bien que la majorité des experts soient des femmes. Au Mexique, le mot *perito* qu'on utilise pour les experts médico-légaux est si couramment utilisé pour désigner tout un tas de professions impliquées dans les processus judiciaires et les enquêtes policières que l'on a du mal à le définir

Plaza : territoire contrôlé par un groupe de la mafia

Polleros : « propriétaires de poulets » car les migrant.e.s sont surnommé.e.s poules. Guides pour traverser la frontière par des passages clandestins. (cf. Coyotes)

Poner : littéralement « poser ». Ici, accuser faussement quelqu'un d'avoir fait quelque chose pour fabriquer un coupable et se sortir d'une situation de menace, vendre quelqu'un qui, selon le groupe mafieux en question, mériterait la mort ou la disparition, comme par exemple, pour avoir vendu de la drogue du groupe ennemi ou de la drogue dans un territoire ennemi.

La Procu : surnom du Bureau du procureur (voir aussi FGR)

Punto : « point ». Lieu où aller chercher une personne disparue, en général, transmis de manière anonyme aux collectifs de recherche. Au Sonora, on appelle aussi *puntos* ou *punteros* les personnes, par la plupart des jeunes, qui travaillent pour les groupes criminels en surveillant les territoires que ces groupes contrôlent. (cf. Halcones)

PAN : Parti d'action nationale, parti de l'ancien président de la République, Felipe Calderón.

PCOME : Pima County Medical Examiner, morgue cantonale de Tucson

PGR : Bureau du procureur général de la République (Procuraduría General de la República) devenu FGR sous López Obrador.

R

RNPED : Registre national de personnes égarées ou disparues (Registro Nacional de Personas Extraviadas o Desaparecidas). Remplacé par le RNPEDNO en 2019

RNPEDNO : Registre national de personnes disparues ou non-localisées (Registro Nacional de Personas Desaparecidas y No Localizadas). Remplace le RNPED en 2019

S

Secuestro : séquestration/kidnapping

Señas particulares : signes particuliers, éléments caractéristiques du corps d'une personne qui permettent de l'identifier. Affichés sur les *fovovolantes* afin d'aider à l'identification d'une personne disparue

Separos : cellules de garde à vue

Sicarios : Tueurs à gage, sicaires

V

Varilla : sonde qu'on plante dans la terre, utilisée pour la recherche de cadavres

Vecindad : maison avec plusieurs logements partageant une cour, où vivent plusieurs familles pauvres

¡Vivos se los llevarán, vivos los queremos! : « Vous les avez pris vivants, nous les voulons vivants ! » Slogan des proches de victimes de disparition forcée

U

UACM : Université autonome de Mexico (Universidad Autónoma de la Ciudad de México)

Z

Zócalo : place principale des villes mexicaines

Bibliographie générale

- Acuddeh et Comité Cerezo, *Defender los derechos humanos en México. La impunidad No termina*, México, Acción Urgente para Defensores de Derechos Humanos/Comité Cerezo, 2020.
- Aguayo Sergio et Dayan Jacobo, *El Estado, La sociedad y las víctimas de San Fernando Tamaulipas (2010)*, y Allende, Coahuila (2011), México, El Colegio de México, 2016 ; *En el desamparo. Los Zetas*, México, El Colegio de México, 2018
- Aguilar Camín Héctor, *La Frontera Nómada : Sonora y la Revolución Mexicana*, México, Siglo Veintiuno, 2017.
- Ahedo Andrea, « Cablebús. Sortear la inseguridad », *El Universal*, 12 février 2019.
- Alva Mario, « Evolución de la medicina forense en México 1940-2015 » in Sergio García et Olga Islas (coords.), *Evolución del sistema penal en México*, Mexico, UNAM, 2017, pp. 657-665.
- Anderson Ben, Kearnes Matthew, McFarlane, Collin et Swanton Dan, « On assemblages and geography ». *Dialogues in Human Geography*, Vol 2, n°2, 2012, pp.171-189.
- Anderson Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin of Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983.
- Angel Arturo, « Pese a miles de cuerpos sin identificar, estados No usan plataforma forense donada por la Cruz Roja », *Animal Político*, 15 mai 2019.
- Animitas* (Documentaire sur une offrande au pied de fosse), Nuevo León, 2016.
- Anstett Élisabeth, Dreyfus Jean-Marc (dir), *Cadavres impensables, cadavres impensés. Approches méthodologiques du traitement des corps dans les violences de masse et les génocides*, Paris, Petra, 2012 ; *Human remains and identification. Mass violence, genocide, and the 'forensic turn'*, Manchester, Manchester University Press, 2015.
- Arendt Hannah, *The Origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt, 1968.
- Argyriadis Kali, « Narco-satanisation et corps en morceaux au Mexique La Santa Muerte/Yemayá au cœur de la guerre des images », *Cahiers d'Études africaines*, Vol. 231-232, 2018, pp. 817-851.
- Ariès Philippe, *Essais sur l'histoire de la mort en Occident du Moyen-Âge à nos jours*, Paris, Seuil, 1977, pp. 31-33.
- Auyero Javier, *Patients of the State. The Politics of Waiting in Argentina*, Durham, Duke University Press, 2012.
- Ávila Jonathan et al. (coords.), *¿Quiénes son ? La crisis de identificación de personas en Jalisco*, CÉPAD, Guadalajara, 2021.
- Barreto Antonio et Alejandro Madrazo, « Los costos constitucionales de la guerra contra las drogas : dos estudios de caso de las transformaciones de las comunidades políticas de las Américas », *Isonomía*, n°43, 2015, pp. 151-193.
- Bataille Georges, *L'érotisme*, Paris, Éditions de Minuit, 1957.
- Baudry Patrick, « Mutations des rites funéraires », *Transversalités*, Vol.3, n°115, 2010, p.111-121.
- Benjamin Walter, *Thèses sur le concept d'histoire*, 1940.
- Boltanski Luc, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009.
- Boltanski Luc et Thévenot Laurent, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
- Boltanski Christian, *Animitas*, Catalogue de l'exposition, Santiago, Ed. Hueders-Fundacion Mar Adentro, 2015.
- Bosch Lolita, *Roy desaparecido*, México, Ediciones B, 2014.
- Boss Pauline, *La pérdida ambigua. Cómo aprender a vivir con un duelo No terminado*, Barcelona, Gedisa, 2001.
- Bourdieu Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997 ; *Sur l'État*, Cours au Collège de France 1989-1992, Paris, Seuil, 2012.
- Bourgeois Philippe, « Théoriser la violence en Amérique. Retour sur trente ans d'ethnographie », *L'Homme*, n°203-204, 2012, pp. 139-168.
- Butler Judith, *Precarious Lives. The Power of Mourning and Violence*, London/New York, Verso, 2004 ; *Frames of War: When is Life Grievable?*, London/New York, Verso, 2009.
- CADHAC, *Desapariciones en Nuevo León, desde la morada de Cadhac. Informe 2009-2016*, Nuevo León, CADHAC, Embajada de Alemania en México, 2016.
- Calverio Pilar, *Poder y Desaparición. Campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Puñaladas, 2006.
- Calzolaio Chiara, « Ethnographier la violence d'État : récits et expériences des victimes de la lutte contre le narcotrafic à Ciudad Juárez, Mexique », *Cultures & Conflits*, n°103/104, 2016.
- Carr E. Summerson, « Enactments of Expertise », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 39, pp. 17-32.
- Carrasco Patricia, « Cuauhtepic una de las zonas más peligrosas y olvidadas de la CDMX », *La Prensa*, 21 janvier 2021.
- Carrillo Alejandra, « Un arrebato de rabia hecho escultura », *El Diario NTR*, 1 avril 2019
- Carrión Lydiette, *La fosa de agua: Desapariciones y feminicidios en el río de los Remedios*, Mexico, Penguin Random House, 2018.
- Castro Neira, Yerko, « Paisajes del terror », *Revista México Social*, 2013.
- CBP-CDMX, « Informe : Regularidades y recurrencias en los fenómenos de desaparición en la Ciudad de México (2012-2020) », *Comisión de búsqueda de personas de la Ciudad de México*, 5 mai 2021 ; « Reportes de desaparición y No localización en la Ciudad de México : una caracterización del fenómeno con perspectiva de género », *Comisión de búsqueda de personas de la Ciudad de México*, 25 novembre 2019.
- Chambers Samuel, Norton Boyce, Geoffrey Alan, Launius Sarah et Dinsmore, Alicia, "Mortality, Surveillance and the Tertiary "Funnel Effect" on the U.S.-Mexico Border: A Geospatial Modeling of the Geography of Deterrence", *Journal of Borderlands Studies*, n°36, vol 3, pp. 443-468.
- Chanu, *La Mort à Paris (XVI^e et XVII^e siècles)*, Paris, Fayard, 1978.
- CICR, *Identificación forense de restos humanos*, Genève, Comité internationale de la Croix-Rouge, 2014.
- Claverie, Elisabeth, « Réapparaître. Retrouver les corps des personnes disparues pendant la guerre en Bosnie », *Raisons politiques*, Vol.1, n°41, 2011, pp. 13-31.
- CMDPDH, « El arraigo hecho en México : violación a los derechos humanos », *Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos*, Octubre 2012.
- Colectivo vs la impunidad, *Fiscalómetro. ¿Como enfrenta nuestro país su impunidad?*, Mexico, s. d. [2020].

- Colombo Pamela, *Espacios de desaparición. Vivir e imaginar los lugares de la violencia estatal (Tucumán, 1975-1983)*, Buenos Aires, Argentina, Miño y Dávila, 2017.
- Colombo Pamela, Schindel Estela (dirs.), *Space and the Memories of Violence. Landscapes of Erasure, Disappearance and Exception*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014.
- Coluccio Félix, *Cultos y canonizaciones populares en Argentina*, Buenos Aires, Del Sol, 2007.
- Comisión Nacional De Búsqueda De Personas Desaparecidas, *Informe sobre fosas clandestinas y registro nacional de personas desaparecidas o No localizadas*, Mexico, janvier 2020.
- Cornelius Wayne A, "Controlling 'Unwanted' Immigration: Lessons from the United States, 1993–2004", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol 4, n°31, 2005, pp. 775-794 ; "Evaluation Enhanced U.S. Border Enforcement". Blog: Migration Policy Institute, 2014.
- Correa Alberto, *Estomatología forense*, Mexico, Trillas, 1990.
- Courtois Martine, « Parler du cadavre », *Communications*, Vol. 2, n°97, 2015, pp. 17-27.
- Coutaz Horacio Andrés, « Rendición de cuentas: el valor de la memoria. Justicia y reparación en la Argentina », in César Rodríguez Garavito et Meghan Morris, *Hacer justicia en tiempos de transición. El papel del activismo y las instituciones en el fortalecimiento democrático*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2018, pp. 105-137.
- Crossland Zoë, « The Agency of the Dead » in N. J. Enfield et Paul Kockelman (dirs.), *Distributed Agency*, Oxford, University Press, 2017, pp. 181-189 ; « Of clues and signs: the dead body and its evidential traces », *American Anthropologist*, Vol. 111, n° 1, 2009, pp. 69-80.
- Cueva Vergara Zul, « Hay muertos que No saben callar », *El Respetable*, 21 mars 2019.
- Cullell Jon Martín, « La vocación forense en el país de los 3,7 homicidios por hora », *El País*, 14 octobre 2018.
- Das Veena, « Our work to cry: Your work to listen », *Mirrors of violence : Communities, riots and survivors in South Asia*, New Delhi, Oxford University Press, 1990, pp. 345-399 ; « Language and body : Transactions in the Construction of Pain », *Daedalus*, Vol. 125, n°1, 1996, pp. 67-91 ; *Life and Words. Violence and the Descent into the Ordinary*, Berkeley, University of California Press, 2007 ; « Corruption and the possibilities of life », *Contributions to Indian Sociology*, Vol. 49, n°3, 2015, pp. 322-343 ; *Textures of the Ordinary. Doing Anthropology after Wittgenstein*, New York, Fordham University Press, 2020.
- Das Veena et Deborah Poole (eds.), *Anthropology in the Margins of the State*, Santa Fe, SAR Press, 2004.
- Data Cívica, « Análisis y evaluación de registros oficiales de personas desaparecidas: hacia el nuevo registro nacional », *Evaluación para el diseño del nuevo registro nacional de personas desaparecidas*, 2019.
- De Genova Nicholas, *Working the Boundaries: Race, Space and «Illegality» in Mexican Chicago*, Durham, Duke University Press, 2005.
- Delacroix Dorothée, « Politiques du doute et régimes de vérité à l'ère de l'os ». ADN et adoptions symboliques des corps récupérés dans les charniers au Pérou et en Espagne », *Ethnologie française*. « Tracer. Dire la vérité par le corps », Vol. 50, n°2, pp. 327-344.
- Delaplace Grégory (dir.), « Fantômes », *Terrain*, n°69, 2018.
- Delaplace Grégory et Valentin Frédérique (dirs.), *Le funéraire : mémoire, protocoles, monuments*, Paris, De Boccador.
- De León Jasón, *The Land of Open Graves. Living and Dying on the Migrant Trail*, Berkeley, University of California Press, 2015.
- Deleuze Gilles, *Le Pli. Leibniz et le Baroque*, Minuit, Paris, 1988.
- DelVecchio Good Marie, Hyde Sandra Teresa, Pinto Sarah, Good Bryon J., *Postcolonial Disorders*, Berkeley, University of California Press, 2008.
- Denyer Willis Graham, « Before the Body Count: Homicide Statistics and Everyday Security in Latin America », *Journal of Latin American Studies*, Vol. 48, n°1, 2017, pp. 29-54 ; « Mundane disappearance : The politics of letting disappear in Brazil », *Economy and Society*, Vol. 50, n°2, 2021, pp. 297-321.
- Destemberg Antoine Et Moulet Benjamin, *La mort. Mythes, rites et mémoire*, 2007.
- Díaz Paola, « D'une vérité à l'autre sur les crimes du passé », in Cefai, D et Terzi, *L'expérience des problèmes publics*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2012, pp. 321-350 ; « La desaparición política de un ser querido » in Guerrero J.C, A. Marquez G. Nardachionni, S. Pereyra (eds.), *Problemas públicos. Controversias y aportes contemporáneos*, Ediciones del Instituto Mora, México, 2018, pp. 414-441 ; Contando la muerte y la desaparición de personas en contexto migratorio, *Sociología y Tecnología*, Vol 1, n°10, 2020, pp. 1-24.
- Díaz Paola et Freire Jussara (à paraître). « Death and Disappearance in Necropolitical Democracies ».
- Díaz Tovar Alfonso, « Prácticas de conmemoración de la guerra sucia en México », *Athenea Digital. Revista de Pensamiento e Investigación Social*, Vol. 15, n°4, décembre 2015, pp. 197-221.
- Dieguez Ileana, « Imaginar la forma de la ausencia », *Cartografías críticas Vol. 1*, Los Angeles, Ediciones KARPA, 2013.
- Dodier Nicolas & Stavrianakis, Anthony. (dir.) "Introduction" in *Objets Composés. Agencements, dispositifs, assemblages*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2018.
- Doñán Juan José, « Estatua-panfleto », *Okupa+*, 1 avril 2019.
- Douglas Mary, *De la souillure*, Paris, La Découverte, 2005
- Dubois Vincent, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 1999.
- Enciso Froylán, *Nuestra historia narcótica. Pasajes para (re)legalizar las drogas en México*, México, Penguin Random House Grupo Editorial, 2015.
- Escudier Alexandre, « La question des générations. Généalogie d'une notion », in Anne Muxel, *Temps et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, pp. 87-104.
- Estévez Ariadna, *Guerras necropolíticas y biopolítica de asilo en América del norte*, Mexico, UNAM/CISAN/UACM, 2018.
- Estévez Ariadna (dir.), *La mediación en el régimen de subjetividad bio/necropolítica: de la minería de datos al consumo comercial de lo violento*, Mexico, UNAM-IIJ, 2019.
- Fassin Didier, *L'espace politique de la santé. Essai de généalogie*, Paris, PUF, 1996 ; *Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute*, Paris, La Découverte, 2004 ; « Humanitarianism as a Politics of Life », *Public Culture*, Vol. 3, n°19, pp. 499-520, 2007 ; *La Raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Seuil, Paris, 2010 ; *La vie. Mode d'emploi critique*, Paris, Seuil, 2018.
- Fassin Didier et Memmi Dominique, *Le gouvernement des corps*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2004.
- Fassin Didier et Richard Rechtman, *L'Empire du traumatisme : enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007.
- Favret-Saada Jeanne, *Les Mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 1977.
- Fernández Emilio, « Ecatepec sufre. Viven entre inseguridad y pobreza », *El Universal*, 29 octobre 2018.
- Ferrándiz Francisco et Robben Antonius C.G.M, *Necropolitics. Mass Graves and Exhumations in the Age of Human Rights*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2015.
- Ferrándiz Francisco, *El pasado bajo tierra: Exhumaciones contemporáneas de la Guerra Civil*, Madrid, Siglo XXI, 2014.
- Fillieule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1, 2001, pp. 199-215.
- Flores-Martos Juan Antonio, « Iconografías emergentes y muertes patrimonializadas en América Latina: Santa muerte, muertos religiosos y muertos adoptados », *Revista de Antropología Iberoamericana*, Vol. 9, n°2, 2014, pp. 115-140.

Bibliographie

- Foucault Michel, *Il faut défendre la société*, Paris, Gallimard/Seuil, 1997.
- Franco Darwin, «Fray Antonio Alcalde se pronuncia por los desaparecidos», *ZonaDocs*, 19 mars 2019.
- Frazer James, *The Fear of the Dead in Primitive Religion*, Londres, Macmillan, 1937.
- Freud Sigmund, *The Uncanny*, New York, Penguin Books, 2003.
- Gallegos Andrea *et al.*, «Inhalables y otras aspiraciones», *Ciencia*, Vol. 65, n°1, 2014, pp. 50-61.
- Gándara Sugeyry Romina, «Cifra de desaparecidos sube a 82 mil. Jalisco, Tamaulipas, Edomex, Veracruz y Sinaloa son líderes», *Sin Embargo*, 13 janvier 2021.
- Gárate Manuel, *La Revolución Capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago, Ediciones, Universidad Alberto Hurtado, 2012.
- García Angela et Brian Anderson, «Violence, addiction, recovery: An anthropological study of Mexico's anexos», *Transcultural Psychiatry*, Vol. 31, n°4, 2016, pp. 571-594.
- García Angela, «The Rainy Season: Toward a Cinematic Ethnography of Crisis and Endurance in Mexico City», *Social Text*, Vol. 3, n°1, 2017, pp. 101-121.
- García Elías Jaime, «Pobre Alcalde», *El Informador*, 20 mars 2019 ; «Una mancha más», *El Informador*, 22 mars 2019.
- García Luz, «Reportaje INCIFO», *Revista Directum*, n°3, 2016, pp. 32-53.
- García-Castillo Zoraida *et al.*, «Elementos técnicos y racionales para la valoración de la confiabilidad de la prueba científica : referencia a tres áreas de la Ciencia Forense», *Isonomía*, n°53, 2020, pp. 31-69.
- García-Castillo Zoraida, «La argumentación en la valoración de la prueba científica en el sistema penal acusatorio, emergente en el mundo latino», *Iusfilosofía Mundo Latino*, 2015.
- Gatti Gabriel, *Desapariciones. Usos locales, circulaciones globales*, Colombia, Siglo del Hombre Editores/Universidad de los Andes, 2017.
- Gatti Gabriel (ed.), *Un mundo de víctimas. Barcelona: Anthropos*, 2017
- Gatti Gabriel et Irazuzta Ignacio, «Diario de la desaparición mexicana. Entre el precedente y el exceso», *Disparidades. Revista de Antropología*, Vol. 74, n°2, 2019.
- Gentry Blake, Boyce Geoffrey Alan, García, Jose M et Chambers Samuel, «Indigenous Survival and Settler Colonial Dispossession on the Mexican Frontier: The Case of Cedagi Wahia and Wo'oson O'odham Indigenous Communities», *Journal of Latin American Geography*, Vol. 1, n°18, 2019, pp. 65-93.
- Gil Olmos José, «El narcoestado», *Proceso*, 17 mai 2017.
- Ginzburg Carlo, 1980, «Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice», *Le Débat*, n°6, pp. 3-44.
- Gómez Izquierdo José Jorge, «El Holocausto chino. Biopolítica y racismo de Estado en México (1896-1934)», *Dorsal. Revista de Estudios Foucaultianos*, n°7, 2019.
- Gnoli Gherardo et Vernant Jean-Pierre, *La mort, les morts dans les sociétés anciennes*, Paris, Éd.MSH/Cambridge University Press, 1982.
- Graeber David, *Bureaucratie. L'utopie des règles*, trad. Françoise Chemla, Paris, Les Liens qui libèrent, 2015.
- Grajales Jacobo, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, 2016.
- Guevara Bermúdez José Antonio y Chávez Vargas Lucía Guadalupe, «La impunidad en el contexto de la desaparición forzada en México», *Eunomía. Revista en Cultura de la Legalidad*, n°14, 2018, pp. 162-174.
- Gupta Akhil, *Red Tape. Bureaucracy, Structural Violence and Poverty in India*, Durham, Duke University Press, 2012.
- Guza A. et Isunza E., «Precisiones conceptuales para el debate contemporáneo sobre la innovación democrática: participación, controles sociales y representación», *La innovación democrática en América Latina. Tramas y nudos de la representación, la participación y el control social*, México, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, Universidad Veracruzana, 2010, pp. 19-84.
- Gúzman Patricio, *Nostalgie de la lumière*, 90', Paris, Icarus Film, 2010.
- Hernández Castillo Rosalva Aída, Pluralidad de Justicias y Resarcimientos. Los aportes de la antropología jurídica al análisis de las desapariciones en México, *Condition humaine / Conditions politiques, Revue internationale d'anthropologie du politique*, à paraître, n°3.
- Hertz Robert, *Œuvres publiées*, Paris, Garnier, 2014.
- Híjar González Cristina, «El Antimonumento +43 : acontecimiento visual de una memoria viva y en resistencia», *Nierika. Revista de estudios de arte*, n°13, 2018, pp. 57-68.
- Híjar Ornelas Tomás, «Fray Antonio Alcalde y Pasquino», *Milenio*, 21 mars 2019.
- Hinard François, *La mort, les morts et l'au-delà dans le monde romain. Actes du colloque de Caen*, 1987.
- Hobsbawm Eric, *Les Bandits*, Paris, La Découverte, 1999 [1969].
- Huellas de la memoria, «Las rondas del Zócalo : se hace memoria al andar», *Desinformémonos*, 8 avril 2021.
- Huffschmid Anne, «Huesos y humanidad : Antropología forense y su poder constituyente ante la desaparición forzada», *Athenea digital*, Vol. 15, n°3, 2015, pp. 195-214.
- Hughes Everett, «Good People and Dirty Work», *Social Problems*, Vol. 10, n°1, 1962, pp. 3-11 ; *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997.
- Huhle Rainer, *La desaparición forzada en México : una mirada desde los organismos del sistema de Naciones Unidas*, México, Comisión Nacional de los Derechos Humanos/Oficina en México del Alto Comisionado de las Naciones Unidas, 2019.
- Hull, Matthew, *Government of Paper. The Materiality of Bureaucracy in Urban Pakistan*, Berkeley, University of California Press, 2012.
- IISS, *Armed Conflict Survey*, 2017.
- Jaksic Milena et Fischer Nicolas, *Les morts encombrants. Du gouvernement politique des cadavres*, *Cultures & Conflits*, n°121, 2021.
- Jelin Elizabeth et Langland Victoria, «Introducción : las marcas territoriales como nexo entre pasado y presente», in Elizabeth Jelin et Victoria Langland, *Monumentos, memoriales y marcas territoriales*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2003.
- Jelin Elizabeth, *Los trabajos de la memoria*, Madrid, Siglo XXI, 2002.
- Jimenez, Rodolfo et Meyemberg Yolanda, *Estrategias de comunicación presidencial en México (1994-2012)*, México, IIS-UNAM, 1919.
- Juárez Becerra Isabel, «Entre esculturas y escultores. La plaza de los Jaliscienses Ilustres (1953-2015)», *Letras Históricas*, n°19, 2018, pp. 227-267.
- Kobelinsky Carolina, «Who cares about Ouacil ? The postmortem itinerary of a young border crosser», *American Behavioral Scientist*, n°4, pp. 525-539.
- Koselleck Reinhart, «Mutation de l'expérience et changement de méthode. Esquisse historico-anthropologique», in *L'expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard/Éditions du Seuil, 1997, pp. 263-325.
- Kristeva Julia, *Pouvoirs de l'horreur. Essai sur l'abjection*, Paris, Seuil, 1980.
- Kuri Pineda Edith, «Espacio, "guerra sucia" y memoria. La construcción del Museo Casa de la Memoria Indómita en México», *Revista de Ciencias Sociales*, n°31, 2017, pp. 115-133.
- Lagunas Zaid et Ana Reyes, «Apuntes para la historia de la antropología física forense en México», *Revista criminalidad*, Vol. 51, n°2, pp. 61-79.

- Lapassade Georges, *Essai sur la transe*, Paris, Jean-Pierre Delarge, 1976 ; *La transe*, Paris, PUF, 1990.
- Latour Bruno, « Les 'vues' de l'esprit : une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques », *Culture technique*, n°14, 1985, pp. 4-29 ; *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 2004 ; *Reassembling the Social: an Introduction to Actor-Network-Theory*, Oxford, University Press, 2005 ; *Après le conflit, la réconciliation ?*, Paris, Michel Houdiard, 2006a ; *Changer de société, refaire de la sociologie*, trad. Nicolas Guilhot Paris, La Découverte, 2007.
- Lefranc Sandrine et Mathieu Lilian (dir.), *Mobilisations des victimes*, PUR, 2009.
- Le Galès Patrick et Vicente Ugalde (eds.), *Gobernando la Ciudad de México. Lo que se gobierna y lo que No se gobierna en una gran metrópoli*, Mexico, El Colegio de México, 2018.
- Leon Rita et Dominguez Idalia, « Caso 'colina de Santa Fé': fosas clandestinas en el Estado de Veracruz », *Letras Jurídicas*, n°36, 2017, pp. 77-87.
- Lévi-Strauss Claude, *La Pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962.
- Lipsky Michael, *Street Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*, New York, Russell Sage Foundation, 1980.
- Lomnitz Claudio, *Death and the Idea of Mexico*, Princeton University Press, 2005 ; *Idea de la muerte en México*, Mexico, FCE, 2006 ; *La nación desdibujada: México en trece ensayos*, Mexico, Malpaso, 2016.
- López Amanda, *The Cadaverous City: The Everyday Life of the Dead in Mexico City, 1875-1930*, Tucson, University of Arizona, 2010.
- López Aspeitia Luis, « Movilizaciones por los desaparecidos en México », in Geoffrey Pleyers et Manuel Garza Zepeda (eds.), *México en movimientos: resistencias y alternativas*, México, Universidad Autónoma Benito Juárez de Oaxaca/Universidad Autónoma de Ciudad Juárez/ Miguel Ángel Porrúa, 2017, pp. 55-62.
- López Casanova Alfredo, « Carta del escultor López Casanova a Enrique Alfaro », *ZonaDocs*, 22 mars 2019.
- López Casanova Alfredo, Melenotte Sabrina et Vallejo Flores Verónica, « Art, Memory and Disappearance in Contemporary Mexico. A conversation with Alfredo López Casanova », *Violence: An international journal*, Vol. 2, n°1, Sage/FMSH, 2021, pp. 169-192.
- Lopez Patricia J et Gillespie Kathryn (Ed.), *Economies of Death: Economic Logics of Killable Life and Grievable Death*, New York, Routledge, 2015.
- Loraux Nicole, *Les mères en deuil*, Paris, Seuil, 1990.
- Losonczy Anne-Marie et Robin-Azevedo Valérie, *Retour des corps, parcours des âmes. Exhumations et deuils collectifs dans le monde hispanophone*, Paris, Petra, 2016.
- Luna Sarah, « Affective Atmospheres of Terror on the Mexico-U.S. Border: Rumors of Violence in Reynosa's Prostitution Zone », *Cultural Anthropology*, Vol. 33, n°1, 2018, pp. 58-84.
- Macleod Morna et De Marinis Natalia, *Resisting Violence: Emotional Communities in Latin America*, Palgrave Macmillan, 2018.
- Magaloni Beatriz, « La Victimización en el Transporte en la Ciudad de México y la Zona Metropolitana », *Poverty, Violence and Governance Lab*, Stanford, 2019.
- Malinowski Bronislaw, *Magic, Science and Religion*, Glencoe, Free Press, 1948.
- Mallon Florencia E., *The Defense of Community in Peru's Central Highlands: Peasant Struggle and Capitalist Transition, 1860-1940*, Princeton, Princeton Legacy Library, 1983.
- Márquez Francisca, « Introducción », in Francisca Márquez (ed.), *Patrimonio : contranarrativas urbanas*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2019.
- Martín Ruben, « Una escultura que grita », *El Informador*, 20 mars 2019.
- Martínez Fabiola, « En un año del plan antidelito la tasa de homicidios dolosos creció en 9 entidades », *La Jornada*, 21 avril 2014.
- Martínez María et Díaz Paola, « Nombrando lo que no tiene nombre : pensando la "desaparición" de migrantes en la frontera mexicano-estadounidense (Arizona) », *Athena Digital*, Vol. 3, n°20, 2020.
- Mastrogiovanni Federico, *Ni vivos ni muertos. La desaparición forzada en México como estrategia de terror*, México, Penguin Random House Grupo Editorial, 2016 [2014].
- Mazzucchelli, « From the Era of Witness » to an « Era of Traces ». Memorialisation as a process of Iconisation, in Zuzanna Dziuban (ed.), *Mapping the «Forensic Turn». Engagements with Materialities of Mass Death in Holocaust Studies en Beyond*, New Academic Press, 2017, pp. 169-191.
- Mbembé Achille, « Nécropolitique », *Raisons politiques*, n°21, 2006, pp. 29-60 ; *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2016.
- Mejía Francisco, « Ecatepec al filo de la navaja », *Milenio*, 4 février 2016.
- Mejía Ximena, « Esquizofrenia, cuarta discapacidad atendida por el ISSSTE », *Excelsior*, 7 février 2018.
- Melenotte Sabrina, « Sur les traces des disparus au Mexique », *Ethnologie française*, n°178, 2020a, pp. 345-360 ; « Violences politiques et criminelles au Mexique : la/les justice(s) autochtone(s) entre deux feux », in Baronnet Bruno et Melenotte Sabrina (dirs.), *Peuples et savoirs autochtones à l'épreuve des (dé)mesures*, GITPA/L'Harmattan, 2020b, pp. 47-66 ; « Un mundo fantasmal: paisajes de la muerte y huellas de la violencia en México », in Uribe Maria-Victoria et Parrini Rodrigo (dirs.), *La violencia y su sombra. Aproximaciones desde Colombia y México*, Colombia/México, Universidad del Rosario/UAM, 2021a, pp. 267-303 ; « Des morts qui dérangent : espaces clandestins de la disparition et nécropouvoir au Mexique », *Cultures & Conflits*, n°121, 2021b, pp. 51-72.
- Mellinger Phil, « The Men Have Become Organizers: Labor Conflict and Unionization in the Mexican Mining Communities of Arizona, 1900-1915 », *The Western Historical Quarterly*, Vol. 3, n°23, 1992, pp. 323-347.
- Mendoza Natalia, « The Borderlands Mode of Production. Enclosure and Gatekeeping in the Altar Desert », (à paraître 1) ; *El extravió de los signos*, México, (à paraître 2) ; « La privatización de la ilegalidad » in Fernando Escalante (ed.) *Si persisten las molestias. (Noticias de algunos casos de ceguera ilustrada)*, Mexico, Cal y Arena, 2018, pp. 27-52 ; *Conversaciones en el Desierto. Cultura y tráfico de drogas*, México, CIDE, 2017.
- Mendoza Natalia et Miguel Fernández de Castro, « Unsettled: Limits and Domains », *Art Los Angeles Reader 4*, 2017.
- Merino Mauricio, « La captura de los puestos públicos », *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, Vol. 58, n°219, pp. 135-156.
- México Evalúa, *5013 Homicidios en cdmx. Análisis espacial para la reducción de la violencia letal*, 2019.
- Moon Claire, « Extraordinary deathwork: New developments in, and the social significance of, forensic humanitarian action » in Parra, Roberto et al., *Forensic Science and Humanitarian Action : Interacting with the Dead and the Living*, New Jersey, Wiley, 2020, pp. 37-48.
- Mora Mariana, « Ayotzinapa and the Criminalization of Racialized Poverty in La Montaña, Guerrero », *PoLAR*, Vol. 40, n°1, 2017, pp. 67-85.
- Mora Yunuen, « Dejarán mensajes de desaparecidos en escultura de Alcalde », *El Informador*, 20 mars 2019.
- Morales Héctor, Richard Nicolas et Garcés Alejandro. « Capitalismo en el desierto: materialidades, espacios y movimiento », *Revista Chilena de Antropología*, n°37, 2018, pp. 76-82.
- Moreau de Bellaing Cédric et Linhardt Dominique, « Ni guerre, ni paix », *Politix*, Vol. 26, n°104, 2014.
- MNPD, *La crisis forense en México*, Mexico, 2021
- Naepels Michel, *Ethnographie, pragmatique, histoire. Un parcours de recherche à Houailou (Nouvelle-Calédonie)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011 ; « L'épiement sans trêve et la curiosité de tout »,

Bibliographie

- L'Homme*, n°203-204, juillet/décembre 2012, pp. 77-102 ; *Dans la détresse. Une anthropologie de la vulnérabilité*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2019.
- Nahoum-Grappe Véronique, « Anthropologie de la violence extrême : le crime de profanation », *Revue internationale des sciences sociales*, Vol. 4, n°174, 2002, pp. 601-609.
- Notimex, « Inaugura GDF las nuevas instalaciones de la Semefo », *Crónica*, 5 décembre 2007.
- Nuijten Monique, *Power, Community and the State : The Political Anthropology of Organization in Mexico*, Londres, Pluto Press, 2003.
- Ojeda Gonzalo, « Animitas: apropiación urbana de una practica mortuoria ciudadana e informal », *Nueva Antropología*, Vol. 26, n°79, 2013.
- Ordorica Manuel et Jean-François Prud'homme (coords.), *Los grandes problemas de México*, Mexico, El Colegio de México, 2010.
- Orozco Barranco Almendra Cristal, « La desaparición y la manifestación como experiencias urbanas modernas. El caso del periodista tapatío Francisco Rangel en la Guadalajara de 1920 » [document inédit], atelier « Guadalajara : pasados insumisos. Taller de historia urgente », Departamento de Estudios Sobre Movimientos Sociales, Universidad de Guadalajara, juillet-octobre 2020.
- Ortiz Alfredo, « El Semefo pasa de fría morgue a centro de investigación », *Crónica*, 4 novembre 2007.
- Ortiz Cuchivague Karen, « Las Madres de la Plaza de Mayo y su legado por la defensa de los derechos humanos », *Trabajo social*, n°14, 2012, pp. 165-177.
- Ovalle Lilian Paola et Díaz Tovar Alfonso, *Memoria prematura. Una década de guerra en México y la conmemoración de sus víctimas*, Ciudad de México, Fundación Heinrich Boll, 2019.
- Ozouf Mona, « Le Panthéon. L'École normale des morts », in Pierre Nora (ed.), *Les Lieux de mémoire*, Vol. 1, Paris, Gallimard, 1997, pp. 155-178.
- Parker Cristian, *Animitas, machis, y santiguadoras en Chile: creencias religiosas y cultura popular en el Bio Bio. Un proceso de investigación-acción a partir de la acción social de la Iglesia en Concepción y Arauco*, Santiago, Rehue, 1992.
- Pavón Olivier, « El diablo que fue vecino de los Abarca », *El Universal*, 2 avril 2015.
- Pereyra Guillermo, « México: violencia criminal y "guerra contra el narcotráfico" », *Revista Mexicana de Sociología* 74, n°3, 2012, pp. 429-460.
- Pérez Verdía Luis, *Biografías. Fray Antonio Alcalde. Prisciliano Sánchez*, México, Universidad de Guadalajara, 1981.
- Pérez-Correa Catalina, « Investigación del delito en la Ciudad de México : Peritos y Médicos legistas », *Reforma Judicial. Revista Mexicana de Justicia*, n°15-16, 2010, pp. 81-99.
- Pérez-Tamayo, Ruy et al., *La autopsia*, Mexico, El Colegio Nacional, 2000.
- Perrée Caroline, « Mexico, de San Judas à la Santa Muerte. Logiques votives et rituels transversaux en milieu urbain », *L'Homme*, n°211, 2014, pp. 17-39.
- Plath Oreste, *L'Animita: hagiografía folclórica*, Santiago, Pluma y Pincel, 1993.
- Pollak-Eltz Angelina, *Las animas milagrosas en Venezuela*, Caracas, Fundación Bigot, 1989. *Quinto Elemento Lab*, 7 octobre 2020.
- Puccio-Den Deborah, « Maficraft. How to do things with silence? », *Journal of Ethnographic Theory*, Vol. 3, n°9, pp. 599-618, 2019.
- Quinto Elemento Lab, « Las fosas de Durango : Cuando las máquinas desmembraron a los muertos », *Crisis Forense*, 11 novembre 2020.
- Rea Daniela, « Dos mujeres, una lucha: los desaparecidos en Guerrero », *Pie de Página*, 29 août 2019.
- Registro Nacional de Personas Desaparecidas y No Localizadas, RNPNDNO
- Reineke Robin, *Naming the Dead: Identification and Ambiguity along the US- Mexico Border*, Unpublished Ph.D. Dissertation, The University of Arizona, 2016.
- Robin Azevedo Valérie, *Sur les sentiers de la violence. Politiques de la mémoire et conflit armé au Pérou*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019 ; (dir.), *Immatérialités de la mort*, Paris, CNRS Éditions, 2020.
- Robledo Carolina et Hernández Castillo, Aída R., « Diálogos entre la antropología social y las ciencias forenses », *Revista sobre acceso á justiça e direitos nas Américas*, Vol. 3, n°2, 2019, pp. 7-23.
- Robledo Carolina et al., « Violencia e ilegalidad en las fosas de Tetelcingo : Interpretaciones desde la antropología », *Resiliencia*, n°3, 2016, pp. 8-24.
- Robledo Silvestre Carolina, « Un memorial sin memoria : exclusión y autoritarismo en el México actual », *Alternativas. Revista de estudios culturales latinoamericanos*, n°5, 2015 ; *Drama social y política del duelo. Las desapariciones de la guerra contra las drogas en Tijuana*, Mexico, El Colegio de México, 2017 ; « Desaparecidos y desaparecidos entre masculinidades violentas », *A dónde van los desaparecidos*, 9 mai 2019 ; « Peinar la historia a contrapelo : reflexiones en torno a la búsqueda y exhumación de fosas comunes en México », *Encartes Antropológicas*, n°3, 2019.
- Rojas-Pérez Isaias, *Mourning Remains. State Atrocity, Exhumations, and Governing the Disappeared in Peru's Postwar Andes*, Stanford, University Press, 2017.
- Rosenblatt Adam (Ed.), *Digging for the Disappeared: Forensic Science after Atrocity*, Stanford, University Press, 2015.
- Rouso Henry, *Le syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1990 [1987].
- Rubio-Goldsmith Raquel, McCormick Melissa, Martinez Daniel et Duarte Inés, *The "Funnel Effect" and Recovered Bodies of Unauthorized Migrants Processed by the Pima County Office of the Medical Examiner, 1990-2005*, Report of the Binational Migration Institute, Mexican American Studies and Research Center, Tucson, University of Arizona, 2006.
- Ruiz Kevin, « Seis bandas delictivas se disputan la GAM », *El Universal*, 18 juin 2020.
- Salazar Araya Sergio, « Violence and value in the migratory passage through Central America: The Cadereyta massacre (2012) and the struggle to have the bodies returned », *Violence: An international journal*, Vol. 1, n°2, 2020, pp. 221-241.
- Sanchez Víctor, Perez, Manuel et Verastegui Jorge, *Formación y desarrollo de los colectivos de búsqueda de personas desaparecidas en Coahuila*. Lecciones para el futuro. México, El colegio de México, 2018.
- Sandoval Juan Manuel, « La megarregión Arizona-Sonora como Zona Especifica de Intensa Acumulación (Zeia) en el Espacio Global para la expansión del capital transnacional de la frontera México-Estados Unidos », *Revista Pós Ciências Sociais*, Vol. 16, n°32, 2019.
- Sanford Victoria, *Buried Secrets: Truth and Human Rights in Guatemala*, New York, Palgrave, 2003.
- Scheper-Hughes Nancy, « The Ghosts of Montes de Oca: Buried Subtext of Argentina's Dirty War », *The Americas : A quarterly review of Latin American history*, n°2, 2015, pp. 187-220 ; *Saints, Scholars, and Schizophrenics. Mental Illness in Rural Ireland*, Berkeley, University of California Press, 2001.
- Scheper-Hughes Nancy et Philippe Bourgois (eds.), *Violence in War and Peace: An Anthology*, Malden, Blackwell, 2004.
- Schindel Estela, « Death by "nature": The European border regime and the spatial production of slow violence », *Environment and Planning C: Politics and Space*, 2019 ; « Violent Borders. The Melilla Fence and the Injuries of the Schengen Regime » in James Tyner (eds) *The idea of Violence*, Roma, Viella, 2018.
- Scott James, *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, trad. Nicolas Guilhot et al., Paris, Seuil, 2013.

- Segall Marcelo, «Esclavitud y Trafico Culies en Chile», *Journal of Inter-American Studies*, Vol. 1, n°10, 1968, pp. 117-133.
- Segato Rita Laura, *Pedagogías de la crueldad. El mandato de la masculinidad*, *Revista de la universidad de México*, n°9, 2019, pp. 27-31.
- Sémelin Jacques, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Le Seuil, 2005.
- Severi Carlo, *Le principe de la chimère. Une anthropologie de la mémoire*, Paris, Éditions Rue d'Ulm – Musée du Quai Branly, 2007.
- Sharma Aradhana et Akhil Gupta (eds.), *The Anthropology of the State: A Reader*, Malden, Blackwell Publishing, 2006.
- SIDESO, «Tenorios», *Delegación Iztapalapa*, 2000.
- Siméant Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- Slack Jeremy et Campbell Howard, "On Narcocoyotaje: Illicit Regimes and their Impacts on the U.S. Mexico Border", *Antipode*, 2016.
- Sloan Katherine, *Death in the City: Suicide and the Social Imaginary in Modern Mexico*, Oakland, University of California Press, 2017.
- Snyder Timothy, *Bloodlands. Europe between Hitler and Stalin*, New York, Basic Books, 2010.
- Sommier Isabelle, «Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux», in Éric Agrikoliansky et al., *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 185-202.
- Souza Dalia, «"La justicia aplica tanto para la sociedad como para los policías": familiares de agentes de la fiscalía de Jalisco denuncian su arresto e inculpación por las detenciones del 5 de junio», *ZonaDocs*, 7 juin 2020.
- Speed Shannon, *Perilous Passages: The Neoliberal Multicriminal Settler State*, University Press North Carolina, 2019.
- Spigno Irene et Zamora Valadez Carlos, «Evolución de la desaparición forzada de personas en México. Análisis a la luz de la jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos», in Juana María Ibáñez Rivas, Rogelio Flores Pantoja et Jorge Padilla Cordero (eds.), *Desaparición forzada en el Sistema Interamericano de Derechos Humanos. Balance, impacto y desafíos*, México, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, 2020.
- Spire Alexis, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, Raisons d'agir, 2008.
- Steels Emmanuelle, «Giovanni López, le George Floyd mexicain», *Libération*, 10 juin 2020.
- Stepputat Finn (ed.), *Governing the dead. Sovereignty and the politics of dead bodies*, Manchester, University Press, 2014.
- Suwa Jun'ichiro, «Artworks, assemblage and interactivity on Teshima», *Shima*, Vol. 14, n°2, 2020.
- Takajashi Felipe et al. (eds.), *Medicina Forense*, Mexico, Manual Moderno, 2019.
- Tartakowsky Danielle, *Nous irons chanter sur vos tombes. Le Père-Lachaise, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Auber, 1999.
- Taussig Michael, «Culture of Terror – Space of Death. Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture», *Comparative Studies in Society and History*, n°26, vol 3, 1984, pp. 467-497 ; *I Swear I Saw This: Drawings in Fieldwork Notebooks, Namely My Own*, Chicago, University Press, 2011.
- Thales, «Sistema automatizado de identificación de huellas dactilares (AFIS) - una breve historia», *Thales*, 2019.
- Thomas Vincent, *Mort et pouvoir*, Paris, Payot, 1978 ; *Rites de mort. Pour la paix des vivants*, Paris, Fayard, 1996 ; *La mort en question. Traces de mort, mort des traces*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- Tlili Sarah, «La mise en ordre de la mort violente à Mexico, XVIII^e siècle», *Urbanités*, n°15, 2021, pp. 1-15.
- Traini Christophe et Siméant Johanna, «Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause», in Christophe Traini et Johanna Siméant, *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 11-34.
- Traverso Enzo, *Le passé : mode d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005.
- Turati Marcela, «Ensayo sobre el uso de ácido», *A dónde (Ile)van (a) los desaparecidos*, 12 novembre 2018.
- Tyner James A, *Violence in Capitalism: Devaluing Life in an Age of Responsibility*, University of Nebraska Press, Lincoln, 2016.
- Tzuc Efraín, «Los 7 datos engañosos sobre los avances en búsqueda de personas desaparecidas y hallazgo de fosas», *Aristegui Noticias*, 27 avril 2021.
- Urbain Jean-Didier, *L'Archipel des morts. Le sentiment de la mort et les dérivés de la mémoire dans les cimetières d'Occident*, Paris, Plon, 1989.
- Uribe María Victoria, *Matar, rematar, contramatar. Las Masacres de la Violencia en el Tolima. 1948-1964*, Bogotá, CINEP, 1990 ; *Anthropologie de l'inhumanité. Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004.
- Uribe María Victoria et Parrini Rodrigo (dirs.), *La violencia y su sombra. Aproximaciones desde Colombia y México*, Colombia/México, Universidad del Rosario/UAM, 2021.
- Valencia Sayak, *Gore Capitalisme*, Cambridge, Mass., London, Semiotext(e), MIT Press, 2018 ; *Capitalismo gore. Control económico, violencia y narcopoder*, Buenos Aires, Paidós, 2016.
- Vallejo Macías Martha Elena, «Fray Antonio Alcalde, intercesor ante Dios por los desaparecidos», *Semanario arquidiocesano de Guadaluajara*, n°1156, 2019.
- Varela Huerta Amarela, «"Buscando una vida vivible": la migración forzada de niños de Centroamérica como práctica de fuga de la "muerte en vida"», *El Cotidiano*, nov.-déc. 2015, n°194, pp. 19-29.
- Verdery Katherine, *The political lives of dead bodies. Reburial and Postsocialist Change*, Columbia University Press, [1989].
- Vicente Ovalle Camilo, *[Tiempo suspendido]. Una historia de la desaparición forzada en México, 1940-1980*, Ciudad de México, Bonilla Artigas Editores, 2019.
- Villareal Martínez María Teresa, «Respuestas ciudadanas ante la desaparición de personas en México (2000-2013)», *Espacios Públicos*, Vol. 17, n°39, 2014, pp. 105-135 ; «Las mesas de seguimiento de casos de personas desaparecidas, una experiencia de incidencia en Nuevo León», *Revista Enfoques*, Vol. , n°23, 2015, pp. 85-97.
- Vizcarra Marcos, «Crisis forense : Cuando las funerarias suplieron al Semefo», *Crisis Forense*, 7 octobre 2020.
- Vovelle Michel, *Mourir autrefois. Attitudes collectives devant la mort aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 1974.
- Wagner Sarah, *To Know Where He Lies: DNA Technology and the Search for Srebrenica's Missing*, Berkeley, University of California Press, 2008.
- Yankelevich Javier, «Guerra Sucia: la Femosp sólo logró una condena, y leve», *Proceso*, 30 janvier 2020.
- Zacka Bernardo, *When the State Meets the Street. Public Service and Moral Agency*, Harvard, University Press, 2017.

Les auteurs et autrices



Josemaría BECERRIL ACEVES

Josemaría Becerril Aceves est doctorant en anthropologie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et membre de l'équipe Anthropologie de la vie du Laboratoire d'Anthropologie Sociale (LAS). Après avoir consacré son master à l'étude des institutions médico-légales de l'État mexicain, il poursuit aujourd'hui des enquêtes ethnographiques sur les rapports de la paysannerie maya au gouvernement national et aux marchés globaux sur les confins de la péninsule du Yucatán. Il s'intéresse notamment au rôle des peuples indigènes dans les agencements économiques, écologiques et techniques qui ravagent ou soignent les forêts tropicales.



Emmanuelle CORNE

Après avoir été vingt ans libraire puis éditrice en sciences humaines et sociales, Emmanuelle Corne a choisi de devenir photographe documentaire. Inspirée par les sujets liés au genre et à l'intersectionnalité, à l'invisibilité et par le reportage au long cours, elle porte un regard photographique sur les populations, regard qui ne s'arrête pas aux luttes ou revendications mais aussi aux actions collectives et positives. Quant au Mexique, elle est partie dans le cadre d'une mission ANR en accompagnant l'anthropologue Sabrina Melenotte pour qu'ensemble elles partagent et enrichissent mutuellement leurs matériaux et leur regard.



Paola DÍAZ

Paola Díaz est anthropologue et docteure en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales. Ses recherches portent notamment sur les disparitions de personnes en Amérique latine (Chili et Mexique), la mort et la disparition en migration (Mexique-États-Unis) ainsi que la violence institutionnelle (abus au sein de l'Église catholique). Elle est chercheuse associée au Centre d'études des mouvements sociaux (CEMS-EHESS), chercheuse au Centre for Social Conflict and Cohesion Studies (COES-FONDAP) au Chili et chercheuse affiliée à l'Institut Convergences Migrations-France (2021-2025).



Luis LÓPEZ

Luis López est sociologue. Diplômé de l'École des hautes études en sciences sociales, ancien chercheur au CADIS, il a travaillé sur divers terrains en Amérique centrale et du Sud et en France. Depuis 2017, il est membre du laboratoire Architecture Milieu Paysage (AMP) de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette où il travaille sur les liens entre des expérimentations plastiques et les mutations urbaines. Ses recherches actuelles portent sur les violences extrêmes, notamment la disparition forcée de personnes au Mexique ; les quartiers auto-produits et leurs innovations culturelles ; les tiers lieux et leur potentiel novateur ; les extrêmes de l'âge dans la ville.



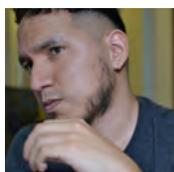
Sabrina MELENOTTE

Sabrina Melenotte est anthropologue. Chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), affiliée à l'Unité de recherche Migrations et Sociétés (URMIS), elle est co-rédactrice en chef de la revue *Condition humaine / Conditions politiques*. Revue internationale d'anthropologie du politique et membre du comité de rédaction de la revue *Violence: An international journal*. Après une recherche doctorale sur le conflit armé au Chiapas (Mexique), elle mène une anthropologie politique de la disparition qui se concentre sur les recherches de personnes disparues et le gouvernement des mort.e.s au Mexique, comme autant d'expressions politiques, sociales et culturelles mises en œuvre pour faire face aux violences extrêmes et massives en cours.



Natalia MENDOZA

Natalia Mendoza Rockwell a obtenu un doctorat en anthropologie à l'université de Columbia. Elle est professeure à l'Université de Fordham (New York). Ses recherches portent sur l'ethnographie de l'État et des institutions politiques, l'informalité, le crime organisé, la théorie des actes de parole et le pragmatisme.



Marcos NUCAMENDI

Marcos Nucamendi fait partie du projet A dónde van los desaparecidos, un site d'enquête et d'analyse journalistique sur la logique de la disparition au Mexique. Au cours des dix dernières années, il a travaillé en tant que journaliste et professeur d'université dans le domaine des relations internationales et des sciences politiques dans la ville de Puebla. Il suit actuellement ses études de master en coopération internationale à l'Institut de recherche Dr. José Luis María Mora, à Mexico.



Verónica VALLEJO FLORES

Verónica Vallejo Flores est docteure en histoire de l'Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne et coordinatrice de l'ANR « SoV - Sortir de la violence » (2021) dirigée par Yvon Le Bot. Elle est chercheuse associée au laboratoire Mondes Américains (CNRS/EHESS, UMR 8168) et au Centre d'histoire du XIX^e siècle (Paris 1, EA 3550). Ses recherches portent principalement sur les conflits ordinaires et les pratiques judiciaires au Mexique au XIX^e siècle. Elle s'est récemment intéressée à l'histoire du temps présent, en particulier à l'étude des nouvelles pratiques mémorielles autour des personnes disparues.

Direction scientifique & éditoriale

Sabrina Melenotte

Coordination éditoriale & relecture

Emmanuelle Corne, Nadège Larcher, Chloé Lepart,
Sabrina Melenotte, Marie Villette

Conception graphique

Chloé Lepart, Marie Villette

Couverture

Collectif Paris-Ayotzinapa, Vincent Trouillard

Crédits photographiques

Yolanda Chio, Miguel Fernández de Castro, Emmanuelle Corne,
Marc Damage, Basem Hemza, Mario Marlo, Pablo Mardones,
Lorenza Sigala

MEXIQUE : UNE TERRE DE DISPARU.E.S

19 RÉCITS, 2 ENQUÊTES,
1 PORTFOLIO

Depuis la « guerre contre le narcotrafic » impulsée en 2006, le Mexique est devenu une terre de disparu.e.s.

En donnant voix et visages aux familles de victimes qui suivent les traces de leurs êtres chers, les récits et les photographies de cet ouvrage livrent des clés de compréhension sur la façon dont une société vit dans, avec, contre et après des violences extrêmes et massives.

Face à un État dysfonctionnel et des institutions fragmentées, les recherches « en vie », « dans la nature », auprès des institutions, dans les villes et villages reculés, mais aussi les expressions artistiques et mémorielles, sont autant de clameurs de justice d'une société qui embrasse à bras le corps le destin de dizaines de milliers d'anonymes, disparu.e.s ou retrouvé.e.s mort.e.s.



EM
fondation
maison des
sciences
de l'homme

IRD
Institut de Recherche
pour le Développement
FRANCE

SV

ANR
PROJET FINANCÉ PAR L'ANR
SUPPORTED BY THE ANR

URMIS
Unité de recherches
Migrations et société